

Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires



Dirigé par
Christine Verschuur,
Isabelle Guérin et
Isabelle Hillenkamp

Cahiers
genre et développement

n° 10 2017

L'Harmattan

**Genre et économie solidaire,
des croisements nécessaires**

Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires

*Dirigé par Christine Verschuur,
Isabelle Guérin et Isabelle Hillenkamp*

Cahiers genre et développement

n° 10 • 2017



—
INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

L'Harmattan

Responsables de la publication

Christine Verschuur, Institut de hautes études internationales et du développement

Assistante de coordination

Emmanuelle Chauvet, Institut de hautes études internationales et du développement

Traductions et relecture

Aurélié Cailleaud, Emmanuelle Chauvet, Camille Roth, Caroline Sordia,
Saskia Velásquez

Mise en pages

Atelier Françoise Ujhazi, Genève

Couverture

Tapisserie en sisal, artisanat populaire du Nicaragua

Financement

Direction du développement et de la coopération suisse (DDC)
Institut de hautes études internationales et du développement

Collaboration

EFI: 2 rue de la Tannerie, 1227 Carouge (Suisse)

Contact

Institut de hautes études internationales et du développement
Centre genre
Chemin Eugène-Rigot, 2; case postale 1672
1211 Genève 1 (Suisse)
<http://graduateinstitute.ch>
<http://graduateinstitute.ch/genre>

© L'Harmattan, 2018

5-7, rue de l'École-Polytechnique, 75005 Paris

<http://www.editions-harmattan.fr>

ISBN : 978-2-343-14229-6

EAN : 9782343142296

..... Sommaire

Présentation et introduction

Présentation des *Cahiers genre et développement*
Christine Verschuur 9

Concepts et théories en études féministes et économie sociale et solidaire.
Croisements et fertilisation
Christine Verschuur, Isabelle Guérin et Isabelle Hillenkamp 15

1. Épistémologie d'une « autre économie »

Alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation
Boaventura de Sousa Santos et César Rodríguez Garavito 37

Penser une politique postcapitaliste féministe avec Marx
J. K. Gibson-Graham, Esra Erdem et Ceren Özselçuk 57

Économie solidaire et capitalisme dans la perspective
des transitions historiques
Luiz Inácio Gaiger 71

L'économie solidaire comme économie plurielle
Bernard Eme et Jean-Louis Laville 95

2. Analyse féministe de l'économie

Étudier le choix ou étudier l'approvisionnement social ?
Genre et définition de l'économie
Julie A. Nelson 103

Polanyi, la construction du marché global et ce qu'apporte le genre
Lourdes Benería 115

Richesses oubliées : tissu et production des femmes dans le Pacifique <i>Annette B. Weiner</i>	137
---	-----

Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique <i>Anne-Marie Daune-Richard et Anne-Marie Devreux</i>	149
---	-----

3. Croisements de l'économie solidaire et des études féministes

L'économie féministe du point de vue de l'Amérique latine : enrichir les débats sur l'économie sociale et solidaire ? <i>Valeria Esquivel</i>	155
---	-----

L'économie sera solidaire si elle est féministe <i>Yolanda Jubeto Ruiz et Mertxe Larrañaga Sarriegi</i>	169
--	-----

Femmes et économie solidaire : opportunités et dangers <i>Isabelle Guérin</i>	183
--	-----

4. Réinvention du politique

Plus que les armes des faibles : l'organisation des travailleuses dans l'économie informelle <i>Naila Kabeer, Kirsty Milward et Ratna Sudarshan</i>	191
---	-----

Économie solidaire, agroécologie et féminisme <i>Miriam Nobre</i>	209
--	-----

Marchandisation, protection sociale et émancipation. Les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme <i>Nancy Fraser</i>	223
---	-----

Féminisme et économie solidaire : penser les rapports entre le politique et l'économique <i>Jean-Louis Laville</i>	241
--	-----

5. Division sexuelle du travail et mobilisations

- Les chemins de la prolétarianisation : organisation de la production,
division sexuelle du travail et action collective des femmes
Louise A. Tilly 267
- Genre, travail et action collective : une analyse fondée sur un processus
de récupération d'usine dans la ville de Buenos Aires
Maria Inés Fernández Álvarez 277
- Consubstantialité de sexe, de race et de classe dans l'économie
solidaire : une analyse à partir du cas de l'usine Catende (Brésil) 7
Carolina Orquiza Cherfem 289
- Résistance déguisée et reproduction sociale : la lutte des femmes
pauvres pour accéder aux services urbains à Bangalore
Kaveri Thara 305
- L'invasion culturelle
Paolo Freire 319
- La politique publique brésilienne de formation en économie solidaire :
fondements, progrès et défis
Adriane Vieira Ferrarini 327

6. Repenser la reproduction sociale

- Féminisme et politique des communs
Silvia Federici 335
- Les cuisines collectives dans les communautés urbaines marginales
au Pérou
Jeanine Anderson 351
- Organiser la protection sociale par la solidarité entre travailleuses :
l'Association des travailleuses indépendantes SEWA (Inde)
Mirai Chatterjee 381
- Solidarité systémique, solidarité de proximité et équité de genre :
une lecture sud-américaine
Fernanda Wanderley 399


Liste des encadrés

La relation fantomatique entre théorie et pratique <i>Boavista de Sousa Santos</i>	40
La sociologie des absences et la question de l'échelle dominante <i>Boavista de Sousa Santos</i>	49
Travail domestique et la théorie de la valeur de Marx <i>Paul Smith</i>	151
Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire <i>Nancy Fraser</i>	261
De la reproduction à la production <i>Claude Meillassoux</i>	377

Présentation des *Cahiers genre et développement*

..... Christine Verschuur*

9

ous publions ici le dixième volume de la collection *Cahiers genre et développement*, lancée en 2000. Chacun de ces volumes est constitué de documents relatifs au concept de genre et à l'analyse des problèmes de développement qu'il permet, sur une thématique particulière. La collection propose, en langue française, des articles originaux et des documents de référence concernant les inégalités de genre dans le développement, tant des analyses théoriques que des études de cas. Ce matériel se compose de contributions inédites d'auteur-es du Sud et du Nord, mais aussi de traductions, d'extraits d'ouvrages ou d'articles. Ces ouvrages sont destinés à des chercheur-es ou étudiant-es, des institutions de recherche et de développement, à des responsables ou à des chargé-es de programmes dans des ONG ou des organismes de coopération.

Les *Cahiers genre et développement* contribuent ainsi à mieux faire connaître la diversité des approches, idées et pratiques féministes en lien avec la problématique du développement, notamment en provenance des pays du Sud, qui contribuent largement à la construction de ce champ d'étude. Un riche champ d'étude en genre et développement s'est constitué depuis une cinquantaine d'années, qui contribue de manière incontestable aux analyses critiques du développement, tant au niveau des théories que des pratiques.

Le premier numéro des *Cahiers genre et développement* fournit des éléments pour mieux comprendre le concept de genre en tant qu'outil d'analyse. Les numéros 2 et 3 constituent un ensemble et portent sur l'économie. Le numéro 2 présente un premier éclairage sur les rapports sociaux entre hommes et femmes, leurs transformations, et l'ensemble des situations dans lesquelles les femmes sont insérées économiquement. Il expose également les principales notions qui informent structurellement ces situations, comme

celles de la division sexuelle du travail, de l'articulation entre les rapports de production de type domestique et les rapports de production de type capitaliste. Le numéro 3 poursuit cette analyse économique en se penchant particulièrement sur l'accélération du mouvement de mondialisation économique néolibérale, l'accroissement des inégalités et des écarts entre la pauvreté pour les un-es et la prospérité pour les autres. Le numéro 4 présente les réflexions sur le pouvoir, les processus d'*empowerment*, les transformations des rapports et des identités de genre, les processus d'organisation autour de la prise de conscience et la défense des droits. Il aborde les mouvements et organisations de base et féministes qui cherchent à promouvoir des changements vers une plus grande justice sociale et des rapports plus équitables entre hommes et femmes. Dans le numéro 5, ces questions sont abordées dans le contexte de la division internationale du travail et des migrations. La perspective de genre permet non seulement de rendre les femmes visibles parmi les migrants, mais aussi de comprendre comment elles s'inscrivent dans la nouvelle division internationale du travail, de souligner les discriminations particulières qui les affectent ainsi que leurs capacités d'action. Le numéro 6 s'intéresse à comprendre comment les femmes, selon leurs appartenances de classe et de race, interviennent dans les associations et mouvements populaires, environnementaux et urbains. Le numéro 7 s'attache à souligner la diversité et la richesse des mouvements de femmes et/ou féministes de par le monde, depuis la fin du XIX^e siècle, qui se sont organisés et mobilisés autour d'enjeux variés. L'ouvrage montre aussi comment les apports des féministes et des mouvements de femmes de tous pays ont contribué à la construction de la pensée féministe. Il indique que la réflexion abordée depuis des années par les études féministes sur l'intersectionnalité des catégories de genre, classe, race, caste a nourri et, d'une certaine manière, précédé, le champ des études postcoloniales. Le numéro 8 porte sur le développement rural et les changements agraires. Les études critiques du développement agricole et rural ont certes analysé les processus d'appauvrissement des paysannes et des paysans et les politiques ayant mené aux dépendances alimentaires, mais sans prendre en compte les rapports sociaux de genre. Cet ouvrage aborde plusieurs champs de réflexion : les silences dans l'économie politique des changements agraires en raison de l'absence de prise en compte du genre, entendu comme outil d'analyse ; la libéralisation agricole et l'articulation du travail reproductif et productif au sein des divers systèmes de production agricoles ; les logiques d'action des paysannes et les rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans les systèmes de production vivrière, ainsi que les transformations du travail en milieu rural ; le champ de recherche autour de la question de l'accès des femmes à la terre ; les luttes des paysannes et les enjeux liés au droit à l'alimentation.

Le numéro 9 porte sur la globalisation de la reproduction sociale. Les discours sur le genre, la race et la classe organisent la nouvelle division internationale du travail dans laquelle le travail reproductif aussi se globalise. Ce numéro s'intéresse à ces processus, d'un point de vue théorique, mais aussi à partir d'analyses des transformations dans les vies des personnes migrantes, de leurs points de vue, leurs souffrances et leurs luttes, leurs capacités d'action et leur créativité. Il s'attache à montrer les liens entre les foyers et le ou la travailleuse migrante, et montre comment les foyers transnationaux s'articulent au système capitaliste global. Il souligne l'importance de considérer le travail de reproduction sociale et les rapports sociaux dans le cadre desquels il est réalisé, dans des réseaux transnationaux, pour comprendre le développement et la prospérité du capitalisme global.

Le numéro 10 que nous publions ici porte sur l'économie sociale et solidaire dans une perspective féministe. Les initiatives fourmillent dans le monde pour construire des alternatives, inventer de nouveaux rapports sociaux et de pouvoir, bâtir une économie citoyenne qui ne soit pas au service du profit mais de l'intérêt collectif et fondée sur la solidarité. Avec la globalisation néolibérale qui exacerbe la crise de la reproduction sociale, économique, écologique, des femmes et des hommes inventent d'autres formes de production, d'échange, de redistribution, de prise en charge de services publics déliquescents ou absents. L'économie sociale et solidaire sert-elle simplement à soulager les effets négatifs de l'économie néolibérale globalisée, ou ouvre-t-elle des possibilités d'émancipation? Comment expliquer le faible intérêt dans la littérature sur l'économie sociale et solidaire pour le genre et les théories et recherches féministes? Pourtant, la question de l'organisation de la reproduction sociale, centrale dans les études féministes, reste invisible ou négligée dans les études économiques et de développement, alors qu'elle est au fondement des inégalités de genre dans le développement. Pourtant les pratiques de l'économie solidaire sont genrées, avec une division sexuelle du travail, une valorisation du travail inégalitaire, une forte présence d'activités répondant à la crise de la reproduction sociale, une surreprésentation des femmes subalternisées. Pourtant aussi, un champ important d'études a porté sur les initiatives collectives de femmes, dans l'agriculture, l'artisanat, l'économie informelle, la commercialisation, la protection sociale, et s'est interrogé sur les possibilités d'*empowerment* collectif et de changements sociaux et politiques qu'elles ouvrent.

Ce numéro propose justement de croiser les regards de l'économie solidaire et des études féministes. Les textes témoignent des apports des études féministes aux études économiques. Ils présentent également des apports théoriques de l'économie solidaire. Ils révèlent le bouillonnement d'initiatives pour réinventer l'économie, de manière à ce qu'elle soit réencastrée dans le

social et le politique. On lira ici des pistes théoriques et des pratiques alternatives pour répondre à la crise de la reproduction sociale, repenser le politique et la démocratisation de l'économie. La réflexion ouverte à travers ces textes suggère que les études et pratiques féministes peuvent contribuer à construire une économie solidaire et féministe, soucieuse de la justice sociale et de genre.

Les *Cahiers genre et développement* constituent un espace pour mieux faire connaître l'outil d'analyse qu'est le genre, où se croisent les théories féministes, dans toute leur diversité, avec les études du développement. Un espace où s'expriment et sont rapportés les expériences concrètes des femmes, de différentes appartenances et origines culturelles, et les savoirs qui sont élaborés par et avec elles. Nous poursuivons dans chacun des *Cahiers* nos efforts afin de mieux rendre compte des multiples apports des chercheur-es, mouvements féministes et organisations de femmes, en particulier des Suds, dont les théories féministes sont redevables.

Les *Cahiers genre et développement* ont pour objectif de contribuer à ce que la perspective de genre soit incorporée dans les recherches, formations, programmes et projets. Ils favorisent les échanges sur les expériences et la circulation des résultats des recherches, de plus en plus nombreuses, entreprises avec cet outil d'analyse. Cela devrait permettre aux personnes de mondes académiques, professionnels et culturels variés de contribuer à la conceptualisation et aux débats critiques sur cette problématique, et de penser aux liens entre engagements féministes et contre les inégalités sociales d'une part, et engagements professionnels, définition et mise en œuvre de politiques et programmes, d'autre part.

Pour accompagner ces efforts, un Pôle genre et développement s'est mis en place en 2003 au sein de l'IHEID (Institut de hautes études internationales et du développement), à Genève, avec le soutien de la Direction du développement et de la coopération suisse (DDC). Le Pôle genre et développement a pour objectif de renforcer, de promouvoir et d'intégrer des initiatives de réflexion, de recherche, de formation et d'échanges dans le domaine du genre au sein des études du développement. Il cherche à encourager la prise en compte de cette perspective dans les politiques et programmes de développement. Reconnaissant la pertinence de ce champ de savoir interdisciplinaire en genre, un Programme genre, globalisation et changements a été créé au sein de l'IHEID en 2011, qui prolonge et étend les activités du Pôle genre et développement. Sur le site Internet <http://graduateinstitute.ch/genre> peuvent être trouvées des informations sur les activités de l'équipe d'enseignantes et chercheuses de ce programme, qui comprennent des projets de recherche, des colloques internationaux, des publications, des formations par e-learning, une

école doctorale en études genre, l'accueil de chercheur-es associé-es. Les enseignements en genre ont été renforcés, un important fonds documentaire au sein de la bibliothèque de l'IHEID a été constitué et des réseaux ont été tissés avec des institutions en Suisse, en Europe, et dans des pays du Sud. L'Institut a décidé de renforcer ce programme et de le transformer en Centre genre pour poursuivre ces activités de production et diffusion de connaissances en genre et développement, dans l'objectif d'appuyer les transformations vers plus de justice sociale et de genre.

Inclure une perspective de genre donne des outils pour infléchir l'orientation des paradigmes de développement actuels, en particulier dans le contexte de la mondialisation, en y incluant les critiques et les revendications de plusieurs décennies de luttes et d'études féministes, aux Suds comme aux Nords. Les transformations des rapports de genre impliquent de profonds changements, pour aller vers une société plus juste et équitable.

Christine Verschuur
Genève, 2017

Concepts et théories en études féministes et économie sociale et solidaire. Croisements et fertilisation

..... *Christine Verschuur**, *Isabelle Guérin***
*et Isabelle Hillenkamp****

L'articulation de l'économie domestique à l'économie globale

Le cas des travailleurs migrants mozambicains dans les mines d'Afrique du Sud apporte une bonne illustration de la place qu'occupent dans l'économie capitaliste les communautés paysannes dont les mineurs sont originaires. Depuis la période coloniale, des hommes du sud du Mozambique étaient engagés durant leur période de vie adulte par les entreprises minières sud-africaines qui payaient une partie de leur salaire directement en or à l'État (First 1977). Les salaires obtenus lors de ces migrations servaient, dans un premier temps, à constituer le *lobolo* (la dot) des jeunes Mozambicains, leur permettant de se marier et participant ainsi de la construction des masculinités. Ces migrations étaient temporaires, ces hommes rentrant régulièrement chez eux durant plusieurs années de leur vie active lorsqu'ils étaient en congés, hors d'état de travailler, malades ou trop âgés, ou lorsque les employeurs des mines réduisaient la demande de main-d'œuvre. Les communautés domestiques paysannes et la famille, et notamment les femmes de

* Anthropologue, Institut de hautes études internationales et du développement, Suisse

** Socio-économiste, Institut de recherche pour le développement, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques, France

*** Socio-économiste, Institut de recherche pour le développement, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques, France

ces communautés grâce à leur travail, maintenaient l'économie paysanne, y compris sans les apports d'une partie des forces vives de la communauté. Cet ensemble d'activités et de relations permettait d'assurer l'entretien de l'ensemble des membres de la communauté, d'élever des jeunes jusqu'à ce qu'ils soient en âge d'aller travailler, de s'occuper de l'entretien des hommes durant leur âge productif, à chacun de leurs retours, puis lorsqu'ils n'étaient plus actifs. Les salaires des mineurs migrants ne couvraient pas l'ensemble des frais de reproduction et d'entretien des travailleurs et ceux-ci étaient complétés par la contribution en travail de la communauté domestique, et notamment celui des paysannes restées sur place, permettant de maintenir des salaires bas et d'augmenter la plus-value pour les entreprises minières. En exploitant un des membres de la communauté domestique – le mineur – sans l'extraire de celle-ci, les entreprises exploitaient ainsi l'ensemble de la communauté et s'approprièrent une partie du travail des femmes. Ce système, articulant production minière et économie agraire en maintenant les rapports sociaux propres aux communautés domestiques paysannes, contribuait à la prospérité des grandes entreprises minières (First 1977 ; Verschuur *et al.* 1986).

Dans le processus d'accumulation primitive décrit par Marx en Grande-Bretagne, l'émigration sans retour des paysans vers les villes, suite à l'expropriation de leurs terres, avait permis d'assurer la reproduction gratuite d'une large part de la force de travail, mais ne résolvait pas la question de son entretien et de son renouvellement, comme dans le cas des migrations temporaires au Mozambique. Les migrations définitives n'apportent un gain significatif que le temps d'une génération, le temps de la vie active du migrant.

Les migrations, en permettant de répondre à la demande en «travailleurs venant au monde tout faits» (Marx cité par Meillassoux 1975, 161), contribuent à la reproduction «gratuite» de la force de travail. Les migrations temporaires de travailleurs et travailleuses vers des régions et pays plus riches permettent de pallier le problème de l'entretien et du renouvellement de la force de travail (Le Bris, Rey et Samuel 1976 ; Meillassoux 1975). Le travail domestique nécessaire pour cela, réalisé en majeure partie par des femmes du *Global South* et, parmi elles, les plus exclues, est ainsi approprié par le système global (Federici 2002).

La globalisation néo-libérale a créé un nouvel ordre colonial et une crise de la reproduction sociale dans le *Global South*, qui entraîne une nouvelle division internationale de travail traversée par des rapports sociaux de sexe, de classe et de race. Cela se manifeste par une féminisation du prolétariat dans les industries manufacturières délocalisées ou les entreprises agro-industrielles, une

croissance de la place des femmes dans l'économie informelle dans les villes ou dans les productions agricoles marchandes, une féminisation des migrations, la globalisation de la reproduction sociale et le *care drain* à travers les chaînes globales de soins (Benería 1982; Kabeer 1995; Sassen 2005; Federici 2002; Ehrenreich et Hochschild 2004; Maruani 2011; Verschuur et Catarino 2013). Le nombre croissant de personnes, hommes et femmes, généralement jeunes, qui partent en migrations temporaires dans d'autres pays ou régions plus riches, illustre combien les économies domestiques sont articulées avec l'économie globalisée, système qui constitue la base de la prospérité dans le *Global North*.

La constitution symbolique et culturelle, sociale, économique et politique des rapports de genre, de classe et de race, permet de maintenir le lien organique entre des rapports sociaux de type domestique – au sein de la famille et des communautés domestiques – et des rapports sociaux capitalistes. Avec le processus de mondialisation du capitalisme ou sous son couvert, ce qui a été appelé «développement» depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, et la financiarisation croissante de l'économie, ces rapports sociaux de type domestique, loin d'être détruits, continuent d'être préservés car nécessaires au fonctionnement de l'économie globale.

Nous avons déjà abordé, dans les ouvrages de cette collection, dans une perspective féministe, les questions de l'économie, des migrations, de la globalisation néo-libérale¹. L'exemple abordé ci-dessus concernant la question agraire et la question de la globalisation de la reproduction sociale a fait l'objet de nos deux dernières publications². Dans chacun des ouvrages, nous avons porté une attention particulière aux organisations et luttes de femmes, notamment dans le *Global South*, face à ces problématiques, et aux alternatives proposées ou mises en œuvre. L'ouvrage *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes* (Verschuur 2010) a illustré la richesse des groupements et mouvements de femmes organisées et contestant les ordres politiques, économiques, sociaux, environnementaux, culturels, dans toutes les régions du monde. Ces diverses publications ont pour objet de montrer les apports des études féministes du développement aux études féministes en général, et des études féministes aux études de développement en particulier, pour progresser dans la théorisation de la reproduction sociale.

¹ *Genre et économie, un premier éclairage* (Bisilliat et Verschuur 2001); *Genre, mondialisation et pauvreté* (Verschuur et Reysoo 2002); *Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations* (Verschuur et Reysoo 2004).

² *Genre, changements agraires et alimentation* (Verschuur 2012a); *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale* (Verschuur et Catarino 2013).

Dans cet ouvrage, nous voulons poursuivre ces questionnements en nous penchant sur le bouillonnement d'initiatives et de collectifs qui cherchent des alternatives, *ici et maintenant*, pour une autre économie, des rapports sociaux différents, d'autres formes d'insertion dans l'économie globale, le renforcement du pouvoir des groupes marginalisés. Les initiatives collectives, dans lesquelles des femmes exclues sont très présentes, se développent depuis longtemps, mais elles restent peu étudiées en profondeur. Souvent, lorsque les collectifs de femmes sont évoqués, c'est uniquement comme des initiatives sociales, de manière instrumentale ou encore condescendante. L'enchevêtrement des rapports économiques, sociaux, politiques et culturels, tout comme l'articulation entre le local et le global, sont rarement analysés.

18
.....

Souvent féminins, les collectifs et mouvements qui revendiquent ou expérimentent des initiatives solidaires peuvent-ils aussi être féministes? À quelles conditions, sous quelles formes et dans le cadre de quels rapports sociaux peuvent-ils contribuer à l'émancipation des femmes? Dans quelles conditions peuvent-ils participer à repenser l'organisation de la reproduction sociale, dont les études féministes ont montré le caractère central pour comprendre la reproduction des inégalités? Telles sont les questions qui guident cet ouvrage.

Un double regard

Apporter des éléments de réponse à ces questions suppose d'adopter une position épistémologique singulière. En croisant l'approche «possibiliste» suggérée par des auteurs comme Hirschman (1971) et plus récemment Gibson-Graham (2003; 2006) ou encore Sousa Santos (2011), qui plaide pour une sociologie des «émergences», avec les apports de la littérature féministe, il convient d'être attentives à la manière dont ces initiatives bousculent de manière novatrice les frontières habituelles entre le public et le privé, l'économique, le social et le politique (Guérin, Hersent et Fraisse 2011). Ces initiatives questionnent les concepts de valeur et de richesse. Elles conduisent à repenser la notion même d'économie, qui ne se limite plus à la production ou l'allocation de ressources, mais recouvre l'ensemble des relations et activités nécessaires à la reproduction et l'entretien de la vie (Meillassoux 1981; Polanyi 1983). Prenant le contre-pied de politiques universalistes et standardisées, elles s'ancrent dans le territoire et les espaces vécus des populations. Aux actions concrètes, elles articulent des pratiques de discussion, de délibération et parfois de mobilisation, de résistance, voire de révolte. Elles répondent en cela à des préoccupations avancées depuis longtemps par certains courants féministes convaincus que la lutte contre le patriarcat suppose de repenser la nature même de l'économie (Benería

1981; Nelson, 1995) et du politique (Davis 1992; Basu 1995), ainsi que l'hétérogénéité des aspirations et des contraintes des femmes, selon leurs appartenances (Mohanty 1988).

Ce premier regard, soucieux de déconstruire les schèmes dominants et de rendre justice à la multiplicité des manières d'être, de faire et de penser, n'exclut pas une analyse critique. Il s'agit, de manière articulée, d'interroger la nature des rapports sociaux dans lesquels s'inscrivent ces initiatives et comment ceux-ci s'articulent avec les rapports sociaux dominants. Ce regard critique examine dans quelle mesure les initiatives solidaires enferment les femmes dans des espaces clos, renforcent ou suscitent des inégalités non seulement de genre, mais aussi de classe, de race ou d'ethnicité, se substituent à moindres frais à l'intervention publique, qu'elle soit locale, nationale ou supranationale, ou encore se transforment en maillon faible de chaînes de valeur globalisées, voire en réceptacles de mouvements religieux extrémistes.

Ce double regard, à la fois possibiliste et critique, ne va pas de soi puisqu'il suppose de combiner des approches épistémologiques souvent pensées comme contradictoires, attentives d'une part aux subjectivités, aux mondes vécus, aux marges de manœuvre, aux résistances et aux processus de changement et, d'autre part, aux structures et rapports de pouvoir, sources de différenciation et de domination. Ce double regard impose par ailleurs de s'affranchir de nos catégories d'analyse trop souvent figées dans une conception abstraite et autonome, séparée, de l'économique, du social et du politique.

Les organisations de femmes

De manière générale, les historiennes des femmes et du genre ont changé la perception des problèmes de société et l'histoire sociale (Tilly et Scott 2002). Des études sur les ouvrières dans l'industrie de la chaussure en Nouvelle-Angleterre au XIX^e siècle, sur les cigarières, les ouvrières dans le tissage de tapis, dans les filatures de coton du Sud, dans les usines de textile ont révélé leur rôle, négligé, dans les conflits de travail ou dans le processus d'industrialisation, les différences entre les cultures masculine ou féminine du travail ou encore les tensions entre leur travail d'ouvrières et leur travail domestique. Au-delà de l'élite, ces études ont porté l'attention sur les gens ordinaires, les femmes et les rapports sociaux de sexe. Elles ont introduit la catégorie de genre, telle que Scott l'a définie, en se centrant sur la signification, le pouvoir et l'acteur. En considérant les expériences des femmes comme un fait d'histoire à découvrir et à décrire, ces études ont permis de

considérer les femmes comme des sujets sociaux dont les vies ont un intérêt, tant comme membres de leur famille que comme travailleuses, membres d'organisations ou de mouvements sociaux.

Dès l'apparition du terme «féministe», au XIX^e siècle, des organisations de femmes, des collectifs, se sont constitués, prenant conscience des discriminations envers elles, dans toutes les parties du monde et parmi des groupes d'appartenances très diverses, esclaves, ouvrières ou bourgeoises, socialistes, pacifistes ou migrantes. Ces organisations ont contesté les ordres idéologiques, politiques, économiques, environnementaux, sociaux, familiaux et de genre sur lesquels s'est appuyée la mondialisation du capitalisme. Elles ont contesté le recul des actions publiques dans les politiques sociales, les dégradations environnementales, l'invisibilité et la dévalorisation du travail des femmes, les inégalités dans la nouvelle division internationale du travail, les inégalités dans l'accès aux espaces de pouvoir. Elles ont développé des pratiques économiques qui ne sont pas dissociées du social ou du politique. Ces organisations ont lutté pour les droits des femmes et contre les inégalités de pouvoir, revendiqué l'égalité avec les hommes, dans la sphère privée comme dans la sphère publique.

Hier comme aujourd'hui, des activités économiques collectives sont menées par des femmes organisées, comme des historiennes, des anthropologues, sociologues et économistes féministes l'ont montré et étudié. Ainsi on peut évoquer, parmi d'innombrables exemples, les ateliers collectifs autogérés de production textile au Pérou (Ypeij 2002), les coopératives de transformation de produits alimentaires au Sénégal (Abdoul 2002), les collectifs de restauration dans les quartiers populaires au Pérou ou au Sénégal (Anderson 2015 ; Ndoye 2014), les coopératives de consommation³, des pratiques de tontines au Sénégal (Guérin 2003), les activités des groupes de commerçantes du chemin de fer Bamako-Dakar (Lambert 1993), les groupes de commerce équitable et d'économie solidaire des femmes indigènes en Bolivie (Charlier 2006 ; Hillenkamp 2015), des initiatives de *self-help groups* ou de groupes affiliés à la SEWA en Inde (Haritas 2014 ; Chatterjee 2015), des groupes de tissage au Sri Lanka (Postel et Schrijvers 1980). Les femmes sont aussi majoritairement présentes dans les activités collectives d'amélioration de l'environnement et de l'habitat dans les quartiers – espaces verts, construction populaire, assainissement, gestion des déchets, gestion de l'eau (Bisilliat 1995 ; de Suremain 2007 ; Verschuur 2005 ; 2012b ; Hainard et Verschuur 2003 ; 2005) – dans les luttes pour la justice écologique (Dasgupta 2007), les associations ou coopératives d'appui à la petite enfance

³ Au Japon, 80 % des 27 millions de membres de coopératives de consommation sont des femmes (ILO nd).

ou aux personnes âgées (de Suremain, Cardona et Dalmazzo 1995 ; Fournier, Ramognini et Papucchio de Vidal 2013 ; ILO-ICA 2015) ou encore les initiatives de protection sociale (Kabeer 2010), des mutuelles de santé et d'épargne-crédit (Chatterjee 2015 ; Fonteneau 2015). En milieu rural, elles sont majoritairement présentes dans les collectifs de production agricole de subsistance (León 1980 ; Angulo 2011 ; Morales 2012) et en particulier d'agro-écologie (Prévost, Galgani Silveira Leite Esmeraldo et Guétat-Bernard 2014 ; Nobre 2015) ou dans ceux de gestion des points d'eau.

Comme l'avaient montré les historiennes dans leurs travaux sur les ouvrières au XIX^e siècle, on y observe des dimensions symboliques, des pratiques et des cultures de travail différentes selon le genre, la classe et la race, des inscriptions sur le territoire et en réseaux, des liens avec des espaces politiques et sociaux au niveau national ou global, des remises en question des rapports de pouvoir et des capacités d'action, d'autres valeurs et objectifs où le culturel, le social et l'économique sont enchevêtrés.

Tout comme le travail des femmes a longtemps été invisible, ces collectifs ont été considérés comme insignifiants, ne contribuant pas de manière déterminante à l'économie. Ils ont été associés à la « miniaturisation de l'endettement » (Peemans-Poullet 2001), qualifiés de « micro-crédits », de « micro-entreprises », condamnés à l'expérimentation permanente (Hersent 2015).

Certes, les programmes de coopération se sont intéressés depuis le milieu des années 1970 aux activités économiques des femmes, considérées comme une ressource mal exploitée. Il s'est d'abord agi de les incorporer aux processus de modernisation, en faisant le constat qu'elles avaient jusque-là été « oubliées » des politiques, qu'il s'agisse des secteurs agricoles ou industriels. Il en allait de leur émancipation, mais aussi, et surtout, du développement économique, dépendant de la main-d'œuvre féminine pour prospérer. À partir des années 1980, à la suite des plans d'ajustement structurel et de l'affaîssement des emplois protégés, bastions masculins, l'intérêt pour le travail féminin s'est renforcé et s'est transformé. L'emploi dit informel, non protégé, n'a plus été considéré comme le mal à abattre ou un symptôme de retard, mais au contraire comme une solution au sous-emploi. L'enjeu principal consistait alors à supprimer les barrières à l'intégration au marché et à miser sur le petit capitalisme populaire (De Soto 1986). Le microcrédit a été le fer de lance de cette volonté de transformer les pauvres, notamment les femmes, en micro-entrepreneures : comme toujours gardiennes du bien-être familial, elles étaient censées utiliser plus efficacement leurs maigres ressources, et ont désormais été appréhendées comme étant maîtresses de leur force de travail et de leur émancipation. Plus récemment, le *business social*

(Yunus et Weber 2010), les approches du «bas de la pyramide» (Prahalad 2004) et l'investissement grandissant des entreprises privées dans le «social», directement ou par le biais de leurs fondations, ont achevé de dissiper les frontières déjà ténues entre développement et marché. L'attention continue de se déplacer: le nouveau credo consiste à soutenir et encourager la consommation des pauvres, dont le pouvoir d'achat est maigre à l'échelle individuelle mais considérable au niveau global. Ici encore, les femmes sont une cible privilégiée. Leur consommation, nouveau support de leur émancipation, n'est pas toujours «efficace» et «rationnelle» selon les critères du capitalisme, mais diverses mesures d'accompagnement et d'encadrement, élaborées notamment grâce aux prouesses de l'économie comportementale, laissent espérer une normalisation au service d'une «économie intelligente» (Chant 2012).

Face aux critiques de la surexploitation des femmes et devant les échecs de divers programmes, des agences de coopération ont soutenu des collectifs de femmes, prétendant reprendre certaines propositions des groupes de base dans de nouveaux programmes dits d'*empowerment*.

Cependant, la philosophie, le contenu et la méthode des activités proposées dans le cadre de programmes de coopération, souvent inspirés de conceptions universalistes et de méthodes standardisées, correspondent rarement aux aspirations et aux contraintes de ces groupes (sans pour autant qu'il faille les idéaliser ou les romantiser). Par ailleurs, ces programmes de coopération s'inscrivent rarement dans une approche transformatrice et critique. Nombre de ces programmes ont de fait encouragé un *empowerment* de type individuel ou entrepreneurial, dans une approche *top-down*, sans analyser les rapports de pouvoir, ni remettre en question leur dimension inégalitaire. L'idée d'une «solidarité féminine naturelle» a aussi nourri la multiplication de projets à composante collective, sans que soient questionnées les conditions d'émergence et de fonctionnement de ces collectifs, qui sont pourtant loin d'aller de soi. Dans certains cas, il s'est agi de soutenir des projets économiques de groupe. Mais il pouvait tout autant s'agir d'encourager des femmes à intégrer le marché du travail salarié, ce qui leur a certes permis de sortir de l'espace domestique dans lequel elles pouvaient être confinées, mais n'a aucunement garanti des conditions de travail dignes. Le potentiel d'*empowerment* par l'intégration des femmes au marché du travail salarié ne fait pas consensus parmi les féministes (Kabeer 1994 ; 1995 ; 2001), notamment parce que ces activités salariées ne remettent pas en cause les rapports de pouvoir au sein de la famille ou de la communauté, entre hommes et femmes, voire entre femmes, ni les inégalités dans l'organisation de la reproduction sociale, ni l'accès aux décisions dans d'autres sphères.

Imposées de l'extérieur – les femmes étant sommées de s'organiser – ou greffées sur des dynamiques existantes mais sans tenir compte de leurs spécificités et trahissant bien souvent leur signification originelle, les projets dits de développement ont souvent représenté, comme pour les projets antérieurs « générateurs de revenus », une surcharge de travail pour les femmes sollicitées, voire un renforcement de leur subordination et non un changement de paradigme.

La crise de la reproduction sociale a, comme nous l'avons mentionné, considérablement accru le travail des femmes subalternes. De nombreux plans sociaux – gouvernementaux, projets de coopération – ont spécifiquement ciblé les femmes considérées comme les responsables principales du bien-être de la famille. Aussi a-t-on vu fleurir des programmes gouvernementaux de soutien à des activités collectives – nées spontanément ou non – dans le domaine de la reproduction sociale, que ce soit l'alimentation – *comedores populares* (cantines populaires), distribution de paniers de base, *vaso de leche* (verre de lait) pour les enfants des quartiers marginalisés –, la gestion des déchets, les crèches – *madres comunitarias* (mères communautaires) –, etc. Les mouvements et chercheuses féministes s'y sont rarement intéressés, voire s'y sont opposés, considérant qu'ils renforçaient l'exploitation et la subordination des femmes et ne permettaient pas de transformer les rapports de genre (Anderson 2015 ; Destremau et Georges 2016). Des études sur les coopératives de *care* ont récemment été encouragées (ILO-ICA 2015), ou ont porté sur l'organisation de plans sociaux gouvernementaux ou des initiatives spontanées dans les quartiers populaires (Hainard et Verschuur 2005). Mais de manière générale, très peu de recherches ont porté de manière approfondie sur ces pratiques de base, collectives, majoritairement menées par des femmes exclues, autour de l'organisation de la reproduction sociale.

Les apports des économistes féministes

L'économie féministe – et la sociologie économique féministe –, champs d'études qui se développent notamment depuis la fin des années 1980, restent relativement ignorées dans les études de développement, en particulier dans le monde francophone. Leurs apports sont pourtant de plus en plus indispensables dans le contexte de la crise économique et financière mondiale. L'économie féministe apporte en effet un regard nouveau sur l'ensemble des questions du développement ou de la mondialisation néo-libérale.

Longtemps, le travail des femmes n'était reconnu que quand celles-ci sortaient de la sphère domestique. Les progrès dans l'émancipation des femmes étaient mesurés en fonction de l'accroissement de la participation des

femmes au marché du travail salarié considéré comme la seule source d'autonomie économique, et par conséquent de pouvoir de décision accru pour les femmes salariées, c'est-à-dire d'*empowerment*. Les études féministes ont contribué à déconstruire la catégorie travail, à contester le fait que le travail non rémunéré des femmes soit confondu avec du travail improductif, et à contester la séparation entre travail productif et reproductif.

Les économistes féministes ont également contribué à déconstruire la catégorie du marché. Les associations entre, d'un côté, le marché/le masculin/le public, et, de l'autre, les soins/la reproduction/le féminin/le privé ont été critiquées parce qu'elles renforçaient une vision essentialiste des pratiques féminines et masculines, éloignée de la réalité. Ces travaux (Waller et Jennings 1991 ; Benería 1998) ont notamment pris appui sur la critique de la société de marché par Karl Polanyi et sur les bases conceptuelles posées par cet auteur pour théoriser une économie plurielle, pouvant être solidaire, démocratique et féministe (Laville 2013 ; Hillenkamp, Guérin et Verschuur 2014). La place des femmes d'appartenances diverses dans la production pour l'échange marchand a été mise en évidence par les économistes féministes. Il a été souligné combien les pratiques d'échange marchand s'inscrivent dans des systèmes de valeurs et des objectifs différents, enchevêtrés dans des contraintes liées à leur place dans les rapports sociaux.

L'économie féministe englobe des approches hétérogènes et de nombreux courants, des néo-libéraux aux néo-marxistes. Un champ particulièrement fécond est celui ouvert, dans une perspective institutionnaliste au sens large, par des auteures comme Lourdes Benería et Gita Sen (Benería 1995 ; Benería et Sen 1981), Diane Elson (1991), Nancy Folbre (1993 ; 1995), Paula England et Nancy Folbre (2005), Marianne Ferber et Julie Nelson (2005), ou de multiples autres dont la revue *Feminist Economics*, fondée en 1995, a diffusé les travaux. L'économie féministe porte un regard critique sur les théories économiques et les méthodologies de recherche pour dépasser les biais andro-centriques qui traversent cette discipline. Elle porte tant sur l'économie domestique que sur les questions macroéconomiques, le commerce ou les finances internationales, et l'articulation entre ces dimensions. L'économie féministe considère que les rapports sociaux de genre, de classe et de race s'inscrivent dans les rapports économiques ; elle repense des catégories d'analyse, en particulier le travail, et notamment le travail reproductif ; elle remet en question le modèle universel de l'*homo æconomicus* ; certains courants de l'économie féministe s'intéressent à faire reconnaître d'autres rationalités, motivations, valeurs – comme la justice, la solidarité, le lien social et d'autres visions, celle du bien-être humain pour toutes et tous, et non celle défendue notamment par la discipline économique orthodoxe, la maximisation des profits ou de la croissance.

La posture féministe des travaux de ces économistes tient à leur volonté de comprendre les causes des inégalités de genre et de la subordination des femmes exclues du fait de leurs appartenances de classe ou de race; de reconnaître et de s'intéresser à leurs capacités d'action, individuelles et collectives, aux possibilités de changement du système économique, social, culturel, et de transformation des rapports de pouvoir pour une plus grande justice sociale et de genre.

Les pratiques de l'économie sociale et solidaire

Alors que diverses questions devraient rapprocher l'économie solidaire et l'économie féministe, comme cela est suggéré par des travaux antérieurs (Guérin 2003; Nobre 2006; Guérin, Hersent et Fraisse 2011; Hillenkamp, Guérin et Verschuur 2014; Jubeto Ruiz et Larrañaga Sarriegi 2014), la littérature sur l'économie sociale et solidaire ne s'est jusqu'ici que peu intéressée au genre et aux théories féministes. Parfois la présence importante des femmes actives dans ce secteur n'est pas même reconnue. Nombre d'acteurs et d'actrices et de chercheur-es dans ce champ se contentent au mieux d'affirmer que les différences entre hommes et femmes doivent être prises en compte et que l'égalité de genre est un objectif de l'économie solidaire. Le risque est de considérer *a priori* l'économie solidaire comme une «bonne économie», qui fonctionnerait naturellement en faveur de l'égalité de genre. La critique de la modernisation productiviste suivie de la globalisation néolibérale à partir des années 1980 et, plus récemment, la crise de la reproduction sociale et la crise économique et financière, ont suscité un fort regain d'intérêt pour les pratiques économiques alternatives et populaires.

L'économie sociale et solidaire occupe ainsi un espace croissant, ou du moins de plus en plus visible dans les contextes de crise, dans les pratiques sociales, dans les politiques publiques et dans la recherche. Dans différentes régions du monde, que ce soit dans des organisations de base, d'appui ou depuis des espaces liés aux politiques publiques, des femmes et des hommes se mobilisent pour faire de l'économie autrement, questionnant la poursuite et la viabilité du profit individuel, cherchant à articuler les intérêts aux niveaux individuel, domestique et collectif, et à retisser des liens entre pratiques économiques, au sens substantif, et engagement politique et social. Que ce soit dans des activités liées à la (re)production, la consommation, la finance, le commerce, dans les programmes d'insertion sociale, le développement local et des territoires, l'environnement, le tourisme ou encore la culture, on trouve des formes novatrices d'organisation et de relations sociales. Par rapport à l'économie et à la politique dominantes, les pratiques d'économie solidaire privilégient la recherche de la solidarité, entre générations

et avec les générations futures, au sein de ou entre groupes, entre territoires, etc. Elles ne cherchent pas à supplanter les marchés ou l'État, mais à «travailler» ces deux espaces, c'est-à-dire à modifier leur contenu par une articulation avec les principes de réciprocité, de partage domestique et de solidarité. Certaines de ces initiatives ouvrent des espaces pour une construction sociale des marchés, établissant des conditions de participation plus équitables grâce au collectif, pour des rapports sociaux non capitalistes, de nouvelles formes d'organisation du travail et de relations de travail, ou de nouveaux droits d'usage ou de partage des ressources.

26
.....

Ces expériences ou organisations questionnent simultanément le rapport au politique, en articulant la construction de communautés politiques – quels que soient leurs niveaux – avec les pratiques économiques et sociales. Elles constituent des espaces de délibération et parfois de négociation et d'*empowerment* transformateur et collectif, avec la volonté de peser sur la définition et la mise en œuvre des politiques publiques, sur les normes dominantes de l'économie de marché et des institutions et sur les politiques sociales.

Sans surprise, ces initiatives sont fortement genrées. Elles concernent bien souvent des activités symboliquement associées à ce qui est «féminin». Les secteurs d'activité touchent particulièrement la reproduction élargie de la vie et impliquent une forte proportion de femmes subalternes. Qu'il s'agisse de groupes de production artisanale ou agricole, d'échange local, de finances solidaires, d'associations communautaires ou d'emploi salarié dans les coopératives, mutuelles ou associations, les femmes sont généralement majoritaires dans l'économie solidaire. Mais des hommes aussi y sont actifs, et des femmes sont parfois majoritaires dans des entreprises qui ne sont pas solidaires. La surreprésentation des femmes n'est donc pas la seule raison pour laquelle il est nécessaire de croiser ces deux champs. Au-delà de ce constat numérique, il s'agit d'analyser en quoi ces pratiques sont genrées, en lien avec la reproduction de la division sexuelle du travail, la valorisation différentielle du travail féminin, l'importance des activités dans le domaine de la reproduction sociale, ou les valeurs implicites de don de soi ou de sacrifice pour le bien-être de la famille et de la communauté, face à la crise et aux déficiences des systèmes de protection sociale.

Nous voulons dans cet ouvrage jeter un coup de projecteur sur l'émergence de ces initiatives et sur les conditions pour que des groupes subalternes se constituent en sujets de leur propre histoire et exercent ainsi du pouvoir.

À quelles conditions précisément les initiatives que l'on peut regrouper sous le terme d'économie sociale et solidaire peuvent-elles constituer des espaces pour développer de nouveaux rapports sociaux, repenser l'articulation entre

économie domestique et capitaliste, dépasser la séparation entre reproduction et production ? Dans quels cas sont-elles un lieu d'expression de la démocratie économique, de construction de relations égalitaires entre personnes de classe, de genre et de race différents, d'ancrage dans le territoire articulant le local et le global, le marché et l'État, la protection et l'émancipation ?

Dans quelle mesure et à quelles conditions l'économie solidaire peut-elle finalement être féministe ? À quelles conditions y trouve-t-on une opportunité de réinvention de l'économie, réencastrée dans le social et le politique ? En quoi l'économie solidaire nous permet-elle de créer des ponts entre théories et pratiques, analyses et changements, à partir des points de vue situés, dans le contexte de crise économique et financière actuelle ?

27

Cette collection d'articles propose des pistes de réponses à ces questions, de manière conceptuelle et/ou empirique. Elle montre comment, concrètement, cette myriade d'initiatives, ces *bubbles* (Verschuur 2015), peuvent nous inspirer pour avancer dans la critique culturelle, économique et sociale du capitalisme néo-libéral et de l'état patriarcal, sans pour autant occulter leurs faiblesses et leurs contradictions. Comme indiqué plus haut avec le « double regard », à la fois possibiliste et critique, l'enjeu est de repenser l'organisation de la reproduction sociale et la lutte contre les inégalités, mais aussi de repenser les notions de valeur, de démocratie, comment les femmes et les hommes se constituent en sujets politiques, comment s'organiser pour repenser le système dans une temporalité politique du présent, à la recherche d'alternatives concrètes et globales, ici et maintenant.

Bibliographie

- Abdoul, M. 2002. Organisation de nouvelles activités économiques des femmes et accès aux décisions : une étude à Santhiaba au Sénégal. In *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers genre et développement* n° 3. (Dir.) C. Verschuur et F. Reysoo. 93-98. Paris : L'Harmattan.
- Anderson, J. 2015. Missed opportunities, mixed messages and lessons learned : collective kitchens in marginal urban communities of Peru. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? « Homo œconomicus, mulier solidaria. »* (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 221-242. Paris : L'Harmattan, collection Genre et développement : Rencontres.
- Angulo, N. 2011. Cantines populaires : sécurité alimentaire et exercice de la citoyenneté au Pérou. In *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale.* (Dir.) I. Guérin, M. Hersent et L. Fraisse. 221-236. Paris : IRD éditions, ères.

Basu, A. (Ed.). 1995. *The challenge of local feminisms. Women's movements in global perspective*. Boulder: Westview Press.

Benería, L. 1981. Conceptualizing the labor force: The underestimation of women's economic activities. *The Journal of Development Studies* 17(3):10-28.

—. 1982. Women and development; the sexual division of labor in rural societies.

—. 1995. Toward a greater integration of gender in economics. *World development*. 23(11): 1839-1850.

—. 1998. Karl Polanyi, la construcción del mercado global y la «diferencia» de género. *Mientras Tanto*. 71: 81-101.

Benería, L., et G. Sen. 1981. Accumulation, reproduction, and «Women's role in economic development»: Boserup revisited. *Signs: Journal of Women in Culture and Society*. 7 (2): 279-298.

Bisilliat J. 1995. *La construction populaire au Brésil: une expérience à São Paulo*. Paris: Karthala; ORSTOM.

Bisilliat, J. et C. Verschuur (Dir.). 2001. *Genre et économie: un premier éclairage*. Cahiers genre et développement. N° 2. Paris: L'Harmattan.

Chant, S. 2012. The disappearing of «smart economics»? The *World Development Report 2012 on Gender Equality*: Some concerns about the preparatory process and the prospects for paradigm change. *Global Social Policy*. 12 (2): 198-218.

Charlier, S. 2006. L'économie solidaire au féminin: quel apport spécifique pour l'*empoderamiento* des femmes. Une étude de cas dans les Andes boliviennes. Thèse de doctorat en sciences sociales. Université catholique de Louvain.

Chatterjee, M. 2015. Organising social protection through solidarity of women workers: experiences of the Self-Employed Women's Association, SEWA, in India. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe? «Homo œconomicus, mulier solidaria.»* (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 243-255. Paris: L'Harmattan, collection Genre et développement. Rencontres.

Dasgupta J. 2007. Les survivantes de Bhopal luttent pour une justice écologique. In *Genre, mouvement populaires urbains et environnement*. Cahiers Genre et développement. N° 6. (Dir.) C. Verschuur. 233-245. Paris: L'Harmattan.

Davis A. 1982. *Women race and class*. London: The Women's Press Ltd.

Destremau, B. et I. Georges. 2016. Introduction. In *Le gouvernement des pauvres en Amérique latine. La police du genre*. Paris: Karthala.

Destremau, B. et C. Verschuur. (Dir.) 2012. *Féminismes décoloniaux, genre et développement*. *Revue Tiers Monde*. N° 209.

Ehrenreich, B. et A. R. Hochschild. 2004. *Global woman: Nannies,*

maids, and sex workers in the new economy. New York: Henry Holt Company.

Elson, D. (Ed.). 1991. *Male bias in the development process*. Manchester and New York: Manchester University Press.

England, P. and N. Folbre. 2005. Gender and economic sociology. In *Handbook of economic sociology*. (Eds.) N. J. Smelser et R. Swedberg. Princeton and New York: Princeton University Press and Russell Sage Foundation.

Federici S. 2002. Reproduction et lutte féministe dans la nouvelle distribution internationale du travail. In *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers genre et développement*. N° 3. (Dir.) C. Verschuur, avec F. Reysoo. 45-73. Paris: L'Harmattan.

First R. 1977. *O mineiro moçambicano*. Maputo: Centro de Estudos Africanos. Universidad Ed. Mondlane.

Ferber, M. and J. A Nelson. 2003. *Feminist economics today: Beyond economic man*. Chicago: University of Chicago Press.

Folbre, N. 1993. How does she know? Feminist theories of gender bias in economics. *History of Political Economy*. 25(1): 167-184.

—. 1995. « Holding hands at midnight »: The paradox of caring labor. *Feminist economics*. 1(1): 73-92.

—. 1997. *De la différence des sexes en économie politique*. Paris: Éditions des femmes.

Fonteneau, B. 2015. Extending social protection in health through SSE: Possibilities and challenges in West Africa. In *Social and Solidarity Economy. Beyond the Fringe*. (Ed.) P. Utting. 250-265. London: Zed Books.

Fournier, M., M. H. Ramognini, S. Papucchio de Vidal. 2013. Género y economía social y solidaria. In *Hacia otra economía*. V. Costanzo et D. Maidana. Colección Textos Institucionales. N° 09. Buenos Aires: Universidad nacional de General Sarmiento

Gibson-Graham, J. K. 2003. Enabling ethical economies: Cooperativism and class. *Critical Sociology*. 29(2): 123-161.

—. 2006. *The end of capitalism (as we knew it). A feminist critique of political economy*. Minneapolis: University of Minnesota Press.

Guérin, I. 2003. *Femmes et économie solidaire*. Paris: La Découverte et M.A.U.S.S. Collection Recherches/M.A.U.S.S.

Guérin, I., M. Hersent et L. Fraisse. 2011. *Femmes, économie et développement. De la résistance à la justice sociale*. Paris: érès/IRD Éditions.

Hainard, F. et C. Verschuur. 2003. Gender relations and grass-roots urban movements. *International Social Science Review*. N° 177: 473-488.

— (Dir.). 2005. *Mouvements de quartier et environnements urbains*.

La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est. Paris : Karthala et ENDA Diapol.

Haritas, K. 2014. Mobilisations of urban poor women in Bangalore, India. An intersectional analysis. PhD Dissertation in Anthropology and Sociology of Development. Genève : Institut de hautes études internationales et du développement.

Hersent, M. 2015. Les initiatives solidaires de femmes et les pouvoirs publics : une dure confrontation. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? « Homo æconomicus, mulier solidaria »*. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 257-270. Paris : L'Harmattan, collection Genre et développement. Rencontres.

Hillenkamp, I. 2015. Solidarity economy for development and women's emancipation : Lessons from Bolivia. *Development and Change*. 46 : 1133-58. doi : 10.1111/dech.12193

Hillenkamp, I., I. Guérin et C. Verschuur. 2014. Économie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire. *Revue d'économie solidaire / Review of solidarity economy*. 7 : 4-43.

Hirschman, A. O. 1971. Political economics and possibilism. In *A bias for hope. Essays on development and Latin America*. New York : Yale University Press.

ILO-ICA. 2015. Advancing gender equality : The cooperative way. Genève : ILO-ICA.

Jubeto Ruiz, Y. et M. Larrañaga Sarriegi. 2014. La economía será solidaria si es feminista. Aportaciones de la Economía Feminista a la construcción de una Economía Solidaria. In *Sostenibilidad de la vida. Aportaciones desde la Economía Solidaria, Feminista y Ecológica*. Y. Jubeto Ruiz, M. Larrañaga Sarriegi, C. Carrasco Bengoa, M. León Trujillo, Y. Herrero López, C. Salazar de la Torre, C. de la Cruz Ayuso, L. Salcedo Carrión et E. Pérez Alba. 13-26. Bilbao : REAS Euskadi.

Kabeer, N. 1994. Empowerment from Below : Learning from the Grass-roots. In *Reversed realities. Gender hierarchies in development thoughts*. Londres : Verso.

— 1995. Necessary, sufficient or irrelevant ? Women, wages and intra-household power relations in urban Bangladesh. Working Paper N° 25. Brighton : Institute of Development Studies.

— 2001. Conflicts over credit : re-evaluating the empowerment potential of loans to women in rural Bangladesh. *World Development*. 29(1) : 63-84.

— 2010. Women's empowerment, development interventions and the management of information flows. *IDS Bulletin*. 41(6) : 105-113.

Kergoat D. 2001. Le rapport social de sexe. De la reproduction des rapports sociaux à leur subversion. *Actuel-Marx*. N° 30 : 85-100.

Lambert, A. 1993. Les commerçantes maliennes du chemin de fer

- Dakar-Bamako. In *Grands commerçants d'Afrique de l'Ouest : logiques et pratiques d'un groupe d'hommes d'affaires contemporains*. (Dir.) G. Emmanuel et P. Labazée. 37-70. Paris : Karthala, ORSTOM.
- Laville, J.-L. 2013. Avec Polanyi et Mauss. Vers une théorie de la démocratie et de l'économie plurielles. In *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*. (Dir.) I. Hillenkamp et J.-L. Laville. 271-300. Toulouse : érès.
- Le Bris, E., P.-P. Rey et M. Samuel. 1976. *Capitalisme négrier : la marche des paysans vers le prolétariat*. Paris : François Maspero.
- León, M. 1980. *Mujer y capitalismo agrario*. Bogota : ACEP.
- Maruani, M. 2011. *Travail et emploi des femmes* : La Découverte : Paris.
- Meillassoux, Claude. 1975. *Femmes, greniers et capitaux*. Paris : Maspéro.
- . 1991. La leçon de Malthus : le contrôle démographique par la faim. In *Les Spectres de Malthus : déséquilibres alimentaires, déséquilibres démographiques*. (Dir.) F. Gendreau, C. Meillassoux, B. Schlemmer et M. Verlet. 15-32. Paris : ORSTOM-EDI-CEPED.
- Mohanty, C. T. 1988 [2010]. Sous les yeux de l'Occident. Recherches féministes et discours coloniaux. In *Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes*, edited by Christine Verschuur, 171-202. Paris : L'Harmattan.
- Morales, A. 2012. La souveraineté alimentaire. Une expérience de résistance des paysannes d'Inzá Tierradentro. Colombie. In *Genre, changements agraires et alimentation. Cahiers genre et développement*. N° 8. (Dir.) C. Verschuur. 419-429. Paris : L'Harmattan.
- Ndoye, F. 2014. La restauration populaire, socle d'une solidarité pour la lutte contre l'insécurité alimentaire en milieu urbain dakarois. Présentation au colloque «*Homo æconomicus, mulier solidaria*. Une économie solidaire peut-elle être féministe ? ». Octobre. Genève.
- Nelson, J. 1995. Feminism and economics. *The Journal of Economic Perspectives*. 9:131-48.
- Nobre, M. 2006. Femmes et économie solidaire (1). In *Dictionnaire de l'autre économie*. (Dir.) J.-L. Laville et A. D. Cattani. 398-409. Paris : Gallimard.
- . 2015. Economía solidaria, agroecología y feminismo: Prácticas para la autonomía en la organización del trabajo y de la vida. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe? «Homo Oeconomicus, Mulher Solidaria.»* (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 273-294. Paris : L'Harmattan.
- Peemans-Poullet, H. 2001. La miniaturisation de l'endettement des paysans pauvres passe par les femmes. In *Genre et économie : un premier éclairage. Cahiers genre et développement*. N° 2. (Dir.) J. Bisilliat et C. Verschuur. 347-360. Paris : L'Harmattan.

Polanyi, K. 1983. *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*. Paris: Gallimard. Édition originale anglaise 1944.

Postel-Coster, E. et J. Schrijvers (Eds.). 1980. *A woman's mind is longer than a kitchen spoon. Report on women in Sri Lanka. Research Project Women and Development*, Colombo-Leiden.

Prahalad, C. K. 2004. *The fortune at the bottom of the pyramid, Eradicating poverty through profits*. Philadelphie: Wharton School Publishing.

Prévost, H., G. Galgani Silveira Leite Esmeraldo et H. Guétat-Bernard. 2014, Il n'y aura pas d'agroécologie sans féminisme: l'expérience brésilienne. *Pour*. N° 222: 275-284.

Sassen, S. 2005. The repositioning of citizenship and alienage: Emergent subjects and spaces for politics. *Globalizations*. 2(1):79-94.

Soto H. de 1986. *El otro sendero. La revolución informal*. Bogotá: Editorial Oveja Negra.

Sousa Santos (de), B. 2011. *Producir Para Vivir. Los Caminos de La Producción No Capitalista*. México: Fondo de Cultura Económica.

Suremain (de), M.-D. 2007. Un fleuve dans lequel nous avons appris à nager. Les femmes dans l'environnement urbain à Bogotá. In *Genre, mouvements populaires urbains et environnement. Cahiers genre et développement*. N° 6. (Dir.) C. Verschuur. 177-193. Paris: L'Harmattan.

Suremain (de), M.-D., L. Cardona et M. Dalmazzo. 1995. *Les femmes et la crise urbaine ou la gestion invisible du logement et des services urbains*. Bogota: ENDA Tiers Monde.

Tilly L., Scott J. 2002. *Les femmes, le travail et la famille*. Paris: Payot et Rivages. Parution originale 1978.

Verschuur, C. 2005. Mouvements de base, genre et justice sociale, réinvention culturelle du politique. In *Mouvements de quartier et environnements urbains. La prise de pouvoir des femmes dans les pays du Sud et de l'Est*. (Dir.) F. Hainard et C. Verschuur. 49-83. Paris: Karthala et ENDA Diapol.

—. (Dir.). 2010. Genre, postcolonialisme et diversité des mouvements de femmes. *Cahiers genre et développement*. N° 7. Paris: L'Harmattan.

—. (Dir.). 2012a. *Genre, changements agraires et alimentation. Cahiers genre et développement*. N° 8. Paris: L'Harmattan.

—. 2012b. Racommodages de la pauvreté ou engagements féministes dans les quartiers populaires de San Cayetano et Gamboa en Amérique latine. *Autrepart*. (61): 175-190.

—. 2014. Une histoire du développement au prisme du genre. Perspectives féministes et décoloniales. In *Sous le développement, le genre*. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et H. Guétat-Bernard. Paris: IRD Éditions.

Verschuur, C. e.a. 1986. *Mozambique, dix ans de solitude*. Paris : L'Harmattan.

Verschuur, C. et C. Catarino. (Dir.) 2013. *Genre, migrations et globalisation de la reproduction sociale. Cahiers genre et développement. N° 9*. Paris : L'Harmattan.

Verschuur, C., I. Guérin et H. Guétat-Bernard (Dir.). 2015. *Sous le développement, le genre*. Paris : IRD Éditions, collection Objectifs Suds.

Verschuur, C., avec F. Reysoo (Dir.). 2002. *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers genre et développement. N° 3*. Paris : L'Harmattan.

Verschuur, C. et F. Reysoo (Dir.). 2004. *Genre, nouvelle division internationale du travail et migrations. Cahiers genre et développement. N° 5*. Paris : L'Harmattan.

Waller, W. et A. Jennings. 1991. A feminist institutionalist reconsideration of Karl Polanyi. *Journal of Economic Issues*. 25 : 485-97.

Ypeij, A. 2002. Ateliers collectifs : une alternative pour les femmes dans les quartiers pauvres de Lima. In *Genre, mondialisation et pauvreté. Cahiers genre et développement. N° 3*. (Dir.) C. Verschuur, avec F. Reysoo. 99-105. Paris : L'Harmattan.

Yunus, M. et K. Weber. 2010. *Building Social Business. The New Kind of Capitalism That Serves Humanity's Most Pressing Needs*. New York : PublicAffairs.

1



Épistémologie d'une « autre économie »

Alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation

37

..... *Boaventura de Sousa Santos**
*et César Rodríguez Garavito***

Introduction

La prédominance séculaire du capitalisme n'a pas affaibli l'indignation et la résistance effective suscitées par les valeurs et les pratiques qui en constituent le cœur, en tant que système économique et forme civilisatrice. En témoigne la récente consolidation de nombreux mouvements qui se battent, dans le monde entier, pour une mondialisation contre-hégémonique. L'histoire du capitalisme, né au cours du « long XVI^e siècle » (Wallerstein 1979), est aussi celle de cette indignation et de cette résistance. Depuis la lutte des paysans anglais, contraints de rejoindre les usines proto-capitalistes après la privatisation des terres communales au XVIII^e siècle, jusqu'aux luttes contemporaines des communautés indigènes de la « semi-périphérie » et de la « périphérie » contre l'exploitation de leurs territoires ancestraux, en passant par les organisations ouvrières de toutes sortes et par les mouvements surgissant au « centre » du système comme les indignés ou Occupy Wall Street, le capitalisme a été constamment remis en question et défié. Cette opposition est allée de pair avec une riche tradition de pensée critique depuis les écrits sur l'association de Saint-Simon, Fourier et Owen dans l'Europe du XIX^e siècle jusqu'à la revendication d'un développement différent ou le rejet de l'idée même de développement économique au XX^e siècle, en

* Sociologue, Université de Coimbra, Portugal

** Sociologue, Universidad de los Andes, Bogotá, Colombie

passant par la critique marxiste du capitalisme industriel, qui a alimenté le débat sur des formes de société plus justes, proposant des alternatives aux sociétés capitalistes (Macfarlane 1998). En imaginant et en défendant des sociétés où l'exploitation serait drastiquement réduite, les pratiques et les théories s'opposant au capitalisme (et à d'autres formes de domination, comme le patriarcat et le racisme) ont entretenu la promesse moderne d'émancipation sociale.

De l'alternative aux alternatives

38

En ce début du XXI^e siècle, il s'avère particulièrement urgent de penser et de défendre des alternatives économiques et sociales, et ce, pour deux raisons.

En premier lieu, l'absence d'alternative au capitalisme est une idée qui fait aujourd'hui l'objet d'un consensus sans doute inédit dans l'histoire du capitalisme mondial. Dans les vingt dernières années du siècle passé en effet, les élites politiques, économiques et intellectuelles conservatrices ont déployé avec une telle agressivité et un tel succès les politiques et la pensée néolibérales, que l'idée thatchérienne selon laquelle «il n'y a pas d'alternative» au capitalisme néolibéral a commencé à s'installer, même dans les milieux progressistes. Dans ce sens, les décennies précédentes ont ravivé l'«utopie du marché autorégulé» (Polanyi 1957), dominante au XIX^e siècle. Mais la résurgence de cette utopie, sous la forme du néolibéralisme contemporain, n'a pas entraîné de réactivation des luttes et de la pensée critiques, contrairement au XIX^e siècle. Celles-ci sont passées à la défensive et ont dû se réinventer et se restructurer. Cette situation a commencé à évoluer avec la renaissance d'un activisme en faveur d'une mondialisation contre-hégémonique, faisant éclore certaines formes de coordination, comme le Forum social mondial. Étant donné que, comme Polanyi lui-même l'a clairement souligné, les institutions incarnant l'utopie du marché autorégulé ne peuvent «exister de façon suivie sans anéantir la substance humaine et naturelle de la société, sans détruire l'homme et sans transformer son milieu en désert» (Polanyi 1957, 22), l'idée d'une absence d'alternative ne pouvait pas persister bien longtemps.

En second lieu, il est urgent de réinventer des formes économiques alternatives car, contrairement aux deux siècles passés, la perspective représentée par les économies socialistes centralisées, n'est en ce début de millénaire ni viable ni enviable. L'effondrement de ces systèmes centralisés, au tournant des années 1990, a cruellement pointé du doigt leur autoritarisme politique et leur manque d'efficacité économique (Hodgson 1999). Même les plus

fervents défenseurs de ces systèmes ont dû redéfinir leur approche. Pour ceux qui, comme nous, n'y voyaient pas un vecteur d'émancipation face au capitalisme, la crise de ces systèmes socialistes centralisés a permis de récupérer ou d'inventer des alternatives (au pluriel) proposant des pratiques et des formes de sociabilité non capitalistes. Ces alternatives sont bien moins grandioses que celles du socialisme centralisé, et les théories qui les soutiennent sont moins ambitieuses que la foi dans l'inéluctabilité historique du socialisme, qui a dominé le débat du marxisme classique. D'ailleurs la viabilité de ces alternatives, du moins à court et moyen termes, dépend en grande partie de leur capacité à survivre dans un contexte dominé par le capitalisme. Il est donc nécessaire d'étudier paradoxalement à la fois la viabilité et le potentiel émancipateur des nombreuses alternatives présentes dans le monde, qui représentent des formes d'organisation économique fondées sur l'égalité, la solidarité et la protection de l'environnement.

Toutefois, l'insistance sur leur viabilité n'implique pas une acceptation de ce qui existe. C'est là le fondement de toute pensée critique : au-delà de l'existant, la réalité est un champ de possibilités, englobant les alternatives qui ont été marginalisées ou celles qui n'ont même pas été tentées (Sousa Santos 2000, 23). La réflexion sur l'émancipation et sa mise en pratique doivent élargir ce champ des possibles. En dépassant ce qui existe, ces formes théoriques et pratiques questionnent la séparation entre réalité et utopie. Les alternatives ainsi formulées sont suffisamment utopiques pour défier le *statu quo*, et suffisamment réelles pour ne pas être facilement taxées de non viables (Wright 1998). L'éventail de possibilités se déploie, dépassant même ce que beaucoup de partis et de penseurs de gauche ont eu tendance à défendre ces dernières années. En Amérique latine, par exemple, les idées formulées par un important courant de gauche, réunies dans les ouvrages d'Unger et Castañeda¹, n'offrent que des variantes connues du système capitaliste. Pour reprendre les mots de Castañeda, la gauche se limite à promouvoir un modèle capitaliste incluant « les variations, régulations, exceptions et adaptations que les économies de marché en Europe et au Japon ont intégrées au fil du temps » (1993, 514). Or, la prédominance du capitalisme ne réduit pas le champ des possibles à de telles variations. Au contraire, certains modes de conception de la vie économique impliquent des réformes radicales au sein du capitalisme, reposant sur des principes non capitalistes, ou qui visent même une évolution de l'économie vers des formes non capitalistes de production, d'échange et de consommation.

¹ Voir, par exemple, le document intitulé *Una alternativa latinoamericana* (Une alternative latino-américaine), produit par un groupe de dirigeants latino-américains réunis par Unger et Castañeda (parmi lesquels se trouvent les anciens présidents chilien et mexicain, Ricardo Lagos et Vicente Fox, respectivement) à Buenos Aires en novembre 1997 (<http://www.robertounger.com/alternative.htm>).

La relation fantomatique entre théorie et pratique

Le décalage entre la théorie et la pratique est presque constitutif de la pensée critique occidentale du XX^e siècle. [...] Mais je pense qu'aujourd'hui nous sommes confrontés à un phénomène nouveau, à savoir l'énorme divergence qui existe entre ce que prévoit la théorie et les pratiques les plus innovantes et les plus transformatrices qui ont cours dans le monde. Durant ces trente dernières années, les luttes les plus avancées ont été le fait de groupes sociaux dont la théorie critique eurocentriste n'avait pas prévu l'existence : femmes, peuples indigènes, paysans, afro-descendants, *piqueteros*, chômeurs, sans-papiers, homosexuels et lesbiennes. Ces groupes s'organisent sous des formes totalement différentes (mouvements sociaux, communautés locales, rassemblements, autogestion, occupation de terres et de bâtiments, organisations populaires économiques, pétitions, référendums, etc.) de celles que privilégie la théorie critique eurocentriste (le parti des travailleurs et le syndicat, l'action institutionnelle, la lutte armée, la grève). Ces groupes sociaux ne résident pas dans les centres industriels urbains mais plutôt sur des sites éloignés (forêts et bassins fluviaux en Inde, hauteurs dans les Andes, grandes plaines d'Amazonie). Ils expriment leurs revendications dans leurs langues nationales et non pas dans la langue coloniale dans laquelle la théorie critique a été formulée.

Cette divergence entre la théorie et la pratique a connu un moment de grande visibilité avec le Forum social mondial. Le FSM a montré que le fossé entre les théories classiques de la gauche et ses pratiques était plus profond que jamais. En vérité, le FSM n'est pas le seul témoin des expériences politiques menées en Amérique latine, région où il a émergé. Que l'on considère l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) dans le Chiapas et le constitutionnalisme transformateur initié en 1988 avec la Constitution brésilienne, suivie de nombreuses autres constitutions entre 1990 et 2000 ; que l'on considère l'effondrement des partis oligarchiques traditionnels et l'émergence des partis d'un genre nouveau ; que l'on considère les *piqueteros* argentins et le Mouvement des sans-terre (MST), les mouvements indigènes de Bolivie et d'Équateur et le Front large d'Uruguay ; les victoires successives d'Hugo Chavez au Venezuela, l'élection d'Evo Morales en Bolivie, de Rafael Correa en Équateur, de Fernando Lugo au Paraguay et de José Mujica en Uruguay ; que l'on considère la lutte de l'ensemble du sous-continent contre l'ALCA (Zone de libre-échange des Amériques) ou le projet alternatif de l'intégration régionale conduit par Hugo Chavez (ALBA ou Alliance bolivarienne pour les Amériques) : il s'agit là à chaque fois de pratiques politiques qui doivent être reconnues comme émancipatrices bien qu'elles n'aient pas été prévues par les principales traditions théoriques de la gauche eurocentriste et qu'elles puissent même les contredire. En tant qu'événement international et rassemblement de tant de pratiques de résistance et de projets de société alternatifs, le FSM a donné une nouvelle dimension à cette cécité réciproque – de la pratique vis-à-vis de la théorie et de la théorie vis-à-vis de la pratique – et a créé les conditions d'une réflexion plus profonde sur ce problème. [...]

[Le] fossé fantomatique entre la théorie et la pratique [...] a plutôt à voir avec l'épistémologie, si ce n'est avec l'ontologie. Beaucoup de mouvements sociaux dans le sous-continent latino-américain construisent leurs luttes sur un savoir différent de celui des pays européens : un savoir ancestral, populaire, spirituel, qui n'a rien à voir avec le scientisme. En outre, leurs concep-

tions de l'être et du vivant sont tout à fait dissemblables du présentisme et de l'individualisme occidentaux. Les êtres sont des communautés d'êtres plutôt que des individus; ces communautés incluent les ancêtres, les animaux et la Terre Mère. Nous sommes face à des conceptions non occidentales qui, afin d'être comprises et valorisées, requièrent un travail de traduction interculturelle. [...]

Le but de la distanciation que je propose est d'ouvrir des espaces analytiques pour les réalités qui sont «surprenantes» parce que nouvelles, ignorées ou rendues invisibles, c'est-à-dire présentées comme non existantes par la tradition critique eurocentriste. Ces réalités peuvent seulement être récupérées par ce que j'appelle «la sociologie des absences» (Sousa Santos 2004).

Références bibliographiques

Sousa Santos (de), B. 2004. A critique of lazy reason: against the waste of experience. In *The modern world-system in the longue durée*. (Ed.) I. Wallerstein. Londres: Paradigm Publishers.

Source: Sousa Santos (de), B. 2011. Épistémologies du Sud. *Études rurales*. 1(197): 34-35.

Une herméneutique de l'émergence

Toute analyse qui, comme la nôtre, vise à souligner et à évaluer le potentiel émancipateur de projets et d'expériences économiques non capitalistes, doit prendre en compte leur fragilité et leur manque de maturation, dus à leur nature anti-systémique. C'est pourquoi nous analyserons ici les alternatives sous un angle pouvant être qualifié d'«herméneutique de l'émergence» (Sousa Santos 2001), c'est-à-dire en interprétant de façon expansive la façon dont les organisations, les mouvements et les communautés résistent à l'hégémonie du capitalisme et se lancent dans des alternatives économiques fondées sur des principes non capitalistes. Notre approche accentue et développe les traits émancipateurs de ces alternatives pour en renforcer la visibilité et la crédibilité. L'herméneutique de l'émergence ne renonce pas pour autant à mener une analyse rigoureuse et critique. Mais plutôt que d'en miner le potentiel, elle vise à consolider ces alternatives.

Avant de procéder à l'analyse d'initiatives et de propositions concrètes, il convient de préciser la terminologie récurrente dans le débat. À défaut d'un terme plus approprié, les pratiques et les théories défiant le capitalisme sont souvent qualifiées d'«alternatives»: on parle ainsi de mondialisation alternative, d'économies alternatives, de développement alternatif. Or, on peut raisonnablement douter de la pertinence politique et théorique de cet adjectif. Qualifier quelque chose d'«alternatif», c'est céder d'emblée le terrain à ce

que l'on souhaite combattre et en réaffirmer ainsi le caractère hégémonique. Mais plutôt que de modifier le langage, une démarche visant à théoriser et à révéler l'éventail d'alternatives doit avant tout formuler une question évidente : alternative, certes, mais face à quoi ? En d'autres termes, quelles sont les valeurs et les pratiques capitalistes que ces alternatives critiquent et veulent dépasser ? Cette question très vaste, qui pointe d'ailleurs du doigt l'un des thèmes centraux des sciences sociales, à savoir la caractérisation du capitalisme comme phénomène économique et social, demande une réponse.

Les courants de pensée critique évoqués plus haut ont traditionnellement souligné trois aspects négatifs des économies capitalistes. D'abord, le capitalisme produit systématiquement des inégalités de ressources et de pouvoir. Dans la *tradition marxiste*, les critiques se centrent sur l'inégalité économique et politique entre les classes sociales. La séparation entre capital et travail, l'appropriation privée des surplus agissent comme des moteurs de production de revenus inégaux et de relations sociales marquées par la subordination du travail au capital. Les conditions qui permettent l'accumulation génèrent des inégalités dramatiques entre les classes sociales d'un même pays et entre les pays au sein du système mondial. La *théorie féministe* concentre ses critiques sur la façon dont les différences de classe renforcent les différences de genre et par conséquent, sur le rôle du capitalisme dans la reproduction de la société patriarcale. De son côté, la *théorie critique de la race* (*critical race theory*) souligne la façon dont l'oppression raciale et l'exploitation économique s'alimentent mutuellement. Ensuite, le marché capitaliste stimule des rapports de concurrence qui appauvrissent les formes de sociabilité, en favorisant le profit personnel au détriment de la solidarité. Sur le marché, le motif immédiat de production et d'interaction entre les personnes est « un mélange d'avidité et de peur. Ainsi, les autres sont perçus à la fois comme des sources possibles d'enrichissement et comme des menaces. On a beau y être habitué après des siècles de capitalisme, ce sont là d'horribles façons de voir les autres » (Cohen 1994, 9). Cette réduction de la sociabilité à l'échange et au profit personnel est au centre du concept marxiste d'aliénation. Elle a suscité des propositions contemporaines cherchant à élargir les sphères où l'échange repose sur la réciprocité plutôt que sur le profit monétaire (comme les économies populaires étudiées par Quijano (1998) en Amérique Latine) ou à diminuer la dépendance des personnes vis-à-vis du travail salarié, afin de ne pas avoir à « perdre sa vie à la gagner » (Gorz 1997). Enfin, l'exploitation croissante des ressources naturelles du globe menace les conditions physiques de vie sur la Terre. Comme le rappellent les théories et les mouvements écologistes, le capitalisme demande des niveaux et des types de production et de consommation insoutenables (Daly 1996 ; Douthwaite 1999). Le capitalisme tend ainsi à épuiser les ressources naturelles nécessaires à sa propre reproduction (O'Connor 1988). Face à la

perspective d'une telle destruction, les mouvements écologistes ont proposé un large éventail d'alternatives, depuis l'imposition de limites au développement capitaliste jusqu'au rejet de l'idée même de développement économique et l'adoption de stratégies anti-expansionnistes, fondées sur la subsistance et le respect de la nature et de la production traditionnelle (Dietrich 1996).

Dans la pratique, les critiques et les alternatives concernant ces différents aspects du capitalisme tendent bien sûr à combiner les caractéristiques mentionnées. Ainsi, l'écoféminisme prôné par les mouvements de femmes en Inde associe la lutte contre le patriarcat et la préservation de l'environnement (Shiva et Mies 1993). De la même façon, le coopérativisme prône une rémunération égalitaire des travailleurs-propriétaires, tout en cherchant à générer des formes de sociabilité solidaires, reposant sur le travail en commun et la participation démocratique à la prise de décisions. D'autres propositions, comme la création d'un salaire minimum universel accompagné de la diminution de la journée de travail, visent à établir un seuil de bien-être matériel, tout en libérant du temps pour développer des activités sociales et des compétences différentes de celles requises par le marché (Van Parijs 1992).

La carte des initiatives actuelles présente une grande diversité, des initiatives d'économie populaire constituées par les sujets les plus marginaux de la périphérie aux coopératives prospères fondées au centre du système mondial. Toutes ces expériences ont néanmoins un point commun : bien qu'elles ne cherchent pas à remplacer le capitalisme d'un seul coup, elles tentent (avec plus ou moins de succès) d'entraver sa reproduction et son hégémonie. C'est pourquoi les nombreuses initiatives solidaires créent des espaces économiques où prédominent les principes d'égalité, de solidarité ou de respect de la nature. En vertu du premier de ces principes, les fruits du travail sont appropriés de façon équitable par les producteurs, et le processus de production implique une participation égalitaire à la prise de décisions, comme dans les coopératives de travail. En vertu du principe de solidarité, une personne reçoit en fonction de ses besoins et apporte en fonction de ses capacités. C'est ainsi que fonctionnent les systèmes d'imposition et de redistribution progressives, dont l'instauration, ou la défense, dans le contexte de la mondialisation néolibérale, constitue une alternative au consensus économique dominant. C'est ce même principe qui inspire le mouvement du commerce équitable selon lequel les prix payés par les consommateurs du Nord contribuent à rémunérer dignement les producteurs du Sud. En vertu de la protection de l'environnement, l'échelle et le processus de production se plient à des impératifs écologiques, même quand ceux-ci vont à l'encontre de la croissance économique.

L'échelle des initiatives varie également. Certaines alternatives concernent des petites unités de production locale, comme les coopératives de travail dans les quartiers marginalisés à la périphérie du système mondial. D'autres visent à aboutir à une coordination macroéconomique et juridique mondiale, afin de garantir le respect des droits minimaux des travailleurs et de la nature dans le monde entier. D'autres encore ont à voir avec la construction d'économies régionales basées sur des principes de coopération et de solidarité.

Face à une telle diversité, les alternatives existantes entretiennent des rapports très différents avec le système capitaliste. Certaines (les coopératives, par exemple) sont compatibles avec un système de marché, voire avec la prédominance des entreprises capitalistes, tandis que d'autres (comme les propositions écologistes anti-développementalistes) impliquent une transformation radicale, voire l'abandon de la production capitaliste. Cependant, il faut résister à la tentation d'évaluer ces alternatives selon un critère simpliste, se limitant à voir si elles offrent une alternative radicale au capitalisme. Et ce pour deux raisons. D'une part, ce critère simple de (dé)qualification constitue une forme de fondamentalisme de l'alternatif, susceptible de conduire à rejeter des propositions qui, nées au sein du capitalisme, ouvrent toutefois la voie à une orientation non capitaliste et créent des enclaves de solidarité au sein du système. Dépassant la traditionnelle dichotomie entre réforme et révolution, il s'agit, comme l'affirme Gorz (1997), de mener des réformes révolutionnaires, c'est-à-dire de lancer des initiatives émanant du système capitaliste dans lequel nous vivons mais qui facilitent et légitiment des formes non capitalistes d'organisation économique et de sociabilité. Par ailleurs, un critère aussi strict d'évaluation des alternatives constitue au final une herméneutique du scepticisme, et non de l'émergence, qui finit par écarter tout type d'expérimentation sociale, soupçonnée d'être contaminée par le système dominant. Aucune des propositions viables ne constitue une alternative systémique au capitalisme; c'est-à-dire une alternative d'organisation micro et macroéconomique complète, fondée exclusivement sur des valeurs de solidarité, d'égalité et de protection de l'environnement. Les alternatives dont nous disposons entretiennent des liens directs ou indirects avec les marchés locaux, nationaux voire internationaux. Autrement dit, alors que nous savons faire fonctionner une économie basée sur l'intérêt individuel (et donc sur le marché) mais n'avons pas appris à faire fonctionner une économie fondée sur la générosité (Cohen 1994), les initiatives ne représentent pas de nouveaux modes de production capables de remplacer le capitalisme.

Mais cela ne remet pas en cause leur pertinence ou leur potentiel émancipateur. Du fait qu'elles incarnent des valeurs et des formes d'organisation opposées à celles du capitalisme, les alternatives économiques entraînent

deux conséquences au fort potentiel émancipateur. Au niveau de l'individu, elles impliquent souvent des changements fondamentaux dans les conditions de vie de leurs acteurs. Au niveau de la société, la diffusion des expériences réussies permet d'élargir les domaines sociaux où opèrent des valeurs et des formes d'organisation non capitalistes. Il arrive que les initiatives aient une ampleur telle qu'elles transforment considérablement les modèles de sociabilité et les résultats économiques. C'est le cas du complexe coopératif Mondragón en Espagne, qui influence toute une région (Whyte et Whyte 1988). Vues sous l'angle de l'herméneutique de l'émergence, ces expériences recèlent la promesse de transformations à plus grande échelle, vers des formes de sociabilité et d'organisation économique non capitalistes.

Neuf thèses sur les alternatives de production²

En s'appuyant sur les études de cas disponibles, il est possible de formuler un ensemble de thèses. Nous espérons ainsi éveiller la curiosité du lecteur et ouvrir le débat. Ces thèses, qui reposent sur notre propre interprétation des cas, constituent une intervention explicite dans les discussions politiques et académiques qui animent aujourd'hui les mouvements et les organisations progressistes à travers le monde. Elles sont là pour être débattues, confrontées, complétées, critiquées ou rejetées.

Thèse 1. Les alternatives de production ne sont pas seulement économiques : leur potentiel émancipateur et leurs perspectives de succès dépendent en grande partie de leur faculté à intégrer les processus de transformation économique aux dynamiques culturelles, sociales et politiques. Comme le montrent les études de cas, les initiatives de production alternative s'inscrivent en général dans un projet plus vaste d'organisation communautaire. Bien que la production soit essentielle pour encourager la participation des acteurs, la décision d'entreprendre un projet alternatif et la volonté de le maintenir au quotidien dépendent tout autant des dynamiques non économiques (culturelles, sociales, affectives, politiques, etc.) liées à l'activité productive. Dans ce sens, les alternatives sont de nature holistique. Leur devenir est tributaire de leur capacité à équilibrer les dynamiques économiques et non économiques qui opèrent en leur sein.

Le cas de l'association «In Loco» au Sud du Portugal, en est une bonne illustration. «In Loco» est un projet de développement local qui inclut des

² Les thèses qui suivent sont tirées des enseignements fournis par les différents cas étudiés dans de Sousa Santos (2002). Elles participent d'une élaboration collective restituée dans la collection «Reinventar a Emancipação Social. Para Novos Manifestos» (Réinventer l'émancipation sociale. Pour de nouveaux manifestes) aux éditions Editora Civilização Brasileira, Rio de Janeiro.

46 initiatives entrepreneuriales communautaires (production alimentaire, artisanat, etc.) et toute une série d'activités sociales (garderies collectives), culturelles (éducation et affirmation des traditions locales) et politiques (participation citoyenne à la prise de décisions concernant les projets et les sujets d'intérêt local). Les expériences de coopératives de travailleurs, présentées par Singer, Cruz et Silva, Bhowmik et Rodríguez, montrent que la difficile transition entre production capitaliste et production coopérative demande de mener en parallèle des activités d'éducation et d'intégration sociale qui maintiennent l'enthousiasme des travailleurs impliqués, tout en créant les conditions nécessaires pour qu'ils prennent vraiment part aux décisions des entreprises dont ils sont propriétaires. Comme le montre Singer dans sa comparaison des coopératives de différents secteurs au Brésil, il n'est pas facile pour le travailleur de passer d'une relation ouvrier/patron à une relation horizontale. Ce changement de contexte et de statut demande un véritable processus d'apprentissage du nouveau rôle, ainsi que des opportunités et des responsabilités liées au fait de posséder une entreprise. La difficulté s'accroît quand les personnes concernées ont subi des formes extrêmes d'exclusion sociale, comme dans le cas des chiffonniers colombiens présenté par Rodríguez. Il est essentiel que les coopératives forment de petites communautés de soutien mutuel entre les participants, pour survivre dans un contexte semé d'embûches. L'organisation d'activités ludiques, culturelles, sociales et autres, est tout aussi importante, pour les membres de la coopérative, que leur travail quotidien de recyclage. Ce sont d'ailleurs souvent ces raisons qui poussent les chiffonniers à rester dans la coopérative. La création d'une ville alternative de la part du Mouvement des sans-terre (MST) analysée par Lopes révèle également le caractère holistique des initiatives de production. Cette ville intègre la production, le logement, les loisirs, la jouissance et le respect de la terre. Elle efface les frontières conventionnelles entre rural et urbain, entre lieux de production et lieux d'habitation ou de sociabilité.

Les alternatives de production sont donc des initiatives hybrides. Elles constituent un amalgame complexe d'activités, comme en témoignent les cas qui viennent d'être cités et bien d'autres expériences menées aux quatre coins du monde (Hirschman 1984 ; Wasserstrom 1985). Les activités économiques fournissent la subsistance et la motivation matérielle, tandis que le sens de l'appartenance comme les efforts d'éducation et d'intégration sociale déployés autour d'elles apportent l'énergie et l'enthousiasme nécessaires pour éviter l'abandon des participants et la stagnation, ou la dénaturation, de l'alternative proposée.

Thèse 2. Le succès des alternatives de production dépend de leur insertion dans des réseaux de coopération et de soutien mutuel. Étant donné leur

caractère contre-hégémonique et le fait qu'elles émanent souvent d'acteurs marginalisés de la société, les expériences de production alternative s'avèrent fragiles et précaires. Le risque de cooptation, d'échec économique ou de dénaturation est très élevé. On constate que la meilleure solution pour pallier cette fragilité est d'intégrer les initiatives à des réseaux où convergent des expériences similaires (coopératives, par exemple) et des entités de nature différente.

Pour que des alternatives émergent, se maintiennent et s'épanouissent, il est essentiel qu'elles émanent d'un mouvement social plus vaste qui en préserve l'intégrité. Le Mouvement des sans-terre (MST) illustre cette affirmation. Les études de Martins, Singer, Navarro et Lopes montrent que les nombreuses initiatives menées par les membres du MST (de la production d'aliments à la construction de villes alternatives) ont été possibles grâce à la solidité du mouvement dans lequel elles s'inscrivent. Au Mozambique, l'énergie politique générée par la lutte de libération nationale a donné l'élan nécessaire à la formation des coopératives étudiées par Cruz et Silva. En Afrique du Sud, la réforme agraire, lancée par le nouveau gouvernement après le triomphe du mouvement contre l'apartheid, s'articule autour des associations communautaires étudiées par Klug. Toutes ces expériences confirment les conclusions d'autres études, comme celles sur le succès des coopératives de Kerala, en Inde, s'inscrivant dans un mouvement de transformation sociale plus large qui a donné naissance au «modèle de Kerala» (Isaac, Franke et Raghavan 1998).

Les réseaux de soutien mutuel sont composés de trois types d'entités : syndicats, organisations non gouvernementales (ONG) et fondations, et autres structures économiques alternatives. Les syndicats jouent un rôle essentiel dans la conception et la promotion des expériences réussies, notamment les coopératives de travailleurs. En témoignent les cas présentés par Bhowmik et Singer, où la présence de syndicats a été décisive pour aider les travailleurs de plusieurs entreprises en faillite à en prendre possession et les transformer en coopératives. Dans le cas rapporté par Singer, les syndicats brésiliens ont contribué à former des structures spécialisées dans la promotion et le soutien des coopératives de travailleurs. Ces cas, tout comme celui de Kerala, mettent en évidence l'un des défis les plus intéressants, à notre sens, pour le mouvement ouvrier du nouveau millénaire : définir son rôle dans la promotion d'alternatives économiques qui dépassent le cadre de la négociation ouvriers-patrons. Par ailleurs, le soutien apporté par les fondations et les ONG engagées dans la promotion du développement communautaire s'avère tout aussi crucial, notamment dans les étapes de création et de consolidation. Le soutien externe d'églises, d'organismes privés de promotion sociale et de toutes sortes d'«animateurs sociaux» (Hirschman 1984) se

retrouve dans la création de grands mouvements comme le MST et dans de petites initiatives comme les coopératives de chiffonniers. Parmi les initiatives étudiées, certaines voient justement leur survie menacée une fois que s'achève ce soutien externe. Finalement, on remarque les bienfaits du soutien mutuel entre organisations économiques alternatives, par exemple entre coopératives. Au Mozambique, au Brésil et en Colombie, cela a donné naissance à des coopératives de second niveau qui se consacrent à la défense de ce modèle de production.

Comme le montre l'exemple de Mondragón, les coopératives et les autres structures non capitalistes sont extrêmement faibles quand elles doivent faire face, toutes seules, à la concurrence du secteur capitaliste et à un contexte politique défavorable. D'où l'importance de constituer des réseaux de soutien mutuel, intégrant toutes sortes de structures impliquées dans la transformation sociale. Cependant, dans des économies ouvertes, il s'avère indispensable de créer des alliances avec des entreprises capitalistes, comme l'ont fait les coopératives étudiées au Mozambique et en Colombie. C'est l'un des aspects les plus épineux de l'évolution récente des alternatives de production dans le monde. Il s'agit donc de négocier avec précaution les conditions de cette relation et de l'intégration au marché, de façon à éviter le galvaudage des alternatives.

Thèse 3. Les luttes pour la production alternative doivent être menées à l'intérieur et à l'extérieur de l'État. Les rapports entre les initiatives de production alternative et l'État méritent une mention à part. Traditionnellement, les courants de pensée et d'action progressistes en quête d'alternatives économiques non capitalistes ont fait preuve de méfiance vis-à-vis de l'État. Ce constat concerne tout autant le coopérativisme que les propositions de développement alternatif ou d'alternatives au développement. Cette méfiance n'est pas injustifiée, étant donné le risque de clientélisme, la passivité de l'État face aux problèmes des classes populaires et le danger d'une dépendance vis-à-vis des subventions publiques.

Cependant, les rapports entre les alternatives de production et l'État sont complexes et ambigus. L'État agit parfois comme un catalyseur efficace des alternatives, voire comme un instigateur. C'est le cas des associations de propriété communautaire d'Afrique du Sud, analysées par Klug. Il arrive également que l'État agisse de façon contradictoire, en soutenant d'abord les initiatives, avant de les délaisser. Cette attitude peut nuire à la survie même des organisations. Ainsi, parmi les coopératives étudiées par Bhowmik, certaines ont bénéficié dans un premier temps d'un soutien de l'État, puis ont menacé de disparaître quand celui-ci leur a retiré son soutien sans justification. Enfin, les rapports avec l'État peuvent être tendus et ambigus. Dans ce

sens, les relations entre le MST et l'État brésilien, décrits en détail par Navarro, sont paradigmatiques. Les liens de collaboration et de soutien financier tissés entre ces acteurs s'accompagnent de relations d'antagonisme et d'opposition politique.

La sociologie des absences et la question de l'échelle dominante

Par « sociologie des absences » j'entends une recherche qui vise à montrer que ce qui n'existe pas est en fait activement produit comme non existant, c'est-à-dire comme une alternative non crédible à ce qui est supposé exister. [...]

Je distinguerai ici cinq logiques, qui sont aussi cinq façons de produire de l'absence ou de la non-existence : « ignorer » ; tenir pour « rétrograde », « inférieur », « local » ou « particulier », « improductif » ou « stérile ». [...]

La quatrième logique de production de non-existence est celle de « l'échelle dominante ». Selon cette logique, l'échelle adoptée comme étant primordiale détermine le manque de pertinence de toutes les autres. Dans la modernité occidentale, l'échelle dominante revêt deux formes principales : l'universalisme et la mondialisation. L'universalisme est l'échelle des entités ou réalités qui prévalent indépendamment des contextes spécifiques. Il a donc la préséance sur toutes les réalités qui dépendent des contextes et sont ainsi considérées comme particulières ou vernaculaires. La mondialisation est l'échelle qui, durant les trente dernières années, a pris une importance sans précédent dans les champs sociaux les plus divers. C'est une échelle qui privilégie les entités ou réalités étendant leur influence sur toute la planète, gagnant ainsi le droit de désigner comme rivales les réalités locales. Dans ce cas, la non-existence prend la forme du particulier ou du local. Les entités ou réalités définies comme particulières ou locales sont emprisonnées dans des échelles qui les rendent incapables de devenir des alternatives crédibles à ce qui est supposé exister de façon universelle et mondiale.

Source : Sousa Santos (de), B. 2011.
Épistémologies du Sud. *Études rurales*, 1(197) : 34-35.

Dans un tel contexte, nous pensons que les alternatives n'ont pas le choix : elles doivent lutter à la fois au sein de l'État et en dehors. Au sein de l'État, pour ne pas céder le terrain du politique au pouvoir économique hégémonique et mobiliser les ressources de l'État en faveur des milieux populaires. En dehors, pour préserver leur intégrité, ne pas dépendre des fluctuations du cycle politique et continuer à formuler des alternatives au *statu quo*.

Thèse 4. Les alternatives de production doivent être ambitieuses en termes d'échelle. Nous avons déjà exposé ce point dans notre critique du localisme qui caractérise certaines propositions d'économie alternative. Nous proposons des alternatives capables de réfléchir et d'agir du local au global, en passant par les échelons régionaux et nationaux. Cette ambition s'oppose au fondamentalisme consistant à privilégier une échelle en particulier. Certes,

l'échelle locale est essentielle (les initiatives communautaires, l'action politique concrète à l'échelle où nous habitons et où se trouvent nos racines) mais rien n'empêche de déployer à plus grande échelle les réseaux de soutien et de solidarité décrits dans la thèse 2.

L'échelle, ou la combinaison d'échelles, pour la pensée et l'action, doit être choisie en accord avec la nature et les besoins des initiatives concrètes à un moment donné, et non *a priori* et définitivement.

Le cas du développement local intégral au Portugal, présenté par Melo, illustre clairement cette thèse. Bien que les projets décrits par l'auteur soient clairement centrés sur l'échelle locale, c'est leur capacité à utiliser les ressources et à s'adapter aux évolutions du contexte à l'échelle nationale, européenne et mondiale, qui a permis leur création et leur pérennité. En effet, le soutien international, notamment de l'Union européenne, a été crucial pour promouvoir les activités de développement local. Parallèlement, la réaction locale face aux circonstances économiques nationales et européennes, qui ont rapidement évolué tout au long des projets, a été l'une des clés de la survie et de l'épanouissement des projets. De son côté, Singer décrit comment les associations brésiliennes d'aide aux coopératives ont profité du soutien d'expériences semblables en France et en Italie. Enfin, les difficultés rencontrées par les coopératives au Mozambique et en Colombie, étudiées par Cruz et Silva et Rodríguez respectivement, pour développer des stratégies compétitives avec le capital global dans un contexte d'ouverture économique, mettent en évidence le besoin d'articuler les différentes échelles.

Thèse 5. La radicalisation de la démocratie économique va de pair avec celle de la démocratie participative. Le potentiel émancipateur des alternatives de production non capitaliste repose en partie sur leur capacité à remplacer l'autorité verticale émanant du «patron» (ou du *manager*), par une démocratie participative au sein des unités de production. En d'autres termes, il s'agit de déborder l'habituel champ d'action de la démocratie, c'est-à-dire le politique, pour investir le domaine économique, gommant ainsi la séparation artificielle que le capitalisme et le libéralisme économique ont instaurée entre ces deux domaines. Toutefois, un tel élargissement ne se limite pas à un changement quantitatif. L'expansion du principe démocratique a pour principal effet d'ouvrir des perspectives d'amélioration qualitative, vers une démocratie participative. C'est ce type de démocratie qui est sous-jacent aux alternatives radicales à la politique libérale et au capitalisme.

Le thème de la démocratie interne se retrouve dans bien des études. Dans le cas des associations de paysans-producteurs, présentées par Klug, le principe démocratique découle directement de la loi qui les a créées. C'est donc

ici l'État qui encourage le lien entre démocratie économique et politique, se heurtant à la hiérarchie établie par les règles et les coutumes locales. Les analyses de coopératives au Brésil, au Mozambique, en Inde et en Colombie témoignent d'une réalité récurrente, celle de la division entre les responsables des coopératives et le reste des travailleurs. C'est en effet l'un des problèmes constants du mouvement coopératif depuis sa naissance au XIX^e siècle. Comment éviter l'apparition de hiérarchies et l'apathie dans des organisations dont le succès repose sur la participation directe et l'engagement de ceux qui y travaillent ? C'est une question difficile. Singer suggère que la solution peut se trouver dans les efforts d'éducation qui accompagnent le fonctionnement des coopératives pour atténuer les divisions entre « patrons » et « employés ». Melo souligne les avantages d'établir des réseaux de soutien horizontaux entre différentes sortes de structures économiques alternatives, pour augmenter la possibilité d'établir des relations plus égalitaires au sein de chacune d'elles. Quoi qu'il en soit, comme le confirme l'étude comparée menée par Bhowmik, l'instauration de mécanismes de participation au sein des unités de production augmente considérablement les chances que celles-ci maintiennent leur dynamisme de départ et soient capables de s'adapter à des conditions adverses, grâce à la plus grande volonté de coopération des travailleurs qui participent à la prise de décisions.

Les études sur le MST s'interrogent sur ce rapport entre les alternatives économiques et la démocratie interne. Dans ce sens, les évaluations contradictoires peuvent lancer un débat fructueux sur l'évolution du mouvement, dont les succès sont reconnus tant par nos auteurs que par les mouvements et les structures du monde entier. Il s'agit d'apprécier dans quelle mesure le succès du mouvement s'est accompagné de la création d'une structure interne démocratique et ouverte. Ainsi, Navarro soutient que l'organisation interne du MST est fortement hiérarchisée, tandis que Martins considère qu'elle est composée de réseaux horizontaux. Les études de Singer et Lopes, parmi d'autres, formulent des observations utiles pour approfondir la discussion.

Thèse 6. Les luttes pour la production alternative et celles contre la société patriarcale entretiennent des liens étroits. Comme nous l'avons vu dans l'analyse du développement alternatif et des alternatives au développement, l'intervention de la théorie et des mouvements féministes dans le débat sur les économies capitalistes a été décisive. La vigueur actuelle de ce débat s'explique d'ailleurs en grande partie par le croisement de courants de pensée et d'action critiques, dont l'écoféminisme est l'une des manifestations. Cette participation décisive des femmes et de la pensée féministe n'est pas un hasard. La lutte en faveur d'une production non capitaliste est une forme parmi d'autres de la lutte contre l'oppression ; au même titre que la lutte contre le patriarcat, l'exploitation, le racisme, etc. Les luttes économiques ne

prévalent pas sur les luttes de genre, de race ou d'autres types de mouvements d'émancipation. La priorité d'une lutte dépend des circonstances propres à chaque moment et à chaque lieu. C'est pourquoi les initiatives de production alternative puisent dans l'élan des luttes contre la société patriarcale et y contribuent. Les femmes ne sont pas seulement soumises à une oppression de genre. Elles sont également les principales victimes de l'exploitation et de la marginalisation économique. La réflexion et l'action en matière d'économies alternatives ne peuvent progresser sans mettre les femmes au cœur de l'action.

52

D'ailleurs, ce sont souvent des groupes de femmes qui lancent des initiatives dans ce sens. C'est le cas des coopératives de chiffonniers à Calcutta, étudiées par Bhowmik. De même, le vaste réseau de coopératives associées à l'Union générale des coopératives du Mozambique, étudié par Cruz et Silva, est composé essentiellement de femmes en situation de pauvreté. Comme le remarque Klug, être une femme, noire, vivant en milieu rural est un des principaux facteurs de la pauvreté en Afrique du Sud. Ainsi, les conflits générés par les associations de paysans-producteurs dans ce pays ont le plus souvent à voir avec les rapports de genre. Les principes d'égalité établis par la loi régulant les associations se heurtent à la hiérarchie traditionnelle entre les genres en Afrique du Sud. C'est l'un des points les plus controversés dans les démarches de constitution des associations.

Thèse 7. Les formes alternatives de connaissance génèrent des formes alternatives de production. L'apport des cultures minoritaires ou métisses marginalisées par l'hégémonie du capitalisme et de la science moderne s'avère essentiel dans la quête d'alternatives à la production capitaliste. Comme l'ont montré les partisans d'alternatives au développement évoqués auparavant, certaines visions du monde diffèrent radicalement du capitalisme moderne dans leur façon d'aborder les rapports entre êtres humains, entre nature, production et consommation, travail et temps libre, usage et profit, développement et croissance. Il est donc essentiel de respecter la diversité culturelle, garante de la survie de ces visions du monde, mais aussi de s'en inspirer pour construire un modèle de connaissance et d'action cosmopolite différent de celui qui fonde la mondialisation néolibérale.

Tant dans notre allusion précédente à ce sujet que dans les études de cas, l'exemple le plus frappant de ce type de connaissance alternative est le concept de *swadeshi* de Gandhi, dont l'élaboration, à la lumière des conditions actuelles en Inde, est au cœur du travail de Sethi. De même, l'étude de Lopes suggère un modèle alternatif de connaissance urbaine, une façon différente de concevoir la ville, promue par des sans-terre au Sud du Brésil. Comme le montrent ces études de cas, l'enjeu est de parvenir à concrétiser

ces conceptions du monde dans des programmes et des actions tangibles, capables d'offrir des alternatives viables et crédibles face aux conceptions et aux programmes hégémoniques.

Thèse 8. Les critères pour évaluer le succès ou l'échec des alternatives économiques doivent être progressifs et inclusifs. Dans un contexte mondial dominé par le capitalisme, il est facile d'adopter des postures désespérées ou cyniques vis-à-vis de toute alternative. Le pessimisme s'empare aisément des esprits impatients, et l'absence d'une rupture radicale avec le *statu quo* provoque le scepticisme face à toute alternative graduelle ou locale. Mais la patience de l'utopie, dont se nourrissent la pensée et les actions de ceux qui cherchent des alternatives économiques, est infinie (Sousa Santos 1995). Si le seul critère pour évaluer le succès des alternatives non capitalistes est la transformation radicale de la société à court terme à travers le remplacement du capitalisme par un nouveau système de production, alors toutes les alternatives que nous avons abordées sont vaines.

53
.....

Les alternatives dont nous disposons impliquent des transformations progressives, qui créent des espaces de solidarité au sein ou à la lisière du système capitaliste. Elles bouleversent les conditions de vie de ceux qui y prennent part. Ainsi, l'accès à la terre des paysans sud-africains ou brésiliens constitue une rupture essentielle avec le système d'exclusion latifundiste encore en vigueur il y a quelques années. De la même façon, l'accès à des services minimaux (comme l'assistance médicale ou les congés payés) a marqué un tournant dans la vie des travailleurs de coopératives les plus pauvres du Mozambique, d'Inde ou de Colombie. Comme l'ont défendu Shiva et Mies (1993) et Dietrich (1996), la survie même peut être une forme d'émancipation dans des conditions d'extrême pauvreté, et peut donner lieu à une réévaluation des modèles de production et de consommation. Souvent, les changements progressifs, les petites alternatives ouvrent la voie à des transformations structurelles progressives, elles aussi. C'est dans ce type de perspectives que réside leur potentiel d'émancipation à grande échelle.

Par ailleurs, pour évaluer le résultat des initiatives économiques alternatives, il est essentiel de se rappeler leur caractère holistique, expliqué dans la thèse 1. Dans ce sens, l'évaluation doit être inclusive et se pencher sur les succès et les échecs aussi bien en matière d'objectifs économiques qu'en matière d'objectifs non économiques. Hirschman (1984) a réclamé avec éloquence ce type d'évaluation inclusive concernant les coopératives :

On a tendance à juger les coopératives uniquement sur leur bilan financier, étant donné que leur santé financière est souvent précaire et que l'on doute souvent de leur capacité à coexister avec des entreprises qui se consacrent uniquement à la production de services dans une société de marché individualiste. Cependant, de même que toute évaluation du capitalisme doit considérer les effets sociaux et politiques de ce mode de production, il faut étudier les avantages et les coûts non financiers des coopératives pour réellement juger de leur fonctionnement. En outre, ces effets non monétaires ou intangibles s'avèrent souvent essentiels pour comprendre leur comportement sur le marché. (Hirschman 1984, 58)

Thèse 9. Les alternatives de production doivent établir des liens de synergie avec des alternatives dans d'autres sphères de l'économie. Il existe de nombreuses alternatives, encouragées, voire mises en œuvre, par des structures et des gouvernements progressistes dans des domaines aussi divers que le commerce (initiatives de commerce équitable), l'investissement (respect des normes éthiques de la part des investisseurs étrangers dans les pays du Sud), l'immigration (politiques d'ouverture de frontières), la fiscalité (taxe Tobin), le revenu minimum (proposition d'un revenu minimum universel), la coordination de l'économie globale (démocratisation de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international), etc.

La plupart de ces initiatives ayant récemment été articulées par le mouvement de lutte contre la mondialisation néolibérale, dans des espaces comme le Forum social, les conditions sont aujourd'hui réunies pour encourager l'articulation des alternatives de production avec des alternatives économiques d'une autre nature. Ce rapport de synergie est, à notre sens, essentiel pour la survie et le succès des alternatives de production. Par exemple, les dilemmes auxquels sont aujourd'hui confrontées les coopératives du Mozambique et de Colombie vis-à-vis de la concurrence du capital transnational, incitent à penser que leur intégration à des marchés alternatifs (comme ceux proposés par les initiatives de commerce équitable, payant des prix justes dans le pays d'origine et à l'extérieur pour les produits des coopératives) pourrait éviter leur disparition ou leur absorption par des entreprises capitalistes. Des associations de ce type sont lancées avec succès sur certains marchés alternatifs, comme celui du café biologique. Les rapports de complémentarité entre les initiatives mentionnées et bien d'autres alimentent l'espoir de renforcer le potentiel des alternatives de production non capitaliste.

Ces neuf thèses donnent un aperçu de l'ampleur des défis auxquels se confrontent les expériences citées. Les chances de réussite sont minces, en tout cas l'incertitude règne sur leur devenir. Mais les hommes et les femmes de tous les horizons qui, en participant à ces expériences, ont décidé de nager à contre-courant, témoignent des vertus de l'imagination et de la

volonté de chercher des alternatives de production au-delà du modèle dominant. Toutes les initiatives de ce type, lancées dans le monde entier, élargissent jour après jour les normes de la production et ravivent l'espoir d'émancipation sociale.³

Références bibliographiques

- Castañeda, J. 1993. *La utopía desarmada*. Mexico: Editorial Joaquín Mortiz.
- Cohen, G. 1994. Back to socialist basics. *New Left Review*. 207(9/10): 3-16.
- Daly, G. 1996. Sustainable growth? No thank you. In *The case against the global economy*. (Eds.) J. Manderet et E. Goldsmith. San Francisco: Sierra Club Books.
- Dietrich, G. 1996. Alternative knowledge systems and women's empowerment. In *Sites of change. The structural context for empowering women in India*. (Orgs.) N. Rao, L. Rurup et R. Sudarshan. New Delhi: Friedrich Ebert Stiftung; Programme des Nations Unies pour le développement.
- Douthwaite, R. 1999. Is it possible to build a sustainable world? In *Critical development theory: contributions to a new paradigm*. (Eds.) R. Munck et D. O'Hearn. New York: Zed Books.
- Gorz, A. 1997. *Misères du présent. Richesse du possible*. Paris: Éditions Galilée.
- Hirschman, A. 1984. *Getting ahead collectively*. New York: Pergamon Press.
- Hodgson, G. 1999. *Economics and utopia*. New York: Routledge.
- Isaac, T., R. Franke et P. Raghavan. 1998. *Democracy at work in an Indian industrial cooperative*. Ithaca: Cornell University Press.
- Macfarlane, L. 1998. *Socialism, social ownership and social justice*. New York: St. Martin's Press.
- O'Connor, J. 1988. Capitalism, nature and socialism: a theoretical introduction. In *Capitalism, nature, socialism*. 1(1): 3-14.
- Polanyi, K. 1957. *The great transformation*. Boston: Beacon Press.
- . 1983. *La Grande transformation*. Paris: Gallimard.
- Quijano, A. 1998. *La economía popular y sus caminos en América Latina*. Lima: Mosca Azul Editores.

³ Sousa Santos (de), B. et C. Rodríguez Garavito. 2013. Alternatives économiques : les nouveaux chemins de la contestation. In *Socioéconomie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*. (Dir.) I. Hillenkamp et J.-L. Laville. Toulouse: Édition érès.

- Shiva, V. et M. Mies. 1993. *Ecofeminism*. Londres : Zed Books.
- Singer, P. et A. R. Souza. 2000. *A economia solidaria no Brasil*. Sao Paulo : Editora Contexto.
- Sousa Santos (de), B. 1995. *Towards a new common sense*. New York : Routledge.
- . 2000. A critica da razão indolente. Contra o desperdício da experiencia. Porto : Edicoes Afrontamento.
- . 2001. Can law be emancipatory ? Article présenté à la Conférence de la Law & Society Association. Budapest. Juillet 2001.
- . 2002. *Produzir para viver – Os caminhos de producao nao capitalista*. Rio de Janeiro : Editora Civilizacao Brasileira.
- Van Parijs, P. (Dir.). 1992. *Arguing for basic income*. Londres : Verso.
- Wallerstein, I. 1979. *The capitalist world-economy*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Wasserstrom, R. 1985. *Grassroot development in Latin America and the Caribbean*. New York : Praeger Publishers.
- Whyte, W. et K. Whyte. 1988. *Making Mondragón. The growth and dynamics of the worker cooperative complex*. Ithaca : ILR Press.
- Wright, E. 1998. Introduction. In *Recasting egalitarianism*. (Ed.) E. Wright. Londres : Verso.

Penser une politique postcapitaliste féministe avec Marx

..... J. K. Gibson-Graham*, Esra Erdem**
et Ceren Özselçuk***

57
.....

Introduction

La crise économique actuelle a réveillé un véritable intérêt pour la théorie marxiste. On redécouvre Marx afin de parvenir à une compréhension critique du fonctionnement du capitalisme et de ses éventuelles solutions de remplacement. Nous souhaitons profiter de la tribune que nous offre cet article pour nourrir ce débat d'actualité en apportant un éclairage féministe sur ce que pourrait mettre en jeu une politique postcapitaliste. Il nous semble que l'actualité des écrits de Marx tient moins aux moyens d'action que l'on pourrait sans doute y trouver pour opérer un changement systémique qu'au fait que ces travaux (et la tradition marxiste en général) ouvrent des perspectives théoriques par leur prise en considération de la différence et de la contingence économiques.

Dans l'analyse qui suit, nous illustrerons certaines de ces perspectives et en étudierons les apports éventuels à l'élaboration et à la mise en place d'une politique postcapitaliste de transformation et d'expérimentation économiques. La deuxième partie présente le concept d'économie plurielle et explore les possibilités offertes par une théorisation de la différence économique définie comme une différence de classe au sens marxiste du terme.

* Nom de plume de Julie Graham, géographe, et Katherine Gibson, géographe, University of Western Sydney, Australie

** Économiste, Université Alice Salomon, Berlin, Allemagne

*** Sociologue, Université Boğaziçi, Istanbul, Turquie

Dans la troisième partie, nous proposons un examen critique des raisons pour lesquelles les apports théoriques du féminisme marxiste dans le domaine de l'économie familiale demeurent indispensables à la théorisation de l'hétérogénéité de l'économie. La quatrième partie abordera le processus de reproduction économique sous un angle différent. En nous inspirant de l'analyse marxiste sur la circulation du capital, nous examinerons les effets théoriques d'une absence totale de détermination dans le cadre de l'économie plurielle. Pour conclure, la section V proposera une vue d'ensemble de l'éthique féministe postcapitaliste sous-tendant la recherche et les projets militants qui recourent au cadre de l'économie plurielle.

58

Comme le montre cet article, la politique postcapitaliste suppose une transformation sur les plans tant ontologique qu'épistémologique. Au plan ontologique, nous pensons que le postcapitalisme implique une rencontre avec l'économie définie comme un espace hétérogène irréductible aux rapports de production capitalistes. Au plan épistémologique, il exige de démythifier la primauté accordée au capitalisme considéré comme force économique déterminante, pour adopter une perspective anti-essentialiste. Point particulièrement important, le postcapitalisme ne peut exister sans une compréhension du fait qu'une telle réorientation épistémologique vers le social est porteuse en elle-même d'un effet performatif (Butler 1990). En d'autres termes, il est nécessaire de reconnaître le caractère performatif du modèle postcapitaliste du monde sur la construction même du monde que l'on imagine et que l'on met en pratique. Dans cet article, nous affirmons que le programme de recherche sur les économies plurielles, dont J. K. Gibson-Graham a posé les premiers jalons (1996 ; 2006), impose une rupture de cette ampleur avec les épistémologies réflexive et réaliste.

La différence de classe chez Marx

Marx ouvre le Livre I du *Capital* par un exposé sur la circulation des biens sur les marchés. Il y explique tout d'abord que les marchandises s'échangent en fonction de la quantité de temps de travail abstrait socialement nécessaire qui se trouve matérialisée en elles, puis examine de manière très détaillée une marchandise en particulier, la force de travail, ainsi que les modalités selon lesquelles celle-ci s'échange contre un salaire. Dans un troisième temps, Marx décrit précisément le mode d'organisation capitaliste de la production, de l'appropriation et de la répartition du surplus et explique en quoi il considère ce rapport économique comme une forme d'exploitation. La première étape de notre représentation de l'économie plurielle se fondera sur les rubriques qui caractérisent ce schéma marxiste classique (tableau 1).

Tableau 1 : Représentation du capitalisme dans l'économie plurielle

TRANSACTIONS	TRAVAIL	ORGANISATION DU SURPLUS
MARCHANDES	SALARIÉ	CAPITALISTE

Nous étudierons ensuite, avec Marx, la capacité du modèle de l'économie plurielle à offrir un quelconque espace aux processus économiques qui ne relèvent pas du processus de classe capitaliste décrit plus haut.

Bien sûr, à la fin du Livre I du *Capital* et dans plusieurs autres écrits comme les *Grundrisse* (Marx 1993), Marx juxtapose les rapports économiques capitalistes et précapitalistes. Les lectures modernistes de Marx, plutôt que de s'attarder sur les caractères distinctifs de ces processus de classe non capitalistes, tendent à les décrire comme des éléments séquentiels d'une trajectoire de développement économique universel mettant en jeu des rapports de classes de plus en plus élaborés avec le temps. Dans cette représentation historiciste, les rapports non capitalistes ne coexistent pas avec le capitalisme, ils le précèdent.

Nous proposons une lecture différente, qui confère à la classe le statut d'«universel concret» de la tradition marxienne (Zizek 1999, 101-102). Dans cette perspective, la «classe» en tant qu'objet de théorie émane de l'analyse des diverses manifestations concrètes du concept de classe menée à bien par Marx, plus précisément de ses tentatives répétées pour comprendre l'évolution des formes de production, d'appropriation et de répartition du surtravail. Toutefois, aucune de ces formes n'est à même de donner un contour définitif au concept de classe (Özselçuk et Madra 2005). Cette lecture bouleverse l'approche historiciste et définit une technique permettant l'étude de la coexistence des différents modes d'organisation de la production d'un surplus, de la rémunération du travail et de l'échange des marchandises. Dans une perspective de pluralité des économies, le fruit du travail de Marx apparaît donc avant tout comme un inventaire des classes qui renvoie, dans ses travaux, aux différents rapports de classe permettant la production de marchandises, qu'ils soient capitalistes, féodaux, esclavagistes, communistes primitifs ou indépendants. Cet inventaire constitue une référence permettant d'exprimer clairement la différence de classe dans tous les contextes plutôt qu'une liste exhaustive ou transparente (Gibson-Graham 2006).

Tableau 2: Différents rapports de classe reposant sur une lecture de la différence de classe chez Marx dans une perspective anti-historiciste

ORGANISATION DU SURPLUS

CAPITALISTE

NON CAPITALISTE

Féodale

Esclavagiste

Communiste primitive

Indépendante

Cette interprétation non historiciste de la classe et l'introduction de processus de classe non capitalistes dans le panorama de l'économie plurielle (cf. tableau 2) remettent en question le discours marxiste moderniste qui assimile l'économie contemporaine à une totalité capitaliste. Comme le montre la tableau 2, l'approche par l'économie plurielle crée un espace théorique à partir duquel on peut exprimer et explorer la pluralité de l'économie définie comme un surplus, ce qui revient à admettre la coexistence de différentes configurations de la production, de l'appropriation et de la répartition du surplus à un moment et dans un lieu donnés. Dépasser la simple description de luttes pour le surplus capitaliste permet d'acquérir les outils théoriques nécessaires à la déconstruction de la notion de différence de classe et de repenser l'économie comme un espace radicalement hétérogène et caractérisé par la présence de luttes multiples relatives aux différentes configurations (capitalistes et non capitalistes) du surplus (Resnick et Wolff 1987; Gibson-Graham, Resnick et Wolff 2000).

Interprétations marxistes-féministes de la reproduction et de la différence de classe

Le thème de la différence de classe peut également être abordé sous l'angle du féminisme marxiste. Le débat sur le travail domestique, notamment, a revêtu une importance particulière en permettant une mise en rapport du salaire capitaliste – soit la valeur de la force de travail des travailleur-euses – et de la quantité de travail non rémunéré produite au sein du foyer (pour une vue d'ensemble de ce débat, voir Jefferson et King 2001). Comme le montre la discussion qui suit, la prise en considération du flux non marchand de biens issus du travail non rémunéré accompli par les femmes au

foyer au sein des ménages donne un sens nouveau à la notion de différence économique dans le cadre de l'économie plurielle. Elle pose par ailleurs la question des modalités de l'interaction entre les sphères marchande et non marchande de l'économie.

Parmi les chercheur-euses qui ont repris le concept de *reproduction* de Louis Althusser, on note un effort en vue d'ouvrir un champ (relativement autonome) permettant la prise en compte et la théorisation de la division sexuelle du travail qui sous-tend les pratiques économiques non rémunérées. À l'époque, cet effort a coïncidé avec un élargissement du champ de réflexion de l'économie politique marxienne et de la lutte socialiste qui sont passées de la stricte production à la reproduction sociale proprement dite. Mais en tentant de théoriser le foyer, le féminisme marxiste s'est d'emblée heurté à la difficulté de combiner un décentrage du capitalisme (par rapport à «l'extérieur constitutif» de la reproduction sociale) avec la nécessité de la reproduction capitaliste (Molyneux 1979; Gibson-Graham 1996). Dans ce contexte, une tendance au déterminisme économique peut être décelée dans la façon dont on a considéré le *care* et le travail domestique comme des fonctions de la reproduction de la force de travail capitaliste. Partant de notre critique précédente de l'interprétation historiciste de Marx, notre premier argument critique portera donc sur la logique de détermination introduite dans les rapports d'interdépendance entre capitalisme et travail domestique. Nous affirmons que cette détermination ne laisse pratiquement aucune place à la contingence dans la reproduction du capitalisme et interdit, au plan théorique, d'imaginer une dynamique sociale émanant de la sphère domestique susceptible de mettre fortement en péril le rapport capital-travail.

Notre deuxième argument critique porte sur l'imaginaire «capitalo-centrique» dans lequel le débat sur le travail domestique reste majoritairement cantonné. Comme le montre J. K. Gibson-Graham (1996), le capitalo-centrisme est une forme d'ontologie structurelle qui conçoit et hiérarchise l'ensemble des subjectivités et processus économiques et non économiques en relation binaire (assujetti, identique ou complémentaire, etc.) avec une identité capitaliste conçue comme un tout auto-cohérent. Les tâches reproductives étant essentiellement considérées comme des outils de reproduction du capitalisme (à l'exclusion de tout autre rapport économique), les contributions économiques non rémunérées des femmes ont été vues comme assujetties au capital ou complémentaires de celui-ci. Sur le plan théorique, elles sont donc incorporées dans le capitalisme par le biais d'une logique unificatrice.

À partir de la conception marxienne de la différence de classe présentée en tableau 2, on peut donc affirmer que les acteur-trices du débat sur le travail

domestique ont omis de prendre en compte la contribution potentielle du travail domestique et de *care* à la reproduction des formes non capitalistes de production de surplus dans une économie plurielle. Dans la perspective politique postcapitaliste, la représentation capitulo-centriste de l'économie domestique fait plus que révéler un angle mort de la recherche. Dans la mesure où la représentation de l'économie comme ensemble hiérarchique binaire a une action performative sur l'objet même qu'elle élabore, elle donne également une orientation aux institutionnalisations de l'économie en limitant les possibilités de transformation et d'expérimentation économiques. En ce sens, le capitulo-centrisme a de considérables incidences sur les limites que la pensée marxiste-féministe impose à son propre imaginaire relatif à la transformation politique (Cameron et Gibson-Graham 2003). Nous reviendrons sur ce point dans la conclusion de cet article.

Notre troisième critique a trait à l'intersectionnalité du genre et de la classe dans la théorie marxiste. Un corpus important de travaux marxistes-féministes a remis en cause la primauté théorique et politique accordée à la classe, primauté qui fait de l'oppression des femmes une question accessoire et subordonnée à celle de l'exploitation capitaliste (Hartmann 1981). Partant de cette réflexion critique, les chercheur-euses féministes ont étudié les voies permettant la conceptualisation de la différence économique par le prisme du genre défini comme une construction sociale (et non par celui de la reproduction capitaliste). Parmi les apports constructivistes notables, figurent notamment la théorie du « mode de production domestique » élaborée par Christine Delphy (1984) et celle de Nancy Folbre sur le « mode de production patriarcal » (Folbre 1987). Toutes deux se fondent sur le postulat qui veut que le travail non rémunéré des femmes structure un rapport de classe unique et distinct du capitalisme.

Nous souscrivons aux critiques féministes de l'essentialisme de classe présent dans le marxisme, tout en exprimant nos réserves quant aux théories qui confèrent au genre plutôt qu'à la classe le statut de rapport social dominant. Fraad, Resnick et Wolff (1994) ont, dans leurs travaux, poussé la position marxiste-féministe radicalement anti-essentialiste à son maximum. Leur théorie de l'existence de multiples structures de classe au sein du foyer s'inscrit dans la continuité des travaux de Delphy et Folbre dans la mesure où le foyer y est décrit comme un lieu constitutif de rapports économiques irréductibles à un effet du capitalisme. En accord avec notre description de la différence de classe dans l'économie plurielle (voir tableau 2), Fraad, Resnick et Wolff identifient une multiplicité de configurations (relevant ou non de l'exploitation) relatives à la production, l'appropriation et la répartition du surtravail au sein du foyer – parmi lesquelles les modes de production esclavagiste et féodal assimilables à l'exploitation ou encore les modes

de production indépendant (individuel) ou communautaire sans caractère d'exploitation. Le caractère anti-essentialiste de cette théorie du foyer tient au fait que les rapports de genre y sont considérés comme l'un des nombreux déterminants des rapports de classe au sein du foyer – et non comme le rapport central. En outre, Fraad, Resnick et Wolff pensent que la reproduction d'une quelconque structure de classe domestique n'est pas subordonnée à un ensemble donné de conditions d'existence fondamentales. Au contraire, la pérennité d'une structure de classe domestique particulière est soumise à une contingence radicale de ses propres conditions d'existence (à cet égard, nous anticipons déjà la notion marxiste d'indétermination que nous décrirons plus loin dans ce texte).

Le tableau 3 présente une version remaniée du modèle de l'économie plurielle qui intègre les idées marxistes-féministes dans l'économie domestique. Elle recense certaines des configurations de classe qui peuvent régir la production de surplus non rémunérée à domicile et fait apparaître certaines modalités de la distribution de ce surplus par le biais de mécanismes non marchands.

Tableau 3 : Nouvelle représentation de la diversité économique selon le prisme des théories marxistes-féministes de la reproduction

TRANSACTIONS	TRAVAIL	ORGANISATION DU SURPLUS
MARCHANDES	SALARIÉ	CAPITALISTE
NON MARCHANDES	NON RÉMUNÉRÉ	NON CAPITALISTE
Partage au sein	Tâches ménagères	Féodale
du ménage	Soins aux enfants	Esclavagiste
Don	Soins aux personnes âgées	Collective
	Travail de quartier	Indépendante

Accumulation élargie et indétermination chez Marx

Dans cette section, nous examinerons la notion de reproduction sous un angle différent, en prenant pour point de départ la description de la circulation du capital proposée par Marx dans le *Capital*. L'évolution des arguments de Marx entre le Livre I et les Livres II et III est souvent perçue comme un approfondissement de la méthode matérialiste de Marx, au sens où il conceptualise le réel concret en intégrant davantage de conditions

d'existence du capitalisme. Il parviendrait ainsi à représenter théoriquement des configurations sociales plus complexes et plus contradictoires. Dans la continuité de Norton (2001) et Özselçuk et Madra (2007), nous proposons d'interpréter ce même processus comme une mise en évidence plus nette du caractère contingent de la reproduction de l'entreprise capitaliste et comme une prise de distance concomitante vis-à-vis de la poursuite de l'accumulation du capital.

Selon Özselçuk et Madra, Marx tente, avec la circulation du capital (A-M... P...M'-A'), d'identifier les moments distincts qui, dans le processus de création de valeur, définissent le passage du capital d'une forme à une autre. En d'autres termes, la logique de la circulation du capital n'est ni invariante, ni spontanée, ni auto-constituée. Il ne s'agit pas d'une «loi du mouvement» mais d'une tentative de formalisation des métamorphoses du capital. Premièrement, le capital se transforme, passant de sa forme argent A (capital financier) à sa forme marchandise M (lorsque l'industriel capitaliste achète des moyens de production et de la force de travail pour les utiliser). Une fois les nouvelles marchandises M' produites, le capital retourne à sa forme argent A' lorsque les marchandises sont vendues sur le marché et que se réalise la plus-value extorquée au travailleur. Pour Marx, cette création de valeur ne se déroule jamais sans heurts ni frictions. Chaque transformation du capital s'opère et se perpétue continuellement par le biais des technologies sociales qui animent et favorisent les différentes instances économiques de cette circulation. Tout au long des trois livres du *Capital*, Marx montre que les capitalistes industriels s'appuient sur les capitalistes marchands pour commercialiser les marchandises, sur les prestataires de services de stockage et de transport, sur le capital financier pour lever des fonds, sur les surveillants d'usine et la législation pour discipliner les ouvriers au travail. Nous pourrions y ajouter les organismes sociaux et les institutions de reproduction tels que les syndicats, les pouvoirs publics, la famille et bien d'autres (Özselçuk et Madra 2007, 84). Dans le discours «accumulationniste», le déroulement contradictoire de la reproduction élargie du capital A-A' est considéré comme un processus intégré et automatique. Cette lecture automatisée de Marx pourrait toutefois nous empêcher de percevoir les étapes *internes* à cette circulation – celles de la production, de l'appropriation, de l'échange et de la distribution – comme autant de moments potentiels d'assujettissement et de subjectivation. Lire Marx sous un éclairage différent nous permet de nous réapproprier ces moments de contingence et de réexaminer certaines préoccupations typiquement marxistes : qui s'approprie la plus-value ? Comment sont obtenus les moyens de production ? Quels sont les rapports sociaux et techniques propres à la production de la plus-value ? Qu'advient-il de la plus-value réalisée ? Quelles sont les luttes concrètes motivées par sa répartition ? Une fois ces questions posées, la circulation du

capital et sa reproduction semblent plus incertaines et plus susceptibles d'être perturbées par un grand nombre d'antagonismes sociaux et économiques.

En relisant Marx tout en gardant à l'esprit la dynamique de la contingence, deux constats s'imposent sur le cadre de l'économie plurielle. En premier lieu, il n'existe aucune logique essentialiste inhérente à la reproduction capitaliste ou, par extension, à la reproduction économique non capitaliste. En d'autres termes, chaque processus économique décrit dans notre représentation de l'économie plurielle est empreint d'un caractère de contingence. En second lieu, le fait de lever l'impératif de l'accumulation capitaliste permet une lecture plus variée des objectifs et des contraintes de l'entreprise capitaliste. Nous pouvons alors distinguer des entreprises capitalistes alternatives dont le mode de production tient compte de préoccupations sociales, culturelles ou écologiques (tableau 4).

65
.....

Tableau 4 : Diverses formes de répartition du surplus dans les entreprises capitalistes alternatives et non capitalistes, d'après l'étude de la contingence dans le circuit économique de Marx

ORGANISATION DU SURPLUS
CAPITALISTE
CAPITALISTE ALTERNATIF
Capitaliste socialement responsable
Capitaliste vert
Organismes sans but lucratif
NON CAPITALISTE
Féodale
Esclavagiste
Communiste primitive
Indépendante

Nous n'essaierons pas de démontrer ici le bien ou le mal fondé des entreprises socialement responsables (capitalistes philanthropes), de l'entrepreneuriat vert, des organismes à but non lucratif ou d'autres types d'organisations. Nous souhaitons simplement souligner le fait qu'il est possible de réorienter les flux de plus-value à des fins différentes et que cette réorientation ébranle la logique déterministe de la circulation du capital. De plus, nous estimons que cette représentation constitue une étape vers l'affaiblissement de la division binaire entre le capitalisme et son extérieur constitutif, le non capitalisme. En ce sens, relire le *Capital* en adoptant la perspective de la contingence de la circulation du capital (plutôt que la logique du déterminisme économique) permet, sur le

plan théorique, une description plus riche du domaine économique dans son hétérogène foisonnement. Mais cette relecture peut aussi réorienter notre vision des possibilités offertes aux politiques à visées transformatrices sur le terrain. En conclusion de cet article, nous aborderons donc la mise en pratique de ces conceptions alternatives de l'économie définie comme un espace de prise de décision éthique.

Mettre en application les idées politiques postcapitalistes

Après avoir défini le cadre de l'économie plurielle, nous poursuivrons notre réflexion en mettant en évidence quelques liens établis entre ce cadre et la politique postcapitaliste par les chercheur-euses et les militant-es affilié-es au *Community Economies Research Collective*¹. Une mise en garde s'impose ici. La perspective de la pluralité des économies élargit notre conception de la valeur économique et démultiplie nos choix politiques. Il ne s'agit pas de parvenir à créer une économie plus « complète » en y « ajoutant » des pratiques économiques auparavant invisibles et marginales. Il ne s'agit pas non plus d'affirmer que *toutes* les pratiques et transactions économiques doivent se voir accorder sans distinction la même valeur ou même qu'elles pourraient favoriser la création de niches économiques alternatives. En réalité, le cadre de l'économie plurielle représente le basculement d'une position morale fondée sur un « jugement *a priori* quant au caractère bon ou mauvais d'une pratique » (Gibson-Graham 2006) vers une éthique de conduite. Cette position ne s'adopte pas de manière progressive, il convient de considérer immédiatement chaque transaction et pratique économique comme un lieu possible de lutte et de prise de décision éthique, comme le (délicat) point de départ d'un projet de transformation et de devenir. Par son refus d'émettre un jugement *a priori* sur la valeur d'une transaction ou d'une pratique, le cadre de l'économie plurielle nous contraint à nous interroger sur les conditions d'existence spécifiques à toute activité économique et à mettre en place un processus de décision démocratique visant à en évaluer les mérites et inconvénients potentiels.

¹ [...] Nous avons limité notre réflexion à une théorisation de l'économie plurielle par le biais d'une relecture de Marx. Cependant, nous souhaitons souligner le fait que les chercheur-euses et les militant-es œuvrant dans le domaine de l'économie plurielle – en particulier les membres du collectif de recherche mixte sur les économies communautaires – s'inspirent de traditions intellectuelles et de mouvements sociaux radicaux très divers, parmi lesquels : l'école postfordiste qui remet en question le modèle par étapes de l'industrialisation historique (Piore et Sabel 1984) ; l'économie féministe qui pose la question du travail de *care* non rémunéré au sens large ; la pensée politique *queer* qui étudie la différence sexuelle dans sa complexité et son refus de la cohérence ; le mouvement de l'économie solidaire qui encourage les coopératives autogérées ; les mouvements urbains, ruraux, écologiques et numériques qui valorisent les communs, et l'anthropologie économique de l'économie du don. Le processus de représentation de l'économie plurielle est non seulement en constante évolution, mais il rejette également l'idée d'une compilation exhaustive, fondée sur un programme théorique uniforme, de toutes les pratiques économiques existantes (voir aussi le site www.communityeconomies.org).

Cette réflexion consciente forme le socle d'un processus d'élaboration et de mise en pratique d'un nouveau type de valeur, d'un être-en-commun économique. Les idées politiques postcapitalistes nous mettent en relation avec le domaine économique dans une perspective de prise de décision éthique, rapprochant les sphères communautaires et économiques par l'expression d'une préoccupation commune pour l'interdépendance de l'économie et de l'écologie. L'économie communautaire vise notamment à produire et partager le surplus social de façon à satisfaire nos besoins, à créer et assurer la pérennité des communs et à investir dans un avenir socialement et écologiquement durable (Gibson-Graham, Cameron et Healy 2013). Compte tenu du fait que l'ensemble des formations de classe présentent des mécanismes institutionnalisés qui tentent de distinguer le nécessaire du surplus ainsi que le contenu social des « besoins », la pensée politique postcapitaliste met avant tout en avant « le caractère social inhérent aux décisions prises pour définir la nécessité ainsi que les différentes formes d'interdépendance mises en pratique quand ces décisions sont prises » (Gibson-Graham 2006, 90). En d'autres termes, avant même l'adoption d'une configuration institutionnelle particulière, toute politique postcapitaliste tente de défaire les coutures qui maintiennent les institutions et les discours préexistants relatifs au nécessaire et au surplus.

Pour conclure, nous réaffirmons le fait que la politique postcapitalisme n'est pas un projet autour duquel s'organiseraient les diverses transactions économiques. Elle n'impose pas d'opérer la transformation à une échelle en particulier – locale ou mondiale. Elle est à la fois dénomination et processus ; elle est le point nodal d'un investissement duquel naîtra un processus de négociation des relations d'interdépendance des différentes pratiques économiques de l'économie plurielle. Si la politique postcapitaliste montre une préférence pour la « négociation démocratique », sa délibération démocratique et sa politique participative se fondent sur l'hypothèse d'un surplus affectif, en d'autres termes sur l'existence d'un antagonisme irréductible dans un corps social qui rejette l'ultime réconciliation de la communauté par le biais d'une réflexion communicationnelle à la Habermas. La dimension éthique de la pensée politique postcapitaliste suppose une subjectivité nouvelle, un choix de ne pas occulter les antagonismes inhérents en postulant les idéaux de l'harmonie économique. En ce sens, l'éthique de la politique postcapitaliste peut être définie comme un engagement à poursuivre un processus permanent de « devenir-en-commun » guidé par le refus de l'homogénéisation des identités et l'harmonisation de la communauté.²

² Gibson-Graham, J. K., E. Erdem et C. Özseltürk. 2013. Thinking with Marx for a feminist postcapitalist politics. In *Marx' Kritik der Gesellschaft*. (Dir.) R. Jaeggi et D. Loick. Berlin : Akademie Verlag. Traduit de l'anglais par Camille Roth

Références bibliographiques

- Butler, J. 1990. *Gender trouble : feminism and the subversion of identity*. Londres : Routledge.
- Cameron, J. et J. K. Gibson-Graham. 2003. Feminising the economy : metaphors, strategies, politics. *Gender, Place and Culture*. 10(2).
- Delphy, C. 1984. *Close to home : a materialist analysis of women's oppression*. Amherst : University of Massachusetts Press.
- Folbre, N. 1987. A patriarchal mode of production. In *Alternatives to economic orthodoxy*. (Eds.) R. Albelda, C. Gunn et W. Waller. New York ; Londres : Armonk.
- Fraad, H., S. Resnick et R. Wolff. 1994. *Bringing it all back home : class, gender and power in the modern household*. Londres : Pluto Press.
- Gibson-Graham, J. K. 1996. *The end of capitalism (as we knew it) : a feminist critique of political economy*. Oxford ; Cambridge : Blackwell Publishers.
- . 2006. *A postcapitalist politics*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Gibson-Graham, J. K., S. Resnick et R. Wolff (Eds.). 2000. *Class and its others*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Gibson-Graham, J. K., J. Cameron et S. Healy. 2013. *Take back the economy, anytime, any place*. Minneapolis : University of Minnesota Press.
- Hartmann, H. 1981. The unhappy marriage of marxism and feminism. In *Women and revolution*. (Ed.) L. Sargent. Boston : South End Press.
- Jefferson, T. et J. King. (2001). Never intended to be a theory of everything : domestic labor in neoclassical and marxian economics. *Feminist Economics*. 7(3).
- Marx, K. 1993. *Grundrisse : foundations of the critique of political economy*. Londres : Penguin Classics.
- . 1976. *Capital. Volume 1*. Londres : Lawrence & Wishart.
- . 1978. *Capital. Volume 2*. Londres : Lawrence & Wishart.
- . 1981. *Capital. Volume 3*. Londres : Lawrence & Wishart.
- Molyneux, M. 1979. Beyond the domestic labor debate. *New Left Review*. 116.
- Norton, B. 2001. Reading Marx for class. In *Re/presenting class : essays in postmodern marxism*. (Eds.) J. K. Gibson-Graham, S. Resnick et R. Wolff. Durham : Duke University Press.
- Özselçuk, C. et Y. Madra. 2005. Psychoanalysis and marxism : from capitalist-all to communist non-all. *Psychoanalysis, Culture & Society*. 10(1).
- . 2007. Economy, surplus, politics : some questions on Zizek's political economy critique of capitalism. In *Did somebody say ideology?*

On Slavoj Zizek and consequences. (Eds.) H. Feldner et F. Vighi. Newcastle Upon Tyne : Cambridge Scholars.

Piore, M. J. et C. F. Sabel. 1984. *The second industrial divide : possibilities for prosperity.* New York : Basic Books.

Resnick, S. et R. Wolff. 1987. *Knowledge and class.* Chicago : University of Chicago Press.

Zizek, S. 1999. *The ticklish subject.* Londres : Verso Books.

Économie solidaire et capitalisme dans la perspective des transitions historiques

..... Luiz Inácio Gaiger*,**

Un débat théorique et politique

La multiplication des expériences économiques reposant sur la libre association, le travail coopératif et l'autogestion est un phénomène incontestable non seulement dans notre paysage social mais également dans de nombreux pays depuis plus de dix ans (Laville 1994). Ces projets économiques ouvrent des possibilités aux catégories sociales à faible revenu très affectées par le chômage structurel et la pauvreté. Selon plusieurs études menées dans différents contextes nationaux, ces initiatives peuvent devenir bien plus que des réactions timides à la perte d'un emploi et à des conditions de dépendance extrême pour se transformer en mécanismes générateurs d'emplois et de revenus et aller parfois jusqu'à atteindre des niveaux d'activité tels qu'ils peuvent se maintenir et espérer survivre sur le marché (Nyssens 1996 ; Gaiger 2004a).

Ces perspectives prometteuses ont rapidement gagné le soutien de militants, d'organismes chargés de missions sociales et d'institutions publiques, mais ont également éveillé l'intérêt des universitaires qui se sont interrogées sur leur viabilité à long terme ainsi que sur la nature et la signification de ce qui fait leur spécificité : la socialisation des biens de production et du

* Université de Vale do Rio dos Sinos, São Leopoldo, Brésil

** Ce travail fait partie de la production du Groupe de recherche sur l'économie solidaire (www.ecosol.org.br) et a reçu le soutien du CNPq et de la FAPERGS.

Gaiger, L. I. 2017. Économie solidaire et capitalisme dans la perspective des transitions historiques. In *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires. Cahiers genre et développement*. N° 10. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 71-93. Paris : L'Harmattan.

travail. Certains courants de gauche, y voyant une nouvelle expression des idéaux historiques des luttes ouvrières et des mouvements populaires, ont commencé à intégrer l'économie solidaire dans leurs débats, leurs programmes pour le changement social et leur vision stratégique de construction socialiste¹. Que l'on considère l'économie solidaire comme un champ de travail institutionnel, comme un objectif des politiques publiques de lutte contre la pauvreté ou comme un nouveau front de lutte d'ordre stratégique, les visions, les concepts et les pratiques qu'elle développe s'entrecroisent intensément, s'interpellent et promeuvent cette économie au rang d'*alternative* pour les exclus et les travailleur-euses ou encore à celui de développement d'un nouveau genre au service des intérêts populaires : elles sont une *alternative* au creusement des inégalités, aux politiques d'inspiration néolibérale et, enfin, au capitalisme lui-même.

Cette question a dès lors fait l'objet d'intenses débats fondés sur les thèses et catégories de l'économie politique marxiste – sur laquelle navigue traditionnellement la pensée de gauche – qui ont nourri des arguments et des réponses de nature essentiellement idéologique et programmatique. Dans ce contexte, et même si toutes les précautions requises sont prises, les tentatives de théorisation de ce thème risquent d'être prises en compte directement pour leurs éventuelles retombées politiques et leur capacité à légitimer les développements discursifs menés dans l'affrontement politique, lesquels sont chargés d'un degré élevé de finalisme et des fortes composantes téléologiques qui caractérisent les idéologies. Les formulations les plus audacieuses, celles qui rattachent l'économie solidaire à un *nouveau mode non capitaliste de production* sont les plus exposées à ce risque (Tiriba 1997 ; Singer 1999 ; 2000 ; Verano 2001), d'abord parce que leur développement conceptuel est insuffisant, mais surtout parce qu'elles tendent à être considérées comme des réponses avérées, des prises de position et des jugements sans appel et figés plutôt que comme des éléments de réflexion sur ce thème ou des hypothèses contestables.

Il convient donc de progresser prudemment. Admettre cette hypothèse comme une proposition affirmative pourrait avoir des conséquences d'une amplitude et d'une profondeur considérables dans la mesure où cela apporterait une réponse définitive à la principale question relative au caractère alternatif de l'économie solidaire. En effet, comme je tenterai de le démontrer, l'avènement d'un nouveau mode de production signifierait que le mode de production capitaliste et les structures sociales qui s'y rattachent soient dépassées, qu'une certaine forme de société postcapitaliste voie le jour, société dont les caractéristiques deviendraient historiquement prédominantes.

¹ Un débat intéressant à cet égard s'est déroulé au sein du Parti des travailleurs, au Brésil (Singer et Machado 2000).

Les tenant-es des interprétations superficielles de cette question essentielle peuvent, de fait, s'empressez de formuler des réponses rassurantes compte tenu de leur apparente efficacité politique (à la simple condition que celles-ci se situent à gauche des idées dominantes et qu'elles prétendent rendre compte d'une totalité historique). Désorientés par le recul des préoccupations sociales, la faillite des modèles de transition vers le socialisme et l'absence de théories crédibles susceptibles d'étayer une stratégie d'intervention nouvelle (ou au moins remaniée), les groupes de médiation semblent touchés par cet empressement. Comme le signale José de Souza Martins, l'*intelligentsia* de gauche est en crise depuis plusieurs années, en raison de son incapacité à élaborer une théorie de la pratique *actuelle* et *réelle* des classes subalternes (Martins 1989, 135). Ce phénomène est peut-être cyclique, ce décalage entre théorie et pratique – l'obsolescence de la première par rapport à la seconde – ayant déjà été observé à d'autres moments de notre histoire politique (Souza 2000).

Bien sûr, de nombreux éléments plaident en faveur d'une vision politiquement optimiste du rôle de l'économie solidaire, parmi lesquels l'augmentation de plus en plus marquée du nombre de projets relevant de ce domaine et le fait que ces derniers convergent en un vaste mouvement social altermondialiste². Il ne fait aucun doute que le *concret réel* qui se manifeste ainsi «est le véritable point de départ (de la pensée) et, *par conséquent*, est *également* celui de l'intuition et de la représentation» (Gorender 1978, 39). Cela étant, pour dépasser ce point de départ et accéder au *concret pensé* – qui permet la reproduction rationnelle du réel –, la pensée exige un travail d'élaboration qui transforme les intuitions et les représentations – ici, le sens commun militant – en concepts. La frontière qui sépare les faits de la théorie doit être franchie, non d'une enjambée, mais en parcourant le chemin dans un sens et dans l'autre dans un va-et-vient méticuleux au cours duquel les données empiriques et les formules abstraites s'éclairent et s'accordent pour rendre la réalité intelligible en l'exprimant sous forme de propositions qui ne se résument ni à une simple reformulation de la théorie, ni à une reproduction pure du réel – dans le premier cas, nous cristalliserions la théorie en nous enfermant dans des cadres interprétatifs fondés sur des *a priori* plutôt que sur des questionnements, dans le second, nous occulterions involontairement nos concepts et nos postulats implicites³.

² Au Brésil, les premières données de la Cartographie nationale de l'économie solidaire confirment que ces initiatives ont, pour la plupart, vu le jour durant ces huit dernières années. Les réseaux d'économie solidaire occupent une place de plus en plus visible lors de chaque nouvelle édition du Forum social mondial. De plus, au Brésil, ils ont donné naissance au Forum brésilien de l'économie solidaire, dont la première grande manifestation, qui s'est tenue en août 2004, a rassemblé près de 1600 projets.

³ «La réalité historique – comme toute réalité – existe *purement*, indépendamment de la connaissance que l'on en a. C'est en cela que consiste son objectivité. Cependant, si l'on désire la connaître, son existence perd sa pureté et devient le référentiel du sujet de connaissance. C'est pourquoi la donnée pure est fictive et illogique» (Gorender 1978, 43).

Cet article vise à établir ce mouvement à partir de la théorie dans laquelle se situe initialement la catégorie *mode de production*. [...] Par la suite, nous procéderons au traitement systématique des catégories et de la théorie de la transition chez Marx pour les confronter aux résultats obtenus au cours de nos recherches et à leurs interprétations respectives (Gaiger 2003a). On trouve dans la théorie marxienne de la transition un sens aigu des nuances, une richesse méconnue que les milieux intellectuels et militants ont tenté d'éliminer en la vulgarisant, en la figeant dans des règles générales suprahistoriques dépourvues de toute portée heuristique.

74
.....

Cet article tente de nouveau de démontrer cette richesse par une révision et une mise à jour du dernier article évoqué (Gaiger 2003a). Sans surprise, il conclut, comme l'article original, à la nécessité de nuancer et de contredire en partie la thèse de l'émergence d'un *nouveau mode de production*. En mettant en lumière la complexité des facteurs mis en jeu, nous nous livrons à un exercice qui bouscule l'idée selon laquelle l'économie solidaire constitue une alternative au capitalisme. Cela étant, nous ne nourrissons pas les thèses les plus réfractaires à l'économie solidaire puisque nous reconnaissons le fait que les entreprises solidaires peuvent, en toute légitimité, être considérées comme des formes cohérentes de vie économique et qu'elles ne sont pas nécessairement limitées par leurs propres caractéristiques ou par des facteurs externes qui les réduiraient à un pseudo-solidarisme de défense ou à un phénomène temporaire lié aux fluctuations de l'économie de marché et de son offre de travail. [...]

Les grandes catégories économiques de Karl Marx

[...] Au cours de son évolution, le capitalisme a continuellement transformé la base technique sur laquelle il reposait, sous la puissante impulsion des forces productives. Comme le rappelle Singer, «les révolutions industrielles sont devenues économiquement viables parce que la concentration du capital a permis que d'importantes sommes d'argent soient consacrées aux activités inventives et à la fabrication de nouveaux moyens de production et de distribution» (2000, 12). En ce sens, le fordisme peut être considéré non seulement comme un mode matériel de production – un mode *supérieur* au regard des finalités du capitalisme –, mais surtout comme le fondement même du capitalisme avancé du siècle dernier, tourné vers la production de masse et tendant à fonctionner à l'échelle mondiale.

Le capitalisme crée sa propre base et la rénove en permanence en fonction de ses besoins, accomplissant ainsi la fonction la plus importante d'un mode de production : instaurer un processus qui renouvelle sa propre réalité en la

reproduisant sur le plan historique. Les formes économiques dont la structure politico-économique est trop peu autosuffisante pour leur permettre de reconstituer à l'infini les rapports d'expropriation et d'accumulation des excédents qui les caractérisent, ne peuvent pas relever de l'unité d'analyse « mode de production », sous peine de vider cette catégorie de ses principaux « éclairages analytiques » (Shanin 1980, 65). Parmi les formes économiques concernées, on trouve par exemple l'économie familiale paysanne ou la simple production de marchandises, à moins de les considérer comme des formes incomplètes, des vestiges de modes de production autrefois dominants, comme le système *tributaire* [...].

Dans le cas présent, on sait que les premières étapes de fonctionnement de ces formes économiques sont assimilables à des moments du cycle d'accumulation du capital. Mais, parce qu'elles occupent des interstices du processus capitaliste, elles disposent d'une marge d'autonomie considérable. Dès son apparition, le capitalisme a recouru à des formes d'organisation du travail échappant aux strictes conditions du salariat et de l'extraction de la plus-value. Au XIX^e siècle par exemple, le système manufacturier s'est substitué au système domestique par un long processus qui s'est engagé dans plusieurs directions. Dans certains cas, le machinisme a provoqué une intensification du travail à domicile alors même que l'ère industrielle battait son plein (Folhlen 1974). La période d'*accumulation flexible* que nous vivons actuellement recourt précisément à une organisation du travail dotée de formes diverses et au sein de laquelle les rapports de production donnent une impression de diversité alors qu'ils relèvent tous d'une même stratégie d'accumulation (Harvey 1993) par ailleurs non soumise à l'obligation de tolérer la résistance que pourraient lui opposer des collectifs de travailleur-euses stables.

Bien entendu, diverses formes secondaires peuvent apparaître, se développer et disparaître au cours de l'existence d'un mode de production, comme le montre la vitalité des formes non dominantes de vie matérielle au cours de l'histoire. Une certaine marge de liberté a toujours existé entre ces différents niveaux d'organisation des pratiques sociales et économiques, l'économie capitaliste étant, il est vrai, prodigue en exemples. Il convient donc de comprendre le rôle du capitalisme en toile de fond et les modalités selon lesquelles ces formes existent et se perpétuent en se soumettant de plus en plus au mode de production ou, au contraire, en limitant leur vulnérabilité à son égard. En d'autres termes, il s'agit de cerner la capacité de ces formes à susciter, depuis leur position subalterne ou périphérique, des mouvements d'amplification de leur propre champ et de leur logique interne en se soustrayant, dans une certaine mesure, au contrôle du capital.

Dans ce but, il convient de déterminer si ces formes sont typiques ou au contraire atypiques d'un mode de production existant. Cette question nous guide vers une troisième catégorie, implicite dans les textes de Marx et découlant de sa volonté de distinguer l'*apparence* d'un rapport social de sa *structure interne*. La structure nucléaire d'un mode de production, son caractère distinctif, réside dans l'ensemble de propriétés définissant le processus d'appropriation de la nature, dans les *rapports mutuels* qui s'y nouent entre les individus en fonction de leur position par rapport aux conditions et résultats des divers processus de travail, et en fonction de leur rôle dans ces processus. En d'autres termes, cette structure est déterminée par ses rapports sociaux de production, par la *forme sociale de production*⁴ grâce à laquelle le surplus de travail est extorqué au producteur immédiat.

[...] L'économie dite paysanne illustre bien la capacité des formes sociales de production de s'adapter à des modes de production même lorsqu'elles sont atypiques. Ses diverses manifestations historiques ont en commun le fait que les rapports de production s'exercent dans l'unité familiale (nucléaire ou élargie) et que ces unités familiales possèdent des parcelles de terre. La famille définit l'existence et la rationalité de la paysannerie, elle régit son organisation interne et ses interactions avec le milieu environnant. Le calcul économique, l'apprentissage du métier, les liens de parenté, les principes de respect et d'obéissance et les règles de succession sont autant d'indicateurs de la place de la dynamique familiale dans le quotidien paysan⁵. Mais ce monde paysan assure sa propre reproduction et pas celle de l'ensemble de la société. En outre, les systèmes externes d'exploitation de l'excédent de travail agricole réservés à la paysannerie ont toujours été plus manifestes que les mécanismes propres à son mode de vie. Il est impossible de comprendre le fonctionnement des unités de production paysannes hors de leur contexte social. Dans ces totalités historiques, elles apparaissent avec leurs singularités – parfois difficiles à éradiquer – tout en intégrant par le biais d'un processus d'introjection certaines caractéristiques de la structure sociale dans laquelle elles s'inscrivent. Elles circulent entre les modes de production et, à cette fin, s'adaptent, s'ajustent et, parfois, se rebellent (Hui-zer 1973 ; Wolff 1974 ; Gaiger 1999).

⁴ Godelier souligne le fait que, pour Marx, la forme n'est pas un concept à caractère descriptif ou peu discriminant. Il englobe en effet ce que l'on désigne aujourd'hui sous le nom de structure, c'est-à-dire l'essentiel d'une relation, ce qui relie les éléments qui la composent et garantit sa force et sa singularité historique (1981, 73).

⁵ Le fait que ce quotidien transcende la matérialité économique et englobe la vie sociale et culturelle à partir de la matrice familiale nous met en garde contre une interprétation economiciste de la théorie de Marx. Il s'agit en fait de comprendre les différentes formes de l'existence humaine à partir de la logique sociale qui régit l'organisation de la vie matérielle.

Une forme sociale et solidaire de production ?

Le phénomène de l'économie solidaire présente des similitudes avec l'économie paysanne. Tout d'abord, les rapports sociaux de production propres aux projets économiques solidaires diffèrent de ceux qui prévalent dans le salariat. Même si ces rapports de production adoptent des formes juridiques changeantes et susceptibles de s'inverser et si leur contenu se renouvelle à des degrés divers, eux aussi variables et réversibles, les pratiques d'autogestion et de coopération confèrent à ces projets un caractère singulier par le fait qu'elles modifient le principe et la finalité de l'extraction du surplus de travail. Ainsi : a) l'autogestion et la coopération sont fondées sur la propriété collective des moyens de production, ce qui rend impossible l'appropriation individuelle de ces moyens ou leur aliénation sous quelque forme que ce soit ; b) le contrôle de l'entreprise et le pouvoir de décision appartiennent à la société des travailleurs et s'exercent sous un régime d'égalité des droits ; c) la gestion de l'entreprise incombe à la *communauté de travail* (Gaiger 2006), qui organise le processus productif, met en œuvre les stratégies économiques et décide de la destination du surplus produit.

En définitive, il existe une unité structurelle entre la possession et l'utilisation des moyens de production, entre la décision et l'exécution. Selon la formule consacrée des coopératives, du fait de la *non-division sociale* du travail, les projets solidaires deviennent simultanément des entreprises économiques et des sociétés de personnes bien que ces fonctions soient distinctes sur le plan technique. Cette unité structurelle peut s'exprimer à divers degrés en fonction de l'importance du lien coopératif et du caractère plus ou moins essentiel de l'entreprise solidaire dans la vie des travailleur-euses. De ce degré de développement dépendent simultanément le caractère décisif ou facultatif du rôle que les économies individuelles conservent ou commencent à jouer et le moment auquel les associé-es décident d'investir à chaque étape donnée du projet⁶. Quelle que soit la variété des modes d'organisation adoptés par les travailleur-euses dans ce processus ouvert d'expérimentation et d'apprentissage, ils et elles opèrent une rupture sans équivalent avec les conditions de la production capitaliste, une rupture symbolisée par l'adoption des principes fondamentaux de la gestion démocratique et le fait que le travail soit dans sa grande majorité accompli par les propres associé-es de l'entreprise⁷.

⁶ La question n'est pas sans relation avec la nature irrévocable ou temporaire de la socialisation des moyens de production et des engagements réciproques assumés par les individus, pour des raisons objectives et subjectives déterminées. Malgré ce caractère polymorphe – représentatif des initiatives populaires qui s'inscrivent dans le domaine de l'économie solidaire –, il est possible, comme nous le faisons ici, de réduire cette morphologie à ses traits essentiels pour définir la structure interne des rapports qui la constituent et dans lesquels réside sa logique de développement.

⁷ Selon la première Cartographie de l'économie solidaire au Brésil (cf. www.sies.mte.gov.br), les

Ce solidarisme se présente comme le déterminant d'une nouvelle rationalité économique, un élément susceptible d'assurer la pérennité des entreprises grâce à des résultats matériels effectifs et à des bénéfices extra-économiques. Il ressort des recherches empiriques que la coopération en matière de gestion et de travail, loin de s'opposer aux impératifs de rentabilité, agit comme un facteur de rationalisation du processus productif, porteur d'effets concrets et d'avantages réels par comparaison avec le travail individuel ou la coopération entre salariés induits par l'entreprise capitaliste (Peixoto 2000 ; Gaiger 2006). Le travail en association est accompli au profit des ceux et celles qui produisent et donne un sens plus large à une notion d'efficacité qui fait tout autant référence à la qualité de vie des travailleur-euses qu'à la réalisation d'objectifs culturels et éthico-moraux (Gaiger 2004b). Cet état d'esprit se distingue de la rationalité capitaliste – qui n'est ni solidaire ni inclusive – et de la solidarité populaire communautaire – dépourvue des instruments nécessaires à la mise en œuvre d'activités socio-économiques autres que restreintes et marginales.

Comme nous l'avons évoqué plus haut, la densité du lien solidaire est variable. Il se réduit dans certains cas à de simples dispositifs fonctionnels dans le cadre d'économies de base individuelles ou familiales, mais il peut parfois prendre la forme d'une socialisation complète des moyens de production et servir à la fois le destin d'une entreprise associative totalement autogérée et les intérêts individuels. Son succès, quand il se vérifie, découle des effets positifs de sa dimension coopérative (Gaiger 2004a). Par ailleurs, le travail joue un rôle particulièrement central pour l'entreprise dont il est un facteur déterminant voire exclusif. À ce titre, il détermine une rationalité qui confère un caractère essentiel à la protection de ceux et celles qui possèdent la capacité de travail⁸. Parce que les personnes impliquées font réellement l'expérience de la dignité et de l'équité, le travail productif s'enrichit sur le plan cognitif et humain. Parmi les thèmes liés à la coopération – dans le sens où ils permettent d'accroître la rentabilité du *travail en association* –, on peut évoquer les suivants : un intérêt et une motivation accrus des personnes associées ; l'utilisation, d'un commun accord, d'une plus grande capacité de travail disponible ; et la répartition des bénéfices selon la contribution au travail.

pratiques suivantes figurent parmi les plus fréquentes : les associé-es représentent une proportion importante de la force de travail des entreprises ; des assemblées ou des réunions générales sont tenues en vue de prendre les décisions fondamentales ; et l'ensemble des associé-es bénéficient du droit de vote.

⁸ Ce phénomène a été observé il y a plus bien longtemps, avant que la restructuration productive du capitalisme ne provoque la crise actuelle du marché du travail : « Le taux de licenciement des entreprises autogérées est pratiquement invariable à court terme et assurément moins variable que ce qui se pratique dans les entreprises capitalistes » (Vanek 1977, 266, cité dans Coutrot 1999, 109).

À mesure que ces caractéristiques s'accroissent, elles provoquent une inversion de l'un des processus survenus dans les premiers temps du capitalisme, celui qui a séparé les travailleur-euses des objets qu'ils et elles produisaient en en donnant la propriété à d'autres, en les transformant en marchandises acquises et destinées à l'usage du capital. L'autogestion et la coopération s'accompagnent d'une réconciliation entre la main-d'œuvre et les forces productives qu'elle emploie. Comme elle n'est plus un élément dispensable et qu'elle n'est plus séparée de la production désormais placée sous son contrôle, elle retrouve les conditions nécessaires – bien qu'insuffisantes – à une vie active moins fragmentée. Les travailleur-euses accèdent à un niveau supérieur de satisfaction qui permet de combler des aspirations autres que matérielles ou monétaires.

En ce sens, les rapports de production des entreprises solidaires sont non seulement atypiques dans le mode de production capitaliste, mais aussi *contraires* à la forme sociale de production salariée. Dans *certains cas*, ils favorisent l'existence de rapports sociaux *hostiles au capital*. Et *bien souvent*, ils préservent ou revitalisent les rapports sociaux *non capitalistes* indispensables aux personnes démunies et à celles qui vivent de leur travail dans la mesure où ils atténuent leur dépendance vis-à-vis de l'économie dominante et créent une alternative aux rapports salariaux, de subordination et d'expropriation qui leur sont généralement réservés.

La critique du capitalisme proposée par Marx repose essentiellement sur l'analyse des rapports de production. Ainsi, pour défendre un nouveau projet économique, il convient de prouver que le modèle alternatif proposé permet à ces rapports de se renouveler et de montrer leur validité historique réelle. En d'autres termes, ces projets doivent refléter les intérêts subjectifs des travailleur-euses et remplir les conditions objectives de leur viabilité et de leur perpétuation⁹. Compte tenu des divers arguments exposés précédemment, cette approche permet de concevoir les entreprises solidaires comme l'expression d'une *forme sociale particulière de production*, une forme en totale contradiction avec celles typiques du capitalisme et qui doit pourtant coexister avec ces dernières pour subsister dans les formations historiques dominées par le mode de production capitaliste.

Pour le moment, cette nouvelle forme de production propose – et est capable de reproduire – des innovations qui relèvent avant tout de la sphère des rapports internes, plus précisément des liens réciproques qui définissent le processus social immédiat de travail et de production des entreprises solidaires.

⁹ Cette exigence ne découle donc pas d'une préférence ou d'une tendance économiciste, mais bien d'un impératif méthodologique prioritaire (Gorender 1978, 25).

80

L'économie solidaire ne reproduit pas les rapports capitalistes en son sein. Dans le meilleur des cas, elle les remplace par d'autres sans toutefois éliminer ni menacer la reproduction de la forme typiquement capitaliste, du moins dans la perspective temporelle que nos connaissances nous permettent d'appréhender. Nous voyons apparaître des projets très intéressants – notamment les réseaux et clubs de troc, les coopératives de crédit, etc. – qui visent à se substituer à la logique marchande de l'argent et, plus généralement, de l'échange. Mais ils ne sont, pour la plupart, que des projets expérimentaux, complémentaires ou subsidiaires. Les arguments qui visent à démontrer la profondeur du changement proposé par l'économie solidaire font valoir l'intégration par les travailleur-euses d'un nouveau modèle économique, la nette amélioration des conditions de vie de ceux et celles qui exercent leurs fonctions dans une entreprise autogérée et, enfin, le fait que cette économie consolide la lutte globale des travailleur-euses contre l'exploitation capitaliste (Singer 2000, 18). Mais il s'agit là des effets d'une transformation sociale à long terme. Et cette vision des choses dissimule la nature même de l'alternative solidaire entendue comme l'instauration d'un nouveau mode de production au sens le plus large et le plus profond du terme.

Il est intéressant d'observer ce processus en analysant l'autogestion et la coopération telles qu'elles sont effectivement pratiquées au sein des collectifs de production qui se multiplient dans les zones rurales sous la forme de coopératives agricoles ou d'associations d'autres types. La socialisation de la terre et du travail, quand elle atteint un stade avancé, rompt avec la logique et la tradition de la petite exploitation familiale et instaure des liens d'une autre nature entre ceux et celles que l'on appelle désormais les «travailleur-euses ruraux-ales». La forme sociale de production est transformée. Cependant, dans la plupart des cas, la base technique, qui résulte de l'état des forces productives, demeure intacte ou n'est que superficiellement modifiée, du moins pendant un certain temps. Le mode matériel de production n'est pas différent de celui qui était auparavant employé dans le cadre de l'économie familiale, en particulier si celle-ci avait déjà intégré une part notable des innovations technologiques prônées par le capitalisme. De même, les agriculteur-trices traitent avec les agents du capitalisme et c'est auprès des institutions de ce système qu'ils doivent réaffirmer leurs intérêts.

Dans cette même optique, nous pourrions évoquer le destin des entreprises autogérées dépendantes de chaînes de production ou de contrats d'externalisation. Leur manque d'autonomie témoigne du fait que le travail solidaire ne s'est que partiellement libéré de la domination du capital, sur le plan de la circulation et de la répartition autant que sur celui du renouvellement continu des forces productives. Comment est-il possible pour des entreprises solidaires d'assimiler la base technique de l'économie moderne, notamment

dans les secteurs caractérisés par leur densité technologique et leur complexité organisationnelle, sans que la logique productive capitaliste ne s'infiltrer dans leur contenu social par le biais des différents processus de travail ? Toutefois, comme l'a souligné Marx, c'est précisément au sein de l'ancienne société que naissent les nouvelles conditions matérielles d'existence. Il n'est pas nécessaire que celle-ci soit à bout de souffle pour que se manifeste le lien dialectique entre les forces productives et les rapports de production. Il peut également arriver que, sous l'effet de la domination idéologique du mode de production hégémonique¹⁰, des formes essentiellement non capitalistes soient représentées comme si elles étaient capitalistes. Mais il reste encore à *identifier* les chemins, latents ou dissimulés, que ces nouveaux aménagements du processus de travail et des facteurs productifs, porteurs de nouveaux rapports entre travailleur-euses, pourraient emprunter pour remplir des fonctions actives pendant les prochains cycles historiques.

La temporalité longue des transitions

Aux termes de la théorie proposée, la *transition* désigne le moment où une société, structurée selon un mode de production donné et devenant progressivement incapable de se reproduire, se transforme en une autre société définie par un mode de production différent. Ce concept dépasse donc l'idée de changements temporaires ou sectoriels, même évolutifs, qui auraient pour effet de provoquer, par leur action commune, une nouvelle adaptation à l'ordre établi par la subordination de logiques sociales particulières à la logique générale dominante. Les révolutions technologiques et industrielles qui ont marqué les différentes phases du capitalisme sont l'exemple le plus achevé de ce type d'évolution, celle d'un système voué à se conserver en opérant son propre changement. Sous certaines circonstances seulement, ces changements peuvent être progressivement amenés à créer les conditions nécessaires au dépassement de l'ordre établi, à condition qu'ils multiplient globalement les obstacles internes ou externes à la reproduction du système économique qui sous-tend cet ordre et que ce phénomène se double de l'apparition de bases de substitution susceptibles de donner naissance à une nouvelle formation sociale.

En conséquence immédiate, la transition s'enracine dans des processus de longue durée. Elle constitue donc un moment inhabituel et d'exceptionnelle

¹⁰ On peut par exemple évoquer le simple fait que tout agent économique, pour gagner une quelconque reconnaissance, est contraint de se présenter comme un entrepreneur susceptible d'être placé sous une rubrique définie, qu'il le soit ou non.

importance dans la vie des sociétés, un changement historique dans lequel se condense et se manifeste avec intensité le mouvement des collectivités humaines (Godelier 1981, 162). Elle suppose d'une part l'existence de défaillances structurelles majeures que le système en place est incapable de pallier et, d'autre part, celle d'un nouvel ensemble d'éléments susceptible de former un tout cohérent doté d'une capacité à se reproduire et à imposer sa logique reproductive au système social. À défaut de ce double constat, l'hypothèse selon laquelle nous serions en train de vivre une transition reste sans fondement et le débat relatif aux alternatives systémiques, en traitant de questions inadaptées, risque de diversifier les problèmes existants plutôt que de les clarifier. Pour le dire plus abruptement, la transition ne s'opérera pas sous l'effet de notre volonté d'être les acteurs-trices ou les témoins de ce grand moment, et l'ordre établi ne s'effondrera pas sous l'effet de prédictions pessimistes ou alarmistes réitérées. En revanche, nous devons nous demander si, dans un laps de temps raisonnable, le capitalisme sera anéanti par des forces endogènes autodestructrices ou des chocs extérieurs, et si nous sommes suffisamment prêts à accepter ces changements et à substituer un autre système au capitalisme.

Par ailleurs, compte tenu des progrès extraordinaires accomplis par les forces productives et de la somme des connaissances dont nous disposons sur l'histoire et les dynamiques sociales, il est possible d'imaginer que l'ordre en place soit dissout par une action délibérée, l'instauration volontaire de nouveaux rapports sociaux de production qui déclencherait le passage à un mode de production postcapitaliste. Ces nouveaux rapports sociaux supposeraient une réorientation des énergies humaines dont dispose la société vers le développement de forces productives adaptées et l'instauration effective d'un nouveau mode de production (Houtart 1981). Le risque théorique et pratique consisterait alors à surestimer le poids de la volonté politique au point de se perdre dans une vision volontariste comparable à celles que l'on a par exemple pu observer pendant les tentatives infructueuses de construction du socialisme au XX^e siècle. À ce propos, il convient de rappeler le critère proposé par Morin et Kern (1995), qui ont signalé la nécessité de répertorier, à chaque moment historique, les contraintes insurmontables – et exclusives de certaines possibilités – associées aux facteurs dont l'effet coagissant dépend de la place accordée aux acteurs sociaux. [...]

[L'étude des conditions historiques de la transition entre féodalisme et capitalisme] est riche d'enseignements. Tout d'abord, la forme de production capitaliste a été présentée comme supérieure historiquement tout au long de sa gestation, parce qu'elle favorisait l'essor de l'activité marchande tout en en tirant profit, au moment où celle-ci se développait irréversiblement sur fond de crise du féodalisme. De ce point de vue, il n'est pas possible de parler de

transition postcapitaliste en ne faisant que recenser les insuffisances du capitalisme, son irrationalité, la non satisfaction de besoins sociaux essentiels, etc. Il faut mettre en évidence une nouvelle logique de développement née sous l'ère capitaliste – si ce n'est directement du capitalisme – qui serait plus adaptée à l'existence de rapports sociaux d'un genre nouveau, c'est-à-dire fondés sur le travail en association. Il importe de définir les propriétés de cette nouvelle logique, de caractériser sa force ainsi que sa capacité à se propager dans toute la société, à faire jeu égal avec la forme sociale de production capitaliste, voire à la faire reculer. Une nouvelle forme sociale répondant à ces critères serait plus apte à stimuler le développement des (autres) forces productives, en renouvelant le mode matériel de production et en définissant les fondements de la suprématie d'un nouveau système. Les éléments factuels permettant de relever ce défi intellectuel n'ont pas toujours été identifiés par le passé. Mais, comme nous le verrons, certaines tentatives ont été des réussites partielles, et ce pour des raisons qu'il est possible d'expliquer.

Ensuite, il est nécessaire d'expliquer clairement en quoi les contradictions inhérentes aux rapports capitalistes ont rendu ceux-ci incompatibles avec la nouvelle logique et les ont voués à disparaître faute de pouvoir se reproduire. Le capitalisme regorge de contradictions, mais cela ne signifie pas qu'il soit sur le point de s'effondrer, ni que certains facteurs l'empêchent de connaître une crise agonique, réitérative (Kurz 1992), qui le rendrait incapable de faire naître à long terme d'autres formes prometteuses libérées de ces contradictions. Dans les périodes historiques éloignées des temps forts de l'évolution d'une société, il n'est pas aisé de discerner les signes annonciateurs des contradictions irrémédiables qui ne trouveront leur résolution que dans une recomposition profonde de l'ordre social. Dans tous les cas de figure, Marx a saisi quelques subtilités d'un grand intérêt heuristique sur les premières phases des processus de maturation du nouveau mode de production capitaliste. Il rend compte des différentes articulations entre les formes économiques singulières et la totalité sociale, en fonction des stades et des modes de subsumption¹¹ qui s'instaurent entre elles. [...]

Une économie fondée sur le travail en perspective ?

Dans les circonstances actuelles, les initiatives coopératives autogérées sont doublement subsumées sous l'économie capitaliste. Elles sont d'une part soumises aux effets de la logique d'accumulation et aux règles d'échanges

¹¹ Le terme *subsumption* (de *subsumer*) est une abstraction théorique : il désigne le mouvement contradictoire de recouvrement par lequel un ensemble de rapports sociaux (une forme sociale) est englobé et redéfini au sein d'un autre ensemble, selon la logique de ce dernier. Les termes *soumission* et *subordination* désignent des mécanismes concrets du processus de subsumption.

essentiellement utilitaires imposées à l'ensemble des agents économiques. D'autre part, pour satisfaire au principe de la productivité compétitive, elles sont contraintes d'adopter la base technique du capitalisme. Ces processus matériels de production sans cesse renouvelés prennent la forme d'une subsumption formelle *inversée* – celle d'une *base* sur une *forme* –, comme dans le cas de l'économie paysanne. Ces contraintes limitent bien évidemment la logique économique solidaire en lui imposant certaines tensions et en la contraignant à revenir sur ses principes. Si ces contraintes étaient acceptées sans restriction, le solidarisme économique perdrait toute singularité.

84

Quels défis les entreprises solidaires doivent-elles relever pour conserver leurs traits distinctifs ? J'en isolerai trois : a) reprendre à leur compte la base technique héritée du capitalisme en en exploitant les avantages au profit de leur propre forme sociale de production, voire en parvenant à mettre progressivement en place des forces productives spécifiques et appropriées au renforcement de cette dernière ; b) se mesurer aux entreprises capitalistes en démontrant la supériorité du travail en association sur les rapports salariaux, dans la mesure où ces associations suscitent, en leur sein, une dialectique positive entre rapports de production et forces productives ; c) résister aux pressions du milieu économique par le biais de mécanismes de protection et en étendant la logique coopérative aux relations d'échanges et de troc. Si ces recommandations sont mises en œuvre, nous assisterons à une authentique expérience économique axée sur le travail et fondée sur des rapports permettant l'existence de pratiques de solidarité et de réciprocité qui seront des facteurs déterminants de la production de la vie matérielle et sociale plutôt que de simples dispositifs compensatoires.

Au stade initial que nous vivons actuellement, et indépendamment des évolutions futures, nous devons définir clairement le critère fondamental de la *praxis* : seule une nouvelle pratique – le reflet d'un nouveau mode d'insertion dans le monde du travail et de l'économie – peut créer une conscience nouvelle qui, à son tour, donnera naissance à de nouvelles modifications de la pratique. Pour les projets d'économie solidaire existants, ce prérequis est fondamental pour insuffler la volonté de rechercher les moyens de relever les défis précédemment mentionnés. Il convient de souligner, une fois encore, que les projets qui y parviendront ne seront pas pour autant sur le point de surpasser les entreprises capitalistes qui, devenues dysfonctionnelles au sein du système économique, pourraient par la suite mettre en péril le capitalisme lui-même. Aujourd'hui, nous devons étudier les modalités selon lesquelles l'économie solidaire pourrait prouver par les faits que l'autogestion est en mesure de développer les forces productives au même titre que la gestion capitaliste (Singer 2000, 28), dans la mesure où elle est dotée des avantages comparatifs que lui confère sa forme sociale de production particulière.

Parmi les avantages objectifs dont disposent les entreprises autogérées, on peut évoquer une caractéristique concrète : la suppression de la part du surplus que s'appropriait auparavant la classe patronale à des fins privées. Cette part est désormais laissée à l'appréciation des travailleur-euses qui peuvent choisir de l'ajouter à la rémunération du travail ou de la réinvestir dans l'entreprise. Cette configuration abolit la coexistence de propriétaires fortunés avec des entreprises insolvables et des salaires dérisoires. La suppression des rapports salariaux et de l'antagonisme entre capital et travail inhérent à leur existence libère l'entreprise de sa tendance à réduire les coûts par le biais de structures de contrôle et de supervision et à utiliser des incitations financières pour garantir la fidélité et l'efficacité des membres de ses plus hautes strates hiérarchiques. En d'autres termes, les projets solidaires sont dotés de composantes susceptibles de réduire les *coûts de transaction* (Williamson 1985) de leurs intérêts internes et de leurs activités, mais peuvent également adopter des mécanismes permettant de contrôler les responsabilités individuelles et de récompenser les efforts déployés par chacun et chacune.

L'entreprise capitaliste est elle aussi contrainte d'adopter des programmes destinés à inciter son personnel à souscrire à ses objectifs. Elle doit suivre les stratégies les plus diverses pour ranimer l'esprit de collaboration en son sein à chaque fois que les difficultés rencontrées font apparaître les contradictions de classe qui la traversent inéluctablement. En outre, elle ne peut jouer sur la flexibilité de ses coûts économiques que dans une certaine mesure, et en assumant en contrepartie les coûts sociaux qui en découlent. Dans les coopératives et les entreprises autogérées, en revanche, on accepte plus facilement que les pertes soient socialisées puisque les gains le sont également, par définition. Pour les membres des coopératives, la meilleure garantie contre le chômage est, en toute logique, l'augmentation ou la réduction unilatérale du temps de travail, une stratégie qui, une fois approuvée au terme d'un processus démocratique et transparent, permet simultanément de limiter les licenciements individuels et de s'adapter aux fluctuations du marché. D'une certaine manière, les entreprises associatives sont aussi malléables que les professionnel·les indépendant·es, mais elles disposent d'une plus grande capacité à diluer les coûts fixes – des coûts que les indépendant·es doivent assumer à titre individuel – et à accroître leur unité de production de biens ou de services (Sorbille 2000, 131)¹².

Le troisième avantage objectif des entreprises autogérées tient au dévouement et à la volonté de collaboration qui en anime les travailleur-euses, des

¹² C'est indéniablement la raison pour laquelle se multiplient les coopératives qui rassemblent des professionnel·les traditionnellement considérés comme indépendant·es, comme les thérapeutes, les comptables, les consultant·es, etc.

éléments indispensables à toutes les entreprises et généralement plus efficaces que les stratégies patronales visant à convaincre ou à contraindre (Coutrot 1999). Cette logique se vérifie d'autant plus quand la performance de l'entreprise est liée aux bénéfices individuels obtenus, qu'elle est associée à une moindre rotation de la main-d'œuvre et que les valeurs et objectifs de l'organisation sont partagés. Le fait que les travailleur-euses aient intérêt à voir leur projet prospérer permet une meilleure prise en charge du perfectionnement du processus productif, contribue à l'élimination du gaspillage et des pertes de temps, améliore la qualité des produits ou services et, enfin, contribue à juguler l'absentéisme et les négligences. Mis en évidence dans la littérature spécialisée (Defourny 1988; Carpi 1997) et comparés dans des études empiriques, (Gaiger 2001a; 2006), ces effets découlent de la nature associative et coopérative du travail et des caractéristiques participatives des projets¹³. Ces particularités leur confèrent une rationalité propre, théoriquement supérieure à celle des entreprises capitalistes qui actionnent les mêmes facteurs matériels de production.

Du point de vue des facteurs humains, les fondements démocratiques de l'autogestion font précisément écho aux méthodes de gestion modernes qui prônent la participation des travailleur-euses. La structure participative des projets solidaires accueille naturellement les cellules de production, groupes de travail et postes polyvalents ainsi que les autres techniques de gestion horizontale et de responsabilisation du personnel typiques des normes en vogue relatives à la gestion de la qualité. Mais il nous faut encore résoudre le problème que pose le fait que les équipes professionnelles de gestion ne disposent que rarement des ressources et connaissances propres à ce domaine et, surtout, des méthodes adaptées au contexte organisationnel de l'autogestion. Il convient donc de rappeler que les compétences nécessaires à l'administration d'une entreprise s'acquièrent par la prise en charge de problèmes concrets ou, en amont, grâce à une expérience pratique commune et accessoirement étayée par des connaissances scientifiques. Pour pouvoir utiliser ce savoir, il n'est pas nécessaire de le systématiser intégralement ni de le soumettre à une autorité hiérarchique, d'autant moins si l'expérience en question est portée par l'intérêt commun et l'apprentissage collectif (Singer 2000, 19-22).

¹³ En reconnaissant cette réalité, on relativise dans une large mesure la thèse de l'action rationnelle dictée par des fins individuelles, en rappelant toutefois que l'adhésion à un ensemble de valeurs s'explique aussi par les garanties et les avantages matériels que celle-ci procure, pour autant que l'on puisse l'entretenir à partir d'une collaboration durable et à l'origine motivée par des raisons utilitaires. C'est pourquoi, contrairement à la majorité des théories socialistes, l'autogestion productive « ne présuppose pas un changement radical de la nature humaine, "l'homme nouveau" » (Coutrot, 1999, 68-69, 111).

En outre, dans un contexte où tous et toutes font preuve d'un engagement en faveur de l'entreprise et où le facteur travail joue un rôle décisif, la formation – scolaire, technico-professionnelle ou générale – des ressources humaines est favorisée dans la mesure où l'on accorde une valeur plus importante au « potentiel des compétences internes » (Peixoto 2000, 55). En dispensant une éducation simultanée à la participation et au travail productif, on forme des travailleur-euses/gestionnaires, dépassant par ce biais ce clivage typique de l'entreprise capitaliste. Se dessinent ainsi les bases d'une nouvelle culture professionnelle constituée par l'ensemble des compétences productives et fondée sur l'implication mutuelle dans l'avenir de l'entreprise et, comme c'est le cas dans tout *métier* (Coutrot 1999, 73), sur une déontologie adaptée à une communauté de pairs.

Plus généralement, cette question renvoie à la création de nouvelles forces productives – en l'occurrence intellectuelles – sous l'impulsion d'une nouvelle forme sociale de production, un processus qui a caractérisé les débuts du capitalisme. Une fois cette demande insufflée dans la société par la présence de la nouvelle forme, le processus innovant et créatif de développement des facultés humaines se met en place et offre des solutions susceptibles d'alimenter cette demande en retour, par cycles successifs. Les entreprises autogérées assimilent le travail en association à une force productive spécifique très importante, mais les progrès des capacités subjectives en leur sein s'accompagnent aussi d'un renouvellement des processus matériels de production qui, sous cette influence, se reconstituent progressivement sur d'autres bases. Dans cette logique, la nouvelle forme sociale de production ne crée pas, au sens strict, une nouvelle base technique (innovations technologiques, instruments, etc.), mais elle absorbe les solutions déjà disponibles (y compris les dénommées technologies alternatives) pour les convertir à sa propre logique.

En replaçant ce sujet en perspective, et compte tenu des obstacles rencontrés lors de notre marche vers la civilisation, les formes de production qui supplanteront les standards uniques de productivité et de rentabilité du capitalisme devront leur suprématie à des paramètres d'un autre ordre, des paramètres liés à la rationalité sociale et à la durabilité¹⁴. Les changements attendus devront répondre à des critères, *sélectifs* plutôt que *cumulatifs*, qui reposeront sur la qualité et l'attention portée au futur comme au présent. Le capitalisme a certes optimisé la capacité humaine à produire l'abondance, mais ce sont les mouvements sociaux de travailleur-euses qui l'ont civilisé

¹⁴ Dans les premiers temps du capitalisme, les forces productives qui lui étaient associées ont été considérées comme absurdes, inutiles et nuisibles. Elles ont été fermement combattues par les représentant-es de la production artisanale et corporative de marchandises qui dominait alors. Le progrès technique ne signifiait rien, du moins dans la perspective capitaliste.

en luttant pour une juste répartition des richesses. Cette question de la répartition reste ouverte, comme celle de l'accès de tous et toutes à la qualité de vie apportée par le progrès technique, et de sa perpétuation.

Quoi qu'il en soit, l'instauration de nouvelles forces productives opposées à celles qui sous-tendent le mode matériel de production dominant n'est pas le fruit instantané de la matérialité mais un processus éminemment social, sujet à des intermittences et à des revers. Pour mettre en échec, par une logique d'opposition et de substitution, les rapports de production incompatibles avec ce processus, il est indispensable de créer de nouvelles modalités sociales en en réaffirmant dans le temps la forme sociale spécifique. Dans un contexte incertain fait d'allers-retours répétés, certains faits laissent penser que nous sommes en présence de cette dialectique.

Cette dialectique contient, en germe, la possibilité d'un renversement du processus vital qui s'est opéré dans les premiers temps du capitalisme : la séparation entre les travailleur-euses, les moyens du travail et le produit de ce dernier, séparation qui, selon Marx, sous-tend l'aliénation et la soumission idéologique du prolétaire. On attribue aux expériences concrètes de solidarité économique la capacité d'extraire les travailleur-euses d'un contexte pratique au sein duquel la conscience aliénée se réitère par l'action autant que par les objectifs choisis. Il est alors véritablement possible de retrouver et de restituer aux êtres humains le contenu du travail et de la vie collective dans toute leur richesse, un contenu qui leur permet d'interagir en fonction de leurs qualités respectives et non « dans la pauvreté et l'homogénéité de leurs carences » (Razeto 1997, 94)¹⁵.

Les projets solidaires connaissent actuellement une période de foisonnement, mais aussi de vulnérabilité au plan des relations qu'elles entretiennent entre elles et avec les autres agents économiques. De nouveaux organismes de crédit, de troc et de consommation solidaire se créent en permanence et, en parallèle, les organisations existantes progressent. Ce climat d'émulation est fertile en rencontres et en projets : coopératives de crédit, banques populaires, monnaies sociales, réseaux de troc, etc. Mais, à l'exception de quelques projets plus matures ou de plus grande envergure, ces dispositifs demeurent expérimentaux et leur valeur tient plus à leur signification intrinsèque qu'à leurs retombées. Pour assurer leur reproduction, les entreprises solidaires doivent faire face aux externalités capitalistes en s'y adaptant. Elles tentent de rompre le cycle en développant leurs contacts et se renforcent ainsi moralement et politiquement. Mais les pratiques qu'elles mettent

¹⁵ Ceci justifie certainement l'intérêt croissant de l'éducation et de la psychologie pour l'économie solidaire. Voir par exemple Veronese (2005).

en œuvre dans le domaine de l'échange économique sont insuffisamment efficaces, notamment lorsqu'elles traitent avec des catégories et des acteurs sociaux de natures différentes¹⁶.

Il est cependant possible de synthétiser les éléments qui pourraient raisonnablement permettre aux circuits de l'économie solidaire de prospérer¹⁷. Tout d'abord, le solide ancrage local de l'économie solidaire lui permet d'utiliser les ressources qui se trouvent à *sa portée* – le travail, le savoir populaire, les énergies morales, les ressources politiques et institutionnelles. Elle peut ainsi réalimenter les synergies et explorer des matrices économiques productives dotées d'un haut degré de rationalité sociale. L'économie solidaire a contribué à « dynamiser l'immense potentiel des ressources humaines et matérielles resté en repos dans les "sphères" non marchandes et marchandes de la société » (Franco 1996, 12). Elle est apte à s'inscrire dans le modèle de développement durable à l'opposé de la logique prédatrice de l'économie purement compétitive.

Par ailleurs, et contre l'idée qui veut que l'espace économique soit entièrement occupé par le capitalisme global, les entreprises solidaires s'emparent des niches du marché partiellement protégées de la concurrence généralisée, et mettent en œuvre des pratiques de troc qui prospèrent grâce aux rapports de confiance établis avec leurs clients. Ces rapports de proximité, dont les grandes entreprises adossées à leurs stratégies marketing sont presque totalement dépourvues, constituent en réalité le patrimoine de l'économie populaire ou, pour reprendre Braudel, du *rez-de-chaussée* de la civilisation. Enfin, les expériences d'intercoopération à plus grande échelle, en s'étendant et en se multipliant, revitalisent des formes de vie économique diverses – des formes elles aussi atypiques dans le contexte capitaliste – dont dépendent des groupes importants de travailleur-euses. Elles stimulent et soutiennent les manifestations de l'économie du travail en en atténuant la vulnérabilité aux contraintes exercées par le capital¹⁸.

Le débat sur l'efficacité comparée des entreprises autogérées et de celles du secteur privé n'est pas nouveau. La supériorité des premières est étayée par

¹⁶ Il ne s'agit pas là d'une critique, dans la mesure où il n'y a sans doute pas d'autre moyen de commenter. Même dans le sud du Brésil, une région considérée comme avancée sur le plan de la solidarité, on n'observe pas d'intégration systémique; des expériences pilotes destinées à des secteurs sociaux distincts y coexistent, en convergence ou en divergence, alors que gravitent dans leur orbite un certain nombre d'acteurs et d'organisations (Gaiger 2001b; 2003b).

¹⁷ Pour une défense théorique et politique des réseaux solidaires, voir Mance (2001).

¹⁸ Le projet CRESOL, actif dans trois États du sud du Brésil, est l'expérience la plus vaste et la plus aboutie de crédit aux producteurs ruraux. Il est à prendre en considération pour ses retombées positives sur la petite production familiale (Singer et Souza 2000). Sur l'importance du développement local et régional, voir Coraggio (2001).

des arguments forts, dont nous n'avons fait ressortir, dans les pages précédentes, que les aspects les plus visibles mis en évidence par les analyses empiriques récentes. Ces arguments ne laissent aucun doute sur le fait que l'avenir de l'économie solidaire dépend également d'un nouveau système réglementaire susceptible de mener un processus dynamique d'ordonnement des règles du jeu économique visant à généraliser les pratiques d'auto-gestion à l'ensemble de la société et à pérenniser le changement d'échelle des très nombreux projets de petite envergure.

L'économie solidaire ne se consolidera que sous l'influence d'une nouvelle institutionnalisation de l'économie. Celle-ci ne naîtra pas naturellement des règles du jeu économique, elle résultera d'une politique soutenue de démocratisation de l'économie visant à satisfaire en priorité le besoin de reconnaissance et de légitimité des divers agents qui assurent la production matérielle de la vie grâce au lien associatif et dont les activités reposent, par conséquent, sur un présupposé essentiellement social. Cette politique doit également permettre une réaffectation des ressources publiques par l'intermédiaire de programmes spécifiquement conçus pour valoriser les entreprises sociales, un phénomène relativement courant dans l'histoire des entreprises capitalistes. Il s'agit donc de choisir une alternative parmi différents systèmes économiques en fonction de notre désir de privilégier les intérêts individuels ou collectifs. Mais il s'agit, en même temps, de lutter contre les effets néfastes de l'économie de marché et de sa propagation dans la vie quotidienne pour défendre des formes de vie économiques reposant sur d'autres fondements.

Enfin, il convient de conceptualiser les transitions historiques sous un angle différent, celui qui sous-tend certains des arguments exposés ici et repose sur le concept de forces productives dans sa définition la plus large – cette définition incluant notamment les ressources et les facultés intellectuelles, l'état général des connaissances, leur diffusion au sein de la population, l'adoption et l'utilisation des techniques, la capacité du processus productif à s'organiser, etc. On peut assimiler la transition culturelle à un processus de décalage puis de réajustement entre infra et superstructure (Houtart 1981), ou encore entre les possibilités objectives et les capacités subjectives à les utiliser. Analysée par ce prisme, la transition exige la socialisation de nouvelles pratiques correspondant à de nouveaux modèles de conduite et à de nouvelles représentations légitimées et fondatrices, ainsi que l'extension de ces pratiques à l'ensemble de la société ou encore à certains groupes ou classes sociales (Houtart et Lemerclinier 1990).

En référence à ces représentations et conduites fondatrices, notre analyse démontre que la simple affirmation de la force de la solidarité introjectée

comme principe de l'action ne suffit pas. Il est préférable d'admettre le fait que les travailleur-euses ne souscrivent pas aux pratiques de coopération et de réciprocité par obligation morale. Ils et elles les adoptent avant tout après avoir constaté que ces pratiques satisfont pleinement leurs intérêts individuels, des intérêts dans une certaine mesure utilitaires, mais pas seulement. Apporter la preuve de la supériorité de la forme sociale de production solidaire comparée aux autres possibilités offertes aux travailleur-euses est donc une démarche d'une importance décisive.

L'intérêt commun – fondement de l'action de classe – qui lie les individus occupant la même place dans le processus de production de la vie matérielle naît de la perception par chacun et chacune de la symbiose entre ses intérêts propres et ceux d'autrui. Lorsqu'une nouvelle forme de vie économique prend corps, elle délimite de nouveaux groupes et les contraint, selon les circonstances, à lutter pour leur affirmation. Dans la transition vers le capitalisme, la montée en puissance de la bourgeoisie a poussé ses membres à lutter contre les corporations et contre tous les obstacles à la libre entreprise. La logique objective des transformations historiques décrite dans ces pages infléchira son cours à mesure que les acteurs en scène agiront sur les conditions rencontrées qui, une fois modifiées, conforteront leur rôle.¹⁹

Références bibliographiques

- Braudel, F. 1965. História e ciências sociais; a longa duração. *Revista de História*. XXX(62): 261-294.
- . 1998. *Civilização material, economia e capitalismo*. São Paulo: Martins Fontes.
- Carpi, J. 1997. La economía social en un mundo en transformación. *Revista do Ciriéc-España*. 25: 83-115.
- Coraggio, J. 2001. La relevancia del desarrollo regional en un mundo globalizado. *Revista de Ciências Sociais – Unisinos*. 37(159): 235-258.
- Coutrot, T. 1999. *Critique de l'organisation du travail*. Paris: La Découverte.
- Defourny, J. 1988. Coopératives de production et entreprises autogérées: une synthèse du débat sur les effets économiques de la participation. *Mondes en Développement*. 16(61): 139-153.
- Fohlen, C. 1974. *O trabalho no século XIX*. s. l. Editorial Estúdios Cor (Coll. Breviários da Cultura, 4).

¹⁹ Adapté de: Gaiger, L. I. 2007. La economía solidaria y el capitalismo en la perspectiva de las transiciones históricas. In *La economía social desde la periferia. Contribuciones latinoamericanas*. (Comp.) J. Coraggio. Buenos Aires: UNGS/ALTAMIRA.
Traduit de l'espagnol par Camille Roth et Aurélie Cailleaud

- Franco, G. 1996. Uma nova perspectiva estratégica pós-liberal para enfrentar a questão social no Brasil. *Revista Proposta*. 70: 10-17.
- Gaiger, L. 1999. As razões da luta. *Revista Sociedade e Agricultura (CPDA/UFRJ)*. IV: 70-92.
- . 2001a. Virtudes do trabalho nos empreendimentos econômicos solidários. *Revista Latinoamericana de Estudios del Trabajo*. 7(13): 191-211.
- . 2001b. As organizações do Terceiro Setor e a economia popular solidária. *Revista de Ciências Sociais – Unisinos*. 37(159): 103-151.
- . 2003a. A economia solidária diante do modo de produção capitalista. *Revista Caderno do CRH*. 39: 181-211.
- . 2003b. L'économie solidaire au Brésil. *Revue du M.A.U.S.S.* 21: 80-96.
- . 2004a. A economia solidária no Brasil e o sentido das formas de produção não capitalistas. *Cayapa – Revista Venezolana de Economía Social*. 4(8): 7-35.
- . 2004b. Eficiencia sistémica. In *La otra economía*. (Dir.) A. Cattani. Buenos Aires: Altamira.
- . 2006. A racionalidade dos formatos produtivos autogestionários. *Revista Sociedade e Estado*. XXI(2).
- Godelier, M. 1981. D'un mode de production à l'autre: théorie de la transition. *Recherches Sociologiques*. 12(2): 161-193.
- Gorender, J. 1978. *O escravismo colonial* (2ª ed.). São Paulo: Ática.
- Harvey, D. 1993. *Condição pós-moderna*. São Paulo: Loyola.
- Houtart, F. 1981. La transition au mode de production socialiste; réflexion au départ des sociétés colonisées. *Recherches Sociologiques*. 12(2): 229-237.
- Houtart, F. et G. Lemercinier. 1990. Culture et transition: le cas du Nicaragua. *Sociologies et sociétés*. 22(1): 127-142.
- Huizer, G. 1973. *El potencial revolucionario del campesino en América Latina*. Mexico: Siglo Veintiuno.
- Kurz, R. 1992. *O colapso da modernização*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.
- Laville, J. (Dir.) 1994. *L'économie solidaire: une perspective internationale*. Paris: Desclée de Brouwer.
- Mance, E. 2001. A consistência das redes solidárias. *Revista de Ciências Sociais – Unisinos*. 37(159): 177-204.
- Martins, J. 1989. *Caminhada no chão da noite; emancipação política e libertação nos movimentos sociais no campo*. São Paulo: Hucitec.
- Marx, K. 1974. *Manuscritos econômicos e filosóficos e outros textos escolhidos*. São Paulo: Abril Cultural.
- . 1976. *O Capital; crítica da economia política. Livro 3*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira.

- Morin, E. et A. Kern. 1995. *Terra-Pátria*. Porto Alegre: Sulina.
- Nyssens, M. 1996. Économie populaire au sud, économie sociale au nord: des germes d'économie solidaire? In *Réconcilier l'économie et le social: vers une économie plurielle*. (Dir.) P. Sauvage. Paris: OCDE.
- Peixoto, J. 2000. Autogestão: um modelo alternativo de reestruturação da produção. In *Mudanças no mundo do trabalho; cooperativismo e autogestão*. (Dir.) O. Ponte Jr. Fortaleza: Expressão.
- Razeto, L. 1997. O papel central do trabalho e a economia da solidariedade. *Revista Proposta*. 75: 91-99.
- Shanin, T. 1980. A definição de camponês: conceituações e desconceituações; o velho e o novo numa discussão marxista. *Estudos CEBRAP*. 26: 44-80.
- Singer, P. 1999. *Uma utopia militante; repensando o socialismo* (2^e éd.). Petrópolis: Vozes.
- . 2000. Economia solidária: um modo de produção e distribuição. In *A Economia solidária no Brasil; a autogestão como resposta ao desemprego*. (Dir.) P. Singer et A. Souza. São Paulo: Contexto.
- Singer, P. et J. Machado. 2000. *Economia socialista*. São Paulo: Fundação Perseu Abramo.
- Singer, P. et A. Souza (Dir.). 2000. *A Economia solidária no Brasil; a autogestão como resposta ao desemprego*. São Paulo: Contexto.
- Sorbille, R. 2000. A autogestão e o desafio da viabilidade econômica. In *Mudanças no mundo do trabalho; cooperativismo e autogestão*. (Dir.) O. Ponte Jr. Fortaleza: Expressão.
- Souza, L. 2000. Um país dinâmico, um pensamento claudicante. *Estudos Avançados*. 14(40): 77-90.
- Tiriba, L. 1997. Los trabajadores, el capitalismo y la propiedad colectiva como estrategia de supervivencia y de sociedad: rastreando el debate histórico. *Contexto e Educação*. 46: 7-34.
- Vanek, J. 1977. *The Labor-Managed Economy*. Ithaca: Cornell University Press.
- Verano, L. 2001. *Economia solidária, uma alternativa ao neo-liberalismo*. Santa Maria: Cisma Edições.
- Veronese, M. 2005. Análise de um empreendimento de economia solidária sob a ótica da sociologia das ausências e das emergências. *Revista Ciências Sociais – Unisinos*. 41(2): 89-99.
- Williamson, O. 1985. *The Economic Institutions of Capitalism: Firms, Markets, Relational Contracting*. New York: The Free Press.
- Wolff, E. 1974. *Les guerres paysannes du vingtième siècle*. Paris: Maspero.

L'économie solidaire comme économie plurielle

..... Bernard Eme* et Jean-Louis Laville**

95
.....

Définition générale

Commerce équitable, finance solidaire, services de proximité, gestion des services urbains par les habitants, systèmes d'échanges, réseaux d'échanges de savoirs, autoproduction, agriculture durable, magasins biologiques, cuisines collectives, restaurants interculturels de femmes, tourisme solidaire, création d'activités par les chômeurs et autres formes d'entrepreneuriat collectif : ces exemples sont si divers qu'ils soulèvent la question de ce qui leur est commun et de ce qui rassemble les pratiques d'économie solidaire dans leur diversité. Composante spécifique de l'économie aux côtés des sphères publique et marchande, l'économie solidaire peut être définie comme l'ensemble des activités économiques soumis à la volonté d'un agir démocratique où les rapports sociaux de solidarité priment sur l'intérêt individuel ou le profit matériel ; elle contribue ainsi à la démocratisation de l'économie à partir d'engagements citoyens. Cette perspective a pour caractéristique d'aborder ces activités, non par leur statut (associatif, coopératif, mutualiste, etc.), mais par leur double dimension, économique et politique, qui leur confère leur originalité.

- La dimension économique insiste d'abord sur la prédominance initiale de la réciprocité et de l'engagement mutuel entre les êtres ; ce lien social constitue l'*impulsion réciproitaire* de l'émergence des pratiques économiques.

* Sociologue, Institut d'études politiques de Paris, France

** Sociologue, Conservatoire national des arts et métiers, France

Ainsi, ce n'est pas l'accord contractuel fondé sur l'intérêt qui les anime, mais la visée d'une production et distribution de biens ou services soumis à l'arbitrage démocratique. Ensuite, leur consolidation économique se produit par l'*hybridation* de trois types de ressources : les ressources réciprocitaires initiales (le lien de réciprocité qui peut s'actualiser en bénévolat, en volontariat ou en des manières d'engagement plus informelles) sont relayées par des ressources publiques qui émanent de l'État social selon le principe économique de la redistribution et des ressources marchandes fondées sur le principe du marché. On comprend que l'économie solidaire active les ressources d'une *économie plurielle* en gardant les trois composantes et en les métissant de manière variable selon les régulations propres aux expériences concrètes. Ce recours à des principes économiques pluriels renvoie aussi à des *formes de propriété plurielles* : aux entreprises privées et publiques, il faut adjoindre des *entreprises sociales* dont la propriété est collective et le patrimoine indivisible et dans lesquelles la rémunération du capital et l'appropriation privée des résultats sont soumises à des limites.

- Sauf à basculer dans le marché ou la redistribution, le défi consiste à ce que la combinaison des ressources préserve la logique du *projet politique* initié par l'impulsion réciprocitaires et ne l'instrumentalise pas : la visée est celle d'une intégration sociale des individus soucieuse d'un être ensemble à construire à partir d'activités économiques maîtrisées de manière démocratique. D'où l'attention politique première qui, combattant les gestuelles philanthropiques, est portée aux phénomènes de déliaison et de désaffiliation, mais aussi aux inégalités grandissantes, aux injustices, aux manques de reconnaissance et à la pauvreté dans des sociétés qui n'ont jamais été aussi riches.
- La dimension politique s'ancre sur cette réciprocité et la construction d'espaces publics qui autorisent un débat entre les parties prenantes sur les demandes sociales et les finalités poursuivies. Sur ce plan, le défi réside dans le maintien d'une possibilité d'*espaces publics autonomes*, distincts (mais complémentaires) des espaces publics institués qui sont régulés par le pouvoir et qui tentent d'imposer leurs normes aux projets d'économie solidaire.

Ces deux dimensions sont étroitement liées : la mobilisation des formes de réciprocité mises en œuvre de manière volontaire par des citoyens libres et égaux leur permet d'accéder à (ou de produire) des espaces publics en élaborant les conditions de leur indépendance économique. Mais la capacité à générer des changements sociaux dépend aussi des articulations construites avec la puissance publique lorsque celle-ci agit en faveur de la solidarité et de la réduction des injustices matérielles et immatérielles : l'exercice de cette liberté positive d'association et de coopération n'est une puissance de

transformation qu'en lien avec une action publique, seule susceptible de promulguer des droits subjectifs et de définir les normes d'une redistribution qui soit réductrice des inégalités. De manière sous-jacente, se dévoile une tension récurrente entre les dynamiques de la solidarité démocratique, dans ses acceptions réciprocatrices et redistributives, et la naturalisation de l'économie fondée sur le seul registre de l'intérêt matériel individuel.

Historique

Dans la modernité, la poursuite d'activités lucratives et l'accumulation de richesses ont paru pouvoir fournir un fondement réaliste à un ordre social viable qui présentait l'avantage de la prévisibilité et de la constance tout en évitant le retour à l'ordre ancien. Cependant, l'économie marchande n'a pas pu réaliser la promesse de paix sociale dont elle était porteuse. Au contraire, sa diffusion fait naître au XIX^e siècle une question sociale dont la dramatique acuité tient à l'extension imprévue de la pauvreté.

Face à cette question sociale, les libéraux pensent qu'il importe d'accélérer le processus de sortie des structures sociales hiérarchisées propres à l'ancien régime et de pousser plus loin la mise en place d'un ordre économique fondé sur l'intérêt. À l'inverse, pour beaucoup de penseurs et d'ouvriers confrontés à la misère, l'ampleur intolérable des inégalités oblige à se tourner vers un mécanisme de coordination aux antipodes de l'intérêt, l'association. Le XIX^e siècle témoigne d'une imbrication nouvelle entre les débats politiques et les pratiques économiques. Quelle que soit la diversité des expériences initiées par les travailleurs, leur spécificité peut être mesurée par deux traits :

- le groupement volontaire prend source dans la référence à un lien social concret, vécu qui se maintient par la mise en œuvre d'une activité économique. La participation à cette activité n'est pas détachable du lien social qui l'a motivée ;
- l'action commune, parce qu'elle est fondée sur l'égalité entre les membres, donne des capacités et des ressources à ces membres pour se faire entendre et agir en vue d'un changement institutionnel.

Par cette double inscription dans la sphère économique et dans la sphère politique, peuvent s'exprimer, dans l'espace public, tout à la fois la revendication d'une capacité ou d'une puissance d'agir dans l'économie et la demande de légitimation des initiatives indépendamment de la détention d'un capital. Néanmoins, ces expériences d'action collective se heurtent à une répression massive et elles s'atténuent progressivement alors que l'économie de marché connaît un essor inédit grâce à une concentration de

moyens qui est rendue possible par la société de capitaux. En même temps, la misère secrétée par la révolution industrielle et urbaine s'étend et rend nécessaire la recherche et la mise en œuvre de normes sociales de justice dont l'État social se porte garant ; seules, ces normes sont susceptibles de corriger les nombreuses perturbations et souffrances engendrées par la diffusion de l'économie marchande. L'interdiction du travail des enfants, la limitation de la durée du travail sont promulguées par des gouvernements soumis à la pression ouvrière. L'État, expression de la volonté générale, devient dépositaire de l'intérêt général qu'il peut mettre en œuvre grâce à l'action de l'administration.

La seconde moitié du dix-neuvième siècle correspond à l'instauration d'un État protecteur qui assume les responsabilités sociales que l'associationnisme avait tenté de développer et d'endosser. Le nouveau régime institutionnel qui se met en place repose sur l'économie de marché couplée à une redistribution publique qui en tempère les inégalités. Ce régime connaîtra son apogée dans la seconde moitié du XX^e siècle.

Cette complémentarité, dite souvent vertueuse, entre le marché et l'État social, accompagne cependant un prolongement des démarches associationnistes par la création de différents statuts juridiques. Ce sont les statuts des organisations d'économie sociale auxquels il convient d'ajouter celui du syndicat. Mais cette légitimation à travers les statuts introduit des différenciations qui étaient peu présentes dans l'élan associationniste initial. Les syndicats se singularisent dans leur rôle de représentation des travailleurs ; les coopératives sont distinguées des mutuelles, les premières devenant une forme particulière de société de capitaux, centrée sur la fonction de production ou de consommation alors que les secondes se concentrent sur la fonction de secours. Les activités créées pour défendre une identité collective en s'ajustant aux règles du système dont elles font partie vont en retour profondément modifier les relations d'entraide qui étaient à leur origine. Le statut d'association, quant à lui, moins étroit dans son objet, se voit limité dès lors qu'il est couplé à une activité économique. Logiquement, les différentes structures issues de l'associationnisme pionnier n'ont cessé d'apparaître comme de plus en plus séparées.

Les trois statuts juridiques obtenus – coopératif, mutualiste et associatif – deviennent autant de sous-ensembles qui sont fortement tributaires du modèle de développement économique et social dans lequel ils s'insèrent, en particulier de la séparation qui s'instaure et se renforce entre l'économie de marché et l'État social. Aux deux extrêmes, les coopératives se perçoivent comme des entreprises sur le marché, alors que les associations devraient se cantonner dans la sphère sociale. Ainsi, ces organisations sont construites et

perçues comme relevant de registres d'action différents, ce qui n'est pas sans mettre en question le maintien d'une cohérence «sectorielle» de l'économie sociale. C'est ainsi que l'intégration des organisations d'économie sociale, dans un environnement qui admet tout à la fois la hiérarchisation et la complémentarité entre l'économie de marché et le social étatique, produit des effets de dissociation entre les différentes composantes.

Avec la fin des années 1960, les bouleversements dans les modes de vie et dans les rapports aux institutions, puis les effets de ce qui fut appelé la «crise» économique, génèrent de nouvelles formes d'action qui vont dans le sens d'une politique de la vie quotidienne, soucieuse de préserver l'environnement, de critiquer l'absence de participation des usagers à la conception et au fonctionnement des services qui les concernent, de soumettre à la réflexivité les rapports entre les sexes ainsi qu'entre les âges, de faire émerger les sujets sociaux comme maîtres de leur trajectoire. Ces nouvelles formes d'expression se doublent d'une transformation tendancielle des formes d'engagement dans l'espace public. Lié à un projet de transformation globale de la société, le militantisme généraliste qui implique une action dans la durée et de fortes délégations de pouvoir dans le cadre de structures fédératives s'affaiblit inexorablement; le recul de certaines appartenances syndicales et idéologiques l'atteste. En revanche, cette crise de l'engagement et du bénévolat constatée dans des associations parmi les plus institutionnalisées se double d'une effervescence associative à base d'engagements concrets limités, centrés sur des problèmes particuliers et œuvrant à la mise en place de réponses rapides pour les sujets concernés. Parmi les démarches qui témoignent de cette inflexion de l'engagement, certaines affirment leur dimension économique tout en l'articulant à une volonté de transformation sociale de la société.

Ainsi, nombre d'initiatives qui se sont développées dans le dernier quart du XX^e siècle renouent avec l'élan associatif de la première moitié du XIX^e siècle; elles mettent, au cœur de leur passage à l'action économique, la référence à la *solidarité*. Relèvent de cette dynamique des myriades d'expérience d'économie solidaire qui vont des services de proximité, d'organisations productives alternatives ou des finances solidaires au commerce équitable ou aux réseaux d'économie non monétaire.

Actualité et controverses

Non sans difficulté, l'économie solidaire s'est imposée comme une perspective de recherche et d'action dans la mesure où elle a proposé un autre cadre de compréhension des pratiques différant d'autres problématiques et, en particulier, de celle du tiers secteur. Dans sa formulation dominante, issue de

l'économie néoclassique, la problématique du tiers secteur n'est pas sans poser des problèmes et peut être soumise à plusieurs critiques. Celles-ci tiennent principalement au cloisonnement entre les trois secteurs : regroupant l'ensemble des organismes sans but lucratif, le tiers secteur est une option de remplacement quand les solutions fournies par le marché et l'État s'avèrent inadéquates ou, encore, il est le premier acteur d'une philanthropie compassionnelle attentive aux exclus du système dans une théorie de la subsidiarité. D'autres faiblesses peuvent être repérées au regard des pratiques : ainsi de la priorité accordée au critère de non-lucrativité dans la création de la confiance alors que d'autres dispositifs sont mobilisables par toutes les organisations (certifications, labels, qualité de la relation de service, etc.) ; ainsi de l'absence d'explication des processus de construction des associations et de la focalisation sur le registre de l'intérêt qui conduisent à ignorer les enjeux de la participation démocratique et de l'intégration sociale.

Sous un autre versant, la problématique de l'économie solidaire complète l'approche de l'économie sociale qui est tout à la fois juridico-institutionnelle (elle se fonde sur les statuts) et normative (elle se réfère à des principes de démocratie interne à l'intérieur d'entreprises collectives). Dans sa conceptualisation, l'économie solidaire distingue l'égalité formelle des membres et le fonctionnement démocratique, elle dépasse le paradigme de l'intérêt collectif (mutuel ou général) pour aborder la dimension intersubjective de l'action collective à travers la référence au principe de solidarité et au sens de l'action (les raisons de vivre), elle se distingue d'une conception de la réussite qui ne retient bien souvent que la croissance des activités économiques pour aborder la dimension du changement institutionnel au sein d'une économie plurielle.¹

¹ Laville, J.-L. et A. D. Cattani. 2006. Économie solidaire. In *Dictionnaire de l'autre économie*. Paris : Gallimard.

2



Analyse féministe de l'économie

Étudier le choix ou étudier l'approvisionnement social ? Genre et définition de l'économie

103

..... Julie A. Nelson*,**

[...] Qu'est-ce que l'économie ? La question n'est pas anodine quand elle pèse sur les décisions relatives à des publications, des nominations et des contenus de programmes académiques. Les études sur la création et la distribution des « nécessités et commodités de la vie », pour reprendre les termes d'Adam Smith en 1776, relèvent-elles toutes de l'économie ? Doit-on plutôt estimer que les biens et services n'appartiennent au champ de l'économie que dans la seule mesure où ils sont une contrepartie dans un processus d'échange ? Doit-on définir l'économie comme une discipline ayant pour objet fondamental les modèles mathématiques qui décrivent les choix individuels, lesquels sont susceptibles d'aboutir à des échanges ? Cette dernière définition est indéniablement celle qui prévaut actuellement dans les recherches les mieux valorisées. Elle constitue le cœur des programmes universitaires dans ce domaine, même si des recherches de nature différente peuvent trouver leur place en marge de ce courant dominant. Je pense que ce rétrécissement de la définition de l'économie traduit un certain nombre de biais de genre et que, malgré les avancées indéniables permises par l'étude mathématique des échanges, les approches féministes peuvent élargir et enrichir le champ de cette discipline.

* Département d'économie, Université du Massachussets, États-Unis

** Je remercie vivement Paula England, Nancy Folbre, Marianne Ferber, Linda Lucas, Ann Jennings, Julie McCarthy, Don McCloskey et Diana Strassmann pour leurs commentaires sur les versions préliminaires de cet article.

Le genre et l'idéal cartésien

Les féministes utilisent des techniques inspirées de la critique littéraire, de l'interprétation historique et de la psychanalyse «pour "lire la science comme un texte" dans le but de révéler les significations sociales – les objectifs symboliques et structurels cachés – d'hypothèses et de pratiques prétendument dénuées de jugement de valeur» (Harding 1986, 23). De nombreuses recherches utilisent désormais ces outils pour explorer les liens historiques entre les idéaux sociaux propres à la science et ceux relevant du genre dans la société occidentale. [...]

Certains éléments de langage utilisés par les scientifiques du début du XVII^e siècle pour décrire leurs travaux associent clairement les notions de science, de détachement et de domination à la masculinité et celles de nature, de subjectivité et de soumission à la féminité. [...]

La littérature traitant de la nature genrée de la pensée cartésienne est particulièrement intéressante dans le cadre des discussions sur la définition prédominante de l'économie. Dans le modèle cartésien du monde, le cosmos est divisé entre la «*res cogitans* (une chose pensante sans extension spatiale) et la *res extensa* (une chose étendue dans l'espace et dépourvue de capacités psychiques)» (Stern 1965, 76). La science et plus généralement le savoir font partie du *cogito*, ce dernier étant considéré comme fondamentalement détaché de la matière passive. [...]

Le modèle de l'objectivité cartésienne, fondé sur l'absence de passion et le détachement, a été interprété par Susan Bordo (1986) et d'autres auteur-es comme la conséquence de l'anxiété résultant de la perte du sentiment de connexion avec la nature qui existait à l'époque médiévale. [...]

Dans la perspective cartésienne, la pensée scientifique est assimilée à une approche abstraite, générale, détachée, dénuée d'émotion et «masculine» qui se distingue radicalement d'une réalité de la vie matérielle vue comme concrète, spécifique, incarnée, passionnée, «féminine» et clairement inférieure.

La définition prédominante de l'économie

Progressivement, on a défini l'économie non plus par son objet d'étude mais par la vision du monde spécifique qui la caractérise. Par exemple, on parle fréquemment d'«approche économique» pour se référer au traitement d'une question par le prisme du choix, plus spécifiquement par le prisme des choix

opérés par des agents autonomes et rationnels dans le but de maximiser leur bien-être ou leur profit. [...]

Cette définition prédominante n'est pas dépourvue de liens avec l'idéal cartésien genré. Quand le choix individuel est érigé en objet de l'économie, le *cogito* détaché devient le cœur de la recherche, aux dépens du monde matériel et des personnes qui y évoluent. Séparés des préoccupations « masculines » par la division cartésienne du monde, la nature, l'enfance, les besoins physiologiques et les interconnexions entre êtres humains sont précautionneusement laissés à l'écart de la réflexion. En insistant sur la « rareté des moyens », cette approche dépeint une nature statique, avare et hostile. Cette conception repose sans doute encore sur une vision de l'homme dominant une nature féminine qui, bien que dominée et passive, n'en reste pas moins effrayante.

Si l'approche par le choix peut sans doute s'inscrire dans un raisonnement verbal, elle présente l'avantage certain de faciliter l'expression mathématique de certains aspects. Depuis l'adoption par l'économie des concepts de la physique du XVIII^e siècle, les hypothèses de ce modèle entretiennent des liens étroits avec la forme de l'analyse (Mirowski 1991). Dès 1924, W. Stanley Jevons décrivait l'économie comme l'étude « des mécanismes qui régissent l'utilité et l'intérêt personnel » (cité dans Georgescu-Roegen 1971, 40). Quand on suppose que l'économie repose sur les modèles mathématiques régissant les choix individuels, les hypothèses relatives au comportement humain se voient conférer le statut d'axiomes (Becker 1976) et la nature devient un « espace marchand » mathématique (Debreu 1991). L'étude des marchés réels tend à laisser place à l'analyse de marchés abstraits et d'hypothèses spéculatives. Dans les faits, les recherches gagnent en prestige à mesure qu'elles prennent leur distance avec les économies réelles : on considère que les modèles strictement abstraits sont « plus intellectuels », qu'ils approchent une « Vérité » plus absolue ou encore qu'ils appartiennent à une théorie économique dite « pure ». En revanche, les modèles qui introduisent des paramètres d'ordre institutionnel sont vus comme « ayant peu de prétentions intellectuelles », comme des théories économiques visant à établir une « vérité » minuscule ou comme de « simples recherches appliquées ». Les travaux qui visent à expliquer un phénomène sans recourir à une interprétation mathématique du choix individuel sont purement et simplement exclus de ce que l'on appelle la théorie économique. En 1990, Gérard Debreu, lauréat du prix Nobel d'économie, a déclaré dans son discours présidentiel à l'Association américaine d'économie que les articles relevant de la théorie économique devaient réussir « l'épreuve décisive » qui consiste à se voir « vider de toutes leurs interprétations économiques pour laisser leur infrastructure mathématique fonctionner en toute autonomie » (1991, 3). Ainsi, la pensée cartésienne traverse les siècles. [...]

Bien sûr, l'emprise de cette définition sur la structure contemporaine de l'économie n'est pas unanimement approuvée. Certaines économistes féministes ont réussi à infléchir le modèle dominant pour y inclure certaines de leurs préoccupations, mais d'autres considèrent que le champ d'application de ce modèle est trop limité – et que les tentatives visant à y introduire à tout prix une analyse de questions comme la discrimination, la valeur comparable, les inégalités au sein des ménages et les réformes politiques non sexistes n'apportent aucune réponse à la plupart des questions fondamentales. Toutefois, les féministes sont loin d'être le seul groupe que cet état de la discipline pourrait importuner. [...]

106

Ces critiques sont-elles révélatrices d'un renversement de tendance visant à remettre en cause ce détachement radical vis-à-vis de l'objet d'étude? Les faits historiques laissent penser que ce n'est pas le cas. Le recours excessif au formalisme mathématique et le peu d'importance accordé à la correspondance entre modèles économiques et monde réel ont fait l'objet de nombreuses critiques émanant de plateformes tout aussi prestigieuses. Il semble que ces critiques n'aient eu aucune influence sur la prédominance toujours plus marquée des mathématiques, tendance que Debreu qualifie de «courant apparemment irrésistible» (1991, 5).

Pourquoi cette évolution a-t-elle toujours semblé inéluctable? Sous l'angle analytique de la psychologie féministe, on peut émettre l'hypothèse suivante. L'attrait du mentalisme et du formalisme se serait confirmé et amplifié sous l'effet combiné de la croyance en une supposée supériorité masculine et de l'association entre idéal cartésien et masculinité. En refusant de se conformer aux règles de ce courant, tout-e chercheur-e court le risque de voir ses futurs travaux considérés comme dignes de peu d'intérêt car insuffisamment scientifiques et assimilables aux sciences sociales. Le fait de reconnaître le caractère genré du prestige scientifique ne signifie pas en soi qu'il existe une meilleure approche. Une fois ce constat effectué, il convient de comparer la situation actuelle avec les possibilités qu'offrirait un contexte dans lequel féminité et infériorité ne seraient plus associées.

Penser une alternative à l'économie masculine

Imaginer un autre fonctionnement économique est un exercice difficile quand on n'a jamais connu que l'économie masculine. En l'état actuel des idées communément admises sur le genre, la seule alternative à l'économie machiste serait apparemment une économie émasculée et impuissante. En s'en tenant aux croyances actuelles sur la science et la masculinité, l'économie fondée sur la rigueur, la scientificité et la rationalité ne pourrait être

remplacée que par une économie qui ferait la part belle à la négligence, la subjectivité et l'émotivité. Si l'on renonçait à la primauté de la théorie du choix individuel, l'économie ne pourrait que se muer en une théorie dogmatique du déterminisme sociologique ou en une pratique reposant sur une utopie mathématique prosaïque et sans fondement théorique. Le masculin est bon ; le féminin ne peut qu'être mauvais (quand il outrepassse les frontières de son domaine propre pour empiéter sur celui la science). C'est en tout cas l'opinion qui prévaut habituellement.

Pour imaginer des solutions qui ne soient taxées ni de faiblesse ni de sentimentalisme, il est impératif de recourir à une nouvelle vision du genre, de la valeur et du savoir¹. La théorie féministe, les travaux récents en philosophie et sociologie des sciences ainsi que les recherches menées dans le domaine de la cognition et du langage ont permis de développer des idées qui, toutes, jouent un rôle dans la construction de cette vision. Commençons par les concepts de valeur et de genre et imaginons que les associations entre masculinité et supériorité et entre féminité et infériorité soient injustifiées. Mais plutôt que de tenter de substituer à ces associations des idées comme « le féminin est bon lui aussi » ou d'inverser la logique en affirmant que « le féminin est bon et le masculin mauvais », imaginons que nous brisions simplement le lien entre genre et valeur. Si le genre et la valeur sont pensés comme des dimensions indépendantes l'une de l'autre, il devient possible d'étudier la nature – positive ou négative – des caractéristiques cognitive-ment associées à la masculinité ou à la féminité dans notre culture. Sur le plan cognitif, le sexisme peut donc être conçu comme un processus de blocage sélectif qui rend aveugle à la force de la féminité et aux dangers d'une masculinité exacerbée. Pour construire une économie meilleure, il serait inapproprié de ne faire que purger l'économie existante de toutes ses caractéristiques distinctement masculines pour y ajouter, sans discernement aucun, des caractéristiques typiquement féminines. Dans ce nouveau cadre économique, nous examinerions toutes les approches – celles considérées comme « féminines » autant que celles considérées comme « masculines » – pour choisir soigneusement celles qui donnent les meilleurs résultats au plan scientifique.

Prenons par exemple l'idée qui veut que l'économie dite « dure » soit préférable à une économie « douce ». Ce jugement est fondé sur l'association de la dureté avec la force, cette dernière étant considérée comme une valeur masculine positive. En revanche, la douceur est associée à la faiblesse, une caractéristique censément féminine et négative. Mais la dureté pourrait aussi

¹ Dans la suite de ce texte, je m'appuie sur les idées exposées dans Nelson (1992) en les approfondissant.

être mise en relation avec la rigidité et la douceur avec la flexibilité. On peut estimer que la recherche d'une dureté masculine excluant toute connotation féminine – et donc toute notion de flexibilité – peut mener à la rigidité. Tout aussi certainement, on associera à la faiblesse la quête d'une douceur féminine excluant tout recours à la force. Une économie plus équilibrée et plus résiliente ne pourrait-elle pas se caractériser à la fois par sa flexibilité et par sa dureté ?

Les méthodes alternatives

Renforcée par la perspective cartésienne, la conviction que seuls les théorèmes démontrables sont constitutifs du savoir (comme en géométrie) forme un écran qui dissimule les autres types de savoir. Certains travaux récents rattachés à la théorie féministe, à la philosophie des sciences, à l'étude de la cognition et du langage mais aussi à l'économie ont contesté la mise en avant de ce type de vérité axiomatique et détachée qui suppose une dévalorisation du langage, de la notion de communauté, du corps et des émotions. Ces travaux affirment que la rationalité n'exclut pas les raisonnements construits à partir d'analogies, de métaphores, de la reconnaissance des formes, de l'imagination et, selon les mots d'Einstein, de « l'intuition, fondée sur une compréhension compatissante de l'expérience » (cité dans Georgescu-Roegen 1966, 14). Pour désigner ces conceptions fondées sur un raisonnement défiant la logique, l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen (1966) choisit le terme de « pensée dialectique » ; Howard Margolis (1987) utilise la notion de *seeing-that*² ; le linguiste George Lakoff et le philosophe Mark Johnson (1980) se réfèrent à la « rationalité imaginative » ; et la théoricienne féministe Evelyn Fox Keller (1985) évoque une quête « d'objectivité dynamique ».

Quel que soit le terme utilisé pour la décrire, cette forme de raisonnement présente l'avantage crucial d'admettre l'interconnexion ou le chevauchement des concepts puisqu'elle repose sur l'expérience et sur le contexte. Georgescu-Roegen distingue les concepts qu'il qualifie d'« arithmomorphiques » – c'est-à-dire ceux qui sont « distincts et discrets » et qui peuvent être soumis aux manipulations des lois de la logique – de ceux dits « dialectiques » qui se superposent à leurs opposés « dans une zone de pénombre aux contours indéfinis et d'une ampleur variable » (1971, 14). Selon lui, les concepts appartenant à cette seconde catégorie sont loin d'être triviaux et

² NdT : Margolis (1987) définit la cognition comme un processus combinant le raisonnement (*reasoning-why*), soit une analyse critique menée étape par étape, et la reconnaissance de schémas connus (*seeing-that*), qui suppose la perception non moins importante d'une logique de fonctionnement plus générale (traduction de Nelson 1996, 28).

constituent « l'essentiel de notre pensée ». Lakoff et Johnson affirment que l'élévation au rang de fondement du savoir objectiviste d'une classification relevant de la théorie des ensembles laisse de côté des pans importants du mode réel de compréhension du monde utilisé par les êtres humains : ceux-ci emploient des catégories bien plus souples, ouvertes et adaptables à leurs besoins spécifiques. Ces catégories sont souvent fondées sur des similitudes ou des prototypes familiaux (1980, 122-125). Selon Lakoff et Johnson, la compréhension humaine repose sur des métaphores, elles-mêmes fondées sur les expériences corporelles. Elle est indissociable de l'imagination et des émotions. Ce lien entre compréhension et expérience apparaît également dans la définition de l'objectivité donnée par Keller : « [l'objectivité est] la quête de la compréhension la plus authentique, et par conséquent la plus fiable, du monde qui nous entoure. Cette quête est un processus dynamique dans la mesure où elle utilise activement les similitudes entre l'esprit et la nature pour les transformer en une source de compréhension... En cela, l'objectivité dynamique ne diffère pas fondamentalement de l'empathie » (1985, 117). Les modes de raisonnement qui défient la logique utilisent l'expérience et les connexions plutôt que de les éliminer ou de les nier. [...]

Même dans les conférences ou les séminaires économiques les plus abstraits et les plus techniques, les intervenant-es sont souvent amené-es à évoquer l'« intuition » qui a donné naissance au modèle ou au résultat décrit, ce qui revient à utiliser des analogies ou des exemples pour expliquer et rendre évidente la valeur de l'exercice. Généralement, le modèle formel est considéré comme le cœur de la discussion, les autres informations se voyant attribuer le statut de matériel complémentaire. En revanche, si l'on se réfère à la notion de compréhension telle que nous l'avons précédemment décrite, le véritable raisonnement est au contraire celui qui prend sa source dans les mots : le cadre conceptuel, les applications, les métaphores et la détermination des priorités. Dans ce contexte, la logique et l'abstraction jouent un rôle plus limité : elles « rendent l'argumentation plus aisée et les résultats plus clairs et, de ce fait, permettent de se prémunir contre les erreurs de raisonnement. Leur rôle s'arrête là » (Wicksell 1954 cité dans Georgescu-Roegen 1971, 341). Cette conception ne suppose en aucun cas que les arguments de nature mathématique ou analytique doivent être abandonnés – ils ont leur place dans le processus de compréhension dans la mesure où ils permettent un approfondissement de la réflexion. [...]

Les définitions alternatives du sujet

Pour Robbins, Jevons et leurs émules, la question du choix entre différentes alternatives – un choix déterminé par les ressources disponibles – constitue

l'axe central de l'économie. Depuis quelques décennies, la théorie économique et la théorie du choix sont devenues synonymes. Mais on peut encore observer de solides réminiscences d'une définition plus ancienne de l'économie : l'étude des fondements du bien-être matériel des êtres humains. Dans cette optique, et pour reprendre les propos d'Alfred Marshall, « l'économie est une étude de l'humanité [*sic*] dans l'activité ordinaire de la vie. Elle étudie ce qui, dans l'action individuelle ou sociale, est relié à la recherche et à l'utilisation des moyens matériels nécessités par le bien-être » (1920, 1). Ici, l'économie n'est plus un regard spécifique porté sur le comportement humain, son champ d'analyse porte sur les biens matériels. Bien sûr, cette définition fondée sur le bien-être matériel présente elle aussi un certain nombre de faiblesses, comme le souligne justement Robbins en défense de la définition fondée sur la rareté. Adam Smith (et Karl Marx) distinguent le travail productif du travail non productif – le premier aboutissant, contrairement au second, à la production d'un objet matériel. Cette distinction a fait l'objet de débats aussi interminables qu'inutiles (Robbins 1952, 7). Au sens littéral, la définition matérialiste suppose que les biens intangibles – même les prestations spécifiques comme les soins de santé – soient exclus du champ de l'économie.

La théorie féministe propose des définitions de l'économie autres que celles fondées sur le choix et sur le bien-être matériel – la première examinant les décisions humaines hors de toute contrainte physique et sociale et la seconde négligeant les sources non physiques de satisfaction des êtres humains. Cette dichotomie renforce la séparation entre les êtres humains et le monde dans lequel ils évoluent, entre la *res cogitans* et la *res extensa*. Nous avons au contraire besoin d'une définition qui prenne en compte les êtres humains en tant qu'entités *reliées* au monde.

Il est possible d'élaborer une définition de ce type en axant l'économie sur l'approvisionnement social³, c'est-à-dire sur les biens et processus nécessaires à la survie des êtres humains. À l'opposé de l'économie du choix proposée par Robbins, prenons en considération l'affirmation suivante de Georgescu-Roegen : « Quelle que soit notre capacité à faire abstraction de la réalité, l'objectif premier de toute activité économique est la préservation de l'espèce. Pour préserver l'espèce, certains besoins fondamentaux doivent être satisfaits quotidiennement – ces derniers étant toutefois susceptibles d'évoluer » (1966, 93). Cette définition ne se limite pas à de simples concepts physiques. Georgescu-Roegen note que « les activités désintéressées et les plaisirs de la vie », qui font partie de sa définition de la préservation de

³ NdE : Ensemble des pratiques et relations sociales déployées pour assurer la satisfaction des besoins matériels et non matériels.

l'espèce, ne sont pas des variables matérielles. En outre, quand la survie humaine – notamment par le biais de la procréation – est placée au cœur de l'économie, les services non matériels comme la garde et la surveillance des enfants, les soins de santé et la transmission des compétences revêtent un caractère aussi essentiel que le fait de bénéficier d'un toit et d'une alimentation suffisante. La réflexion d'Amartya Sen (1984) sur les «capabilités» est également fondée sur la relation entre les besoins humains et le monde.

Bien sûr, le concept de besoins ou de nécessités est en lui-même dialectique et fluide. Et ce n'est pas nécessairement un désavantage : la reconnaissance de cet état de fait préserve d'un glissement vers un formalisme trop rigide. Pour utiliser ce concept, il convient de parfaire les compétences logiques que les pratiques économiques actuelles ont contribué à atrophier. La différence entre besoins et désirs n'est pas clairement délimitée mais on peut certainement estimer qu'un-e orphelin-e guatémaltèque a davantage besoin d'un bol de soupe quotidien qu'une personne nord-américaine suralimentée d'une seconde part de gâteau. En refusant de reconnaître cette distinction parce qu'elle est logiquement ambiguë, on se dirige inexorablement vers une abdication de la responsabilité éthique humaine. Cette définition de l'économie n'exclut en rien l'étude du choix ou des échanges, mais elle ne lui confère pas une place centrale. Sans toutefois leur accorder la même importance, elle n'exclut ni l'étude de la mise à disposition des produits et services de luxe ni celle des produits et services plus fondamentaux. Les échanges volontaires font certes partie du processus d'approvisionnement, mais seulement au même titre que les dons et la coercition. Les activités économiques sont menées dans le cadre des marchés organisés et impersonnels, mais elles sont tout autant le fait des ménages, des gouvernements et d'autres organisations humaines plus personnelles ou plus informelles. Les questions relatives à l'organisation de la production, au pouvoir et à la pauvreté, au chômage et aux contraintes économiques ainsi qu'à la santé et à l'éducation – en bref, les «problèmes économiques réels» auxquels fait référence la Commission on Graduate Education in Economics – cessent d'être une part connexe d'une théorie axiomatique spécifique du comportement humain pour devenir la raison d'être des économistes. La racine grecque des mots «économie» et «écologie» est le mot *oikos*, qui signifie «maison». L'économie pourrait donc être définie comme l'étude de la manière dont nous vivons dans notre maison, la Terre.

Conclusion

Selon l'économie féministe, les divisions que la pensée cartésienne crée entre rationalité et incarnation et entre humanité et nature sont le reflet d'une

vision du monde spécifique, dotée d'un caractère masculiniste et clivé. Dans ce [texte], j'ai montré que la perspective cartésienne sous-tend la primauté accordée aux modèles mathématiques du choix rationnel individuel dans la définition actuelle de l'économie. Dans sa version enrichie, l'économie pourrait être axée sur l'étude de l'approvisionnement et utiliser pleinement les outils de la «rationalité imaginative», tout en n'excluant ni les modèles formels ni l'étude du choix. Cette économie ne serait ni masculine ni féminine et deviendrait une science humaine au service des besoins de l'humanité.

Pour éviter toute mésinterprétation, je tiens à préciser que je ne revendique ni ne prône ici le fait que les hommes mènent des activités économiques d'un certain type et les femmes des activités d'un autre type. Je ne pense pas non plus que nous puissions résoudre le problème en demandant aux économistes en quête d'une approche plus riche de devenir des sociologues (comme cela a plus d'une fois été suggéré). Il serait indéniablement utile qu'économistes et sociologues s'enrichissent mutuellement mais, dans l'état actuel de la discipline, la sociologie a ses propres problèmes (comme les sociologues féministes ont été prompts à le montrer). En outre, elle traite de phénomènes sociaux plus généraux que la simple fourniture des biens et services nécessaires à la vie. La version matérielle de la définition de l'économie fondée sur l'approvisionnement trouve son origine dans les travaux de plusieurs économistes, parmi lesquels Adam Smith et Alfred Marshall, et survit sous la forme d'un courant sous-jacent – plutôt que prestigieux – de la pensée économique. Je pense que nous devons nous réapproprier le mot économie au lieu de tenter de conserver les idées économiques prestigieuses en l'état et de mettre de côté les opinions dissidentes. Peut-être pourrions-nous commencer par cesser de faire de la «théorie mathématique du choix individuel» et de la «théorie économique» des termes substituables et ne plus considérer l'«approche économique» comme synonyme de «l'approche par la théorie du choix».

Est-il trop prosaïque ou trivial de définir l'économie comme une discipline principalement axée sur l'étude des modalités selon lesquelles les êtres humains, en relation avec leurs congénères et leur environnement, garantissent leur propre survie et veillent à leur propre santé? Une réponse affirmative à cette question en dirait plus long sur le regard que nous portons sur notre propre existence physique (et genrée) que sur la considération que nous devrions accorder aux différentes définitions de l'économie.⁴

4 Nelson, J. 1993. *Beyond economic man*. (Eds.) M. A. Ferber et J. A. Nelson. Chicago et Londres: University of Chicago Press. 23-36.

Traduit de l'anglais par Aurélie Cailleaud

Références bibliographiques

- Becker, G. S. 1976. *The economic approach to human behavior*. Chicago: University of Chicago Press.
- Bordo, S. 1986. The cartesian masculinization of thought. *Signs*. 11 : 439-456.
- Debreu, G. 1991. The mathematization of economic theory. *American Economic Review*. 81 : 1-7.
- Georgescu-Roegen, N. 1966. *Analytical Economics*. Cambridge : Harvard University Press.
- . 1970. The economics of production. *American Economic Review*. 60 : 1-9.
- . 1971. *The entropy law and the economic process*. Cambridge : Harvard University Press.
- Harding, S. 1986. *The science question in feminism*. Ithaca: Cornell University Press.
- Keller, E. F. 1983. *A feeling for the organism : the life and work of Barbara McClintock*. New York : Freeman.
- . 1985. *Reflections on gender and science*. New Haven : Yale University Press.
- Lakoff, G. et M. Johnson. 1980. *Metaphors we live by*. Chicago : University of Chicago Press.
- Margolis, H. 1987. *Patterns, thinking, and cognition*. Chicago : University of Chicago Press.
- Marshall, A. 1920. *Principles of economics*. 8^e édition. Londres : Macmillan.
- Merchant, C. 1980. *The death of nature*. San Francisco : Harper & Row.
- Mirowski, P. 1991. The when, the how and the why of mathematical expression in the history of economic analysis. *Journal of Economic Perspectives*. 5(1) : 145-157.
- Nelson, J. A. 1991. Quality variation and quantity aggregation in consumer demand for food. *American Journal of Agricultural Economics*. 73(4) : 1204-1212.
- . 1992. Gender, metaphor, and the definition of economics. *Economics and Philosophy*. 8(1) : 103-125.
- . 1993. Value-free or valueless ? Notes on the pursuit of detachment in economics. *History of Political Economy*. 25(1).
- . 1996. *Feminism, objectivity and economics*. Londres et New York : Routledge.
- Robbins, L. 1952. *An essay on the nature and significance of economic science*. 2^e édition. Londres : Macmillan. Parution originale 1935.
- Sen, A. 1984. *Resources, values, and development*. Cambridge : Harvard University Press.

Smith, A. 1986. An inquiry into the nature and causes of the wealth of nations. In *The essential Adam Smith*. (Ed.) R. L. Heilbroner. New York : W. W. Norton. Parution originale 1776.

Stern, K. 1965. *The Flight from woman*. New York : Noonday Press.

Polanyi, la construction du marché global et ce qu'apporte le genre

115

..... *Lourdes Benería**

Introduction

[Depuis le début des années 1980], le corpus relatif au marché global et à l'intensification des processus de globalisation en cours depuis la fin des années 1960 et le début des années 1970 s'est considérablement étoffé. Ce phénomène a en effet provoqué des changements conséquents qui ont affecté les économies nationales ainsi que l'économie internationale, mais aussi de nombreux aspects de la vie sociale, politique *et* culturelle. Le monde universitaire, celui de la recherche et celui de la politique ont dû analyser ces processus pour comprendre les changements qui s'étaient opérés ainsi que l'avenir qui s'offrait à nous. La globalisation étant de nature multidimensionnelle, cette analyse a été menée par le biais de diverses disciplines académiques. Dans la perspective économique, la globalisation est fondamentalement définie comme un contexte dans lequel le marché en expansion transcende les frontières nationales, un phénomène inédit par son ampleur et son degré d'internationalisation. Le modèle dit néolibéral a ressuscité le discours ainsi que nombre des caractéristiques du laisser-faire qui sous-tendait le capitalisme du XIX^e siècle. Mais certaines caractéristiques du contexte mondial qui donne lieu à l'expansion néolibérale actuelle distinguent ce phénomène de la première grande vague d'expansion du marché.

* Économiste, université de Cornell, États-Unis

De nombreux travaux académiques traitent des dimensions de genre de la globalisation. [Depuis la fin des années 1970], sous l'influence du mouvement international des femmes, la catégorie analytique du « genre » est devenue centrale, non seulement dans les recherches académiques, mais également dans les cercles socio-politiques et la dynamique de la vie quotidienne. Différents aspects de l'économie globale ont donc été analysés dans une perspective de genre, parmi lesquels l'emploi et la féminisation de la main-d'œuvre, les questions relatives au genre et à la technologie, les politiques de rééquilibrage économique dans les pays où elles ont été mises en œuvre, le développement urbain, la pauvreté ainsi que l'industrialisation et la libéralisation des échanges commerciaux.

Cette littérature a notamment mis en lumière le rôle important des femmes dans le processus de production de différents secteurs du marché mondial. La globalisation s'est opérée pendant une période où la majorité des pays connaissaient une augmentation notable de la participation des femmes au marché du travail. Ainsi, au rythme d'une expansion du marché d'ampleur inédite, les femmes ont vu leur accès au travail rémunéré s'améliorer jusqu'à atteindre des dimensions sans précédent. Nombre d'entre elles sont entrées sur le marché du travail rémunéré, souvent sans que diminue la charge traditionnelle imposée par leurs activités non rémunérées, notamment par le travail domestique (Anker et Hein 1986; Blumberg *et al.* 1995). Il convient donc de s'interroger sur les conséquences de cette augmentation du nombre de femmes impliquées dans le marché. Compte tenu de l'association théorique entre les activités liées au marché et la rationalité de l'« homme économique », est-il possible que les femmes se comportent de plus en plus comme les hommes, en ce sens qu'elles prendraient elles aussi des décisions fondées sur le résultat économique de leurs activités ? Dans la mesure où il est possible de parler de valeurs et de comportements « féminins » – traditionnellement associés aux soins dispensés aux autres et à une attitude altruiste davantage déterminée par l'affection que par le calcul économique –, est-il possible que ces valeurs et comportements se transforment à mesure que se consolide le processus d'intégration des femmes dans le marché ?

Cet article aborde ces questions dans une perspective très spécifique. À partir de l'œuvre de Karl Polanyi, et plus spécifiquement de son ouvrage intitulé *La Grande transformation*, nous montrerons tout d'abord en quoi l'expansion du marché vue par Polanyi comme une construction sociale propre aux pays européens pendant le XIX^e siècle et le début du XX^e est applicable à la globalisation des marchés qui s'est opérée à la fin du XX^e siècle. Dans un second temps, nous montrerons que les processus décrits par Polanyi sont dotés d'une dimension de genre et qu'il existe une tension, latente ou non, entre les présupposés de la rationalité économique associée au mar-

ché et le comportement d'un grand nombre de femmes (et d'hommes). Enfin, nous montrerons qu'il est devenu nécessaire de compléter ou de remplacer ces présupposés prédominants et fondamentaux des modèles néoclassiques par des modèles de comportement alternatifs et « transformateurs ».

Le marché autorégulé

Publié pour la première fois en 1944, le livre de Polanyi propose une analyse de l'apparition et de la croissance du marché autorégulé, un système né du laisser-faire propre au capitalisme de la révolution industrielle et qui a perduré jusque dans les années 1920. La grande transformation qu'il évoque fait référence aux tentatives de « domestication » de ce marché, incarnées par les mouvements sociaux qui ont atteint leur apogée avec les organisations de gauche, la planification sociale et les politiques publiques de protection sociale mises en œuvre au XX^e siècle. Polanyi met en lumière le changement *profond* qui s'est opéré dans le comportement humain et qui s'est manifesté dans les valeurs ayant présidé au fonctionnement d'un marché autorégulé au sein duquel l'activité économique était fondée sur le profit et le bénéfice plutôt que sur la notion de subsistance. Il souligne le fait que le profit et le bénéfice n'avaient auparavant jamais joué un rôle si important dans la vie sociale. Dans sa critique d'Adam Smith et de sa conception d'une division du travail fondée sur l'existence des marchés et « la propension de l'homme au troc, au trafic et à l'échange de produits » (Polanyi 1957, 43)¹, Polanyi affirme que, dans les sociétés anciennes, la division du travail était fondée sur « la différence des sexes, la géographie et les ressources individuelles » (Polanyi 1957, 44). Selon l'auteur, dans de nombreuses sociétés, la production et la distribution étaient mises en œuvre selon des principes de réciprocité et de redistribution incompatibles avec l'économie moderne. Ces processus appartenaient à un système économique qui existait comme fonction de l'organisation sociale – à l'inverse du capitalisme qui veut que le système économique détermine l'organisation sociale. Polanyi ajoute également, à propos d'Adam Smith, que « jamais un malentendu sur le passé ne s'était avéré aussi prophétique » (Polanyi 1957, 43). En effet, cent ans après la publication de l'analyse de Smith sur la propension de l'être humain au troc, au trafic et à l'échange, cette tendance était effectivement devenue la norme – en théorie et en pratique – de la société industrielle de marché. Si Polanyi ne parvient pas toujours à nous convaincre du fait que le profit soit devenu un objectif sous l'influence de l'économie de marché, il est indéniable que cette notion est d'une importance fondamentale dans le fonctionnement de l'économie de marché.

Selon Polanyi, le fait que des marchés isolés se soient transformés en un marché unique et autorégulé constitue un point crucial dans l'histoire de

cette transformation économique : « Avant le deuxième quart du XIX^e siècle, jamais les marchés n'avaient été plus qu'une institution subordonnée à la société » (Polanyi 1947, 113). Il développe à ce sujet l'idée fondamentale selon laquelle, contrairement à ce que l'on imagine communément, cette étape n'a été ni un phénomène spontané ni le fruit de l'expansion de marchés isolés. Il s'agit selon lui d'une construction sociale qui s'est accompagnée d'un changement profond de l'organisation sociale. La construction de l'économie libérale de marché a nécessité « une intensification considérable de l'interventionnisme organisé et contrôlé à l'échelle nationale » sous la forme d'initiatives législatives, comme l'illustrent notamment les innombrables lois sur les *enclosures* votées au Royaume-Uni pour aboutir progressivement à la privatisation des terres communales. Polanyi évoque d'autres facteurs, comme l'accroissement massif des fonctions administratives d'un État renforcé par une nouvelle bureaucratie centralisée, mais aussi l'introduction du contrat dans tous les types d'échange. En d'autres termes, son analyse met en évidence les apparentes contradictions qui caractérisent ce libéralisme économique délibérément mis en œuvre par l'État au moyen « d'une action consciente et parfois d'interventions gouvernementales violentes ». Les lois sur les *enclosures* précédemment mentionnées en sont une bonne illustration. Dans la même logique, Polanyi voit dans la constitution du marché du travail anglais aux XVIII^e et XIX^e siècles le résultat d'un ensemble de politiques centralisées qui ont contraint les nouvelles classes ouvrières à assurer leur subsistance à partir des faibles salaires de l'époque.

Polanyi compare ce processus au « mouvement collectiviste », ou « grande transformation », qui, au cours des XIX^e et XX^e siècles, est né spontanément des critiques de la nouvelle société de marché et a constitué un mécanisme de défense pour différents groupes sociaux. À ce propos, Polanyi montre que les partisans du libéralisme économique ont parfois affirmé la nécessité de restreindre la liberté économique et politique « dans des cas bien définis qui présentent une importance théorique et pratique », parmi lesquels le droit de libre association des travailleur-euses, la constitution de syndicats et la mise en œuvre de certains mécanismes de protection relatifs aux échanges internationaux. Ainsi, revenant sur le fait que l'on ait baptisé « planification » l'ensemble très diversifié des interventions élaborées pour pallier les conséquences du marché, Polanyi rappelle que « le laisser-faire a été planifié alors que la "planification" ne l'a pas été » (Polanyi 1947, 141).

Le changement profond qu'a représenté la construction progressive de la société de marché est un phénomène caractéristique de la transformation du comportement humain désormais guidé par les principes de l'« homme économique ». Comme l'affirme Polanyi, « l'économie de marché ne peut exister que dans une société de marché », ce qui revient à dire que l'existence d'une

économie de marché dépend de la survenue simultanée d'une évolution des normes et comportements permettant au marché de fonctionner. La rationalité économique repose sur l'idée que les êtres humains sont fondamentalement motivés par la recherche du profit maximal. Comme le décrirait tout cours orthodoxe d'introduction à l'économie, l'entrepreneur maximise les bénéfices, le travailleur/l'employé cherche l'emploi qui lui apportera le salaire le plus élevé possible et le consommateur maximise l'utilité dérivée des biens qu'il achète. Sur le plan théorique, Adam Smith affirme que, grâce à la main invisible du marché, ce type de comportement individuel «maximisant» permet aux nations d'atteindre le niveau de richesse le plus élevé qu'elles puissent espérer en tenant compte des ressources dont elles disposent. Smith n'a donc relevé aucune contradiction entre la quête du bien-être individuel et celle du bien-être collectif par l'intermédiaire du marché.

Dans cette tradition, le présupposé de la rationalité économique s'est mué en un principe fondateur de la théorie économique néoclassique. Il détermine le comportement humain «normal» et est considéré comme le meilleur moyen de garantir le bon fonctionnement du marché. L'«homme économique» est censé poursuivre ses objectifs individuels de maximisation grâce à sa participation au marché concurrentiel, laquelle permet, selon la théorie, une allocation efficace des ressources et notamment la maximisation de la production nationale au coût le plus bas possible. Ces hypothèses excluent tout autre type de comportement fondé sur des objectifs différents, comme l'altruisme, la prise en compte des besoins des autres, l'art et la culture sans visées lucratives, la réciprocité et les soins dispensés aux autres. Les comportements «non égoïstes» de ce type sont perçus comme relevant du secteur non marchand, notamment de la sphère familiale et du travail domestique.

La construction des marchés nationaux et du marché global

[N]ous pouvons tracer un parallèle évident entre la construction sociale des économies de marché nationales analysées par Polanyi et le modèle néolibéral actuel caractérisé par l'expansion – en profondeur et en étendue – du marché international au-delà des frontières des États-nations. L'intensification des processus de globalisation qui s'est manifestée durant le dernier quart du XX^e siècle est sans précédent. Même si l'on évoque parfois le degré élevé de globalisation atteint par l'économie à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e, il est évident que les échanges et interconnexions internationales se sont intensifiés depuis lors. Le marché financier s'est emparé du pouvoir et donne actuellement lieu à des échanges *quotidiens* atteignant une valeur de plus de mille milliards de dollars. Cette domination s'est accompagnée d'une

transnationalisation de la production et d'une libéralisation des échanges de biens et services¹. À l'échelle nationale, ces processus ont été encouragés par de nombreux programmes gouvernementaux qui ont joué un rôle particulièrement actif dans la globalisation des économies nationales ainsi que dans celle de la vie politique, sociale et culturelle. Mais, cette fois, la construction sociale des marchés globaux a été le fait de forces nationales et internationales, par exemple dans le cas de la création des marchés communs et des zones de libre-échange. Elle s'est notamment opérée sous la pression des entreprises internationales, mais aussi par le biais des interventions d'organisations d'envergure mondiale comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, et par l'exercice d'une influence des gouvernements hégémoniques sur la politique économique de nombreux pays.

Ce même processus s'est opéré dans les pays de l'ex-Union soviétique. À partir de l'année 1989, la transition des économies planifiées vers le capitalisme de marché a nécessité des interventions étatiques de grande envergure, souvent guidées par des forces externes et des équipes techniques venues de pays capitalistes les plus avancés (Sachs 1991 ; Kotz 1995). Le marché s'est construit à une vitesse qui dépasse de beaucoup celle qui a caractérisé la transition graduelle décrite par Polanyi dans le cas des économies européennes du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. D'autre part, cette transition s'est produite dans le contexte d'une économie internationale capitaliste beaucoup plus globalisée. Ces processus de transition sont donc très similaires à ceux qu'ont connus les pays du tiers-monde, qui ont été contraints de ne pas manquer le train du marché et de la globalisation. Les exemples évoqués ci-après permettront d'aborder plus en détail certains aspects de ce processus.

En premier lieu, les États ont joué un rôle décisif dans la déréglementation du marché financier mais aussi de celui des biens et services, dans la mesure où ils ont permis l'érosion des frontières économiques entre les pays. Bien que le degré de flexibilisation varie selon les secteurs économiques, les marchés et les pays, on a pu observer, dans la quasi-totalité des pays du monde, une tendance à la diminution de l'intervention étatique dans le marché. Cette évolution a créé des tensions et déclenché l'opposition des groupes sociaux qui ont progressivement perdu les droits et prérogatives acquis dans de nombreux pays (Standing 1989 ; Tilly *et al.* 1995 ; Moghadam 1993). Dans ce contexte, les États ont souvent dû adopter l'attitude particulièrement ferme

¹ Des estimations publiées dans *The Economist* (15 novembre 1997) montrent par exemple que le volume des échanges a augmenté deux fois plus que la valeur de l'économie mondiale, qui a pourtant connu une croissance annuelle supérieure à 3 % [au cours des années 1990]. La valeur totale des biens échangés en 1996 a atteint le chiffre de 5200 milliards de dollars alors que leur valeur moyenne durant les années 1980 était d'environ 2000 milliards de dollars.

décrite par Polanyi, notamment pour contrer une opposition au démantèlement de l'État-providence dans les pays les plus avancés sur le plan économique². Dans la plupart des pays, les gouvernements ont procédé de même pour les privatisations. Parmi les pays latino-américains, seul l'Uruguay a consulté sa population par un référendum sur le processus de privatisation. Celle-ci s'est exprimée contre sa mise en œuvre.

En deuxième lieu, la création d'institutions transnationales comme l'Union européenne, l'ASEAN, le Mercosur et les différents traités de libre-échange a favorisé la globalisation des marchés régionaux pour servir les intérêts et projets des acteurs sociaux les plus susceptibles de bénéficier de ces logiques³. La globalisation s'est également opérée par l'action des gouvernements qui ont joué le rôle d'agents, notamment dans le cadre des épineuses négociations qui ont marqué la transition entre le GATT et l'Organisation mondiale du commerce (OMC) en janvier 1995. Ce processus a marqué le début d'une accélération notable de la libéralisation des échanges mondiaux. Il a également permis l'intégration, dans cette libéralisation, de nouveaux secteurs auparavant exclus du champ d'action du GATT, parmi lesquels les droits de propriété intellectuelle et les services. Comme on le sait, ces négociations ont été organisées sous la pression des pays les plus avancés sur le plan économique, et notamment sous celle des États-Unis qui ont mené le processus depuis ses débuts (Epstein *et al.* 1990 ; Arrighi 1994). Les pays du tiers-monde et de l'ex-Union soviétique, qui n'étaient membres du GATT que depuis peu, ont été contraints de prendre leur place dans cette nouvelle institution pour ne pas manquer le train de la globalisation.

En troisième lieu, nombre des politiques adoptées au niveau national pour augmenter le degré de globalisation des économies ont été inspirées, voire dictées, par des puissances extérieures. Les politiques d'ajustement structurel adoptées par de nombreuses nations du tiers-monde dès le début des années 1980 en sont une bonne illustration. Bien que ces politiques n'aient concerné que les pays qui souffraient de la lourdeur de leur dette extérieure, elles ont

² L'opposition aux politiques d'ajustement structurel s'est par exemple exprimée très fermement et très visiblement dans certains forums internationaux qui rassemblaient des chercheur-es, des organisations politiques, des groupes de femmes, etc. (Afshar et Dennis 1992 ; Benería et Feldman 1992 ; Aslanbeigui *et al.* 1994 ; Friedmann *et al.* 1996). Dans les pays dotés d'une économie plus avancée, la globalisation a donné lieu à des pressions fiscales, à une augmentation du chômage et à un affaiblissement de l'État-providence. [...]

³ Bien sûr, les forces qui ont créé et nourri ces logiques ne sont pas seulement de nature économique. Dans le cas de l'Union européenne par exemple, les objectifs politiques de cette Europe unie ont été importants pour dépasser les tensions et divisions du passé. Toutefois, la grande majorité des logiques de libéralisation des échanges et d'intégration économique ont été encouragées par le grand capital financier et industriel et par les secteurs économiques qui avaient beaucoup à gagner de l'expansion et de la déréglementation des marchés ainsi que de la libéralisation des investissements étrangers. Pour quelques exemples spécifiques, voir Epstein *et al.* (1990).

122

profondément influencé l'expansion du marché. Ce processus a été le fruit d'une multiplicité d'initiatives qui ont abouti à une augmentation du degré de globalisation de l'économie de chacun des pays concernés. Les politiques d'ajustement structurel provoquent généralement une restructuration profonde de l'économie consécutive à une période d'austérité qui affecte la grande majorité de la population. Les États doivent imposer unilatéralement ces programmes issus des accords conclus entre les gouvernements nationaux, les pays créanciers, les banques commerciales internationales et quelques organisations mondiales comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. Ces dernières fixent généralement les fameuses clauses conditionnelles qui déterminent les modalités selon lesquelles les nouveaux prêts pourront être négociés et remboursés. De manière générale, ces schémas se doublent des mesures visant à faciliter l'expansion du marché, parmi lesquelles les traditionnelles coupes dans le budget de l'État, les programmes de privatisation, la libéralisation du commerce, la suppression des contrôles relatifs aux investissements étrangers et la transformation du modèle de développement de substitution aux importations en un modèle fondé sur l'encouragement à l'exportation⁴. Dans ce cadre sont également encouragées la libéralisation du secteur financier et l'introduction de mesures réglementaires favorables à un fonctionnement optimal du marché – notamment le renforcement des droits de propriété, les réformes du secteur des entreprises ainsi que les processus de décentralisation visant à réduire l'intervention de l'État dans l'économie (Banque mondiale 1996).

Ces mesures ont parfois demandé aux gouvernements nationaux et aux institutions internationales d'agir de manière autoritaire pour imposer les conditions nécessaires à la construction d'un nouveau modèle néolibéral. Celui-ci a représenté une avancée considérable dans la construction des marchés nationaux et du marché global; Polanyi a notamment montré que ce résultat a été obtenu par des interventions délibérées – opérées par les intérêts les plus susceptibles d'en bénéficier – et imposé en l'absence de tout processus démocratique susceptible de refléter l'opinion de tous les groupes concernés. Comme le décrit le *Wall Street Journal* au sujet de l'Argentine, «les réformes ont généralement été mises en œuvre grâce à la volonté politique d'un homme fort qui a fait mille fois usage du décret présidentiel» (O'Grady 1997). Les pays de l'ex-Union soviétique ont également adopté des mesures de ce type. Dans leur cas, la «thérapie de choc» de l'ajustement structurel a été menée à bien parallèlement aux changements profonds qui se sont opérés dans les rapports socioéconomiques et les institutions suite à la transition entre la planification centralisée et le marché.

⁴ Pour des exemples, voir Cornia *et al.* (1987), Benería et Feldman (1992), Elson (1991), Sahn *et al.* (1994), Çagatay *et al.* (1996) et Benería (1996).

Dans le même temps, à l'échelle mondiale, le marché a poursuivi son expansion et le processus de «modernisation» s'est intensifié sur fond de discours triomphalistes sur le marché. Les normes et comportements associés au fonctionnement du marché se sont affirmés: la rationalité économique et la quête du profit (incarnées par les *yuppies* des années 1980), le culte de la productivité, de l'efficacité et de la croissance économique, une mise en avant inédite des comportements individualistes et concurrentiels et, enfin, l'acceptation tacite des nouvelles inégalités économiques et sociales⁵. L'hebdomadaire *The Economist*, un journal dont les analyses sont typiquement néolibérales, a érigé en symbole de cet ensemble de facteurs l'«homme de Davos»⁶, un homme qui s'est substitué au diplomate du fait de son importance et de l'influence que lui confère son pouvoir économique. Cet homme est celui qui, pendant les réunions de Davos, préfère rencontrer un Bill Gates plutôt qu'un responsable politique de haut rang qui, selon l'hebdomadaire, serait nécessairement soumis à tous les Bill Gates du monde:

Certaines personnes pensent que l'homme de Davos n'est pas très agréable; il y a bien peu de culture dans le culte de l'argent et du cadre supérieur. Mais le fait que la culture n'ait pour lui aucune importance fait partie de la beauté de cet homme... (*The Economist* 1997a)

Ainsi, nous avons constaté que, durant cette période, la société s'est progressivement transformée en un «accessoire du système économique» plutôt que l'inverse, une tendance que Polanyi avait décrite. Dans les pays en transition vers le capitalisme, ce processus s'est manifesté sous une forme particulière caractérisée par une accumulation individuelle et rapide de richesses grâce aux marchés émergents (Soros 1997).

Marché et genre

Polanyi n'a pas analysé le fait que la constitution du marché n'ait généralement pas eu les mêmes conséquences pour les hommes et pour les femmes. Dans son analyse, l'intégralité de la production d'une société de marché a

⁵ L'existence de ce sentiment est d'une évidence criante. Comme l'exprime un récent article du *New York Times*, «l'expansion du libre-échange étant déjà bien acceptée à l'échelle mondiale, les débats ne portent pas tant sur le fait de savoir si la cupidité est une bonne ou une mauvaise chose que sur les possibilités d'exercer un contrôle sur cette cupidité, sur les excès qui y sont associés et sur les conditions dans lesquelles on peut considérer un «surprofit» comme acceptable» (Hacker 1997). Pour un exemple typique de prise de position en faveur de la primauté accordée à la productivité et au marché, voir *The Economist* (1997b).

⁶ Il s'agit d'une référence à la réunion de Davos (en Suisse) à l'occasion de laquelle se rassemblent quelques milliers de participant-es qui «contrôlent nombre des gouvernements du monde et la plus grande partie de son potentiel économique et militaire» (*The Economist* 1997a).

une vocation commerciale/monétaire. Mais il n'a pas mis l'accent sur le fait qu'une grande partie de la population était impliquée dans des activités non rémunérées, et ce en parallèle au processus d'intensification des rapports marchands. Les femmes, en particulier, ont toujours accompli des tâches non rémunérées relevant de trois catégories: l'économie de subsistance (dont le travail familial dans l'agriculture d'autoconsommation), le travail domestique et le bénévolat. Malgré l'entrée progressive des femmes dans le marché du travail, il est évident qu'hommes et femmes évoluent au sein du marché et de la sphère non monétaire selon des modalités marquées par des différences de genre (Merchant 1989). Le marché est associé au public et au masculin tandis que le féminin l'est à la nature/procréation et à la prise en charge des membres de la famille, cet appariement découlant d'une logique essentialiste et non de l'influence d'une idéologie ou de constructions sociales. La littérature féministe est riche d'analyses relatives à l'influence de ces associations sur la façon dont nous comprenons les notions de «féminité» et de «masculinité» (Gilligan 1982; Bem 1993), notamment sur le thème de la conceptualisation même du marché (McCloskey 1993; Strassmann 1993). Il est donc nécessaire d'étendre l'analyse proposée par Polanyi pour y intégrer des dimensions de genre.

Les normes et attitudes associées à la production destinée aux échanges sont différentes de celles qui prévalent dans le domaine de l'autoconsommation, c'est-à-dire la production destinée à un usage personnel. Le travail non rémunéré n'est pas soumis à la pression concurrentielle du marché et peut donc être motivé par des objectifs et des valeurs autres que la quête du profit, et notamment par l'affection qui lie les membres d'une famille ou des proches, par le devoir ou par l'altruisme. Sans faire nôtres les essentialismes relatifs aux comportements des hommes et des femmes, et sachant que de nombreuses différences existent entre pays et entre cultures, nous pouvons néanmoins affirmer que les hommes et les femmes ont avec les valeurs, les comportements et les normes dominantes des rapports différents (England 1993; Ferber et Nelson 1993). L'abondante littérature sur ce thème a permis d'analyser la propension des femmes à se consacrer à des activités qui leur demandent de prendre soin des autres à titre gratuit ou en contrepartie d'une rémunération peu élevée (Folbre 1994; Folbre et Weisskopf 1996). Un rapport publié par le groupe de travail de l'OCDE sur le secteur des services a montré que la proportion de femmes parmi les personnes occupant des emplois rémunérés dans le domaine du *care* atteint le chiffre astronomique de 95 % (Christopherson 1997).

Dans les sociétés contemporaines, les femmes accomplissent une grande partie des activités non rémunérées. Selon les «estimations approximatives» du Programme des Nations unies pour le développement, les activités non

rémunérées représenteraient un montant total de 16 000 milliards de dollars – soit environ 70 % des 23 000 milliards du PIB mondial – si elles étaient rétribuées au niveau des salaires en vigueur (PNUD 1995). Le travail des femmes représente 11 000 de ces 16 000 milliards. Il est sans doute difficile de comparer le travail rémunéré et le travail non rémunéré dans la mesure où leur degré de productivité peut dépendre de l'absence ou de l'existence de la pression concurrentielle du marché⁷. Mais ces estimations ne fournissent qu'une indication approximative de la contribution du travail non rémunéré au bien-être social (Barrig 1996 ; Friedmann *et al.* 1996).

Les femmes ne sont évidemment pas les seules à prendre part aux activités non rémunérées. Inversement, le travail rémunéré n'est pas le fait exclusif des hommes. Mais les données du PNUD – et celles émanant d'autres institutions de ce type – décrivent comme un fait indéniable la prédominance des femmes dans les activités qui se situent en dehors du marché. Les principes de réciprocité et de distribution décrits par Polanyi dans les sociétés précapitalistes ne sont pas soumis aux règles de la rationalité économique « maximisante » propre au marché. Ils sont principalement fondés sur les normes édictées par la tradition, la religion et les conventions relatives aux règles de conduite. Dans les économies de subsistance, la production est majoritairement destinée à l'autoconsommation et ne s'inscrit donc pas dans une recherche de profit monétaire. Les sociétés contemporaines abritent elles aussi des comportements « non maximisants » : de nombreuses personnes prennent part à des activités solidaires, accomplissent différents types de travaux bénévoles et agissent conformément à l'idéalisme associatif qui caractérise nombre d'activités artistiques et littéraires. Le bénévolat est souvent motivé par une volonté de contribuer au bien-être collectif et par un sentiment de responsabilité sociale. Il peut aussi être le fruit d'une affiliation politique ou religieuse. Le travail artistique, quant à lui, relève d'un sentiment esthétique ou d'un élan créatif qui peuvent ou non être associés à une valeur monétaire. Polanyi considère que, dans la pratique, le comportement fondé sur la rationalité économique est une hypothèse non réalisable qui a déclenché cette « grande transformation » incarnée par les mouvements d'opposition à la logique du marché.

⁷ Si cette comparaison est difficile à établir, il ne faut pas en déduire qu'il s'agit d'une tâche irréalisable. Nancy Folbre (1982) a par exemple montré que le travail domestique peut être comparé au travail rémunéré dans la mesure où il est lui aussi indirectement soumis à des pressions, notamment aux impératifs de la subsistance familiale, qui exigent un degré minimal de productivité. Dans tous les cas, des progrès considérables ont été accomplis durant ces vingt dernières années dans l'analyse du lien qui unit ces deux formes de travail, grâce à des initiatives visant à comptabiliser les apports économiques des activités non rémunérées (Benería 1992).

À l'heure actuelle, de nombreux-euses économistes féministes œuvrent à la résurrection de ce thème en se demandant si la rationalité économique prévaut effectivement dans le comportement humain au degré que présuppose la théorie économique orthodoxe. Parallèlement, ces travaux soulignent la nécessité d'élaborer des modèles alternatifs de comportement solidaire qui seraient fondés sur l'idée d'un bien-être social lié au collectif plus qu'à l'individuel, et qui viendraient se substituer au comportement concurrentiel (Strober 1994). D'autres auteur-es ont remis en cause les présupposés néoclassiques en montrant qu'ils reposent sur la vision hobbesienne de l'individu en quête de la satisfaction de ses intérêts personnels et en défendant l'idée que les nombreuses exceptions observées laissent penser que les comportements individuels et collectifs obéissent à un faisceau complexe de dynamiques souvent contradictoires (Marwell et Ames 1981; Carter et Irons 1991; Frank 1993). Ainsi, les hypothèses néoclassiques semblent contredire les «expériences réellement vécues de décisions économiques prises sans intention de satisfaire un intérêt individualiste» (Seguino *et al.* 1996).

Dans une perspective de genre, certain-es auteur-es ont souligné le fait que les femmes adoptent très souvent des comportements de ce type (Guyer 1980; Gilligan 1982; Benería et Roldán 1987). Dans une étude visant à comparer le comportement d'étudiant-es économistes et non économistes, Seguino, Stevens et Lutz (1996) ont identifié des différences entre les deux groupes observés – les étudiant-es en économie ayant plus nettement intégré les principes de l'«homme économique» dans leurs valeurs – mais aussi des différences de genre. «Les structures sociales qui façonnent nos préférences semblent différer selon le genre; les femmes sont plus susceptibles que les hommes d'adopter un comportement adapté à la résolution de problèmes et à la satisfaction de besoins relevant des sphères extérieures et publiques» (Seguino *et al.* 1997, 15). D'autres travaux mettent l'accent sur le processus par lequel les codes et identités sociales se construisent «dans les niveaux cognitifs les plus profonds de l'interaction sociale» – et remettent donc en question la validité des présupposés statiques de la théorie économique sur les goûts et les préférences (Cornwall 1997). Ainsi, les codes sociaux et les préférences individuelles semblent résulter de processus historiques en constante évolution.

Défendue par certaines économistes féministes, l'idée selon laquelle les modèles individualistes fondés sur le libre choix (*free choice*) ne sont pas adaptés aux questions relatives aux rapports de dépendance/interdépendance, à la tradition ou au pouvoir (Ferber et Nelson 1993) est particulièrement pertinente pour l'analyse des cultures au sein desquelles les comportements individualistes et axés sur le marché sont plus une exception

qu'une norme. Cette configuration a fréquemment été observée dans les pays du tiers-monde auxquels le modèle néolibéral a été imposé depuis peu (Stein 1995). L'analyse féministe a souligné le fait que la théorie néoclassique est fondée sur un « modèle d'auto-séparation » (*separate self model*) qui définit l'utilité comme une notion subjective détachée de tout lien affectif. Comme l'observe Paula England, ce modèle repose sur l'hypothèse de l'existence de l'individu égoïste, puisque « la connexion de type émotionnel donne naissance à la compréhension, à l'altruisme et à une forme subjective de solidarité sociale » (England 1993). Ainsi, si l'on admet que les femmes créent des liens émotionnels plus forts que ceux qu'entretient l'« homme rationnel » – notamment parce qu'elles jouent un rôle prédominant dans la prise en charge des enfants et de la famille –, on peut dire que le modèle d'auto-séparation est de caractère androcentrique. De même, dans la mesure où il incarne l'individualisme du monde occidental, ce modèle souffre d'un biais individualiste qui le rend inapplicable dans les pays de culture différente. L'analyse économique évoque très peu les modèles alternatifs de comportement et l'importance qu'ils peuvent revêtir pour les diverses formes d'organisation sociale.

Dans de nombreux pays, la globalisation que nous connaissons actuellement a commencé à prendre forme pendant une période de croissance graduelle et inédite de la participation des femmes au marché du travail. La littérature portant sur ce thème a analysé le processus de féminisation de la population active rémunérée et le rôle des femmes dans la production destinée au marché global⁸. Durant le dernier quart du XX^e siècle, nous avons assisté à la constitution rapide d'une main-d'œuvre féminine, souvent active dans les secteurs des services et de la production destinée à l'exportation, notamment dans les pays où la participation des femmes au marché du travail rémunéré n'était auparavant pas acceptable (Pyle 1983; Hein 1986; Ong 1987; Feldman 1992). Parallèlement, le mouvement des femmes et sa lutte en faveur de l'égalité de genre ont contribué à l'amplification de cette tendance en soulignant l'importance de l'autonomie économique et du pouvoir de décision des femmes dans cette quête d'égalité⁹.

⁸ La littérature sur ce thème est abondante. Voir par exemple Anker et Hein (1986); Benería et Roldán (1987); Joeke (1987); Ong (1987); Standing (1989); Çagatay et Berik (1990); Çagatay et Ozler (1995); Elson (1991); Blumberg *et al.* (1995).

⁹ Il convient de signaler que les pays de l'ex-Union soviétique constituent un ensemble spécifique à cet égard. La transition vers une économie de marché plus privatisée a réduit les possibilités offertes aux femmes de trouver un emploi. Nombre des services publics qui facilitaient leur participation au marché du travail rémunéré ont disparu ou ont été privatisés et, souvent au sein même des entreprises dans lesquelles elles travaillaient, l'emploi des femmes est devenu plus cher malgré leurs bas salaires. En outre, durant cette transition, certains emplois auparavant « féminins » se sont « masculinisés » en se dotant d'un nouveau prestige social (par exemple dans le secteur financier). À cela est venue s'ajouter une nouvelle idéologie prônant le retour des femmes dans la sphère domestique, une idéologie

128

Dans ce contexte, nous pouvons nous interroger sur l'effet de la participation au marché sur les comportements individuels en posant plus spécifiquement les questions suivantes. Quel est l'effet de cette participation sur les femmes à mesure que diminue l'intensité de leur implication dans la sphère domestique ? Pourrait-elle provoquer une adoption progressive, par les femmes, de la rationalité de l'« homme économique », et donc d'un comportement plus égoïste et moins axé sur le bien-être des autres ? Est-il possible que le marché fasse disparaître ce que certain-es philosophes ont baptisé « la connaissance propre aux femmes » (*women's ways of knowing*) ? Les réponses à ces questions ne sont ni simples ni évidentes. En premier lieu, si l'on adopte une vision non essentialiste de la différence de genre, on suppose que le changement social a un impact sur les constructions de genre ; à mesure que se consolide la participation des femmes au marché du travail, il est possible que celles-ci voient leurs aspirations et objectifs évoluer et qu'elles adoptent des comportements jusqu'à présent plus fréquents chez les hommes. En second lieu, nous verrons aussi que les réponses à ces questions sont marquées par une certaine ambiguïté qui vient s'ajouter aux tensions et contradictions qui les caractérisent. Cette ambiguïté repose sur différents facteurs, dont certains sont de nature historique et culturelle. Le marché est par exemple susceptible d'avoir des conséquences positives, notamment quand il contribue à mettre à bas les traditions patriarcales qui entravent les libertés individuelles (les mariages arrangés par les parents, la dépendance et la subordination des épouses privées de ressources propres, etc.).

Le discours féministe peut lui aussi laisser transparaître cette ambiguïté, par exemple quand il définit l'égalité de genre comme un objectif clé dont l'une des composantes importantes est l'obtention d'un accès égal à la sphère publique. On suppose donc souvent que les femmes peuvent accomplir les mêmes tâches que les hommes sur le marché du travail. Mais, par ailleurs, l'analyse féministe met l'accent sur des questions relatives à la « différence » entre les genres, ou plus précisément sur la préservation de cette différence. Carol Gilligan a par exemple souligné le fait que « les modes de compréhension des rapports humains diffèrent chez les hommes et chez les femmes » et « naissent d'un contexte social dans lequel les rapports de pouvoir et les hiérarchies sociales se mêlent à la biologie pour donner forme aux expériences de vie des femmes et des hommes ainsi qu'aux rapports qu'ils entretiennent » (Gilligan 1982, 2). Si l'on a critiqué Gilligan pour ses accents essentialistes, il est indéniable que l'une des questions clés du féminisme porte sur l'équilibre à trouver entre l'importance de la « différence » et les visées égalitaires, ainsi que sur les possibilités de préserver les caractéristiques de

dont les origines remontent à l'époque de la *perestroïka*. Pour plus d'informations, voir Bridger, Kay et Pinnick (1996) ainsi que différents articles de Açar et Ayata (2000).

genre qui contribuent au bien-être individuel, familial et social sans perpétuer les inégalités de pouvoir¹⁰.

L'approche essentialiste des différences de genre peut être périlleuse, notamment dans le cas fréquent où l'on fait usage de conceptions dualistes pour idéaliser par exemple la « bonté » et la supériorité féminine par opposition à un masculin contraire¹¹. Il convient également de se poser les questions suivantes. Dans quelle mesure est-il nécessaire de faire perdurer et de diffuser parmi les femmes et les hommes la « manière de voir et d'agir » des femmes ? Et en quoi cette tentative est-elle susceptible de contribuer à la transformation de nos concepts théoriques et de nos objectifs et pratiques sociales ? La prochaine section aborde précisément ce thème.

Au-delà de l'intérêt personnel ?

Je n'ai pas besoin d'argent. Ce que je veux, c'est qu'ils nous rendent la couleur du fleuve. Silas Natkime, fils du chef Waa Vabley, Irian Jaya, Indonésie (Shari 1995)

Cette citation affirme clairement qu'un fleuve non contaminé a plus de valeur que l'argent. À bien des égards, elle synthétise les dilemmes du développement et exprime une préférence individuelle pour l'écologie plutôt que pour l'économie. Cette phrase peut aussi être interprétée comme une réaction aux effets de contamination du marché. Pour revenir à Polanyi, sa

¹⁰ Les trois programmes académiques de l'université Cornell au sein desquels j'ai enseigné, et qui étaient traditionnellement destinés aux professionnel·les des services publics – soins infirmiers, assistance sociale et enseignement primaire –, ont récemment disparu, ce qui témoigne d'une perte d'intérêt des étudiant·es et de l'université pour ces spécialisations. Ces professions sont nées d'un prolongement des responsabilités domestiques des femmes ; au début du XX^e siècle, alors que le taux de participation des femmes au marché du travail augmentait, ces professions étaient considérées comme « féminines », et donc comme adaptées aux femmes. Comme on le sait, les salaires proposés en contrepartie de ces activités étaient moins élevés que ceux des professions « masculines ». Mais, durant le dernier quart de siècle, à mesure que se développait le mouvement féministe et que s'intensifiaient les critiques adressées à cette ségrégation professionnelle, ces professions ont été associées aux stéréotypes caractéristiques de la fin du XIX^e siècle et d'une grande partie du XX^e. Il est intéressant de noter qu'un groupe d'étudiantes de l'université a remis en cause la suppression de ces programmes en déplorant le fait que, « précisément en cette période où les maître·esses d'école et infirmier·ères enthousiastes et compétent·es étaient trop peu nombreux·euses, l'université fasse en sorte que les étudiant·es les plus brillant·es n'envisagent pas ces carrières professionnelles » (Harris 1997). Elles ont également souligné que, « bien que le fait d'encourager les femmes à embrasser des professions considérées comme masculines soit un progrès, le fait de les dissuader de s'engager dans des professions considérées comme féminines constitue un recul », que ces auteures attribuent à une certaine rhétorique féministe qui dévalorise « les qualités féminines » et par-dessus tout la capacité à prendre soin des autres. J'ai choisi de développer cet exemple pour illustrer les tensions et contradictions que j'ai évoquées.

¹¹ De nombreuses prises de position écoféministes attestent de cette tendance. Voir Agarwal (1991) pour une critique féministe de cette littérature.

critique de la société de marché est axée sur le fait que celui-ci fonctionne grâce à un intérêt autocentré et provoque des «pressions disruptives» ainsi que «différents symptômes de déséquilibre» parmi lesquels le chômage, les inégalités de classe, les «tensions relatives aux échanges» et les «rivalités impérialistes». Il conviendrait également d'ajouter à cette liste la détérioration de l'environnement, un phénomène qui, selon Polanyi, est à l'origine de la pression qui a donné naissance au fascisme né de «l'impasse à laquelle mène le capitalisme libéral». L'autre voie, celle du socialisme, est définie ainsi par Polanyi : «la propension inhérente d'une civilisation industrielle au dépassement du marché autorégulé par une subordination de ce marché à une société démocratique» (Polanyi 1957, 234).

130
.....

Selon Polanyi, cette tendance a rendu nécessaire la planification ainsi que les différentes formes d'intervention étatique dans la vie économique et sociale visant à contrer non seulement les effets néfastes du marché mais aussi la primauté des intérêts économiques sur les autres aspects de la vie sociale et politique. Cette question ne relève pas seulement de l'analyse d'un passé révolu. Témoins de l'expansion du marché global en cette fin de XX^e siècle, nous voyons ces tensions réapparaître, alors que le marché produit une quantité inédite de biens et services sans toutefois être capable d'absorber une grande partie de la main-d'œuvre au chômage. Simultanément, la nouvelle accumulation de richesse à l'échelle globale accroît les inégalités sociales et le marché détruit les formes traditionnelles d'organisation sociale dans de nombreux pays (CEPAL 1995 ; PNUD 1996). La grave crise économique que connaissent actuellement les pays asiatiques en est une autre illustration. Ainsi, cinquante ans après la publication de *La Grande transformation*, le cri d'alarme lancé par Polanyi en faveur d'une subordination du marché aux priorités établies par une société véritablement démocratique est toujours d'actualité.

Pour revenir aux questions de genre, nous devons nous demander dans quelle mesure les femmes et le féminisme sont susceptibles de contribuer à l'élaboration des solutions qui nous mèneront vers un développement humain qui ne relèverait pas uniquement de l'économie. En réalité, le mouvement féministe postérieur à Polanyi pourrait être perçu comme l'une des formes les plus récentes de réaction à de nombreux aspects du marché et, par conséquent, comme une partie de la «grande transformation» qui serait à la fois axée sur les inégalités de genre et liée à d'autres questions sociales. Nous devons apporter des réponses aux questions suivantes. Nous serait-il possible d'utiliser des modèles alternatifs inspirés du féminisme pour construire de nouvelles sociétés ? À mesure que les femmes entrent dans le marché et la vie publique, sont-elles susceptibles d'y introduire des valeurs différentes ? Si la «différence» perdure, peut-elle inspirer un changement social progressiste ?

L'exemple qui suit montre que les réponses à ces questions sont multiples et à l'origine de diverses tensions.

Dans un article du *New York Times* paru le 17 septembre 1996, Carol Travis aborde le thème des différences entre hommes et femmes dans le contexte des élections nord-américaines de 1996. Elle se demande pourquoi les femmes sont en majorité favorables au président Clinton alors que les hommes semblent davantage séduits par le sénateur Dole, le candidat républicain. Selon l'auteure, les conservateurs expliquent cette situation principalement par le fait que les femmes sont plus sentimentales que les hommes, mais aussi moins portées vers les comportements à risque et la concurrence. Elles tendraient donc à ne pas apprécier le marché et la libre concurrence qui lui est associée. Ensuite, toujours selon Travis, les conservateurs estiment que le parti démocrate s'est «féminisé», cette critique étant assénée «comme s'il s'agissait de la pire accusation possible». Par ailleurs, les libéraux pensent que les femmes votent pour le parti démocrate «non parce qu'elles se laissent submerger par leurs émotions, mais parce qu'il s'agit du parti le plus susceptible d'aider les pauvres et les plus faibles». Cet article est particulièrement intéressant parce que son auteure s'efforce de montrer que les femmes ne sont ni sentimentales ni irrationnelles : elles votent pour le parti démocrate parce qu'il «sert leurs intérêts». Travis démontre donc que les femmes raisonnent de la même façon que les hommes et qu'elles adoptent le comportement de la «femme économique», une attitude qu'elles considèrent comme «rationnelle». Ainsi, si l'explication conservatrice du vote des femmes est fondée sur une différence de genre – vue comme obsolète et propre à une société antérieure au marché –, la version libérale repose également sur une forme d'inégalité entre hommes et femmes, notamment dans leur comportement face au marché. Pour les conservateurs comme pour le féminisme libéral de Travis, la rationalité économique associée au marché est supérieure à la perception non marchande du bien-être.

Il serait possible d'expliquer le vote des femmes d'une autre manière, en affirmant par exemple qu'il repose en réalité sur des modalités différentes d'évaluation des besoins sociaux, du bien-être humain et de la politique. Ce comportement pourrait ne pas être défini comme obsolète et irrationnel, mais au contraire comme une source d'inspiration pour la recherche de formes alternatives d'organisation sociale fondées sur les modèles conceptuels non hégémoniques. Pour ce faire, il conviendrait de ne pas définir les objectifs de «l'homme économique rationnel» comme une norme désirée par tous et toutes, ce qui ne suppose pas nécessairement que le marché perde sa qualité d'outil d'organisation de la production et de la distribution des biens et services. Pour reprendre les termes utilisés par Polanyi, «la fin de la société de marché ne signifie en aucun cas l'absence de marchés» (Polanyi 1957,

252). Elle suppose toutefois la subordination du marché à des priorités démocratiquement établies. Il s'agit de placer l'activité économique au service du développement humain, et pas l'inverse, dans le but de créer un avenir dans lequel la productivité et l'efficacité ne seraient prioritaires que dans la mesure où elles contribueraient au bien-être collectif. Cela signifie par exemple que les questions relatives à la répartition des richesses, aux inégalités, à l'éthique, à la dignité humaine, à l'environnement ainsi qu'à la nature même de l'épanouissement individuel, du développement humain et du changement social doivent impérativement occuper une place centrale dans nos priorités. Ce projet nécessite également la transformation de nos schémas théoriques et la re-conceptualisation des modèles conventionnels et de leurs implications pratiques. Comme le dit Elizabeth Minnich (1990, 151):

Derrière chaque schéma théorique admis se dissimulent les définitions et délimitations établies par les personnes qui détiennent le pouvoir. Pour être en désaccord avec ces limites ou définitions, il faut tout d'abord les comprendre; ne pas les accepter vous relègue à la marge et vous exclut des débats; les rejeter vous classe parmi les fous, les hérétiques et les personnes dangereuses.

Les définitions, les délimitations et le pouvoir sont marqués par une spécificité historique. Dans les sociétés de l'ex-Union soviétique, la transition a provoqué un processus de changement particulièrement fluide et rapide, au cours duquel les schémas antérieurs ont été remplacés par un nouveau système hégémonique lié au marché. Les effets néfastes de ce système sur la vie des femmes ont conduit à une remise en question de la capacité du marché à favoriser l'avènement de l'égalité de genre. Polanyi pensait que «le fait de dépasser l'économie de marché serait susceptible de donner naissance à une période de liberté sans précédent... une liberté fondée sur le loisir et la sécurité qu'une société industrielle pourrait offrir à toute sa population» (Polanyi 1957, 256). Cette phrase a été écrite dans les années 1950, à une époque où il était difficile d'imaginer les problèmes que créerait l'intervention étatique dans de nombreux pays. Pourtant, elle est toujours d'actualité et nous devons encore trouver le moyen de placer l'activité économique – et le marché – au service du bien-être collectif. Pour reprendre les mots de Polanyi, «ce projet ne peut triompher s'il n'est pas fondé sur une vision de l'humanité et de la société bien différente de celle que nous avons héritée de la société de marché» (Polanyi 1947, 117). Mais ce projet devra en outre, comme le démontre cet article, s'inspirer des critiques féministes émises à l'encontre de cette société¹².

¹² Benería, L. 1998. La construcción del mercado global y la «diferencia» de género. *Mientras Tanto*. 71: 81-101. Hiver. Barcelone: Icaria Editorial.

Traduit de l'espagnol par Aurélie Cailleaud

Références bibliographiques

- Açar, F. et A. Ayata (Eds.). 2000. *Gender and identity construction : Women of Central Asia, the Caucasus and Turkey*. Leiden : Brill.
- Afshar, H. et C. Dennis (Eds.). 1992. *Women and adjustment policies in the Third World*. Basingstoke : Macmillan.
- Agarwal, B. 1991. Engendering the environmental debate : lessons from the Indian subcontinent. *CASID Distinguished Speakers Series*. 8. Michigan State University.
- Anker, R. et C. Hein (Eds.). 1986. *Sex inequalities in urban employment in the Third World*. New York : St. Martin's Press.
- Arrighi, G. 1994. *The long twentieth century*. Londres : Verso.
- Aslanbeigui, N., S. Pressman et G. Summerfield (Eds.). 1994. *Women in the age of economic transformation*. Londres : Routledge.
- Banque mondiale. 1996. *From plan to market*. Rapport annuel.
- Barrig, M. 1996. Women, collective kitchens and the crisis of the state in Peru. In *Emergences : women's struggle for livelihood in Latin America*. (Eds.) J. Friedmann, R. Abers et L. Autler. Los Angeles : UCLA Latin American Center Publications, University of California.
- Bem, S. L. 1993. *The lenses of gender. Transforming the debate on sexual inequality*. New Haven : Yale University Press.
- Benería, L. 1992. Accounting for women's work : the progress of two decades. *World Development*. 20(11) : 1547-1560.
- . 1996. The legacy of structural adjustment in Latin America. In *Economic restructuring in the Americas*. (Eds.) L. Benería et M. J. Dudley. Ithaca ; New York : Cornell University/Latin American Studies Program.
- Benería, L. et S. Feldman. 1992. *Unequal burden. Economic crises, persistent poverty and women's work*. Boulder : Westview Press.
- Benería, L. et M. Roldán. 1987. *La encrucijada de clase y género : subcontratación, trabajo a domicilio y la dinámica de la unidad doméstica*. Mexico : Siglo XXI Editores.
- Blumberg, R. L., C. Rakowski, I. Tinker et M. Monteon (Eds.). 1995. *EnGendering wealth and well-being. Empowerment for global change*. Boulder : Westview Press.
- Bridger, S., R. Kay et K. Pinnick. 1996. *No more heroines ? Russia, women and the market*. Londres : Routledge.
- Carter, J. R. et M. D. Irons. 1991. Are economists different, and if so, why ? *Journal of Economic Perspectives*. 5 : 171-177.
- Çagatay, N., D. Elson et C. Grown. 1996. Introduction. *World Development*. 23(11) : 1827-1836.
- Çagatay, N. et S. Ozler. 1995. Feminization of the labor force : the effects of long term development and structural adjustment. *World Development*. 23(11) : 1883-1894.

- Çagatay, N. et G. Berik. 1990. Transition to export-led growth in Turkey: is there a feminization of employment? *Review Of Radical Political Economics*. 22 (1).
- CEPAL (Comisión Económica para América Latina y el Caribe). 1995. *Panorama social de América Latina*. Santiago de Chile.
- Cornia, G. A., R. Jolly et F. Stewart (Eds.). 1987. *Adjustment with a human face*. Vol. 1. Oxford: Clarendon Press.
- Cornwall, R. 1997. Deconstructing silence: the queer political economy of the social articulation of desire. *Review of Radical Political Economic*. 29(1): 1-130.
- Christopherson, S. 1997. The caring gap for caring workers. The restructuring of care and the status of women in the OECD countries. Communication présentée dans le cadre de l'atelier intitulé Revue de l'État-providence: perspectives féministes sur les États-Unis et l'Europe. Cornell University, 3-5 octobre.
- Elson, D. (Ed.). 1991. *Male bias in the development process*. Manchester: Manchester University Press.
- England, P. 1993. The separative self: androcentric bias in neoclassical assumptions. In *Beyond economic man. Feminist theory and economics*. (Eds) M. Ferber et J. Nelson. Chicago: University of Chicago Press.
- Epstein, G., J. Graham et J. Nembhard (Eds.). 1990. *Creating a new world economy*. Philadelphie: Temple University Press.
- Feldman, S. 1992. Crisis, Islam and gender in Bangladesh: the social construction of a female labor force. In *Unequal burden. Economic crises, persistent poverty and women's work*. L. Benería et S. Feldman. Boulder: Westview Press.
- Ferber, M. et J. Nelson. 1993. *Beyond economic man. Feminist theory and economics*. Chicago: University of Chicago Press.
- Folbre, N. 1982. Exploitation comes home: a critique of the marxian theory of family labor. *Cambridge Journal of Economics*. 6(4): 317-329.
- . 1994. *Who pays for the kids? Gender and the structures of constraint*. Londres: Routledge.
- Folbre, N. et T. Weisskopf. 1996. Did father know best? Families, markets, and the supply of caring labor. Communication présentée dans le cadre du congrès sur l'économie, les valeurs et l'organisation. Yale University. 19-21 avril.
- Frank, R., T. Golovich et D. Regan. 1993. Does studying economics inhibit cooperation? *Journal of Economic Perspectives*. 7(2): 159-171.
- Friedmann, J., R. Abers et L. Autler (Eds.). 1996: *Emergences: women's struggles for livelihood in Latin America*. Los Angeles: UCLA Latin American Center.
- Gilligan, C. 1982. *In a different voice*. Cambridge: Harvard University Press.

- Guyer, J. 1980. Households, budgets and women's incomes. Working Papers. (28). Boston University. Africana Studies Center.
- Hacker, A. 1997. Good or bad, greed is often beside the point. *The New York Times*. 8 juin.
- Harris, R. 1997. Where have all the majors gone? *Athena*. Printemps: 18-19.
- Hein, C. 1986. The feminization of industrial employment in Mauritius: a case of sex segregation. In *Sex inequalities in urban employment in the Third World*. R. Anker et C. Hein (Eds.). New York: St. Martin's Press.
- Joekes, S. 1987. *Women in the world economy*. New York: Oxford University Press.
- Kotz, D. 1995. Lessons for a future socialism from the Soviet collapse. *Review of Radical Political Economics*. 27(3): 1-11.
- Marwell, G. et R. E. Ames. 1981. Economists free ride. Does anyone else? (Experiments in the provision of public goods). *Journal of Public Economics*. 15(3): 295-310.
- McCloskey, D. 1993. Some consequences of a conjunctive economics. In *Beyond economic man: feminism and economics*. (Eds.) M. Ferber et J. Nelson. Chicago: University of Chicago Press.
- Merchant, C. 1989. *The death of nature. Women, ecology and the scientific revolution*, San Francisco: Harper and Row Publishers.
- Minnich, E. K. 1990. *Transforming knowledge*. Philadelphie: Temple University Press.
- Moghadam, V. 1993. *Democratic reform and the position of women in transitional economies*. Oxford: Clarendon Press.
- O'Grady, M. A. 1997. Don't blame the free market for Argentina's woes. *The Wall Street Journal*. 30 mai.
- Ong, A. 1987. *Spirits of resistance and capitalist discipline: women factory workers in Malaysia*. Albany: SUNY Press.
- PNUD (Programme des Nations unies pour le développement). 1995. *Informe sobre el Desarrollo Humano*. New York: Oxford University Press.
- . 1996. *Informe sobre el Desarrollo Humano*. New York: Oxford University Press.
- Polayi, K. 1947. Our obsolete market mentality. *Commentary*. 3(2): 109-117.
- . 1957. *The Great Transformation*. Boston: Beacon Press.
- Pyle, J. L. 1983. Export-led development and the underemployment of women: the impact of discriminatory employment policy in the Republic of Ireland. In *Women, men and the new international division of labor*. (Eds.) J. Nask et M. P. Fernández-Kelly. Albany: SUNY Press.

- Sachs, J. 1991. *The economic transformation of Eastern Europe: the case of Poland*. Memphis: P. K. Seidman Foundation.
- Sahn, D., P. Dorosh et S. Younger. 1994. Economic reform in Africa: a foundation for poverty alleviation. Working Paper 72. Cornell Food and Nutrition Policy Program. Septembre.
- Seguino, S., T. Stevens et M. Lutz. 1996. Gender and cooperative behavior: economic man rides alone. *Feminist Economics*. 2(1): 195-223.
- Shari, M. 1995. Gold rush in New Guinea. *Business Week*. 20 novembre.
- Soros, G. 1997. The capitalist thread. *Atlantic Monthly*. Février: 45-58.
- Standing, G. 1989. Global feminization through flexible labor. *World Development*. 17(7): 1077-1095.
- Strassmann, D. 1993. Not a free market: the rhetoric of disciplinary authority in economics. In *Beyond economic man: feminism and economics*. (Eds.) M. Ferber et J. Nelson. Chicago: University of Chicago Press.
- Strober, M. H. 1994. Rethinking economics through a feminist lens. *American Economic Review*. 84(2): 143-147.
- . 1997a. In praise of Davos Man. 2 janvier.
- . 1997b. The future of the State. A survey of the world economy. 20 septembre.
- Tilly, C., I. Wallerstein, A. Zolberg, E. J. Hobsbawm et L. Benería. 1995. Scholarly controversy: global flows of labor and capital. *International Labor and Working-Class History*. 47: 1-55.

Richesse oubliée : tissu et production des femmes dans le Pacifique

137

..... Annette B. Weiner*

Les femmes productrices de richesse dans les Îles Trobriand¹

En 1971, dès les premiers jours de ma recherche de terrain à Kiriwina, l'une des îles de l'archipel des Trobriand en Papouasie-Nouvelle-Guinée, j'ai découvert que les femmes produisaient une forme de richesse – les objets élaborés à partir de fibres de bananier – et en contrôlaient la distribution. En 1980, j'ai entrepris un travail de terrain dans les Samoa occidentales pour savoir s'il était possible que la richesse des femmes de Kiriwina ne constitue pas un phénomène isolé. Mon intuition s'est avérée juste. À partir de feuilles de *pandanus* ornées de plumes, les femmes y fabriquent en effet une forme particulière de richesse dotée, encore aujourd'hui, d'une valeur économique et politique particulière. Ces découvertes m'ont amenée à réexaminer les points de vue généralement admis sur les rapports qui lient production des femmes et division du travail.

* Anthropologue

¹ La présente recherche a été financée par la Fondation John Simon Guggenheim. J'avais rédigé une première version de cet article alors que j'étais membre de l'Institute for Advanced Study de Princeton. Une version plus étoffée a été publiée dans *Les Annales* (Weiner 1982). Je remercie ces deux institutions pour leur soutien, ainsi que les gouvernements nationaux des Samoa Occidentales et de Papouasie-Nouvelle-Guinée, sans qui il ne m'aurait pas été possible de mener à bien cette recherche. Je dois beaucoup aux habitant-e-s des Trobriand et de Samoa qui m'ont généreusement offert leur temps et leur intérêt. Je remercie également la Fondation Wenner-Gren pour la recherche anthropologique pour le soutien qu'elle a apporté à la conférence pour laquelle ce travail a été originellement écrit et pour les échanges stimulants qui s'y sont déroulés.

Après toutes les réévaluations et tous les retours sur les analyses classiques développées par Bronislaw Malinowski dans ses études sur les Trobriand, qui aurait pensé que les femmes de Kiriwina puissent posséder une quelconque richesse économique ? Selon la théorie des échanges, seuls les hommes sont impliqués dans des rapports de réciprocité – impliquant des objets de valeur importants. Si les hommes auprès de qui nous menons nos enquêtes ne décrivent pas les feuilles de bananier comme une richesse, nous, ethnographes, sommes conforté-es dans l'utilisation de nos modèles d'échanges entre hommes. L'histoire anthropologique de l'ethnographie des Trobriand montre à quel point il est facile d'ignorer une forme primordiale de richesse. Le fait que celle-ci soit produite par des femmes a certainement constitué l'une des principales raisons de son absence dans la littérature ethnographique. Mais il est tout aussi important de noter qu'un objet physique de richesse se présentant sous la forme de fibres peut ne pas être identifié comme culturellement significatif par un regard extérieur, même par celui d'un ou d'une anthropologue dûment formé-e. Malinowski et d'autres chercheur-euses ont sans doute été plus impressionnés par le *kula* – le système d'échanges de coquillages entre hommes – que par les fragiles bouquets de feuilles de bananier distribués par les femmes après la mort d'un individu. On peut facilement imaginer pourquoi Malinowski ou Harry Powell (qui a mené des recherches de terrain aux Trobriand en 1950) n'ont pas évoqué la richesse des femmes dans leurs écrits, alors même qu'ils avaient tous les deux assisté à ces distributions de bouquets (Weiner 1976).

À présent que le rôle des femmes de Kiriwina et de leur production de bouquets de feuilles de bananier a trouvé sa place dans le corpus ethnographique, la question de la richesse oubliée ne mérite plus que l'on s'y attarde. Mais un autre problème demeure entier. Étant donné que les femmes produisent une forme de richesse primaire, comment le pouvoir qu'elles détiennent peut-il être défini en regard de celui des hommes et du pouvoir politique ?

La littérature ethnographique classique sur les Trobriand nous restitue l'image d'une société dans laquelle les hommes produisent les ignames, la principale source de nourriture mais aussi le principal outil d'échange entre membres de la famille élargie ainsi qu'entre les chefs et leurs subordonnés. Certains hommes, notamment les chefs, participent également au réseau de partenaires installés à l'étranger sur lequel reposent les échanges de bracelets contre des colliers de coquillages. Ni les femmes ni leur production ne se sont jamais vu accorder une place centrale dans l'une ou l'autre de ces activités. Nous savons désormais que les femmes de Kiriwina produisent et contrôlent leur propre richesse, celle-ci étant directement reliée à la production d'ignames par les hommes et susceptible d'influencer l'accumulation de richesse par ces derniers (Weiner 1976 ; 1980a). Toutefois, malgré l'exis-

tence de cette richesse propre, les femmes ne participent pas à la vie politique de la même façon que les hommes. Elles ne deviennent pas cheffes, bien que cela n'ait peut-être pas toujours été le cas², et ne participent pas non plus aux débats publics formels relatifs au contrôle et à la propriété des terres. Les femmes de Kiriwina ne prennent pas part aux expéditions maritimes qui donnent lieu aux transactions du *kula*. Pourtant, leur richesse est intimement liée à ces événements et à ces statuts (Weiner 1983a).

Nombre de féministes ne verraient dans le cas des femmes de Kiriwina qu'une énième illustration du statut secondaire universellement conféré aux femmes. D'autres anthropologues ont affirmé que, bien que les jupes en feuilles de bananier représentent une richesse pour les femmes des Trobriand, les hommes restent ceux qui échangent les véritables biens de valeur et qui détiennent le véritable pouvoir (voir par exemple Powell 1980, 700-702). Dans *Women of value, men of renown* (Weiner 1976), j'ai montré que les hommes de Kiriwina contrôlent les événements se déroulant dans ce que j'ai appelé «l'espace-temps historique», la sphère sociale, tandis que les femmes maîtrisent «l'espace-temps anhistorique», la sphère cosmologique dans laquelle l'identité de lignage se régénère. J'ai également souligné le fait que les femmes pénètrent profondément dans la sphère historique masculine du fait de la valeur économique de leur richesse. En faisant usage de ces catégories, j'ai tenté d'échapper aux idées indissociables des dichotomies du type «privé/public» et «nature/culture». Celles-ci font en effet encore reposer les conceptions de la domination masculine et du politique sur des hypothèses du XIX^e siècle qui veulent que les femmes et le symbolique soient séparés du monde politique réel. Je souhaitais élargir le concept du politique et déterminer le processus de construction du pouvoir à l'intérieur d'un système culturel donné ainsi que les modalités selon lesquelles ce pouvoir se régénère au cours du temps. Dans un contexte où la hiérarchie sociale est fermement établie, quels sont les objets qui attestent du rang social et quels sont les rapports sociaux qui sous-tendent cette hiérarchie ?

En approfondissant ma réflexion sur ces processus, j'en revenais toujours à cette utilisation inhabituelle des bouquets de feuilles de bananier devenus monnaie d'échange limitée, expression des rapports sociaux qui régissent la production d'ignames – des rapports qui impliquent le travail des hommes – et instruments de validation de la régénération de l'identité matrilineaire

² L'histoire orale des lignages des chefs comporte une référence à une femme cheffe de haut rang (Austin 1940). Parmi les personnes que j'ai interrogées, aucune n'a pu expliquer les circonstances qui ont amené cette femme à régner, et je n'ai pas non plus trouvé d'indices laissant penser que d'autres femmes avaient pu occuper cette fonction. Ceci est en grande partie dû au fait que les généalogies sont en général superficiellement décrites et que les documents écrits n'existent que depuis le début du [XX^e] siècle.

(*dala*). Après chaque décès, les parent-es consanguin-es doivent distribuer des bouquets de feuilles de bananier par milliers à toutes les personnes qui, sans appartenir au lignage du défunt, lui étaient liées par des relations finales, de parenté paternelle, de parenté fictive ou d'amitié. L'accumulation de ces bouquets valant des centaines de dollars dépend de la production individuelle des femmes. Pour leur part, les hommes doivent échanger leurs objets de valeur – ignames, cochons, biens manufacturés, produits achetés dans le commerce – pour les obtenir. Ils les donnent ensuite à leur femme pour que celle-ci puisse en distribuer davantage³. Plus un homme est de haut rang et plus son pouvoir politique est grand, plus il est important pour lui de faire en sorte que sa femme dispose d'une grande quantité de bouquets (voir Weiner 1983a). Le processus de production et de distribution de la richesse des femmes agit comme un mécanisme de nivellement qui réduit périodiquement la richesse des hommes, notamment celle des chefs. Il convient d'analyser soigneusement le fait que les femmes produisent autant, voire davantage, de richesses alors qu'elles sont en contact avec l'Occident depuis plus d'un siècle. Pourquoi les hommes dépensent-ils des sommes importantes, notamment sous forme de monnaie occidentale, pour acheter ces bouquets de feuilles de bananier, des objets apparemment dépourvus de toute valeur d'usage? De toute évidence, ces bouquets doivent avoir une valeur culturelle qui dépasse celle que nous, anthropologues, attribuons au politique. Sachant que les femmes sont les productrices et les bénéficiaires de cette richesse, que pouvons-nous en déduire sur leur rôle et sur le pouvoir associé à ce rôle dans l'ensemble du système social?

Des données récentes recueillies dans d'autres sociétés de l'aire culturelle Massim, dont l'île de Kiriwina et les Trobriand font partie, illustrent la spécificité des bouquets de feuilles de bananier. Dans des îles comme Sudest et Vakuta, les jupes en fibres sont utilisées comme objets de troc (Campbell 1981; Lepowsky 1981). Mais le fait que les jupes aussi bien que les bouquets soient considérés comme une richesse est une caractéristique propre à Kiriwina. Contrairement aux femmes de Kiriwina, celles des îles Woodlark et Tubetube prennent directement part au système du *kula* ainsi qu'à d'autres mécanismes publics d'échanges d'objets fabriqués à partir de pierres et de coquillages (Damon 1983; MacIntyre 1981). Comme l'ont montré à l'origine Malinowski (1922, 1926) et Seligman (1910), les femmes ont en

³ *Valova* est le mot trobriand qui désigne l'échange de richesses, de nourriture ou d'autres biens en paiement des bouquets de feuilles de bananier. Aujourd'hui, les hommes utilisent de l'argent occidental et achètent des objets de consommation qu'ils vendent aux villageois en échange de feuilles de bananier. Comme me l'a un jour dit un jeune homme, «si seulement les femmes cessaient d'avoir besoin de tant de bouquets, les hommes auraient assez d'argent pour faire d'autres choses» (Weiner 1976, 78-80; voir aussi Weiner (1980a) pour une discussion de l'impact du colonialisme sur le *valova* et la richesse des femmes).

général un statut plus élevé dans l'ensemble de l'aire massim qu'ailleurs en Nouvelle-Guinée. À Kiriwina, cependant, la hiérarchie sociale et le caractère héréditaire du statut de chef ont atteint un degré d'intégration inédit dans l'aire Massim et inhabituel dans le reste de la Papouasie-Nouvelle-Guinée. Les femmes de Kiriwina sont les seules à produire des bouquets de feuilles de bananier qui font office de monnaie d'échange limitée. Dans ce contexte, quel est le lien entre cette forme de richesse et la stratification politique? La production de ces tissus par les femmes joue-t-elle un rôle fondamental dans le développement de cette stratification⁴? [...]

Feuilles de bananier et rapports sociaux

En étudiant attentivement la production de richesses par les femmes [...], il est possible d'identifier un grand nombre d'éléments de comparaison avec l'utilisation des tissus dans les Samoa. La production des bouquets de feuilles de bananier est un processus particulièrement laborieux (Weiner 1976, 239-241) qui nécessite l'utilisation de feuilles cueillies sur une variété spécifique de bananier. Contrairement aux biens détenus par les hommes qui, comme les coquillages du *kula* ou les lames de hache en pierre, sont achetés par le biais d'échanges et de partenaires lointains, les bouquets sont produits localement. Ils sont fabriqués au rythme des décès qui surviennent, leur distribution en grande quantité n'étant formellement exigée que dans ce cas précis. Les femmes apparentées à la personne décédée sont toutes tenues de confectionner des bouquets⁵, mais leurs époux les achètent à d'autres femmes non apparentées au défunt. Celles-ci fabriquent leurs bouquets dans l'unique but d'acheter les objets que leur mari utilisera ensuite pour se procurer des bouquets. Ainsi, chaque décès déclenche un processus au cours duquel les femmes produisent des bouquets et les hommes investissent pour en acheter.

⁴ John Murra (1962) analyse l'importance des tissus et leur relation avec les évolutions politiques dans une remarquable étude sur l'État inca et la production de tissu. Voir également les recherches de Mona Étienne (1980) sur la production de tissu chez les Baoulé en Côte d'Ivoire, avant et après la colonisation. Elle montre à quel point le rôle et le statut des femmes se sont transformés quand les tissus européens ont remplacé ceux produits localement et que les usines textiles ont engagé des hommes plutôt que des femmes. En identifiant la facilité avec laquelle le tissu peut se voir « transformé en marchandise », Eleanor Leacock (1979) a proposé un questionnement fondamental sur le lien qui unit la production de tissu et le développement d'une société de classes.

⁵ Sur l'Île de Vakuta, située dans l'archipel des Trobriand juste au sud de Kiriwina, les femmes distribuent des jupes en règlement des frais funéraires, mais elles n'utilisent pas de bouquets de feuilles de bananier (voir Campbell 1981). Campbell souligne le fait que les réseaux relationnels pris en compte suite à un décès sont bien plus réduits qu'à Kiriwina. Nous voyons ici comment une évolution technologique a permis à la richesse des femmes de toucher un nombre toujours plus important d'individus.

Mais le lien entre les bouquets et la mort est plus profond que les rapports économiques précédemment décrits. Ces bouquets et ces jupes sont des objets bien différents des coquillages échangés par les hommes dans la mesure où ils sont le point de référence ultime à des processus culturels qui consacrent la renaissance face à la mort.

Dans cette société, le fait que le rang social soit conféré par la naissance est un phénomène bien ancré, mais le pouvoir et le statut détenus à titre individuel sont constamment renégociés. Il est donc nécessaire d'afficher publiquement la puissance du soutien apporté par le lignage. Cette puissance n'est jamais autant menacée que lorsque quelqu'un meurt. On considère en effet que tout décès, hormis celui de personnes très âgées, est le fruit d'une attaque personnelle de sorcellerie. Ce n'est qu'à cette occasion que les membres d'un matrilineage particulier s'affichent publiquement en tant que groupe distinct. L'ampleur de ce lignage et la richesse individuelle de ses membres acquièrent alors une visibilité et une prééminence dans l'ensemble des échanges, et ce pour une durée de quatre à huit mois après l'enterrement⁶.

À Kiriwina, la *reproduction* de l'identité matrilineaire, de la propriété et des rapports sociaux avec les « autres » – ceux et celles qui ne sont pas membres du matrilineage – dépend fondamentalement de la richesse des femmes. J'utilise ici le concept général de reproduction pour désigner les modalités selon lesquelles les sociétés organisent les processus qui déterminent non seulement les identités sociales individuelles et les objets de valeur, mais aussi le mode de recyclage de ces identités et objets ainsi que leur mode de régénération dans le temps. Ma réflexion repose sur une vision de la société définie comme un système dont l'intégration cyclique s'opère par le biais de processus culturellement définis de naissance, croissance, déclin et mort. Par la renaissance, que je nomme formellement *régénération*, ces valeurs subissent, au moment du décès, une forme de recyclage qui leur permet de continuer à exister. Elles sont donc régénérées pour ceux et celles qui vivent. Dans ces processus, les femmes jouent un rôle aussi important que les hommes.

La reproduction est perçue comme un processus faisant l'objet d'un travail continu et non comme un phénomène automatique ou exclusivement biologique. Ce travail comprend notamment la production liée aux processus par lesquels les individus se voient attribuer une identité et des objets qui, au fil des générations, sont reconstitués et remis en circulation. Du point de vue

⁶ Des distributions de richesses autres que celles des femmes se poursuivent pendant cinq, dix voire vingt ans après chaque décès. Ces distributions sont un hommage à l'ensemble des personnes récemment disparues au sein d'un clan. Ces événements sont organisés par les hommes, tant pour les femmes que pour les hommes (Weiner 1976, 80-84).

de l'*ego*, chaque individu est constitué par son identité de naissance à laquelle viennent s'ajouter d'autres ressources comme un développement physique ou une identité que l'on estime avoir été conférés par des tierces personnes, des objets matériels, des réseaux de relations sociales, des liens rituels avec les ancêtres ainsi que des formes de savoir ou des talents importants⁷. Ainsi, les rapports centraux du processus de reproduction placent chaque ego en relation avec l'ensemble des « autres » qui, au cours de sa vie, contribueront à sa croissance physique, matérielle, sociale et cosmologique. Dans ce processus, l'identité de chacun s'épanouit à travers d'« autres », qui ont accès à des ressources et capacités différentes. Au cours d'un cycle de vie, chaque ego accumule ces ressources et les redépense en les donnant à d'autres. À sa mort, les ressources qui lui sont associées peuvent être recyclées par les vivant-es pour qu'elles continuent à circuler au-delà de la durée d'une seule vie.

143
.....

À Kiriwina, les terres contrôlées par les générations successives du même matrilignage ainsi que l'ensemble des attributs de l'identité matrilineaire – nom personnel, décorations et sorts magiques – peuvent être confiés à des tiers n'appartenant pas au lignage de la personne qui en fait don. Un homme et ses sœurs peuvent par exemple donner à un enfant de cet homme l'usage de la terre, le nom personnel et les décorations. Ainsi, les propriétés et droits de lignage sont détachés de leur lignage originel et circulent parmi des personnes qui n'en sont pas membres. Tous ces attributs reviennent à leurs propriétaires d'origine au décès des bénéficiaires. Dans le cadre des distributions funéraires, les bouquets et les jupes permettent une identification publique de l'ensemble des relations que la personne décédée a entretenues au cours de sa vie, dont celles qui étaient liées à la circulation de propriétés matrilineaires. Les bouquets et jupes attestent donc publiquement de la force et de la richesse d'un matrilignage et, par conséquent, de la capacité des individus associés à ce lignage à donner à leur tour aux autres en compensation de ce que la personne décédée a reçu au cours de sa vie (voir Weiner 1980b).

Les bouquets et les jupes sont un exemple de matérialisation par le biais de certaines ressources des processus sociétaux généraux de reproduction. Celles-ci attestent, tout en la légitimant, de l'existence d'un lien fondamental entre l'*ego* et les autres. Pour marquer ces relations et transferts de propriété entre générations successives, la ressource doit être un objet physique doté d'une certaine durabilité. La valeur primaire acquise par cet objet – son

⁷ À Kiriwina, les hommes donnent aux enfants des éléments de leur propre lignage, par exemple des décorations, des sorts, des savoirs et des droits d'usage de la terre. Les sœurs contribuent également à ce processus de croissance en lançant des sorts destinés à embellir les enfants de leurs frères.

«fétichisme», selon l'expression marxiste – provient de son association directe avec les processus de reproduction et de régénération. Pour déterminer la nature des liens qui unissent l'*ego* et les autres, il convient d'isoler ces objets et d'analyser leur circulation dans le temps. En adoptant une perspective comparatiste, il est possible d'étudier le degré de hiérarchisation atteint dans une société donnée et les limites posées à l'expansion des rapports hiérarchiques entre un *ego* et les autres (voir Weiner 1983b pour un exemple de cette analyse dans une société égalitaire).

Les bouquets de feuilles de bananier de Kiriwina sont une ressource de grande valeur parce qu'ils sont fondamentalement liés à la vie et à la régénération, mais aussi parce qu'ils attestent de la richesse et des rapports sociaux propres à un matrilignage. La référence fondamentale à la mort et à la renaissance sous-tend la valeur d'échange et la valeur monétaire de ces objets. Quelque contrôle qu'ils exercent périodiquement sur la richesse masculine, les hommes de Kiriwina, y compris les chefs, ne peuvent se soustraire aux contraintes liées aux décès et sont donc contraints de prendre part aux processus par lesquels la richesse des femmes est redistribuée et leurs besoins d'accumulation de cette richesse drainent celle que détiennent les hommes. Instrument de validation des droits, des pouvoirs et de la prospérité des identités matrilineaires au moment où elles sont le plus affaiblies, la richesse des femmes constitue le fondement sur lequel repose l'intégration du système de chefferie de l'Île de Kiriwina. Les dispositions prises pour limiter les conséquences de cet état de faiblesse grâce à ce transfert de la richesse des hommes limitent l'ampleur des écarts hiérarchiques dans ce système de chefferie. Les ressources mobilières qui ne sont pas placées sous le contrôle des lignages, comme les objets du *kula*, ne peuvent être accumulées en grande quantité (Weiner 1983a). Les chefs de Kiriwina dépendent donc fondamentalement d'un pouvoir directement lié aux femmes et à leur richesse, celui de leur identité matrilineaire. En examinant seulement la sphère politique au sens strict, on peut en conclure que les hommes exercent une domination sur les femmes. Mais quand on prend en compte le lien inextricable qui unit le politique et la mort, les rôles de domination sont inversés puisque ce sont les femmes qui imposent des limites aux hommes.

Hommes et femmes sont soumis à des limites dont la force transparaît dans la capacité de la richesse des femmes à reproduire la spécificité des circonstances historiques. La richesse des femmes est dépourvue de toute valeur liée à l'individualisation. Les bouquets et les jupes ne sont porteurs d'aucun code formel susceptible d'associer les objets à des événements historiques, à des noms traduisant des rapports sociaux spécifiques ou même à l'identité d'un matrilignage particulier. Ils sont les éléments matériels qui attestent des

processus de recyclage. Les quantités publiquement distribuées traduisent l'état de rapports sociaux particuliers à un moment précis. Les bouquets sont simplement divisés en catégories, les « propres », les « sales », les « neufs » et les « vieux » qui, pendant les distributions, font référence à certaines distinctions de parenté entre les matrilignages ainsi qu'à certains types d'échange impliquant la richesse des hommes (pour plus de détails, voir Weiner 1976). Au moment d'un décès, les bouquets dits « neufs », c'est-à-dire ceux qui viennent d'être produits, ont une plus grande valeur et revêtent donc une importance particulière. Au fil des ans, les bouquets neufs produits par une femme deviendront les bouquets « propres » d'une autre, puis des bouquets « vieux » ou « sales ». Même si ces bouquets changent de catégorie, leur durée de vie reste relativement courte.

En eux-mêmes, les objets ne symbolisent jamais l'évolution du statut des relations d'une génération à l'autre. L'objectivation matérielle de l'identité matrilineaire et les processus de reproduction ne sont que partiellement réalisés. La richesse des femmes matérialise un contenu historique et social relativement « mince » qui témoigne du caractère anonyme de la vision traditionnelle de la conception (Weiner 1976, 121-136). Celle-ci procéderait en effet de la pénétration du corps d'une femme par un esprit ancestral sans nom. Cet esprit (*Baloma*) est assimilé au « sang » matrilineaire plutôt qu'à un ancêtre en particulier. L'identité matrilineaire se régénère ainsi dans un temps anhistorique, indéfini.

Enfin, hommes et femmes n'évoluent pas mieux les un-es que les autres dans le champ de la mort définie comme un phénomène politique, l'histoire et les rapports sociaux n'étant pas dotés d'une forme générationnelle de long terme. La spécificité de l'histoire d'une identité matrilineaire et des relations qu'elle entretient avec les autres appartient au domaine masculin de la propriété et du contrôle des terres. Toutefois, le résultat des activités des hommes visant à obtenir du travail et des ressources par le biais des autres est périodiquement amoindri par la mort et par l'obligation ainsi faite aux hommes et aux femmes de combler le constant besoin féminin d'accumulation de richesse.

[...] Dans chacun des cas présentés, la circulation de richesses textiles confère à certaines femmes une position de pouvoir complémentaire ou similaire à celles qu'occupent les hommes. La domination exercée par les hommes sur les femmes dans les microsociétés apparaît donc comme un phénomène plus complexe qu'on ne le pensait jusqu'à maintenant. Les femmes de Kiriwina et celles de Samoa – du moins, pour ces dernières, avant l'arrivée des missionnaires et des colons – ont (ou avaient) un pouvoir de décision et de contrôle sur une forme de richesse plus fondamentale que

celles des hommes⁸. La richesse textile est une ressource étroitement liée aux identités sociales fondamentales qui constituent le socle culturel de chacune de ces sociétés. Les limites imposées aux femmes par la domination qu'elles subissent doivent être soulignées au même titre que celles imposées aux hommes. Puisque la production de ces tissus permet la circulation de richesses en grande quantité, ses avantages économiques et politiques sont apparents. Mais ils perpétuent le lien existant entre le politique et la mort parce que leur valeur fondamentale tient à leur capacité à matérialiser la mort et la renaissance.

Conclusion

J'ai montré que certaines formes de tissu fabriquées dans le Pacifique sont plus que de simples objets faits de fibres végétales et étrangers au monde réel du politique. Ils sont en fait le matériau même qui sous-tend la hiérarchie et les rangs sociaux. Le processus très laborieux qui consiste à tresser, tisser, battre et teindre ces feuilles n'est pas un simple symbole des noms, généalogies, cosmologies et mythes de cette société. Il donne naissance à la trame même de la reproduction et de la régénération. Sans doute Homère avait-il compris cette dynamique lorsqu'il a décrit Pénélope tissant son ouvrage le jour et le défaisant la nuit pour arrêter le cours du temps, pour n'avoir ni à enterrer son mari et à en épouser un autre, ni à modifier le lien qui unit les dieux et les humains.

En 1971, assise dans un village du Nord de Kiriwina, je me suis demandé avec inquiétude si je parviendrais à saisir ce je devais comprendre chaque fois qu'une femme me confiait des bouquets de feuilles de bananier et me poussait au cœur d'une distribution mortuaire. Une femme de Kiriwina m'a dit un jour : « Les *Nununiga* (les bouquets de feuilles de bananier) sont comme votre argent ». Que voulait-elle dire ? Je me suis posé mille fois cette question au cours de mon travail de terrain. À présent, je me pose des questions similaires au sujet des couvertures d'écorce dans le nord-ouest du Pacifique, des peaux d'animaux en Afrique de l'Est, des textiles en Afrique de l'Ouest, des tapis en Turquie, des tissus en Inde et des étoffes en Grèce ancienne. Je me demande quel rôle ils ont joué dans l'établissement de hiérarchies religieuses et politiques et quels ensembles complexes de rapports entre hommes et femmes sont nés de ces différentes formes de contrôle

⁸ Eleanor Leacock a souligné ce problème dans le cas de la production de nourriture par les femmes. « [L]a participation des femmes à un segment essentiel du travail socialement nécessaire ne les a pas réduites à l'esclavage virtuel, comme dans les sociétés claniques, mais leur a conféré un pouvoir de décision proportionnel à leur contribution » (1972, 34).

féminin et masculin sur la production et la distribution. Comment se fait-il que nous, anthropologues, ayons été induit-e-s en erreur par les conséquences de la colonisation et de l'industrialisation et notamment par les «cadeaux» commerciaux sous forme de textiles européens, la création d'usines de textile et la production de masse des tissus? Ce jour de 1971, j'ai été déstabilisée par cette particularité des Trobriand, mais aujourd'hui, cette même question éveille en moi un vif enthousiasme. Un travail considérable nous attend.⁹

Références bibliographiques

- Austen, L. 1940. Botabalu: a Trobriand chieftainess. *Mankind*. 2: 270-273.
- Campbell, S. 1981. A Vacutan mortuary circle. Article présenté lors de la deuxième Conférence sur le *kula*. Université de Virginie. Charlottesville.
- Damon, F. 1983. What moves the *kula*: opening and closing gifts on Woodlark Island. In *New perspectives on the kula*. (Eds.) E. R. Leach et J. W. Leach. Cambridge: Cambridge University Press.
- Étienne, M. 1980. Women and men, cloth and colonization: the transformation of production-distribution relations among the Baule (Ivory Coast). In *Women and colonization*. (Eds.) M. Etienne et E. Leacock. New York: Praeger.
- Leacock, E. 1972. At play in African villages. *Natural History Magazine*. 80: 60-65.
- . 1979. Class, commodity and the status of women. In *Toward a marxist anthropology*. (Ed.) S. Diamond. La Hague: Mouton.
- Lepowsky, M. 1981. Death and mortuary ritual on Vanatinai (Sudest Island), Papua New Guinea. Article présenté lors de la deuxième Conférence sur le *kula*. Université de Virginie. Charlottesville.
- MacIntyre, M. 1981. Communication personnelle.
- Murra, J. V. 1962. Cloth and its functions in the Inca state. *American Anthropologist*. 64: 710-728.
- Powell, H. A. 1980. Review of women of value, men of renown, by Annette Wiener. *American Anthropologist*. 82: 700-702.
- Seligman, C. G. 1910. *The Melanesians of British New Guinea*. Cambridge: Cambridge University Press.

⁹ Weiner, A. B. 1986. Forgotten wealth: cloth and women's production in the Pacific. In *Women's work: development and the division of labor by gender*. (Eds.) E. Leacock E., H. I. Safa and contributors. New York; Westport; Londres: Bergin and Garvey Publishers.
Traduit de l'anglais par Caroline Sordia

- Weiner, A. 1976. *Women of value, men of renown: new perspectives in Trobriand exchange*. Austin: University of Texas Press.
- . 1980a. Stability in banana leaves: colonialism, economics, and Trobriand women. In *Women and colonization*. (Eds.) M. Etienne et E. Leacock. New York: Praeger.
- . 1980b. Reproduction: a replacement for reciprocity. *American Ethnologist*. 7: 71-85.
- . 1982. Plus précieux que l'or: relations et échanges entre hommes et femmes dans les sociétés d'Océanie. *Les Annales*. 37(2): 222-245.
- . 1983a. A world of made is not a world of born – Doing *kula* in the Trobriand. In *New perspectives on the kula*. (Eds.) E. R. Leach et J. W. Leach. Cambridge: Cambridge University Press.
- . 1983b. Sexuality among the anthropologists, reproduction among the informants. *Social Analysis*. 12: 52-65.

Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique

..... *Anne-Marie Daune-Richard** et *Anne-Marie Devreux***

149
.....

Sur le concept de production

En définissant l'activité domestique comme une activité productive, les féministes françaises des années 1970 (Delphy 1970 ; 1984) avaient commencé à rompre avec la représentation dominante dans les sciences sociales selon laquelle il n'est de travail productif que le travail effectué dans la sphère professionnelle, et de production que la production de biens économiques.

Grâce à ces analyses, le concept de production débordait donc le champ de la production marchande.

Relevant de cette activité et de cette production domestiques, les tâches liées à l'entretien des enfants, soins, élevage et éducation, sont reléguées dans le «hors travail», dès lors qu'elles sont assurées par la mère, tandis qu'elles contribuent au bilan de la production socialement reconnue dans le produit national brut (PNB) si elles sont effectuées hors de la famille par des spécialistes de l'éducation ou de la santé, ou remplacées par des services payants (Delphy 1970). Dans la famille, le statut tout autant économique que symbolique de ces tâches est une conséquence tenue pour logique du fait que seules les femmes sont à même de produire la vie en mettant les enfants au monde, l'idéologie naturaliste de l'instinct maternel venant justifier la division inégalitaire du travail parental entre les hommes et les femmes. Ainsi,

* Sociologue, Centre national de la recherche scientifique, France

** Sociologue, Centre national de la recherche scientifique, France

de la fonction première de reproduction biologique découlerait la fonction secondaire d'entretien du produit de cette reproduction.

Une étape supplémentaire de la critique des effets de la séparation, par les sciences sociales, du travail professionnel dit productif et du travail domestique et parental dit reproductif a consisté, à travers l'étude des conditions sociales dans lesquelles s'effectue la fonction de reproduction biologique, à analyser le statut social et sociologique de la gestation comme phase spécifique de l'activité maternelle (Devreux 1988). [...]

150
.....

Si l'activité humaine de travail peut être définie comme le procès qui transforme de la matière en un produit, vivant ou non, par l'intermédiaire des moyens de travail, parmi lesquels le corps humain et l'énergie humaine (la force de travail) sont au premier rang, alors nous disons que la gestation présente toutes les caractéristiques d'une telle activité: intentionnalité, mise en œuvre de moyens énergétiques et de moyens intellectuels. [...]

Pour que l'on puisse parler de production à propos du produit de cette activité de reproduction biologique, il faut encore, d'une part, qu'il puisse être considéré comme utile à la société et à la survie de celle-ci et, d'autre part, que cette activité s'inscrive dans des règles de fonctionnement social qui l'organisent. Ce qui est le cas pour la gestation qui, en tant que phase de la reproduction physique de la vie humaine, est «managée» et contrôlée par tout un système de normes (Langevin 1981) : normes de quantité, plus ou moins strictes selon les moments du développement démographique de la société, normes plus ou moins rigides selon l'idéologie et les «modes» notamment en matière médicale concernant la «bonne naissance». Ces normes, dont le respect est assuré par la présence d'«experts» tout au long de la grossesse et plus largement de la vie féconde des femmes (Ehrenreich et English 1982) sont l'expression directe des rapports sociaux qui encadrent la maternité.

Ainsi, nous parlons maintenant de production à propos de la reproduction de la vie humaine et de travail productif pour le travail du corps et le travail mental qui produisent cette vie humaine. Et nous disons que cette production est gérée et contrôlée par les rapports sociaux de sexe (Combes 1988). Cependant, cette production d'enfants ne bénéficie pas d'un statut de production sociale, ou plus précisément socialement utile: la façon dont la maternité est rejetée en particulier du monde du travail et dont tout est fait pour que seules les femmes en assument les choix, les motivations et les contraintes objectives témoigne de cette absence de statut social pour la gestation et l'ensemble de la fonction reproductive (Devreux 1991).

Travail domestique et la théorie de la valeur de Marx

Ce n'est pas « tout le travail » qui produit de la valeur, mais le travail effectué dans le cadre de rapports sociaux de production de marchandises qui se manifeste sous la forme d'un travail socialement nécessaire, abstrait et social, et il convient d'étudier dans quelle mesure le travail domestique effectué au sein de formations sociales dominées par le mode de production capitaliste se conforme à ce cadre.

Le travail domestique peut être considéré de deux façons : soit comme un ensemble de services eux-mêmes consommés en partie (production immatérielle) et qui produisent en partie des valeurs d'usage (par exemple des repas cuisinés) pour une consommation immédiate ; soit comme des activités amenant à un produit précis, une force de travail, qui, dans les rapports de production capitalistes, est une marchandise. Aucune raison évidente ne permet d'affirmer un modèle plus que de l'autre.

Smith P. 1978. Domestic Labour and Marx's Theory of Value.
In *Feminism and Materialism*. A. Kuhn, A. Wolpe. 201.
London : Routledge and Kegan Paul.

151

À ce point de la réflexion, comment la définition de la production d'enfant comme production sociale remet-elle en question le concept de production tel que le définit et le met en œuvre la sociologie du travail ?

Dans un premier temps, si l'on part des acteurs et des actrices et de leur propre construction du social, ce qui est un temps de la recherche nécessaire mais non suffisant, on s'aperçoit que, par leurs pratiques et par leurs représentations, les femmes remettent en cause la notion de travail. Ce concept n'est pas le leur, il va à l'encontre de leur expérience et de leur façon de s'inscrire dans la société : la définition sociale et sociologique du travail et du travailleur et de la travailleuse contraint les acteurs et les actrices à découper leur participation à la vie sociale en « travail » et « hors travail ». Or le travail productif et le travail reproductif s'effectuent souvent simultanément et dans le même espace lorsqu'on est une femme. Par ailleurs, les femmes affirment leur volonté de participer tout à la fois à la production de biens économiques et à la production de vie humaine, témoignant par là du caractère global de leur contribution à la reproduction de la société. Produire la vie, l'entretenir, et produire ce qui est nécessaire à sa subsistance relève d'une même logique et ces fonctions, séparées pour les besoins de l'économie marchande, sont pour les femmes un même support identitaire en tant qu'actrices du social.

L'enjeu de cette séparation théorique de la production et de la reproduction est la division sexuelle du travail : considérer la production d'enfants comme une production sociale nécessaire à la reproduction de la société obligerait à

lui faire une place de choix et à prendre en considération les besoins des (re)productrices dans l'organisation du travail et dans la hiérarchie des statuts sociaux. Cela nécessiterait une redéfinition des critères sociaux d'évaluation du travail et de la production et renverserait les valeurs attachées au travail productif. Partir de l'idée que la vie humaine est le premier moyen de production et le premier besoin d'une société humaine obligerait à reconstruire les objets de recherche et à élargir les contours de la sociologie du travail qui est centrée sur le travail salarié industriel masculin. [...]¹

Références bibliographiques

- Combes, D. 1988. Reproduction de l'espèce et oppression des femmes : la production-reproduction des êtres humains est-elle l'enjeu des rapports sociaux de sexe ? In *Les rapports sociaux de sexe : problématiques, méthodologies, champs d'analyse. Cahiers de IAPRE*. 7(1). Paris : PIRTEM-CNRS.
- Delphy, C. 1970. L'ennemi principal. *Partisans*. 54-55.
- . 1984. *Close to home : a materialist analysis of women's oppression*. Londres : Hutchinson and Co.
- Devreux, A.-M. 1988. *La double production – Les conditions de vie professionnelle des femmes enceintes*. Collection du Centre de sociologie urbaine. Paris : CNRS.
- . 1991. La production d'enfants peut-elle avoir un statut social ? In *Femmes et questions démographiques*. Québec : Les Publications du Québec.
- Ehrenreich, B. et D. English. 1982. *Des experts et des femmes*. Québec : Les Éditions du remue-ménage.
- Langevin, A. 1981. Planification des naissances : de l'idée de nombre à l'idée de moment. *Dialogue*. 72.

¹ Daune-Richard, A.-M. et A.-M. Devreux. 1992. Rapports sociaux de sexe et conceptualisation sociologique. *Recherches féministes*. 5(2) : 15-18.

3



Croisements de l'économie solidaire et des études féministes

L'économie féministe du point de vue de l'Amérique latine : enrichir les débats sur l'économie sociale et solidaire ?

155

.....Valeria Esquivel*



L'économie féministe est aujourd'hui un champ de connaissance consolidé et riche en débats, en publications – de très nombreux articles, des livres et la revue *Feminist Economics* – et en «praticant-es», tant dans les pays développés que, de plus en plus, dans certaines régions moins développées¹. À la croisée du féminisme et de l'économie, l'économie féministe est une discipline dont les visées sont bien plus radicales que d'opérer une simple «différenciation» entre la situation des femmes et celle des hommes ou de proposer des politiques susceptibles d'atténuer les conséquences du (mauvais) fonctionnement de l'économie pour les femmes.

Il convient cependant de signaler que celles et ceux qui alimentent le champ de connaissance de l'économie féministe «dialoguent» en anglais et que le choix des priorités des recherches et des politiques dépend fortement de l'origine géographique des personnes impliquées (qui viennent soit de pays centraux soit de pays anglophones moins développés, d'où une moindre présence des Africaines francophones ou des Latino-américaines hispanophones ou lusophones). Nous, économistes féministes du Sud, sommes

* Économiste, Institut de recherche des Nations unies pour le développement social (UNRISD), Suisse

¹ Les idées développées dans cet article sur l'économie féministe sont inspirées du livre intitulé *La Economía Feminista desde América Latina. Una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región* (Esquivel 2012c). Ce texte a été considérablement enrichi par les commentaires de Marisa Fournier (Universidad Nacional de General Sarmiento) et de Marie-Adélaïde Matheï (UNRISD).

tributaires des concepts développés dans les pays centraux (tant dans le domaine économique que dans celui de l'économie féministe). Mais nous les remettons en question et en repoussons les limites pour produire un savoir *situé*, adapté à notre réalité et à *visées transformatrices*, c'est-à-dire susceptible de contribuer à une modification des facteurs structurels qui sous-tendent les inégalités de genre plutôt qu'à une simple « correction » des conséquences de ces inégalités (Fraser 1995).

À la différence de l'économie féministe, qui est un champ d'étude, l'économie sociale et solidaire (ESS) est à la fois un ensemble d'organisations et de pratiques associatives et une réflexion sur ces mêmes organisations et pratiques. La distinction sémantique est évidente dans la mesure où, malheureusement, nous ne pourrions pas parler en des termes similaires d'une économie féministe concrète ! La production de connaissances relatives à l'ESS, comme celle relative à l'économie féministe, est située, aussi bien dans le Nord que dans le Sud². Dans ce processus de production, les pratiques mises en œuvre dans les pays périphériques se distinguent singulièrement par leur dynamisme, leur caractère structurel et leur potentiel transformateur. Compte tenu de la très forte présence des femmes dans les organisations et initiatives sociales et solidaires (Fournier et St-Germain 2011), quel est le point d'intersection entre féminisme et ESS ? Comment se fait-il que les femmes restent fondamentalement absentes du champ théorique ? De plus, quand elles y contribuent, elles ne font que souligner les bénéfices possibles de l'ESS *pour* les femmes qui y participent : par exemple, les possibilités qui leur seraient offertes de trouver un emploi « compatible » avec leurs responsabilités de *care*³ au sein du foyer ou le fait que des services de proximité mis à leur disposition permettent un allègement de leur charge de travail.

Remaniés et enrichis *par l'adoption de la perspective* du Sud, les concepts, l'analyse et les « postulats » de l'économie féministe contribuent à l'identification de quelques-unes des pistes que l'ESS pourrait explorer pour intégrer une réflexion sur les pratiques, les apports et le potentiel transformateur *des* femmes membres des organisations relevant de ce domaine. Sur cette base, elle pourrait donner de l'ampleur à son projet émancipateur et inclure de manière explicite l'équité entre les femmes et les hommes et l'exercice plein et entier des droits des femmes. De son côté, l'économie féministe, particu-

² Voir par exemple l'équilibre régional et le relatif accent théorique des présentations données dans le cadre de la conférence « Potential and limits of social and solidarity economy », organisée en mai 2013 par l'UNRISD et l'OIT (www.unrisd.org/see-draftpapers). Voir également Utting *et al.* (2014).

³ Sous cette forme, la perspective ne présente pas de différences notables avec l'ancienne approche « genre et développement » qui caractérise par exemple le *Rapport sur le développement dans le monde 2013 : emplois* (Banque mondiale 2012).

lièrement en Amérique latine, pourrait plus explicitement puiser dans les expériences menées dans le cadre de l'économie sociale et solidaire – en les approchant de manière théorique ou en les analysant sur le plan politique – pour développer une perspective située qui tient compte des multiples formes d'organisation économique présentes dans la région et des différents chemins vers l'émancipation.

L'économie féministe⁴

L'économie féministe évolue à l'intersection à la fois fertile et complexe du féminisme et de l'économie. Qu'il soit considéré comme un mouvement de femmes ou comme l'une des politiques de l'«identité», le féminisme vise à battre en brèche les constructions sociales de *genre* qui attribuent aux femmes un ensemble restreint de caractéristiques : la sensibilité, l'intuition, le lien avec la nature et les autres, le foyer, la maternité et le *care* et, enfin, la soumission. Ces mêmes constructions associent les hommes à la rigueur logique, l'objectivité, la sphère publique, le marché, le rôle de pourvoyeur de revenu et le pouvoir. Ces associations ne sont pas innocentes : outre et de par son caractère profondément inégal et inéquitable, la construction sociale de genre a des conséquences sur la vie des femmes (et des hommes). Le féminisme vise certes à faire disparaître les inégalités de genre, mais il a en commun avec d'autres mouvements un idéal *émancipateur* : il met en avant la *liberté* et la capacité d'action individuelle et collective (que nous, les femmes, pourrions mettre en œuvre dans tout ordre social exempt de rapports de domination). Le féminisme académique, défini comme une position théorique (et éthique), est un prolongement de ce programme politique étendu à la philosophie, à l'analyse du discours, aux sciences sociales et enfin à l'économie.

L'économie féministe a hérité de l'économie son prestige et son objet d'étude, ainsi que ses méthodes et sa prétention à l'objectivité (Barker et Kuiper 2003). Comme le féminisme – qui n'est pas un mouvement monolithique et a évolué au fil du temps –, l'économie est traversée par divers courants. Le «courant principal» dit orthodoxe (le *mainstream*), défini comme le paradigme néoclassique au plan conceptuel et comme le paradigme libéral au plan de la politique économique, domine le monde académique, la production du savoir et les publications. Il permet à ses adeptes de prétendre à certains postes et promotions dans les universités (malgré les erreurs flagrantes qui le caractérisent et les conséquences funestes de sa mise en

⁴ Cette section s'inspire de Esquivel (2012b).

application). L'hétérodoxie – le vaste ensemble d'approches critiques qui inclut aussi bien le structuralisme latino-américain que le post-keynésianisme, voire le marxisme – reste marginale dans le monde académique, même si nous pouvons actuellement avoir le sentiment de vivre une «résurrection» hétérodoxe, au niveau international comme en Amérique latine⁵.

Certaines économistes féministes se considèrent comme des économistes orthodoxes. Dans leur perspective, l'analyse féministe «corrige» et prolonge l'analyse orthodoxe en substituant des hypothèses «réalistes» à d'autres plus restrictives. Elles centrent leur travail sur les ménages et critiquent, par exemple, les analyses qui intègrent la division sexuelle du travail⁶ comme un fait «donné» et la justifient par cet artifice (c'est par exemple le cas de la «nouvelle économie du ménage» dont le théoricien le plus important est Gary Becker). Grâce à leur travail critique, elles proposent des modèles qui dépassent celui du «patriarcat» bienveillant de Becker, en émettant par exemple l'hypothèse que les époux négocient et échangent sur la base d'intérêts dissemblables. De manière générale, ces analyses se situent au niveau microéconomique et trouvent des applications importantes dans l'économie agraire (la propriété de la terre), l'économie du travail (la ségrégation professionnelle et les discriminations de genre sur le marché du travail) et enfin la théorie de la fiscalité (l'élaboration d'avantages fiscaux).

Selon quelques économistes féministes comme Bina Agarwal (2004), les contributions de ce type sont les plus susceptibles d'avoir une influence tangible sur le *mainstream* (précisément parce qu'elles font partie de ce *mainstream*). Ce serait donc par cette approche que l'économie féministe pourrait apporter sa contribution la plus importante. Mais les perspectives orthodoxes ne défient jamais l'orthodoxie: ces travaux ne remettent en question ni le fonctionnement du système économique ni l'*injustice* de la répartition selon le genre – mais aussi selon d'autres dimensions comme la classe, l'appartenance ethnique et l'âge – des ressources, des tâches et du temps. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le féminisme est un projet

⁵ Les dernières publications du CEPAL (2010a) rendent compte de cette «résurrection». Celles-ci renouent avec la tradition de cette institution et sont en harmonie avec les approches économiques adoptées par de nombreux gouvernements latino-américains.

⁶ Par «division sexuelle du travail», on entend le fait que les femmes et les hommes se spécialisent dans certains types de tâches, les femmes se voyant essentiellement attribuer celles relatives à la sphère du ménage et à la sphère privée (le travail reproductif) et les hommes celles en relation avec le marché et la sphère publique (le travail productif). Culturellement construite, la division sexuelle du travail trouve sa justification dans son caractère «naturel». Dans les théories beckeriennes, la division sexuelle du travail apparaît comme le résultat de la «spécialisation» des femmes et des hommes dans les sphères où ils ou elles seraient le plus doué-e. La spécialisation des femmes serait le fruit de leur capacité à procréer.

émancipateur. Il semble évident que seule l'hétérodoxie est un cadre possible pour le développement de projets dotés de telles visées, parmi lesquels celui de l'économie féministe (Lawson 2003). Dans le courant dominant, il n'y a d'espace que pour la justification du *statu quo*.

L'économie féministe contribue à la critique de l'économie orthodoxe à différents niveaux. Sur le plan épistémologique, elle remet en question l'existence d'un observateur dit « objectif » et sans identité (rappelons ici que le féminisme peut se définir comme l'une des politiques de l'identité) (Pérez Orozco 2005). Sur le plan méthodologique, elle remet en cause la primauté des mathématiques et de la logique hypothético-déductive sur le contenu réel de la pratique économique (Nelson 1995 ; Lawson 2003). Sur le plan de l'objet d'étude en lui-même, elle définit autrement ce que nous entendons par économie (la définition traditionnelle se réduisant strictement à ce qui s'échange sur le marché). Il est intéressant de noter que les premières définitions énoncées par les économistes féministes « par opposition » à celles de l'économie orthodoxe et au biais de genre qui les caractérise⁷ – des définitions que l'on trouve par exemple dans les essais rassemblés dans *Beyond Economic Man* (Ferber et Nelson 1993) – ont donné lieu à des réflexions épistémologiques et philosophiques sur la pratique dans l'économie féministe, dont la finalité était de délimiter ce champ de connaissance à partir de ce qu'il « est » (Lawson 2003 ; Barker et Kuiper 2003 ; Ferber et Nelson 2003).

Pour appréhender ce qu'« est » l'économie féministe, il convient en premier lieu d'en identifier les *thématiques* propres, un ensemble qui inclut les « questions de femmes » sans toutefois s'y limiter. Parmi les thèmes les plus fréquemment traités figurent notamment la critique précédemment évoquée de l'économie beckerienne du ménage, le débat sur les significations du travail non rémunéré, les analyses des discriminations existantes sur le marché du travail et la relecture de l'histoire de la pensée économique et du fonctionnement des institutions économiques dans une perspective de genre⁸ (Meagher et Nelson 2004).

⁷ On peut notamment évoquer la métaphore de l'*homo æconomicus* (l'homme économique) qui, loin d'être un être « universel », est en réalité un homme blanc, jeune et en bonne santé (il ne s'agit ni d'une femme, ni d'une personne noire, latino-américaine ou migrante, ni d'un-e enfant, ni d'une personne âgée, ni d'une personne atteinte d'une maladie). L'individu ainsi défini est « rationnel », maximise « son » utilité (il est seul), participe au marché, travaille et génère des revenus monétaires, s'endette, etc. L'utilisation de cet être « stylisé » dans l'analyse de la réalité économique n'est pas neutre du point de vue du genre (ni de celui de la classe, de l'appartenance ethnique ou de l'âge) (Strassmann 1993).

⁸ Pour une liste des thématiques les plus communément abordées en économie féministe, voir Peterson et Lewis (1999).

Par la suite, et parallèlement au processus de maturation de ces thématiques que l'économie féministe a traitées et considérablement enrichies – macro-économie, commerce international, développement et sous-développement, «économie du *care*» (Elson 2004) –, la réflexion méthodologique et épistémologique relative à la *pratique en économie féministe* (plus précisément la pratique de celles et ceux qui «font» l'économie féministe) s'est approfondie et a dépassé la simple dimension thématique. Cette réflexion a permis la définition des contours d'une sous-discipline à partir de la reconnaissance d'un certain nombre de postulats communs :

- intégrer le travail domestique et de *care* non rémunéré dans l'analyse économique en lui conférant le statut de composante fondamentale ;
- faire du bien-être une échelle de mesure du bon fonctionnement de l'économie⁹ (par opposition aux indicateurs de performance habituels, comme la croissance du PIB ou la stabilité macroéconomique) ;
- intégrer l'analyse des rapports de pouvoir comme composante essentielle de l'analyse économique, en tenant compte du fait que les institutions, les normes et les politiques ne sont jamais «neutres» du point de vue du genre ;
- constater le caractère valide, inévitable, voire souhaitable des jugements éthiques dans le cadre de l'analyse économique ;
- identifier les multiples dimensions des inégalités sociales – la classe, l'appartenance ethnique, l'âge – qui interagissent avec le genre et, en conséquence, reconnaître que les hommes et les femmes ne sont pas des groupes homogènes et que les différentes dimensions des inégalités se chevauchent et se renforcent mutuellement.

Marylin Power (2004) a donné à cette approche le nom d'«approvisionnement social» (*social provisioning*). En mentionnant ce concept, mon intention est de souligner la dimension définitoire de la méthodologie (au sens large) de l'économie féministe plutôt que de m'appesantir sur l'existence d'une nouvelle étiquette.

Ces différents postulats sont inégalement mis en exergue dans les publications relevant du champ de l'économie féministe, mais ils apparaissent implicitement ou explicitement dans la majorité d'entre elles. Il est intéressant de noter que tous ces postulats, à l'exception du premier – l'intégration du travail domestique et de *care* non rémunéré comme composante fondamentale du fonctionnement du système économique –, apparaissent aussi dans la majorité des approches hétérodoxes. Il est donc envisageable d'éta-

⁹ Dans la littérature publiée en Espagne sur ce thème, ces deux premiers points de départ sont regroupés sous le terme de centralité de la «préservation de la vie» (Carrasco 2001).

blir des ponts entre ces différentes approches. Ainsi, certain-es auteur-es soutiennent que l'économie féministe se distingue des autres programmes de recherche hétérodoxes par l'accent qu'elle met sur les questions de genre – le fait de se préoccuper des « inégalités persistantes et omniprésentes entre hommes et femmes qui procèdent de leurs rôles sociaux différenciés et de rapports de pouvoir inégaux » (Barker et Kuiper 2003, 2) –, plus que par ses différences épistémologiques (conceptions relatives à la pratique scientifique) ou ontologiques (conceptions relatives à la « réalité ») (Lawson 2003).

Bien sûr, ces postulats constituent une sorte de « socle » commun aux productions de l'économie féministe. Mais au-delà, les auteur-es adoptent des positions plus ou moins radicales vis-à-vis du capitalisme ou de la forme que devrait prendre le changement social en fonction des cadres analytiques propres aux écoles de pensée économiques qui les ont inspiré-es (keynésiennes, institutionnalistes, marxistes, etc.) et de certaines priorités politiques¹⁰.

L'économie féministe dans la perspective latino-américaine¹¹

L'Amérique latine était (et est toujours) caractérisée par les inégalités et les contrastes entre riches et pauvres, entre les élégantes zones urbaines et les quartiers populaires, entre les pôles de développement et l'agriculture de subsistance, entre les travailleur-euses du secteur formel protégé-es par le droit du travail et ceux et celles qui travaillent dans le secteur informel, entre des indicateurs de développement humain dont certains relèvent du « premier monde » et d'autres du « quart-monde » et, enfin, entre l'insuffisance des infrastructures de base et la présence d'une couverture « wifi ». La région, malgré son histoire et ses langues communes, est disparate et ses sous-régions présentent des profils économiques très divers (le Mexique, situé sur le continent nord-américain, les pays de l'isthme centraméricain, les pays caribéens hispanophones, la région des Andes, le Brésil et le cône Sud). L'une des caractéristiques principales du développement économique de la région (Benería et Gammage 2014) est l'hétérogénéité entre pays – aux plans de la structure sociale, de la dynamique sectorielle, de la spécialisation externe et du fonctionnement macroéconomique.

En Amérique latine, les hommes et les femmes vivent des réalités très contrastées, mais des différences importantes se font également sentir *entre*

¹⁰ Voir par exemple Pérez Orozco (2014) pour une revue des différentes postures politiques au sein de l'économie féministe.

¹¹ Cette section s'inspire de Esquivel (2012b).

les différentes catégories de femmes. Des changements démographiques profonds – l’augmentation de l’espérance de vie, la baisse du nombre d’enfants par femme et l’évolution des dynamiques familiales – se sont produits parallèlement aux progrès évidents accomplis dans la région dans l’accès des femmes à l’éducation et leur participation tant au marché du travail qu’à la vie politique (CEPAL 2010b ; Cerrutti et Binstock 2009). Ces progrès restent néanmoins insuffisants, notamment parce que la participation des femmes au marché du travail reste plus faible (en taux de participation) et plus précaire que celles des hommes (les femmes exercent plus souvent des activités informelles et sont moins présentes dans les secteurs dynamiques). Les journées de travail des femmes sont globalement plus longues (les tâches non rémunérées s’ajoutant au travail rémunéré) et leur revenu est encore inférieur à celui des hommes à niveau de formation égal (CEPAL 2010b ; Atal, Ñopo et Winder 2009). En outre, on constate depuis quelques années que la féminisation de la pauvreté sur le long terme (une proportion plus importante de femmes pauvres parmi les femmes que d’hommes pauvres parmi les hommes) est un phénomène qui s’amplifie dans la région. Certaines formes de violence à l’égard des femmes persistent, menaçant leur autonomie physique et entravant l’exercice de leurs droits, et ce même si ces droits sont en théorie garantis par les lois nationales et les accords supranationaux (CEPAL 2010b ; OIG 2011).

Ces « situations moyennes » dissimulent de profondes différences *entre* les femmes de la région. Les femmes qui peuvent accéder à l’éducation et à un emploi décent, qui ont la possibilité d’acquérir des biens et services « modernes » et d’exercer pleinement leur citoyenneté appartiennent aux classes sociales moyenne et haute et si, dans quelques rares cas, elles proviennent des quartiers populaires urbains, elles sont généralement blanches. En outre, parmi les femmes des zones rurales et urbaines n’ayant reçu qu’une éducation formelle de base, les femmes d’ascendance africaine et indigène restent statistiquement moins susceptibles que les autres de trouver un emploi (et se trouvent plus fréquemment en situation d’« inactivité » ou de chômage). Ces dernières travaillent dans des conditions plus précaires, vivent plus fréquemment dans la pauvreté, ont un accès plus limité à la protection sociale, et ce dans un contexte d’amélioration générale de ces indicateurs dans la région (CEPAL 2010b ; OIG 2011).

Logiquement, le *postulat* de départ pour *faire de l’économie féministe* en Amérique latine ne peut que reconnaître le fait que les différences de genre ne sont pas « suspendues dans le vide » et que les femmes et les hommes vivent (subissent, mettent à profit, reproduisent ou tentent d’atténuer) différemment les inégalités structurelles (de classe, d’appartenance ethnique) (Benería 2005 ; Rodríguez Enríquez 2010 ; Vásconez 2012a). Il semble

impossible de parler de «la femme» dans la région, non seulement parce que nous nous détachons de certains essentialismes théoriques, mais aussi parce que les femmes et les hommes souffrent parfois de manière très similaire de la précarité de leur situation alors que certaines femmes conquièrent leur autonomie au détriment d'autres femmes. Ce postulat remet donc en question les programmes et les discours qui attribuent «aux femmes» des intérêts de même nature, dans la mesure où les sociétés de la région comptent de nombreuses catégories de femmes dont les intérêts s'avèrent parfois contradictoires¹². C'est sans doute par l'importance qu'elle accorde à ce postulat que l'économie féministe latino-américaine se distingue de la production des économistes féministes des pays centraux¹³.

Prendre comme point de départ les différentes dimensions des inégalités suppose une lecture «structuraliste» du fonctionnement de nos économies et des positions différenciées qu'y occupent les hommes et les femmes. Les conséquences des différents régimes d'accumulation – et de leurs crises – sur les femmes et sur les inégalités de genre ont été fréquemment analysées (Todaro 2008 ; Espino et Azar 2008 ; Esquivel et Rodríguez Enríquez 2013). Mais l'économie féministe vise un objectif plus ambitieux que de procéder à une simple analyse des conséquences du fonctionnement de l'économie. Elle confère aux inégalités de genre (et aux autres inégalités) le rôle de déterminants du mode de fonctionnement de nos économies, lesquels *produisent et reproduisent* les inégalités de genre, de génération, d'appartenance ethnique et de classe (Vásconez 2012a ; Salvador 2012 ; Espino 2012).

Cette perspective est implicitement sous-tendue par le principe selon lequel les causes des inégalités dont nous souffrons dans la région sont de nature plutôt collective qu'individuelle. Alors que la perspective orthodoxe met en lumière les «défaillances» personnelles et valorise l'«égalité des chances» au détriment de l'«égalité de résultat» – notamment dans les thèses qui réduisent la notion d'«égalité des chances» à celle d'«égalité des chances de participation au marché» (Berik, van der Meulen Rodgers et Seguíno 2009) –, le courant latino-américain de l'économie féministe situe l'origine des inégalités dans l'injustice profonde du fonctionnement d'un système économique dont les déséquilibres sont renforcés et amplifiés par le marché livré à ses propres forces.

¹² Ceci suppose de faire primer les particularismes sur les caractéristiques communes, ce qui peut compliquer l'élaboration de programmes féministes consensuels et conçus «à partir de la base».

¹³ Il ne s'agit pas de dire que cette production n'existe pas dans les pays centraux (les contributions de la littérature postcoloniale en sont un exemple [Barker 2005]), mais simplement de constater ce n'est pas un axe prédominant

Fondée sur ce diagnostic, la perspective se dote d'un caractère plus politique – sans toutefois n'avoir jamais eu de prétention à la neutralité. Elle prône la mise en œuvre de politiques publiques *actives* (macroéconomiques, sectorielles, relatives au marché du travail, sociales, etc.) et souligne le rôle de l'État dans le modelage des comportements économiques et dans la lutte contre les différentes dimensions des inégalités, tant dans l'espace de la *production marchande* (ce que nous appelons le marché) que dans celui de la redistribution (celui des politiques fiscales et sociales). Les analyses fondées sur l'économie féministe sont donc susceptibles de proposer des éléments de réflexion utiles à l'élaboration de politiques visant à éradiquer les profondes inégalités de genre qui persistent dans la région et affectent les aspects matériels les plus fondamentaux (Vásconez 2012b).

Dans la région, les contributions de l'économie féministe ont eu un impact important sur un point au moins: l'intégration du travail domestique et de *care* non rémunéré – ou de l'«économie du *care*» – dans les processus de recueil d'informations sur l'utilisation du temps, dans les analyses et les processus d'élaboration des politiques sociales ainsi que dans les programmes supranationaux (par exemple dans les consensus de Quito (2007) et de Brasília (2010), élaborés pendant les différentes conférences régionales sur les femmes qui se sont tenues à cet époque) (Esquivel 2011). Ces programmes ont vocation à aller au-delà des actions visant à rendre visible et à reconnaître la contribution des femmes – pour reprendre le vocabulaire du Programme d'action de Beijing – et à proposer des politiques concrètes de répartition de la charge du *care*, non seulement entre les hommes et les femmes mais aussi entre les ménages et l'ensemble de la société (ou la «sphère publique», dans laquelle les services relevant du *care* sont dispensés gratuitement par les autorités publiques, contre paiement par certains acteurs du marché et selon diverses modalités par les organisations communautaires) (Esquivel 2012a; 2013).

Sur ce point, la production académique latino-américaine se distingue de celle des pays du Nord (de la littérature anglo-saxonne en particulier) par deux caractéristiques. La première est la nécessité conceptuelle de conserver strictement la formulation «le travail domestique et de *care* non rémunéré», sans la réduire au seul «travail de *care*». Dans cette dernière formulation, le travail domestique à proprement parler disparaît, alors même qu'il impose un important investissement en temps, qu'il est hautement féminisé et que les conditions dans lesquelles il est réalisé déterminent la position des travailleuses domestiques rémunérées (Esquivel 2011). La seconde caractéristique est l'utilisation du concept d'«organisation du *care*». Par comparaison avec le concept de «régime de *care*» – élaboré dans la littérature féministe pour répondre aux analyses des régimes de sécurité sociale dépourvus de

perspective de genre –, l'organisation du *care* met en évidence le caractère moins monolithique, ou « enrégimentée », et plus fragmentaire d'une politique sociale (Faur 2011 ; Esquivel, Faur et Jelin 2012). [...] ¹⁴

Références bibliographiques

- Agarwal, B. 2004. Challenging mainstream economics : effectiveness, relevance and responsibility. *IAFFE Newsletter*. 14 (3) : 2-5.
- Atal, J. P., H. Ñopo et N. Winder. 2009. *New century, old Disparities. Gender and ethnic wage gaps in Latin America*. Research Department Working Paper 109. Washington : Banque interaméricaine de développement. http://www.iadb.org/research/pub_hits.cfm?pub_id=IDB-WP-109&pub_file_name=pubIDB-WP-109.pdf.
- Banque mondiale. 2012. *Rapport sur le développement dans le monde 2013 : emplois*. Washington : Banque mondiale.
- Barker, D. 2005. Beyond women and economics : Rereading « Women's Work ». *Signs*. 30(4) : 2189 : 2209.
- Barker, D. et E. Kuiper. 2003. *Toward a feminist philosophy of economics*. Londres : Routledge.
- Benería, L. 2005. *Género, desarrollo y globalización : por una ciencia económica para todas las personas*. Barcelone : Hacer.
- Benería, L. et S. Gammage. 2014. Introducción al semimonográfico sobre América Latina. *Revista de economía crítica*. 10 (18).
- Berik, G., Y. van der Meulen Rodgers et S. Seguino. 2009. Feminist economics of inequality, development, and growth. *Feminist Economics*. 15 (3).
- Carrasco, C. 2001. La sostenibilidad de la vida humana : ¿un asunto de mujeres?. *Mientras Tanto*. 82.
- CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes). 2010a. *La hora de la igualdad : brechas por cerrar, caminos por abrir. Trigésimo tercer periodo de sesiones de la CEPAL. Brasília, du 30 mai au 1^{er} juin*. Santiago du Chili : Nations unies, CEPAL.
- . 2010b. *¿Qué estado para qué igualdad? XI Conferencia regional sobre la mujer de América Latina y el Caribe*. Santiago du Chili : Nations unies, CEPAL.
- Cerrutti, M. et G. Binstock. 2009. *Familias latinoamericanas en transformación : desafíos y demandas para la acción pública*. Serie Políticas Sociales 147. Santiago du Chili : Nations unies, CEPAL.

¹⁴ Esquivel, V. 2015. La economía feminista desde América Latina : ¿Una vía para enriquecer los debates de la economía social y solidaria? In *Une économie solidaire peut-elle être féministe? « Homo æconomicus, mulier solidaria »*. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 31-49. Paris : L'Harmattan, collection Genre et développement : Rencontres.
Traduit de l'espagnol par Aurélie Cailleaud

Elson, D. 2004. Feminist economics challenges mainstream economics. *IAFFE Newsletter*. 14(3).

Espino, A. 2012. Perspectivas teóricas sobre género, trabajo y situación del mercado laboral latinoamericano. In *La economía feminista desde América Latina: una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región*. (Ed.) V. Esquivel. 190-246. Saint-Domingue: ONU Femmes.

Espino, A. et P. Azar. 2008. Changes in economic policy regimes in Uruguay from a gender perspective, 1930-2000. In *Social justice and gender equality: rethinking development strategies and macroeconomic policies*. (Eds.) G. Berik, Y. van der Meulen Rodgers et A. Zammit. 127-153. New York: Routledge / UNRISD Research on Gender and Development.

Esquivel, V. 2011. *La economía del cuidado en América Latina: poniendo a los cuidados en el centro de la agenda*. Atando Cabos; deshaciendo nudos. Panamá: Programme des Nations Unies pour le développement, Centre régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, Communauté de pratique Genre.

—. 2012a. Cuidado, economía y agendas públicas: una mirada conceptual sobre la «organización social del cuidado» en América Latina. In *La economía feminista desde América Latina: una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región*. 141-89. Saint-Domingue: ONU Femmes.

—. 2012b. Introducción: hacer economía feminista desde América Latina. In *La economía feminista desde América Latina: una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región*. 24-41. Saint-Domingue: ONU Femmes.

—. (Ed.). 2012c. *La economía feminista desde América Latina. Una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región*. Saint-Domingue: ONU Femmes/Grupo de Género y Economía de América Latina – GEM LAC.

—. 2013. *El cuidado en los hogares y las comunidades*. Oxford: OXFAM GB.

Esquivel, V., E. Faur et E. Jelin (Eds.). 2012. *Las lógicas del cuidado infantil. Entre las familias, el estado y el mercado*. Buenos Aires: IDES/UNFPA/UNICEF.

Esquivel, V. et C. Rodríguez Enríquez. 2013. Addressing the global economic crisis in Mexico, Ecuador and Argentina: implications for gender equality. In *Gender perspectives and gender impacts of the global economic crisis*. (Ed.) R. Antonopoulos. New York: Routledge.

Faur, E. 2011. A widening gap? The political and social organization of childcare in Argentina. *Development & Change*. 42 (3): 93-120.

Ferber, M. A. et J. A. Nelson (Eds.). 2003. *Feminist economics today: beyond economic man*. Chicago: University of Chicago Press.

- Fraser, N. 1995. From redistribution to recognition? Dilemmas of justice in a «post-socialist» age. *New Left Review*. I/212: 68-93.
- Fournier, D. et L. St-Germain. 2011. Women at the heart of the social and solidarity economy. Montréal: Forum international de l'économie sociale et solidaire.
- Lawson, T. 2003. *Reorienting economics*. Londres: Routledge.
- Meagher, G. et J. A. Nelson. 2004. Survey article: feminism in the dismal Science. *The Journal of Political Philosophy*. 12 (1): 102-26.
- Nelson, J. A. 1995. Feminism and economics. *Journal of Economic Perspectives*. 9 (2): 131-148.
- OIG (Observatorio de igualdad de género de América Latina y el Caribe). 2011. *Informe anual 2011*. El salto de la autonomía de los márgenes al centro. Santiago du Chili: CEPAL.
- Pérez Orozco, A. 2005. Economía del género y economía feminista ¿conciliación o ruptura?. *Revista Venezolana de Estudios de la Mujer*. 10 (24).
- . 2014. *Subversión feminista de la economía. Aportes para un debate sobre el conflicto capital-vida*. Madrid: Traficantes de sueños.
- Peterson, J. et M. Lewis (Eds). 1999. *The Elgar companion to feminist economics*. Cheltenham et Northhampton: Edward Elgar Publishers.
- Power, M. 2004. Social provisioning as a starting point for feminist economics. *Feminist Economics*. 10(3): 3-19.
- Rodríguez Enríquez, C. 2010. Análisis económico para la equidad: los aportes de la economía feminista. *Revista SaberEs*. 2: 3-22.
- Salvador, S. 2012. Género y comercio en América Latina. In *La economía feminista desde América Latina: una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región*. (Ed.) V. Esquivel. 247-289. Saint-Domingue: ONU Femmes.
- Strassmann, D. 1993. Not a free market: the rhetoric of disciplinary authority in economics. In *Beyond economic man: feminist theory and economics*. M. A. Ferber et J. Nelson. 54-68. Chicago: University of Chicago Press.
- Todaro, R. 2008. Chile under a gender lens: from import substitution to open markets. In *Social justice and gender equality: rethinking development strategies and macroeconomic policies*. (Eds.) G. Berik, Y. van der Meulen Rodgers et A. Zammit. 97-126. New York: Routledge/ UNRISD Research on Gender and Development.
- Utting, P., N. van Dijk et M.- A. Matheï. 2014. *Social and solidarity economy: is there a new economy in the making?* Occasional paper 10. Social policies for inclusive and sustainable development. Potential and limits of social and solidarity economy. Genève: UNRISD.
- Vásconez, A. 2012a. Mujeres, hombres y las economías latinoamericanas: un análisis de dimensiones y políticas. In *La economía feminista*

desde América Latina : una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región. (Ed.) V. Esquivel. 42-97. Saint-Domingue : ONU Femmes.

—. 2012b. Reflexiones sobre economía feminista, enfoques de análisis y metodologías : aplicaciones relevantes para América Latina. In *La economía feminista desde América Latina : una hoja de ruta sobre los debates actuales en la región.* (Ed.) V. Esquivel. 98-140. Saint-Domingue : ONU Femmes.

L'économie sera solidaire si elle est féministe

..... Yolanda Jubeto Ruiz* et Mertxe Larrañaga Sarriegi**

..... 169

Éléments clés communs à l'économie solidaire et à l'économie féministe

Cet article propose une réflexion sur les points d'intersection entre économie solidaire et économie féministe. Ces liens existent nécessairement puisque ces deux approches ont en commun de chercher à créer « une économie différente et plus juste » à partir d'une critique de l'économie conventionnelle. Mais il convient de se demander si ces liens se sont approfondis et s'ils sont implicites ou explicites.

Nous considérons que l'économie solidaire (ES) et l'économie féministe (EF) critiquent le système économique dominant ainsi que la construction des présupposés que véhicule la théorie économique hégémonique. L'EF est consciente du fort biais de genre qui caractérise nombre des hypothèses et des méthodes utilisées par les écoles de pensée économiques les plus influentes, notamment par la prédominante école néoclassique. Parce qu'elles ont toujours été considérées comme impartiales¹ et universellement applicables, ces approches doivent être soumises à un examen critique. Il convient de mettre ici en exergue la nature irréaliste de l'agent économique par excellence, « l'*homo œconomicus* », cet être toujours rationnel, égoïste, indépendant, dénué d'affect et de souffrance, absolument autosuffisant et en bonne santé, ni trop jeune, ni trop vieux, blanc et, bien sûr, constamment

* Économiste, Universidad del País Vasco, Espagne

** Économiste, Universidad del País Vasco, Espagne

¹ Voir Ferber et Nelson (1993).

actif sur le marché dans le but de maximiser son bien-être personnel par le seul intermédiaire du profit économique (Mattahei 2010). L'ES critique elle aussi l'*homo œconomicus* quand elle souligne le fait que les activités économiques sont sous-tendues par des motivations, des priorités et des objectifs qui dépassent l'intérêt personnel de chacun et chacune, lequel ne peut donc pas être considéré comme le seul moteur du comportement des individus.

Les stéréotypes sont fréquemment mis à contribution pour expliquer pourquoi le fonctionnement économique des hommes diffère de celui des femmes, des stéréotypes traditionnellement liés aux différences biologiques et qui, encore aujourd'hui, sont très fermement ancrés dans les mentalités. Ces stéréotypes sont utilisés pour favoriser ou défavoriser certains groupes au profit ou aux dépens des autres. Nous estimons donc nécessaire de nous en détacher. Dans le domaine économique, l'EF a identifié un certain nombre d'entre eux :

- Sujet masculin : égoïste ; se préoccupe exclusivement de sa propre satisfaction et de son profit personnel ; se consacre exclusivement au marché sur lequel il travaille à plein temps pendant toute sa vie d'adulte ; auto-suffisant ; dépourvu de mémoire ainsi que des sentiments de justice, de réciprocité et de solidarité.
- Sujet féminin : altruiste ; prend soin des autres et prend en charge le travail reproductif non rémunéré par amour ; se satisfait de l'affection et de la reconnaissance de ses proches ; fait passer les besoins des autres avant les siens propres ; sujet dépendant dont la participation au marché est optionnelle, cette participation étant toujours subordonnée aux aléas de la vie familiale.

L'EF met en avant l'importance du rôle des ménages dans la production (par le travail domestique et de *care*) des biens et services de base qui permettent à la population d'améliorer sa qualité de vie mais restent systématiquement omis ou ignorés dans les analyses économiques. De même, l'ES met en évidence l'incapacité du marché à assurer et à gérer le bien-être des populations et souligne l'importance de la contribution des autres institutions, parmi lesquelles les ménages, l'État et la communauté (Álvarez 2010).

Curieusement, quand l'économie conventionnelle étend son champ d'analyse aux ménages en utilisant les outils néoclassiques, c'est-à-dire quand les caractéristiques habituellement appliquées au chef de famille le sont à tous les membres du foyer (par exemple dans la nouvelle économie de la famille selon G.S. Becker), celui-ci se mue instantanément en un «dictateur bienveillant». Faute de pouvoir agréger les utilités individuelles, le dictateur bienveillant inclut dans la sienne celles de toute la famille. Pour autant, il ne

se préoccupe pas exclusivement de la satisfaction de ses propres besoins et veille également au bien-être de tous les membres de la famille. Par ce biais, ce sujet égoïste dans le cadre du marché devient, par un processus mystérieux, un sujet solidaire au sein de son ménage.

Dans un premier temps, il convient de se demander si les caractéristiques utilisées sont effectivement masculines ou féminines et de s'interroger sur les fondements de cette attribution. Les caractéristiques prétendument féminines dérivent très étroitement du contenu du rôle traditionnellement attribué aux femmes au sein du foyer. Peut-être est-il temps de dépasser cette vision des femmes ? L'importance que celles-ci accordent à leur foyer et le temps qu'elles y consacrent diffèrent grandement de l'une à l'autre. En outre, on oublie le plus souvent (même dans certaines analyses féministes) les changements fondamentaux qui sont intervenus dans le domaine du travail domestique et du travail de *care* non rémunéré. Malgré cette évolution, la prise en charge des personnes dépendantes exige un investissement considérable en travail humain. Ces activités resteront source d'importantes inégalités de genre aussi longtemps qu'elles seront essentiellement accomplies par des femmes sans contrepartie financière (et parfois par des salariées en situation précaire), comme si elles découlaient naturellement de l'affection et de l'amour que prodiguent les femmes (Nussbaum 2012).

L'EF et l'ES visent toutes les deux à accorder aux personnes et à leurs conditions de vie une place centrale dans l'analyse et à établir des liens entre le travail et la production socialement nécessaire, la satisfaction des besoins fondamentaux et la reproduction de l'espèce au sens large (voir Carrasco 2014). Ces visions et analyses du système économique abattent les fausses frontières érigées par l'économie conventionnelle et permettent de dépasser les dichotomies fondant traditionnellement les analyses qui s'y rattachent et qui restent couramment utilisées dans les systèmes éducatifs formels.

L'EF tente notamment de battre en brèche la dichotomie dérivant de la stricte différenciation des espaces de la production et de la consommation, qui considère que l'entreprise est le seul lieu de création de richesse et que le ménage ne fait que consommer cette richesse, qui consacre la primauté de l'espace public sur l'espace privé, cette primauté occultant les liens étroits existant entre ces deux espaces. Il est en effet possible de dépasser la dichotomie productif/non productif qui veut que le travail non rémunéré soit considéré comme non productif et, par conséquent, exclus de l'analyse économique. L'ES, quant à elle, tente de remettre en cause la validité d'autres dichotomies, notamment celle qui oppose les emplois productifs aux emplois non productifs. Elle souligne le caractère simpliste d'une définition qui la présenterait comme une économie axée sur les activités non marchandes

et non monétaires, une sorte « d'économie parasite » radicalement séparée de l'économie de marché qui, parce qu'elle permet de maximiser les profits, serait la seule susceptible de créer de la richesse et de la croissance. L'un des arguments avancés pour remettre en cause cette fausse dichotomie tient précisément à l'importance du travail non rémunéré de socialisation mené à bien au sein des ménages et des communautés, un travail dont la production marchande tire profit (Levesque et *al.* 1989).

Ainsi, l'EF comme l'ES partent d'une remise en cause des définitions traditionnelles qui présentent l'économie comme la science du choix rationnel. Actuellement, l'une des définitions de l'économie les plus fréquemment utilisées dans le monde académique est celle que propose Parkin (1995): « l'étude des modes d'utilisation des ressources limitées dont disposent les personnes pour satisfaire leurs désirs illimités ». Dans cette perspective, l'économie est axée sur les problèmes qui découlent de la pénurie (puisque, selon Parkin et de nombreux autres économistes conventionnels, nous vivons dans un monde de pénurie), dans un contexte où les individus cherchent à satisfaire des désirs sans limites. De la primauté des désirs sur les nécessités matérielles naissent la concurrence et la lutte pour le contrôle des ressources rares. Les modèles économiques qui considèrent le marché comme le mode le plus efficace de répartition des ressources sont fondés sur ce présupposé de la rareté.

Mais cette définition de l'économie n'est pas la seule envisageable. D'autres visions plus ouvertes mettent en avant des éléments autres que la rareté et la concurrence pour tenter de résoudre les problèmes économiques. Celle que propose François Houtart (2006) nous semble intéressante. Il affirme que « la fonction propre de l'économie est de donner la possibilité à tous les êtres humains de vivre physiquement et culturellement dans un environnement où les rapports sociaux seraient égaux, où les activités collectives seraient menées à bien de manière démocratique, où la multiculturalité serait reconnue comme un élément fondamental de l'interculturalité et où la spiritualité serait ouverte et plurielle, tout ceci reposant sur une symbiose entre les êtres humains et la nature ». Cette vision d'une économie qui permettrait aux êtres humains de nouer des rapports plus démocratiques, équitables et harmonieux avec la nature et avec leurs congénères d'origines et de cultures différentes se rapproche davantage de visions qui sous-tendent l'ES et l'EF que de celle du courant dominant de l'économie.

Une lecture des principes de l'économie solidaire dans la perspective de l'économie féministe

Constatant la diversité de ces visions de l'économie et animées du désir de contribuer, même modestement, à la nécessaire déconstruction des frontières établies autour des sujets et objets des analyses économiques, nous pensons qu'il est important de réfléchir aux apports de l'économie féministe et de l'économie solidaire à ces débats. À cette fin, nous proposons une synthèse des perspectives clés de l'ES et de l'EF sur les principaux postulats et principes défendus par le Réseau de l'économie alternative et solidaire² (REAS). Cette analyse nous permettra d'identifier les multiples points communs à ces deux approches et d'évaluer les possibilités de surmonter les désaccords que nous aurons identifiés.

Le premier principe est celui de l'équité. L'ES défend l'idée que l'axe central de l'économie est le processus durable de production des bases matérielles permettant le développement personnel, social et environnemental des êtres humains. Ainsi, le REAS prétend «selon la tradition de l'économie sociale, intégrer dans la gestion de l'activité économique les valeurs universelles qui doivent régir la société et les rapports entre tous les citoyen·nes : l'équité, la justice, la fraternité économique, la solidarité sociale et la démocratie directe» (REAS 2011).

En ce sens, l'équité est un élément fondateur de l'ES. Dans la charte de l'économie solidaire élaborée par le REAS en 2011, elle est définie comme «une valeur qui permet la reconnaissance de toutes les personnes en tant que sujets égaux en dignité ainsi que la protection de leur droit à ne pas subir des rapports fondés sur la domination, quels que soient leur condition sociale, leur genre, leur âge, leur appartenance ethnique, leur origine, leur handicap, etc.» Ainsi décrite, l'équité est une notion plus vaste que l'égalité puisqu'elle est associée à la reconnaissance et au respect de la différence.

L'EF, pour sa part, établit un ensemble diversifié d'hypothèses d'ordre général qui visent à favoriser l'instauration de rapports sociaux – au sens large – équitables entre hommes et femmes et à dépasser les discriminations séculaires auxquelles les femmes sont confrontées, ce qui suppose de mettre fin aux rapports d'oppression capitalistes et hétéropatriarcaux qui prévalent actuellement dans la plupart des régions du monde. L'ES souhaite elle aussi instaurer des rapports socioéconomiques équitables, démocratiques, horizontaux et sans but lucratif qui confèreraient une place centrale à la satisfaction des besoins humains.

² NdE: Réseau espagnol fondé en 1995 regroupant des entités et organisations actives dans le secteur de l'économie solidaire.

Dans la perspective féministe, la science économique doit se préoccuper des « modes d'organisation adoptés par l'humanité pour assurer sa subsistance. L'approvisionnement économique et la préservation de la vie deviennent alors les axes centraux de l'étude, qu'ils soient le fait du marché, des ménages ou de l'action gouvernementale » (Nelson 1996). Il convient donc d'accorder une place centrale, dans l'analyse économique, aux discriminations dont ont souffert les femmes, tout au long de l'histoire, dans les divers systèmes économiques androcentriques que nous connaissons.

Ce principe d'équité peut aisément être mis en relation avec la lutte contre les discriminations dont souffrent les groupes humains subalternes et défavorisés dans chaque société, une lutte que mène également l'ES. Il est à l'évidence indispensable d'analyser, au sein de ces groupes, les points d'intersection entre les différents types d'oppression et de discrimination dans la mesure où ceux-ci viennent s'entrelacer avec la dimension du genre, une dimension dont nous verrons plus loin la pertinence dans le cadre de cette réflexion. Ceci suppose que les pratiques solidaires prennent en compte cette superposition des inégalités qui rend plus complexe la perception des identités, des conditions de vie et de la position sociale des femmes et des hommes dans le système socioéconomique.

Le deuxième principe mis en exergue par l'économie solidaire est l'identification du travail comme déterminant clé de la qualité de vie des personnes, du fonctionnement de la communauté et des relations économiques entre les populations, les villes et l'État. Dans ce contexte, le travail est vu comme un facteur permettant le développement des compétences et visant à satisfaire les véritables besoins de la population. Le REAS met par exemple l'accent sur le fait que les activités de *care*, majoritairement prises en charge par les femmes, ne sont ni suffisamment reconnues par la société ni équitablement réparties (REAS 2011).

Sur ce thème du travail, José Luis Coraggio (1999) affirme que l'ES devrait évoluer vers un système qu'il baptise « économie du travail ». Celui-ci viendrait se substituer tant à l'économie entrepreneuriale capitaliste qu'à l'économie publique. Cette économie conférerait au travail le statut de ressource principale mais pas unique. Il s'agirait d'un sous-système qui, rejetant le principe de l'accumulation du capital financier ou du capital politique, serait fondé sur une logique d'accumulation du capital humain : la reproduction élargie de la vie de toutes les personnes³. L'économie du travail serait donc

³ L'auteur entend par « reproduction simple » la préservation de la vie des membres d'une unité domestique de niveau variable dans l'histoire mais qui, à chaque époque et dans chaque culture, correspond à l'unité minimale moralement acceptable pour assurer la reproduction de ladite unité domestique ou

un secteur économique structuré, organisé et autorégulé qui aurait vocation à permettre la reproduction élargie des membres de la société dans leur totalité. La notion de reproduction élargie ne suppose pas nécessairement que la population ait accès à des revenus monétaires plus conséquents ni même à un volume de biens matériels plus important. La qualité de vie peut s'améliorer grâce à une évolution de la qualité de la consommation, des modèles de rapports sociaux ou de l'habitat, ces changements facilitant l'existence des unités domestiques.

Depuis sa création, l'économie féministe considère l'analyse du travail comme un élément clé de sa réflexion. Les thèmes principaux de cette analyse sont l'assimilation du travail à l'emploi ainsi que la valorisation de toutes les activités menées au sein de la famille ou de la communauté qui ont été ignorées par la théorie économique alors même qu'elles contribuent au bien-être de la population et à la préservation de la vie. Elle souligne également les inégalités qui caractérisent le marché du travail (notamment la ségrégation verticale et la ségrégation horizontale qui opèrent dans les différentes modalités contractuelles et secteurs d'activités, les discriminations salariales, etc.). Comme nous l'avons montré, la vision dichotomique qui distingue le travail rémunéré du travail non rémunéré s'abolit dès que l'on élargit le concept de travail. Se pose alors l'inévitable question de la coresponsabilité des hommes et des institutions dans les tâches domestiques et le travail de *care*. Pour faire progresser cette coresponsabilité, l'économie féministe suggère de faire évoluer les horaires de travail et d'ouverture des commerces, la durée de la journée de travail rémunérée et les modalités qui permettraient de rendre la charge que représente le travail rémunéré compatible avec le cycle de vie des hommes et des femmes. En somme, il s'agit de remanier l'organisation sociale de l'utilisation du temps, des espaces et du travail. Il semble impossible d'envisager des changements de ce type tant que nous n'aurons pas évolué vers une économie post-capitaliste.

Nous pensons que l'ES doit intégrer dans ses pratiques des éléments permettant de mettre fin à ces inégalités de genre en créant des structures plus démocratiques et plus équitables, des structures plus conformes aux principes qu'elle défend.

Le troisième principe mis en avant par le REAS est la préservation de l'environnement. Le réseau met l'accent sur le lien qui unit la nature à toutes les activités productives et économiques. Il souligne à quel point il est

famille. En revanche, le concept de « reproduction élargie » suppose une amélioration de la qualité de vie. En d'autres termes, la reproduction élargie vise à améliorer cette qualité de vie tout au long de la période prise en compte dans l'analyse.

important d'entretenir une bonne relation avec la nature, source de richesse et de santé, et d'évaluer constamment l'empreinte écologique et l'impact environnemental de nos activités. Le REAS prône donc la mise en œuvre d'une économie respectueuse de la nature.

Notamment depuis la naissance du courant écoféministe dans les années 1970, puis dans les analyses ultérieures portant sur les liens que ce courant entretient avec l'économie écologique, l'EF souligne elle aussi la nécessité de prendre en compte la planète autant que l'être humain dans la réflexion sur la préservation de l'espèce. Elle met notamment en lumière le rôle de l'exploitation de la nature et de l'exploitation des femmes dans le système capitaliste actuel.

Les utopies dites féministes nées dans les années 1970 étaient elles aussi fortement influencées par l'écologie et mettaient l'accent sur des objectifs comme «la décentralisation, les structures non hiérarchiques, la démocratie directe, l'économie rurale de subsistance, les technologies douces et la fin de la domination patriarcale». Dans cette vision de l'avenir, «les structures politiques non hiérarchiques permettant l'exercice de la démocratie directe ne pourraient fonctionner en l'absence de structures écologiques de même nature (décentralisées et municipales), et *vice-versa*» (Barbara Holland-Cunz citée dans Kuletz 1992). Toujours selon Barbara Holland-Cunz, ces approches «abolissent le dualisme qui oppose la ville et la campagne, le travail manuel et le travail intellectuel, le public et le privé, la production et la reproduction». Ces idées sont à l'évidence étroitement liées avec l'écoféminisme et sont d'ailleurs nées à la même période. On peut également souligner leur parenté avec la volonté de l'ES de mettre en œuvre des rapports horizontaux et démocratiques qui valorisent le fruit du travail (sa valeur d'usage) et non les bénéfices économiques qu'il permet d'obtenir.

Ces propositions ont pour vocation fondamentale de s'opposer à la vision du monde qui s'est généralisée avec l'expansion du capitalisme et a créé le mythe selon lequel l'être humain serait capable de contrôler totalement la nature. Dans cette perspective, la nature est considérée comme un facteur de production similaire aux autres – la terre et ses composants devenant des ressources naturelles exploitables –, et par conséquent privatisable, commercialisable et au service des intérêts du capital (Polanyi 2003). Dans leur majorité, les analystes du système capitaliste ont écarté de leur réflexion les questions relatives à la viabilité de ce système à long terme, puisqu'ils ont exclu de leurs calculs les limites de la planète et les conséquences de l'exploitation capitaliste pour la majorité de la population. Ils ont persisté dans leur approche malgré les nombreux rapports scientifiques qui, durant ces dernières décennies, sont venus la remettre en cause et malgré les travaux

menés par les économistes écologistes et les écoféministes pour dénoncer les excès commis.

Le quatrième principe fondateur de la REAS est la coopération. L'ES estime nécessaire d'encourager la coopération entre personnes et organisations pour construire des relations commerciales plus justes grâce auxquelles pourront prospérer la confiance, la coresponsabilité, la transparence et le respect.

La question centrale de l'économie⁴ peut être définie comme l'analyse de l'ensemble des liens que tissent les membres d'une population pour créer et perpétuer l'organisation des rapports sociaux nécessaires à leur subsistance et à la reproduction matérielle de la vie. Ainsi, au cours de l'histoire, les systèmes économiques ont adopté la forme concrète correspondant aux structures sociales au sein desquelles ces liens se sont forgés en fonction des rapports humains et sociaux en vigueur.

Parmi les caractéristiques fondamentales des rapports sociaux qui sous-tendent la structure économique de tout peuple ou communauté souhaitant garantir sa propre durabilité, nous soulignons l'importance de la coopération, de l'interdépendance des êtres humains et de leur relation avec la nature qui les accueille. De notre naissance à notre mort, nous appartenons à une communauté qui, par le biais des unités domestiques qui la composent, tente de nous dispenser, sous diverses formes, les soins dont nous avons besoin pour survivre mais aussi pour mener une vie agréable. Ce caractère social de la vie humaine et le fait que la présence des autres soit indispensable à notre survie et à notre développement ne sont pas le fait des seules sociétés préindustrielles, ils sont des traits caractéristiques de toutes les sociétés.

Les sociétés qui, comme la nôtre, sont fondées sur la consommation de masse accordent une grande valeur à l'autonomie individuelle. Mais à mesure que les processus de production et le revenu moyen ont progressé, la population est devenue plus vulnérable puisque la division du travail très marquée qui s'est imposée a renforcé l'interdépendance des êtres humains qui composent la société. Dans son analyse de la société des États-Unis d'Amérique dans les années 1960, Heilbroner montre par exemple que «plus une nation est riche, plus évidente est l'incapacité de l'habitant-e moyen-ne à survivre par ses propres moyens». Il souligne également le fait que «l'abondance dans laquelle nous vivons n'est garantie que tant que nous pouvons compter sur la coopération organisée d'une véritable armée d'êtres

⁴ Définition inspirée de Robert I. Heilbroner (1964).

humains». Analysées dans leur contexte historique, ces affirmations pourraient inciter à une réflexion portant non seulement sur l'économie étatsunienne mais aussi sur les relations économiques internationales qu'entretient ce pays. Elles pourraient aussi être considérées comme une importante source d'inspiration dans la perspective d'une analyse de l'importance de la coopération dans la survie des sociétés.

L'économie conventionnelle définit la concurrence comme une des clés du fonctionnement du système économique capitaliste, cette concurrence étant le seul moyen d'obtenir des profits conséquents tout en permettant l'accumulation du capital. En accordant une place centrale à la concurrence entre les membres d'une société, cette logique détourne l'analyse économique de la coopération qui prévaut dans les rapports commerciaux fondés sur des logiques autres que celle de la maximisation du profit économique – les rapports qui reposent par exemple sur la valeur d'usage des biens échangés – et exclut de la réflexion les rapports sociaux qui contribuent à la subsistance sans toutefois être liés au marché – parmi lesquels le travail domestique, les activités de *care* et enfin les divers travaux communautaires.

La culture de la coopération et des réseaux vise à créer des synergies utiles à la diffusion des informations et au partage de certaines connaissances, ressources, espaces et biens. En somme, elle permet à tous les membres d'une société d'unir leurs efforts pour atteindre une certaine complémentarité. Cette logique s'inscrit en opposition frontale avec la conception hégémonique des activités économiques, une conception toujours plus réductrice qui isole progressivement l'économie marchande de la sphère politique et du reste des activités indispensables à la reproduction de la vie, alors même que la première dépend des secondes. L'autorégulation des marchés – une supercherie sur laquelle l'économie de marché est entièrement fondée – ne peut fonctionner qu'à «la condition que la société se soumette d'une manière ou d'une autre aux exigences [du marché]. [...] Une économie de marché doit inclure toutes les composantes de l'industrie, notamment la main-d'œuvre, la terre et l'argent. La main-d'œuvre et la terre sont en fait les êtres humains eux-mêmes – ceux et celles qui composent toute société – et le milieu naturel dans lequel ils et elles évoluent. Quand ces éléments comptent parmi les mécanismes du marché, la survie même de la société est subordonnée aux lois du marché» (Polanyi 2003). L'EF et l'ES visent toutes deux à dépasser cette prédominance des marchés capitalistes pour placer la coopération entre les êtres humains au centre de leur modèle pour garantir à tous et toutes des conditions de vie dignes.

Le cinquième principe veut que les activités solidaires ne soient dotées d'aucun but lucratif. Ceci suppose que les projets solidaires visent princi-

palement à améliorer la société et la vie des êtres humains. Ces initiatives doivent donc revêtir un caractère essentiellement non lucratif sans toutefois que les activités mises en œuvre soient condamnées à ne jamais produire d'excédents. Ces profits éventuels devront néanmoins être réattribués à la société tout entière – par exemple par le biais de projets sociaux –, à de nouvelles initiatives solidaires ou encore à des programmes de coopération au développement. Dans la perspective de l'ES comme dans celle de l'EF, les activités économiques sont motivées par des priorités et objectifs qui dépassent l'intérêt personnel de chacun et chacune, ce dernier ne pouvant donc pas être considéré comme le seul moteur du comportement des individus. En outre, l'ES opère «une claire distinction entre la création de richesse et la volonté d'enrichissement personnel» (Álvarez 2010).

179

Le sixième principe est celui du compromis avec l'environnement social.

Dans cette logique, les projets doivent prendre en compte l'environnement social dans lequel ils sont mis en œuvre, ce qui suppose la mise en place d'une coopération avec d'autres organisations et une insertion dans certains réseaux. Cette démarche vise à permettre aux expériences concrètes menées dans le cadre de l'économie solidaire de mener à la construction d'un modèle socioéconomique alternatif. Les pratiques de l'ES se sont construites progressivement dans des contextes divers. De ce fait, elles sont dotées de caractéristiques variables en fonction des lieux et de la mémoire historique des territoires concernés, de la définition des expériences communautaires, coopératives et locales ainsi que de la manière dont les personnes impliquées les ont vécues, et enfin en fonction du processus de construction propre à chacune de ces économies. Les économistes féministes soulignent la pertinence des analyses et des hypothèses qui tiennent compte des réalités concrètes, des réalités différentes les unes des autres tout comme le sont les femmes. Mais, les processus d'*empowerment* économique dans lesquels se sont impliquées les organisations de femmes ont permis de prendre la mesure des compromis que ces dernières font avec leur environnement et notamment de leur constante préoccupation pour les problèmes liés à leur famille. Ce dernier constat a parfois pu nourrir le débat relatif au fait que de nombreuses femmes font primer leurs problèmes familiaux sur leurs intérêts stratégiques propres.

En somme...

Le modèle du marché capitaliste fait du commerce le cœur stratégique de toutes les activités économiques et considère comme non économique l'ensemble des activités menées à bien hors du marché à des fins de préservation de la vie. Dépourvues de toute composante marchande, ces activités sont

difficilement quantifiables et peuvent donc aisément être exclues du raisonnement (Waring 1988 ; Pujol 1992). Ce modèle ne prend pas en compte les besoins des habitant-es de la planète qui ne disposent pas de ressources monétaires suffisantes pour prendre part au marché capitaliste. Fortes de ce constat, l'EF et l'ES proposent une vision alternative du système économique, de ses objectifs et des principes qui le sous-tendent.

L'EF comme l'ES revendiquent la nécessité d'accorder une place centrale aux personnes, aux rapports humains ainsi qu'à la satisfaction des besoins essentiels plutôt qu'à celle des désirs que la société de consommation de masse crée en permanence, celle-ci étant vouée à la recherche du profit et non à la satisfaction équilibrée des besoins fondamentaux des hommes et des femmes qui composent la collectivité. En somme, l'ES et l'EF ont en commun de défendre un type de relations économiques fondées sur l'interdépendance et la réciprocité ainsi que sur une volonté de mettre en œuvre des principes démocratiques et de transparence, et ce en conservant en permanence comme principal axe directeur l'équité entre les personnes.

De très nombreux projets adoptent des objectifs solidaires, même si le plus souvent ceux-ci ne sont pas vraiment formulés ni développés. Nous devons désormais combiner les visions féministe et solidaire pour créer un nouveau mode de concrétisation des activités humaines dans des sociétés vouées au bien-être collectif et fondées sur l'équité, la coresponsabilité, la démocratie économique et la réciprocité. Cette société devrait aussi reposer sur toutes les valeurs qui nourrissent notre humanité et nous permettent de prendre conscience des inévitables limites de l'accumulation des richesses matérielles ainsi que de la nécessité de changer nos modèles de production, de distribution et de consommation, du niveau local au niveau mondial. En analysant les liens entre l'EF et l'ES, nous allons dans cette direction. Pour créer un monde plus juste, il nous semble indispensable de faire connaître ces points communs et de les rendre visibles.

Les principes de l'ES sont aisément conciliables avec les objectifs et les hypothèses de l'EF, mais ces derniers ne sont pas toujours formulés de manière explicite. Cette absence d'approche ou de perspective de genre explicite n'est pas le seul fait de l'ES, elle est commune à la majorité des théories considérées comme alternatives. Certains développements théoriques – par exemple l'approche par les capacités ou d'autres approches plus pratiques comme celle du « bien-vivre » – ont des objectifs communs avec l'EF, mais elles ne soulignent jamais ces points communs de manière explicite, sauf par des références ponctuelles et très générales. Cet oubli n'est pas le fruit du hasard et on peut supposer qu'il repose sur une position qui fait de la lutte pour l'équité de genre une question de moindre importance. Nous

avons pu constater que, sur le papier, l'ES et l'EF sont fondées sur les mêmes principes. Pour les projets solidaires réels, la difficulté réside donc dans la mise en pratique de ces principes.

Nous pensons donc que la création d'une économie solidaire féministe nécessitera l'exploration et l'approfondissement de nombreux autres champs de réflexion. Il nous faudra continuer à étoffer le champ théorique mais il conviendra également d'ouvrir le débat sur des questions plus pratiques, certaines d'ordre général et d'autres plus concrètes. En premier lieu, l'ES peut-elle réellement permettre de créer «une économie d'un autre type»? L'ES peut-elle contribuer à l'avènement de la société non sexiste et solidaire qui constitue le cœur du projet féministe? Si oui, comment? L'ES peut-elle permettre une répartition plus équitable des richesses en donnant aux femmes pauvres la possibilité d'accéder aux ressources socioéconomiques? Peut-elle stimuler des processus autogérés susceptibles de créer des emplois de qualité pour les femmes? L'ES peut-elle garantir aux femmes un accès aux biens et services dont elles ont besoin (Corbeil *et al.* 2002)? Si toutes ces questions trouvent une réponse positive, c'est-à-dire si l'ES prend en considération les besoins pratiques des femmes sans jamais perdre de vue leurs intérêts stratégiques, nous pourrions aboutir à la conclusion suivante: l'ES et l'EF ont de nombreux points communs et elles vont en outre dans la même bonne direction.⁵

Références bibliographiques

Álvarez, S. 2010. Potencialidades y desafíos de la economía solidaria. *Papeles de relaciones ecosociales y cambio global*. 110.

Carrasco Bengoa, C. 2014. Economía, trabajos y sostenibilidad de la vida. In *Sostenibilidad de la vida. Aportaciones desde la Economía Solidaria, Feminista y Ecológica*. Y. Jubeto Ruiz, M. Larrañaga Sarriegi, C. Carrasco Bengoa, M. León Trujillo, Y. Herrero López, C. Salazar de la Torre, C. de la Cruz Ayuso, L. Salcedo Carrión et E. Pérez Alba. 27-42. Bilbao: REAS Euskadi.

Coraggio, J. L. 1999. De la economía de los sectores populares a la economía del trabajo. Communication présentée pendant le séminaire «Economía dos setores populares. Entre a realidade e a utopia». CAPINA,

⁵ Jubeto Ruiz, Y. et M. Larrañaga Sarriegi. 2014. La economía será solidaria si es feminista. Aportaciones de la Economía Feminista a la construcción de una Economía Solidaria. In *Sostenibilidad de la vida. Aportaciones desde la Economía Solidaria, Feminista y Ecológica*. Y. Jubeto Ruiz, M. Larrañaga Sarriegi, C. Carrasco Bengoa, M. León Trujillo, Y. Herrero López, C. Salazar de la Torre, C. de la Cruz Ayuso, L. Salcedo Carrión et E. Pérez Alba. 13-26. Bilbao: REAS Euskadi.
Traduit de l'espagnol par Aurélie Cailleaud

CEADE, CERIS, CESE, et Universidad Católica de Salvador (UCSAL). Bahía, Salvador. 8 et 9 novembre.

Corbeil, C., F. Descarries et E. Galeran (Dir.). 2002. Actes du colloque «L'économie sociale du point de vue des femmes». *Cahier du LA-REPPS*. 2-3.

Ferber, M. A. et J. Nelson (Eds.). 1993. *Beyond economic man. Feminist theory and economics*. Chicago: The University of Chicago Press.

Heilbroner, R. I. 1964. *La formación de la sociedad económica*. Mexico: Fondo de Cultura Económico.

Houtart, F. 2006. Prólogo. In *Sujetos políticos*. (Ed.) I. Rauber. Santo Domingo: Pasado y presente XXI.

Kuletz, V. 1992. Entrevista a Barbara Holland-Cunz. *Ecología Política*. 4: 9-21.

Levesque, B., A. Joyal et O. Chouinard. 1989. *L'autre économie: une économie alternative ?* Québec: Presses Universitaires du Québec.

Mattahei, J. 2010. Más allá del hombre económico: crisis económica, economía feminista y la economía solidaria. *Cayapa. Revista Venezolana de Economía Social*. 10(19): 65-80. Janvier-juin. Universidad de los Andes, Venezuela.

Nelson, J. A. 1996. *Feminism, objectivity and economics*. Londres; NY: Routledge.

Nussbaum, M. 2012. *Crear capacidades. Propuestas para el desarrollo humano*. Barcelone: Paidós.

Parkin, M. 1995. *Microeconomía*. Reading, MA: Addison-Wesley Iberoamericana.

Polanyi, K. 2003. *La gran transformación*. México: Fondo de Cultura Económica.

Pujol, M. A. 1992. *Feminism and anti-feminism in early economic thought*. Cheltenham, IK; Northampton, MA: Edward Elgar Publishing Limited.

REAS (Red de redes de economía alternativa y solidaria). 2011. Carta de Principios de la Economía Solidaria. Mai.

Waring, M. 1988. *Counting for nothing. What men value and what women are worth*. Wellington: Allen & Unwin; Port Nicholson Press.

—. 1994. *Si las mujeres contaran. Una nueva economía feminista*. Madrid: Vindicación feminista.

Femmes et économie solidaire : opportunités et dangers

..... Isabelle Guérin*

183

En optant pour une évaluation strictement marchande de la richesse et en refusant de s'immiscer dans les relations intrafamiliales sous prétexte du respect de la vie privée, l'économie (à la fois comme forme de savoir et comme ensemble de pratiques) n'a guère été favorable aux femmes. L'économie sociale aura permis quelques avancées (en particulier la professionnalisation et la reconnaissance de certains métiers du travail social, tout en contribuant à leur forte féminisation) mais sans contrecarrer la tendance générale. Au-delà des questions de pouvoir et de prise de décision, qui restent foncièrement masculines, les mouvements mutualistes, coopératifs et associatifs ne se sont pas réellement emparés de cette question des inégalités entre sexes.

Qu'en est-il de l'économie solidaire, cette nouvelle vague d'économie sociale que l'on observe sur l'ensemble de la planète depuis une vingtaine d'années et qui vise à « démocratiser » l'économie ? Commençons par un premier constat : bon nombre de ces expériences sont animées par des femmes et destinées à des femmes. Face à la délicate conciliation entre vie familiale et vie professionnelle, face à des responsabilités matérielles croissantes, face aux difficultés d'accès à la propriété et au crédit, les femmes sont souvent les premières à se mobiliser et à s'auto-organiser.

* Socio-économiste, Institut de recherche pour le développement, Centre d'études en sciences sociales sur les mondes américains africains et asiatiques (IRD-CESSMA), France

Guérin, I. 2017. Femmes et économie solidaire : opportunités et dangers. In *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires. Cahiers genre et développement*. N° 10. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 183-188. Paris : L'Harmattan.

Cuisines collectives ou restaurants de quartiers, banques de céréales ou épiceries sociales, cliniques médicales communautaires ou mutuelles de santé, crèches parentales ou garderies populaires, coopératives d'épargne-crédit ou cercles d'emprunteuses, groupes d'alphabétisation ou centres populaires de formation : au Nord comme au Sud, les expériences se multiplient, luttant pour un accès plus juste aux droits économiques, sociaux et politiques de base. Au-delà des spécificités nationales et de la diversité des appellations, quoi de commun entre toutes ces expériences et quelles perspectives offrent-elles en termes d'inégalités entre hommes et femmes ? L'analyse empirique de diverses expériences, tant dans les pays du Nord que du Sud, montre que l'économie solidaire peut répondre à trois enjeux décisifs par rapport à la question des inégalités hommes-femmes.

Droits réels et justice de proximité

Le premier concerne l'accès réel aux droits : on sait que la pauvreté et les inégalités ne se résument pas à une question de ressources, mais proviennent en large partie d'un problème d'accès aux droits. Certaines catégories de personnes, singulièrement les femmes (mais aussi les handicapés, les minorités ethniques) ont plus de mal à « convertir » leurs droits formels en de réelles potentialités, autant pour des raisons biologiques que sous l'effet de facteurs socioculturels comme la prégnance de normes sociales qui leur sont défavorables. Dans certains pays, les femmes exigent d'abord leur reconnaissance juridique comme personnes humaines ayant des droits. Là où les législations existent, elles revendiquent le respect des droits et des moyens visant à assurer une mise en application effective. Quel que soit le chemin à parcourir, deux types de mesures s'imposent. La première concerne l'offre d'une justice de proximité, visant à pallier les carences d'une justice sociale absente aveugle aux spécificités rencontrées par certains groupes sociaux, en particulier les femmes ; bon nombre de pratiques d'économie solidaire jouent précisément ce rôle, soit en informant les personnes de leurs droits, soit en proposant des services visant à pallier l'incomplétude des droits existants (dans de multiples domaines tels que la sécurité alimentaire, la santé, l'emploi, les services financiers, etc.). La seconde mesure concerne l'instauration d'un dialogue social, seul moyen de lutter contre l'inertie des normes relatives à la division sexuée des rôles, dont on sait à quel point elles résistent au changement. Comment susciter ce dialogue social ? Compter sur une mobilisation massive dans des formes traditionnelles d'engagement de type syndical, politique ou purement idéologique, est illusoire. Les personnes, et notamment les femmes, ont besoin d'engagements plus courts, tournés vers la résolution de problèmes concrets. Des espaces publics de proximité, où chacun-e est amené-e à discuter et à débattre de problèmes qui le-la concernent dans sa vie quoti-

dienne, peuvent être le véhicule de ce dialogue social. Ici encore, bon nombre de pratiques d'économie solidaire jouent ce rôle : au-delà de la prestation de services, l'existence d'un climat de confiance incite les femmes à s'exprimer sur des sujets tels que la violence intrafamiliale, l'absence de mobilité, les contraintes liées aux obligations familiales, etc.

Revalorisation des activités de soin à autrui

Le second enjeu de l'économie solidaire concerne la revalorisation des activités de *soin à autrui*. Ces activités continuent d'être considérées comme relevant d'une responsabilité exclusivement familiale, et, de fait, exclusivement féminine. C'est au nom de cette responsabilité, érigée en véritable devoir, que la liberté individuelle des femmes a été sacrifiée – et continue de l'être – au nom de l'efficacité collective, leur contribution au capital humain étant considérée comme prioritaire par rapport à toute perspective de projet personnel. Externaliser une partie de ces tâches (crèches, services de proximité) est une première piste, mais qui s'avère néanmoins limitée, tant pour des raisons d'ordre éthique que pratique. Imaginer des solutions collectives est le seul moyen d'éviter de retomber dans une société de serviteurs et de marchandiser l'ensemble des relations sociales. Il est tout aussi essentiel de revaloriser ces activités de proximité et de soin à autrui. Admettre qu'elles ne sont ni un résidu de la tradition, ni une vertu soi-disant féminine, mais qu'elles participent pleinement au bien-être individuel et social et qu'elles sont facteur d'épanouissement personnel est vraisemblablement le seul moyen de parvenir à un partage plus égalitaire des tâches familiales. L'économie solidaire va dans ce sens, non seulement en contribuant à professionnaliser ce type d'activité et en luttant pour la reconnaissance du bénévolat, mais aussi en participant à l'évolution de l'imaginaire collectif à travers des discussions et des débats associant familles et prestataires de services. On assiste ainsi à l'émergence d'espaces intermédiaires entre le privé-domestique et le public permettant de socialiser une partie des problèmes gérés jusque-là de manière uniquement privée.

Démocratie participative

Enfin le dernier enjeu concerne la mise en œuvre d'une démocratie participative. Du fait de son caractère souvent très local, l'économie solidaire court un risque incessant, celui d'être réduite à un subterfuge néolibéral se traduisant par un désengagement public encore plus prononcé, ce danger concernant en premier les femmes. Comme on vient de le noter, bon nombre d'expériences d'économie solidaire visent la prise en charge d'activités de

proximité traditionnellement dévolues aux femmes; ces expériences sont donc pour l'instant animées en grande partie par des femmes et pour des femmes. S'en tenir à des actions localisées et disséminées sans interroger les fondements structurels de l'inégalité aurait alors pour effet de renforcer encore davantage le caractère féminin de ces activités de proximité. Or, si l'économie solidaire doit avoir un sens et mérite que l'on s'y intéresse, ce n'est pas seulement pour les actions qu'elle mène au quotidien, c'est aussi, et peut-être surtout, par sa capacité à contribuer à des changements institutionnels plus favorables aux femmes, contribution qui passe tant par leur participation à l'élaboration de politiques publiques que par leur aptitude à faire évoluer les systèmes de représentations. C'est ici que l'ancrage politique de l'économie solidaire est décisif. La pertinence de l'économie solidaire repose sur cette volonté d'articuler une justice de proximité avec une justice globale, en participant (ou du moins en tentant de le faire) à la transformation des politiques publiques. C'est précisément cette articulation qui fait sa spécificité: parce qu'elle est ancrée dans le quotidien des gens, elle peut avoir un rôle d'interpellation des politiques publiques qui réponde réellement aux besoins et aux attentes des personnes.

Quelle articulation au politique ?

Selon les expériences et les pays, cette articulation au politique est plus ou moins explicite, plus ou moins prononcée. Dans un pays comme le Bangladesh où les femmes ont une mobilité très réduite – sortir du village est parfois impensable –, se réunir et discuter collectivement des problèmes des unes et des autres est déjà une avancée incontestable. À un niveau international, cette articulation est encore balbutiante, parfois confuse, mais elle existe. Certaines expériences nationales spécifiquement destinées à améliorer la situation des femmes sont parvenues à se diffuser à l'étranger: la marche des femmes contre la pauvreté au Québec, qui a été le lancement de la reconnaissance de l'économie solidaire au Québec, est maintenant une marche mondiale; les banques du temps italiennes ont fait des émules un peu partout en Europe; une banque solidaire de femmes indiennes a largement contribué à l'adoption en 1996 par l'Organisation internationale du travail d'une convention sur le travail à domicile et elle a donné le jour à une organisation internationale de défense des droits des travailleuses à domicile.

Repenser l'articulation entre famille, «marché», autorités publiques et société civile: c'est en cela que l'économie solidaire offre des opportunités inédites. Dans les pays du Sud, l'économie solidaire apparaît comme le seul moyen pour les femmes d'accéder à des droits fondamentaux en matière de santé, d'éducation et d'activités génératrices de revenus, notamment par le

biais de l'accès au crédit. Dans les pays du Nord, l'économie solidaire se présente comme une voie possible pour penser le partage du travail et la réduction du temps de travail – présentés aujourd'hui comme l'une des clefs du plein-emploi – sans renforcer les inégalités préexistantes. Par le biais des services de proximité, l'économie solidaire offre une opportunité inédite pour redéfinir le partage des obligations familiales sans raviver des formes de servilité dont les femmes ont péniblement réussi à se sortir.

Les potentialités de l'économie solidaire ne doivent occulter sa fragilité. En aucun cas, il ne s'agit d'encourager le regroupement de femmes pauvres et de les inciter à se prendre en charge. Alléguer le dynamisme de l'action collective féminine dans le but de lui déléguer certaines missions d'intérêt général est fort séduisant, tant pour les États que pour les organismes internationaux. Et dans un contexte généralisé de pénurie de financements publics, ce risque de récupération et d'instrumentalisation est patent, sinon déjà à l'œuvre dans certains domaines. L'avenir du mouvement de l'économie solidaire dépend d'abord de la manière dont il parvient, en son sein, à reconnaître l'enjeu des inégalités entre sexes, ce qui n'est pas encore systématiquement le cas. Cet avenir dépend ensuite de la capacité de contribution de l'économie solidaire dans son ensemble à la définition de l'intérêt général.

La mise en œuvre d'une justice sociale réellement pluraliste ne s'est probablement jamais révélée aussi nécessaire et complexe à la fois. Face à l'internationalisation des économies, force est d'admettre, aujourd'hui bien plus qu'hier, la perte de souveraineté des États, quels qu'ils soient, et leur difficulté à s'imposer, dans le domaine du marché comme dans celui de la protection sociale. Dans de telles conditions, la société civile ne peut se faire entendre que si elle s'internationalise. Et dans le même temps – et c'est là tout le paradoxe – ces pratiques n'ont probablement jamais été autant particularisées, fragmentées, et donc peu aptes à représenter l'intérêt général. D'où la nécessité d'initiatives ayant pour but de dépasser ces particularismes et dont la raison d'être serait de construire une société civile, et une société civile d'envergure internationale. Cette hypothèse n'est pas complètement utopique. Plusieurs événements récents annoncent l'émergence d'une société civile au niveau européen et on fait le même constat au niveau international : en témoignent par exemple les conférences portant sur l'économie sociale et solidaire qui se sont succédé depuis celle qui s'est tenue à Ostende, en 1997, l'organisation régulière de contre-sommets à ceux du G8 ou de l'OMC ou encore la naissance de l'Alliance pour un monde responsable et solidaire dans laquelle a été construit un pôle de socio-économie solidaire.

Pour autant, il serait naïf, à l'instar de bon nombre de penseurs de la tradition libérale, de croire en la capacité spontanée des personnes à organiser un

pluralisme efficace et représentatif de l'ensemble des groupes sociaux. L'accès à l'espace public, on le sait, est foncièrement inégalitaire, les pauvres et les femmes figurent souvent parmi les plus mal lotis. Si l'on admet que la liberté d'expression est tout autant nécessaire que la liberté économique, si l'on admet également que cette liberté d'expression ne se résume pas à l'exercice d'une démocratie représentative mais suppose celui d'une démocratie participative, capable de favoriser la délibération, la formulation et l'expression des besoins, alors il est de la responsabilité des États de corriger ces inégalités face à la parole publique. Le besoin d'État n'a probablement jamais été aussi criant, mais sous d'autres formes. Il appartient aux acteurs de l'économie solidaire de poursuivre leurs actions, leurs revendications ainsi que leurs efforts d'unité, mais il est du ressort des autorités publiques d'appuyer sans plus attendre ces efforts sans en attendre des résultats tangibles, ce qui suppose de reconnaître qu'elles ont elles-mêmes besoin de cette force de contestation pour être à la fois plus justes et plus efficaces.¹

Références bibliographiques

- Folbre, N. 1997. *De la différence des sexes en économie politique*. Paris : Éditions des femmes.
- Fréchette, L. 2000. *Entraide et services de proximité. L'expérience des cuisines collectives*. Québec : Presses de l'université du Québec.
- Guérin, I. 2003. *Femmes et économie solidaire*. Paris : La Découverte.
- . 2005. *Femmes et économie : quels enjeux ? Entre résistance et justice sociale*. Concept paper réalisé pour la rencontre du PSES à Dakar, au Sénégal, du 19 au 21 novembre 2005.
- Laville, J.- L. (Dir.). 1994. *L'économie solidaire : une perspective internationale*. Paris : Desclée de Brouwer.
- . 1999. *Une troisième voie pour le travail*. Paris : Desclée de Brouwer.
- Laville, J.- L., A. Caillé, P. Chantal, E. Dacheux, B. Eme et S. Latouche. 2001. *Association, démocratie et société civile*. Paris : La Découverte.
- Sen, A. K. 2000. *Repenser l'inégalité*. Paris : Seuil.

¹ Guérin, I. 2005. Femmes et économie solidaire. In *Dictionnaire de l'autre économie*. (Dir.) J.-L. Laville et A. D. Cattani. Édition mise à jour et augmentée. 410-418. Paris : Gallimard.

4




Réinvention du politique

Plus que les armes des faibles : l'organisation des travailleuses dans l'économie informelle

191

..... Naila Kabeer*, Kirsty Milward** et Ratna Sudarshan***

a participation des femmes au marché du travail progresse dans de nombreuses régions du monde et cette tendance va de pair avec la croissance d'un secteur informel associé à l'économie formelle. Parallèlement, les organisations de travailleur-euses structurées selon un modèle conventionnel se heurtent à des difficultés maintenant bien connues pour défendre les travailleur-euses du secteur informel : elles déterminent généralement leur stratégie, leur forme et leur mode d'organisation en fonction de lieux de travail, de tâches et d'employeurs précis, et en se fondant sur l'archétype du travailleur masculin soutien de famille, alors que les employé-es du secteur informel travaillent dans des lieux physiquement dispersés, accomplissent des tâches très diverses, n'ont pas d'employeur identifiable et, de plus en plus souvent, sont des femmes. Pourtant, et de façon peut-être surprenante, les économies en développement comptent de nombreuses organisations qui ont réussi à se mobiliser pour défendre les intérêts des travailleuses du secteur informel malgré les limites que leur imposent les modèles conventionnels. Il semble donc indispensable de comprendre les déterminants de cette réussite.

* Économiste, London School of Economics and Political Science, Royaume-Uni

** Consultante en genre et développement, Inde

*** Économiste, Institut of Social Studies Trust (ISST), Inde

La recherche¹ a certes montré que les femmes qui exercent un travail rémunéré voient leur degré d'*empowerment* s'améliorer, comme en attestent certains indicateurs, mais les effets du travail rémunéré sont plus manifestes et plus réguliers pour les femmes qui occupent un emploi formel. Or cette catégorie ne représentait qu'une petite minorité des travailleuses dans les pays étudiés. Dans ces pays, comme dans la plupart des pays en développement, l'écrasante majorité des femmes mènent des activités économiques informelles caractérisées par des revenus de nature irrégulière et imprévisible et par des conditions de travail difficiles qui relèvent souvent de l'exploitation. En outre, il s'est avéré que les changements constatés se limitaient le plus souvent aux niveaux individuel ou familial. Peu d'éléments permettent de penser que l'accès à un emploi rémunéré favorise une quelconque forme d'organisation collective des femmes qui leur permettrait de lutter contre la structure fondamentale particulièrement dense des injustices de genre que les femmes vivent au quotidien, notamment dans leur vie professionnelle.

Les recherches portant sur la relation entre emploi rémunéré et *empowerment* ont donc montré que l'accès à un emploi rémunéré régulier renforce certes le pouvoir des femmes en ce sens qu'il leur donne une meilleure estime d'elles-mêmes et un meilleur pouvoir de négociation sur des aspects importants de leur vie et des relations qui leur tiennent à cœur. Mais, au-delà, le potentiel émancipateur de cet accès reste limité². Il n'a que peu d'influence sur le statut juridique des citoyennes, sur les possibilités qui leur sont offertes de bénéficier d'une égalité de droits en tant que femmes, travailleuses et êtres humains. Il ne favorise pas non plus leur capacité à s'organiser pour lutter pour que leurs droits soient reconnus et respectés.

La portée émancipatrice de l'accès des femmes au travail rémunéré est précisément limitée par le fait que les femmes n'ont pas la possibilité de s'organiser pour provoquer le changement. Cet obstacle condamne nombre d'entre

¹ [L'ouvrage dont ce texte est extrait a été] publié dans le cadre d'un projet de recherche mené sous l'égide du consortium de recherche Pathways of Women's Empowerment. Une recherche approfondie menée dans différents pays (le Bangladesh, le Ghana, l'Égypte, le Brésil, le Pakistan, l'Afghanistan, la Palestine, le Nigeria et la Sierra Leone) et portant sur les conséquences de l'exercice d'un emploi rémunéré sur divers aspects des conditions de vie des femmes a montré que celui-ci permet effectivement d'améliorer leur *empowerment*, mais avec certaines réserves (Kabeer 2011). Le programme de recherche est financé, entre autres, par le DfID et le ministère norvégien des Affaires étrangères, et rassemble des partenaires basés à l'Institute of Development Studies (Université du Sussex), à la School of Oriental and African Studies (Université de Londres), au Centre for Gender and Social Transformation (BRAC Development Institute, Université BRAC, Bangladesh), au Social Research Centre (Université américaine du Caire), à l'Université fédérale de Bahia (Brésil) et au Centre for Gender Studies and Advocacy (Université du Ghana). Pour plus d'informations, consulter <http://www.pathwaysofempowerment.org>

² Sur la distinction entre *empowerment* et émancipation, voir l'aperçu thématique élaboré par Kabeer (2008) sur le potentiel de transformation du travail rémunéré.

elles à n'exercer que des emplois qui les placent en situation d'insécurité économique et de marginalisation politique. [L'ouvrage dont ce texte est extrait] déplace donc le centre de l'analyse : au lieu d'étudier les femmes en tant que personnes engagées dans ces formes de travail informelles, il analyse les organisations travaillant avec des femmes qui mènent des activités économiques informelles. Il explore les raisons pour lesquelles ces organisations ont été créées, les stratégies qu'elles ont élaborées pour répondre aux besoins et intérêts de leurs groupes cibles et ce que cela nous révèle sur les processus d'interaction entre l'*empowerment* des femmes au niveau individuel et les luttes de plus grande envergure pour la justice de genre.

Les défis de l'organisation dans l'économie informelle

Le plus célèbre défenseur de l'engagement des femmes dans l'économie rémunérée comme point de départ de leur émancipation a été Friedrich Engels (1942). À une époque de production de masse en usine, il a affirmé que l'entrée des femmes dans la sphère publique du marché du travail allait les libérer des contraintes patriarcales de l'économie domestique et leur permettre de s'engager, aux côtés des travailleurs, dans une action collective visant à défendre des intérêts de classe communs. Le mouvement syndical né à l'époque de la production standardisée à la chaîne a certes mené une action collective au nom des personnes de la classe ouvrière qu'il représentait, mais ce groupe de membres était et demeure dominé par des hommes.

La capacité du mouvement syndical à défendre les intérêts de ses membres était fondée sur son pouvoir structurel et associatif (Silver 2003). Le pouvoir structurel des syndicats provient de la position stratégique qu'occupent des sections privilégiées de la classe ouvrière masculine dans le système économique capitaliste. Grâce à cette position, certaines stratégies collectives – par exemple le monopole d'embauche, les négociations collectives et les menaces de grève – ont permis à leurs membres de conquérir un certain nombre d'acquis qui ont à leur tour renforcé la capacité d'organisation des syndicats. Ceux-ci ont pu compter sur la loyauté et le soutien financier de leurs membres pour élargir leurs revendications.

Il a été relativement aisé de transposer la forme d'organisation du syndicalisme dans les grandes entreprises du secteur public ainsi que dans les modes de production à forte intensité de capital qui ont caractérisé la première phase d'industrialisation par substitution aux importations dans les pays en développement. Mais les syndicats n'ont pas réussi à impliquer la grande majorité des travailleurs et travailleuses dans les pays où les activités informelles étaient faciles d'accès, peu rémunérées et marquée par une relation floue

entre employeurs et employé-es. En outre, les syndicats dominants ont adopté et conservé une attitude souvent empreinte de crainte et d'hostilité envers des travailleur-euses du secteur informel considérés comme une menace contre les avantages acquis grâce à l'action organisée des syndicats (Bremar 1996; Spooner 2004; Chhachhi et Pittin 1996; Gandhi 1996; Horn 2002). En conséquence, dans la plupart de ces pays, moins de dix pour cent des ouvriers étaient syndiqués, ce pourcentage étant encore plus bas parmi les ouvrières.

De nombreux facteurs permettent d'expliquer la faiblesse de la proportion d'ouvrières syndiquées. Le marché du travail était fortement segmenté selon le genre et les femmes qui travaillaient étaient proportionnellement surreprésentées dans des activités informelles le plus souvent ignorées par les syndicats. Toute forme de protestation organisée par les femmes constituait, dans tous les cas de figure, une activité à haut risque puisqu'elles avaient des perspectives très limitées sur le marché du travail et que les emplois informels ne leur offraient le plus souvent ni protection juridique ni sécurité sociale. Trois autres facteurs ont contribué à la quasi-absence des femmes dans les rangs des syndicats: le fait que ceux-ci étaient dominés par des hommes; la lutte de ces organisations pour que les ouvriers obtiennent un « salaire familial », fondée sur le présupposé que les hommes sont les principaux soutiens de famille; et l'imposition de diverses restrictions « protectrices » limitant la capacité des femmes à travailler.

Depuis les années 1970, les changements intervenus dans l'économie mondiale ont érodé les fondements du pouvoir des organisations syndicales et réduit le nombre de leurs membres. La nouvelle hypermobilité du capital – qui permet l'adoption de stratégies de réduction des coûts à l'échelle mondiale – donne aux sociétés multinationales la possibilité de délocaliser leurs activités, ou de jouer de cette menace, pour mettre au pas les travailleur-euses syndiqué-es sous la pression des vastes réserves de main-d'œuvre que constituent les travailleur-euses sans emploi ou sous-employé-es. De plus, du fait de la fragmentation des processus de production et de la mise en œuvre de stratégies de flexibilisation du marché du travail, la main-d'œuvre autrefois concentrée et stable est supplantée par une main-d'œuvre désagrégée, dispersée, le plus souvent informelle – et de plus en plus fréquemment féminine. La structure de cette main-d'œuvre est un obstacle à la constitution d'une identité et d'intérêts collectifs. Les difficultés que rencontraient les travailleuses désireuses de se syndiquer parce qu'elles occupaient des emplois précaires semblent s'être accrues suite à l'évolution de l'environnement des organisations.

Cependant, d'autres changements, dont certains trouvent leur origine dans les processus de globalisation eux-mêmes, ont donné aux groupes de tra-

vailleuses pauvres jusqu'à présent exclus du mouvement syndical de nouvelles occasions de s'organiser. En premier lieu, le mouvement des femmes s'est internationalisé et a commencé à défendre les droits des femmes dans différentes sphères et à créer des liens entre le militantisme de la base, l'État et la communauté internationale du développement. Ensuite, les organisations d'envergure et d'orientation diverses se sont multipliées dans le but explicite de satisfaire les besoins et de servir les intérêts des travailleuses qui avaient auparavant été négligés par le mouvement syndical officiel. En outre, plus récemment, devant le recul du nombre de travailleur-euses syndiqué-es, de nombreux syndicalistes ont compris que la survie de leur mouvement résidait dans le processus organisationnel des travailleur-euses du secteur informel, une main-d'œuvre très majoritairement constituée de femmes (Gallin 2001 ; Chun 2008).

Les exemples figurant dans [l'ouvrage dont provient cet article] mettent en lumière un sous-groupe de ces organisations essentiellement composé des femmes qui peuplent les sections de l'économie informelle les plus difficiles à atteindre. Pour reprendre l'idée de Kanbur (2009), l'économie informelle se situe certes en dehors du champ réglementaire étatique, mais l'informalité se présente sous des formes diverses : certain-es travailleur-euses sont employé-es dans des entreprises formelles qui ne se conforment pas aux réglementations ; d'autres dans des entreprises qui ont choisi l'informalité pour échapper aux règles en vigueur ; d'autres encore dans des entreprises totalement exclues du champ d'application de la réglementation.

Certaines des organisations évoquées [...] s'adressent à des travailleur-ses qui se rangent dans la première catégorie : ceux et celles qui travaillent dans des entreprises formelles, parfois incluses dans la chaîne de valeur globale, mais dans des conditions informelles. Toutefois, la plupart des organisations représentent des travailleur-euses relevant de la catégorie « complètement informelle ». Les liens entre leur travail et l'économie formelle sont multiples bien que généralement irréguliers et le plus souvent invisibles. Ces travailleur-euses mènent des activités occasionnelles, dispersées, isolées, à temps partiel, irrégulières et souvent à domicile, des activités situées dans les marges invisibles de l'économie urbaine informelle ou dans des zones rurales reculées. Ils-elles sont souvent des travailleur-euses indépendant-es ou n'ont pas d'employeur clairement identifié et sont parfois en concurrence directe les un-es avec les autres – pour obtenir un travail, une commande de produits, un espace de vente pour les biens et services qu'ils-elles proposent. Et ils-elles se situent souvent à l'intersection de différentes inégalités – de classe, de race, d'emploi, de statut juridique –, de sorte que la construction d'une identité et d'intérêts communs s'avère encore plus difficile.

Le processus de création d'organisations dans l'économie informelle est encore plus complexe dans les cultures qui inculquent aux femmes, dès l'enfance, la docilité qu'elles doivent adopter pour se conformer aux normes culturelles et qui confère aux membres dominants de la famille la possibilité de contrôler la plus grande partie de l'existence des femmes. Celles-ci peuvent alors difficilement puiser dans leur éducation pour trouver le courage de résister aux puissants acteurs de la sphère publique. Pour décrire les difficultés auxquelles se heurtent les travailleuses indiennes pauvres désireuses de mener une action collective en leur propre nom, Sinha (2006, 11) écrit que «l'un des obstacles les plus puissants à l'organisation est la peur. Les femmes ont été éduquées dans la peur de leurs hommes, de leur employeur et de leur communauté. Elles vivent dans la peur constante de perdre leurs moyens de subsistance, d'avoir faim, de perdre leurs enfants de maladie et d'être chassées de leur maison». Elles sont en quasi-totalité privées de la protection juridique ou sociale qui pourrait leur permettre d'affronter les déséquilibres de pouvoir profondément ancrés dans leur foyer et dans l'économie. Toutes les stratégies susceptibles d'améliorer le revenu qu'elles tirent de leurs activités ou leurs conditions de travail relèvent nécessairement des traditionnelles «armes des faibles»: des subversions masquées et une résistance individualisée (Scott 1990).

Il est évident que les organisations qui cherchent à favoriser l'action collective des femmes de l'économie informelle se heurtent à des difficultés considérables. Comme l'a noté l'Organisation internationale du travail (OIT 2004, 45), «[l]es besoins et problèmes de cette main-d'œuvre disparate sont aussi divers que les obstacles et les contraintes auxquels elle se heurte dans ses tentatives de syndicalisation». Pourtant, durant ces dernières décennies, différents types d'organisations ont été créées pour pallier précisément ces difficultés. Certaines ont été créées en collaboration avec les mouvements syndicaux dominants, ou dans le cadre de ces mouvements; d'autres agissent en dehors de ce cadre syndical dominant mais peuvent trouver un soutien en s'associant avec les syndicats, les mouvements sociaux, certaines organisations non gouvernementales (ONG), etc. On compte donc un nombre croissant d'organisations menées par des groupes de femmes qui travaillent dans des segments peu accessibles de l'économie informelle, mais peu de tentatives de synthèse et de réflexion sur les enseignements à tirer de ces expériences. [...]

Comment ces travailleuses précaires ont-elles trouvé l'élan et le courage de s'organiser? Quels sont les principaux obstacles auxquels leurs organisations se sont heurtées dans leur action contre ce que Nancy Fraser (1997; 2005) nomme les injustices de répartition, de reconnaissance et de représentation? Ces obstacles sont liés aux injustices qui caractérisent le système économique et aux rapports d'exploitation que celui-ci instaure dans le tra-

vail. Ils découlent également du fait que le respect dû à certains groupes de travailleuses ainsi que leur dignité sont bafoués en raison de leur identité et du travail qu'elles effectuent. Enfin, ils trouvent leur origine dans l'absence d'une expression organisée des revendications relatives à leurs besoins et à leurs droits en tant que femmes, travailleuses et citoyennes. Nous nous intéresserons en outre aux spécificités des stratégies dont ces organisations se sont inspirées pour transcender la position structurellement défavorisée des travailleuses dans l'économie. Notre analyse met en lumière différentes stratégies qui transcendent les formes d'organisation et nourrissent un sentiment d'identité commune malgré les nombreuses inégalités susceptibles de diviser les travailleuses : appropriations culturelles, stratégies discursives, activisme dans le domaine du droit, diffusion de l'information et utilisation des technologies de l'information, soutien pratique au quotidien, recherche d'une forme de sécurité sociale, engagement politique et construction d'alliances. Grâce à notre analyse des obstacles que rencontrent les organisations dans différents contextes et pour différents groupes de travailleuses, mais aussi des stratégies mises en œuvre pour surmonter ces obstacles, nous commencerons à distinguer un arsenal très différent de celui dont disposaient auparavant ces travailleuses : les armes des personnes organisées.

Le choix stratégique du modèle d'organisation

Il est frappant – mais pas surprenant – de constater que les organisations dont il est question [ici] sont nées de projets menés par des actrices issues de classes sociales autres que celle des travailleuses. Au quotidien, les femmes appartenant aux groupes les plus pauvres de leur société luttent pour leur survie et leur sécurité, et exercent des activités qui ne leur apportent ni reconnaissance sociale ni estime d'elles-mêmes. Par conséquent, il est très improbable que ces travailleuses s'organisent spontanément. Faute d'élan révolutionnaire général, les processus organisationnels ont été le plus souvent déclenchés à l'initiative d'actrices de la classe moyenne membres d'ONG. Dans la plupart des cas, ces actrices externes ont facilité ces processus sans toutefois y prendre activement part. Elles souhaitaient par-dessus tout permettre aux femmes d'apprendre à formuler leurs propres priorités et à identifier les voies du changement. Cet objectif tranche radicalement avec l'approche des organisations qui travaillent avec des objectifs prédéterminés et cherchent avant tout à accueillir de nouvelles membres.

[...] En général, la forme d'organisation a été choisie après d'intenses délibérations visant à déterminer celle qui pourrait le mieux servir les objectifs de l'organisation. Dans une certaine mesure, cette forme a aussi été calquée sur les modèles d'organisation connus dans un contexte précis. [...]

La construction d'une identité commune

La pérennité des organisations dont nous traitons [ici] ainsi que l'efficacité de leurs actions collectives reposent en grande partie sur l'existence d'une communauté d'identité et d'intérêts. Du fait de la dispersion géographique des travailleuses du secteur informel, de leur isolement social et de la fréquente précarité de leurs conditions de travail – tous ces facteurs étant la cause de leur exclusion sociale –, leur identité commune peut difficilement être tenue pour acquise et doit souvent être construite. Si les organisations avaient à l'origine conscience des identités multiples caractérisant leurs membres, elles ont apparemment adopté une forme pragmatique de politique de classe en choisissant de placer les questions liées aux moyens de subsistance en tête de leurs priorités. Elles ont ainsi admis le fait que la sécurité des moyens de subsistance était une préoccupation très importante pour les travailleuses occupant des emplois précaires, mais également le fait que cette approche était susceptible d'exercer la force d'attraction nécessaire pour rassembler les travailleuses. De plus, en privilégiant l'identité de travailleuse, elles ont pu transcender les autres identités – liées à la race, à la caste, à l'appartenance ethnique et au statut juridique – qui divisaient les travailleuses pauvres et freinaient leur lutte pour de meilleures conditions de vie.

Outre les multiples formes d'exclusion subies par les travailleuses dans l'économie informelle, ces organisations ont dû affronter une autre difficulté plus spécifiquement due aux inégalités de genre. En effet, ces femmes considéraient généralement leurs activités comme relevant plus ou moins de la survie et de la subsistance plutôt que comme un véritable «travail». Il n'existait pas nécessairement de distinction nette entre leurs activités marchandes et domestiques, ou entre les différents rôles qu'elles assumaient en tant que travailleuses, mères, épouses et membres de leur communauté. De plus, nombre de ces femmes avaient intégré les perceptions sociales qui n'accordaient que peu de valeur à leur travail.

[L'ouvrage dont ce texte est extrait] décrit les différents discours utilisés ainsi que les pratiques mises en œuvre par les organisations pour construire cette communauté d'identité, et montre en quoi ces processus ont ensuite été au fondement de la formulation de leurs revendications. Pour certaines de ces organisations, une part importante du processus de construction d'une identité à la fois commune et digne de valeur a consisté à améliorer le statut accordé au travail des membres – ou à faire en sorte que ce même travail soit moins stigmatisé. [...]

Les ressources du *soft power*

La rédaction de cet ouvrage a notamment été motivée par la volonté d'explorer les différents types de ressources exploitées par les organisations agissant avec, et pour, des travailleuses dont la position stratégique dans l'économie ne permettait pas de remettre en cause le pouvoir du capital. Les chapitres montrent qu'au lieu de recourir aux tactiques proches de la confrontation traditionnellement associées au mouvement syndical, ces organisations ont souvent cherché à atteindre leurs objectifs par le biais du *soft power*³, en utilisant les ressources de la culture, du discours, de l'information et de la communication, et du droit⁴.

199
.....

Appropriations culturelles

Les organisations ont habilement conçu leurs actions autour de références et symboles culturels reconnus dans le but d'en subvertir le sens, ou de se les approprier, pour servir les intérêts de leurs membres ou attirer l'attention du public sur leur lutte. [...]

Stratégies discursives

Tout en exploitant la symbolique de divers objets et événements pour modifier le regard porté sur les travailleuses et leurs activités, les organisations ont également fait un usage habile des stratégies discursives. [...] L'analyse des différents discours tenus par ces organisations montre que la plupart d'entre elles ont cherché à faire évoluer les contraintes structurelles – du moins à court terme – dans des proportions suffisantes pour donner à leurs membres une plus grande «marge de manœuvre» et leur permettre d'obtenir une meilleure reconnaissance de leur travail, des revenus plus justes en contrepartie de leurs activités et une plus grande sécurité de leurs moyens de subsistance. Mais dans certains cas, les discours reposaient sur une vision différente, celle d'une société fondée sur des orientations économiques, sociales et de gouvernance visant à favoriser le progrès sans bouleverser les communautés ni détruire l'environnement.

Politique de l'information

Ces organisations ont également axé leurs stratégies sur l'utilisation pragmatique et politique de l'information et des technologies de l'information. Elles

³ Le terme a été inventé par Joseph Nye et désigne la capacité à attirer, persuader et récupérer au lieu de recourir à la force ou à l'argent.

⁴ Nous nous inspirons ici des travaux de Keck et Sikkink (1998).

ont ainsi recueilli des données dans le but de mieux connaître leurs propres membres [...] et pu prendre contact avec des travailleuses isolées et dispersées. [...]

Mais, outre cet usage interne, les organisations se sont servi de ces informations pour attirer l'attention du public sur leur cause et faire en sorte que leurs revendications soient soutenues. [...]

Activisme dans le domaine du droit

La majorité des organisations [étudiées ici] ont souligné l'importance des actions visant à informer leurs membres sur les droits que leur accorde déjà la loi, mais certaines ont placé l'activisme dans le domaine du droit au cœur de leur stratégie. [...]

Soutien pratique au quotidien

La mise en œuvre des ressources du *soft power* avait souvent comme objectif ultime d'obtenir des acquis pratiques. [...] Compte tenu de la précarité des moyens de subsistance des personnes qui travaillent dans le secteur informel, de la faiblesse de leurs revenus et de l'obligation qui leur est faite de privilégier les impératifs de survie, il était essentiel que les organisations prennent en compte les problèmes pratiques quotidiens que rencontraient leurs membres. Naturellement, ce soutien pratique s'est décliné en différentes modalités puisque les travailleuses de l'informel évoluent dans des contextes différents et sont engagées dans des formes de travail elles aussi différentes. De plus, les travailleuses avaient plus particulièrement besoin d'un soutien pratique à la fois dans leur vie professionnelle et dans leur vie familiale.

Dans certains cas, le soutien pratique avait une visée tactique. [...] D'autres organisations, ont utilisé cette possibilité de procurer certains avantages plus immédiats et plus visibles pour prouver leur utilité et donner à leurs membres un «répit» suffisant pour commencer à entrevoir des objectifs à plus long terme. [...]

La lutte pour une sécurité sociale

Outre les préoccupations quotidiennes les plus immédiates – diverses en fonction des groupes de travailleuses et les différents contextes dans lesquels elles évoluaient –, les problèmes liés à l'absence de sécurité sociale se posaient pour tous et toutes par-delà les différences. Si cette question relève clairement de la pratique par certains aspects, elle a aussi une portée straté-

gique à plus long terme. Pour les personnes engagées dans des activités précaires dont les revenus sont imprévisibles d'un jour à l'autre, d'un mois à l'autre ou d'une saison à l'autre, l'accès à une forme de protection sociale peut être la condition nécessaire à la prise de risque que supposent les stratégies de changement à plus long terme. De plus, pour les travailleuses dont l'activité et le statut ont longtemps été ignorés par l'État, la lutte pour une sécurité sociale était aussi, dans une certaine mesure, une lutte pour la reconnaissance de leur statut de citoyennes.

Cette mobilisation pour une protection sociale a emprunté des voies diverses. Pour certains groupes, ce droit a été acquis après des années de combat, parfois dans le cadre d'une lutte de plus grande ampleur en faveur de la démocratie. [...] D'autres groupes de travailleuses ont encore un long chemin à parcourir pour pouvoir accéder à la sécurité sociale. [...]

Participation politique

En axant leurs activités sur les droits, le droit et la protection sociale, un certain nombre d'organisations sont logiquement entrées dans la sphère politique. [...]

Dépasser les inégalités

Des divisions entre les travailleur-euses

Bien sûr, les divisions entre travailleur-euses fondées sur les inégalités de genre sont l'un des principaux obstacles à la bonne représentation des femmes au sein des syndicats dominants, et elles expliquent également pourquoi d'autres organisations ont évolué. La création d'organisations ne semble pas contribuer à la réduction de ces inégalités qui continuent au contraire à déterminer la nature des interactions entre hommes et femmes dans le cadre des luttes menées par les travailleuses. Les pêcheuses de l'organisation Social Need Education and Human Awareness⁵ (SNEHA) en ont fait l'expérience : les hommes les ont soutenues tant qu'elles luttaien pour leur subsistance, mais ils se sont opposés à elles lorsqu'elles ont cherché à défier l'autorité patriarcale des *panchayats* de caste ou à contester les rôles de genre établis dans le secteur de la pêche. De même, les hommes actifs dans la récupération des ordures se sont montrés peu disposés à accepter le fait que le logo de leur syndicat représente des femmes – alors même que ce syndicat avait été fondé par des femmes et comptait une écrasante majorité

⁵ NdT : Une organisation de pêcheuses de la région indienne du Tamil Nadu.

de femmes parmi ses adhérent-es. Dans le domaine privé, ces inégalités persistent également et se manifestent notamment dans la réticence des hommes à partager les tâches domestiques avec leurs épouses quand celles-ci occupent un emploi, mais aussi dans le fait que certains maris prennent le contrôle des revenus de leur femme même quand ils sont eux-mêmes sans emploi et, enfin, dans la violence de genre qu'évoquent les travailleuses dans la quasi-totalité des contextes dont il est question dans cet ouvrage.

Toutefois, les inégalités de genre ne sont pas les seules sources de division entre les travailleur-euses. Les organisations qui ont cherché à construire une communauté d'identité et d'intérêts parmi les travailleuses se sont heurtées à d'autres hiérarchies qui créent des divisions non seulement parmi les travailleuses mais aussi entre travailleuses et organisations. Dans certains cas, l'organisation du travail est elle-même génératrice de divisions. [...]

Inégalités de classe : leadership et membres

Nombre de ces organisations ayant été créées par des militantes issues de la classe moyenne, les divisions de classe qui existent dans leurs rangs sont une difficulté avec laquelle il leur faut composer. [...]

Construire des alliances : du global et du local

Comme nous l'avons vu en introduction, les mêmes processus de globalisation qui ont permis la flexibilisation du travail et l'expansion de l'économie informelle ont ouvert de nouvelles possibilités d'organisation pour certains groupes de travailleur-euses pauvres jusque-là exclus du mouvement syndical. Le fait que les organisations de travailleur-euses aient pour la plupart commencé à apparaître à la fin du XX^e siècle, au début de cette phase de globalisation, est tout sauf une coïncidence (Bonner et Spooner 2012). La création par des travailleur-euses d'organisations du secteur informel d'envergure globale est un phénomène encore plus récent. Ces organisations prennent le plus souvent la forme de réseaux, parmi lesquels Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO, fondé en 1997)⁶, des réseaux de travailleuses à domicile (créés dans le milieu des années 1990), de vendeuses de rue (en 2002) et l'International

⁶ Depuis sa création en 1997, le réseau mondial WIEGO a favorisé la création d'organisations dans l'économie informelle en travaillant particulièrement avec des membres et des leaders féminines, et a permis de construire et de renforcer, aux plans national, régional et international, des réseaux sectoriels rassemblant des organisations de travailleuses informelles de quatre secteurs: le travail domestique, le travail à domicile, la vente de rue et le ramassage des détrit. Pour plus d'informations, voir <http://wiego.org/wiego/core-programmes/organization-representation>

Domestic Workers' Network (en 2011) (Bonner et Spooner 2012, 18). Il est intéressant de noter que les réseaux internationaux de travailleur-euses du secteur informel sont le plus souvent dirigés par des associations de travailleuses.

Les organisations représentées dans ces réseaux internationaux ont réussi à trouver des terrains d'entente par-delà leurs préoccupations nationales, par exemple pour plaider en faveur d'une protection sociale. Ces initiatives conjointes de plaidoyer se sont avérées efficaces malgré les différences entre la situation des travailleur-euses du secteur informel dans les pays en développement et celle des travailleur-euses en situation précaire dans le monde développé. Selon Chandhoke, même les pays démocratiques sont « imparfaitement justes » et ces projets collectifs permettent d'« arracher » la justice à un État puissant. Le discours en faveur d'une protection sociale en témoigne, dans une certaine mesure (Chandhoke 2012, 153-154).

Ces réseaux globaux ne représentent qu'une fraction des travailleur-euses de l'économie informelle, même si cet état de fait n'est pas un facteur déterminant de leur influence. Particulièrement dans les économies plus puissantes – comme celles du Brésil ou de l'Inde –, les activités menées par des sections importantes de la population active sont destinées au marché intérieur. Et parfois même, les liens entre les travailleur-euses qui produisent pour le compte des marchés mondiaux ne sont que ténus. Si les chaînes globales de valeur sont profondément enchâssées dans les économies, leur structure de production n'est directement composée que d'une faible proportion des travailleur-euses et de la production. L'échelon le plus bas des chaînes globales de valeur se compose souvent d'un ensemble informel de nature invisible, fluide et non comptabilisé – les travailleuses à domicile accomplissent les tâches nécessaires à la finition des vêtements destinés au marché mondial sans jamais connaître les acteur-trices de la chaîne de valeur autres que le sous-traitant local par lequel leurs commandes leur parviennent. Bien entendu, le secteur informel s'étend bien au-delà et hors de l'influence des chaînes globales de valeur. [...]

Ces organisations se sont souvent alliées avec d'autres organisations pour essayer de résoudre le problème de l'isolement de leurs membres, mais toutes n'ont pas conclu les mêmes alliances. Certaines ont choisi une orientation plus locale que d'autres. Elles se sont également distinguées les unes des autres en axant leur travail commun plutôt sur des problèmes ou des courants de pensée de portée globale ou plutôt sur des stratégies pertinentes et judicieuses dans un contexte local. [...] Au sein de certaines organisations, le « global » peut être ressenti comme une menace plutôt que comme une chance. [...]

La majorité des organisations dont il est question ici conjuguent une orientation locale avec un certain engagement régional ou international. [Selon certaines auteures], l'utilité des réseaux internationaux tient surtout à leurs potentiels « effets locaux ». En privilégiant à l'excès une appréhension et une compréhension des différentes questions à l'échelle globale, on risque de compromettre la possibilité d'une formulation locale de ces mêmes questions. [...] D'autres organisations ont adopté une approche sélective et créative des connexions et alliances internationales dans le but de faire connaître plus largement leurs problèmes et d'élargir les réseaux de solidarité. [...]

Conclusion : quelques enseignements généraux

Le travail accompli par certaines organisations pour développer les compétences collectives de certains des groupes les plus défavorisés de travailleuses pauvres est source d'inspiration et d'enseignements pour ceux et celles qui se préoccupent des inégalités de redistribution, de reconnaissance et de représentation propres à l'économie informelle. Le fait que la majorité des syndicats dominants ne représentent pas les intérêts de ces travailleuses traduit la présence numériquement plus forte des hommes parmi leurs membres et leurs dirigeants, mais aussi la force de l'influence des intérêts patriarcaux sur l'évolution des organisations, sur les organisations elles-mêmes et sur leurs stratégies. Cette conclusion va nous permettre de dégager quelques enseignements généraux des points que nous avons discutés.

Notre analyse montre combien il est important de partir des expériences et des réalités vécues par les travailleuses. Cette approche suppose donc une politique de représentation très différente de celle qui prévaut dans les syndicats de par le monde, lesquels ont élaboré un ensemble de stratégies visant à servir des priorités communes le plus souvent fondées sur des revendications d'ordre économique. Cet ouvrage montre clairement que le processus d'organisation des travailleuses de l'économie informelle repose sur le traitement concomitant de deux types très différents de questions. L'un coïncide avec les préoccupations habituelles des syndicats pour les salaires et les conditions de travail – même si les travailleuses les plus marginalisées (les ramasseur-euses d'ordures, les travailleuses domestiques, les travailleuses du sexe et les migrant-es) sont tout autant demandeur-euses de dignité que de revenu.

L'autre type de questions porte sur l'identité, sur les contraintes qui pèsent sur les membres de ces organisations parce qu'elles sont des femmes, souvent issues de groupes très marginalisés, et enfin sur les institutions et pratiques contre lesquelles elles doivent, de ce fait, se battre au quotidien. Cet

ouvrage évoque un certain nombre de contraintes liées au genre : le fait que les femmes doivent en premier lieu effectuer les tâches domestiques et prendre soin des enfants et de la famille ; le fait que leurs revenus soient dotés d'un statut secondaire (statut qu'elles ont souvent elles-mêmes intégré) ; la résistance qu'elles rencontrent chez les hommes de leur famille, qui se traduit souvent par des violences physiques ; les restrictions relatives à leur mobilité dans le domaine public et prescrites par leur culture ; le harcèlement sexuel dont elles sont souvent la cible pendant le trajet qu'elles effectuent vers ou depuis leur lieu de travail ; et le manque de reconnaissance sociale et de prise de conscience personnelle du fait que leurs activités constituent bien un « travail ». L'acte politique qui vise à faire en sorte que ces travailleuses puissent s'exprimer et être représentées doit donc conjuguer politique de reconnaissance et politique de redistribution – de façon simultanée ou séquentielle, en fonction de ce qu'imposent les réalités du terrain.

La structure des inégalités de genre est très différente d'une zone géographique à une autre. Les processus d'organisation, le mode d'évolution des groupes ainsi que leurs stratégies et priorités sont donc dotés d'une forte dimension locale et seront mieux compris s'ils sont replacés dans leur contexte local. Ainsi – contrairement aux syndicats sectoriels –, les groupes de femmes ont souvent un ancrage géographique et se développent dans un périmètre donné. Ils peuvent ensuite être fédérés et acquérir une présence régionale, nationale voire mondiale. Mais il est extrêmement important d'en comprendre le fondement local.

De plus, les processus visant à constituer des organisations qui œuvrent au plus près du contexte local plutôt que de mettre en application un programme de travail prédéterminé s'opéreront à un rythme beaucoup plus lent que ceux qui sont propres aux formes plus standardisées de travail. Comme nous l'avons vu, de nombreux éléments interviennent dans le processus d'organisation des groupes de femmes les moins accessibles de l'économie informelle : il faut du temps pour que la valeur du travail de ces femmes soit reconnue, aussi bien socialement que par les femmes elles-mêmes ; pour organiser ces femmes et les lier par un sentiment de loyauté ; pour construire une communauté d'identité et d'intérêts composée de femmes dont la position dans la structure économique et dans la hiérarchie sociale est pourtant un facteur de division ; pour faire naître une force collective à même de remporter des succès, modestes ou importants, susceptibles de stimuler l'implication des membres dans cette organisation et dans la lutte pour le changement. Les organisations actives au niveau local et axées sur des problèmes locaux évoluent très probablement à une échelle et à un rythme bien différents de celui des organisations créées sous la pression d'agences externes comme le gouvernement, les bailleurs de fonds, les syndicats ou les ONG. Pour autant, les apports des

intervenants externes ne doivent pas être considérés comme inutiles – pour mener à bien un processus d'organisation pour le changement dans les conditions décrites ici, il est souvent nécessaire de recourir à un catalyseur externe susceptible d'introduire et nourrir les idées relatives au changement. Mais les groupes évoluent bel et bien à leur propre rythme et selon des priorités qu'ils définissent eux-mêmes à mesure qu'ils évoluent.

Troisièmement, les stratégies évoluent et changent avec le temps. Le travail visant à faire évoluer les aspects structurels de la position des femmes dans leur communauté – et, plus généralement, dans la société – est inévitablement soumis à une «longue boucle de rétroaction». De ce fait, il semble peu réaliste d'envisager en première intention de mobiliser les femmes en faveur de revendications très politisées. Mais, à mesure que les femmes se rassemblent pour résoudre les problèmes plus pratiques qu'elles rencontrent au quotidien, à mesure que le sentiment d'une identité collective se fait jour et se renforce, elles se montrent davantage disposées à s'emparer de ces questions politiques.⁷

Références bibliographiques

Bonner, C. et D. Spooner (Eds.). 2012. *The only school we have : learning from organizing experiences across the informal economy*. Cambridge: Women in Informal Employment: Globalizing and Organizing (WIEGO).

http://wiego.org/sites/wiego.org/files/resources/files/Bonner_Spooner_The_Only_School_We_Have.pdf

Breman, J. 1996. *Footloose labour : working in India's informal economy*. Cambridge: Cambridge University Press.

Chandhoke, N. 2012. Who owes whom, why and to what effect? In *Global justice : critical perspectives*. (Eds.) S. Maffettone et A. Singh Rathore. Londres: Routledge.

Chhachhi, A. et R. Pittin. 1996. Introduction. In *Confronting state, capital and patriarchy : women organising in the process of industrialisation*. (Eds.) A. Chhachhi et R. Pittin (eds), Londres: Macmillan Press.

Chun, J. J. 2008. The limits of labour exclusion: redefining the politics of split labour markets under globalisation. *Critical Sociology*. 34(3): 433-452.

⁷ Kabeer, N., K. Milward et R. Sudarshan. 2013. Introduction. Beyond the weapons of the weak. Organizing women workers in the informal economy. In *Organizing women workers in the informal economy. Beyond the weapons of the weak*. 1-48. Londres: Zed Books.

Traduit de l'anglais par Emmanuelle Chauvet

- Engels, F. 1942. *The origin of the family, private property and the state*. New York : International Publishers. Parution originale en 1884.
- Fraser, N. 1997. *Justice interruptus : critical reflections on the « postsocialist » condition*. Londres : Routledge.
- . 2005. Reframing justice in a globalizing world. *New Left Review*. 36 : 1-19.
- Gallin, D. 2001. Propositions on trade unions and informal employment in times of globalisation. *Antipode*. 33(3) : 531-549.
- Gandhi, N. 1996. Purple and red banners. Joint strategies for women workers in the informal sector. In *Confronting state, capital and patriarchy : women organising in the process of industrialisation*. (Eds.) A. Chhachhi et R. Pittin (eds), Londres : Macmillan Press.
- Horn, P. 2002. Voice regulation and the informal economy. Communication présentée lors de la consultation informelle de re-conceptualisation du Programme focal de l'OIT sur la sécurité socio-économique. Genève : Organisation internationale du travail.
- Kabeer, N. 2008. Paid work, women's empowerment and gender justice : critical pathways to social change. *Pathways Working Paper*. 3. http://www.pathwaysofempowerment.org/archive_resources/paid-work-women-s-empowerment-and-gender-justice-pathways-brief-3
- . 2011. Contextualising economic pathways to women's empowerment : findings from a mufti-country research programme. *Pathways policy paper*. Octobre. http://www.pathwaysofempowerment.org/archive_r%C3%A9sources/contextualising-the-economic-pathways-of-women-s-empowerment
- Kanbur, R. 2009. Conceptualising informality : regulation and enforcement. *Indian Journal of Labour Economics*. 52(1) : 33-42.
- Keck, M. et K. Sikkink. 1998. *Activists beyond borders : advocacy networks in international politics*. Ithaca : Cornell University Press.
- OIT (Organisation internationale du travail). 2004. Organising for social justice. Communication préparée à l'occasion de 92^e session de la Conférence internationale du travail. Genève : Organisation internationale du travail.
- Scott, C. 1990. *Domination and the arts of resistance : hidden transcripts*. New Haven : Yale University Press.
- Silver, B. J. 2003. *Forces of labour. Workers' movements and globalisation since 1870*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Sinha, S. 2006. *Building visibility and voice : documenting lesson and learnings in home-based workers*. Rapport préparé pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). New Delhi.
- Spooner, D. 2004. Trade unions and NGOs : the need for co-operation. *Development in Practice*. 14(1 et 2) : 19-33.

Économie solidaire, agroécologie et féminisme

..... *Miriam Nobre**

209
.....

Introduction**

L'économie solidaire se propose de satisfaire les besoins matériels et émotionnels des êtres humains en se fondant sur les principes d'autogestion et de réciprocité. Elle s'inscrit en opposition à l'économie capitaliste dont l'objectif fondamental est de parvenir à sa propre reproduction par le jeu de principes cardinaux : le profit, la propriété privée et l'aliénation du travail. Si l'économie capitaliste n'est pas le seul mode d'organisation du travail, de la distribution et de la consommation, elle n'en occupe pas moins une position hégémonique dans notre société. Dans ce contexte, l'économie solidaire peut être vue comme une forme de résistance à l'économie capitaliste.

L'économie solidaire repose sur les principes de solidarité et de redistribution qui caractérisent notamment certaines communautés traditionnelles (autochtones, afrodescendantes et paysannes) et qui relèvent d'une vision non anthropocentrée des rapports avec la nature. De nombreuses femmes qui vivent dans ces communautés nous invitent à remettre en question les modes hiérarchisés de gestion du territoire et du travail. Quand l'économie capitaliste connaît des périodes de crise ou de rupture ou quand le marché et l'État ne satisfont plus les besoins quotidiens d'une grande partie de la population, les pratiques de l'économie solidaire se propagent dans le monde urbain et en structurent l'organisation. Apparaissent alors, dans certains pays du Sud

* Agronome, Sempreviva organização feminista, Brésil

** Je remercie Alessandra Ceregatti pour ses commentaires et Alicia Alonso pour sa relecture du texte.

et du Nord, des expériences comme les cantines populaires, les banques de temps ainsi que les occupations et l'autogestion d'usines récupérées, autant de projets auxquels les femmes sont nombreuses à prendre part.

Nombre des expériences menées dans le cadre de l'économie solidaire sont animées par des femmes ou leur sont destinées. Celles-ci ne conçoivent pas leur participation à ces projets comme un simple moyen de résoudre leurs problèmes économiques. Elles mesurent la valeur de l'apprentissage, de la convivialité et de la possibilité qui leur est offerte d'aborder des thèmes comme la violence domestique et la santé reproductive. En général, les participantes à ces expériences gagnent en force et en estime de soi et se sentent reconnues pour leur savoir et leur capacité à innover. En combinant l'analyse et les pratiques de l'économie solidaire et l'économie féministe, il devient possible de dépasser le clivage entre production et reproduction, entre politique et économie.

L'État peut, par son action, renforcer les modes d'organisation alternatifs de l'économie, notamment quand l'existence d'un mouvement social organisé provoque des tensions. Les politiques publiques peuvent conférer un caractère pérenne aux diverses expériences menées et permettre ainsi à différentes forces de converger vers une affirmation des perspectives économiques contre-hégémoniques. Mais, parce qu'il agit à son propre rythme et selon sa propre logique, l'État atténue généralement le caractère radical des projets alternatifs. La force du mouvement social est prépondérante pour déterminer si l'État est plutôt un facteur de renforcement ou un frein à ces projets.

Depuis 2003, les politiques publiques brésiliennes sont principalement coordonnées par le secrétariat national à l'Économie solidaire (SENAES). Mais comme de nombreux groupes productifs, associations et coopératives se développent en milieu rural, il convient également de prendre en compte les actions menées par le ministère du Développement agricole (MDA)¹. Le MDA, chargé de la « Conférence sur le développement durable » qui est devenue « solidaire » lors de sa deuxième édition, a progressivement adopté le principe de l'économie solidaire. Par cette orientation, il se démarque des politiques d'intégration qui subordonnent l'agriculture familiale à l'agrobusiness.

Pour les exploitations agricoles familiales et les populations traditionnelles du Brésil, l'économie solidaire et la réponse collective qu'elle apporte aux

¹ Le ministère du Développement social, le secrétariat des Politiques pour les femmes et le secrétariat des Politiques de promotion de l'égalité raciale – parmi d'autres – mènent également des actions. Celles-ci sont en général coordonnées par diverses institutions, mais les financements alloués et les acteurs impliqués diffèrent selon les institutions.

besoins économiques est associée à l'agroécologie, c'est-à-dire à l'adoption de pratiques et de technologies permettant une cohabitation avec la nature et une autonomie vis-à-vis des entreprises productrices d'intrants. Le principe de réciprocité est commun à ces deux approches, mais l'économie solidaire vient ajouter l'idée d'autogestion à l'agroécologie. L'économie solidaire, quant à elle, apprend de l'agroécologie le lien intrinsèque qui unit la technologie et les alternatives économiques. Pour les femmes, la combinaison de ces deux approches est particulièrement pertinente. Grâce au travail associatif, elles acquièrent une capacité à affronter les résistances à la transition écologique qu'elles rencontrent dans leur foyer. Les technologies issues des processus de construction collective des connaissances sont plus favorables à la reconnaissance du savoir que détiennent les femmes et au dépassement des biais de genre qui empêchent cette reconnaissance². Les politiques publiques sont l'expression d'un dialogue avec les mouvements sociaux. Ainsi, suite à une lutte menée par des femmes, une directive sanitaire spécifiquement destinée à la production domestique et associative a été adoptée grâce au Forum brésilien d'économie solidaire et à l'Articulation nationale d'agroécologie.

Les femmes construisent leur autonomie en alliant le féminisme, la perspective de l'économie solidaire et celle de l'agroécologie. Ce processus collectif influence l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques, particulièrement à l'échelle fédérale. Le succès de cette stratégie tient à la place centrale qu'elle accorde à l'existence et à l'*empowerment* d'un sujet politique spécifique: les femmes des zones rurales qui, organisées en mouvements autonomes de femmes et en mouvements mixtes, travaillent en lien avec des professionnelles de l'agroécologie et les autorités publiques. Des groupes de femmes des zones rurales et des techniciennes en agroécologie ont conjointement élaboré des actions destinées à renforcer l'auto-organisation et à construire une analyse féministe susceptible de donner naissance à des revendications et à des outils visant à préserver durablement la vie humaine et l'environnement dans les territoires. Ces femmes ont en outre développé leur propre version du sens et du contenu de l'agroécologie et de la construction des savoirs. Cet objectif a été atteint grâce aux actions de sensibilisation et de mobilisation menées par de nombreuses femmes. En s'impliquant dans la mise en œuvre et l'évaluation des politiques, les femmes membres de ces mouvements font face à d'autres difficultés et élaborent des synthèses nouvelles.

Cet article décrit la mise en place de cette stratégie développée par un processus dialectique d'élaboration des politiques publiques visant à renforcer

² Pour un débat plus approfondi sur le genre et le recrutement, voir Kergoat (2012).

les initiatives productives des femmes des zones rurales au Brésil sur la base des pratiques alternatives expérimentées par les mouvements. Il se fonde sur l'exemple du programme d'Assistance technique et d'extension rurale (ATER), un programme susceptible de contribuer à l'élaboration de nouvelles formes d'imbrication du technique et du politique, lesquelles constituent un aspect essentiel du caractère contre-hégémonique des pratiques de l'économie solidaire. Ce texte prend pour point de référence la trajectoire de la *Sempreviva organização feminista (SOF)*³. La SOF – dont je suis membre – est une ONG qui dispense des formations féministes depuis les années 1980 et a mis en place en 1996 un processus d'accompagnement systématique des organisations de travailleuses rurales.

212
.....

Cet article s'ouvre sur un résumé de l'évolution des mouvements de femmes des zones rurales du Brésil qui montre à la fois leur importance et les oscillations de leurs revendications entre reconnaissance et redistribution. La deuxième section rend compte des débats entre ces mouvements et les technicien-nes des ONG agroécologiques et féministes, des discussions qui ont dépassé le stade de la réflexion sur le lien entre les concepts essentiellement descriptifs que sont le genre et l'agriculture familiale pour traiter du féminisme et de l'agroécologie et tendre ainsi vers un objectif d'autonomie. J'aborderai ensuite les politiques mises en œuvre par le gouvernement fédéral, en particulier celles menées par la direction des Politiques pour les femmes rurales (DPMR/MDA), ainsi que les progrès accomplis grâce aux actions d'*empowerment* des agricultrices menées dans le cadre du programme ATER. Enfin je présenterai les synthèses de la mise en œuvre des politiques d'ATER élaborées par les différents mouvements, pour conclure en montrant les apports de ce processus à l'économie solidaire et féministe.

L'évolution des mouvements de femmes des zones rurales au Brésil

Au Brésil, les femmes des zones rurales ne composent pas une catégorie uniforme. Certaines sont des exploitantes agricoles familiales (dont certaines se définissent comme des « paysannes » pour marquer leurs convictions politiques)⁴, d'autres sont des *quilombolas*⁵, ou des autochtones, des pêcheuses

³ NdT: Organisation féministe *Sempreviva*, *sempreviva* pouvant être traduit par « immortelle » ou « éternelle ».

⁴ Voir Paulilo et Silva (2007, 400).

⁵ Membres de communautés rurales afrodescendantes qui ont fui l'esclavage ou se sont libéré-es de l'esclavage. On estime que ces communautés *quilombolas* sont au nombre de 2000 et qu'elles sont présentes dans 24 des États du Brésil.

ou des *quebradeiras de coco babaçu*⁶. D'autres encore pratiquent la cueillette ou l'agriculture urbaine. Ces femmes s'organisent à l'échelle locale et font partie de mouvements et organisations nationales autonomes de femmes ou d'organisations mixtes (en ce sens qu'elles comptent des femmes et des hommes parmi leurs membres). Dans les années 1980, ces femmes ont tout d'abord agi pour que soient reconnues leur profession d'agricultrice ou de productrice rurale ainsi que leur implication dans les différents mouvements⁷. Elles ont ensuite évolué vers une prise en compte de préoccupations combinant à la fois leur appartenance de genre (éducation, santé, violences contre les femmes) et leurs activités dans la sphère productive (accès à la terre, crédit, assistance technique) pour finalement axer leur réflexion sur les aspects relevant de la production (par exemple la reconnaissance de leur travail dans les jardins potagers) et des modes de production (en affirmant leur intérêt pour l'agroécologie).

Les premières années du mouvement ont été marquées par l'entrée des femmes dans le monde syndical⁸, mais également par le processus qui leur a permis de s'organiser de manière autonome au sein des mouvements des femmes travailleuses rurales (MMTR), tant dans la région du Nordeste que dans le sud du pays. En 1986, ces divers mouvements se sont rassemblés pour élaborer un plan national de lutte visant à obtenir la reconnaissance du statut d'agricultrice de leurs membres, et plus particulièrement celle de leur droit aux prestations de sécurité sociale relatives au chômage, à la maternité et à la retraite. Suite à de grandes campagnes de collecte de signatures et à des marches sur Brasília, les droits des agricultrices ont été inscrits dans la Constitution de 1988, puis pris en compte dans un certain nombre de lois complémentaires. Les syndicats et mouvements de femmes soutiennent encore aujourd'hui les agricultrices dans leur combat pour faire reconnaître leurs droits.

Un des premiers obstacles à la reconnaissance de ces droits est l'absence de documents officiels. Au milieu des années 1990, le mouvement des travailleuses rurales a mené des campagnes visant à permettre aux femmes des zones rurales d'obtenir des pièces d'état civil et des documents professionnels. Depuis 2004, ce travail est accompli dans le cadre d'une politique publique : le Programme national de documents civils de la travailleuse rurale. Entre 2004

⁶ Ces femmes récoltent les fruits du palmier babaçu. Elles les ouvrent pour utiliser principalement les graines et la pulpe. On estime que 300 000 travailleuses vivent de cette activité dans les États de Maranhão, Piauí, Tocantins et Pará.

⁷ Pour une analyse détaillée sur ce sujet, voir Deere (2004).

⁸ Elles ont notamment lutté pour faire reconnaître leur droit à se syndiquer puisque, jusqu'au milieu des années 1980, les syndicats n'acceptaient de compter qu'un membre par famille, en général l'homme considéré comme le chef de famille.

et 2013, ce programme a permis à un million deux cent vingt mille femmes d'obtenir satisfaction (Hora et Butto 2014, 30).

Les femmes du MST (le Mouvement des travailleurs et travailleuses rurales sans terre) ont pris part à ce processus et ont progressivement élaboré des mécanismes permettant de garantir la participation des femmes, notamment grâce à leur intégration dans les divers mouvements internationaux qui se sont constitués au cours de cette période, parmi lesquels la CLOC dans la région Amérique latine et Caraïbes et la Vía Campesina au niveau international. Dans les années 2000, elles ont organisé des actions de masse visant à entrer en confrontation directe avec l'agrobusiness. En mars 2006, par exemple, les femmes de la Vía Campesina ont mené une opération de destruction des plants d'eucalyptus de l'entreprise Aracruz cellulose. Cette dernière occupait notoirement des terres appartenant à des populations autochtones et à des *quilombolas* du département d'Espirito Santo et avait transformé une grande partie de leur territoire en un désert vert.

Depuis l'établissement des premières parcelles de la réforme agraire dans les années 1990, l'implication des femmes dans leur gestion représente un défi. Plus récemment, le mouvement a voulu donner une plus grande visibilité au travail accompli par les femmes ainsi qu'à leurs connaissances dans le domaine de la préservation et de la sélection des semences ainsi que dans celui des pratiques agroécologiques. En outre, ces exploitations agricoles issues de la réforme offrent des espaces propices à l'instauration d'autres types de rapports sociaux. Cette réforme agraire a en effet vocation à être un processus populaire visant notamment à « assurer des conditions de participation égalitaires pour les femmes qui vivent à la campagne, en particulier dans les domaines de l'accès à la terre, de la production et de la gestion de toutes les activités, et ce dans le but de mettre fin à l'oppression imposée aux femmes depuis toujours, en particulier à la campagne ».

Les travailleuses rurales se sont également organisées au sein de mouvements autonomes de femmes comme le Mouvement des femmes paysannes (MMC) qui a tenu son premier congrès en 2004. Membre de Vía Campesina, le MMC propose un projet d'agriculture paysanne qui comprend des campagnes de lutte contre les violences contre les femmes ainsi que des programmes en faveur d'une alimentation plus saine.

D'autres branches régionales, comme celle du MMTR dans le Nordeste, expriment leur engagement politique dans une collaboration avec les mouvements syndicaux et féministes. Le très audible MIQCB (Mouvement interétatique de *Quebradeira de Coco Babaçu*) a réussi à faire adopter diverses législations municipales – dont la loi du *babaçu libre* – permettant le

libre accès des ramasseuses de coco aux propriétés privées. Parmi toutes les populations brésiliennes qui réclament la reconnaissance de leurs biens communs, ces femmes ont été les premières à l'obtenir formellement. Elles ont également mené des projets collectifs de commercialisation et de transformation d'huile qu'elles vendent à des entreprises comme *The Body Shop* et de farine de mésocarpe destinée à l'alimentation scolaire.

Au sein du mouvement syndical, la Commission nationale des travailleuses rurales a organisé sa première session plénière en 1997. Celle-ci avait pour thèmes l'application effective du droit des agricultrices à la sécurité sociale et l'instauration d'un quota minimum de 30 % de femmes dans tous les comités de direction des syndicats.

215

La présence plus marquée des femmes dans la sphère publique a été conditionnée par leur meilleure représentation dans les structures syndicales. Elles ont notamment pu faire connaître leurs priorités dans le cadre de manifestations de masse à Brasilia, les *marchas das margaridas* (marches des marguerites)⁹. Organisées en 2000, 2003, 2007 et 2011, ces marches ont rassemblé un nombre croissant d'entités co-organisatrices et participantes, jusqu'à atteindre le nombre de soixante-dix mille participantes lors de la dernière édition. À chacune de ses éditions, la *marcha das margaridas* a soumis ses revendications au gouvernement fédéral puis effectué un suivi de la mise en œuvre des mesures demandées. Bon nombre de politiques visant au renforcement des compétences des femmes des zones rurales ont été élaborées sur la base de ces propositions, parmi lesquelles la création d'unités mobiles (autobus et bateaux) destinées à venir en aide aux femmes victimes de violences dans les zones rurales ou forestières ou l'amélioration de l'accès au crédit rural. Les femmes se sont massivement mobilisées pour exiger le développement de l'agroécologie et ont ainsi contribué à la création du Plan national d'agroécologie et de production biologique (PLANAPO). C'est en effet en réponse aux revendications exprimées par les femmes lors de la session plénière de clôture de la *marcha das margaridas* de 2011 que la présidente Dilma Rousseff a proposé de constituer les groupes de travail qui ont élaboré ce plan.

Ces mouvements autonomes de femmes et ces collectifs de femmes appartenant à des mouvements mixtes font partie, comme les ONG féministes et agroécologiques, du Groupe de travail des femmes de l'Articulation nationale de l'agroécologie (GT des Femmes de l'ANA). Tous influencent l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques d'*empowerment* des agricultrices.

⁹ Voir <http://www.contag.org.br/index.php?modulo=portal&acao=interna&codpag=256&nw=1>

Le parcours des femmes dans l'Articulation nationale d'agroécologie¹⁰

Il est difficile de déterminer le point de départ précis d'un processus impliquant différents acteurs politiques. Dans le cas de la SOF, j'ai choisi comme point de départ le processus de débat et de formation sur le genre et l'agriculture familiale qui s'est déroulé entre 1996 et 1998 (Menasche *et al.* 1998).

À cette période, la catégorie « agriculture familiale » a permis d'organiser les réponses aux revendications des travailleuses et travailleurs ruraux relatives aux politiques publiques, par exemple par le biais du Programme national de soutien à l'agriculture familiale (PRONAF). Formalisée en 2006 par l'intermédiaire d'une loi, cette notion a permis de rendre visible la contribution économique (et par la suite environnementale) de celles et ceux qui étaient auparavant considéré-es comme des « petit-es » producteur-trices. Elle a ensuite été critiquée car elle amalgamait différentes identités (notamment les producteur-trices communautaires, les populations côtières et les *quilombolas*) et différentes formes d'organisation du travail en commun qui étaient en fait caractéristiques du Sud du pays.

Durant la même période, la catégorie du « genre » s'est répandue dans les analyses portant sur les rapports sociaux entre hommes et femmes et dans la construction sociale d'identités féminines et masculines séparées et hiérarchisées. Ce terme a été adopté par diverses organisations mixtes, ONG et mouvements sociaux, sous l'influence des femmes activistes mais aussi des agences de coopération internationales qui les ont incités à prendre en compte ce thème d'une manière ou d'une autre.

L'approche « genre et agriculture familiale » a permis de remettre en question le présupposé de l'unité familiale qui veut que la famille s'exprime, dans la sphère publique, par la volonté du mari ou du père. Il a alors été possible de débattre explicitement de questions telles que les contradictions au sein de la famille patriarcale et la division sexuelle du travail. En outre, les pratiques, les connaissances et les propositions des agricultrices en matière de gestion de l'unité de production ont été prises en compte. Les rapports inégaux de genre au sein des organisations ont été analysés (et pas seulement ceux qui impliquent les bénéficiaires des interventions). Les femmes membres des équipes techniques et administratives des ONG et les agricultrices membres ou directrices de ces mêmes organisations ont forgé une alliance politique qui a constitué le noyau central du futur GT des Femmes de l'ANA.

¹⁰ Pour un compte rendu détaillé de la participation des femmes dans le mouvement agroécologique au Brésil, voir Siliprandi (2009).

Dix-sept années ont été nécessaires pour permettre à l'approche «féminisme et souveraineté alimentaire» de succéder à l'approche «genre et agriculture familiale», une longue période d'élaboration d'analyses et de propositions ainsi que de construction d'un sujet politique solide. En témoignent une série de politiques publiques, mais aussi les changements survenus au sein des mouvements et dans la vie de nombreuses femmes.

Ces analyses ont donné une orientation à la stratégie visant à faire en sorte que les inégalités de genre ne soient plus considérées comme de l'ordre du naturel. Elles montrent que le travail des femmes est utilisé comme une ressource inépuisable et comme une variable d'ajustement aux tensions du système. Elles mettent en lumière la sagesse et le savoir des femmes et prouvent qu'elles peuvent aller au-delà des projets collectifs d'auto-organisation et des alliances. [...]

217
.....

Le cadre des politiques publiques d'empowerment des femmes rurales

Les politiques publiques destinées aux femmes des zones rurales sont élaborées ou coordonnées par la direction des Politiques pour les femmes rurales du ministère du Développement agricole (DPMR/MDA). Elles intègrent des aspects ayant trait à la citoyenneté et à la reconnaissance. On peut par exemple évoquer le Programme national d'octroi de documents, les comités territoriaux de femmes par le biais desquels celles-ci sont encouragées à prendre part aux espaces d'élaboration et de suivi des politiques dans les territoires ou encore la possibilité d'inscrire le nom des femmes sur les titres de propriété des terres ou sur des documents attestant de leur statut d'agricultrice familiale¹¹. Dans le domaine de la production, ces politiques publiques ont une influence sur les programmes de crédit, de commercialisation (le Programme d'acquisition d'aliments – PAA – et le Programme national d'alimentation scolaire – PNAE – dont 30 % des ressources sont destinées aux achats auprès d'agriculteurs-trices familiaux-ales et de leurs associations) et d'Assistance technique et extension rurale (ATER). Grâce au Programme d'organisation productive des femmes rurales (POPMP), les femmes des zones rurales mettent également en œuvre leurs propres actions. Elles lancent par exemple des appels publics à former des groupes productifs de femmes, constituent des exploitations ATER dirigées par des femmes et encouragent les groupes de femmes à participer aux marchés de

¹¹ La DAP, la déclaration qui statue sur la possibilité de faire partie du PROBAF – le Programme national de renforcement de l'agriculture familiale –, est un moyen d'accès au crédit ainsi qu'à des programmes de commercialisation, d'assistance technique et d'extension rurale.

l'agriculture familiale. En 2013, la DPMR/MDA s'est vu attribuer un budget approchant les treize millions d'euros, soit près de la moitié du budget du secrétariat des Politiques pour les femmes, une institution dotée du statut de ministère.

Les politiques de la DPMR sont élaborées par l'intermédiaire de deux instances de participation populaire: les Conférences nationales des politiques pour les femmes (CNPM), organisées par le secrétariat des Politiques pour les femmes et le Conseil national de politiques pour les femmes – des événements qui se sont tenus en 2004, 2007 et 2011 –; et les Conférences nationales de développement rural, durable et solidaire (CNDRSS), organisées en 2008 et 2013 par le MDA et le Conseil national de développement rural durable (CONDRAF). Les femmes se sont organisées pour prendre part au processus préparatoire des CNDRSS ainsi qu'aux conférences elles-mêmes, notamment grâce au soutien appuyé de la DPMR. En conséquence, les actions transversales en faveur de «l'autonomie des femmes rurales» sont clairement visibles dans le Plan de développement rural, durable et solidaire élaboré dans ce cadre, ce qui a permis aux intéressées d'en effectuer le suivi plus aisément (CONDRAF 2014). Ce plan se fonde sur la reconnaissance de l'existence de rapports de pouvoir inégaux entre hommes et femmes, dans les familles et dans la société, ces inégalités trouvant leur expression dans le fait que le travail accompli par les femmes est le plus souvent invisible et non rémunéré. Il prévoit des mesures spécifiquement destinées aux femmes et réparties selon trois axes: la citoyenneté, les droits économiques et la socialisation du travail domestique et de *care*. Ce dernier axe constitue un élément nouveau et met l'accent sur la nécessité de créer des crèches et des écoles de campagne ouvertes toute la journée et fondées sur des pédagogies qui valorisent le monde rural.

La CNDRSS a été pour la première fois paritaire lors de sa phase finale nationale, les femmes comptant pour la moitié de ses 1417 participant-es. Les débats organisés dans les États ont permis de recueillir 142 propositions spécifiquement destinées aux femmes, dont 65 ont été regroupées dans un document et discutées pendant la Conférence nationale. Parmi les 100 propositions définies comme prioritaires, «36 étaient en lien avec les revendications des femmes, dont neuf avaient vocation à renforcer les politiques spécifiquement destinées aux femmes, notamment celles visant à encourager la participation sociale, la lutte contre la violence et le soutien financier à la production» (CONDRAF 2014, 9).

Pendant la conférence, les autorités publiques ainsi que les militants et militantes des mouvements sociaux ont adopté une stratégie similaire consistant à élaborer des propositions fondées sur une approche féministe (traduite par

la volonté de permettre aux femmes de profiter d'une plus grande autonomie) dans des espaces de rencontre entre femmes, qui seraient par la suite susceptibles d'avoir une incidence plus générale. Des actions de mobilisation ont en outre été organisées pour garantir la mise en œuvre d'une participation paritaire et pour que les femmes gagnent en visibilité. Comme l'évoque le Plan, les femmes «ont entonné des chants et des slogans, elles ont créé des slogans et brandi des pancartes, elles ont lu une Déclaration sur les Femmes à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation. Elles sont ainsi devenues un élément fondamental de la stratégie de construction d'un Brésil rural égalitaire» (CONDRAF 2014, 9).

Parmi les différentes propositions étudiées, certaines ont été intensément débattues, notamment celle qui visait à établir un quota de 50 % de femmes bénéficiaires des actions du programme ATER et des appels d'offres de l'État lancés par le biais d'ATER Agroécologie et à garantir le fait que 30 % de ces actions soient destinées spécifiquement aux femmes et que 30 % de l'équipe technique soit composée de femmes. Cette proposition avait préalablement été formulée par le comité de gestion du POPMR, en accord avec les autorités et les représentantes des mouvements et ONG. Intégrées à la proposition initiale présentée par le ministère du Développement agricole, ces demandes ont déclenché l'opposition de certaines figures du mouvement agroécologique. Celles-ci ont par exemple défendu l'idée que les femmes étaient moins nombreuses que les hommes dans les zones rurales – en 2010, les femmes représentaient 47 % de la population domiciliée dans les zones rurales brésiliennes (IBGE 2011) – et qu'elles étaient également moins présentes dans les formations techniques agricoles ainsi que dans celles destinées aux bénéficiaires de la réforme agricole soutenues par les mouvements sociaux ruraux. Certains des arguments utilisés reposaient toutefois sur des interprétations erronées – par exemple le fait d'additionner les quotas de 50 % et 30 % pour dénoncer le fait que le programme ATER soit destiné à 80 % aux femmes. Les femmes de l'Articulation nationale d'agroécologie ont réagi rapidement en publiant une lettre ouverte et en discutant avec des femmes de divers mouvements ainsi qu'avec des hommes solidaires.

Pendant la deuxième CNDRSS, les femmes mais aussi certains hommes arboraient des autocollants et des foulards portant l'inscription «Je soutiens les 50 % de femmes bénéficiaires de l'ATER». Cette proposition a remporté un grand succès pendant la conférence grâce à l'accord politique conclu entre les femmes de ces mouvements et le gouvernement. Cette victoire a alimenté des réactions antiféministes lors du Congrès brésilien d'agroécologie, mais elle a par ailleurs permis aux femmes de gagner en force à l'occasion des troisièmes Rencontres nationales d'agroécologie (ENA). Par la

suite, les femmes du mouvement agroécologique ont compris à quel point il était important de réussir ce qu'elles avaient entrepris. Dans cette optique, il convient de distinguer la politique d'Assistance technique destinée aux femmes parmi les diverses politiques mises en œuvre par le gouvernement fédéral brésilien pour renforcer les projets productifs des femmes dans le cadre de l'économie solidaire et de l'écologie¹².

Lancé en 2004, l'ATER sectoriel pour les femmes comptait en 2013 un total de 56 400 bénéficiaires. Entre 2004 et 2010, 65 % des projets financés par le gouvernement fédéral étaient axés sur des activités agroécologiques (Butto et Hora 2014). Par le biais de ces expériences, le potager (l'arrière-cour productive) est devenu un espace important aux yeux des techniciennes. On a également évoqué le développement d'activités destinées aux enfants, qui permettraient à leurs mères de participer aux activités d'assistance technique. Ces mesures ont renforcé les politiques de soutien à la reproduction sociale mises en œuvre par les autorités publiques. Selon ces dernières, l'ATER sectoriel pour les femmes doit encore relever le défi qui consiste à améliorer l'accès des femmes au financement et à la commercialisation, ce qui suppose que les groupes productifs de femmes deviennent plus formels.

La politique d'ATER mise en œuvre au Brésil à partir des années 1940 était marquée par un caractère diffusionniste (diffusion de la technologie de la «révolution verte» / agriculture industrielle), vertical (visible dans le rapport entre les personnes chargées de la vulgarisation et les agriculteurs-trices mais aussi dans la centralisation à l'échelle nationale) et propice au renforcement de la division sexuelle du travail (des spécialistes de l'économie domestique apprenaient aux agricultrices à devenir des mères meilleures et plus modernes, tandis que les agronomes dispensaient des formations aux hommes). À l'apogée du néolibéralisme, en 1989, le gouvernement fédéral a démantelé le système existant. En 2003, le gouvernement Lula a élaboré une nouvelle politique d'ATER (la PNATER) dans un contexte d'intenses débats qui lui ont conféré des fondements nouveaux : droit public et gratuit, universalité, méthodes horizontales et ouverture graduelle à d'autres approches technologiques comme l'agroécologie. L'un des objectifs de la PNATER est de favoriser l'égalité de genre.

Le renouveau de cette politique d'ATER commence à porter ses fruits. Les données du recensement agricole de 2006 ont montré que seules 22 % des exploitations dirigées par des hommes ont bénéficié d'une aide tous types

¹² Le fait d'axer la réflexion sur une seule politique comporte toujours un risque dans la mesure où l'amélioration de l'autonomie des femmes résulte de la combinaison de différentes politiques.

confondus, contre 11 % pour les femmes cheffes d'exploitation. Les subventions accordées à des exploitantes agricoles provenaient à 53,5 % d'organes gouvernementaux et à 0,9 % d'ONG, celles accordées à des exploitations dirigées par des hommes provenant à 43,9 % d'entités gouvernementales (fédérales, étatiques ou municipales) et à 0,6 % d'ONG (Nobre 2012, 84).

La préparation de la Conférence nationale sur l'ATER qui s'est tenue en 2012 a mobilisé près de quarante mille personnes. Les femmes ont pris part à toutes les étapes du processus et ont à cette occasion demandé que 50 % des bénéficiaires des activités collectives de formation soient des femmes, préfigurant ainsi la proposition émise plus tard pour le programme d'ATER (une proposition qui suppose notamment des visites dans chaque unité familiale de production). À l'opposé des décisions adoptées lors de cette conférence, le gouvernement fédéral a décidé de faire primer les intérêts de la Confédération brésilienne de l'agriculture et de la pêche (CNA), un organe de représentation des grands propriétaires terriens et de l'agrobusiness, en entreprenant la création d'une Agence nationale d'ATER (ANATER) fondée sur la volonté de mener à bien des transferts de technologies. La CNA espère contester la légitimité dont bénéficient les mouvements sociaux dans le secteur de l'agriculture familiale tout en conférant à l'agrobusiness une image plus « verte » et plus sociale. L'ANATER est donc en cours de création, au moment même où l'ATER agroécologie et l'ATER femmes lancent une série d'appels publics.

Dans ce contexte à la fois ouvert et incertain, les ONG et les mouvements sociaux qui mettent en œuvre l'ATER tentent de défendre leur vision et leur autonomie face à l'État. [...] ¹³

Références bibliographiques

CONDRAF (Conseil national de développement rural durable). 2014. *Mulheres no Plano Nacional de Desenvolvimento Rural Sustentável e Solidário*. Brasília: MDA/CONDRAF.

Deere, C. D. 2004. Os direitos da mulher à terra e os movimentos sociais rurais na reforma agrária brasileira. *Revista Estudos Feministas*. 12(1). Florianópolis: CFH/CCE/UFSC.

¹³ Nobre, M. 2015. Economía solidaria, agroecología y feminismo: prácticas para la autonomía en la organización del trabajo y de la vida. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe? «Homo œconomicus, mulier solidaria»*. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 273-294. Paris: L'Harmattan, collection Genre et développement: Rencontres.
Traduit de l'espagnol par Saskia Velásquez

Hora, K. et A. Butto. 2014. Políticas Públicas para Mulheres Rurais no contexto dos Territórios da Cidadania In *Mulheres Rurais e Autonomia. Formação e Articulação para efetivar políticas públicas nos Territórios da Cidadania*. (Org.) A. Butto, C. Dantas, K. Hora, M. Nobre et N. Faria. 14-45. Brasília: MDA.

IBGE (Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística). 2011. *Censo 2010*. <http://www.ibge.gov.br>.

Kergoat, D. 2012. Ouvriers = Ouvrières ? Propositions pour une articulation théorique de deux variables: sexe et classe sociale, In *Se battre, disent-elles...* D. Kergoat. Paris: La Dispute.

Menasche, R., M. Nobre, E. Siliprandi et S. Quitela (Orgs.). 1998. *Gênero e agricultura familiar*. São Paulo: SOF.

Nobre, M. 2012. Censo Agropecuário 2006 – Brasil: uma análise de gênero. In *As mulheres nas estatísticas agropecuárias. Experiências em países do sul*. A. Butto, I. Dantas et K. Hora. Brasília: MDA.

Paulilo, M. I. et C. B. Silva. 2007. A luta das mulheres agricultoras. *Revista Estudos Feministas*. 15(2). Florianópolis: CFH/CCE/UFSC.

Siliprandi, E. 2009. Mulheres e agroecologia: a construção de novos sujeitos políticos na agricultura familiar. Thèse de doctorat en développement. Brasília: Université de Brasília.

Marchandisation, protection sociale et émancipation. Les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme

..... Nancy Fraser*

Pourquoi Polanyi est-il d'actualité? **

La crise actuelle du capitalisme néolibéral modifie le paysage de la pensée féministe. Au cours des deux dernières décennies, la plupart des théoriciennes ont gardé leurs distances vis-à-vis de la théorisation sociale à grande échelle associée au marxisme. Acceptant apparemment la nécessité de la spécialisation universitaire, ils-elles se sont concentré-es sur telle ou telle branche de la recherche disciplinaire, considérée comme un domaine indépendant. Qu'ils soient axés sur le droit ou la philosophie morale, la théorie démocratique ou la « critique culturelle » (*cultural criticism*¹), leurs travaux

* Philosophe, New School for Social Research, New York, États-Unis

** Je remercie, pour leurs commentaires précieux et les discussions fructueuses que ceux-ci ont permises, Amy Allen, Seyla Benhabib, Robin Blackburn, Luc Boltanski, Hauke Brunkhorst, Robin Celikates, Alessandro Ferrara, Rainer Forst, Rahel Jaeggi, Françoise Milewski, David Owen, Réjane Sénac-Slawinski et Eli Zaretsky.

¹ NDLR : L'expression « critique culturelle » (*cultural criticism*) fait référence à un concept étendu de la « culture », dans la mesure où il englobe une dimension plus générale, en particulier sociale, historique, philosophique, anthropologique, etc. Si le concept est apparu au XIX^e siècle, il a pris son ampleur au XX^e, dans le cadre d'une critique radicale du système de valeurs de la société. La « critique culturelle » restitue la capacité critique à un champ qui avait eu tendance à s'institutionnaliser. Au-delà même d'une culture entendue comme un ensemble concret de croyances et de pratiques partagées par un groupe humain, la « critique culturelle » s'interroge aussi sur l'absence de culture cohérente, stable et close, et met en valeur les contradictions entre les différents éléments d'une culture, le manque d'intégration, l'importance des résistances, l'aptitude des cultures au métissage et au changement, la construction des identités individuelles et sociales. Dimension sémiotique de toute activité humaine, la culture est perçue à la fois comme un système cohérent et structuré de symboles, et un ensemble de pratiques et de ressources mobilisables pour l'action.

se retrouvaient dans une certaine mesure dissociés des questions fondamentales de la théorie sociale. Cruciale pour les générations précédentes, la critique de la société capitaliste a quasiment disparu des préoccupations de la théorie féministe. La critique centrée sur la crise capitaliste, en particulier, a été déclarée réductrice, déterministe et dépassée.

Néanmoins, ces affirmations volent aujourd'hui en éclats. Avec un système financier mondial chancelant, le déclin de la production et de l'emploi dans le monde et la perspective d'une récession prolongée, la crise capitaliste forme une incontournable toile de fond à toute tentative sérieuse de théorisation critique. Par conséquent, les théoricien-nes féministes ne peuvent faire l'impasse sur la question de la société capitaliste. La théorisation sociale à grande échelle, qui vise à clarifier la nature et les origines de la crise, ainsi que les possibilités d'une résolution par l'émancipation, devrait ainsi retrouver sa place dans la théorie critique.

Mais comment les théoricien-nes féministes doivent-ils-elles aborder ces questions exactement? Comment surmonter les lacunes d'un économisme discrédité, qui se concentre exclusivement sur la «logique systémique» de l'économie capitaliste? Comment parvenir à une compréhension étendue de la société capitaliste, non exclusivement économique, qui tienne compte des idées du féminisme, du multiculturalisme, du post-colonialisme, de la pensée écologique et du «tournant culturel» (*cultural turn*²)? Comment conceptualiser la crise en tant que processus *social* où l'histoire, la culture et la géographie, la politique, l'écologie et le droit influent sur l'économie? Comment comprendre les différentes luttes sociales dans la conjoncture actuelle, et comment évaluer le potentiel de la transformation sociale par l'émancipation?

La pensée de Karl Polanyi constitue un point de départ prometteur pour une telle théorisation. Dans son classique de 1944, *La Grande transformation*, il décrit la crise capitaliste comme un processus historique à multiples facettes qui a commencé avec la révolution industrielle en Grande-Bretagne et s'est développé, en plus d'un siècle, dans le monde entier, entraînant la sujétion à l'Empire, des crises périodiques et des guerres cataclysmiques. De plus, pour Polanyi, la crise capitaliste portait moins sur l'effondrement de l'économie au sens strict que sur la désintégration des communautés, l'éclatement des solidarités et le pillage de la nature. Ses racines plongeaient moins dans des contradictions internes à l'économie – comme la tendance à la

² Le «tournant culturel» (*cultural turn*) fait référence à ces mouvements critiques de la seconde moitié du XX^e siècle, qui ont transgressé les frontières disciplinaires et relié la critique «culturelle» aux autres sphères des sciences sociales qu'ils ont aussi fortement influencées.

baisse du taux de profit – que dans un gigantesque repositionnement de l'économie par rapport à la société. Inversant la relation, jusque-là universelle, selon laquelle les marchés étaient encadrés dans les institutions sociales et soumis à des normes morales et éthiques, les partisans du « marché autorégulateur » cherchaient à bâtir un monde dans lequel la société, la morale et l'éthique étaient subordonnées aux marchés et modelées par eux. Cette aspiration, intrinsèquement autodestructrice et utopique, a amené des évolutions si profondément destructrices de la société humaine qu'elles ont déclenché un contre-mouvement visant la « protection » de cette dernière. C'est ce « double mouvement », de marchandisation non régulée, puis de revendications en faveur de la protection sociale, qui a conduit, d'après Polanyi, au fascisme et à la guerre mondiale.

Cet ouvrage nous livre donc un récit de la crise capitaliste qui va au-delà du champ étriqué de l'économisme. Magistral, d'une grande portée et formulant une analyse à plusieurs niveaux, *La Grande transformation* rassemble, en une puissante synthèse historique, protestations locales, politique nationale, affaires internationales et régimes financiers mondiaux. À l'instar de Marx, Polanyi insistait sur la lutte sociale ; cependant, plus que sur le conflit entre travail et capital, il mettait l'accent sur le conflit opposant les forces favorables à la marchandisation et les mouvements transversaux aux classes en faveur de la protection sociale. Comme Marx, également, Polanyi cherchait à influencer sur le cours de l'histoire, mais son attitude vis-à-vis des marchés était plus complexe. Rédigée dans le but de façonner l'ordre d'après-guerre, *La Grande transformation* constitue un argumentaire pour l'instauration d'un nouveau régime démocratique de régulation qui rendrait les marchés inoffensifs, sans les supprimer totalement.

À eux seuls, ces éléments suffisent à faire de Polanyi un point de départ prometteur pour ceux qui cherchent à comprendre les maux dont souffre la société capitaliste du XXI^e siècle. Mais il existe d'autres raisons, plus spécifiques, de nous intéresser à lui aujourd'hui. L'histoire que relate *La Grande transformation* trouve de puissants échos dans les évolutions actuelles. À l'évidence, on peut *a priori* raisonnablement expliquer que la crise actuelle trouve ses racines dans les récents efforts visant à libérer les marchés de la réglementation (tant nationale qu'internationale) instaurée après la Seconde Guerre mondiale. Ce que nous appelons aujourd'hui le « néolibéralisme » n'est rien d'autre que le retour de la croyance dans le « marché autorégulateur » qui prévalait au XIX^e siècle et qui a déclenché la crise capitaliste décrite par Polanyi. Aujourd'hui, comme à l'époque, les tentatives pour appliquer ce *credo* à la vie réelle détruisent les liens sociaux, les moyens de subsistance et la nature. Aujourd'hui, comme à l'époque, des forces d'opposition se mobilisent pour mettre un terme à ces destructions. À première vue,

la crise actuelle peut être considérée comme le « retour de *La Grande transformation* ».

C'est donc pour des raisons multiples que le point de vue de Polanyi est prometteur pour la théorisation actuelle. Cependant, les féministes ne doivent pas l'adopter aveuglément. À y regarder de plus près, même lorsqu'il surmonte l'économisme, l'ouvrage de Polanyi s'avère très imparfait. Résolument axé sur les maux émanant de marchés désencastrés, il fait l'impasse sur ceux dont l'origine se trouve ailleurs, dans la « société » environnante. Occultant les formes d'injustice qui ne reposent pas sur le marché, il a également tendance à absoudre les formes de protection sociale qui sont des vecteurs de domination. Axé, à l'excès, sur les luttes contre les déprédations causées par le marché, cet ouvrage néglige les luttes contre les injustices ancrées dans la « société » et encodées dans les protections sociales.

C'est pourquoi les théoricien·nes féministes ne doivent pas adopter le cadre de Polanyi tel qu'il apparaît dans *La Grande transformation*. Il est nécessaire de remodeler ce cadre afin de parvenir à une nouvelle conception quasi polanyienne de la crise capitaliste, qui évite non seulement l'économisme réducteur, mais aussi une lecture romancée de la « société ».

C'est ici mon objectif. Cherchant à développer une critique qui englobe la « société » et l'« économie », je propose d'élargir la problématique de Polanyi afin d'y inclure un troisième projet historique de lutte sociale qui recoupe le conflit, central pour Polanyi, entre marchandisation et protection sociale. Ce troisième projet historique, que j'appellerai l'« émancipation », vise à s'affranchir des formes de sujétion ancrées dans la « société ». Centrales aux deux manifestations de la grande transformation, celle analysée par Polanyi et celle que nous vivons actuellement, les luttes pour l'émancipation constituent le troisième axe, manquant, par lequel passe tout conflit entre marchandisation et protection sociale. L'introduction de ce tiers manquant aura pour effet de transformer le double mouvement en un triple mouvement, englobant la marchandisation, la protection sociale et l'émancipation.

Le triple mouvement formera le cœur d'une nouvelle perspective quasi polanyienne susceptible d'expliquer la crise capitaliste du XXI^e siècle. Dans un premier temps, je m'attacherai à construire cette nouvelle perspective et, dans un deuxième temps, je m'en servirai pour analyser certaines ambivalences de la politique féministe.

Les concepts clés de Polanyi : marchés désencastrés, protection sociale et double mouvement

Je commencerai par rappeler la distinction opérée par Polanyi entre marchés encastés et désencastrés. Partie intégrante de *La Grande transformation*, cette distinction comporte des connotations fortes, qui doivent faire l'objet d'un examen critique.

Polanyi distingue deux relations différentes que les marchés peuvent entretenir avec la société. D'un côté, les marchés peuvent être « encastés », imbriqués dans des institutions non économiques et régis par des normes non économiques, telles que « le juste prix » et « le juste salaire ». De l'autre, les marchés peuvent être « désencastrés », libérés des contrôles extra-économiques et régis, de manière immanente, par l'offre et la demande. Selon Polanyi, la première possibilité constitue la norme historique. À travers l'histoire, dans des civilisations différentes et des lieux très éloignés, les marchés ont été soumis à des contrôles non économiques, qui posent des limites à ce qui peut être acheté et vendu, aux acteurs de ce commerce et à ses modalités. La seconde possibilité constitue une anomalie historique. Invention britannique du XIX^e siècle, le marché « autorégulateur » était une idée totalement nouvelle dont le déploiement, d'après Polanyi, menace le tissu même de la société humaine.

Pour Polanyi, les marchés ne peuvent en réalité jamais être totalement désencastrés de la société dans son ensemble. Toute tentative en ce sens serait inexorablement vouée à l'échec. D'une part, les marchés ne peuvent fonctionner correctement que dans un contexte non économique de système de valeurs et de relations solidaires. Les tentatives visant à les désencastérer détruisent ce contexte. D'autre part, la tentative d'établir des marchés autorégulateurs s'avère si destructrice pour le tissu social qu'elle suscite d'importantes revendications en faveur de leur régulation sociale. Loin de renforcer la coopération sociale, le projet de désencastérer les marchés provoque alors, inévitablement, une crise sociale.

C'est en ces termes que *La Grande transformation* décrit une crise capitaliste qui a duré de la révolution industrielle à la Seconde Guerre mondiale. En outre, pour Polanyi, la crise englobait non seulement les efforts des intérêts commerciaux pour désencastérer les marchés, mais aussi la combinaison des contre-efforts déployés par les propriétaires fonciers ruraux, les travailleurs urbains et d'autres couches sociales pour défendre la « société » contre l'« économie ». Enfin, pour Polanyi, c'est l'accentuation de la lutte entre ces deux camps, les partisans de la marchandisation et ceux de la protection sociale, qui a conféré à la crise la forme caractéristique d'un « double

mouvement». Si la première dimension de ce mouvement nous a conduits d'une phase mercantiliste, dans laquelle les marchés étaient socialement et politiquement encastés, à une phase de laisser-faire, où ils sont devenus (relativement) désencastés, la seconde dimension devrait nous porter, du moins c'est ce qu'espérait Polanyi, à une nouvelle phase, dans laquelle les marchés seraient réencastés dans l'État-providence démocratique. L'effet serait de remettre l'économie à la place qu'elle doit occuper dans la société.

De manière générale, la distinction entre marchés encastés et désencastés s'applique à tous les concepts centraux de Polanyi, y compris à la société, à la protection sociale, à la crise et au double mouvement. Point tout aussi important, la distinction est implicitement mais sans aucun doute normative. Les marchés encastés sont associés à la protection sociale, considérée comme un refuge face au déchaînement des éléments. Les marchés désencastés sont associés à l'exposition, au fait de devoir nager nu dans «les eaux glacées du calcul égoïste» (Marx et Engels 1969). Ces appréciations (les marchés encastés sont une bonne chose, les marchés désencastés une mauvaise) participent aussi au double mouvement. Le premier mouvement (exposition) est porteur de dangers, le second (protection) est porteur de sécurité.

Que devons-nous en conclure ? À première vue, la distinction entre marchés encastés et désencastés a beaucoup à offrir à la théorie féministe. D'une part, elle dépasse l'économisme pour déboucher sur une compréhension étendue de la crise capitaliste comme processus historique à facettes multiples, tant sociales, politiques et écologiques qu'économiques. D'autre part, elle dépasse le fonctionnalisme, interprétant la crise non pas comme une «rupture objective du système», mais comme un processus *intersubjectif* qui inclut la réaction des acteurs sociaux aux changements qu'ils perçoivent dans leur situation propre et dans leurs relations les uns avec les autres. Là encore, la distinction de Polanyi permet une critique de la crise qui ne rejette pas les marchés en tant que tels, mais seulement ceux qui sont néfastes et désencastés. Par conséquent, le concept d'un marché encasté offre la perspective d'une alternative progressiste à la fois au désencastement absurde préconisé par les néolibéraux et à la suppression systématique des marchés qui a traditionnellement la faveur des socialistes.

Néanmoins, l'implicite des catégories définies par Polanyi pose problème. D'un côté, sa description des marchés encastés et des protections sociales est bien trop idyllique. En romançant la «société», elle occulte le fait que les sociétés dans lesquelles les marchés ont toujours été encastés sont aussi des lieux d'oppression. À l'inverse, la description que donne Polanyi du désencastement est un peu trop sombre. Ayant idéalisé la société, elle

occulte le fait que, quelles que soient leurs autres conséquences, les processus qui désencastrèrent les marchés des protections oppressives comportent un aspect émancipatoire.

Aussi, les théoricien·nes féministes d'aujourd'hui doivent-ils-elles remodeler ce cadre. En évitant tant la condamnation en bloc du désencastrement que l'approbation en bloc du réencastrement, nous devons soumettre à un examen critique les *deux* dimensions du double mouvement. En rendant visibles les déficits normatifs de la « société », ainsi que ceux de l'« économie », nous devons prouver la justesse des luttes contre l'oppression *d'où qu'elle vienne*.

229

À cette fin, je propose d'utiliser une ressource dont Polanyi ne s'est pas servi, à savoir les idées des mouvements féministes. En mettant au jour les asymétries de pouvoir qu'il occultait, ces mouvements ont exposé la face cachée prédatrice des marchés encastres qu'il avait tendance à idéaliser. En s'insurgeant contre des protections qui constituaient aussi des oppressions, ils ont fait naître des revendications en faveur de l'émancipation. Sur la base de leurs idées, je propose de repenser rétrospectivement le double mouvement en relation avec les combats féministes pour l'*émancipation*.

L'émancipation : le « tiers » manquant

En parlant d'émancipation, nous introduisons une catégorie qui n'apparaît pas dans *La Grande transformation*. Mais l'idée – et même le terme – d'émancipation était courante à l'époque dont parle Polanyi. Il suffit d'évoquer les luttes d'alors visant à abolir l'esclavage, à émanciper les femmes et à libérer les peuples non européens du joug colonial. Ces combats ont tous été menés au nom de l'« émancipation ». Il est en effet étrange que ces luttes ne figurent pas dans un ouvrage qui entendait décrire la grandeur et la décadence de ce qu'il nomme la « civilisation du XIX^e siècle ». Mon objectif n'est pas simplement de signaler une omission, mais de souligner que les luttes pour l'émancipation mettaient directement en cause des formes oppressives de la protection sociale, sans ni condamner totalement ni célébrer absolument la marchandisation. Si ces mouvements avaient été inclus dans *La Grande transformation*, ils en auraient déstabilisé la trame narrative dualiste et, partant, auraient fait exploser le double mouvement.

Pour comprendre pourquoi, considérons que l'émancipation diffère fortement de la principale catégorie positive de Polanyi, à savoir la protection sociale. Alors que la protection s'oppose à l'exposition, l'émancipation s'oppose à la domination. Tandis que la protection vise à protéger la

« société » des effets désintégrateurs des marchés non régulés, l'émancipation vise à mettre en lumière la domination d'où qu'elle vienne, de la société comme de l'économie. Si l'idée maîtresse de la protection est d'assujettir les échanges marchands à des normes non économiques, celle de l'émancipation est de soumettre les échanges marchands et les normes non marchandes à un examen critique. Enfin, si les valeurs suprêmes de la protection sont la sécurité, la stabilité et la solidarité sociales, la priorité de l'émancipation est de combattre la domination.

On aurait toutefois tort de conclure que l'émancipation va toujours de pair avec la marchandisation. Si l'émancipation s'oppose à la domination, la marchandisation s'oppose à la régulation extra-économique de la production et des échanges, que cette régulation ait pour objectif la protection ou l'émancipation. Tandis que la marchandisation défend l'autonomie supposée de l'économie et se prémunit des influences des autres sphères, l'émancipation dépasse les frontières qui délimitent les sphères, cherchant à extraire la domination de *chaque* sphère. Si l'idée maîtresse de la marchandisation est de libérer l'achat et la vente des normes morales et éthiques, celle de l'émancipation est d'examiner en profondeur *tous* les types de normes du point de vue de la justice. Enfin, alors que la marchandisation fait de l'efficacité, du choix individuel et de la liberté négative³ ses plus hautes valeurs, la priorité de l'émancipation, comme je viens de l'affirmer, est de combattre la domination.

Il s'ensuit que les luttes pour l'émancipation ne se superposent parfaitement à aucune des deux dimensions du double mouvement de Polanyi. Il est vrai que ces luttes semblent parfois converger avec la marchandisation, comme, par exemple, lorsqu'elles qualifient d'oppressives les protections sociales que les partisans du libéralisme économique cherchent à éradiquer. D'autres fois, cependant, elles convergent avec les projets qui défendent la protection sociale, comme, par exemple, lorsqu'elles dénoncent les effets oppressifs de la dérégulation. D'autres fois, enfin, les luttes pour l'émancipation divergent des deux dimensions du double mouvement, comme, par exemple, lorsqu'elles ne cherchent ni à supprimer ni à défendre les protections existantes, mais plutôt à transformer le mode de protection. Ainsi, les convergences, lorsqu'elles existent, sont conjoncturelles et contingentes. Jamais totalement alignées ni sur la protection ni sur la dérégulation, les luttes pour l'émancipation représentent une troisième force qui rompt le schéma dualiste de

³ NDLR : La liberté négative se réfère ici au concept établi par Isaiah Berlin (1969). La liberté négative est l'absence d'entraves exercées par les autres. Plus grand est l'espace de non interférence, plus grande est ma liberté. Berlin s'oppose aux philosophes des Lumières, dont il critique la conception autoritaire de la liberté. Ses travaux sont repris par Friedrich Hayek (1960 ; 1973) : la liberté négative, en tant qu'absence d'interférence coercitive, deviendra une base du libéralisme économique.

Polanyi. Pour rendre justice à ces luttes, il nous faut revisiter le cadre de Polanyi et transformer son double mouvement en un triple mouvement.

Émancipation et protections hiérarchiques

Pour comprendre pourquoi, intéressons-nous aux revendications féministes pour l'émancipation. Ces revendications font voler en éclats le double mouvement en révélant comment les protections sociales peuvent être oppressives, en institutionnalisant une hiérarchie de statut. Ces protections privent certains individus, qui devraient en principe être inclus en tant que membres de la société, des conditions préalables à une pleine participation à la vie sociale. L'exemple classique est la hiérarchie entre les sexes qui accorde aux femmes un statut inférieur, souvent comparable à celui d'un enfant de sexe masculin, et qui empêche souvent les femmes de participer pleinement, à égalité avec les hommes, aux interactions sociales. Mais on pourrait aussi citer les hiérarchies de caste, y compris celles qui se fondent sur des idéologies racistes. Dans tous ces cas, les protections sociales sont favorables à ceux qui se trouvent au sommet de la hiérarchie de statut, et concèdent des avantages moindres (ou nuls) à ceux qui se trouvent au bas. Par conséquent, elles protègent moins la société elle-même que la hiérarchie sociale. Il n'est donc pas surprenant que les mouvements féministes, antiracistes et anti-castes se soient mobilisés contre ces hiérarchies, rejetant les protections qu'elles prétendent offrir. En insistant sur la participation pleine et entière à la société, ils cherchent à démanteler les dispositifs qui les privent des prérequis sociaux pour accéder à une «parité de participation» (*parity of participation*).

231
.....

La critique féministe de la protection hiérarchique est présente à toutes les époques de l'histoire racontée par Polanyi, même s'il n'en fait jamais mention. Pendant la période mercantiliste, des féministes telles que Mary Wollstonecraft ont critiqué les dispositifs sociaux traditionnels qui encastraient les marchés. Condamnant les hiérarchies de genre enracinées dans la famille, la religion, le droit et les usages sociaux, ils-elles exigeaient que soient accordées aux femmes des conditions indispensables à la «parité de participation» aussi fondamentales qu'une personnalité juridique indépendante, la liberté de religion, l'éducation, le droit de refuser des rapports sexuels, des droits de garde des enfants, ainsi que le droit de s'exprimer en public et de voter. Pendant la période du laisser-faire, les féministes exigeaient une égalité d'accès au marché. Dénonçant l'instrumentalisation des normes sexistes par ce dernier, ils-elles s'opposaient aux protections qui interdisaient aux femmes de posséder des biens, de signer des contrats, de disposer de leur salaire, d'exercer certains métiers, de travailler les mêmes heures et de recevoir la même paye que les hommes, autant de prérequis à une participation

pleine et entière à la vie sociale. Pendant la période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale, les féministes de la « seconde vague » se sont attaqués-es au « patriarcat public » institué par l'État-providence. Condamnant les protections sociales fondées sur le « salaire familial »⁴, ils-elles réclamaient pour les femmes une rémunération égale pour un travail de valeur comparable, des prestations sociales traitant à égalité le *care* et le travail rémunéré, et la suppression de la division sexuée du travail, qu'il soit rémunéré ou non.

À chacune de ces époques, les féministes ont revendiqué l'émancipation, dans l'objectif de dépasser la domination. Parfois, ils-elles prenaient pour cible les structures sociales traditionnelles qui *encastraient* les marchés ; d'autres fois, ils-elles visaient les forces qui *désencastraient* les marchés, et d'autres fois encore, ils-elles s'attaquaient principalement à celles qui *réencastraient* les marchés. Ainsi, les revendications féministes n'ont jamais été fondées de manière systématique sur aucune des deux dimensions du double mouvement de Polanyi. Au contraire, leurs luttes pour l'émancipation constituaient une troisième dimension du mouvement social, qui traversait les deux autres. Ce que Polanyi appelait un double mouvement était en réalité un triple mouvement.

Conceptualisation du triple mouvement

Comment devons-nous alors comprendre le triple mouvement ? Ce concept présente la crise du capitalisme comme un conflit à trois dimensions : marchandisation, protection sociale et émancipation. Chacun est compris comme irréductible sur le plan conceptuel, normativement ambivalent et inextricablement imbriqué avec les deux autres. Nous avons déjà vu, contre Polanyi, que la protection sociale est souvent ambivalente : elle permet de ne pas subir les effets désintégrateurs de la dérégulation, tout en institutionnalisant une domination. Mais, comme nous le verrons, il en va de même pour les deux autres termes. La dérégulation des marchés produit, à l'évidence, les effets négatifs que Polanyi a soulignés, mais peut également engendrer des effets positifs quand les protections qu'elle désintègre sont sources d'oppression, par exemple par l'introduction du marché dans les pays communistes bureaucratisés, ou en permettant aux anciens esclaves d'accéder au

⁴ NDLR : Le *family wage*, ou salaire familial, correspond au salaire suffisant pour nourrir et assumer une famille. Il s'intègre au modèle d'un apporteur de revenu, l'homme chef de famille (*breadwinner*), qui doit subvenir aux besoins de son épouse au foyer et de ses enfants. Intégré au programme des syndicats au tournant du XIX^e siècle, et des courants maternalistes, il a fait l'objet de revendications spécifiques – demander des hausses de salaires pour que le salarié puisse assumer décemment ses responsabilités familiales. Le « salaire familial » diffère donc du concept français de « salaire maternel », qui correspond à l'éventuelle rémunération (par l'État) du travail domestique (à laquelle l'allocation de salaire unique, dans le passé, s'est apparentée).

marché du travail. L'émancipation n'est pas non plus exempte d'ambivalences, dans la mesure où elle génère non seulement une libération, mais aussi des ruptures dans le réseau des solidarités existantes. Ainsi, en détruisant la domination, l'émancipation peut aussi détruire les bases de l'éthique solidaire de la protection sociale, et encourager ainsi la marchandisation.

Vu sous cet angle, chaque terme se caractérise à la fois par un *telos* qui lui est propre et par une ambivalence potentielle qui apparaît dans son interaction avec les deux autres termes. Aucun des trois ne peut être appréhendé correctement s'il est considéré indépendamment des autres. Au même titre que le champ social ne peut être appréhendé correctement dès lors que l'on ne s'intéresse qu'à deux de ces termes. Une vision adéquate de la crise capitaliste ne se profile qu'à partir du moment où les trois sont examinés conjointement.

C'est donc là que se trouve la condition première de ce triple mouvement : la relation entre deux dimensions quelconques de ce conflit tridimensionnel passe obligatoirement par la médiation du troisième. Ainsi, comme je viens de l'indiquer, le conflit entre marchandisation et protection sociale doit passer par la médiation de l'émancipation. De même que, comme je le montrerai par la suite, les conflits entre protection et émancipation doivent passer par la médiation de la marchandisation. Dans ces deux cas, la médiation de la troisième dimension est indispensable à la dyade. Négliger ce tiers revient à fausser la logique de la crise capitaliste et du mouvement social.

Changer de perspective : l'ambivalence de l'émancipation dans la nouvelle grande transformation

Je me suis appuyée jusqu'ici sur le triple mouvement pour explorer l'ambivalence de la protection sociale. Je souhaite maintenant changer de perspective et m'appuyer sur le triple mouvement pour explorer l'ambivalence de l'émancipation. Aussi, ayant souligné la nécessité de comprendre les conflits entre dérégulation et protection sociale comme passant par la médiation de l'émancipation, médiation négligée par Polanyi, j'entends à présent souligner la nécessité de comprendre les conflits entre protection et émancipation comme passant par la médiation de la marchandisation, médiation qui a, je crois, été négligée par des courants importants du mouvement féministe.

En conséquence, sur ce point, je me place dans la perspective de la « grande transformation » de notre époque. Dans le cas de cette transformation-là, commençons avec le « libéralisme encastré » (Ruggie 1992) instauré au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Fondé sur un cadre réglementaire

international connu sous le nom de Bretton Woods, le libéralisme encastré englobait les États-providence keynésiens des pays riches et les États «développementalistes»⁵ post-coloniaux. Néanmoins, depuis les années 1980, ces dispositifs ont subi la pression du néolibéralisme, qui prônait un nouveau désencastrement des marchés, provoquant par là même la crise capitaliste la plus profonde depuis la Grande dépression.

Plus globalement, mon but est d'analyser la crise actuelle au moyen du concept du triple mouvement, tout comme Polanyi s'est appuyé sur le double mouvement pour comprendre la crise précédente. Pour moi, comme pour lui, l'objectif est de clarifier les perspectives d'une nouvelle vague de réencastrement démocratique, stabilisé par un système mondial de régulation économique. Cependant, pour ce qui me concerne, la protection sociale doit être réexaminée à la lumière de l'émancipation. Il nous faut donc à présent imaginer des dispositifs de réencastrement des marchés, qui servent en même temps à surmonter la domination.

Quel éclairage le triple mouvement peut-il jeter sur cette question ? À notre époque, chacune de ces trois orientations a ses partisans. La marchandisation est défendue avec ferveur par les néolibéraux. La protection sociale suscite des soutiens divers et variés – certains plaisants, d'autres beaucoup moins – émanant de sociaux-démocrates et syndicalistes nationalistes, de mouvements populistes qui s'opposent à l'immigration, de mouvements religieux néo-traditionnels, ou encore de militants altermondialistes, écologistes et des populations autochtones. L'émancipation est le cheval de bataille des nouveaux mouvements sociaux, notamment des multiculturalistes, des féministes du monde entier, des partisans de la libération lesbienne/gay, des apôtres de la démocratie cosmopolite, des militants des droits de l'homme ou encore des défenseurs d'une justice mondiale. Ce sont les relations complexes entre ces trois types de projets qui impriment la forme d'un triple mouvement à la crise actuelle de la société capitaliste.

⁵ Par États «développementalistes» (*developmental states*), j'entends les régimes post-coloniaux nouvellement indépendants, qui ont conduit des projets spécifiques dans le système de Bretton Woods. Dans les années 1960 dans les pays en développement, en particulier en Amérique latine, ces projets se sont concrétisés par une stratégie de contrôle des importations et de soutien aux industries nationales, par un financement fondé sur l'appropriation nationale et étatique du surplus, par la nationalisation des secteurs clés, par des politiques de change tournées vers le soutien des productions locales, par des investissements en infrastructures et par le développement des dépenses publiques, notamment en éducation. Dans les années 1990 cependant, le néolibéralisme a mis fin à ces politiques. En arguant de la menace de la dette, il imposa des politiques d'ajustement structurel, qui mirent fin à la doctrine du développementalisme et contraignirent les États post-coloniaux à renoncer à leurs avantages, à ouvrir leurs marchés et à couper dans leurs dépenses sociales.

Étudions, maintenant, le rôle des projets d'émancipation au sein de cette constellation. Depuis au moins les années 1960, de tels mouvements se sont élevés contre les aspects oppressifs de la protection sociale du libéralisme encastré. À cette époque, par exemple, les New Leftists ont exposé au grand jour le caractère oppressif des régimes de protection sociale à organisation bureaucratique, qui asservissent leurs bénéficiaires. De même, les anti-impérialistes ont dévoilé le caractère oppressif des protections sociales des pays riches, qui étaient financées par un échange inégal, aux dépens des anciennes populations coloniales. Plus récemment, les multiculturalistes ont montré le caractère oppressif des protections sociales construites sur l'auto-centrisme des membres de la majorité religieuse ou ethnoculturelle, qui pénalise les membres des groupes minoritaires. Enfin, l'aspect le plus important dans ma perspective : les féministes de la deuxième vague ont fait apparaître le caractère oppressif des protections sociales construites sur les hiérarchies de genre.

Dans chaque cas, le mouvement a mis en exergue un type d'oppression et formulé une revendication d'émancipation correspondante. Cependant, dans chaque cas, également, les revendications du mouvement étaient ambivalentes : elles pouvaient, en principe, aller dans le sens soit de la marchandisation, soit de la protection sociale. Dans le premier cas, quand l'émancipation va dans le sens de la marchandisation, elle servirait à saper non seulement la dimension oppressive, mais aussi la protection sociale elle-même. Dans le second cas, lorsque l'émancipation va dans le sens de la protection sociale, elle servirait non pas à saper, mais plutôt à transformer le mode de protection.

Cet argument vaut, à mon avis, pour tous les mouvements d'émancipation que je viens de citer. Néanmoins, je me concentre ici sur la critique que formule le féminisme de la deuxième vague à l'encontre de la dimension oppressive de la protection sociale dans le libéralisme encastré. Selon moi, ce mouvement s'est trop souvent perçu comme engagé dans une lutte binaire. Focalisé qu'il était sur son opposition aux protections oppressives, il n'était pas toujours suffisamment conscient de la troisième dimension de ce triple mouvement, à savoir des efforts visant à déréguler les marchés. Négligeant la montée du néolibéralisme, bien des féministes de la deuxième vague ont mal compris la situation et mal évalué les conséquences probables de leurs actions. Leur incapacité à percevoir le rôle de médiation que joue la marchandisation dans le conflit entre émancipation et protection sociale façonne encore aujourd'hui le cours de la crise capitaliste du XXI^e siècle.

Ambivalences féministes

Rappelons que le féminisme de la deuxième vague s'attaquait à la hiérarchie de genre des protections sociales dans l'État-providence d'après-guerre. Aux États-Unis, cela revenait à mettre en lumière l'implicite sexué d'un système scindé entre, d'une part une assistance aux pauvres, destinée aux femmes et aux enfants, et qui était stigmatisée ; et d'autre part, une assurance sociale respectable pour ceux considérés comme des «travailleurs». En Europe, cela revenait à révéler une hiérarchie androcentrique dans la division entre prestations et droits dérivés accordés aux mères et droits sociaux associés à un travail salarié. Dans les deux cas, les féministes y percevaient les traces d'un schéma plus ancien, hérité d'avant-guerre, appelé «salaire familial». Dans ce schéma, l'archétype du citoyen était un homme pourvoyeur de ressources et père de famille, dont le salaire était le principal, voire l'unique, soutien économique de sa famille, et, si sa femme gagnait un salaire, celui-ci servait simplement d'appoint. Cet idéal profondément sexué d'un «salaire familial» constituait un pan central de la substance éthique sur laquelle s'appuyaient les États-providence pour réencaster les marchés. Normalisant la dépendance des femmes, le système de protection sociale qui en résultait compromettait les chances des femmes de participer pleinement, à égalité avec les hommes, à la vie de la société. Institutionnalisant les conceptions androcentriques de la famille et du travail, il rendait naturelle la hiérarchie des sexes et l'éloignait de toute contestation politique. Point tout aussi important, en valorisant le travail salarié, le mode de protection proposé par le libéralisme encastré écliprait l'importance sociale du *care* (Fraser 1989a ; 1989b ; 1997 ; 2005).

Telle était la critique féministe du libéralisme encastré. Politiquement et intellectuellement puissante, cette critique n'en était pas moins ambivalente, susceptible d'aller aussi bien dans une direction que dans une autre. Dans une première voie, la critique du «salaire familial» formulée par les féministes visait à octroyer aux femmes un accès plein et entier à l'emploi et aux droits afférents, à égalité avec les hommes. Cette option tendait à valoriser le travail salarié et l'idéal androcentrique de l'indépendance individuelle, ce qui revient, *de facto*, à dévaloriser le *care*, l'interdépendance et la solidarité. En s'attaquant à l'*éthos* traditionnel du genre, qui servait encore à encastrer les marchés, cette forme de féminisme est susceptible *in fine* de renforcer le dés-encastrement. Il pourrait avoir pour effet, intentionnel ou non, que la lutte contre la hiérarchie entre les sexes aille dans le sens de la marchandisation.

Toutefois, la critique féministe à l'égard de la protection oppressive pourrait, en principe, prendre un tout autre tour. Articulée différemment, cette lutte pour l'émancipation pourrait s'appuyer sur la deuxième dimension du triple

mouvement, à savoir la protection sociale. Dans ce second scénario, la critique féministe viserait à rejeter les valeurs androcentriques, et en particulier la survalorisation du travail salarié et la sous-valorisation du *care*, travail non salarié. En élevant ce dernier au rang de question d'importance publique, ce mouvement s'attacherait à repenser les dispositifs sociaux de façon à permettre à chacun, homme ou femme, de concilier ces deux types d'activité, en surmontant les tensions qui pèsent sur ces tentatives aujourd'hui. Rejetant également l'opposition dépendance/indépendance superposée à l'opposition femme/homme, un féminisme favorable à la protection contribuerait à rompre le lien fallacieux entre hiérarchie sociale et dépendance, qui constitue une caractéristique universelle de la condition humaine. Valorisant la solidarité et l'interdépendance, la critique contribuerait non pas à dissoudre, mais à transformer les protections sociales.

De fait, le féminisme de la deuxième vague englobait ces deux orientations. Pour l'essentiel, les féministes libéraux-ales ou radicaux-ales s'inscrivaient dans la logique de la marchandisation, alors que les féministes socialistes et les féministes de couleur avaient davantage tendance à soutenir la protection sociale. Dans le premier cas, cet alignement n'était pas toujours intentionnel : tous les féministes libéraux-ales et radicaux-ales ne cherchaient pas sciemment à remplacer le modèle du « salaire familial » par celui de la famille à deux revenus. Mais, en ne parvenant pas à replacer leur lutte pour l'émancipation dans le contexte du triple mouvement, ils-elles pouvaient *in fine* accentuer le désencastrement et la dérégulation. Dans l'autre cas, en revanche, l'alignement était relativement conscient. Les féministes dont les préoccupations concordaient avec les courants favorables à la protection appréhendaient intuitivement la logique du triple mouvement. Ils-elles avaient souvent le sentiment que leur lutte pour l'émancipation recoupait une autre lutte, entre protection et dérégulation. En se positionnant dans un jeu tridimensionnel, ils-elles voulaient éviter d'encourager les tenants de la dérégulation, quoiqu'en s'opposant vigoureusement aux protections sources d'oppression.

On pourrait dire que cette ambivalence du féminisme s'est trouvée résolue, ces dernières années, en faveur de la marchandisation. Insuffisamment attentives à la montée du fondamentalisme de marché, les féministes du courant dominant ont fini par fournir les raisons justifiant un nouveau mode d'accumulation du capital, largement dépendant du travail rémunéré des femmes. Étant donné que des femmes de toutes classes, origines ethniques et nationalités affluent sur les marchés du travail de toute la planète, l'idéologie du « salaire familial » est en train de céder la place à la norme plus récente, plus moderne, du ménage à deux apporteurs de revenus. Peu importe que ce nouvel idéal se concrétise par une réduction des niveaux de

salaires, une précarisation de l'emploi, un recul du niveau de vie, une hausse marquée du temps passé pour le travail rémunéré au sein du ménage, de la multiplication des doubles postes (et même, souvent, des triples ou quadruples postes) et d'un accroissement du nombre de ménages dirigés par une femme. L'idéologie néolibérale parvient à transformer un âne en cheval de course, en s'appropriant la critique féministe du « salaire familial ».

Cette critique fournit désormais une bonne partie du « nouvel esprit du capitalisme » (Boltanski et Chiapello 2005), c'est-à-dire de la matière symbolique et éthique qui permet d'enjoliver le nouveau « capitalisme flexible », l'investissant d'une signification supérieure et d'une portée morale. En conférant aux luttes quotidiennes une signification éthique, le discours féministe attire les femmes des deux extrémités de l'échelle sociale : à une extrémité, les femmes cadres des classes moyennes, déterminées à briser le plafond de verre ; à l'autre, les femmes intérimaires, travailleuses à temps partiel, salariées à faibles revenus, employées domestiques, travailleuses du sexe, immigrées, travailleuses en zones franches industrielles et clientes des établissements de microcrédit, en quête non seulement de revenus et de sécurité matérielle, mais aussi de dignité, de mieux-être et d'une libération de l'autorité traditionnelle. Aux deux extrémités, le rêve d'émancipation des femmes est sacrifié sur l'autel du capitalisme. En conséquence, la critique du « salaire familial » formulée par les féministes est devenue compatible avec la marchandisation. Autrefois capable d'aller dans le sens de la protection sociale, elle sert de plus en plus à intensifier la valorisation du travail salarié portée par le néolibéralisme (Fraser 2009).

Conclusion : pour une nouvelle alliance entre émancipation et protection sociale

Que pouvons-nous conclure ? Certainement pas que le féminisme de la deuxième vague a purement et simplement échoué. Pas non plus qu'il faut lui reprocher le triomphe du néolibéralisme. À l'évidence pas que les luttes pour l'émancipation sont intrinsèquement problématiques. Ni même que les idéaux d'émancipation sont toujours voués d'emblée à être récupérés à des fins de marchandisation. J'en conclus plutôt que nous qui voulons que les femmes s'émancipent de la hiérarchie de genre devons prendre davantage conscience des évolutions passées, car nous agissons sur un terrain également occupé par des forces de marchandisation.

Revenons aux questions plus générales qui ont inspiré cet article. Réfléchissant sur la grande transformation que nous connaissons actuellement, j'ai

effectivement reconstruit le projet de Polanyi. En théorisant le double mouvement, il décrivait les conflits de son temps sous les traits d'une lutte historique pour l'âme du marché. La nature, le travail et l'argent seront-ils dépouillés de toute signification éthique, morcelés et négociés comme des marchandises quelconques, sans égard aucun pour les conséquences ? Ou bien les marchés seront-ils soumis à une régulation politique qui prenne en compte l'éthique et la morale ? Au XXI^e siècle, cette lutte n'a jamais été aussi intense. Toutefois, le triple mouvement jette sur elle un éclairage plus cru, en ceci qu'elle est traversée par deux autres luttes d'importance historique. L'une est la lutte pour l'âme de la protection sociale. Les dispositifs qui réencastrent les marchés dans l'ère post-néolibérale seront-ils oppressifs ou émancipatoires, hiérarchiques ou égalitaires, et, pourrais-je ajouter, bien ou mal encadrés, hostiles ou favorables à la différence, bureaucratiques ou participatifs ? Cette lutte n'a jamais été aussi intense. Mais elle est traversée par une autre lutte historique : celle pour l'âme de l'émancipation. Les luttes d'émancipation du XXI^e siècle serviront-elles à faire progresser le désencastrement et la dérégulation des marchés ? Ou bien à étendre et démocratiser les protections sociales et à les rendre plus justes ?

Ces questions suggèrent un projet possible pour celles et ceux qui sont favorables à l'émancipation. Nous pouvons tenter de rompre nos liaisons dangereuses (Eisenstein 2005) avec la marchandisation et créer une alliance nouvelle avec les partisans de la protection sociale. Ainsi, en reconfigurant un triple mouvement, nous pouvons intégrer la préoccupation fondamentale du combat contre la domination à celle, tout aussi fondamentale, de la solidarité et de la sécurité sociales, sans toutefois négliger l'importance de la liberté négative. En adoptant une conception plus large de la justice sociale, un tel projet pourra à la fois rendre hommage à la pensée de Polanyi tout en remédiant à ses insuffisances.⁶

Références bibliographiques

- Berlin, I. 1969. Deux conceptions de la liberté. In *Éloge de la liberté*. Paris : Calmann-Levy.
- Boltanski, L. et E. Chiapello. 1999. *Le nouvel esprit du capitalisme*. Paris : Gallimard.
- . 2005. *The New Spirit of Capitalism*. Londres : Verso Books.
- Eisenstein, H. 2005. A Dangerous Liaison ? Feminism and Corporate Globalization. *Science and Society*. 69(3) : 487-518.

⁶ Fraser, N. 2010. Marchandisation, protection sociale et émancipation. Les ambivalences du féminisme dans la crise du capitalisme. *Revue de l'OFCE*. 114 : 11-28.

Fraser, N. 1989a. Women, Welfare, and the Politics of Need Interpretation. In *Unruly Practices: Power, Discourse and Gender in Contemporary Social Theory*. N. Fraser. Minneapolis: University of Minnesota Press; Cambridge: Polity Press.

—. 1989b. Struggle over Needs: Outline of a Socialist-Feminist Critical Theory of Late-Capitalist Political Culture. In *Unruly Practices: Power, Discourse and Gender in Contemporary Social Theory*. (Ed.) N. Fraser. Minneapolis: University of Minnesota Press; Cambridge: Polity Press.

—. 1997. After the Family Wage: A Postindustrial Thought Experiment. In *Justice Interruptus: Critical Reflections on the «Postsocialist» Condition*. (Ed.) N. Fraser. New York: Routledge.

—. 2003. Social Justice in the Age of Identity Politics: Redistribution, Recognition and Participation. In *Redistribution or Recognition? A Political-Philosophical Exchange*. (Eds.) N. Fraser et A. Honneth. Londres: Verso.

—. 2005. *Qu'est-ce que la justice sociale? Reconnaissance et redistribution*. Édition établie et introduction par Estelle Ferrarese. Paris: La Découverte.

—. 2008. Reframing Justice in a Globalizing World. In *Scales of Justice: Reimagining Political Space in a Globalizing World*. (Ed.) N. Fraser. New York: Columbia University Press; Cambridge: Polity Press.

—. 2009. Feminism, Capitalism, and the Cunning of History. *New Left Review*. N° 56: 97-117.

Fraser, N. et L. Gordon. 1997. A Genealogy of «Dependency»: Tracing a Keyword of the US Welfare State. In *Justice Interruptus: Critical Reflections on the «Postsocialist» Condition*. (Ed.) N. Fraser. New York: Routledge.

Hayek, F. A. 1960. *The Constitution of Liberty*. Chicago: University of Chicago Press.

—. 1973. *Law, Legislation and Liberty*. Chicago: University of Chicago Press.

Marx, K. et F. Engels. 1969. Manifesto of the communist party. In *Marx/Engels Selected Works*. Volume 1. Moscou: Progress Publishers. Parution originale 1948. <https://www.marxists.org/archive/marx/works/download/pdf/Manifesto.pdf>

Polanyi, K. 2001. *The Great Transformation*. 2^e édition. Boston: Beacon. Parution originale 1944.

—. 1983. *La Grande transformation*. Paris: Gallimard.

Ruggie, J. G. 1982. International Regimes, Transactions, and Change: Embedded Liberalism in the Postwar Economic Order. *International Organization*. 36(2): 379-415.

Féminisme et économie solidaire : penser les rapports entre le politique et l'économique

..... Jean-Louis Laville*



L'économie sociale et solidaire (ESS) fait l'objet d'un indéniable engouement dans les pays des divers continents, qui se manifeste par l'adoption de nouveaux textes législatifs comme de politiques publiques inédites.

Cette appellation d'ESS mérite analyse. Elle présente l'avantage de constituer un compromis stratégique destiné à permettre de mieux peser dans un rapport de forces défavorable dans un environnement marqué par les politiques d'ajustement structurel. Néanmoins elle peut avoir pour inconvénient de gommer les tensions internes à un ensemble hétérogène.

Cette contribution se propose donc dans une première partie de revenir sur les définitions de l'économie sociale et de l'économie solidaire afin de cerner les enjeux conceptuels qui disparaissent parfois derrière le consensus apparent en faveur de l'ESS.

Dans une deuxième partie il est alors concevable de mettre en évidence, à travers des concepts pris dans l'histoire comme dans l'actualité, que le prisme de l'économie sociale ne convient guère à une approche compréhensive des initiatives de femmes. La problématique de l'économie solidaire s'avère plus appropriée à condition toutefois, comme il est précisé dans la

* Sociologue et économiste, Conservatoire national des arts et métiers, France

troisième partie, que les défis soulevés par la pensée des interdépendances entre sphères économique et politique soient relevés.

À cet égard le rapprochement amorcé entre féminisme du Sud et économie solidaire est porteur de nouvelles réflexions, ce qui amène à identifier dans une quatrième partie des convergences et méthodologies à approfondir.

Économie sociale et économie solidaire : les enjeux conceptuels

L'économie sociale regroupe les coopératives, les mutuelles et les associations. Leurs statuts légaux concrétisent l'existence d'entreprises non capitalistes au sens où le pouvoir décisionnel n'est pas détenu par les actionnaires et où la distribution des profits est soumise à des restrictions. Dans cette perspective, le critère discriminant concerne les limites apportées à l'appropriation privée des bénéfices réalisés sur l'activité et confère aux organisations d'économie sociale leur différence par rapport aux autres organisations productives.

Les apports et limites de l'économie sociale

Cette définition par les composantes, qui a l'avantage de faciliter le décompte des entreprises, représente un apport considérable. Plus descriptive qu'hypothético-déductive, l'approche propre à l'économie sociale permet de restituer la trajectoire de ces organisations sur la longue durée et d'expliquer leurs spécificités juridiques.

Toutefois les recherches effectuées depuis les années 1950 soulignent des faits devenus incontestables : leur statut ne protège que partiellement les organisations de l'économie sociale. Comme toute autre organisation, elles sont soumises à un isomorphisme institutionnel ; au fil du temps, leur ressemblance avec les autres entreprises s'accroît. Passage à un « coopéralisme », concentration, intégration dans des groupes non coopératifs, création de filiales que les membres ne contrôlent plus : toutes ces tendances remettent en question l'identité des entreprises concernées et invitent à s'interroger sur les possibilités de maintenir l'originalité de l'économie sociale dans un contexte d'intense compétition et de concentration rapide de capitaux.

Devant l'ampleur des phénomènes de banalisation, un constat s'impose : l'économie sociale n'a pas su peser sur les choix de société et promouvoir de façon large l'émancipation humaine dont elle est porteuse. Cette insuffisance ne peut être ignorée et elle doit faire l'objet d'hypothèses explicatives. En l'occurrence, cette incapacité à engendrer un changement social peut être reliée à la représentation du rapport à l'économie dans la théorie de l'économie sociale.

Avec Fauquet (1965), prolongé par Vienney, le modèle coopératif est devenu la référence pour l'ensemble de l'économie sociale, ce qui amène à y intégrer seulement les associations qui sont « gestionnaires d'entreprises » (Vienney 1980 ; 1982). L'économie sociale est constituée par des entreprises sur le marché et l'indicateur de leur réussite est celui de la croissance du volume d'activités marchandes, occultant une interrogation sur le fonctionnement interne et les sphères non marchandes de l'économie. Ce cadre conceptuel évalue les coopératives, les mutuelles et les associations au regard de l'évolution des rapports entre membres et des résultats économiques examinés selon le degré d'insertion dans l'économie marchande. Cette focalisation sur l'entreprise et l'intégration dans le marché induisent un isomorphisme qui n'est donc pas uniquement une dérive pratique mais est contenu dans les choix théoriques effectués par l'économie sociale.

243
.....

L'originalité de l'économie solidaire

La conceptualisation de l'économie solidaire trouve son origine dans cette réflexion sur les limites inhérentes à l'économie sociale. L'économie solidaire a en effet renoué avec l'associationnisme de la première partie du XIX^e siècle pour réagir contre la banalisation de l'économie sociale. Interrogeant le présent de cette dernière à partir de son passé, elle s'est singularisée par trois traits principaux.

- L'accent mis sur la finalité de la production est une première démarcation portée par la remise en cause de l'idéologie du progrès, indissociable de la société patriarcale et productrice d'inégalités sociales. Les initiatives solidaires ne résultent pas de l'intérêt commun propre à un groupe mais émanent d'objectifs touchant le modèle de société : justice sociale, préservation de l'environnement, diversité culturelle... À cet égard, la convergence avec la perspective des communs est flagrante (Laval et Laville 2014). Comme Ostrom (1990) en a apporté les preuves empiriques, l'État et le marché peuvent se révéler moins appropriés à une exploitation durable des ressources ou à la sauvegarde du patrimoine que l'auto-organisation des populations. Économie solidaire et problématique du commun partagent ce souci d'une finalité qui soit atteinte grâce à la capacité d'édiction des règles dont font preuve celles et ceux qui s'estiment concernés. On touche là à un point particulièrement sensible pour les femmes compte tenu des discriminations qu'elles vivent : le débat au sein des pratiques collectives est tenu d'aboutir à des règles pour une action commune déployée afin de suggérer des approches inédites. Cette combinaison entre parole et action est une des faiblesses de l'économie solidaire. Pourtant elle est également une de ses forces majeures. En allant vers « les angles morts de la société » (Palma Torres et Hersent 2014, 222), en

débusquant des inégalités cachées puis en les rendant publiques, l'économie solidaire joue un rôle de lanceur d'alertes, promeut des vigilances quant à divers aspects de la vie en société, redonne un droit à la parole et un pouvoir d'agir à des groupes qui en étaient privés.

- Pour le dire autrement, les initiatives solidaires ont donc une portée et un sens politiques, ce qui constitue leur deuxième trait marquant. Ce ne sont pas simplement des collectifs ayant une visée économique, ce sont, de façon plus complexe, des initiatives menant des actions avec une double dimension : économique et politique. Encore faut-il préciser les termes : elles ne relèvent pas de la politique, qui est un domaine spécialisé où s'exerce la lutte pour le pouvoir, mais du politique, c'est-à-dire de l'interrogation sur l'«être ensemble» qu'implique la démocratie. Ce registre, qui implique de faire advenir ou d'intervenir sur des thématiques pour qu'elles s'imposent comme des problèmes publics, a des incidences sur le plan du fonctionnement interne. L'égalité formelle entre les membres émanant de statuts qui la garantissent est à prolonger par des pratiques délibératives. Ces dernières sont d'autant plus cruciales que les participant-es ne font pas partie d'un groupe homogène mais qu'ils-elles viennent de différents groupes (bénévoles, salarié-es, usager-ères, producteur-trices, consommateur-trices, élu-es...) pour s'attaquer ensemble à un problème. La pertinence de la solution trouvée dépend alors de la qualité des discussions dans des espaces publics de proximité (Laville 1992) que ces groupes sont en mesure d'initier et de faire vivre. Au-delà des innovations propres aux expériences, la possibilité d'influer sur le changement institutionnel dépend de l'apparition d'arènes ou de forums par laquelle il devient concevable de peser sur les rapports de force, ce qui soulève les enjeux des alliances comme ceux de la co-construction des politiques publiques.
- Enfin, troisième point, la dimension politique modifie le modèle économique. De la même façon que la biodiversité est précieuse pour la nature, la socio-diversité (Salmon 2011) l'est en matière économique. Elle inclut la pluralité des statuts d'entreprise mais ne s'y limite pas ; plus fondamentalement c'est la pluralité des principes économiques (marché mais aussi redistribution, réciprocité et administration domestique) qui mérite d'être préservée et encouragée. D'où l'ancrage dans une conception substantive de l'économie (Polanyi 2011) et l'accent mis sur l'hybridation de ces principes économiques comme moyen pour réaliser des projets d'utilité sociale qui ne peuvent s'autofinancer sur le marché. Les bénéfices collectifs qu'ils recherchent de façon intentionnelle (Laville et Nyssens 2001), qu'ils engendrent grâce à une impulsion réciprocitaire (Laville 1992) ne peuvent être maintenus que par un recours complémentaire à la redistribution. C'est pourquoi les partenariats avec les collectivités publiques sont décisifs et l'économie solidaire tente de co-construire avec elles une

nouvelle génération d'action publique croisant action citoyenne et action des pouvoirs publics.

Initiatives de femmes, économie sociale et économie solidaire

La théorie de l'espace public a été initiée par Arendt, qui a mis l'accent sur le politique en démocratie comme «être ensemble», et diffusée par Habermas retraçant l'émergence de la sphère publique bourgeoise. Reprenant cette histoire, des travaux féministes (Ryan 1992) ont montré que cette sphère publique s'était construite sur les inégalités de genre mais avait également généré des luttes dont le mouvement des femmes aux États-Unis fournit un exemple.

245
.....

Une histoire de protestations contre l'injustice aux États-Unis

La démocratie moderne, si elle pratique la mise à l'écart des femmes, ne la théorise pas, contrairement à la démocratie antique. Entre l'affirmation des principes d'égalité et leur déni dans la réalité, s'insinue donc pour elles une possibilité d'action collective. Les résistances des hommes sont systématiques. Ainsi, en 1776, Abigail Adams écrit un projet de parité politique; choquée par la réaction négative de son mari (John Adams), elle s'adresse à lui en ces termes :

Je ne peux pas dire que je vous pense très généreux parce que, alors que vous professez la paix et la bonne parole des hommes, vous insistez sur le maintien d'un pouvoir absolu sur les épouses. Mais vous devez vous rappeler que le pouvoir arbitraire est comme les autres choses très dures, susceptible d'être brisé, et en dépit de vos sages lois et maximes il est en notre pouvoir de nous libérer mais aussi de maîtriser nos maîtres, et sans violence jeter votre autorité naturelle comme légale à nos pieds. (Mac Carthy 2003, 36)

Pour ne pas se heurter sans fin à un mur d'incompréhension, des femmes se frayent alors un chemin vers l'existence politique par le biais d'organisations économiques, principalement des asiles et des aides de jour apportant un soutien quotidien aux femmes pauvres et à leurs enfants. L'engagement des promotrices est là pour convaincre que ces institutions privées servent des finalités républicaines et relèvent d'un registre quasi public attesté par les contrats et les donations alloués par les autorités locales, qu'elles soient rurales, comme en Caroline du Nord, ou urbaines, comme à Philadelphie, Baltimore, La Nouvelle-Orléans ou New York. Dans cette dernière ville, en 1798, la Société des veuves compte ainsi 200 souscripteur-trices et procure des emplois à des veuves qui n'auraient pu en trouver ailleurs, payant plus de 300 femmes pour fabriquer des chemises. Entre 1770 et 1820, les

associations féminines fournissent du travail et des secours. Elles contestent les stéréotypes misogynes ; elles forgent une version d'un sentiment républicain où le service public se conjugue avec le sacrifice personnel et la vertu individuelle. L'appartenance à une association enregistrée permettait en outre aux femmes mariées de détenir collectivement une propriété à laquelle elles ne pouvaient accéder individuellement. Leur contribution en temps consacré comme en argent collecté explique que leurs activités économiques répondant à des besoins sociaux aient été encouragées par les États locaux. Nombreux sont d'ailleurs les hommages rendus à leur souci d'indépendance individuelle et de dignité, que le républicanisme traditionnel teintait de moralisation et de déférence.

246
.....

La revendication politique contourne donc les oppositions trop frontales en passant par le détour d'activités économiques qui ont une forte valeur sociale. Soulager la misère, venir en aide aux plus déshérités sont des productions jugées utiles à la collectivité. Les motivations affichées, souvent religieuses, rendent plus admissibles les rassemblements qui, sinon, seraient condamnés par les conservatismes ; mais derrière le conformisme social se profile une action plus contestatrice.

Face à la pensée revendicatrice s'insurgeant contre les inégalités, le pouvoir réagit en encourageant une simple lutte contre la pauvreté moins déstabilisante pour l'ordre établi. À la recherche d'une solidarité démocratique fondée sur l'expression des personnes concernées par l'injustice et se fixant pour objectif l'égalité par l'entraide mutuelle se substitue donc une solidarité philanthropique qui se restreint à endiguer la pauvreté par la bienveillance et la sollicitude. Alors que les initiatives populaires sont entravées, la primauté philanthropique s'affirme, non sans conséquences sur la forme que prend l'État social. Les femmes de la classe moyenne ont acquis un savoir-faire organisationnel dans la direction de leurs associations qui, malgré les tentatives de reprise en main, leur ont permis de conquérir des capacités d'action. Il en résulte une propension des pouvoirs publics, en manque de ressources, d'expertise et de volonté politique, à établir des partenariats avec les services sociaux qu'elles ont initiés ; ce qui incite Kish Sklar à dire que les femmes éduquées de la classe moyenne remplissent en Amérique des tâches monopolisées en Europe par des hommes fonctionnaires et des bureaucraties publiques. La répression à l'égard des mouvements les plus engagés socialement et politiquement débouche sur une coopération « public-privé » qui privilégie une philanthropie « plus responsable », de laquelle sont éliminées les femmes faisant preuve d'une conduite « non féminine et malfaisante » (Kish Sklar 1973, 14). Ces frontières établies dans la légitimité des formes d'expression au sein des espaces publics conduit à ce qui distingue encore aujourd'hui les États-Unis par comparai-

son avec l'Europe continentale : des interventions sociales réactives et flexibles parce que sensibles aux formes inventées dans la société civile, mais parcellaires et inégales selon les populations et les territoires compte tenu de l'invalidation de certaines modalités d'organisation collective à portée plus politique. Dans ce cadre, l'association est située comme initiative privée au sein de la société civile et elle demeure une alternative à l'intervention des pouvoirs publics. Derrière la méfiance récurrente vis-à-vis de l'État se décèle la trace de cet accent mis sur la morale individuelle et sur la valorisation philanthropique.

Ce que révèle cette histoire, trop brièvement évoquée, c'est l'intrication des enjeux politiques, économiques et sociaux. Dès qu'elle s'amorce, l'expression des femmes aux États-Unis se heurte à des résistances que la mise en place d'activités économiques cherche à contourner. Puisque l'accès à l'espace public leur est refusé, les femmes veulent s'attaquer à l'injustice en apportant la preuve de leur capacité d'initiative. Les responsabilités prises dans la mise en place de solutions à des problèmes sociaux criants doivent hâter les changements de mentalité et préparer leur intégration politique.

L'approche de l'économie sociale ne peut guère rendre compte de ces actions parce qu'elles ne sont pas purement économiques et que le mélange des registres est constitutif de leur identité. Les femmes qui les mettent en œuvre ne cherchent pas à créer des entreprises, elles veulent promouvoir des activités prouvant qu'elles sont concrètement soucieuses du bien commun et ne sauraient décemment être tenues à l'écart de la sphère publique. En cela, la conceptualisation de l'économie solidaire qui analyse les démarches empiriques à travers leur double dimension, politique et économique, s'avère plus pertinente pour cerner leur spécificité.

L'actualité des initiatives de femmes dans le monde

Les initiatives contemporaines de femmes que l'ouvrage *Femmes, économie et développement* (Guérin, Hersent et Fraisse 2011) présente ne peuvent pas non plus être assimilées à des entreprises. C'est pourquoi le vocable d'initiatives est plus pertinent : il désigne une capacité d'agir, un pouvoir de prendre ou d'influer sur des décisions, un commencement qui ne relève pas d'une simple adaptation ou réaction fonctionnelle aux contraintes. Comme leurs devancières du XIX^e siècle, ces initiatives, des restaurants interculturels en France jusqu'aux *comedores* latino-américaines en passant par les *self-help groups* indiens qui réunissent « plusieurs dizaines de milliers de membres, principalement des femmes », combinent les registres politique, économique, social mais aussi culturel selon des modalités variables, à travers « des associations et des groupes d'entraide, des coopératives, des groupements

d'intérêt économique ou encore des activités de nature syndicale» (Guérin, Hersent et Fraisse 2011, 10-11).

Les politiques de genre qui étaient au départ censées s'attaquer à la construction sociale des rapports de sexe ont largement instrumentalisé ces initiatives à travers leur rabattement sur des démarches d'accès au marché, sous la forme de l'insertion par l'économie ou de l'auto-emploi. Les problèmes rencontrés par le réseau Réactives et le restaurant Plein Sud illustrent la résistance aux initiatives de femmes (Sombou et Bachir 2014). Ces pratiques inventives sont rabattues sur une logique de «sas» dans laquelle les initiatives n'auraient pour rôle que de constituer des transitions vers l'économie marchande, avec en arrière-plan la croyance qu'une reprise va permettre à terme la sortie de crise. C'est donc la conception même de l'économie qui explique le mépris dont elles sont trop souvent l'objet; le sophisme économiste, qui consiste, selon Polanyi (2011, 37-54), à confondre l'économie avec le marché est tellement intégré par les responsables publics qu'il amène les partenaires potentiels des initiatives solidaires à les invalider par la négation de leur volonté d'auto-organisation et par l'accent mis sur la nécessité de compétences gestionnaires venues de l'extérieur des groupes, transformant les femmes concernées en simples bénéficiaires. À l'évidence, leurs interlocuteurs préfèrent souvent faire pour elles qu'avec elles. Plusieurs aspects caractéristiques de ces expériences sont niés: leur manière d'articuler individuel et collectif à travers le respect des singularités, leur mobilisation d'autres principes économiques que le marché (en l'occurrence la redistribution publique et la réciprocité égalitaire, comme l'administration domestique), dans des dispositifs composites empreints d'ambivalence.

Alors que nombre d'expériences au Nord sont ainsi considérées comme de simples transitions vers le marché, beaucoup d'expériences au Sud sont interprétées comme des activités purement marchandes n'ayant vocation qu'à créer des emplois individuels. C'est le cas lorsque la Self Employed Women's Association (SEWA), qui repose sur l'activisme syndical et la création de coopératives, est présentée comme une simple façon d'entrer dans le marché pour les pauvres par Fontaine (2013) qui gomme la perspective de transformation inhérente à ces activités.

Les correspondances entre XIX^e et XXI^e siècles dans les plaidoyers pour l'autonomisation du marché et dans les éloges de son effet bénéfique dans la lutte contre la pauvreté se prolongent par une inflexion moralisatrice. Dans les deux situations, le volontarisme philanthropique repose sur l'occultation de l'économie morale des initiatives collectives autonomes et instille donc un mépris, au sens d'Honneth (2006), des populations concernées.

Les habits neufs de la philanthropie, comme les plus anciens, recouvrent de plus une condamnation de l'action publique forcément synonyme de bureaucratie, de « corruption » et de « mauvaise gestion » (Fontaine 2013) mais aussi ignorante vis-à-vis de cet élan spontané du riche vers le pauvre que Bastiat (1862-1864) vantait déjà. Aujourd'hui comme hier, ainsi que les études sur la décolonialité (Destremau et Veschuur 2012) l'ont souligné, la bienveillance à l'égard des plus défavorisés est indissociable d'un paternalisme ethnocentrique dont les signes affleurent. Comme au XIX^e siècle, la survalorisation du marché est indissociable d'un projet de moralisation des pauvres impliquant un regard biaisé sur leurs actions quotidiennes. Adapté au goût du jour et paré des atours du business, c'est le plaidoyer pour un don sans réciprocité, enfermant dans la dépendance, qui resurgit. La question n'est pas de savoir si la *big philanthropy* et les méga-fondations (Barkan 2013) sont sincères ou non, elle réside dans ce grignotage des espaces relevant de la sphère démocratique par les institutions de la ploutocratie. Cette privatisation des questions sociales qui table sur le social business et la responsabilité sociale d'entreprise s'amplifie, ses méthodologies se perfectionnent avec des notions comme celle de *social impact bond* qui vise à évaluer le retour sur investissement (Roy 2013).

Là encore l'économie sociale ne permet pas de fournir les outils théoriques adéquats pour critiquer cette ingénierie promue au niveau international avec des politiques de genre qui se cantonnent dans des référentiels individuels et marchands. C'est l'approche en termes d'entreprise qui se révèle à nouveau insatisfaisante et nécessite d'être remplacée par une appréhension plus complexe des initiatives incluant leur multi-dimensionnalité mais aussi la pluralité des principes économiques à travers lesquels elles poursuivent leur recherche d'équilibre et d'autonomie. Toutefois, s'il existe une incomplétude de l'économie sociale quant à l'aspect politique et l'hybridation économique propre aux initiatives, il existe également des résistances face à l'économie solidaire qui sont à expliciter.

Économie solidaire et défis théoriques

La théorie de l'économie solidaire repose sur une analyse de la complexité des interdépendances entre sphères économique et politique. D'une part elle a été élaborée à partir de la distinction faite par l'anthropologie économique et synthétisée par Polanyi opposant la définition formelle de l'économie qui surestime le marché à une définition substantive admettant la pluralité des principes économiques. D'autre part, elle s'étaye sur ce qui a été appelé la seconde école de Francfort (Laville 2014) dans laquelle la notion d'espace public développée par Habermas puis ses commentateurs critiques élargit

l'action publique à l'expression et la délibération citoyennes. Ces courants fournissent des points d'appui pour aborder l'économie et la démocratie dans une optique pluraliste.

L'hypothèse défendue est qu'une nouvelle intelligibilité des relations entre économie et démocratie peut émaner de leurs complémentarités potentielles, mais cela suppose une mise en perspective de leurs apports respectifs. Beaucoup de chercheurs se réclamant de l'économie substantive, centrés sur la remise en cause de la société de marché, négligent les ressorts émancipateurs de la démocratie. De leur côté la plupart des philosophes politiques appréhendent l'espace public à travers son ancrage dans des associations mais s'intéressent exclusivement à celles qui restent non économiques. La grille d'analyse de l'économie solidaire s'attache à construire une passerelle reliant ces deux perspectives jusqu'ici trop séparées.

L'économie plurielle

Comme indiqué plus haut, l'ancrage des initiatives dans une résistance à la société de marché rend inopérant le cadre conceptuel de l'économie sociale. Pour les comprendre, l'apport de l'anthropologie s'avère alors fondamental parce qu'elle rend concevable de remplacer l'approche formelle de l'économie orthodoxe par l'approche qualifiée ci-dessus de substantive qui reconnaît en sus du marché des principes d'intégration économique, de redistribution, réciprocité et administration domestique. Cette pluralité énoncée par Polanyi peut être déclinée dans les conditions contemporaines et c'est cette démarche qui a été adoptée avec les pratiques étudiées dans les services de proximité puis dans d'autres champs (Laville 2013). Amenant aux hypothèses d'impulsion réciproitaire et d'hybridation, elle singularise la perspective d'économie solidaire, conçue en prolongement et en critique de l'économie sociale. La problématique de l'économie solidaire insiste donc sur l'importance de ne pas réduire l'encastrement à son aspect réticulaire mais d'inclure «l'encastrement politique» et de s'intéresser à la répartition entre «les modes d'allocation marchand, non marchand et non monétaire», ce que souligne Granovetter (2008, 39-40). Cette auteure alerte sur une naturalisation du marché présente dans des travaux sur les services aux personnes qui confondent externalisation de la sphère domestique et marchandisation, elle signale l'existence de nombreuses expériences où le marché ne peut être isolé puisqu'il est articulé à d'autres logiques économiques (Le Velly 2012, 15-20). Ainsi la sociologie des marchés ne peut suffire dans les services aux personnes incluant les activités de care, la sociologie économique doit y être élargie dans un sens pluraliste (Laville 2008) incluant les autres principes économiques.

La sociologie économique a mis en évidence la construction institutionnelle des marchés et leur régulation ce qui amène à mettre en exergue la diversité des marchés réels. Cependant la pluralité économique nécessite, au-delà des marchés, la mobilisation d'autres principes d'intégration économique. Le keynésianisme et la social-démocratie ont insisté sur la place que prend à cet égard l'État redistributif. La plupart des débats économiques du XX^e siècle ont ainsi été marqués par un raisonnement dualiste obnubilé par la complémentarité et l'opposition entre État et marché. Cette vision qui cantonne la solidarité dans la redistribution est désormais à interroger. Par la dépendance à la croissance marchande qu'elle entérine, elle entretient un imaginaire productiviste qui nie l'importance de la question écologique et la réflexion sur l'anthropocène (Bonneuil et Fressoz 2013). Elle enferme également dans une recherche de sortie de crise qui passe par le retour de la croissance et qui se heurte à la modification structurelle des activités productives avec la montée des services relationnels à productivité stagnante. Les conséquences politiques s'avèrent spectaculaires : le ralentissement tendanciel du taux de croissance prive la social-démocratie d'une partie de ses moyens d'action, les explications keynésiennes perdent de leur légitimité et le monétarisme impose ses préconisations synthétisées dans le consensus de Washington : dérégulations, déréglementations, restriction de l'intervention publique, privatisation et ouverture accentuée à la concurrence internationale. Au total, la restauration de l'emprise du marché aboutit à restreindre la redistribution.

La crise de la pensée économique dont témoigne cette orientation est alimentée par la focalisation sur la production de richesses. Il revient à l'économie féministe d'avoir identifié l'impasse de cette représentation qui invisibilise la sphère de la reproduction affectée aux femmes dans la division sexuelle du travail. L'introduction dans l'analyse des principes de réciprocité et d'administration domestique permet de dénaturiser les mécanismes de l'économie capitaliste et patriarcale en les mobilisant, l'économie solidaire, elle, autorise une interrogation sur les rapports entre marché et État mais aussi société civile et famille. Selon les termes du collectif Femmes et économie solidaire, cette dernière peut de ce fait contribuer à la reconnaissance de la contribution des femmes à la production de richesses appréhendée selon des indicateurs autres que marchands, à la valorisation de l'économie non monétaire, à la meilleure répartition des tâches domestiques entre hommes et femmes (Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire 2002 ; Nobre 2006).

La prise en compte de la reproduction, qui réhabilite les activités de soin à autrui, n'a pourtant des effets émancipateurs que si elle est confortée par l'accès aux droits et au travail rémunéré. Elle ne doit pas non plus entraîner comme chez Arendt une identification entre travail et reproduction de la vie.

L'économie du travail, au sens de Coraggio (2006), c'est-à-dire une économie perçue à partir du travail, inclut la reproduction élargie de la vie mais ne s'y limite pas et, ajoute Guérin (2006), l'articulation au politique en son sein est essentielle.

La démocratie plurielle

Dans cette optique la théorisation propre à l'économie solidaire ajoute à la pluralité économique la dimension publique. Cette dernière touche au registre participatif et délibératif du politique mis en évidence par Arendt et Habermas mais en l'amendant dans trois directions : la pluralisation, le lien avec l'associationnisme, l'articulation aux questions socio-économiques. «L'activité communicationnelle orientée vers la justice et la sincérité» (Habermas 1987) ne se réduit pas à l'échange d'arguments rationnels, comme l'ont montré de nombreux auteurs à partir de données historiographiques (Calhoun 1992), elle passe par des actes qui supposent une conviction et un engagement de ceux qui les accomplissent autant que des efforts de persuasion, voire de séduction. Le concept d'espace public peut être «sociologisé» si l'on s'intéresse plutôt au processus concret par lequel les citoyen-nes, dont les rapports sont régis par les principes d'égalité et de liberté, questionnent l'écart entre l'affirmation démocratique et la réalité. Si l'on infléchit ainsi l'approche, ce sont les dénis de reconnaissance portant atteinte aux principes démocratiques qui sont l'un des ressorts principaux de l'action collective. L'espace public au sens générique constitue symboliquement la matrice de la communauté politique, mais, comme le dit Eley (1992), il est aussi dans les formes d'expression concrètes à travers lesquelles il se manifeste dans une arène de significations contestées. Différents publics cherchent à s'y faire entendre et s'opposent dans des controverses. L'espace public est en continuelle redéfinition. Une partie de celui-ci se trouve contrainte par la pression des systèmes alors même que des espaces nouveaux de formation de l'opinion et de la volonté politique sont engendrés par de multiples formes de regroupement. Cette reconfiguration permanente amène à parler, comme l'a reconnu Habermas lui-même, d'«espace public polycentrique» (1992, 175) plutôt que d'espace public unique.

On peut alors passer de l'identification d'une pluralité d'espaces publics à l'étude des oppositions au sein de ceux-ci. Nombre d'espaces publics ont été progressivement dominés par les médias de masse et accaparés par les impératifs fonctionnels. La qualité de vie démocratique est donc suspendue à la constitution d'autres espaces publics, autonomes, d'où le lien avec l'associationnisme constitué d'actions collectives mises en œuvre par des citoyen-nes libres et égales-aux se référant à un commun. Pour s'émanciper du paradigme de l'action rationnelle, il est nécessaire de mobiliser ce concept

d'associationnisme «qui permet de concevoir des rapports engendrés spontanément et libres de domination de façon non contractualiste» (Habermas 1989, 44) et dont procèdent les initiatives, passées et présentes, mentionnées plus haut. Habermas rejoint alors d'autres auteurs comme Olle pour insister sur les «rapports d'association» et la «position éminente dans la société civile» des associations autour desquelles peuvent se cristalliser des espaces publics autonomes, ce qui légitime «une attention portée à l'association volontaire et à la vie associative en tant que principal médium pour la définition des engagements publics» (Habermas 1992, 186).

Habermas a évolué, réticent à l'égard des associations dans son livre *L'Espace public* en 1962, il a ensuite admis, singulièrement à partir de la préface nouvelle à l'ouvrage rédigée en 1990, que les associations jouent un rôle dans le devenir de la démocratie. Cependant, une difficulté persiste pour qu'il tire pleinement parti de cette position : la séparation qu'il opère entre espace public et sphère économique. Empruntée à Arendt, cette séparation a été critiquée par la philosophie politique féministe que défend Fraser, l'argument de la philosophie féministe venant ici compléter du point de vue de la pluralité politique ce que l'économie féministe apporte du point de vue de la pluralité économique.

En effet, selon Fraser (1992, 109-142) le cloisonnement qu'établit Arendt entre le politique d'une part, l'économie et le social d'autre part, empêche de saisir combien l'égalité socio-économique est une pré-condition de la parité dans la participation publique. Habermas suscite l'adhésion quand il écrit que les associations «accueillent, condensent et répercutent en les amplifiant dans l'espace public politique, la résonance que les problèmes sociaux trouvent dans les sphères de la vie privée»; en revanche, il peut être critiqué sur le fait que ce rôle serait l'apanage d'«associations non étatiques et non économiques» (Habermas 1997, 394). Cette allusion à une catégorie particulière n'est guère compatible avec les constats empiriques, la partition entre associations est plutôt à remplacer par l'étude dans chaque association des tensions entre les contacts horizontaux d'interaction relevant de l'activité communicationnelle et intervenant dans la conception des problèmes publics d'une part, leur dimension organisationnelle et leur intégration dans des relations de pouvoir d'autre part.

Fraser (2014) précise dans un entretien qu'il importe de clarifier les liens entre espace public et économie. Elle distingue deux possibilités pour les penser.

Dans la première acception, les problèmes économiques surgissent et sont débattus au sein des espaces publics à travers des revendications, qui peuvent dans certains cas même déboucher sur la conception de biens publics. Dans ce sens, sauf chez Arendt, les questions économiques font partie de l'espace public en tant que théories accessibles à

la discussion. C'est la position des habermassiens qui s'élèvent contre la tendance néolibérale à expulser les sujets économiques hors de l'espace public et à les traiter comme des données techniques qui seraient du domaine des seuls experts.

Nancy Fraser ajoute :

Dans la seconde acception qui correspond au monde de l'économie solidaire, les pratiques économiques et sociales sont alternatives. Leur mise en débat dans l'espace public n'est pas séparée de ces pratiques mises en œuvre par les personnes concernées. Des activités sont organisées autour de biens communs comme l'eau, la santé sans qu'elles soient dissociables des espaces publics où elles sont abordées. (Fraser 2014, 1)

254

Interrogée à propos des recherches menées en Europe sur les activités de *care*, montrant que la prise de parole dans des espaces publics de proximité change le rapport à l'économie et induit une conception du public moins discursive et plus axée vers l'action, elle ajoute :

L'action est inextricablement liée à l'opinion forgée par ces discussions, elle suppose qu'un accord se soit dégagé pour agir en commun. C'est en cela qu'Arendt est paradoxale : elle met d'abord l'accent sur l'action de concert qui doit venir de l'argumentation et de l'accord. Puis elle procède à un cloisonnement surprenant, qui n'est pas tenable, entre le domaine du public d'une part, les domaines économique et social d'autre part. (Fraser 2014, 1)

Habermas, pour sa part, considère que les enjeux économiques et sociaux peuvent relever de la sphère publique, mais il est intervenu dans un moment historique où il a été prétendu, et Habermas a repris cette idée, qu'on ne saurait changer radicalement l'économie. Après l'échec des pays communistes, les positions dites progressistes se sont exprimées en faveur du cantonnement de l'économie, défendant le fait de la contraindre à partir d'une intervention extérieure de nature politique. Cette incapacité à formuler une éventualité de changement interne à l'économie est donc due à ce que, pour Habermas, le monde vécu est séparé de l'économie. Cette coupure est justifiée selon lui parce que l'économie est pensée comme système... « [S]i l'on retient le principe de réciprocité, l'économie peut être perçue de manière plus ambivalente, elle appartient incontestablement au système mais elle peut contenir une dimension de monde vécu. L'économie ne peut être dépourvue de normes émanant du monde vécu, son enfermement dans le seul système est absurde » (Fraser 2014, 2-3).

Vers un rapprochement entre féminisme du Sud et économie solidaire

Il apparaît, à la lecture de Fraser, que la question de l'articulation entre sphère publique et économie a été longtemps un obstacle à la reconnaissance de l'économie solidaire par le féminisme. Elle montre la difficulté à éviter les deux écueils de l'économie et du culturalisme (Fraser 2012) : la solution

aux problèmes des femmes envisagée par le féminisme marxiste est l'intégration au salariat; le féminisme culturel pour sa part préoccupé par le combat contre le paternalisme de l'État-providence a établi une «liaison dangereuse» (Eisenstein 2005) avec la marchandisation.

C'est pourquoi féminisme du Sud et économie solidaire peuvent procurer des ressources complémentaires en théorie critique comme en pratiques alternatives, d'autant plus que leurs points de vue sont susceptibles de s'imbriquer.

Un sujet porté par le féminisme du Sud

Une argumentation importante à cet égard est venue des mouvements populaires des femmes du Sud insistant sur la dimension économique de leurs revendications qui sont aussi culturelles, sociales et politiques. Elles ont protesté contre la manière dont leurs initiatives sont méprisées dans leur spécificité par un féminisme du Nord hégémonique qui soit cherche à les assimiler, soit leur renvoie une image coloniale de femmes dominées, enfermées dans la soumission et la passivité.

À la même période, comme indiqué ci-dessus, se sont multipliées les initiatives dénonçant la banalisation de l'économie sociale et souhaitant retrouver une dimension politique par une intervention dans la vie quotidienne, souvent dans le domaine du *care*, que ce soit dans les services de proximité, les systèmes d'échanges locaux, l'autoproduction, les cantines collectives ou les circuits courts. Cette coïncidence temporelle qui s'est manifestée par une contiguïté nouvelle entre mouvements féministes et d'économie solidaire dans des pays comme la Bolivie (Hillenkamp 2013) ou l'Équateur (Coraggio 2011) livre divers enseignements pour l'avenir.

Les pratiques solidaires peuvent être dans cette dynamique conceptualisées par une double combinaison entre production et reproduction pour ce qui est des services fournis, entre protection et émancipation pour ce qui est des objectifs poursuivis. Elles sont pertinentes d'un point de vue féministe en ce qu'elles traversent les frontières de genre instaurées au sein des activités économiques en réunissant ce qui a été séparé. L'assemblage qui en résulte ne verse pas dans la liaison dangereuse entretenue avec le libéralisme par un féminisme pensé sur un mode trop exclusivement culturel. Au contraire, si l'on se réfère au triple mouvement de marchandisation-protection-émancipation, tel que suggéré par Fraser (2013), les initiatives solidaires de femmes témoignent de la tentative de réaliser un mixte entre protection et émancipation: l'émancipation ne peut être visée que par un étayage sur des solidarités construites pour augmenter les protections nécessaires à une action par ailleurs entravée par de multiples dépendances héritées.

Il ne s'agit donc pas de mythifier une tradition communautaire mais d'agir pour des améliorations dans les modes de vie grâce à des collectifs qui assument les dimensions politique et économique de leur engagement. Comme il a été identifié dans les services de proximité, la construction conjointe de l'offre et de la demande rendue possible par la constitution d'espaces publics de proximité engendre des créations institutionnelles se traduisant par une impulsion réciproitaire au niveau économique. Cette originalité qui porte sur l'intrication du politique et de l'économique doit, pour se pérenniser, être consolidée tant par une participation active des personnes concernées que par une hybridation avec d'autres principes économiques. Les difficultés récurrentes rencontrées avec les pouvoirs publics s'expliquent par le manque d'attention des acteurs et chercheurs aux enjeux de genre mais aussi par l'insuffisance d'investigations sur les traits propres aux activités combinant production et reproduction, mixant émancipation et protection. Un approfondissement de la spécificité de ces démarches est à mener autant qu'une lutte pour imposer leur prise en compte par des politiques qui les abordent le plus fréquemment comme des créations d'entreprises par des femmes. Or, la référence privilégiée à l'entreprise, voire à l'entrepreneuriat, normalise le phénomène et empêche la reconnaissance d'un accompagnement singulier. Au-delà de l'entrepreneuriat féminin, il est urgent de visibiliser les initiatives solidaires des femmes comme innovations sociales à forte consonance démocratique.

Des questions épistémologiques et méthodologiques

La suppression des discriminations que subissent les femmes passe par le soutien à ces initiatives solidaires dont la légitimation peut être facilitée par plusieurs apports qui adoptent des positions épistémologiques voisines :

- Le concept de *provisioning*, suggéré par des économistes féministes, peut être mis en perspective avec celui d'économie du travail proposé par Coraggio pour désigner des activités qui n'ont pas pour finalité la recherche du gain maximal mais qui ont pour but la préservation de la vie et le souci du « bien vivre », dans une acception proche de ce que Polanyi appelle *livelihood*. Si l'on reprend la réflexion d'Hillenkamp, Guérin et Verschuur (2014), il s'agit de se démarquer des représentations dominantes de l'économie. Leur déconstruction effectuée à partir des rapports sociaux de genre aboutit à mettre en évidence une hiérarchisation qui valorise la production marchande au détriment de la reproduction largement cantonnée dans les catégories non marchandes et non monétaires.
- La problématique du commun, qui croise la réflexion d'Ostrom sur la gestion des ressources naturelles avec celle consacrée aux contenus informationnels par Coriat (2013) ou Broca (2013), peut aider à analyser des

processus dans lesquels des actes fondateurs qui fixent un horizon partagé sont ensuite complétés par l'établissement de règles émanant des personnes concernées (Dardot et Laval 2014).

Plus précisément, les études à approfondir concernent le mixte entre protection et émancipation évoqué ci-dessus, pour lequel peut être mobilisé le décryptage des rapports entre réciprocité, administration domestique, redistribution et marché. Il s'agit d'examiner la hiérarchisation entre ces principes faisant du marché un principe présent mais subordonné, il s'agit de dégager les types de réciprocité selon leur relation à l'égalité (Gardin 2006), il s'agit également de détailler les ambivalences de l'administration domestique dans l'action, entre enfermement dans les dominations privées et ouverture vers des activités de soin à autrui.

257

Enfin, il n'est pas concevable de remédier aux problèmes sans que soient examinées les relations entre acteur-trices et chercheur-es. Contre les méthodologies scientistes, l'anthropologie féministe a montré que la prétendue objectivité qui valorise le détachement et la distanciation obéit à une règle fictionnelle de neutralité. Une co-construction des savoirs est plus pertinente pour l'économie solidaire comme pour le féminisme, qui prend en compte à la fois la production de connaissances par les acteurs et leur mise en débat avec les chercheurs. La participation de ces derniers à une expression publique est également importante pour crédibiliser des questions invisibilisées par les échanges dominants qui laissent dans l'ombre les parties de la réalité qu'elles jugent négligeables (Saussey et Degavre 2014). Autrement dit, il est décisif d'aller vers une sociologie publique au sens de Burawoy (2013) et de se tourner vers des épistémologies du Sud au sens de Sousa Santos (2011).

Références bibliographiques

- Alliance pour un monde responsable, pluriel et solidaire. 2002. Rôle et place des femmes dans le développement de l'économie solidaire. Proposition d'organisation d'un groupe thématique au sein du Pôle socio-économie de solidarité.
- Barkan, J. 2013. Plutocrats at work: how big philanthropy undermines democracy. *Social Research*. 80(2): 635-652.
- Bastiat, F. 1862-1864. *Œuvres complètes*. Paris: Guillaumin et Cie.
- Bonneuil, C. et J.- B. Fressoz. 2013. *L'évènement Anthropocène*. Paris: Le Seuil.
- Broca, S. 2013. *L'utopie du logiciel libre*. Neuilly en Champagne: Le passager clandestin.

- Burawoy, M. 2013. La sociologie publique face au marché. In *Socio-économie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*. (Dir.) I. Hillenkamp et J.- L. Laville. Toulouse : érès.
- Calhoun, C. 1992. *Habermas and the Public Sphere*. Cambridge, MA et Londres : MIT Press.
- Coraggio, J.- L. 2006. Économie du travail. In *Dictionnaire de l'autre économie*. (Dir.) J.- L. Laville et A. D. Cattani. 312-325. Paris : Folio Gallimard.
- Coraggio, J.- L. 2011. *Economia sociale y solidaria. El trabajo antes que el capital*. Quito : Ediciones Abya-Yale.
- Coriat, B. 2013. Des communs fonciers aux communs informationnels. Traits communs des différences. Intervention au séminaire international Propriété, communs et nouveaux enjeux de l'accès et de l'innovation partagée, Paris, 25-26 avril.
- Dardot, P. et C. Laval. 2014. *Commun*. Paris : La Découverte.
- Destremau, B. et C. Verschuur. 2012. Féminismes décoloniaux, genre et développement. *Revue Tiers Monde*. N° 209.
- Eley, G. 1992. Nations, publics and political cultures : Placing Habermas in the nineteenth century. In *Habermas and the Public Sphere*. C. Calhoun (Ed.). 289-338. Cambridge, MA et Londres : MIT Press.
- Eisenstein, H. 2005. A Dangerous Liaison ? Feminism and Corporate Globalization. *Science and Society*. 69(3).
- Fauquet, G. 1965. *Le secteur coopératif*. Institut des études coopératives.
- Fontaine, L. 2013. *Le marché, histoire et usages d'une conquête sociale*. Paris : Gallimard.
- Fraser, N. 1992. Rethinking the public sphere : a contribution to the critique of actually existing democracy. In *Habermas and the Public Sphere*. C. Calhoun (Ed.). 109-142. Cambridge, MA et Londres : MIT Press.
- Fraser, N. 2012. *Le féminisme en mouvement. Des années 1960 à l'ère néolibérale*. Paris : La Découverte.
- Fraser, N. 2013. Marchandisation, protection sociale ; émancipation : vers une conception néo-polanyenne de la crise capitaliste. In *Socio-économie et démocratie. L'actualité de Karl Polanyi*. (Dir.) I. Hillenkamp et J.- L. Laville. 39-63. Toulouse : érès.
- Fraser, N., 2014. Entretien avec Jean-Louis Laville. Document interne du Centre national des arts et métiers.
- Gardin, L. 2006. *Les initiatives solidaires. La réciprocité face au marché et à l'État*. Toulouse : érès.
- Granovetter, M. 2008. *Sociologie économique*. Paris : Seuil, collection Économie humaine.
- Guérin, I. 2006. Femmes et économie solidaire (2). In *Dictionnaire de l'autre économie*. (Dir.) J.- L. Laville et A. D. Cattani. Paris : Folio Gallimard. Édition mise à jour et augmentée.

- Guérin, I., M. Hersent et L. Fraisse. 2011. *Femmes, économie et développement*. Toulouse : érès.
- Habermas, J. 1987. *Théorie de l'agir communicationnel*. Paris : Fayard, collection L'espace du politique.
- . 1988. *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*. Paris : Payot. Parution originale 1962.
- . 1989. La souveraineté populaire comme procédure. Un concept normatif d'espace public. *Lignes*. N° 7 : 29-58.
- . 1992. L'espace public, 30 ans après. *Quaderni*. N° 18 : 161-191.
- . 1997. *Droit et démocratie*. Paris : Gallimard.
- Honneth, A. 2006. *La société du mépris. Vers une nouvelle Théorie critique*. Paris : La Découverte.
- Hillenkamp, I. 2013. *L'économie solidaire en Bolivie*. Paris : Karthala.
- Hillenkamp, I., I. Guérin et C. Verschuur. 2014. Économie solidaire et théories féministes : pistes pour une convergence nécessaire. *Revue d'économie solidaire*. N° 11.
- Kish Sklar, K. 1973. *Catherine Beecher : a Study in American Domesticity*. New-Haven : Yale University Press.
- Laval, C. et J.-L. Laville. 2014. Économie solidaire et commun. Renouveler la critique et repenser l'émancipation. *Politis hors-série Bien Commun*. Le retour des solidarités.
- Laville, J.- L. (Dir.). 1992. *Les services de proximité en Europe*. Paris : Syros.
- Laville, J.- L. 2008. Services aux personnes et sociologie économique pluraliste. *Revue française de socio-économie*. N° 2 : 43-58.
- . 2013. *L'économie solidaire : une perspective internationale*. Paris : Fayard-Pluriel. Parution originale 1994.
- . 2014. La théorie critique : de l'impasse au renouveau. Écoles de Francfort, sociologies pragmatique et publique, épistémologies du Sud. In *Le tournant de la théorie critique*. B. Frère. Paris : Desclée de Brouwer.
- Laville, J.- L. et M. Nyssens. 2001. The social enterprise: towards a theoretical socio-economic approach. In *The Emergence of Social Enterprise*. C. Borzaga et J. Defourny. 312-332. Londres : Routledge.
- Le Velly, R. 2012. *Sociologie du marché*. Paris : La Découverte, collection Repères.
- Mc Carthy, K. D. 2003. *American Creed. Philanthropy and the Rise of Civil Society, 1700-1865*. Chicago, Londres : University of Chicago Press.
- Nobre, M. 2006. Femmes et économie solidaire. In *Dictionnaire de l'autre économie*. (Dir.) J.- L. Laville et A. D. Cattani. Paris : Folio Gallimard. Édition mise à jour et augmentée.

- Ostrom, E. 1990. *Governing the Commons. The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Palma Torres, A. et M. Hersent. 2014. *L'économie solidaire en pratiques*. Toulouse: érès.
- Polanyi, K. 2011. *La subsistance de l'homme*. Paris: Flammarion.
- Roy, M. 2013. Social impact bonds: a wolf in sheep's clothing. *Journal of Poverty and Social Justice*. 21(3).
- Ryan, M. P. 1992. Gender and Public Access: Women's Politics in Nineteenth-Century America. In *Habermas and the Public Sphere*. C. Calhoun (Ed.). Cambridge, Massachussets et Londres: The MIT Press.
- Salmon, A. 2011. *Les nouveaux empires. Fin de la démocratie ?* Paris: CNRS éditions.
- M. Saussey et F. Degavre. 2014. Positionnement situé des chercheuses et alliance avec le terrain. Communication aux XIV^e rencontres du Réseau Inter-Universitaire de l'économie sociale et solidaire. Lille, 21-23 mai.
- Sombou, P. et B. Bachir. 2014. Femmes-Initiatives. In *L'économie solidaire en pratiques*. (Dir.) A. Palma Torres et M. Hersent. Toulouse: érès.
- Sousa Santos, B. 2011. Épistémologies du sud. *Études rurales*. 187: 21-49.
- Vienney, C. 1980-1982. *Socio-économie des organisations coopératives*. Deux volumes. Paris: CIEM.

Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire

Nancy Fraser

[...] Y a-t-il des perspectives d'avenir ?

Aujourd'hui, [...] le capitalisme lui-même vit un moment décisif. À n'en pas douter, la crise financière mondiale et la réaction résolument post-néolibérale qu'elle a déclenchée de la part des grands pays – désormais tous keynésiens – marque le début de la fin du néolibéralisme en tant que régime économique. L'élection de Barack Obama indique peut-être le désaveu ferme, jusque dans la tanière du loup, du projet politique incarné par le néolibéralisme. Il n'est pas impossible que nous assistions aux premiers frémissements d'une nouvelle vague de mobilisation qui s'emploiera à formuler des contre-propositions. Et que nous nous trouvions par conséquent sur le point de connaître une fois de plus une « grande transformation », aussi massive et profonde que celle décrite ci-dessus.

Si tel est le cas, la forme de la société qui va se mettre en place fera l'objet d'une intense contestation dans la période qui s'ouvre. Et le féminisme jouera un rôle important dans cette contestation, à deux niveaux différents : tout d'abord, le mouvement social dont les aléas viennent d'être évoqués et qui fera en sorte que le régime à venir donne un poids institutionnel à l'engagement en faveur de la justice de genre ; et deuxièmement comme construction discursive générale qui, en tant que telle, n'appartient plus aux féministes au sens premier, et qui échappe à leur contrôle : tel un signifiant vide de bien, au même titre sans doute que la démocratie, il sera peut-être invoqué pour légitimer des scénarios très différents, dont certains feront peu de cas de la justice de genre. Directement issu du féminisme, au sens premier de mouvement social, cette deuxième acception, discursive, de « féminisme » est devenue incontrôlable. Plus le discours se développe indépendamment du mouvement, plus ce dernier est confronté à une version de lui-même étrange et insaisissable, sorte de double diabolique qu'il ne peut ni tout bonnement assimiler, ni désavouer complètement¹.

J'ai décrit [...] la valse déconcertante dans laquelle le basculement du capitalisme d'État vers le néolibéralisme a entraîné ces deux féminismes. Que faut-il en conclure ? Certainement pas que le féminisme de la deuxième vague a échoué purement et simplement, ni qu'il est responsable du triomphe du néolibéralisme. Certainement pas non plus que les idéaux féministes sont intrinsèquement problématiques, ou toujours d'emblée condamnés à être requalifiés à des fins capitalistes. J'en tire plutôt la conclusion que nous devons, nous pour qui le féminisme est d'abord un mouvement pour la justice de genre, prendre mieux conscience de ce qu'il représente historiquement, alors même que nous travaillons sur un terrain également occupé par notre double diabolique.

Cela implique de revenir à la question [suivante] : qu'est-ce qui peut bien expliquer notre « liaison dangereuse » avec le néolibéralisme ? Sommes-nous

¹ Cette proposition sur « le féminisme et ses doubles » pourrait être développée à bon escient à propos de l'élection présidentielle américaine de 2008, où aussi bien Hillary Clinton que Sarah Palin ont tenu le rôle de doubles diaboliques.

les victimes d'une malheureuse coïncidence qui, parce qu'elles se trouvaient au mauvais endroit au mauvais moment, ont succombé au plus opportuniste des séducteurs, un capitalisme si peu regardant qu'il en vient à instrumentaliser n'importe quelle perspective, y compris celles qui lui sont foncièrement étrangères? Ou bien y a-t-il, comme je le suggérais plus haut, une affinité élective souterraine entre le féminisme et le néolibéralisme? Si c'est le cas, ladite affinité se niche dans la critique de l'autorité traditionnelle². Cette autorité est de longue date la cible du militantisme féministe, qui, depuis Mary Wollstonecraft au moins, a cherché à émanciper les femmes de l'assujettissement personnel aux hommes, tant les pères que les frères, les prêtres, les vieillards ou les maris. Or l'autorité traditionnelle semble aussi, à certaines époques, se poser en obstacle à l'expansion capitaliste, intégrée qu'elle est à la substance sociale dans laquelle, historiquement, les marchés se sont implantés et qui a permis de circonscrire la rationalité économique à une sphère limitée³. À l'heure actuelle, il y a apparemment convergence entre ces deux critiques de l'autorité traditionnelle, féministe pour l'une, néolibérale pour l'autre. À l'inverse, le féminisme et le néolibéralisme divergent à propos des formes post-traditionnelles de la subordination de genre : les contraintes exercées sur les vies des femmes ne correspondent plus à un état d'assujettissement personnel mais découlent de processus culturels ou systémiques venus abstraitement, ou impersonnellement, relayer les actions de nombreuses personnes. Le « cycle de la vulnérabilité socialement provoquée et totalement asymétrique qu'entraîne le mariage », pour reprendre la définition de Susan Moller Okin (1989), illustre parfaitement ce point : la tâche d'élever les enfants, traditionnellement dévolue aux femmes, contribue à la construction de marchés du travail qui désavantagent ces dernières, et l'inégalité des rapports de force ainsi créée dans la sphère d'activité économique vient à son tour renforcer, et exacerber, l'inégalité des rapports de force au sein de la famille (Okin 1989, 138). Ces processus d'assujettissement relayés par le marché sont le moteur du capitalisme néolibéral. La critique devrait par conséquent s'y intéresser au premier chef, aujourd'hui où nous cherchons à nous distinguer du néolibéralisme et à éviter une requalification de son contenu. Il ne s'agit pas, bien sûr, de cesser de combattre l'autorité masculine traditionnelle, et de renoncer ce faisant à une étape toujours nécessaire de la critique féministe. Il s'agit d'empêcher le glissement facile de cette critique vers son double néolibéral, et, en premier lieu, de rattacher les luttes contre l'assujettissement personnel à la critique d'un système capitaliste, qui tout en promettant la libération substitue de fait un mode de domination à un autre.

J'aimerais pour conclure revenir une dernière fois sur mes quatre axes de la critique féministe, dans l'espoir de servir la cause de ce programme.

L'anti-économisme post-libéral

Le possible retournement de situation par rapport au néolibéralisme est l'occasion de réactiver la promesse émancipatrice du féminisme de la deuxième vague. L'adoption d'une description vraiment tridimensionnelle de

² Je dois cette observation à Eli Zaretsky (communication personnelle). Voir Eisenstein (2005).

³ Historiquement, mais pas toujours. Dans de nombreux contextes, le capitalisme est plus enclin à s'adapter à l'autorité traditionnelle qu'à la contester. À propos de l'implantation des marchés, voir Karl Polanyi (2001).

l'injustice nous permettrait maintenant d'intégrer de façon plus équilibrée les dimensions auparavant dissociées de la redistribution, de la reconnaissance et de la représentation. En appuyant ces aspects indispensables de la critique féministe sur une compréhension solide et actualisée de la totalité sociale, nous rétablirions le rapport entre la critique féministe et la critique du capitalisme, et, partant, nous pourrions à nouveau ancrer fermement le féminisme à gauche.

L'anti-androcentrisme post-libéral

De même, le basculement possible vers une société postnéolibérale est l'occasion de rompre le lien fallacieux entre notre critique du salaire familial masculin et le capitalisme flexible. En se revendiquant de notre critique de l'androcentrisme, les féministes pourraient militer pour une forme d'existence qui ne tournerait plus autour du travail salarié, et où les activités non marchandisées, y compris le travail de care, se verraient valorisées. Ces activités aujourd'hui en grande partie assumées par les femmes deviendraient alors des composantes essentielles d'une vie bonne pour tous.

L'anti-étatisme post-néolibéral

La crise du néolibéralisme est aussi une chance à saisir pour dégager notre critique de l'étatisme de la dérégulation du marché (*marketization*). En embrassant le projet de la démocratie participative, les féministes pourraient dès à présent militer pour une autre organisation du pouvoir politique, qui subordonnerait le managérialisme bureaucratique à un renforcement des pouvoirs des citoyens (*citizen empowerment*). Le but, toutefois, n'est pas d'affaiblir la puissance publique, bien au contraire. Le type de démocratie participative que nous voulons aujourd'hui se sert de la politique pour dompter le marché et gouverne la société dans l'intérêt de la justice.

La dénonciation post-néolibérale du modèle westphalien

La crise du néolibéralisme nous offre enfin une chance de résoudre, de manière productive, notre vieille ambivalence à l'égard du modèle westphalien. Le capital ayant une portée transnationale, les compétences publiques aujourd'hui nécessaires ne peuvent plus être du seul ressort de l'État territorial. Ici, la tâche consiste par conséquent à casser l'identification exclusive de la démocratie avec une communauté politique territorialisée. En se joignant à d'autres forces de progrès, les féministes pourraient militer pour un nouvel ordre politique post-westphalien qui serait démocratique à tous les niveaux. En combinant la subsidiarité à la participation, la nouvelle constellation de pouvoirs démocratiques devrait être en mesure de redresser des injustices de tous ordres, sur tous les axes, et quel qu'en soit le degré, y compris les injustices transfrontalières.

À mon sens, donc, la période que nous vivons devrait pousser les féministes à voir grand. Après l'attaque néolibérale qui a instrumentalisé les meilleurs de nos idées, nous avons à présent une ouverture pour nous en ressaisir. Si nous savons mettre à profit cet instant, nous réussissons peut-être à juste infléchir dans la direction de la justice – de genre mais pas seulement – l'arc de la transformation imminente⁴.

⁴ Une première édition en français de cet article est parue dans une revue non académique, *Contretemps*, n° 6/2010.

Références bibliographiques

- Eisenstein, H. 2005. A Dangerous Liaison? Feminism and Corporate Globalization. *Science and Society*. 69(3).
- Okin, S. M. 1989. *Justice, Gender and the Family*. New York : Basic Books. .
- Polanyi, K. 2001. *The Great Transformation : The Political and Economic Origins of our Time*. Boston : Beacon Press.
- Fraser, N. 2010. Féminisme, capitalisme et ruses de l'histoire. *Cahiers du Genre*. N° 50 : 187-191.

5



Division sexuelle du travail et mobilisations

Les chemins de la prolétarianisation : organisation de la production, division sexuelle du travail et action collective des femmes

267
.....

..... Louise A. Tilly*



Le 25 octobre 1880, les ouvrières françaises de la manufacture des tabacs de Lyon – l’une des usines du monopole d’État du tabac – sont restées assises à leur place de travail les bras croisés¹. Le directeur de l’usine et le préfet du département ont rencontré une délégation de grévistes pour leur proposer un compromis. Mais les travailleuses ont rejeté cette possibilité et poursuivi leur mouvement de grève. Leur action s’est intensifiée jusqu’à ce que la police évacue de force la cour de l’usine dans laquelle elles s’étaient rassemblées pour manifester.

Le directeur et le préfet ont ensuite demandé au gouvernement de faire intervenir un inspecteur-ingénieur parisien investi par l’État des pleins pouvoirs pour mener la négociation. L’envoyé de la capitale a garanti aux ouvrières qu’aucune nouvelle mesure n’allait être mise en œuvre pour réduire directement ou indirectement leur salaire et qu’aucune d’entre elles n’allait être exposée à des représailles suite au mouvement. Les ouvrières du tabac ont donc repris le travail.

Charles Mannheim (1902, 420), un universitaire français dont la thèse portait sur les conditions de travail des ouvriers-ères des manufactures des

* Historienne

¹ Une première version de cette introduction a été publiée dans la revue *Signs* en 1981 (Tilly 1981).

tabacs de l'État, a noté que l'usine de Lyon avait connu un état de « constante effervescence » entre 1880 et 1883. Une grande partie de son étude est en fait consacrée aux trente-sept grèves qui ont agité l'industrie du tabac entre 1870 et 1900 et dans lesquelles les femmes ont systématiquement joué un rôle prépondérant. Dans sa magistrale étude des grèves en France, Michelle Perrot souligne le fait que, « bien que [les ouvrières du tabac] ne constituent que 0,5 % de la main-d'œuvre féminine [entre 1870 et 1890], elles ont représenté 16 % des femmes grévistes » (Perrot 1974, 329).

Ces faits s'inscrivent en opposition avec la nature supposée passive des travailleuses ! Perrot ne fait pas des femmes grévistes le cœur de ses recherches et évalue de manière impartiale le rôle des femmes dans les mouvements de grève. Elle arrive toutefois à la conclusion que, dans le contexte d'une grève, les femmes se montraient généralement « timides et peu résolues » (Purcell 1979)². On peut donc se demander pourquoi les ouvrières du tabac ont à ce point fait mentir la croyance selon laquelle les femmes, comparées aux hommes, sont peu susceptibles de s'engager dans un mouvement de grève. Que peut-on apprendre sur les conditions qui favorisent la participation des femmes aux grèves en analysant l'action des ouvrières du tabac ?

Ce chapitre porte sur les actions collectives menées par les femmes françaises en réaction à un processus multidimensionnel de prolétarianisation ainsi qu'à l'évolution connexe des modes d'organisation de la production et de la division sexuelle du travail dans les ménages. Il est exclusivement axé sur les femmes de la classe ouvrière des zones urbaines et, en premier lieu, mais pas exclusivement, sur les actions collectives organisées au travail. En procédant à une analyse comparative systématique des variations dans l'organisation de la production et dans la division sexuelle du travail au sein du ménage, nous répondrons partiellement à la question qui constitue le cœur de cette réflexion : quelles sont les conditions qui favorisent ou entravent la participation des femmes à une action collective ? Ce chapitre propose tout d'abord une réflexion sur le concept d'« action collective » ainsi que sur son utilité dans l'analyse des actions de classe menées à bien par des femmes. La seconde section décrit le phénomène de prolétarianisation propre au contexte historico-économique français ainsi que les activités économiques des femmes à cette période. La suite du chapitre est consacrée à de brèves études de cas portant sur des situations typiques de prolétarianisation, chacune d'entre elles étant caractérisée par la présence, à divers degrés, des deux facteurs que sont l'organisation de la production et la division du travail au sein

² Purcell (1979) aboutit à des conclusions similaires dans l'Angleterre actuelle, mais elle développe un modèle qui explique la faible participation des femmes aux grèves par des facteurs conjoncturels plutôt que par des caractéristiques personnelles.

du ménage. Les cas étudiés illustrent tout le spectre des situations sociales dans lesquelles peuvent se trouver les femmes, depuis l'organisation de la production au sein du foyer – l'environnement supposé le moins favorable à l'action collective des femmes – jusqu'au travail salarié dans l'industrie – qui, dans certaines circonstances, facilite cette action collective. Dans chacun des contextes évoqués, les formes classiques de l'action collective des femmes ainsi que les modes de participation qu'elles adoptent sont identifiés. La conclusion propose quelques éléments de réflexion plus généraux sur les liens qui unissent l'organisation de la production, la division du travail au sein du foyer et la propension des femmes à agir, mais aussi les modalités de cette action.

L'action collective

De nombreux historiens et historiennes de la politique considèrent comme négligeables les femmes – et les hommes – qui n'ont jamais joué de rôle formel dans les structures politiques. Ils et elles consacrent leur réflexion aux capitales, les centres de pouvoir des régimes gouvernementaux, et restreignent le champ de leurs analyses à la vie politique formelle, aux activités quotidiennes de l'administration ou du gouvernement, aux agent-es de l'État et enfin aux politiques et à leur mise en œuvre. Dans cette perspective, ceux et celles qui n'occupent pas de fonction définie sont marginaux-ales ; ils et elles ne sont que des acteurs secondaires dont l'existence n'est rapportée que pour rendre compte de leurs interactions avec les acteurs formels de la vie politique. Au cours de l'histoire, les femmes ont mené leurs actions politiques hors de cette arène centrale dans la mesure où elles étaient des citoyennes privées d'obligations et de droits formels. Pour analyser le rôle politique des femmes, il est nécessaire de s'aventurer au-delà de l'espace politique formel pour procéder à une analyse plus exhaustive. Celle-ci repose sur un cadre théorique organisé autour du concept d'« action collective », que l'on peut définir comme une lutte opposant différents groupes pour le contrôle de certaines ressources. (Parmi ces groupes, on peut par exemple identifier le gouvernement et les membres de la classe politique ou encore les différents groupes sociaux ; peuvent également être pris en compte différents fragments des classes sociales, des groupes d'intérêt, des communautés, des régions, des sectes religieuses, etc.)

On définit l'*action collective* comme l'utilisation de ressources mutualisées pour atteindre un objectif commun. En agissant pour leur propre compte, les groupes concernés orientent leurs ressources vers d'autres groupes ou des institutions publiques de différents niveaux. En contrepartie de l'utilisation des ressources à destination du gouvernement, ils acquièrent une part du

pouvoir politique. Dans ce cadre, la violence survient quand un gouvernement ou d'autres groupes sociaux s'opposent à l'action collective menée par un groupe mobilisé ou quand un groupe mobilisé choisit délibérément de recourir à des actions violentes (C. Tilly 1978). [...]

L'industrie du tabac

Pendant les grèves et les manifestations de la fin du XIX^e siècle, les femmes sont apparues comme des actrices résolues. Les facteurs déterminants de leur présence dans ces mouvements, du moment choisi pour participer et de leurs modes d'action étaient au nombre de deux : le statut dont elles bénéficiaient dans leur famille et l'organisation de la production dans le secteur où elles travaillaient. Qu'elles apportent leur soutien à leur mari en grève, qu'elles manifestent contre des prix à la consommation trop élevés ou qu'elles décident de se mettre en grève (ou, au contraire, de ne pas le faire) en leur propre nom, leurs motivations étaient souvent de nature familiale. Dans le cas de l'industrie du tabac, les ouvrières ont dû mettre de côté leurs préoccupations familiales à cause de leur situation professionnelle ; elles ont donc fait l'expérience d'un rapport différent avec leur travail.

Les manufactures du monopole d'État du tabac – qui produisaient des cigarettes, des cigares, du tabac en vrac et des allumettes – rassemblaient au sein d'une seule et même institution des milliers d'employé-es, dont la majorité étaient des femmes. Les ouvrières de cette industrie travaillaient quotidiennement dans des ateliers éloignés de leur domicile. Comme la plupart des ouvrières de France, elles étaient généralement célibataires, mais, en proportion, elles étaient plus nombreuses à être mariées parce que les emplois offerts par l'industrie du tabac étaient relativement sûrs et qualifiés. En France, la main-d'œuvre de l'industrie du tabac se voyait offrir un apprentissage et une formation de plusieurs années et, contrairement à celle employée dans l'industrie américaine du tabac, elle était en majorité féminine (Mannheim 1902, 22). En outre, les privilèges conquis par ces ouvrières qualifiées l'avaient été à leur profit mais aussi à celui de leurs collègues. Souvent, les filles des ouvrières du tabac tentaient de trouver un emploi dans l'usine où travaillait leur mère ; les conditions de travail et les salaires y étaient meilleurs que ceux qu'elles auraient pu espérer trouver dans d'autres secteurs ouverts aux femmes (*ibid.* 63 ; voir aussi Perrot 1974, 329-30 ; Guilbert 1966, 93-99). Comme les artisans et les ouvriers qualifiés dans d'autres secteurs, les travailleuses de l'industrie du tabac ont pu développer certaines formes de solidarité et d'association grâce aux avantages dont elles bénéficiaient : l'apprentissage, le fait que les filles puissent prendre la suite professionnelle de leur mère et la possibilité d'occuper un poste à vie.

De fait, à l'instar des ouvriers qualifiés ou des artisans, les ouvrières du monopole d'État du tabac ont tout d'abord fondé des sociétés mutuelles ou amicales avant de constituer des syndicats. Dans le cas lyonnais décrit en introduction de ce chapitre, le mouvement de grève a été précédé par la création d'une mutuelle dont les *leaders* sont devenues les représentantes des ouvrières (Mannheim 1902 : 421). Le premier syndicat a été constitué deux jours après une grève menée avec succès en janvier 1887 à Marseille. Les ouvrières du tabac se sont organisées pour améliorer leurs conditions de travail et revendiquer certains avantages, notamment les congés de maternité payés. L'assurance dont ces femmes ont fait preuve pour identifier et défendre leurs intérêts découle en partie de la spécificité de leur situation professionnelle. En outre, les inégalités salariales entre hommes et femmes étaient moins marquées dans cette industrie que dans tous les autres secteurs de l'économie. Le pouvoir d'achat des ouvrières du tabac augmentait tout au long de leur vie professionnelle puisqu'elles étaient en mesure de conserver leur emploi sur le long terme. (Il est entendu que les conditions décrites peuvent être vues aussi bien comme une cause que comme le résultat de leur militantisme).

Par son mode d'organisation et son envergure, l'industrie du tabac a favorisé l'éclosion de processus associatifs. Elle a en effet regroupé de très nombreuses femmes et les a cantonnées à certaines fonctions ; les équipes de travailleuses étaient rémunérées en tant qu'équipes. Il n'est donc pas étonnant que les ouvrières du tabac se soient rassemblées au sein de groupes exclusivement ou majoritairement féminins. Les syndicats de ce secteur comptent parmi les rares organisations de ce type au sein desquels les femmes ont joué un rôle important. Ces ouvrières s'engageaient dans l'action militante de façon régulière et pas seulement lors de grèves ou de mouvements occasionnels. Devant ce constat, un chef d'atelier a d'ailleurs déploré le fait que « ni les privilèges dont jouissent les ouvrières d'État, ni les concessions, ni la générosité dont elles ont bénéficié ne les [aient] incitées à modérer leurs revendications » (cité dans Zylberberg-Hocquard 1978). Ces femmes savaient ce qu'elles voulaient et étaient prêtes à se battre pour l'obtenir.

Conclusion

Ce texte étudie un certain nombre d'actions menées par des ouvrières placées dans différents contextes de prolétarianisation [...] et montre que ces actions collectives ont été plus ou moins fréquentes selon le contexte. Cette analyse ne traite pas directement des questions relatives aux modes d'organisation et d'action des femmes mis en œuvre pour satisfaire leurs besoins spécifiques. Elle montre plutôt en quoi le capitalisme industriel a modifié et

façonné le travail salarié, les ménages, les rapports entre hommes et femmes et les formes de l'action collective.

Les caractéristiques de l'organisation de la production et la division du travail au sein des ménages ont été des variables déterminantes de la participation des femmes aux actions collectives. Celles qui travaillaient à domicile ne côtoyaient que les membres de leur famille et se trouvaient donc isolées des autres travailleur-euses. Le chef de famille contrôlait également l'organisation de la production domestique. Aussi, lors des grèves dans les industries reposant sur le travail à domicile, les chefs de famille ont-ils représenté leur foyer, comme ils le représentaient vis-à-vis des autorités publiques et des employeurs.

Dans l'industrie de la soie présente à grande échelle dans la région lyonnaise, certaines femmes vivaient dans des dortoirs aménagés sur leur lieu de travail et étaient donc séparées de leur famille. Pourtant, ces femmes travaillaient, pour la plupart, dans le but de subvenir aux besoins de leur famille ou pour constituer une épargne avant de se marier. Ces objectifs les plaçaient dans une situation d'extrême vulnérabilité et les exposaient particulièrement aux représailles de leur employeur si elles s'avaient de se plaindre ou de mener des actions collectives. Cependant, quand les membres de leur classe sociale se sont massivement mobilisé-es, ces femmes se sont jointes aux mouvements de grève. Avec le temps, les ouvrières de l'industrie de la soie ont obtenu des « postes permanents » et gagné en ancienneté. Elles ont donc consacré davantage de temps à leurs activités professionnelles, même si celles-ci n'étaient pas nécessairement continues. Cette évolution leur a permis de constituer des réseaux de solidarité et des associations. Je pense également que ce contexte a été plus propice à des actions collectives de classe sur leur lieu de travail. En outre, les syndicats de l'industrie de la soie ont favorisé le mouvement associatif des femmes en créant des comités de femmes.

Dans le Nord, durant les premières années d'existence de l'industrie textile du coton et de la laine, les ouvrières étaient pour la plupart jeunes et célibataires. Sur leur lieu de travail, leurs tâches différaient de celles accomplies par les hommes du fait de leur moindre niveau de qualification. Quand les employeurs tentaient de confier à des femmes certaines tâches habituellement réservées aux hommes, ces derniers le reprochaient aux femmes et ne pouvaient envisager comme solution à leur problème que la suppression ou la limitation des emplois féminins. Les femmes ont été exclues des organisations de travailleur-euses bien plus fréquemment que les hommes. Les liens que ces ouvrières entretenaient avec leur famille avaient le plus souvent comme conséquence une prise de distance avec les ouvrières célibataires qui défendaient les mêmes intérêts de classe. Ces femmes étaient parfois incitées par

leur famille à (ou à ne pas) s'engager dans un mouvement de grève. D'autres facteurs déterminaient également leur décision de se mettre en grève : des intérêts de classe ou une inclination personnelle. Dans tous les cas, elles avaient peu d'associations indépendantes à leur disposition et peu d'occasions de renforcer des liens de solidarité. Il n'est donc pas surprenant de constater que les jeunes femmes hésitaient à se joindre aux mouvements de grève et étaient peu nombreuses à y prendre part. Pour les ouvrières mariées, la division sexuelle du travail au sein du foyer était un facteur dissuasif dans la mesure où elles étaient contraintes de mener de front les tâches ménagères et leurs activités salariées. Dans certains cas, les maris intervenaient pour empêcher leur femme de faire grève. Mais, quand les industries du coton et de la laine ont, à l'instar de l'industrie de la soie, commencé à employer davantage de femmes mariées, celles-ci ont été placées dans un contexte plus favorable à l'action collective puisqu'elles ont pu bénéficier d'une garantie de l'emploi et de possibilités nouvelles de constituer des associations.

Paradoxalement, il semble que l'existence d'une stricte division du travail dans les foyers – comme c'était le cas dans les familles des ouvrières de l'industrie minière et sidérurgique – ait encouragé les femmes mariées à prendre activement part aux luttes ouvrières dans la mesure où elles étaient dépendantes du salaire du chef de famille. Dans ces industries, les femmes appartenaient à la communauté des travailleurs-euses même si elles ne faisaient pas partie des employés salariés. Dans ces circonstances, les femmes – et notamment les épouses dont la principale préoccupation était la gestion de leur foyer – sont passées à l'action pour protéger leurs intérêts en tant que consommatrices.

L'industrie du tabac est le seul secteur à avoir connu une forte participation des femmes aux actions collectives fondées sur les intérêts de classe. Cette implication a été permise par le caractère spécifique des postes de travail qu'elles occupaient, le type d'organisation de la production et la garantie de l'emploi dont elles bénéficiaient.

Les faits historiques montrent donc que les femmes prolétaires sont davantage susceptibles de mener des actions collectives quand, dans le cadre de leur travail, elles ont la possibilité de :

1. s'associer avec d'autres travailleur-euses qui défendent des intérêts similaires ;
2. constituer des associations structurées pour défendre leurs intérêts ;
3. disposer de ressources qu'elles peuvent mobiliser et répartir ;
4. travailler dans un contexte où leurs employeurs sont dépendants du travail régulier de leurs employé-es ;

5. travailler dans un climat économique favorable, ce qui signifie que les grèves sont susceptibles de peser réellement sur les employeurs et donc de permettre aux travailleur-euses d'obtenir des avantages réels grâce à leur action ;
6. ne pas se trouver dans une situation d'extrême vulnérabilité ;
7. travailler dans un climat économique globalement propice aux revendications ; et
8. évoluer dans un foyer au sein duquel la division du travail leur permet d'agir de manière autonome.

274

En outre, en tant que membres d'un foyer, les femmes prendront plus souvent part aux actions collectives quand :

9. le foyer est lui-même mobilisé pour défendre les intérêts du foyer tout entier et pas seulement ceux de ses membres à titre individuel.

Les facteurs identifiés ne diffèrent pas fondamentalement de ceux qui déterminent l'existence d'une forte participation des hommes aux actions collectives. Ils s'en distinguent essentiellement par la présence d'un facteur spécifique : la défense des intérêts du foyer par les femmes en tant que consommatrices. Dans les cas étudiés, les femmes étaient beaucoup plus susceptibles que les hommes de prendre part aux mouvements fondés sur des revendications relatives à la consommation. Dans les économies industrielles concernées, la prise en charge de la consommation du ménage était rarement du ressort des hommes. En théorisant de manière globale la propension de la classe ouvrière à prendre part aux actions collectives – par exemple à des grèves ou encore à des manifestations contre des pénuries alimentaires –, on comprend mieux les femmes. Pour comprendre pourquoi elles sont en proportion moins nombreuses à se joindre à ces mouvements, il n'est pas nécessaire de recourir à des explications spécifiques d'ordre psychologique ou liées au genre. Quand leur statut et leur situation le leur permettaient, les femmes se sont impliquées dans l'action collective. Les différents processus de prolétarianisation ont défini la structure du travail salarié des femmes et leurs responsabilités familiales, et ainsi déterminé à la fois leur propension à l'action collective et les types d'actions qu'elles étaient susceptibles de choisir.³

³ Tilly, L. 1986. Paths of proletarianization : organization of production, sexual division of labor, and women's collective action. In *Women's work. Development and the division of labor by gender*. (Eds.) E. Leacock E. et H. I. Safa. 25-40. New York : Bergin and Garvey Publishers.
Traduit de l'anglais par Aurélie Cailleaud

Références bibliographiques

- Guilbert, M. 1966. *Les femmes et l'organisation syndicale avant 1914*. Paris: Éditions du Centre national de la Recherche scientifique (CNRS).
- Mannheim, C. 1902. *De la condition des ouvriers dans les manufactures de l'État (tabacs-allumettes)*. Paris: Giard et Brière.
- Perrot, M. 1974. *Les ouvriers en grève, 1871-1890*. Paris; La Haye: Mouton.
- Purcell, K. 1979. Militancy and acquiescence amongst women workers. In *Fit work for women*. (Ed.) S. Burman. New York: Saint Martin's Press.
- Tilly, C. 1978. *From mobilization to revolution*. Reading, Mass.: Addison-Wesley.
- Tilly, L. 1981. Paths of proletarianization: organization of production, sexual division of labor, and women's collective action. *Signs*. 7(2). Hiver.
- Zylberberg-Hocquard, M.-H. 1978. Les ouvrières d'état (tabac-allumettes) dans les dernières années du XIX^e siècle. *Le Mouvement social*. 105: 87-170.

Genre, travail et action collective : une analyse fondée sur un processus de récupération d'usine dans la ville de Buenos Aires

277
.....

..... *Maria Inés Fernández Álvarez**

Introduction

Les mesures de type néolibéral mises en œuvre en Argentine depuis 25 ans ont provoqué une augmentation sans précédent du chômage et amplifié le caractère informel et précaire des emplois, détériorant ainsi profondément les conditions de vie des classes subalternes. Fondées sur les recommandations du « Consensus de Washington », ces mesures visaient prioritairement l'ouverture du marché, la financiarisation de l'économie et la mise en œuvre d'un programme d'ajustement structurel. Elles ont entraîné un processus accéléré de concentration économique et de désindustrialisation ainsi qu'une intensification notoire des mécanismes de fragilisation des conditions de vie des classes subalternes. Cette évolution s'est doublée d'une augmentation de la participation des femmes au marché du travail (Berger 1995 ; Wainerman 2002), ces dernières représentant actuellement 40 % de la population économiquement active (Barrancos et Goren 2002). Les femmes ont pris part au marché principalement par le biais du secteur informel et des emplois de services (Barrancos et Goren 2002), souvent en tant que principales « soutiens » de famille. Dans ce contexte, les tensions sociales se sont accrues à partir du milieu des années 1990 et sont devenues de plus en plus visibles

* Anthropologue, Consejo Nacional de Investigaciones Científicas y Técnicas (CONICET), Argentine

Fernández Álvarez, M. I. 2017. Genre, travail et action collective : une analyse fondée sur un processus de récupération d'usine dans la ville de Buenos Aires. In *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires. Cahiers genre et développement*. N° 10. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 277-287. Paris : L'Harmattan.

sous la forme de mouvements de contestation et de résistance divers. Ces derniers ont été à l'origine de la constitution de différentes organisations – rassemblant notamment des personnes sans emploi – et, plus récemment, de la généralisation des tentatives de « récupération » d'usines en faillites ou abandonnées par leur propriétaire.

Comme le montrent différentes recherches menées en Amérique latine, les femmes se sont impliquées en plus grand nombre dans les mouvements de résistance à l'ajustement structurel et dans les organisations sociales à partir des années 1980 (Defossez, Didier et Viveros 1992; Guadarrama Olivera 1994; Giarraca et Teubal 2001). Cette tendance doit être mise en relation avec les responsabilités que les femmes des classes populaires assumaient dans la gestion quotidienne des tâches communautaires relevant de l'organisation de la reproduction et notamment des activités liées à l'alimentation – par exemple l'organisation de cuisines collectives dans les quartiers (Feijóo 1991) –, ces responsabilités ayant souvent été induites par la mise en œuvre de politiques ciblées fondées sur la participation et l'« empowerment » des femmes. En conséquence, leur implication dans les organisations sociales était fortement liée à leur rôle de mère et, donc, aux tâches de *care* et à la satisfaction des besoins fondamentaux de la famille (Svampa et Pereyra 2003).

On a considéré l'évolution du marché du travail qui a conduit les hommes à ne plus être, dans de nombreux cas, les principaux « soutiens » économiques de la famille ainsi que la présence de plus en plus marquée des femmes dans les organisations sociales comme des éléments susceptibles de susciter une crise des « identités » de genre et de déstabiliser la position qu'occupaient les hommes et les femmes dans la division sexuelle du travail. Pourtant, ces changements n'ont pas nécessairement provoqué une refonte des modalités de construction sociale du « masculin » et du « féminin », des modalités qui ont été amplement critiquées par la littérature féministe, notamment dans une perspective anthropologique.

Nous analyserons donc l'influence des tensions qui sont apparues entre les rôles nés des changements précédemment décrits et ceux traditionnellement associés aux femmes et aux hommes, et ce dans le contexte spécifique de la récupération d'une usine dans la ville de Buenos Aires. À cet effet, nous adopterons une approche relationnelle axée sur les catégories socialement construites pour analyser la portée et les implications de ces tensions et étudier comment celles-ci s'articulent, dans le cadre de ce processus de récupération, avec les rôles de genre tant dans le champ de l'organisation du processus de travail que dans celui des formes de l'action collective. Nous synthétiserons ensuite les apports et les principaux débats

l'anthropologie féministe dans le domaine du genre pour tracer ensuite les contours de certaines réflexions sur la configuration des rapports de genre dans le cas étudié. [...]

Notes pour une analyse de genre à partir d'un processus de récupération d'usine

Ce texte est une synthèse des résultats partiels d'une recherche [...] sur un processus de récupération d'usine dans la ville de Buenos Aires. Cette usine du secteur textile compte actuellement 56 employé-es, dont une proportion importante de femmes (72 %). Dans leur majorité, ces femmes sont des migrantes, essentiellement internes, originaires des provinces du nord de l'Argentine (Salta, Tucumán et Jujuy) ou des pays limitrophes (Bolivie, Pérou, Paraguay)¹. Au moment de la récupération de l'usine, la plupart de ces femmes travaillaient depuis plus de dix ans dans l'entreprise (48,2 % du total des travailleur-euses) et avaient une expérience préalable dans le secteur de la confection (53,6 % des travailleur-euses avaient auparavant occupé un poste dans ce secteur).

Ce processus de récupération s'est appuyé sur deux piliers² distincts : d'une part la pérennité de l'usine et la perpétuation des emplois et, d'autre part, la gestion des activités par les travailleur-euses. Pour mettre en place un processus productif autogéré, le personnel a dû restructurer le processus existant en réévaluant les postes de travail – les catégories salariales ayant été supprimées – et l'organisation de la plateforme de production. À cette fin, les sections ont été regroupées et les secteurs restructurés pour fluidifier et concentrer les tâches tout en répartissant les responsabilités entre ceux et celles qui avaient décidé de rester dans l'entreprise.

Pour notre analyse, il est important de prendre en compte les caractéristiques spécifiques du processus de récupération de cette usine. Lancé à la fin de l'année 2001, ce processus a acquis, tout au long de l'année 2002 et au début de l'année 2003, une notoriété certaine, au point de devenir l'un des cas de récupération les plus médiatisés et les plus connus. Au début de l'année 2003, un important dispositif policier a été déployé pour expulser le personnel des locaux à la demande des propriétaires³. L'opération s'est

¹ 67,8 % des travailleur-euses sont des migrant-es, dont 51,8 % sont originaires des provinces du nord du pays et 16,1 % des pays limitrophes.

² Pour une description plus détaillée du processus de récupération de cette usine, voir Fernández Álvarez (2004).

³ Au moment de l'expulsion, l'entreprise se trouvait encore en situation de cessation de paiements, une situation qu'elle connaissait depuis l'année 2000.

prolongée pendant plusieurs jours et les forces de l'ordre ont fermement réprimé les travailleur-euses lorsqu'ils et elles ont tenté de reprendre possession des bâtiments. En conséquence, les ouvriers-ères ont monté une tente devant l'usine pour prévenir toute tentative d'enlèvement des machines. Ils et elles ont tenu le siège pendant huit mois, jusqu'à ce que la Législature de Buenos Aires adopte une loi d'expropriation qui leur a permis de reprendre le contrôle de l'usine en décembre. L'analyse qui suit est fondée sur un ensemble d'entretiens approfondis⁴ avec des travailleurs et travailleuses de l'usine qui ont été menés pendant leur première année et demi de présence dans les locaux mais aussi pendant la période du campement et la suite du processus de récupération de l'entreprise.

280

Nous allons maintenant étudier les modes d'expression des rapports de genre dans le cadre de ce processus de récupération, dans le domaine de l'organisation du processus de travail comme dans celui des formes de l'action collective. Nous visons à analyser les formes sous lesquelles se manifestent les tensions entre la position qu'occupent les femmes dans ce processus et les rôles de genre qui leur sont traditionnellement assignés. À cette fin, nous étudierons deux grands axes – l'assignation des rôles et la façon dont elle transparaît dans le discours des travailleur-euses – et nous rendrons compte de la nature des rapports de genre et de l'influence de ces rapports et constructions sociales sur le processus d'action collective.

Assignation des rôles et construction sociale du genre

Le processus de production de cette usine est divisé en quatre grandes sections : la coupe, le montage des sacs, le montage des pantalons et enfin le repassage et la finition. Ces sections comportent différentes activités – le travail de table, la couture, le repassage, le nettoyage des costumes, la fusion, etc. – qui, toutes, renvoient à des distinctions de genre. Comme nous l'avons mentionné précédemment, les femmes constituent 72 % du personnel de l'actuelle coopérative, la plupart d'entre elles étant cantonnées dans des tâches de couture et de nettoyage des sacs, dans le travail de table et de préparation ainsi que dans l'utilisation des machines à repasser manuelles⁵. Les hommes, quant à eux, occupent principalement des fonctions liées au

⁴ Durant la recherche de terrain, 26 entretiens ont été menés avec des travailleurs ou travailleuses de l'usine (20 femmes et 6 hommes).

⁵ Il est important de distinguer ici l'activité de repassage réalisée dans la section « sacs » ou « pantalons » de cette même activité dans la section « repassage ». Dans les deux premiers cas, il s'agit de travailler à l'aide de fers à repasser manuels pour coller une pièce avec une autre, donner une forme, finir un produit ou ouvrir une couture. Dans le second cas, il s'agit de machines à repasser à vapeur de plus grande taille et manœuvrées à l'aide de pédales, qui sont utilisées pour les finitions des produits avant leur mise en vente.

repassage (à la machine à vapeur), à la coupe, au traçage à la craie et à l'entretien. Les travailleurs qui disposent de plus de vingt ans d'ancienneté dans l'entreprise sont considérés comme des « tailleurs », un poste qui leur était traditionnellement attribué dans l'entreprise et qui leur conférait, aux yeux de leurs collègues, le statut d'« expert ».

Les témoignages des hommes comme ceux des femmes montrent que tous pensent « nécessaire » de confier aux hommes les tâches de coupe, d'entretien et de repassage dans la mesure où elles nécessitent un gros effort physique, notamment pour faire fonctionner les machines à repasser à pédale. En revanche, la couture, le travail de table et le nettoyage des sacs sont perçus comme des tâches « propres » aux femmes qui, souvent, ont commencé à travailler en accomplissant ces tâches à leur domicile. En analysant l'évolution professionnelle des femmes dans cette entreprise, il est possible de reconstituer leur trajectoire. Celles-ci commencent par acquérir les connaissances de base du métier à leur domicile. Elles y apprennent à coudre sur les machines « à pédale » de leur mère ou de leurs sœurs aînées, des machines « faciles à manipuler ». Souvent, c'est aussi à la maison qu'elles deviennent couturières, en « collaborant » avec leur mère qui, elle-même, travaille pour des tiers. Leur trajectoire professionnelle se poursuit avec une première insertion dans un petit atelier de confection où elles apprennent à utiliser des machines plus évoluées et, plus tard, avec leur entrée dans des sites industriels textiles où elles consolident leurs acquis dans ce métier qui requiert « rapidité et spécialisation ». [...]

Nous parlons donc d'un savoir que les femmes acquièrent à la maison depuis leur plus tendre enfance. Il est de plus souvent considéré comme un apprentissage « naturel » à leur genre.

Comme nous l'avons précédemment évoqué, le processus d'autogestion de l'entreprise par les travailleur-euses a partiellement modifié l'organisation du travail. Le personnel est notamment devenu plus « polyvalent⁶ ». Les employé-es qui sont resté-es dans l'entreprise pour s'impliquer dans le processus de récupération étaient tous et toutes des opérateur-trices et représentaient moins de la moitié de la totalité du personnel. En conséquence, les postes administratifs, commerciaux et d'encadrement sont restés « vacants ». Les fonctions d'encadrement ont disparu en tant que telles et ont été remplacées par la figure du « coordinateur ». Ces postes de coordination ont été assumés par des opérateur-trices expérimenté-es qui avaient « du métier » et une bonne connaissance de l'intégralité du travail propre à chaque section.

⁶ L'évolution du processus de production après la prise en charge de la gestion de la production par les travailleur-euses a été analysée dans un précédent travail (Fernández Álvarez 2004).

Les fonctions administratives et commerciales ont été prises en charge à tour de rôle par différent-es employé-es selon un principe de rotation qui a été étendu aux différentes sections au sein desquelles les travailleur-euses ont commencé à accomplir des tâches plus diversifiées. Dans les premiers temps, cette polyvalence a permis la prise en charge des responsabilités laissées vacantes. Elle s'est ensuite transformée en une stratégie de production susceptible de « rompre avec la monotonie » du processus de production antérieur.

Interrogées sur ces changements, les travailleuses expriment une double contradiction. Elles sont heureuses de connaître la totalité du processus de production de la section dans laquelle elles sont employées (sacs, pantalons, coupe) et disent par exemple leur satisfaction « d'avoir appris à faire un pantalon entier plutôt que de savoir seulement fabriquer une jambe ». Mais, par ailleurs, elles se sentent à la fois surchargées et mal à l'aise de devoir accomplir des tâches qui ne leur sont pas « propres », notamment quand elles travaillent au repassage ou à la coupe qui sont des activités à connotation « masculine ».

Les tâches « propres » aux femmes seraient celles qui sont en lien plus étroit avec la confection de sac ou de pantalons, parmi lesquelles la couture. Un certain nombre de vertus et de qualités sont associées à ces activités, comme la patience, le sens du détail et une grande attention, des qualités que les travailleuses considèrent comme « naturelles » ou « propres » aux femmes. Nous voyons apparaître ici une distinction dans la division du travail, qui renvoie à la construction sociale de ce qui est « par essence » féminin ou masculin. Cette distinction est à l'origine de comportements déterminés qui constituent les modes de fonctionnement « propres » aux hommes et aux femmes. Ces comportements sont liés à certaines fonctions biologiques/reproductives en vertu desquelles le « féminin » est associé à une fonction dite « naturelle », le « rôle fondamental » de la mère dispensatrice de soins qui se prolonge dans la vie professionnelle et, de manière générale, dans la vie quotidienne.

Dans ce cas précis, cette construction sociale opère de façon évidente. Elle se manifeste très précocement chez les enfants, à l'âge où garçons et filles apprennent de leur mère la place, les tâches et les performances qui sont les leurs. Pour les femmes, la carrière de couturière est une orientation valide, logique et souhaitable dans la mesure où elle exige des qualités qu'elles peuvent aisément déployer – comme le *care* – puisqu'elles leur sont naturelles.

Pour comprendre cette attitude, il convient de prendre en compte les activités des femmes qui n'ont pas emprunté la trajectoire «typique» ou de celles qui, à un moment donné – par exemple pendant la période du campement dans le cas que nous étudions ici – ont été obligées de chercher un autre travail pour garantir la survie de leur famille. Ces femmes ont principalement exercé des activités de nettoyage dans une famille ou en tant qu'employées d'une entreprise de services. On retrouve ici une autre activité «propre» aux femmes dans un domaine qui leur est socialement assigné puisqu'il relève du *care*, du travail de reproduction et de la sphère domestique. Si la couture et le ménage sont deux activités conformes aux rôles assignés aux femmes dans la division du travail, la première est positivement connotée et considérée par les femmes comme une activité qui leur permet d'acquérir un savoir enrichissant dont elles peuvent s'enorgueillir, alors que la seconde est négativement connotée et vue par les femmes comme un travail à éviter ou à n'accepter qu'en «dernier recours».

La récupération de cette usine n'a pas seulement donné lieu à une redistribution des postes de travail et à une réorganisation du processus de production. Il a également été nécessaire de mener à bien une série d'actions de protestation et de résistance. Les travailleur-euses ont dû assurer une permanence, garantir la sécurité des locaux et organiser des marches, des *maquinazos*⁷ ainsi que des manifestations devant certains édifices publics. En outre, ils et elles ont campé durant plusieurs mois devant l'usine. Après avoir examiné les activités des hommes et des femmes dans le cadre du processus de production, nous analyserons les manifestations de leurs rôles respectifs dans d'autres situations, notamment durant la période où les travailleur-euses ont campé devant l'usine pour en assurer la sécurité ou encore pendant les marches et les *maquinazos*. Dans ces situations, nous avons également pu observer des distinctions qui reproduisent les rôles socialement construits comme «féminins» ou «masculins». Les femmes ont pris en charge les cuisines populaires et les activités de nettoyage des tentes alors que les hommes ont assuré la sécurité et les tours de garde de nuit, du moins au début. Les femmes n'ont pas pour autant été cantonnées aux activités qu'il leur aurait été «naturel» d'accomplir. Au contraire, dans ce cas précis, elles ont été les représentantes du mouvement et les principales oratrices pendant les manifestations publiques. Elles sont en outre parvenues à imposer à l'opinion publique l'image d'une usine devenue une entreprise de femmes («nous autres, travailleuses», «les célestes»). De ce

⁷ La réalisation de *maquinazos* en face d'une usine ou de certains organismes publics – comme le palais de la Législature de Buenos Aires ou le siège du gouvernement de la ville – est l'un des modes de protestation utilisés par les travailleur-euses. Un ensemble de machines à coudre – prêtées par des voisines – a été installé sur la voie publique pour une durée de deux ou trois heures durant lesquelles les manifestant-es ont cousu, interrompant ainsi la circulation d'une façon très spécifique.

fait, le discours sur lequel reposaient les revendications des travailleuses s'est orienté vers deux grands axes : la défense des emplois (un axe commun à toutes les récupérations d'usines) et la nécessité, pour les mères, de subvenir aux besoins de leurs enfants. La suite de ce texte porte précisément sur ce dernier point.

Genre et action collective : les contradictions de l'« état de mère »

Comme nous l'avons vu dans la section précédente, les constructions sociales de genre à partir desquelles se définissent les « façons d'être » spécifiques, souhaitables et pertinentes des hommes et des femmes se sont ici exprimées dans deux domaines : l'identification de tâches associées à des qualités censément féminines ou masculines et la construction du discours légitimant l'action collective. Ce dernier a précisément été conçu à partir de ces rôles de genre, notamment celui des femmes dans leur condition de mère. Le témoignage suivant en atteste :

Les responsables politiques qui nous ont gouvernés ne nous ont jusqu'à maintenant laissé aucune autre solution. Et nous, les mamans, devons continuer la lutte pour que nos enfants puissent eux aussi avoir un travail digne, qu'ils puissent vivre ici, en Argentine, et y élever leurs enfants, bref tout ce dont tout citoyen devrait bénéficier pour s'épanouir ici en Argentine, n'est-ce pas ? Donc, nous avons lutté ici en tant que « femmes de » (Débora, 42 ans, 2 enfants, 8 ans d'ancienneté dans l'usine).

Comme on a pu l'observer, le discours politique des travailleuses s'est construit autour de la nécessité de défendre leur emploi et, pour les mères, de nourrir leurs enfants. En présentant la récupération de l'usine comme l'unique solution pour atteindre cet objectif, ils et elles ont pu mettre l'accent sur le caractère légitime de leur action. Prendre soin de l'usine revenait en effet à prendre soin des enfants. Le témoignage suivant illustre ce discours :

Aujourd'hui, certains fonctionnaires disent que nous n'appartenons pas à la catégorie des travailleurs. Nous en sommes là. Ils n'ont qu'à reconnaître qui nous sommes et le fait que, année après année et minute après minute, nous avons travaillé ici jusqu'au sang en y laissant nos poumons. Nous ne sommes pas disposées à rentrer à la maison sans rien et à abandonner la source de notre travail. Nous devons faire des excuses parce que nous ne sommes pas des responsables politiques. Mais ils nous ont obligées à nous engager pour demander un peu de solidarité et à nous organiser avec différentes organisations de chômeurs et de salariés. Nous continuons à nous battre à leurs côtés. Ces femmes ne partiront pas sans avoir obtenu quelque chose. Elles ont décidé de lutter. Nous encourageons tous les travailleurs du pays, et particulièrement les femmes qui se sentent proches du combat que nous menons, à s'engager, se rassembler, faire grève et arrêter le travail, bref, à faire tout ce qui sera nécessaire pour nourrir nos enfants. Ils ont touché au pain de nos enfants et nous allons défendre comme des lionnes nos postes de travail et le pain quotidien de nos enfants » (conférence de presse donnée devant l'usine par Julia, 35 ans, 6 ans d'ancienneté dans l'usine).

Ce discours s'est traduit en une série de pratiques qui placent les femmes « en première ligne » de la lutte (elles encadrent les manifestations, apparaissent dans la presse avec leurs enfants et mènent les conférences de presse.) [...]

Les hommes sont très en retrait. C'est parce qu'ils risquent davantage d'être poursuivis par la police. Je pense qu'ils sont d'une certaine manière plus malmenés que nous par la police. Elle les met en prison. Je te le dis, c'est différent pour les hommes... J'ai vu des militants de certains groupes, des groupes d'hommes complètement euphoriques. Mais, dans des cas comme ça, je ne sais pas comment t'expliquer, dans les manifestations populaires, je crois que ce sont les femmes qui doivent être en première ligne parce qu'elles sont plus optimistes dans ce genre de situations. Dans l'usine, il y a aussi des hommes, mais nous, les femmes, nous sommes vraiment là. C'est nous qui crions et qui sommes les plus « fâchées », et je crois que c'est l'une des choses que nous transmettons à nos enfants (Celeste, 33 ans, 3 enfants, 7 ans d'ancienneté dans l'usine).

Les femmes s'identifient à leur condition « féminine » tout en la remettant en question. Elles utilisent ce rôle de mère « nourricière » pour élaborer un discours fondé sur les privations/les besoins qui sous-tendent leur lutte pour leur emploi. Mais elles considèrent également comme leur « responsabilité » propre de prendre soin des enfants et de leur garantir « leur pain quotidien », particulièrement dans le cas fréquent où elles sont abandonnées par les hommes. Leurs « devoirs » sont donc source de grandes tensions. [...]

De façon similaire, la participation des femmes vivant en couple au processus de récupération de l'usine a été source, dans l'espace domestique, de conflits qui se sont manifestés par la perte ou au contraire l'acquisition de certaines « libertés ». Au cours de ce processus, nombre d'entre elles ont vu leur vie quotidienne changer considérablement, ce qui a simultanément déclenché une véritable prise de conscience de leur valeur personnelle. [...]

Question : Et ton mari, qu'en a-t-il dit ?

Réponse : Au début, cela ne lui plaisait pas que je monte la garde à l'usine. Mais plus tard, c'est sorti tout seul et je lui ai dit : « Je vais aller monter la garde à l'usine et vous vous occuperez de la maison ». Je ne sais pas pourquoi, peut-être qu'il était prêt, mais je lui ai juste dit ça et il a tout compris. À partir de ce jour-là, il a commencé à venir à l'usine. Pendant les gardes, il venait pour nous rendre visite, manger une pizza. Il s'est fait des amis parmi les gars de l'usine, puis il rentrait à la maison avec eux. Je ne sais pas pourquoi mais il a complètement changé. À la maison, il fait la lessive, il repasse, il cuisine, il fait de tout. Je te jure qu'il cuisine plus que moi. Oui, le changement est impressionnant. Et les enfants aussi ont changé. [...] J'ai l'impression qu'avant je me contraignais moi-même à accomplir toutes les tâches domestiques. Je ne disais jamais : « Toi, tu te chargeras de ça, toi, de ça. » C'est moi qui

devais tout faire. Je pensais: «Mais pourquoi est-ce que je dois faire la lessive et repasser? Je suis fatiguée.» Mais je ne disais rien, je ne faisais que le penser (Débora, 42 ans, 2 enfants, 8 ans d'ancienneté dans l'usine).

Conclusion

Depuis ses débuts dans les années 1970, la discipline de l'anthropologie féministe a permis de repenser les rapports de genre en montrant qu'ils sont en fait des rapports de pouvoir, des rapports de subordination.

286

L'analyse de l'influence des rôles socialement assignés aux hommes comme aux femmes dans le groupe formé par les travailleur-euses de cette usine «récupérée» montre que les stéréotypes associés à ces rôles sont toujours actifs, et ce au-delà des changements intervenus sur le marché du travail et dans les formes de l'action collective – les femmes occupant un espace toujours plus important dans l'un comme dans l'autre. Ainsi, nous avons pu constater que ces stéréotypes s'expriment sous la forme d'une assignation des rôles fondée sur le fait qu'«être femme» est en lien étroit avec la condition de «mère nourricière» et la sphère de la reproduction (dans laquelle les femmes ont pour mission de s'assurer que leurs enfants soient bien nourris et bien soignés).

Dans le cadre du processus étudié, nous observons en outre que cette construction sociale sous-tend un discours qui légitime l'action collective et les revendications, par un processus émaillé de contradictions qui détermine les modalités selon lesquelles les femmes vivent leur condition au quotidien et accomplissent les tâches qui leur «correspondent». Cet état de fait n'empêche pas, bien au contraire, que se produisent des changements dont les femmes estiment qu'ils leur apportent davantage de «liberté».

Cette analyse nous a ainsi permis d'observer que la reproduction des rôles correspondant à certaines constructions sociales n'empêche pas certaines pratiques qui remettent en cause les rapports de genre dans la sphère domestique/familiale et dans l'espace public. De même, le développement de pratiques autonomes et la participation des femmes à la sphère publique/politique n'impliquent pas nécessairement un remodelage complet du mode d'assignation des rôles de genre.

Il semble donc nécessaire de remettre en cause les analyses qui renforcent les stéréotypes existants en considérant la participation politique des femmes comme le résultat d'un processus d'appropriation de la sphère publique par ces dernières. Il est indispensable de remettre en cause, dans les probléma-

tiques scientifiques comme dans les perceptions relatives aux activités humaines, la dichotomie entre monde du travail et univers familial dans la mesure où celle-ci renforce les équations féminin/reproduction/sphère privée et masculin/production/sphère publique.⁸

Références bibliographiques

- Barrancos D. et N. Goren. 2002. Género y empleo en el Gran Buenos Aires. Exploraciones acerca de las calificaciones en mujeres de los sectores de pobreza. In *De la exclusión a la organización*. (Comp.) F. Forni. Buenos Aires: Editorial Ciccus.
- Berger, S. 1995. *Mujeres en sus puestos*. Buenos Aires: Flacso.
- Defossez, A.C., F. Didier et M. Viveros. 1992. Mujeres, salud y sociedad. Tiempos de cambio. In *Mujeres de los andes. Condiciones de vida y salud*. (Comp.) A.C. Defossez, F. Didier et M. Viveros. Bogotá: Universidad externa de Colombia – Instituto Francès de Estudios Andinos.
- Feijóo, M. C. 1991. *Alquimistas en la crisis, Experiencias de mujeres en el GBA*. Buenos Aires: UNICEF.
- Fernández Álvarez, M. I. 2004. Continuidades y rupturas en el proceso de trabajo. Una mirada antropológica a partir de una experiencia de ocupación/recuperación de fábricas durant el año 2002. *Intersecciones*. 5: 141-151.
- Giarracca, N. et M. Teubal. 2001. El movimiento de mujeres agropecuarias en lucha: las mujeres en la protesta social agraria. In *La protesta social en la Argentina*. N. Giarracca. Buenos Aires: Alianza.
- Guadarrama Olivera, M. E. 1994. Mujeres del movimiento urbano popular: actuaciones y discurso de género. In *Los miedos y los modos. Participación política y acción colectiva de las mujeres*. (Comp.) A. Massolo. El colegio de Mexico.
- Svampa, M. et S. Pereyra. 2003. *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras*. Buenos Aires: Biblos.
- Wainerman, C. 2002. La reestructuración de las fronteras de género. In *Familia, trabajo y género. Un mundo de relaciones*. (Comp.) C. Wainerman. Buenos Aires: UNICEF-FCE.

⁸ Fernández Álvarez, M. I. 2004. Género, trabajo y acción colectiva: un análisis a partir de un proceso de recuperación de fábricas de la Ciudad de Buenos Aires. Communication présentée pendant les Deuxièmes journées de la recherche en anthropologie sociale. Faculté de Philosophie et de Lettres, Université de Buenos Aires. 5 et 6 août.

Traduit de l'espagnol par Aurélie Cailleaud

Consubstantialité de sexe, de race et de classe dans l'économie solidaire : une analyse à partir du cas de l'usine Catende (Brésil)

..... Carolina Orquiza Cherfem*

Introduction

Au Brésil, l'économie solidaire (ES) s'est développée à partir des années 1990 alors que le pays connaissait un taux de chômage élevé et une vague de flexibilisation du droit du travail, deux fruits de la restructuration de la production et des politiques néolibérales de cette époque. Cette politique a renforcé la division sexuelle et raciale du travail, laquelle s'est manifestée par de multiples formes d'exclusion : les travailleuses ont été exclues du secteur formel ; les inégalités entre hommes et femmes, mais aussi entre personnes blanches et noires¹, se sont accentuées dans l'emploi, dans les niveaux de salaire, dans les conditions de travail et l'accès à la formation et aux promotions ; les politiques qui ont favorisé la tertiarisation de l'économie et l'augmentation du chômage ont frappé de plein fouet la population noire et

* Sociologue, université fédérale de Santa Catarina, Brésil

¹ Au Brésil, la dénomination *negros* est utilisée dans les enquêtes officielles de l'Institut brésilien de géographie et de statistiques (IBGE). L'IBGE classe la couleur/race en trois catégories : *brancos* (les Blancs), *pretos* (les Noirs) et *pardos* (les métis), les *pretos* et les *pardos* constituant la catégorie des *negros*. Ce regroupement méthodologique se justifie par deux raisons principales : 1) l'utilisation du terme *negro* est plus adaptée au plan statistique, dans la mesure où la population afro-brésilienne se désigne elle-même par des termes variés, parmi lesquels *morena* (marron), *morena escura* (marron foncé),

les femmes, en particulier celles dont les revenus et le niveau d'éducation étaient peu élevés.

Dans ce contexte, différents syndicats, ONG et mouvements sociaux et religieux ont commencé à s'organiser. L'ES est venue s'ajouter à ces initiatives, inaugurant ainsi, dans le cadre d'une lutte des classes, une période d'exploration de nouvelles stratégies de génération de revenu sous la forme de coopératives, d'associations, de banques communautaires, etc.

En pleine vague de flexibilisation du travail, l'ES a permis la mise en pratique d'un « nouveau coopérativisme » inspiré d'expériences existantes d'autogestion, dans le but de construire des alternatives ancrées dans l'organisation sociale et susceptibles de pallier la déstructuration du marché du travail. L'ES s'est développée jusqu'à être institutionnalisée par un Secrétariat national à l'économie solidaire (SENAES) intégré au ministère brésilien du Travail. Elle a également été incorporée dans le programme gouvernemental Brasil Sem Miséria (Un Brésil sans misère), et plus précisément dans ses volets consacrés à l'inclusion sociale des populations les plus pauvres du pays.

De très nombreuses femmes et Noir-es, qui comptent parmi les plus affectées par les modifications de l'organisation du travail mises en œuvre dans les années 1990, se sont impliquées dans ces pratiques sociales. Ce constat montre à quel point il est nécessaire d'analyser le monde du travail à partir de la consubstantialité des catégories de classe, genre et race qui structurent les rapports sociaux.

En résumé, le concept de *consubstantialité* souligne le caractère coextensif de la classe, de la race et du genre pour affirmer que ces trois composantes des rapports sociaux, prises individuellement, ne suffisent pas à définir ces derniers dans leur entièreté. Elles sont en interrelation dans la structure sociale et imprègnent les rapports sociaux et le monde du travail par des contenus concrets (Kergoat 2009 ; 2012).

Bien que ces catégories soient distinctes dans l'analyse sociologique, elles forment une unité de substance et agissent simultanément sur les rapports sociaux dont elles structurent les fondements à la fois idéologiques et

de pele escura (de peau foncée), *parda* (mulâtre) ou *preta* (noire). L'agrégation des données dans la catégorie *negros* (*pretos* et *pardos*) a permis de procéder à des analyses statistiques plus précises. 2) ce regroupement est une suggestion politique des mouvements sociaux noirs qui souhaitaient donner ainsi plus de poids à leur lutte et à leurs revendications. Avant l'établissement de cette classification, les Noir-es étaient en effet sous-représenté-es dans les statistiques nationales.

sociaux. Le genre, la classe et la race ne sont donc pas seulement des catégories unificatrices étant donné qu'«il n'existe pas de contradiction principale et de contradictions secondaires» (Kergoat 2009, 118). Les rapports sociaux de classe, de genre et de race «se reproduisent et se coproduisent mutuellement» (Kergoat 2009, 112).

Les rapports de production – soit le travail (productif et reproductif) et sa base matérielle – constituent le cœur des systèmes de domination et d'exploitation, dans la mesure où ladite domination est rendue effective par l'«appropriation du travail d'un groupe social par un autre» (Kergoat 2009, 119). Cette logique fonde l'oppression et l'exploitation qui opèrent dans la structure sociale².

291

Ainsi, bien que l'organisation collective et la réflexion sur la division sociale du travail propres à l'ES présentent des particularités qui reposent sur la construction d'une forme démocratique et coopérative de travail, les pratiques solidaires ne sont pas entièrement détachées du mode inégalitaire de division du travail ancré dans la domination de classe, de race et de genre.

Dans le champ du genre, différentes recherches en économie solidaire ont été menées pour identifier les raisons de la présence importante des femmes dans ces organisations et la place qu'hommes et femmes y occupent (Guérin 2005 ; Faria 2011 ; Cherfem 2014). Les recherches en économie féministe ont notamment démontré la nécessité d'appréhender le concept de travail dans toute sa complexité, en tenant compte des processus de production et de reproduction, et de contribuer ainsi à ce que les femmes entrent en toute autonomie dans les différents espaces politiques et sur le marché du travail (Faria 2011).

Mais, dans les travaux qui appréhendent l'ES comme un phénomène social, les questions raciales ne sont pas aussi visibles que celles relatives au genre. Quelle est la couleur/la race des personnes impliquées dans l'économie solidaire ? Y a-t-il une corrélation entre le nombre de personnes noires impliquées dans ces projets et le statut de cette population sur le marché du

² Le concept français de consubstantialité diffère du concept nord-américain d'intersectionnalité. Selon Kergoat (2009), les études postcoloniales qui ont influencé la théorie de l'intersectionnalité sont un versant important de la réflexion sur le croisement entre la race et le genre, mais elles n'ont pas accordé la même importance à la classe sociale. Le terme d'*intersectionnalité* a été utilisé à partir des années 1970 – lorsque le mouvement noir a commencé à revendiquer de multiples formes d'identité – pour analyser les rapports de genre dans la sexualité, la procréation, la religion, etc. Mais, selon Kergoat (2012), cette multiplicité de catégories non fixes est susceptible de masquer l'importance des rapports de domination de genre, de classe et de race et, par conséquent, d'exclure le fondement matériel des rapports sociaux.

travail ? Quelles sont les raisons qui expliquent la présence importante des personnes noires dans ces pratiques ? (Cherfem 2014).

Partant de ce contexte et de ces interrogations, cet article analyse les rapports de travail propres à l'ES en utilisant le cadre théorico-méthodologique de la consubstantialité entre les formes de domination de classe, de sexe et de race (Kergoat 2009 ; 2012). À cette fin, certaines questions fondamentales doivent être posées. Sous quelles formes les différents rapports de domination apparaissent-ils dans l'ES et comment cette domination est-elle appréhendée, compte tenu de la hiérarchie fondée sur les divisions sociale, sexuelle et raciale du travail ? Quels sont les fondements idéologiques et matériels de chacun des systèmes d'oppression/exclusion (de race, de genre et de classe) qui opèrent dans les projets d'économie solidaire ?

Pour mener cette réflexion, cet article s'appuie sur une étude de cas³ menée au Brésil au sein de l'entreprise Catende-Harmonia, une usine reprise par ses propres employé-es. Dans la première partie, nous présenterons le contexte de cette récupération d'usine ainsi que certaines des contradictions observables dans sa structure et l'histoire de cette entreprise. Nous évoquerons ensuite le processus d'organisation collective des travailleur-euses en soulignant la coextensivité des questions de genre, de classe et de race. Enfin, dans la troisième partie, nous proposerons une synthèse des intersections entre les différents rapports sociaux de domination présents dans le cas étudié, dans le but de construire un raisonnement qui mettra en lumière la priorité relative accordée par l'ES aux questions de classe au détriment des inégalités de genre et de race.

L'usine récupérée Catende-Harmonia : première approche

Aucune entreprise d'économie solidaire ne naît d'un projet. Ces entreprises naissent de la résistance que les travailleurs opposent à la grande injustice que représente la concentration des richesses entre les mains de l'État et des élites brésiliennes. Les grandes entreprises capitalistes, quant à elles, naissent de projets. Elles sont autofinancées ou financées par l'État [...] Les enfants de l'exclusion sociale ou des politiques publiques en faveur des exclu-es de la société naissent dans la rue, dans les grèves, dans la résistance, dans les occupations. C'est le cas de Catende. C'est un processus à la fois beau et injuste. (Ribeiro 2010, 85).

³ Cette étude a été menée dans le cadre d'une thèse de doctorat écrite entre 2010 et 2014 et intitulée « Consubstantialité du genre, de la classe et de la race dans le travail collectif/associatif ». Elle rend compte de l'évolution de l'usine récupérée Catende-Harmonia suivant une méthodologie qualitative fondée sur la réalisation et l'analyse d'entretiens ainsi que sur la rédaction d'un carnet de terrain à partir des observations et du vécu des personnes étudiées.

Située dans la zone de Mata, une région de l'État du Pernambouc dans le Nordeste brésilien, l'usine Catende était active dans le secteur du sucre et de l'alcool de canne. Elle a été récupérée par ses travailleur-euses suite à une faillite. Cette expérience a été menée par un groupe de personnes qui, après la faillite de l'usine, a lancé la procédure légale indispensable à sa récupération en association avec les syndicats et les mouvements sociaux et religieux de la région.

En 1993, en pleine période de restructuration de la production et de triomphe du néolibéralisme dans le pays, l'État a drastiquement réduit ses investissements dans la filière du sucre et de l'alcool de canne. De ce fait, de nombreuses usines de la zone de Mata ont fait faillite et la région, totalement dépendante de ce secteur, a été frappée par un chômage massif. Les 2300 personnes qui travaillaient à l'usine Catende ont été licenciées et expulsées des anciennes *senzalas*⁴ dans lesquelles elles vivaient, un événement qui a révolté et effrayé ceux et celles qui avaient encore un emploi. La majorité des personnes licenciées étaient des femmes. Comme le rapporte l'un des leaders du mouvement, «les femmes ont presque toutes été renvoyées des champs». En se demandant pourquoi les femmes avaient été les premières victimes, il est lui-même arrivé à la conclusion que l'«on imagine que les hommes produisent davantage».

Certains groupes, notamment les femmes et les Noir-es, ont été plus atteints que d'autres par les processus nationaux de restructuration qui ont mené à la réorganisation du capital et à l'avènement des politiques néolibérales. Ces groupes ont davantage souffert du chômage. Les travaux de Gardey (2003) montrent que le chômage des femmes est un phénomène mieux toléré par la société que celui des hommes. Parce que les femmes sont associées à une fonction sociale et à un travail spécifique – le travail reproductif –, leur exclusion de la sphère productive n'est pas considérée comme grave. Dans l'imaginaire social, le fait que les femmes licenciées disparaissent de certains espaces publics n'a pas le même caractère de gravité qu'une éventuelle absence des hommes.

Après ces licenciements massifs, les travailleur-euses ont réussi à faire déclarer l'usine en faillite et à la maintenir en état de fonctionnement sous le statut d'usine récupérée. En 1995, ils et elles ont lancé une demande de dépôt de bilan baptisée *massa falida*. La *massa falida* d'une entreprise est engagée dès sa faillite et concerne l'ensemble des biens et intérêts de l'entité en faillite. Au cours d'un processus de ce type, l'administration de l'usine

⁴ NdT: logements réservés aux esclaves dans les plantations de canne à sucre.

294

passé généralement sous le contrôle du pouvoir judiciaire (donc de l'État) et le juge est représenté par un syndic chargé d'administrer le projet. En 2000, cette fonction de syndic a tout d'abord été assumée par un travailleur nommé par l'ensemble des salarié-es de l'entreprise récupérée qui, à ce moment, a pris le nom de Catende-Harmonia. L'usine a vécu une phase particulièrement faste entre 2004 et 2009 mais, sous la pression des *usineiros*⁵, le pouvoir judiciaire a pris la décision de remplacer le syndic choisi par les travailleur-euses. Le nouveau syndic n'était pas animé par les idéaux de l'économie solidaire et servait les intérêts des *usineiros* de la région. Il a donc progressivement abandonné les principes qui avaient présidé à la récupération de l'usine, la conduisant à sa faillite définitive en 2010.

L'expérience de Catende-Harmonia a impliqué 450 ouvrier-ères d'une usine située en zone urbaine, mais aussi près de 3800 familles salariées installées à la campagne, des travailleuses et travailleurs ruraux dont le travail dépendait étroitement de la coupe de la canne à sucre et qui étaient depuis longtemps exploités à l'extrême par les *usineiros*. Grâce aux terres reçues en paiement des dettes de l'usine à leur égard – soit 26 000 hectares de terre appartenant au patrimoine des *usineiros* en faillite –, ces familles ont créé un *assentamento*⁶ rural.

Cette expérience est considérée comme le projet solidaire le plus important d'Amérique latine. Pourtant, elle visait bien plus à préserver les emplois, à faire respecter les droits des travailleur-euses et à éviter un drame social dans la zone de Mata qu'à mettre en œuvre intentionnellement un projet autogéré. Les travailleur-euses de l'usine et de la campagne environnante souhaitaient mettre un terme à la famine qui sévissait dans la région et lutter contre les inégalités entre les *usineiros* et la classe ouvrière. Ils et elles n'ont que progressivement adopté les idéaux de la participation et du travail collectif. L'une des membres de l'équipe, chargée de la formation au sein du projet Catende-Harmonia, décrit ainsi cette évolution :

Je me souviens bien de la première assemblée du projet Catende. Nous avons décidé que plus personne n'aurait faim sur notre territoire et que nous allions combattre l'analphabétisme. Je pense que c'était déjà symptomatique du fait qu'il se passait ici quelque chose de différent, quelque chose qui allait changer la relation entre l'usine et ses travailleurs... Ce jour-là, j'étais très émue.

Au début des années 2000, l'équipe repreneuse de Catende a noué des contacts avec l'association nationale des travailleurs des entreprises autogé-

⁵ NdT : le terme *usineiros* désigne les patrons ou les propriétaires dans l'industrie du sucre.

⁶ NdT : un *assentamento* désigne une occupation de terres, dans une perspective de lutte pour la réforme agraire.

rées (ANTEAG)⁷ et a compris que son projet s'inscrivait dans un courant qui prenait progressivement forme dans le pays, un courant appelé «économie solidaire». Ce dialogue avec l'ANTEAG a été déterminant dans le développement du processus collectif de Catende.

Le projet Catende-Harmonia a été imaginé et vécu par un groupe d'hommes blancs et noirs employés dans l'usine Catende elle-même, mais aussi par des mouvements sociaux, religieux et syndicaux de la région. Il visait initialement à préserver l'emploi et à faire respecter les droits des travailleur-euses après la faillite de l'usine. Ce projet a aussi impliqué de nombreux ouvriers agricoles, en majorité noirs, qui n'avaient jamais été scolarisés et qui ont progressivement été alphabétisés et formés dans certains domaines techniques et politiques pendant la construction de l'usine récupérée. Leur objectif premier était de conserver leur emploi salarié.

Mais ce projet a également été l'œuvre de nombreuses femmes, noires et blanches. Certaines étaient membres des mouvements sociaux impliqués, d'autres compagnes ou épouses des *leaders* du mouvement et d'autres encore travailleuses agricoles dans les champs de canne à sucre. En majorité noires et analphabètes, elles ont été les premières à être licenciées de l'usine au moment de sa faillite. Nombre de ces femmes sont restées invisibles tout au long de cette aventure, mais elles n'en ont pas été moins importantes à chaque étape de la construction de l'usine récupérée.

Les processus collectifs d'organisation du travail

Les rapports de profonde dépendance qui unissaient les travailleur-euses et les *usineiros* avant la faillite étaient empreints du passé esclavagiste de la zone de Mata. Bien que les rapports de pouvoir aient évolué depuis la période coloniale, les administrateurs de l'usine n'hésitaient pas à recourir à la violence dans leurs interactions avec les salarié-es agricoles dont ils cherchaient la soumission. Dans le Nordeste, en raison de la faiblesse de l'industrialisation et donc de l'immigration blanche vers la région, les emplois subalternes offerts par les usines, et particulièrement par les ateliers, ont été occupés par des travailleur-euses salarié-es pour la plupart métis-ses. Les postes administratifs ont été confiés aux fils des anciens propriétaires blancs des plantations de canne à sucre ou à d'autres membres de leur famille qui

⁷ L'Associação Nacional de Trabalhadores em Empresas Autogestionárias e de Participação Acionária (ANTEAG) a été créée en 1994 en réponse à la vague de faillites d'entreprises que connaissait le pays. Le chômage massif qui en a résulté a incité de nombreux travailleurs et travailleuses à entreprendre la récupération de ces usines. L'ANTEAG a donc été créée pour soutenir et renforcer la formation des entreprises autogérées.

se sont transformés en *usineiros*, mais aussi aux quelques immigrants venus s'installer dans la région. Ainsi s'est constituée la division raciale et sexuelle du travail dans la région. Les ouvrier-ères agricoles exploitaient des surfaces plus importantes que celles qui étaient légalement déclarées et vivaient une existence précaire dans les anciennes *senzalas*. La récupération de l'usine visait notamment à transformer ce système de domination et de rapports d'oppression extrême grâce aux principes de l'économie solidaire.

Il est important de souligner que tout projet de récupération d'usine se heurte en premier lieu aux problèmes juridiques et financiers hérités de la faillite. Ainsi, le projet Catende-Harmonia est né alors que l'entreprise connaissait d'importantes difficultés administratives et financières et ces obstacles ont d'emblée entravé toute volonté de mettre en œuvre un projet social et collectif fondé sur le renforcement de la participation des travailleur-euses.

En outre, ni les administrateurs, ni les travailleur-euses ni les autres personnes impliquées dans le projet ne possédaient les connaissances nécessaires à la gestion collective d'un projet aussi singulier que celui qui était envisagé. L'ancien personnel de l'usine, devenu le nouveau personnel de l'usine récupérée, avait construit son expérience professionnelle dans des entreprises soumises à la rigidité de la division sociale hiérarchisée du travail.

Le personnel de l'usine récupérée Catende-Harmonia était divisé en au moins quatre groupes : i) les *leaders*, en majorité des hommes blancs, qui ont constitué l'administration et la tête pensante du projet collectif ; ii) les employé-es et technicien-nes de l'usine, qui travaillaient dans les laboratoires, les projets éducatifs, le secrétariat, etc. – un groupe en majorité composé d'hommes et qui incluait quelques femmes très qualifiées ; iii) les ouvriers et travailleurs des ateliers de l'usine, principalement des hommes en majorité noirs ; iv) les ouvrier-ères agricoles coupeur-euses de canne à sucre, qui étaient des hommes et des femmes noir-es. Ce sont les membres de ce quatrième groupe qui ont pu bénéficier des terres de l'*assentamento* rural et qui se sont progressivement organisé-es en petites associations pour prendre part aux assemblées et avoir une voix dans les processus décisionnels de l'usine récupérée.

Le principe du travail collectif a été proposé principalement par les personnes qui ont pris en charge l'administration de l'usine récupérée. Les travailleuses et travailleurs agricoles qui coupaient la canne à sucre ont, pour la plupart, mis un certain temps à s'impliquer dans cette lutte malgré leur participation aux grèves et aux mobilisations qui ont permis la récupération de l'usine. En outre, le dialogue avec les ouvriers des ateliers s'est avéré diffi-

cile puisque leur seule préoccupation était de faire respecter leurs droits et de conserver leur emploi ainsi que leur culture du salariat. La participation des travailleur-euses des champs et de l'usine au projet Catende-Harmonia s'est donc mise en place progressivement.

Avant la faillite, les rapports entre ces groupes étaient marqués par des inégalités salariales et par un certain nombre de conflits. Ces difficultés ont certes perduré, mais dans une moindre mesure. Les ouvriers des ateliers ne disposaient d'aucun organe de représentation politique. Pour leur part, les ouvriers et ouvrières agricoles souhaitaient améliorer leurs conditions de vie et avaient pris part à la lutte pour leurs droits, mais ils et elles ne croyaient pas en la possibilité d'un changement radical leur permettant de jouer un véritable rôle dans le fonctionnement de l'entreprise et de s'en sentir propriétaires. Ce clivage montre que le système de division sociale du travail établit une hiérarchie entre travail manuel et travail intellectuel et qu'il produit des inégalités de classe fondées sur les différences de savoir et de salaire. En outre, il met en évidence un premier lien entre la classe, le genre et la race qui se traduit par le fait que les femmes, principalement les femmes noires, étaient moins bien rémunérées que les hommes du simple fait qu'elles n'étaient pas présentes dans les mêmes espaces de pouvoir et de *leadership*. Selon une employée de Catende-Harmonia, responsable des projets éducatifs, toute l'équipe chargée de l'élaboration, de la direction et de la formulation politique du projet collectif de l'usine récupérée a toujours été composée d'hommes.

Comme l'explique Gardey (2003), on considère que les femmes n'ont pas la même capacité que les hommes à intervenir dans les espaces de pouvoir et de prise de décision parce qu'elles ont longtemps été exclues de la sphère productive. Leurs compétences, considérées comme innées, paraissent insuffisantes pour occuper certaines fonctions, particulièrement dans l'industrie et dans les espaces où le pouvoir masculin s'est longtemps cristallisé. Cette réalité se trouve reproduite dans différents projets d'économie solidaire.

On peut également noter que des différences existent entre les femmes, toutes n'occupant pas les mêmes emplois selon leur niveau d'études et de qualification (Hirata 2001-2002), mais aussi selon leur appartenance raciale. Au sein de l'usine, le groupe des femmes instruites est parvenu à se faire confier certaines tâches valorisées, alors que les femmes les plus vulnérables, notamment les femmes noires, sont restées cantonnées dans les espaces les plus précaires, aux côtés des hommes noirs. Comme l'explique Hirata (Hirata 2001-2002), l'emploi des femmes a connu une forte croissance dans certaines professions et secteurs spécifiquement réservés aux femmes, comme le secrétariat, la santé et l'éducation. Mais, à l'autre extrémité du

spectre de l'emploi, la situation des travailleuses dites «peu qualifiées», principalement des femmes noires, n'a pas évolué. Leur rémunération est restée très faible et elles ne se sont vu confier que des tâches peu reconnues et peu valorisées par la société.

Progressivement, le projet collectif s'est attiré les faveurs de certain-es travailleur-euses des champs et de l'usine qui n'étaient, pour la plupart, pas satisfait-es du mode d'exploitation auparavant pratiqué par les *usineiros* et hérité de la période coloniale. Ces travailleur-euses considéraient l'emploi comme un facteur primordial. Mais en constatant les changements amenés par l'organisation collective, ils et elles ont noté des améliorations en comparaison avec les rapports d'exploitation qui leur avaient été imposés pendant toute leur vie.

Au cours du processus de récupération de l'usine, les dirigeants, associés aux travailleur-euses les plus engagé-es, ont lancé des cycles de débats dans le but d'analyser la situation de Catende et de poursuivre la construction de leur projet collectif en se fondant sur une conception plus large des droits des travailleur-euses.

La constitution d'associations a été encouragée pour permettre à leurs membres d'être représenté-es dans l'administration de l'usine récupérée. Un conseil de gestion composé des représentant-es des associations de travailleur-euses agricoles, des syndicats et des administrateurs a été créé. Le projet a également adopté une stratégie d'investissement dans les compétences du personnel.

Ces mesures ont conduit à une chute du taux d'analphabétisme dans la région, qui est passé de 82 % à 16,5 % entre 1995 et 2002 (Kleiman 2008). Elles ont aussi permis aux dirigeants de mieux connaître les ouvrier-ères agricoles et d'encourager la constitution de nombreuses associations. Ce processus a donné son identité au projet coopératif.

Ainsi, malgré les limites associées à l'histoire de la région, ces stratégies ont permis la construction graduelle d'un projet collectif dont les dirigeants ont progressivement mis en œuvre des processus démocratiques de participation des travailleur-euses.

Des directives relatives au fonctionnement de l'usine ont été élaborées sous la forme d'un document établissant le bien-être et l'amélioration des conditions de vie de la population comme principaux objectifs du projet. Les réunions du conseil de gestion et des associations se sont multipliées dans le but de clarifier et de préciser les modalités de fonctionnement de l'usine et

du secteur. Celles-ci portaient par exemple sur le prix du sucre, sur la nécessité de procéder au remboursement des prêts et sur la logistique de l'usine dans son ensemble.

Le volet social et économique de ce projet a indéniablement connu des avancées. On soulignera en particulier certains changements dans la division sociale du travail, une meilleure circulation de l'information au sein de l'usine récupérée ainsi que l'élévation du niveau de qualification technique et politique des travailleurs et des travailleuses, un progrès susceptible de leur garantir une plus grande autonomie. Néanmoins, les inégalités de race et de genre n'ont que peu évolué dans cette expérience.

La consubstantialité des rapports sociaux dans le contexte de l'usine de Catende

Comme en témoignent les propos tenus par certain-es travailleur-euses de l'usine, l'absence des femmes dans l'industrie s'explique par la représentation du féminin et du masculin dans la région : « Beaucoup de femmes ont dû arrêter de travailler parce qu'elles ont eu des enfants » ; « Les hommes ont arrêté leurs études parce qu'ils devaient travailler, parce que des camions sont arrivés des usines du Brésil tout entier pour les emmener au travail » ; « La femme doit s'occuper de son mari » ; « L'homme doit ramener de l'argent pour sa famille » ; « Imaginez donc un homme au chômage incapable de nourrir sa famille ! ».

On peut noter la persistance d'un imaginaire associant le travail productif, celui qui a une valeur sociale, financière et politique, aux caractéristiques masculines. Les femmes, elles, ne seraient simplement pas aptes à assumer des fonctions de ce type, inaptitude qui serait par exemple justifiée par l'impossibilité de mener de front vie personnelle, vie familiale et vie professionnelle. Les femmes sont donc censées demeurer invisibles et s'en tenir au travail reproductif (Bruschini et Puppini 2004). Cette représentation constitue le fondement de l'oppression et de la domination qui prévalent dans la structure sociale de genre et renforce la différence des statuts sociaux des hommes et des femmes.

Cette absence des femmes se double de l'invisibilité du travail qu'elles accomplissent, ces tâches reproductives qui ont par exemple permis aux hommes d'assumer le rôle de *leaders* de la récupération de l'usine mais qui ne sont pourtant pas perçues comme un travail aussi important.

Les dirigeants de l'usine ont élaboré des projets spécifiquement destinés aux travailleuses agricoles, par exemple des coopératives de fleurs, des associations de quartier, des activités relevant du domaine de l'alimentation – notamment la préparation de repas pour le personnel de l'usine –, des activités artisanales ainsi que d'autres travaux conformes à la division sexuelle du travail.

Ces projets étant toujours formulés de manière à montrer l'intérêt que les dirigeants portaient aux femmes, ils n'ont pas été remis en cause par les travailleuses de l'usine récupérée. La plupart d'entre elles ont accepté ces activités sans les contester, ces propositions comptant parmi les rares possibilités qui leur étaient offertes. Celles qui souhaitaient travailler dans l'usine et y occuper des fonctions de représentation dotées d'un certain prestige considéraient ces activités comme un obstacle, mais elles n'avaient à leur disposition que des espaces restreints pour exprimer leur indignation.

Cette politique a elle aussi renforcé la division sexuelle du travail et la séparation entre le travail productif valorisé d'une part et le travail reproductif et ses activités de moindre valeur sociale sur le marché du travail d'autre part. On considère encore que les compétences des femmes sont innées et non socialement acquises, et on leur réserve les activités de moindre utilité sociale, celles qui n'exigent pas de compétences particulières et qui sont moins bien rémunérées.

Les qualités requises pour mener à bien ces activités sont par exemple la droiture, la minutie, la délicatesse, etc. Si elles étaient interprétées comme des constructions sociales, ces compétences pourraient modifier la valeur accordée au travail accompli par les femmes en leur permettant d'accéder à d'autres formations et d'occuper de nouveaux espaces. Tant que l'on considérera que ces compétences sont innées, le travail des femmes sera vu comme «naturel» et continuera à être exploité. Comme l'explique Kergoat (1986, 84), les femmes «ont une formation parfaitement adaptée aux emplois industriels qui leur sont proposés», et ce «parce qu'elles sont bien formées par l'ensemble du travail reproductif»⁸.

Un autre projet a été mis en œuvre pour renforcer les compétences générales et politiques des fils et des filles du personnel par le biais de stages au sein de l'usine. Il a lui aussi été mis en œuvre conformément à la division sexuelle du travail, puisque les garçons ont occupé des fonctions spécifiques d'administration et accompli les tâches techniques de l'usine, alors que les filles ont travaillé dans les laboratoires pour procéder aux analyses du sucre – une activité considérée comme plus simple – ou dans le service de secrétariat. Ces

⁸ NdT: La citation originale en français est tirée de Kergoat (1982).

fonctions étaient encore une fois conformes à l'un des piliers de la division sexuelle du travail, celui de la séparation des fonctions masculines et féminines en fonction de caractéristiques supposées propres à chacun des sexes.

Ces exemples montrent qu'il aurait été nécessaire d'intégrer les questions de genre dans les activités de formation de l'usine récupérée, mais ils illustrent aussi la difficulté bien réelle à rompre avec les barrières créées par la division sexuelle du travail qui caractérisent le marché du travail dans son ensemble. Dans les entreprises récupérées, les femmes constituent une minorité peu audible puisque, conformément au dit pilier de la séparation, elles ne sont que peu présentes dans les activités industrielles. L'ES a très peu changé cet état de fait.

301
.....

La population noire a rencontré des obstacles similaires dans les espaces qu'elle a occupés. Un certain nombre de personnes noires, notamment des hommes, ont obtenu des postes de direction dans les associations ou au sein même de l'usine et ainsi fait leur entrée dans de nouveaux espaces. Mais il semble que la conscience de l'importance du facteur racial dans les inégalités sociales existant au sein de l'usine ait été lacunaire.

Dans la région, la population noire a toujours été considérée comme qualifiée pour un seul et unique travail, la coupe de la canne à sucre. Ses membres ont donc été peu nombreux-euses à accéder à un emploi de type intellectuel dans les usines. Dans le cas étudié, les Noir-es constituaient un sous-groupe de travailleur-euses qui n'avaient pas accès aux secteurs administratifs de l'ancienne usine et restaient cantonnés dans la coupe de la canne à sucre et dans les ateliers. *In fine*, cette configuration a été reproduite dans l'usine récupérée.

Les mesures tenant compte de la présence et de l'implication des personnes noires dans le travail collectif/associatif ont été très peu nombreuses alors même que la majorité de la population de la région est afro-descendante et a des origines liées à l'esclavage. Comme l'expliquent Hasembalg et Silva (1999), le mythe de la démocratie raciale brésilienne fait désormais partie intégrante du schéma illusoire d'intégration des races qui opère dans l'imaginaire populaire et justifie l'absence de débat sur ce thème et sur la position occupée par la population noire dans les espaces de travail. Au Brésil, il faudrait que l'existence du racisme soit reconnue pour que soient mises en œuvre des actions visant à le combattre. Dans le cas de l'usine étudiée, les questions raciales ont simplement été passées sous silence.

Considérations finales

L'usine récupérée Catende-Harmonia est l'exemple concret d'une organisation qui a tenté d'unir les travailleur-euses autour d'un projet social commun dont la vocation n'était pas strictement économique. Ce projet a progressivement amélioré le degré de participation du personnel, limité les formes d'oppression par le travail et renforcé l'écoute des besoins des travailleur-euses. S'il a tenté de prendre en compte la complexité des rapports sociaux dans leur ensemble, il a finalement mis l'accent sur l'un des piliers constitutifs de la structure sociale, en l'occurrence la classe, en reléguant la race et le genre à la marge. Dans le cadre d'une expérience pourtant très aboutie d'organisation collective des travailleur-euses, l'utilité sociale du travail accompli par les femmes et les Noir-es est restée sous-valorisée.

Dans cet article, nous avons montré que l'importance accordée par l'économie solidaire aux rapports sociaux de classe trouve son origine dans la raison d'être même des coopératives et associations, lesquelles se sont développées dans le cadre de la lutte contre les structures et groupes de pouvoir perpétuant les inégalités sociales. L'histoire justifie donc le fait que l'ES accorde une attention plus grande à certains aspects, parmi lesquels la création de revenu ainsi que l'accès au logement, à la terre, à l'alimentation, etc. Mais le fait que cette lutte des classes ait une couleur et un sexe qui la rendent plus complexe n'est pas toujours pris en compte.

Dans nombre d'expériences d'économie solidaire, les rapports sociaux de race et de genre ne sont jamais devenus aussi visibles que les rapports de classe, alors même qu'ils sont présents dans différents aspects des organisations collectives et sous diverses formes : la reproduction de la division raciale et sexuelle du travail ; les rapports de pouvoir qu'illustre la faiblesse de la représentation et de la participation des femmes et de la population noire ; le fait que les questions raciales soient passées sous silence, ce qui renforce la violence symbolique exercée à l'encontre de la population noire ; ou encore le caractère invisible du travail reproductif qu'ont accompli les femmes dans ce processus organisationnel.

Cette recherche montre que l'étude de la contribution des pratiques solidaires aux luttes féministes et antiracistes est un champ de réflexion fertile. Mais, si l'ES ne mène pas cette réflexion en intégrant la notion de consubstantialité, et donc en considérant le genre et la race comme des catégories tout aussi structurantes que la classe, elle continuera, par ses pratiques, à exclure certains groupes, dont les femmes et la population noire. Il est donc urgent que les projets démocratiques et autogérés appréhendent la société en termes consubstantiels et tiennent compte de la classe, de la race et du genre

pour élaborer leurs propositions et politiques d'organisation collectives et démocratiques.⁹

Références bibliographiques

- Bruschini, C. et A. B. Puppini. 2004. Trabalho de mulheres executivas no Brasil no final do século XX. *Cadernos de Pesquisa*. 34(121). Janvier/avril.
- Cherfem, C. O. 2014. Consubstancialidade de gênero, classe e raça no Trabalho coletivo/associativo. Thèse de doctorat. Campinas: UNICAMP.
- Faria, N. 2011. Mulheres Rurais na Economia Solidária. In *Cartilha Feminismo, Economia Solidária e Soberania Alimentar: construindo estratégias para a autonomia das mulheres no campo e na cidade*. Cajamar: SOF.
- Gardey, D. 2003. Perspectivas históricas. In *As novas fronteiras da desigualdade: homens e mulheres no mercado de trabalho*. M. Maruani et M. Hirata. São Paulo: editora SENAC.
- Guérin, I. 2005. *As mulheres e a Economia Solidária*. São Paulo: Edições Loyola.
- Hasenbalg, C. et N. Valle Silva. 1999. *Cor e Estratificação Social*. Rio de Janeiro: Contra Capa.
- Hirata, H. 2001-2002. Globalização e divisão sexual do trabalho. *Cadernos Pagu*. (17/18): 139-156.
- Kergoat, D. 1982. *Les ouvrières*. Paris: Le Sycomore.
- . 1986. Em defesa de uma sociologia das relações sociais. Da análise crítica das categorias dominantes à elaboração de uma nova conceitualização. In *O sexo do trabalho*. A. Kartchevsky-Bulport. Rio de Janeiro: Paz e Terra, 1986.
- . 2009. Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux. In *Sexe, race, classe. Pour une épistémologie de la domination*. (Dir.) E. Dorlin. Paris: Presses Universitaires de France.
- . 2012. *Se battre, disent-elles...* Paris: La Dispute.
- Kleinman, F. 2008. *Lições de Catende. A construção de uma autogestão em Pernambuco*. São Paulo; Recife: Annablume; FETAPE.
- Singer, P. 2000. *Economia Socialista*. São Paulo: Editora Fundação Perseu Abramo.

⁹ Traduit du portugais par Caroline Sordia

Résistance déguisée et reproduction sociale : la lutte des femmes pauvres pour accéder aux services urbains à Bangalore

..... *Kaveri Thara**

Accès aux services de base

Les femmes pauvres jouent un rôle crucial dans le développement des zones urbaines, notamment pour l'obtention d'un accès à l'eau, à l'assainissement et aux autres services indispensables à la vie humaine (Bapat et Agarwal 2003 ; Haritas 2013 ; Patel et Mitlin 2007). Fréquemment, les populations urbaines pauvres sont expulsées du centre des villes pour être « réinsérées » dans des zones périphériques sous-développées et dépourvues de services publics. Pour ces populations commence alors le pénible travail nécessaire à l'obtention et à la mise en place effective des services de base dans un processus par lequel elles deviennent des agents indispensables au développement. Par exemple, les 22 quartiers pauvres de Bangalore dans lesquels je me suis rendue en 2009 et 2010 existaient depuis plus de dix ans mais aucun ne bénéficiait d'un accès régulier à l'eau, qu'elle soit potable ou non. Des collectifs de femmes étaient par conséquent contraints de négocier quotidiennement leur approvisionnement en eau auprès des responsables politiques locaux, des ONG ou des représentants du conseil de développement des bidonvilles (Ishwar Haritas 2014).

* Kaveri Thara est le nom de plume de Kaveri Haritas, anthropologue, Manipal Centre for Philosophy and Humanities, Manipal, Karnataka, Inde

Thara, K. 2017. Résistance déguisée et reproduction sociale : la lutte des femmes pauvres pour accéder aux services urbains à Bangalore. In *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires. Cahiers genre et développement*. N° 10. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 305-317. Paris : L'Harmattan.

Cet article parle de ces mobilisations souvent cachées car elles se déploient au niveau micro, dans des quartiers, et se traduisent par des actes banals du quotidien visant à accéder, même temporairement, à ces services. En me fondant sur la recherche de terrain que j'ai menée dans une zone de réinsertion à Bangalore, j'affirme que, bien que les femmes perçoivent leur travail comme se situant dans la continuité de leurs responsabilités domestiques, ces mobilisations cachées permettent d'assurer la reproduction sociale des populations pauvres des zones urbaines. De plus, les femmes revendiquent l'accès au service comme un droit, et résistent ainsi à la marchandisation des services en négociant un accès temporaire gratuit et en se servant de leur genre pour s'attirer la sympathie des représentants de l'État. Ces stratégies ne sont certes pas radicales, mais elles n'en constituent pas moins une forme déguisée et subtile de résistance à la privatisation et à la marchandisation des services. Vues sous cet angle, ces formes quotidiennes de résistance, qui à la fois repoussent et utilisent les normes dominantes (Weitz 2001), viennent mettre en doute les postulats mêmes sur lequel se fonde l'État pour refuser de leur fournir les services : leur incapacité à les payer.

L'analyse de l'insuffisance des services est une tâche complexe qui implique que la question soit replacée dans la problématique plus vaste des rapports existant entre l'État post-colonial et les populations pauvres des zones urbaines. Lorsque je me suis entretenue avec un *leader dalit*¹ local de Laggere, la zone de réinsertion dans laquelle j'ai mené ma recherche, celui-ci a accusé l'État de favoriser la pauvreté et de l'aggraver par son incapacité à assurer l'accès aux services :

Pourquoi le gouvernement agit-il de cette façon ? Par exemple, quand il y a un millier de maisons, ils vont mettre un puits et quatre robinets. Pourquoi ? Parce que comme cela, les femmes et les filles qui habitent là devront consacrer tout leur temps à se battre les unes contre les autres à ces robinets et n'auront pas une minute pour penser à ce qui se passe ailleurs. (Ganesh, Slum Janara Kriya Vedike, 26 décembre 2012)

Cette incapacité à assurer un accès aux services de base a des conséquences genrées qui seront traitées en détail dans la suite de cet article. Mais il convient tout d'abord de mentionner que, dans le cadre des actions dites de réinsertion, les populations pauvres se voient couramment proposer des logements par l'État sans toutefois que ce dernier ne fournisse les services nécessaires à leur installation dans les zones concernées. Dans ce sens, la «réinsertion» n'entraîne pas de modification radicale des conditions de vie des populations urbaines pauvres qui doivent relancer le laborieux processus qui leur avait permis de bénéficier de certains services dans le quartier où ils

¹ NdT : sont rassemblées sous le terme dalits (littéralement : « opprimés, rejetés ») les personnes exclues du système de castes de la société indienne.

résidaient auparavant. Le conseil de développement des bidonvilles refuse, sous différents prétextes, d'accorder aux habitant-es un accès légal aux services², les contraignant ainsi à s'approvisionner de nouveau par des biais non autorisés. À Laggere comme ailleurs, les populations pauvres négocient leur approvisionnement en eau auprès des conseillers municipaux ou de leur représentant à l'assemblée législative. L'eau n'est que rarement fournie directement dans les maisons; elle est distribuée au moyen de robinets publics à certaines heures de la journée, chaque famille du quartier se voyant attribuer un quota.

À Laggere, 60 à 80 familles s'approvisionnent en eau à chacun des robinets. L'eau est fournie irrégulièrement en fonction de différents facteurs comme le débit dans les tuyaux. Parfois, notamment quand les quartiers de la ville haute s'approvisionnent en eau, les zones les plus basses de la ville en sont privées et sont contraintes d'attendre un autre moment de la journée pour s'approvisionner à leur tour. Les horaires d'ouverture des robinets sont imprévisibles et varient en fonction de la disponibilité des responsables locaux mais aussi de la pression de pompage de l'eau. Pendant les étés où les coupures de courant sont fréquentes, les pompes à eau ne peuvent pas être utilisées et les communautés subissent des pénuries d'eau. Les robinets publics sont principalement gérés par les dirigeants locaux: eux seuls sont autorisés à les ouvrir et ils sont chargés de faire en sorte que les personnes ne prennent que la quantité d'eau à laquelle elles ont droit pour leur famille. En période de pénurie, l'approvisionnement en eau est souvent assuré par le biais de citernes financées par le conseiller municipal ou les familles du quartier – et là encore, les réserves d'eau sont réglementées par les responsables locaux. L'approvisionnement en eau est donc une activité qui demande non seulement du temps mais aussi une adaptation à des horaires imprévisibles qui peuvent changer en fonction des circonstances. De ce fait, les femmes sont confinées dans leur quartier, et celles qui travaillent doivent payer les familles de la classe moyenne du quartier pour s'approvisionner auprès d'elles.

Les femmes de Laggere ont obtenu un accès à ces robinets publics après des années de négociation et de pénibles marchandages quotidiens. Mais elles ne peuvent pas relâcher leur mobilisation puisqu'elles dépendent encore de

² Les habitant-es des bidonvilles de Laggere y ont été relogé-es au début des années 1980. Depuis, le conseil de développement des bidonvilles refuse d'assurer l'approvisionnement en eau et en électricité au motif que certaines familles n'ont pas réglé les sommes dues en contrepartie de l'achat des maisons qui leur ont été allouées. Dans le cadre de la réinsertion, les populations pauvres des zones urbaines financent en partie leur maison par un achat subventionné. Le fait que certaines familles faillissent à leur obligation de paiement est un motif de refus de prestation de services. De ce fait, une grande partie de la zone de réinsertion de Laggere s'approvisionne illégalement en eau et en électricité depuis les années 1980.

robinets que l'État considère comme « illégaux »³. Leur approvisionnement en eau est donc fréquemment interrompu et elles doivent périodiquement se mobiliser pour le rétablir. De la même façon, ces zones sont fréquemment privées d'accès à l'assainissement et à l'électricité. Les mobilisations collectives font donc partie de la vie quotidienne des femmes qui se rassemblent pour rencontrer leur conseiller municipal, leur député, les responsables du conseil de développement des bidonvilles ou encore les administrateurs des conseils chargés de l'approvisionnement en eau et en électricité ou de l'assainissement, et pour tenter, par ce biais, de pallier les multiples pénuries auxquelles elles sont confrontées. Dans ce contexte, la mobilisation collective ne peut pas être considérée comme une activité temporaire : il s'agit d'un travail permanent, continu et indispensable à la reproduction même de la vie.

Cette tendance, observable dans de nombreuses zones de réinsertion de la ville, traduit l'existence d'une forme persistante de marginalisation, d'une accusation d'illégalité qui poursuit les populations des bidonvilles. Avant leur réinsertion, elles vivaient dans des « empiétements illégaux » et, bien qu'elles se soient déplacées vers des zones où elles occupent légalement les logements mis à leur disposition par le conseil de développement, elles restent dans l'illégalité aux yeux des autres puisqu'elles ont accès à des services sans avoir à les payer. Selon une certaine idée reçue, les populations pauvres des zones urbaines refusent de payer les services dont elles bénéficient et veulent être approvisionnées gratuitement en eau et en électricité. Mais il s'agit là d'une perception de la situation à la fois bien commode et ancrée dans une vision consumériste de l'accès aux services (Urs et Whittell 2009). Dans un temps où les services sont de plus en plus souvent privatisés, les biens communs que devraient être l'eau, l'assainissement et l'électricité deviennent des marchandises. La résistance qu'opposent les populations urbaines pauvres vise principalement cette marchandisation. L'accès aux services qu'elles revendiquent n'est que le prolongement des droits fondamentaux dont ces personnes devraient jouir du simple fait de leur citoyenneté. Dans son analyse du travail accompli à Bangalore par l'organisation Janaagraha, Simanti Dasgupta (2012) compare le discours fondé sur la marchandisation à celui fondé sur les droits et montre que les perceptions des classes moyennes susceptibles de connaître une ascension sociale sont bien

³ Ces raccordements illégaux à l'eau permettent des accès hors compteur (donc gratuits) fournis par le conseiller municipal local ou un autre responsable politique. Il s'agit de tuyaux reliés au système d'alimentation en eau du quartier. L'approvisionnement en eau via ces raccordements illégaux est irrégulier et très tributaire des relations entre le groupe urbain pauvre concerné et ses représentants politiques. En contrepartie de ce service, les conseillers exigent un soutien politique sous forme de votes. Voir Haritas (2013).

différentes de celles des populations urbaines pauvres. Alors que, pour les classes supérieures, l'efficacité et la désignation d'un prestataire responsable de l'approvisionnement en eau sont primordiales, et ce même si cela entraîne une marchandisation de l'eau et une augmentation des prix, les populations pauvres des zones urbaines résistent à la marchandisation de l'eau.

Dans ce contexte capitaliste de marchandisation des services de base, les populations urbaines pauvres résistent et remettent en cause ce processus en adoptant un discours politique fondé sur le fait que leur droit à être approvisionnées en eau découle non seulement du fait qu'elles sont citoyennes mais aussi de leur statut de population défavorisée. À Laggere, j'ai constaté que les femmes contestent le fait de devoir payer des services alors qu'elles subissent une très forte marginalisation économique. Elles dénoncent et rejettent la perspective selon laquelle les pauvres seraient censé-es payer des services au même tarif que les classes moyennes alors même qu'ils-elles disposent de revenus bien plus faibles. Mais cette opposition ne se manifeste pas de manière ouverte. Elle ne ressemble en rien au mouvement explicite de protestation et de résistance mené par les ONG de Bangalore depuis de nombreuses années⁴. Ces femmes s'opposent de manière plus déguisée et déploient des stratégies et méthodes qui, *a priori*, ne semblent pas relever de la notion de résistance. Elles se contentent de prendre contact avec les autorités locales – en personne ou par téléphone – pour négocier un accès même temporaire à ces différents services. Mais, par leur simple refus de payer pour obtenir de l'eau, elles s'opposent à sa marchandisation. Comme d'autres femmes pauvres des zones urbaines, les femmes de Laggere mènent ainsi une lutte politique quotidienne pour leur survie (Kerkvliet 2009).

Femmes, travail et quartier

Les femmes entretiennent avec leur quartier des rapports divers et contradictoires. Si toutes se conforment habituellement à la division sexuelle du travail, celles qui ont un emploi salarié perçoivent leur quartier très différemment de celles qui n'en ont pas. La plupart des femmes employées dans les usines de vêtements avoisinantes et qui ont participé aux groupes de discussion perçoivent la zone de réinsertion du bidonville comme un espace transitoire qu'elles occuperont jusqu'à ce qu'elles puissent se permettre de payer un logement hors de cette zone. Sur ce point, la classe – la classe relative des femmes interrogées parmi celles vivant dans le même quartier –

⁴ Pour une description de la résistance opposée par les ONG dans ce domaine, voir Urs et Whittell (2009).

apparaît clairement comme un facteur déterminant de leur degré d'implication dans la vie du quartier. Les ouvrières du vêtement ne s'engagent pas activement dans les actions collectives visant à améliorer leur accès aux services. Elles mettent en œuvre des stratégies alternatives pour assurer leur propre approvisionnement en eau : elles l'achètent à des familles de la classe moyenne ou comptent sur les femmes plus âgées de leur foyer pour aller en chercher. Pour ces familles qui projettent d'acheter ou de louer un logement hors de la zone de réinsertion, le quartier apparaît clairement comme un espace transitoire. En fonction de la classe à laquelle elles appartiennent, les femmes adoptent donc des stratégies de vie différentes qui ne supposent pas toutes une organisation collective.

310
.....

Au-delà de la classe, l'implication des femmes dans la lutte pour l'accès aux services varie également selon leur caste. Il est toutefois à noter que je n'ai pas identifié de différence significative selon la caste dans le mode de mobilisation des 50 femmes que j'ai interrogées à l'occasion de cette recherche. À l'évidence, toutes considèrent que l'accès aux services et à l'éducation est important. Pour autant, celles qui louent leur logement ne participent pas aux mobilisations, à l'inverse de celles à qui un logement a été attribué. Ces dernières pensent qu'elles resteront dans ce quartier et tentent donc d'améliorer leur accès aux services. Elles perçoivent leur logement comme un espace permanent et non transitoire.

Parmi les femmes qui ne perçoivent pas leur quartier comme un espace transitoire, des différences marquées sont apparues en fonction de leurs responsabilités de *care*. Celles qui ont la charge de jeunes enfants, de leurs petits-enfants ou d'adultes âgés ou handicapés sont dans l'impossibilité de s'engager collectivement. Ainsi, les femmes qui se mobilisent effectivement pour l'accès aux services sont principalement des femmes plus âgées dont les responsabilités de *care* sont moindres. Mais la composition de cette mobilisation est dynamique et changeante. Durant les trois phases de ma recherche – qui se sont réparties sur quatre ans –, la composition de ce groupe de femmes a continuellement évolué. Certaines des membres ont modifié l'intensité de leur engagement, des femmes plus âgées ont été remplacées par d'autres et d'anciennes membres se sont à nouveau impliquées suite à une évolution de leurs responsabilités de *care*. Mais, malgré les changements de membres et l'évolution des mobilisations – plus ou moins fréquentes en fonction du contexte et de la qualité des services –, le processus de négociation collective de l'accès aux services ne s'est jamais interrompu. Ces mobilisations ont ceci de commun qu'elles ont été menées par des groupes de femmes, occasionnellement accompagnées d'un homme pour des rencontres avec leur conseiller municipal ou un représentant de l'État. Ces femmes ne perçoivent pas leurs actions comme bénéfiques pour les autres

mais il est évident que le travail qu'elles ont accompli a aidé toutes les autres femmes du quartier ainsi que les membres de leur propre famille.

Pourquoi les femmes adoptent-elles ces formes apparemment insignifiantes de mobilisation collective quotidienne alors que les hommes ne le font pas ? De toute évidence, le lien logique entre l'insuffisance des services et l'engagement collectif des femmes est déterminé par la division sexuelle du travail. La plupart des femmes avec lesquelles j'ai travaillé considèrent que l'approvisionnement de la famille en eau relève intrinsèquement de leurs tâches domestiques. Quand je les ai interrogées sur leur statut professionnel, elles ont le plus souvent affirmé que la charge que représente la gestion de leur foyer – notamment l'approvisionnement en eau – ne leur permettait pas de consacrer de temps à une autre activité. L'une d'elles a par exemple expliqué qu'elle avait un temps travaillé à l'usine de vêtements pour rembourser une dette familiale. Mais, une fois la dette payée, son mari avait décidé qu'il n'était plus nécessaire qu'elle travaille dans la mesure où elle devait faire en sorte que leur foyer soit correctement approvisionné en eau potable et non potable.

Le transport de l'eau est une activité clairement assignée aux femmes. Durant l'année que j'ai passée sur le terrain – répartie sur les quatre ans de ma recherche –, j'ai pu observer de nombreux groupes de personnes en train de s'approvisionner en eau, et tous étaient exclusivement féminins. Dans les files d'attente des points d'eau, j'ai occasionnellement aperçu quelques jeunes garçons ou adolescents parmi l'écrasante majorité de femmes et de filles. Lorsque les femmes parlent du transport de l'eau, elles disent se mobiliser résolument contre un État qu'elles considèrent comme oppresseur, mais elles ne remettent pas en question la division sexuelle du travail. Même les femmes qui ont un emploi ou sont cheffes de famille rentrent chez elles pour prendre en charge l'approvisionnement en eau. Certaines d'entre elles partagent la charge du travail domestique avec leur mari, mais ce ne sont que de rares exceptions à la règle. Dans la plupart des cas, la sphère domestique – qui, pour les populations urbaines pauvres, inclut l'accès aux services indispensables à la bonne gestion du foyer – est incontestablement le domaine réservé des femmes de la famille. Celles qui travaillent se trouvent donc dans l'obligation d'assumer un double rôle : pourvoir aux besoins de la famille en dehors du foyer et prendre en charge la plus grande partie du travail domestique.

L'analyse des récits recueillis sur le terrain démontre donc un point important : les rôles sexuellement déterminés au sein de la famille ne sont pas remis en cause. Dans ce contexte où la répartition du travail au sein du foyer ne fait jamais – ou au mieux rarement – l'objet de négociations, l'accès aux

services est une tâche supplémentaire qui incombe principalement aux femmes. La division sexuelle du travail est un fait incontesté, mais elle est aussi utilisée comme une stratégie pour obtenir un accès aux services. Par exemple, selon les membres de différentes ONG et d'une organisation *dalit* œuvrant à la mobilisation locale pour l'accès au logement et aux services, les femmes jouent un rôle extrêmement important dans le succès des actions collectives. Quand les femmes somment les fonctionnaires de s'expliquer et se plaignent de leurs difficultés, ces derniers ne peuvent pas les éconduire aussi aisément que des hommes. De toute évidence, la division sexuelle du travail est utilisée pour susciter la sympathie des représentants de l'État et garantir l'accès aux services.

312
.....

En accompagnant des femmes de Laggere lors de deux de leurs visites à la branche locale du conseil de développement des bidonvilles de Bangalore, j'ai pu constater la nature indéniablement genrée de leurs interactions avec les fonctionnaires. Ceux-ci adoptent en effet une attitude condescendante vis-à-vis d'elles : ils s'adressent à elles sur un ton méprisant, leur donnent des ordres, les réprimandent, les rabaissent en leur reprochant leur ignorance, etc. Cette condescendance est révélatrice des rapports de pouvoir qui prévalent entre les représentants de l'État et les femmes pauvres, mais elle est également un outil stratégique que les femmes utilisent pour susciter la sympathie des autorités et opposer une résistance subtile à leur assujettissement en insistant sur la nécessité d'agir et de satisfaire leurs besoins. On peut estimer que le fait de rendre fréquemment visite aux autorités et de les sommer de tenir leurs promesses sans toutefois remettre en question les rapports de pouvoir existants est une forme pragmatique de résistance. En renégociant subtilement les normes plutôt qu'en les remettant ouvertement en cause, les femmes créent ainsi un ensemble de précédents sur lesquels reposeront leurs négociations futures.

Le genre est donc un facteur important lorsqu'il s'agit de susciter la sympathie et de contraindre l'État à réagir. Compte tenu du caractère genré de ces mobilisations quotidiennes, les femmes sont devenues des actrices importantes du développement de quartiers entiers, même si celui-ci a demandé du temps. Pourtant, les femmes souffrent de la marginalisation qu'entraîne le déroulement de ces négociations qui ne peuvent pas être menées par les hommes. Celles qui prennent part aux mobilisations collectives analysent le travail qu'elles accomplissent dans la perspective de l'économie capitaliste dominante et n'ont donc pas conscience de l'importance de leur action sur un plan plus général. Elles la considèrent comme indispensable à leur survie sans lui accorder la même valeur qu'à un travail rémunéré. Dans la plupart des cas, ces femmes dépendent des revenus des hommes et ne disposent pas du temps nécessaire pour exercer l'emploi rémunéré auquel elles aspirent.

Bien que leurs activités collectives leur permettent d'accéder à des connaissances, à des réseaux et à un certain pouvoir de représentation de la communauté auprès des autorités, elles n'améliorent pas autant leurs conditions de vie personnelles que le leur permettrait un emploi dans une fabrique de vêtement. En tant que représentantes dont les autorités dépendent pour obtenir des informations sur leur quartier, ces femmes occupent une position de pouvoir qui a une grande valeur à leurs yeux, mais l'impossibilité de transformer ce pouvoir en un gain monétaire susceptible d'améliorer leurs conditions de vie est source de frustration et de désillusion. En outre, cette recherche montre clairement qu'en se rassemblant, les femmes procèdent à une meilleure analyse de leur propre situation et créent un espace de dialogue social. Dans un précédent article, j'ai par exemple décrit le fonctionnement d'un groupe de femmes dont les membres ont commencé par discuter de leurs vécus respectifs avant d'exiger de leur conseiller municipal qu'il leur rende des comptes (Haritas 2013).

Les femmes entrent dans le domaine public par le biais de ces activités, mais l'espace dans lequel elles agissent reste très local et elles évoluent le plus souvent dans les limites étroites de leur rue ou des quelques rues qui constituent leur quartier. Leur travail passe donc généralement inaperçu. Les entretiens que j'ai menés ainsi que mes observations de terrain ont montré l'importance de ce travail pour les personnes qui évoluent dans les sphères économiques rémunérées et informelles de la ville. Les femmes considèrent leurs activités liées à l'approvisionnement en eau et à la bonne marche du foyer comme essentielles au travail de leur mari ou à celui d'autres membres de leur famille. En revanche, elles ne tiennent pas compte de l'aide et de l'intense soulagement qu'elles procurent par ce biais aux autres femmes de leur quartier ainsi qu'à leur famille.

Il convient de rappeler que ces femmes prennent en charge une mission de l'État. Si celui-ci assumait son rôle en permettant aux populations urbaines pauvres de bénéficier des services de base, aucune d'entre elles n'aurait à lutter pour les obtenir. Dans ce cas précis, seules les actions et négociations quotidiennes des femmes ont permis d'obtenir ce que l'État ne voulait pas mettre à leur disposition. Ces interactions entre les femmes et l'État sont un point de rencontre entre les préoccupations domestiques qui s'expriment dans la sphère privée et les services publics fournis par l'État. Les femmes s'impliquent dans les affaires publiques parce que leurs corvées domestiques en dépendent. Ce faisant, elles endossent la responsabilité de ces services dans leurs communautés, assumant donc *de facto* le rôle de l'État.

Genre et solidarités intersectionnelles

Quand les femmes interrogées parlent de « mobilisation », elles désignent en réalité le fait de se réunir entre voisines pour se rendre au bureau local du conseil de développement des bidonvilles ou pour rencontrer un responsable politique. Sur le terrain, cette mobilisation implique principalement de rassembler les femmes, un travail fastidieux et habituellement accompli par celles qui possèdent les aptitudes sociales nécessaires. Cela représente un véritable défi alors que les femmes sont surchargées et consacrent une grande partie de leur temps aux tâches domestiques. Mais les mobilisations et négociations avec les responsables de l'État risquent d'échouer si les femmes qui les mènent sont trop peu nombreuses. La solidarité collective est mise à l'épreuve par la présence d'autres projets menés par des ONG dans le quartier. À Laggere, aucun de ces projets développés par des ONG ne traite des questions d'accès à l'eau, à l'assainissement ou aux autres services essentiels. Ils portent plutôt sur d'autres questions telles que l'éducation et l'accès aux programmes publics de protection sociale. Ils font très souvent appel au travail bénévole des femmes et paient des honoraires minimes à une des femmes du quartier pour qu'elle joue un rôle de coordinatrice. Les femmes se font donc concurrence pour l'attribution de ce poste, ce qui rompt les relations de solidarité existant entre les femmes du quartier et porte préjudice non seulement aux projets des ONG, mais aussi aux mobilisations collectives pour l'accès aux services car celles-ci ne peuvent plus se fonder sur la solidarité nécessaire.

Même s'il est souvent difficile de faire perdurer la solidarité, le travail de mobilisation est indispensable à la survie des habitant-es des quartiers urbains pauvres. Ma recherche montre que, même si le nombre des femmes impliquées activement dans ces collectifs est limité, ces rencontres sont devenues des espaces alternatifs au sein desquels les femmes pauvres des zones urbaines peuvent exprimer leur désir de vivre une existence décente. Mais ce travail n'est ni rémunéré ni valorisé dans un contexte où les luttes sociales sont dominées par des mobilisations plus conséquentes et plus visibles de populations urbaines pauvres, souvent menées à l'échelle de la ville par des organisations pour la plupart dirigées par des hommes. Les femmes sont inévitablement amenées à collaborer entre elles parce que leur action est indispensable à leur vie dans la ville. Grâce à ces mobilisations locales, elles améliorent considérablement leur accès à l'information, à divers réseaux et aux ressources. Mais, malgré ces avantages considérables, les femmes ne peuvent ou ne souhaitent pas toutes s'engager dans un collectif. Certaines considèrent en effet que les négociations qu'elles mènent font partie de leur stratégie de survie en zone urbaine plutôt que d'une forme de mobilisation ou de résistance. Les hommes rassemblés dans les organisa-

tions *dalits* de Bangalore organisent et mènent des mobilisations formelles pour l'accès au logement, alors que les femmes se chargent le plus souvent des mobilisations quotidiennes locales pour l'accès aux services et l'amélioration de leurs quartiers.

Même si les actions que mènent les femmes au sein de leur communauté ne sont pas estimées à leur juste valeur dans les rapports qu'entretiennent ces populations pauvres avec l'administration urbaine locale, elles détiennent un certain pouvoir dans leurs communautés respectives où elles sont souvent les représentantes du quartier et y déterminent de ce fait l'allocation des ressources. Par exemple, lorsque les logements de réinsertion délabrés du bidonville ont dû être reconstruits, les femmes *leaders* ont joué un rôle primordial en établissant la liste des personnes vivant dans les différents bâtiments et en négociant l'accès au logement pour la seconde génération de résidents. Il s'agit d'un pouvoir important qui creuse de profondes divisions dans la communauté dans un contexte où les femmes du même quartier se font concurrence pour les positions de *leadership* et s'allient alternativement avec les unes ou les autres. Du fait de ces divisions mais aussi des inégalités entre femmes, il leur est parfois difficile de conserver intactes leur solidarité et leur cohésion.

Conclusion

Ce travail de mobilisation collective est essentiel à la survie des populations urbaines pauvres et apporte une immense contribution au développement des quartiers. Les femmes pauvres des zones urbaines sont ainsi devenues des actrices importantes du développement, mais aussi des actrices politiques. Leur travail collectif leur permet d'accéder à l'information, de nouer des contacts et d'entrer dans des réseaux, mais aussi d'avoir le sentiment d'exercer un contrôle sur leur vie et d'être capables de réussir, autant de facteurs qui contribuent de toute évidence à leur bien-être. Mais le travail qu'elles accomplissent est non rémunéré et souvent sous-évalué, et cela perpétue des rapports de genre qui renforcent le modèle de l'homme pourvoyeur de revenu et de la femme bénévole dans un contexte capitaliste plus général. Les femmes ne remettent pas cette situation en cause et, en fait, elles se servent de leur position pour, de façon stratégique, exprimer leurs revendications auprès des fonctionnaires politiques masculins. Elles font appel à la compassion de ces derniers et mettent en avant leur rôle de mère et d'épouse chargée de responsabilités domestiques. Bien qu'elles ne conviennent pas des conséquences à long terme de ces rencontres quotidiennes pour le développement de leur quartier, elles reconnaissent que leur travail est essentiel à la reproduction sociale: le travail de leur mari et

l'éducation de leurs enfants en dépendent. Par leur résistance à marchandisation de ces services par l'État et par leur refus de payer ces services, les femmes opposent une résistance déguisée à leur propre subordination et contestent la notion de citoyen consommateur que l'État veut leur imposer. Les activités de ces femmes ont des contreparties monétaires, entre autres parce qu'elles évitent à leur famille de payer les factures d'eau et d'électricité. Mais, malgré cela et malgré les retombées économiques plus générales de leur travail pour leur famille et pour leur communauté, leur contribution est souvent invisible. Souvent considérées comme « politiques », les activités qu'elles mènent n'en sont pas moins importantes pour la reproduction sociale. Comment peut-on alors définir ce travail ? Entre-t-il dans le cadre de l'économie solidaire ? Fait intéressant, le travail accompli localement par ces femmes au sein de leur quartier a des conséquences économiques et politiques d'une tout autre ampleur : il est un outil de remise en cause de la marchandisation des services de base mais aussi de résistance au cadre capitaliste dominant. L'analyse de cet exemple de mobilisation des femmes permet pour le moins de comprendre la nécessité de reconnaître le fait que ces activités constituent une partie intégrante de la reproduction sociale et qu'elles sont essentielles à la survie des populations urbaines pauvres.⁵

Références bibliographiques

- Bapat, M. 2003. Our needs, our priorities; women and men from the slums in Mumbai and Pune talk about their needs for water and sanitation. *Environment and Urbanization*. 15(2): 71–86. doi:10.1177/095624780301500221
- Dasgupta, S. 2012. Rethinking Participation: Water, Development and Democracy in Neo-Liberal Bangalore. *South Asia: Journal of South Asian Studies*. 35(3): 520–545. doi:10.1080/00856401.2012.662212
- Haritas, K. 2013. Gender identity in urban poor mobilizations: evidence from Bengaluru. *Environment and Urbanization*. 25(1): 125–138. doi: 10.1177/0956247813477811
- Ishwar Haritas, K. 2014. Mobilisations of Urban Poor Women in Bangalore, India, An Intersectional Analysis. Graduate Institute of International and Development Studies, University of Geneva.
- Kerkvliet, B. J. T. 2009. Everyday politics in peasant societies (and ours). *The Journal of Peasant Studies*. 36(1): 227–243.
- Patel, S. and D. Mitlin. 2007. Gender Issues and Slum / Shack Dweller Federations.

⁵ Traduit de l'anglais par Caroline Sordia

Ramanathan, U. 2006. Illegality and the Urban Poor. *Economic And Political Weekly*. 41(29): 3193-3197.

Urs, K. and R. Whittell. 2009. *Resisting reform? Water profits and democracy*. New Delhi: Sage Publications.

Weitz, R. 2001. Women and Their Hair: Seeking Power through Resistance and Accommodation. *Gender and Society*. 15 (5): 667-686.

L'invasion culturelle

..... **Paulo Freire***

319

Finalement, nous découvrons dans la théorie de l'action antidialogique une autre caractéristique fondamentale: l'invasion culturelle qui [...] est au service de la conquête.

Méprisant les potentialités de l'être qu'elle conditionne, l'invasion culturelle est la pénétration des envahisseurs dans le contexte culturel des envahis, les premiers imposant aux seconds leur vision du monde, et en même temps paralysant chez eux la créativité.

Dans ce sens, l'invasion culturelle, indiscutablement aliénante, même si elle est pratiquée en douceur, est toujours une violence exercée sur celui dont la culture est envahie, qui perd son originalité ou se voit menacé de la perdre.

Dans l'invasion culturelle, comme du reste en toutes les modalités de l'action antidialogique, les envahisseurs sont les auteurs et les acteurs du processus, les sujets. Les envahis en sont les objets. Les envahisseurs modèlent, les autres sont modelés. Les envahisseurs choisissent, les autres suivent leurs options. Tout au moins, c'est ce que cherchent les envahisseurs, ils agissent alors que les autres ont l'illusion d'agir par l'intermédiaire des envahisseurs.

L'invasion culturelle a un double visage: d'un côté c'est déjà une domination, de l'autre, c'est une tactique de domination. Car toute domination suppose une invasion, non seulement physique, visible, mais parfois camouflée, où l'envahisseur se présente comme l'ami qui aide. Au fond, l'invasion est

* Pédagogue, Brésil

une façon de dominer économiquement et culturellement l'être envahi, que ce soit l'invasion réalisée par une société mère métropolitaine dans une société filiale, ou l'invasion implicite dans la domination d'une classe sur une autre, au sein d'une même société.

Manifestation de la conquête, l'invasion culturelle conduit les être envahis à la perte de leur authenticité. Son programme correspond aux ambitions de ses acteurs, à leurs normes, à leurs finalités. Étant donné son principe anti-dialogique, elle ne peut tenir compte de la prise de conscience de ceux qui sont envahis, ni du contenu de leurs programmes culturels. Éléments passifs, « assistantialisés » ici, ceux qui souffrent l'invasion sont voués à être « emplis » de connaissances qui, en général, n'ont rien à voir avec leur vision du monde. Les envahisseurs, dans leur désir de dominer, de modeler les autres selon leurs normes, leur mode de vie, ne cherchent à savoir comment les envahis pensent leur propre monde que pour mieux les dominer¹.

Il importe, dans l'invasion culturelle, que les envahis voient leur situation avec les yeux des envahisseurs et non avec les leurs. Plus ils adoptent les vues des envahisseurs, plus ceux-ci sont renforcés dans leur stabilité.

Une condition essentielle pour le succès de l'invasion culturelle est que les envahis soient convaincus de leur infériorité intrinsèque. Et comme rien n'existe sans son contraire, à mesure que les envahis se considèrent « inférieurs », ils admettent nécessairement la « supériorité » des envahisseurs. Les valeurs de ceux-ci deviennent les règles des envahis. Plus s'accroît l'invasion, aliénant à la fois la culture et les êtres, plus ces derniers voudront ressembler aux envahisseurs : adopter leur démarche, se vêtir de la même façon, parler comme eux.

Le moi social des envahis qui, comme tout moi social, se construit à partir des relations socio-culturelles qui se créent au sein de la structure sociale, est marqué de dualité autant que la culture envahie elle-même. C'est cette dualité, dont nous avons déjà souvent parlé, qui explique que les envahis et les dominés deviennent, à un moment donné de leur expérience existentielle, comme un *moi* « adhérent » au *toi* oppresseur.

Il faut que le *moi* opprimé brise cette sorte d'« adhérence » au *toi* oppresseur, en s'éloignant de lui, pour l'objectiver. Cette « distanciation » ne sera possi-

¹ Dans ce but, les envahisseurs se servent, de plus en plus, des sciences sociales et de la technologie, et même des sciences naturelles. Car l'invasion, dans la mesure où elle est action culturelle essentiellement imposée, ne peut se passer de l'aide des sciences et de la technologie qui facilitent l'action des envahisseurs. Pour eux, il est indispensable de connaître le passé et le présent des envahis, afin de pouvoir définir les possibilités de leur futur et ainsi les infléchir dans le sens de leurs propres intérêts.

ble que lorsqu'il se verra, dans une perception critique, en contradiction avec lui.

Ce changement qualitatif de perception du monde, qui ne se réalise pas en dehors de la praxis, ne sera jamais suscité par les oppresseurs, car il va à l'encontre de leur théorie. Au contraire, c'est le maintien du *statu quo* qui les intéresse, alors que le changement dans la perception du monde, qui suppose une insertion critique dans la réalité, est pour eux une menace. Voilà pourquoi l'invasion culturelle est un élément caractéristique de l'action antidiologique.

Cependant, dans notre analyse de l'action antidiologique, un aspect nous paraît important à souligner. Ce type d'action culturelle de caractère dominateur n'est pas toujours exercé délibérément. En réalité, ses agents sont souvent aussi des hommes dominés, «surdéterminés» par la propre culture d'oppression².

Car, dans la mesure où une structure sociale apparaît rigide, de type dominateur, les institutions pédagogiques qui en font partie seront nécessairement marquées par son climat, véhiculant ses mythes, et orientant leur action en accord avec la structure en question.

Les foyers familiaux, les écoles primaires et secondaires, les universités, qui n'existent pas dans l'absolu, mais dans le temps et dans l'espace, ne peuvent échapper aux influences des conditions objectives de la structure environnante. Ils fonctionnent généralement, dans les structures dominatrices, comme des agences de formation de futurs «envahisseurs».

Les relations parents-enfants, dans les foyers, reflètent habituellement les conditions culturelles objectives de l'ensemble dont elles font partie. Et si ce sont des conditions autoritaires, rigides, dominatrices, elles pénètrent dans les foyers qui viennent alors renforcer le climat d'oppression³. Plus se développent ces relations d'autorité entre parents et enfants, plus les enfants, dans leur jeunesse, intériorisent l'autorité paternelle.

² Voir Althusser (1967) qui consacre tout un chapitre à la « dialectique de la surdétermination ».

³ L'autoritarisme des parents et des maîtres apparaît de plus en plus aux jeunes comme un obstacle à leur liberté. De plus en plus, par conséquent, la jeunesse s'oppose aux formes d'action qui réduisent ses possibilités d'expression et empêchent son affirmation. Cette affirmation, qui est une des manifestations positives de notre temps, n'est pas le fruit du hasard. C'est, au fond, un symptôme de ce climat historique dont nous avons dit [...] qu'il caractérisait notre époque comme une époque anthropologique. C'est pourquoi la réaction de la jeunesse ne peut être vue, sauf de façon tendancieuse, comme un simple indice du conflit des générations qui a toujours existé, et existe encore. Réellement, il y a quelque chose de plus profond. Dans sa révolte, ce que la jeunesse dénonce et condamne, c'est le modèle injuste de la société dominatrice. Cette révolte, cependant, avec son caractère particulier, est très récente. L'autoritarisme subsiste.

Discutant avec sa clarté coutumière le problème de la nécrophilie et de la biophilie, Fromm a analysé les conditions objectives qui engendrent l'une et l'autre attitude, que ce soit dans les foyers, dans les relations parents/enfants, dans le contexte socio-culturel de haine et d'oppression ou, au contraire, d'amour et de liberté.

Les enfants sont déformés et frustrés dans leur puissance créatrice lorsque l'ambiance est faite de haine et d'oppression, comme le dit Fromm. S'ils ne parviennent pas dans leur jeunesse à se situer dans la ligne d'une révolte authentique, ou bien ils s'accommodent dans une démission totale de leur volonté, aliénés par l'autorité et par les mythes dont cette autorité se sert pour les «former», ou bien ils en viennent à adopter des comportements destructeurs.

Cette influence du foyer se prolonge dans l'expérience de l'école. Les élèves découvrent vite que, comme dans leur foyer, pour réussir il leur faut s'adapter aux règles établies verticalement. Et l'une de ces règles est de ne pas penser.

Intériorisant l'autorité parentale vue à travers un type rigide de relations que l'école accentue encore, ils ont ensuite tendance, lorsqu'ils commencent leur carrière professionnelle, à suivre les cadres rigides dans lesquels ils ont été «déformés», et à laisser s'installer en eux la peur de la liberté.

Cette tendance, associée à une attitude de classe, explique sans doute l'adhésion d'un grand nombre de professionnels de l'éducation à une action antidialogique⁴. Quelle que soit leur spécialité, lorsqu'ils entrent en relation avec le peuple, ils sont fermement convaincus qu'il leur appartient de «transférer», d'«apporter» ou de «livrer» au peuple leurs connaissances, leurs techniques. Ils se considèrent eux-mêmes comme les promoteurs du peuple. Leurs programmes d'action, inspirés par la théorie de l'action oppressive, rassemblent leurs finalités, leurs aspirations, leurs convictions.

Rien ne sert d'écouter le peuple puisque, «incapable et inculte, il a besoin d'être éduqué par eux pour sortir de l'indolence qui engendre le sous-développement» (*sic*). Pour eux, «l'inculture du peuple est telle qu'il leur paraît absurde d'évoquer la nécessité de respecter la "vision du monde" qu'il pourrait avoir. Seuls les professionnels de la culture ont une vision du monde».

⁴ Cela explique peut-être aussi l'attitude antidialogique de ceux qui, pourtant convaincus dans leur option révolutionnaire, continuent cependant à ne pas faire confiance au peuple, et à craindre la communion avec lui. Sans le savoir, ils abritent encore en eux l'oppresseur. En réalité, ils craignent la liberté, dans la mesure où ils accueillent en eux le «maître».

De même, ils trouvent absurde que l'on prétende indispensable d'entendre le peuple pour organiser des programmes d'action éducative. En effet, pour eux, «l'ignorance absolue» du peuple ne lui permet rien de plus que de recevoir leurs enseignements.

Mais les êtres envahis, à un moment donné de leur expérience existentielle, commencent, d'une façon ou de l'autre, à récuser l'invasion à laquelle ils avaient pu antérieurement s'adapter. Alors les envahisseurs, pour expliquer leur échec, parlent de l'«infériorité» des envahis, ces «paresseux», ces «malades», ces «ingrats» et aussi parfois ces «métis».

Les bien intentionnés, c'est-à-dire ceux qui «utilisent» l'invasion non par idéologie mais à cause des déformations dont nous avons parlé dans les pages qui précèdent, finissent par découvrir, au cours de leurs expériences, que certains échecs de leur action ne proviennent pas d'une infériorité ontologique des hommes simples du peuple, mais de la violence de leur action d'envahisseurs.

C'est là généralement une étape difficile pour ceux qui font ce genre de découverte. Ils ressentent la nécessité de renoncer à l'invasion, mais les normes de la domination sont tellement ancrées à l'intérieur d'eux-mêmes que ce renoncement est pour eux presque une mort. Renoncer à l'acte envahisseur signifie, en quelque sorte, dépasser la dualité dans laquelle ils vivent, à la fois dominés et dominateurs. Cela signifie renoncer à tous les mythes dont se nourrit l'invasion et susciter une action dialogique. Cela signifie donc cesser d'être «au-dessus» ou «à l'intérieur», comme des étrangers, pour être «avec», comme des compagnons.

La «peur de la liberté» s'installe alors chez eux. Et pendant tout ce processus traumatisant, ils ont naturellement tendance à justifier leur peur avec toute une série de bonnes raisons.

Cette «peur de la liberté», chez les techniciens de l'éducation qui n'ont pas encore pris conscience d'être des envahisseurs, est encore plus forte quand on leur montre la portée déshumanisante de leur action.

Il n'est pas rare que, dans les cours de formation, surtout au moment du «décodage» des tableaux de situations concrètes, les participants, irrités, demandent au coordinateur du débat: «En définitive, où donc voulez-vous nous mener?» En réalité, le coordinateur ne cherche pas à les diriger. Simplement, prenant conscience des problèmes que pose une situation concrète, ils commencent à percevoir qu'en approfondissant l'analyse de cette situation, il leur faudra soit renoncer à leurs mythes, soit les renforcer.

Se dépouiller de leurs mythes et y renoncer, c'est, sur le moment, une « violence » contre eux-mêmes, pratiquée par eux-mêmes. Les renforcer, c'est se découvrir. La seule issue, qui est aussi un mécanisme de défense, est de transférer sur le coordinateur ce qui est leur pratique courante : *diriger, conquérir, envahir* (Freire 1969), toutes manifestations de la théorie antidialogique.

Cette même fuite se produit, à une moindre échelle, chez les hommes du peuple, dans la mesure où la situation concrète d'oppression les écrase et où l'« assistantialisme » les domestique.

324
.....

Une des éducatrices du Full Circle de New York, qui réalise un travail éducatif de grande valeur, nous a rapporté le fait suivant. Elle faisait un jour analyser un tableau de situation « codée » par un groupe d'habitants des zones pauvres de New York. On y voyait, au coin d'une rue, celle-là même où se déroulait la réunion, un grand tas d'ordures. Un des participants dit aussitôt : « Je vois une rue d'Afrique ou d'Amérique latine.

— Et pourquoi pas de New York ? demanda l'éducatrice.

— Parce que, répondit-il, nous sommes aux États-Unis et qu'ici on ne voit pas ça. »

Indubitablement, cet homme et plusieurs de ses compagnons qui étaient d'accord avec lui, en pleine phase d'« éveil de la conscience », fuyaient une réalité qui les gênait et dont la découverte les menaçait.

Soumise au conditionnement d'une culture du succès et de la réussite personnelle, une conscience aliénée penserait détruire sa propre capacité de réussite si elle se reconnaissait en situation objective défavorable.

Dans ce cas, comme dans le cas des professionnels de l'éducation, on voit clairement la force « surdéterminante » de la culture dans laquelle se développent les mythes que les hommes intériorisent. À chaque fois, c'est la culture de la classe dominante qui fait obstacle à l'affirmation des hommes comme êtres de décision.

Au fond, ni les professionnels dont nous avons parlé ni les participants de la discussion dans ce quartier pauvre de New York ne parlent et n'agissent par eux-mêmes, en acteurs du processus d'évolution historique. Ni les uns ni les autres ne sont des théoriciens ou des idéologues de la domination. Au contraire, ils en sont des effets, et ils en deviennent aussi des causes.

C'est là un des sérieux problèmes que la révolution doit affronter dans l'étape où elle parvient au pouvoir.

Cette étape qui exige des leaders un maximum de sagesse politique, de décision et de courage, requiert par conséquent un équilibre suffisant pour qu'ils ne se laissent pas aller à des attitudes irrationnelles et sectaires.

Il est certain que les professionnels de l'éducation, de formation universitaire ou non, de toutes spécialités, sont des hommes qui ont subi la « surdétermination » d'une culture de domination et qui sont marqués par la dualité. Ils pourraient même être issus des classes populaires, leur déformation serait la même, sinon pire. Pourtant, ces professionnels sont nécessaires pour la réorganisation de la société. Un grand nombre d'entre eux, inhibés par leur « peur de la liberté », hésitant à s'engager dans une action humanisante, sont en réalité plus aveuglés qu'autre chose et il nous semble que non seulement ils pourraient, mais ils devraient être récupérés pour la révolution.

Aussi faut-il que la révolution, une fois parvenue au pouvoir, prolonge ce qui était auparavant l'action culturelle dialogique en instaurant la « révolution culturelle ». Alors le pouvoir révolutionnaire, conscientisé et artisan de la conscientisation, n'est plus un pouvoir quelconque, mais un pouvoir *nouveau* : un pouvoir qui n'est pas seulement un frein nécessaire pour ceux qui veulent continuer à nier les hommes, mais encore une *invitation* courageuse adressée à tous ceux qui veulent participer à la reconstruction de la société.

Dans ce sens, la « révolution culturelle » est la continuation nécessaire de l'action culturelle dialogique qui doit être menée dans la phase antérieure à l'accession au pouvoir.

La « révolution culturelle » prend la société en reconstruction dans sa totalité, et en fait le champ de son action formatrice. La reconstruction de la société, qui ne peut être entreprise de façon mécanique, trouve dans la culture qui se re-crée grâce à cette révolution, son instrument essentiel.⁵

Références bibliographiques

Althusser, L. 1967. *Pour Marx*. Paris : Maspero.

Freire, P. 1969. *Extensión o Comunicación ?* Santiago du Chili : Instituto de Capacitación e Investigación en Reforma Agraria.

⁵ Freire, P. 1974. *Pédagogie des opprimés* suivi de *Conscientisation et Révolution*. 144-151. Paris : François Maspero.

La politique publique brésilienne de formation en économie solidaire : fondements, progrès et défis

..... *Adriane Vieira Ferrarini**

Introduction

Le modèle hégémonique de développement, fondé sur l'expansionnisme productiviste illimité et sur la promesse d'un marché capable de gérer des mécanismes de régulation sociale (Sachs 2008 ; Arrighi 1997) a montré ses limites. C'est l'un des facteurs qui ont contribué à la résurgence d'expériences de production coopérative se fondant sur les principes de solidarité et de durabilité (Gaiger 2009 ; Santos 2002). Au Brésil, ces trois dernières décennies ont vu la prolifération d'entreprises d'économie solidaire, pour permettre de faire face au chômage, et d'entités de soutien et de formation des travailleuses et travailleurs. Cette croissance a fait naître de nouveaux défis, entre autres parce que ces entreprises doivent répondre à des contraintes croissantes et complexes sur le plan technique et gestionnaire (pour la gestion financière et des processus de production) ainsi que sur le plan éducatif (autour de valeurs de solidarité, de coopération, d'autogestion et de durabilité) ; mais aussi parce qu'une réflexion et une production théorique et méthodologique est nécessaire au sujet de la formation et de l'assistance technique ; et enfin pour établir une articulation avec d'autres politiques sectorielles (MTE/MDS/MDA 2006).

Les politiques traditionnelles de soutien aux entreprises sont généralement destinées aux entrepreneuses et entrepreneurs individuel-les qui s'apprêtent

* Sociologue, Universidade do Vale do Rio dos Sinos, São Leopoldo, Brésil

Vieira Ferrarini, A. 2017. La politique publique brésilienne de formation en économie solidaire : fondements, progrès et défis. In *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires. Cahiers genre et développement*. N° 10. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 327-331. Paris : L'Harmattan.

à entrer en compétition sur le marché, et elles ne sont pas adaptées aux besoins des entreprises associatives et solidaires. Aussi l'ensemble pluriel d'entités de soutien et de formation en est-il venu à avancer une série d'exigences relatives à la formation en économie solidaire, lesquelles ont été transmises collectivement via les espaces politiques organisés.

Issu de cette mobilisation, le dispositif des CFES (Centres de formation en économie solidaire) a été mis en œuvre en 2009 par le SENAES¹, qui dépend du ministère du Travail et de l'Emploi (MTE). Il s'agit d'une politique de formation de formateurs-trices et de travailleuses et travailleurs de l'économie solidaire développée dans cinq régions du Brésil à travers un accord de partenariat conclu avec des organisations locales habilitées. [...]

Fondements de la formation en économie solidaire

D'un point de vue analytique, le lien étroit entre éducation et développement économique est évident, perceptible jusque dans la consolidation de la société capitaliste globalisée à laquelle l'éducation a apporté une contribution fondamentale. De manière générale, on peut affirmer que, dans une optique utilitariste, l'éducation a privilégié les dimensions technique et instrumentale de la formation et a permis aux travailleuses et aux travailleurs, par la qualification, de s'adapter en permanence aux nouvelles exigences du marché. Baptisée par Paulo Freire l'«éducation bancaire», on la connaît aussi sous l'appellation d'«éducation doctrinaire ou traditionnelle». L'analogie avec la «banque» exprime le processus de «dépôt» des connaissances chez l'apprenant-e. Cette conception part du principe qu'il existe une hiérarchie entre éducateur-trice et apprenant-e, qui se caractérise par la transmission verticale de connaissances. L'éducation bancaire reproduit la subordination et transmet le message selon lequel le peuple ne possède pas de savoirs et n'a pas besoin de penser, seulement de reproduire, ce qui est très intéressant économiquement et politiquement parlant pour le maintien du statu quo (Freire 1983).

Dans une perspective critique ou de libération – comme on l'a appelée dans les années 1970 à partir de la théologie de la libération –, l'économie et l'éducation, bien que possédant des finalités propres, sont des moyens pour une fin supérieure. Cette fin est le développement du potentiel, des capacités, talents, ressources et attributs des sujets participant de l'acte éducatif et, plus largement, du peuple et de la nation. Ainsi, le développement intégral

¹ NdT : Secrétariat national à l'économie solidaire.

– personnel, communautaire, social – est l’objectif majeur et plus large de l’éducation émancipatrice. Liée au processus de développement, cette éducation ne peut être conçue comme un espace séparé de la praxis sociale et productive des personnes concernées (Arruda 2006).

L’éducation populaire, l’éducation communautaire, l’éducation libératrice ou la pédagogie de l’autogestion seront, aux fins de la présente étude, considérées comme synonymes de par leur identité épistémologique commune et leur convergence éthico-politique fondée sur les principes suivants : (i) le savoir doit être construit ; (ii) cette construction est réalisée de manière collective ; (iii) il existe de multiples formes de savoir valables au-delà des seules connaissances scientifiques ; (iv) on peut développer de nouvelles synthèses entre différents savoirs. D’où l’affinité de ces courants éducatifs avec les processus de formation en économie solidaire. Autrement dit, tant l’économie solidaire que l’éducation populaire ont pour horizon la transformation de la société et pour fondement la critique de la société de l’exploitation.

D’un point de vue théorique, chaque courant ajoute des éléments spécifiques et complémentaires à cette conception de l’éducation compatible avec l’économie solidaire. L’éducation populaire est une pratique sociale fondamentalement aux prises avec le savoir – un savoir non pas fini ou statique, mais dynamique, dialectique et produit par les sujets mêmes du processus, à savoir les couches populaires et les éducateurs-trices. Le savoir est donc la matière première de l’éducation populaire, et l’essence méthodologique d’une telle pratique éducative réside dans une construction collective du savoir qui permet aux couches populaires de s’approprier la réalité de manière critique en s’engageant dans des mouvements et des organisations en quête de transformation de cette réalité.

Subvertissant la séparation du travail intellectuel et manuel ainsi que la logique capitaliste du travail, l’éducation populaire incite chaque travailleuse et travailleur à articuler connaissances pratiques et scientifiques. L’éducation populaire a comme principe fondamental la construction du sujet politique, capable de transformer le monde dans lequel il vit. Le savoir est important dans la mesure où il sert cette fin. De ce fait, il ne peut jamais s’agir d’un savoir simplement technique, dès lors qu’être au monde implique de prendre des décisions et de faire des choix de nature politique.

En Amérique latine, les conditions de pauvreté et d’exclusion socio-économique auxquelles est soumise une part significative de la population rendent l’éducation et l’économie populaires complémentaires dans les pratiques d’émancipation.

Il est difficile, pour ne pas dire impossible, de développer des processus éducatifs détachés de la production [...]. Ce sont des pratiques qui visent à accéder à de meilleures conditions de vie et à renforcer les organisations populaires avec l'appui de processus éducatifs émanant des activités économiques elles-mêmes. (Gadotti et Gutiérrez 1993, 8)

L'éducation dite communautaire associe les dimensions productive, organisationnelle et éducative en s'appuyant sur les propositions suivantes : pluralisme des conceptions et des pratiques ; intégration avec l'éducation scolaire (présente également dans la lutte des mouvements populaires pour l'éducation publique) ; organisation de la production pour l'exercice de la citoyenneté et la qualité de vie, à travers de nouvelles méthodologies prenant en compte les dimensions ludique, d'organisation et de communication ; intégration locale, nationale et transnationale ; différenciation de propositions de solution aux problèmes urgents et épisodiques ; transfert vers la communauté de la responsabilité de l'État (qui peut être entendue comme co-responsabilité et *leadership* de la société civile face aux formes de manifestation de la question sociale) ; non-résignation à la situation de pauvreté (Gadotti et Gutiérrez 1993).

Les principes guidant ces courants éducatifs émancipateurs permettent d'affirmer que l'économie solidaire elle-même est, avant tout, un processus continu d'apprentissage à travers « la pratique du commerce juste entre entreprises et de relations solidaires avec fournisseurs et consommatrices, les pratiques de participation à la politique et à la culture du pays, de la région et du monde » (Gadotti 2009, 13), et à travers les défis quotidiens que pose l'exercice de l'autogestion au sein des entreprises. [...] ²

Références bibliographiques

- Arrighi, G. 1997. *A ilusão do desenvolvimento*. Petrópolis : Vozes.
- Arruda, M. 2006. Estratégias de formação no campo da economia dos setores populares. In *Seminário sobre Economia dos Setores Populares : Sustentabilidade e Estratégias de Formação*. Salvador : Universidade Católica do Salvador.
- MTE/MDS/MDA. 2006. Anais da I Conferência Nacional de Economia Solidária. Brasília : MTE/MDS/MDA.
- Freire, P. 1983. *Pedagogia do oprimido*. Rio de Janeiro : Paz e Terra.

⁵ Ferrarini, A. 2011. Política pública brasileira de formação de formadores de trabalhadores em economia solidária : fundamentos, avanços e desafios. *Otra Economía*. 5(9) : 185-194.
Traduit du portugais par Caroline Sordia

Gadotti, M., F. Gutiérrez (Ed.). 1993. *Educação comunitária e economia popular*. São Paulo: Cortez, Coleção Questões da Nossa Época, nº 25.

Gadotti, M. 2009. *Economia solidária como prática pedagógica*. São Paulo: Instituto Paulo Freire.

Gaiger, L.I.G. 2009. *A associação econômica dos pobres como via de combate às desigualdades*. Caderno CRH. 22(57): 583-600.

Sachs, I. 2008. *Desenvolvimento incluyente, sustentável, sustentado*. Rio de Janeiro: Garamond.

Santos, B.S. (Ed.). 2002. *Produzir para viver: os caminhos da produção não capitalista*. Rio de Janeiro: Civilização Brasileira.

6



Repenser la reproduction sociale

Féminisme et politique des communs

..... Silvia Federici*

335
.....

Introduction : pourquoi les communs ?

Le 31 décembre 1993, les zapatistes ont pris d'assaut le *zócalo* (hôtel de ville) de San Cristóbal de las Casas pour protester contre la loi mexicaine qui mettait fin à l'existence des terres communales. C'est au moins depuis cette date que le concept de «communs» a gagné en popularité dans les rangs de la gauche radicale, à l'échelle internationale comme aux États-Unis¹, s'imposant comme un point de convergence entre anarchistes, marxistes, socialistes, écologistes et écoféministes.

Cette idée en apparence archaïque a conquis une place centrale dans les discussions qui animent les mouvements sociaux, et ce pour différentes raisons importantes dont deux se distinguent particulièrement. En premier lieu, nous avons assisté à l'effondrement du modèle révolutionnaire étatiste qui, pendant des décennies, était venu contrecarrer les efforts déployés par les mouvements radicaux pour créer une alternative au capitalisme. En second lieu, le projet néolibéral visant à subordonner toute forme de vie et de savoir à la logique du marché a éveillé les consciences sur les risques que nous courons en vivant dans un monde où notre rapport aux océans, aux arbres, aux animaux et à nos congénères se concrétise par l'unique biais du lien monétaire. Les «nouvelles *enclosures*» ont mis en lumière une infinité de biens et de rapports communaux que beaucoup croyaient disparus ou sans valeur avant qu'ils ne soient menacés de privatisation². Mieux encore, outre la

* Philosophe, New York University, États-Unis

¹ La revue en ligne britannique *The Commoner* est une source d'informations clé sur la politique des communs et ses fondements théoriques (www.commoner.org.uk).

Federici, S. 2017. Féminisme et politique des communs. In *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires. Cahiers genre et développement*. N° 10. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 335-350. Paris : L'Harmattan.

persistance des communs dans le temps, elles ont démontré que de nouvelles formes de coopération sociale se créent en permanence, y compris dans des domaines où cette coopération était auparavant totalement inexistante, par exemple sur l'internet.

Dans ce contexte, l'idée de communs offre une alternative logique et historique dans la conception de la propriété publique et de la propriété privée – donc dans celle de l'État et du marché. Elle nous permet d'invalidier l'idée reçue selon laquelle ces deux types de propriété sont non seulement mutuellement exclusifs, mais aussi exclusifs de toute autre possibilité politique. Les communs ont également servi un propos idéologique, ce concept fédérateur préfigurant la société coopérative que la gauche radicale s'évertue à créer. Mais l'interprétation de ce concept laisse place à des ambiguïtés et à des divergences importantes qu'il sera nécessaire de clarifier pour élaborer un projet politique cohérent fondé sur le principe des communs³.

On peut notamment se demander quels sont les éléments qui peuvent constituer un commun. La terre, l'eau et l'air en sont des exemples, tout comme les communs dits numériques ; nos acquis sociaux (par exemple les retraites de la sécurité sociale) sont souvent décrits comme des communs, à l'instar des langues, des bibliothèques et des produits collectifs des anciennes cultures. Mais peut-on estimer que tous ces communs sont dotés d'un potentiel politique équivalent ? Sont-ils tous compatibles ? Et comment peut-on s'assurer du fait qu'ils ne donnent pas l'image d'une unité qui resterait à construire ? Enfin, devrions nous parler des « communs » au pluriel ou, comme le suggèrent les adeptes du marxisme autonomiste, « du commun », ce concept désignant, dans leur perspective, les rapports sociaux propres aux formes dominantes de la production dans l'ère postfordiste ?

À partir de ces questions, j'examinerai dans cet article les idées politiques associées aux communs dans une perspective féministe. Par perspective féministe, j'entend ici le point de vue forgé dans la lutte contre la discrimination fondée sur le sexe et pour une autre répartition du travail reproductif,

² On peut par exemple évoquer la lutte que mènent de nombreuses communautés de l'État du Maine contre l'accaparement des eaux de la source Poland Spring par la société Nestlé. En se les appropriant, Nestlé a sensibilisé la population à l'importance vitale de cette eau et des aquifères qui l'acheminent et leur a redonné leur véritable statut de commun (Food and Water Watch 2009). Food and Water Watch se définit comme une « organisation à but non lucratif œuvrant à garantir la présence d'eau pure et d'aliments sains aux États-Unis et dans le reste du monde ».

³ Pour prendre connaissance des débats actuels sur les communs, le numéro de *Turbulences* – la revue britannique des mouvements sociaux – daté du 5 décembre 2009 et intitulé *Ideas For Movement* (www.turbulence.org.uk) représente une excellente source.

ce dernier étant, pour paraphraser Linebaugh, le roc sur lequel toute société est bâtie et le critère à l'aune duquel chaque modèle de société doit être évalué. Je pense que cette démarche est nécessaire à l'élaboration d'une meilleure définition de cette notion politique et à une clarification des conditions dans lesquelles le principe du ou des communs est susceptible de devenir le fondement d'un programme anticapitaliste. Elle est même d'une importance toute particulière pour les raisons évoquées dans les deux sections suivantes.

Communs mondiaux, communs de la Banque mondiale

337
.....

En premier lieu, la Banque mondiale et les Nations unies se sont approprié le langage associé aux communs depuis le début des années 1990, et ce pour le mettre au service de la logique de la privatisation. Sous prétexte de protection de la biodiversité et de sauvegarde des communs mondiaux, la Banque mondiale a transformé les forêts tropicales en réserves écologiques, expulsant les populations qui y puisaient leur subsistance depuis des siècles et garantissant la possibilité d'y accéder à ceux et celles qui en ont les moyens financiers – notamment par le biais de l'écotourisme⁴. Pour leur part, les Nations unies ont amendé les textes de droit international régissant l'accès aux océans pour permettre aux gouvernements de limiter le nombre d'acteurs susceptibles d'utiliser les eaux marines, encore une fois sous prétexte de préserver l'héritage commun de l'humanité⁵.

La Banque mondiale et l'ONU ne sont pas les seules institutions à avoir transposé l'idée des communs pour l'adapter aux intérêts du marché. Pour différentes raisons, la revalorisation des communs est devenue un phénomène de mode chez les économistes du courant dominant et les ordonnateurs du capitalisme. En témoigne l'abondance croissante de la littérature relative à ce sujet et aux thèmes apparentés : le capital social, l'économie du don et l'altruisme. En atteste également l'attribution en 2009 du prix Nobel

⁴ Pour plus de détails sur ce point, voir l'important article d'Ana Isla « Who pays for the Kyoto protocol ? » (Isla 2009). L'auteure y montre que la préservation de la biodiversité a servi de prétexte à la Banque mondiale et à d'autres agences internationales pour limiter l'accès aux forêts tropicales, considérées comme des « puits de carbone » et des « générateurs d'oxygène » (cité dans Salleh 2009).

⁵ La Convention des Nations unies sur le droit de la mer, adoptée en novembre 1994, établit une zone économique exclusive qui s'étend sur 200 milles marins au-delà de la mer territoriale et dont les ressources – des pêcheries jusqu'au gaz naturel – sont exploitées, gérées et protégées par chaque nation. Cette convention régit également l'extraction minière en eaux profondes et l'utilisation des produits de cette dernière. Sur le débat relatif au concept d'« héritage commun de l'humanité » au sein des Nations unies, voir Buck (1998).

d'économie à la politologue Elinor Ostrom⁶, la tenante la plus audible de cette tendance.

338
Ceux et celles qui planifient le développement ou élaborent les politiques ont découvert que, dans des conditions appropriées, la gestion collective des ressources naturelles peut s'avérer plus efficace et moins propice aux conflits que la privatisation, mais aussi qu'il est possible de faire en sorte que la production issue des communs concorde avec les attentes du marché⁷. Ils et elles ont aussi reconnu le fait que la marchandisation des rapports sociaux poussée à l'extrême était intrinsèquement vouée à l'échec. Les idéologues capitalistes aspirent à étendre la forme marchande à tous les aspects de la fabrique sociale, conformément à ce que prône le néolibéralisme, mais leur projet n'est ni réalisable ni même souhaitable dans la perspective de la reproduction à long terme du système capitaliste. L'accumulation capitaliste est structurellement dépendante de la libre appropriation d'immenses quantités de travail et de ressources considérées comme externes au marché – par exemple le travail domestique non rémunéré accompli par les femmes –, sur lesquelles les employeurs ont toujours compté pour assurer la reproduction de la main-d'œuvre.

Bien avant le krach de Wall Street, divers économistes et théoricien-nes du fonctionnement social ont évoqué le risque que la marchandisation de toutes les sphères de la vie nuise au bon fonctionnement du marché. Et il ne s'agit pas là d'une coïncidence. Ils et elles pensent que les marchés dépendent également de l'existence de rapports non monétaires comme la confiance et le don (Bollier 2002, 36-39). En bref, le capital peut apprendre des vertus du bien commun. La revue *The Economist* – l'organe de presse qui véhicule les idées économiques associées au libre-échange depuis plus de 150 ans – s'est elle-même prudemment jointe au mouvement dans son numéro du 31 juillet 2008.

Selon *The Economist*, l'économie des « nouveaux communs » en est encore à ses balbutiements. Il serait donc prématuré de préjuger de la véracité des hypothèses sur lesquelles elle se fonde. Mais elle pourrait s'avérer utile pour mener la réflexion sur certains problèmes – notamment la gestion de l'internet, la propriété intellectuelle ou la pollution à l'échelle internationale –,

⁶ Selon Wikipedia, Ostrom s'est consacrée à l'étude de la gestion collective des biens communs et « souligne les modalités selon lesquelles les êtres humains interagissent avec l'écosystème pour permettre un rendement des ressources durable à long terme ». (page 1 de l'article sur Elinor Ostrom consulté le 9 janvier 2010). Voir par exemple Ostrom (1990).

⁷ Pour plus d'informations sur ce sujet, voir Juma et Ojwang (1996) pour un traité précurseur sur l'efficacité des rapports de propriété communaux dans le contexte du développement et des programmes de type capitaliste.

pour la prise en charge desquels les responsables politiques auront besoin de toute l'aide possible.

Nous devons donc veiller à ce que le discours que nous élaborerons sur les communs ne puisse être utilisé par la classe capitaliste en crise pour renaître de ses cendres en s'attribuant par exemple le rôle de protecteur de l'environnement sur notre planète.

Quels communs ?

En second lieu, si les institutions internationales ont acquis la capacité à rendre les communs compatibles avec les marchés, la création d'une économie non capitaliste fondée sur les communs est une question qui reste sans réponse. Avec les travaux de Peter Linebaugh – et notamment du *Magna Carta manifesto* (Linebaugh 2008) –, nous avons appris que les communs sont les fils conducteurs de toute l'histoire de la lutte des classes, jusqu'à nos jours, et que, dans la pratique, la lutte pour les communs est omniprésente. L'État du Maine se bat pour préserver ses pêcheries menacées par les flottes des grandes entreprises ; les habitant-es des Appalaches s'organisent pour protéger leurs montagnes de l'exploitation minière ; les mouvements de l'*open source* et des logiciels gratuits s'opposent à la marchandisation du savoir et créent de nouveaux espaces de communication et de coopération. Comme le montre Chris Carlsson dans son ouvrage *Nowtopia* (2007), l'Amérique du Nord voit se développer de très nombreuses activités et communautés invisibles fondées sur le principe de la mise en commun. Selon cet auteur, la production de « communs virtuels » et d'autres formes de vie sociale qui s'épanouissent hors de l'économie monétaire/de marché ont fait et font encore l'objet d'un énorme investissement créatif.

La création des jardins urbains a été un phénomène particulièrement important. Ces derniers se sont répandus aux États-Unis dans les années 1980 et 1990, essentiellement à l'initiative des communautés d'immigrant-es originaires d'Afrique, des Caraïbes et du sud des États-Unis. On ne saurait surestimer l'importance de cette nouveauté. Les jardins urbains ont ouvert la voie à un processus de « rurbanisation » qui s'avère indispensable si nous souhaitons reprendre le contrôle de notre production alimentaire, régénérer notre environnement et assurer notre subsistance. Ces jardins sont certes un facteur de sécurité alimentaire, mais ils constituent aussi des lieux de vie sociale, de production de savoir et d'échanges culturels et intergénérationnels. Comme le dit Margarita Fernandez (2003) à propos des jardins urbains de New York, ils « renforcent la cohésion de la communauté », dans la mesure où leurs utilisateur-trices s'y rassemblent pour travailler la terre mais

aussi pour jouer aux cartes et fêter les mariages, les naissances ou les anniversaires⁸. Certains jardins ont noué des partenariats avec des écoles locales pour qu'une éducation à l'environnement soit dispensée aux élèves après les cours. Mieux encore, les jardins sont «des lieux de transmission et de croisement des pratiques culturelles» qui permettent par exemple aux pratiques culturales et légumes africains de se mêler à ceux des Caraïbes (Fernandez 2003).

Mais la caractéristique la plus importante des jardins urbains tient au fait que les produits qui y sont cultivés sont destinés à la consommation de voisinage plus qu'au circuit commercial. Les jardins urbains se distinguent donc des nombreux autres communs de type reproductif dont la production alimente le marché – par exemple les pêcheries de la «Côte des homards»⁹ dans le Maine – ou est achetée sur le marché – notamment dans le cas des fiducies foncières qui protègent les territoires naturels. Les jardins urbains sont, quant à eux, restés un phénomène communautaire spontané. Aux États-Unis, les mouvements ont été peu nombreux à tenter d'étendre leur présence à d'autres environnements et à faire de la terre un enjeu de leur lutte. De manière générale, la gauche n'a pas entamé la discussion sur la possibilité de constituer un tout cohérent en rassemblant les communs de plus en plus nombreux défendus, exploités ou revendiqués par les divers acteurs en présence. Cet ensemble cohérent pourrait constituer le fondement d'un nouveau mode de production.

Dans leurs ouvrages *Empire* (2000), *Multitude* (2004) et, plus récemment, *Commonwealth* (2009), Antonio Negri et Michael Hardt proposent une théorie qui fait exception. Ils affirment qu'une société bâtie sur le principe des «communs» est *déjà entrée dans un processus évolutif* du fait de l'informatisation et de la «cognitivation» de la production. Selon cette théorie, un espace commun et une richesse commune se créeront au-delà de toutes les questions relatives à la définition des règles d'inclusion et d'exclusion, dans la mesure où la production se transformera vraisemblablement en production de savoir, de culture et de subjectivité. Puisque le fait d'accéder aux ressources disponibles sur l'internet et de les utiliser tend à les multiplier plutôt

⁸ Voir Margarita Fernandez (2003, 23-26) et un autre travail à la fois précurseur et important sur les jardins urbains (Wilson et Weinberg 1999).

⁹ Les communs piscicoles du Maine sont à l'heure actuelle menacés par une nouvelle politique de privatisation justifiée par la prétendue nécessité de préserver cet environnement et ironiquement baptisée «partage des prises». Dans ce système déjà mis en œuvre au Canada et en Alaska, les gouvernements locaux définissent la quantité de poisson qu'il sera possible de pêcher et allouent une part de cette quantité aux différents bateaux de pêche en fonction du volume pêché par chacun par le passé. Ce système s'est avéré désastreux pour les petits pêcheurs indépendants qui se sont rapidement trouvés dans l'obligation de vendre leur part au plus offrant. La communauté piscicole du Maine se prépare à protester contre la mise en œuvre de cette politique. Voir *Fishermen's Voice* (2009).

qu'à les raréfier, il devient possible d'imaginer une société fondée sur l'abondance – le seul obstacle restant à lever par la « multitude » tenant à la capacité du capitalisme à « capter » la richesse produite.

L'attrait de cette théorie réside dans le fait qu'elle ne sépare pas la constitution du « commun » d'une part et l'organisation du travail et de la production de l'autre, la première étant considérée comme immanente à la seconde. Mais sa limite tient à la vision du commun qui la sous-tend et qui définit comme un absolu le travail d'une minorité dotée de compétences inaccessibles à la majorité de la population mondiale. Cette théorie néglige également le fait que ce travail produit des marchandises destinées au marché et que la communication/production en ligne est dépendante des activités économiques – de l'industrie minière, de la fabrication des puces informatiques et de certains matériaux rares extraits de la terre – qui, telles qu'elles sont actuellement organisées, ont des effets extrêmement destructeurs au plan social comme au plan écologique¹⁰. En outre, parce qu'elle met l'accent sur le savoir et l'information, cette théorie élude les questions relatives à la reproduction de la vie au quotidien. Cet oubli est toutefois caractéristique de tous les discours sur les communs, ceux-ci traitant principalement des pré-requis formels à l'existence des communs et beaucoup moins des conditions matérielles nécessaires à la construction d'une économie fondée sur ces communs, une économie qui nous permettrait de mettre fin à notre dépendance au travail salarié ainsi qu'à notre subordination aux rapports sociaux capitalistes.

Les femmes et les communs

Dans ce contexte, une perspective féministe sur les communs prend toute son importance. Elle permet en premier lieu de prendre conscience du fait que, les femmes ayant toujours été les premiers sujets du travail reproductif, elles ont toujours été plus dépendantes que les hommes de leur accès aux ressources naturelles communales, elles ont davantage souffert de la privatisation de ces ressources et se sont davantage engagées dans leur défense. Comme je l'ai écrit dans *Caliban and the witch* (Federici 2004), dans la première phase de développement du capitalisme, les femmes ont été en première ligne de la lutte contre l'*enclosure* des terres, en Angleterre comme dans le « nouveau monde ». Elles ont été les défenseuses les plus ferventes

¹⁰ On a par exemple calculé que la fabrication d'un seul ordinateur personnel nécessite l'utilisation de 33 000 litres d'eau et de 15 à 19 tonnes de matières diverses (voir Sakar 1999, 126 ; Dias 2009). Dias évoque la thèse de Global Witness – une organisation qui œuvre à la prévention des conflits liés aux ressources –, qui veut que le commerce des minéraux indispensables à l'industrie de l'électronique alimente la guerre civile qui déchire la République démocratique du Congo.

des champs communaux que les colons européens tentaient de détruire. Au Pérou, quand les conquistadors ont pris le contrôle des villages, les femmes se sont réfugiées dans les hautes montagnes et ont recréé des formes de vie collective qui ont perduré jusqu'à nos jours. C'est d'ailleurs à cette période, aux XVI^e et XVII^e siècles, que se sont produites les attaques les plus violentes à l'encontre des femmes – la persécution des supposées sorcières. Aujourd'hui, alors que s'opère un nouveau processus d'accumulation primitive, les femmes constituent la principale force sociale d'opposition à la marchandisation totale de la nature et de soutien à un mode non capitaliste d'utilisation de la terre et à la pratique de l'agriculture vivrière. Les femmes sont les agricultrices de subsistance de la planète. En Afrique, elles produisent 80 % de la nourriture consommée par la population, et ce malgré les tentatives de la Banque mondiale et d'autres agences internationales visant à les convaincre d'abandonner leurs activités pour pratiquer une agriculture de rente. Dans les années 1990, pour faire face à l'augmentation du prix des denrées alimentaires, les femmes se sont approprié les terres du domaine public dans de nombreuses villes africaines pour planter du maïs, des haricots et du manioc «le long des routes, dans les parcs, le long des voies ferrées». Elles ont ainsi bouleversé le paysage urbain africain et, dans le même temps, mis à bas la séparation entre ville et campagne (Freeman 1993; Federici 2008). En Inde, aux Philippines et dans toute l'Amérique latine, les femmes ont replanté des arbres dans les forêts dégradées, se sont unies pour mettre fin aux activités des bûcherons, ont organisé des blocus pour lutter contre l'exploitation minière et la construction de barrages et ont mené la révolte contre la privatisation de l'eau (Shiva 1989, 102-117; 1991, 274).

Dans tout le tiers-monde, depuis le Cambodge jusqu'au Sénégal, les femmes ont créé des associations de crédit fonctionnant comme des communs monétaires pour obtenir un accès direct aux moyens de reproduction (Podlashuc, 2009). Quel que soit le nom qu'on leur donne, les tontines (leur dénomination dans différentes parties du continent africain) sont des systèmes bancaires autonomes, autogérés et exclusivement féminins qui mettent des fonds à la disposition des individus ou des groupes qui ne peuvent pas accéder aux banques. Ces tontines reposent exclusivement sur le principe de la confiance. En cela, elles diffèrent fondamentalement des systèmes de micro-crédit encouragés par la Banque mondiale. Ces derniers reposent en effet sur la surveillance mutuelle et l'humiliation, recourant parfois à des méthodes extrêmes (par exemple au Niger), comme l'affichage sur la place publique de la photographie des femmes qui n'ont pas remboursé leurs traites. Cette pratique a conduit un certain nombre de femmes au suicide¹¹.

¹¹ Cette information m'a été fournie par Ousseina Alidou, la directrice du Center for African Studies de la Rutgers University (NJ).

Les femmes ont également mené le mouvement de collectivisation du travail reproductif, d'une part pour tenter de réduire les coûts de cette reproduction et d'autre part pour se protéger mutuellement de la pauvreté ainsi que des violences perpétrées par l'État ou par les hommes à titre individuel. Les *ollas communes* (cuisines collectives) créées par les femmes chiliennes et péruviennes se distinguent tout particulièrement. Dans les années 1980, celles-ci ont eu recours à cette solution pour contrer les effets de l'inflation galopante qui les empêchaient de faire individuellement leurs courses (Fisher 1993 ; Andreas 1985). Comme la remise en état des terres et la constitution de tontines, ces pratiques sont l'expression d'un monde dans lequel les liens communaux restent forts. Mais il serait erroné de considérer ces modes de fonctionnement comme pré-politiques, « naturels » ou encore comme un simple produit de la « tradition ».

Après plusieurs phases de colonisation, la nature et les coutumes ont disparu partout sur la planète, excepté dans les zones où les populations se sont battues pour les préserver et les réinventer. Comme Leo Podlashuc l'a noté dans *Saving women : saving the commons* (2009), le communalisme dont font actuellement preuve les femmes de la base produit une réalité nouvelle et façonne une identité collective. Il constitue un contre-pouvoir au sein des foyers et des communautés et a également permis aux femmes d'entamer un processus d'auto-valorisation et d'autodétermination riche d'enseignements.

Ces luttes montrent tout d'abord que la « mise en commun » des moyens matériels de reproduction est le mécanisme primaire par lequel se créent l'intérêt collectif et les liens de réciprocité. Cette mise en commun constitue à la fois la première ligne de défense contre l'esclavage et le prérequis à la construction d'espaces autonomes susceptibles de saper de l'intérieur la mainmise du capitalisme sur nos vies. Les expériences décrites sont indéniablement des modèles qui ne peuvent être transplantés. Aux États-Unis, par exemple, la remise en état et la mise en commun des moyens de reproduction devront nécessairement prendre d'autres formes. Mais là encore, en mettant nos ressources en commun et en nous réappropriant la richesse que nous avons produite, nous pouvons commencer à défaire le lien existant entre notre production et les flux de marchandises qui, par le biais des marchés mondiaux, sont à l'origine de la spoliation de millions de personnes sur la planète. Nous pouvons commencer à dissocier notre vie quotidienne du marché mondial, mais aussi de la machine de guerre et du système carcéral dont dépend désormais l'économie américaine. Mieux encore, nous pouvons dépasser la solidarité abstraite qui caractérise souvent les rapports entre être humains au sein des mouvements, et qui limite notre engagement, notre résistance et les risques que nous sommes prêt-es à assumer.

Dans un pays où la propriété privée est défendue au moyen du plus important arsenal du monde et dont le corps social a été profondément fracturé par trois siècles de pratiques esclavagistes, la recreation du/des commun/s apparaît comme une tâche redoutable, un processus de longue haleine qui combi-nera expérimentation, construction de coalitions et réparation. À l'heure actuelle, cette démarche peut sembler d'une difficulté insurmontable, mais elle est la seule susceptible d'agrandir l'espace au sein duquel nous pouvons agir de manière autonome et refuser le fait que notre reproduction se fasse aux dépens des autres communs et communautés de la planète.

Reconstructions féministes

Maria Mies décrit de façon très éloquente les répercussions de cette évolution, notamment quand elle souligne le fait que la production de communs nécessite en premier lieu une profonde transformation de notre vie quotidienne visant à réassocier ce que la division sociale du travail a dissocié. En effet, quand la production est mise à distance de la reproduction et de la consommation, nous oublions souvent les conditions dans lesquelles notre nourriture, nos vêtements et nos outils de travail ont été produits. Nous négligeons leur coût environnemental et social ainsi que le destin des populations sur lesquelles nous déversons nos déchets (Mies et Bennholdt-Thomsen 1999, 141ff.). En d'autres termes, nous devons dépasser notre état d'irresponsabilité quant aux conséquences de nos actions, irresponsabilité qui résulte du caractère destructeur de la division sociale du travail selon la perspective capitaliste. En bref, la production de notre mode de vie se transforme inévitablement en une production de mort pour d'autres. Comme le montre Mies, la mondialisation a aggravé cette crise dans la mesure où elle a créé une distance supplémentaire entre ce qui est produit et ce qui est consommé, amplifiant par là même notre incapacité à prendre conscience du sang versé pour la nourriture que nous mangeons, le pétrole que nous utilisons, les vêtements que nous portons et les ordinateurs avec lesquels nous communiquons, et ce malgré des interactions mondiales en apparence plus intenses (Mies et Bennholdt-Thomsen 1999).

La perspective féministe nous incite à prendre comme point de départ le dépassement de cet état d'inconscience pour entamer une reconstruction des communs. Pour que ces derniers puissent exister, il nous faut impérativement refuser de fonder notre mode de vie et notre reproduction sur la souffrance des autres et de considérer que nous sommes séparés de ces autres. Si la création d'un commun doit avoir un sens, elle doit consister à faire de notre propre personne un sujet commun. Le slogan «Pas de communs sans communauté» doit être compris dans ce sens. Mais cette «communauté» ne

doit pas être entendue comme une réalité cloisonnée, c'est-à-dire comme un regroupement de personnes unies par des intérêts exclusifs qui les séparent des autres – par exemple les communautés fondées sur la religion ou l'appartenance ethnique. Elle doit plutôt reposer sur des notions fondatrices comme la qualité des rapports entre ses membres ou les principes de coopération et de responsabilité appliqués à la communauté elle-même mais aussi à la planète, aux forêts, aux océans et aux animaux.

Il est certain que la création d'une communauté de ce type – comme la collectivisation de notre travail quotidien – n'est qu'une étape préliminaire. Elle ne peut se substituer ni à des campagnes anti-privatisation de grande envergure ni au fait que nous reprenions possession de notre richesse commune. Mais ce processus constitue une partie importante de notre éducation aux modalités collectives de gouvernement et de notre reconnaissance de l'histoire comme projet collectif, cette conception de l'histoire étant sans doute la principale victime de l'ère néolibérale du capitalisme.

En conséquence, notre programme politique doit, lui aussi, inclure la communalisation des tâches domestiques, ce qui suppose de remettre en avant la riche tradition féministe américaine qui a été à l'origine des expérimentations menées par les socialistes utopiques au milieu du XIX^e siècle, ou encore les tentatives de réorganisation et de socialisation du travail domestique – et donc du foyer et du voisinage – menées par les « féministes matérialistes » à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle. Ces dernières expérimentations sur l'entretien collectif des domiciles se sont prolongées jusqu'à ce que la poussée anticomuniste des années 1920 y mette un terme (Hayden 1981 ; 1986). Nous devons revisiter et revaloriser ces pratiques et, plus important encore, la capacité des féministes de cette période à considérer le travail reproductif comme une sphère importante de l'activité humaine qui devrait être révolutionnée plutôt que niée.

L'approche par la création de modes de vie collectifs est particulièrement pertinente puisqu'il n'existe pas de travail plus demandeur en main-d'œuvre que la reproduction de l'existence des êtres humains et que, dans une très large mesure, ces activités sont irréductibles par la mécanisation. Nous ne sommes pas en mesure de mécaniser la garde des enfants, les soins aux personnes malades ou le travail psychologique nécessaire à la restauration de notre équilibre physique ou émotionnel. Malgré les efforts déployés par les industriels futuristes, nous restons incapables de robotiser le *care* sans causer de très graves désagréments aux personnes prises en charge. Personne n'acceptera de recourir aux services d'un robot-infirmier, notamment pour dispenser des soins aux enfants et aux malades. La qualité des soins ne peut être garantie que par un partage des responsabilités et un travail en coopération, selon

des modalités qui ne soient pas nuisibles à la santé de ceux et celles qui prennent soin des autres. Depuis des siècles, la reproduction des êtres humains est un processus collectif. Notamment dans les quartiers prolétaires, celle-ci a toujours été prise en charge par les familles étendues et par les communautés sur lesquelles tous et toutes pouvaient s'appuyer pour faire en sorte que les personnes âgées, même vivant seules, ne se trouvent pas frappées par la solitude et la dépendance qu'elles connaissent actuellement dans nos sociétés. Ce n'est qu'avec l'avènement du capitalisme que s'est opérée la privatisation complète de la reproduction, un processus qui a désormais atteint un tel niveau qu'il en est devenu destructeur. Il est indispensable d'inverser cette tendance et la période actuelle est propice à la mise en œuvre de ce projet.

346

À une époque où la crise du système capitaliste détruit les composantes de base de la reproduction de l'existence de millions de personnes dans le monde, États-Unis compris, reconstruire notre vie quotidienne est à la fois une possibilité et une nécessité. À l'instar des grèves, les crises sociales/économiques brisent la discipline du travail salarié et nous imposent de nouvelles formes de vie sociale. Ce phénomène s'est produit pendant la grande dépression et a donné naissance au mouvement des *hobos*, ces travailleurs itinérants qui, dans leur quête de liberté par la mobilité et le nomadisme, ont transformé les trains de marchandises en communs (Caffentzis 2006). Aux intersections des voies ferrées, les *hobo jungles*, organisées et dotées de règles d'auto-gouvernance et de solidarité, préfiguraient le monde communiste en lequel nombre de *hobos* avaient foi (Anderson 1998 ; DePastino 2003 ; Caffentzis 2006). Quelques Bertha Boxcar¹² mises à part, cet univers comptait surtout des hommes. Il s'agissait d'une fraternité d'hommes qui ne pouvait espérer perdurer à long terme. À la fin de la crise économique et de la guerre, les hobos ont été apprivoisés par les puissantes machines de fixation de la force de travail que sont la famille et la maison. Conscient de la menace que représentait la recomposition de la classe ouvrière qui s'était opérée pendant la grande dépression, le capital américain a excellé dans la mise en application du principe qui a caractérisé l'organisation de la vie économique : la coopération sur le lieu de production, la séparation et l'atomisation sur le lieu de reproduction. Les maisons familiales atomisées produites en série par Levittown, reliées par la voiture – leur cordon ombilical – ont non seulement sédentarisé la main-d'œuvre mais aussi mis un terme au type de communs autonomes de travailleur-euses que représentaient les *hobo jungles* (Hayden 1986). Aujourd'hui, alors que des millions d'Américain-es perdent leur maison et leur voiture et que les saisies, les expulsions et la

¹² Le film *Bertha Boxcar* (1972) est l'adaptation par Martin Scorsese du livre de Ben Reitman intitulé *Sister of the Road* (Reitman 2002), «une fiction autobiographie sur la radicale et éphémère Bertha Thompson» (Wikipedia).

croissance exponentielle du chômage déstabilisent les piliers de la discipline de travail capitaliste, de nouveaux terrains communs prennent forme, à l'image des villes de tentes qui fleurissent d'une côte à l'autre. Mais, cette fois, les nouveaux communs devront être construits par les femmes. Elles devront veiller à ce que ceux-ci ne restent pas des espaces éphémères ou des zones autonomes temporaires et deviennent les fondements de nouveaux modes de reproduction sociale.

Partant de l'idée que la maison est l'oïkos sur lequel repose l'économie, on peut affirmer que ce sont impérativement les femmes – celles qui ont toujours travaillé à la maison, qui en ont toujours été prisonnières – qui doivent prendre les initiatives nécessaires à la transformation de la maison. Ce sont elles qui doivent faire en sorte que la maison devienne un centre de la vie collective, un lieu de circulation des personnes et de mise en œuvre de formes variées de coopération, un abri plutôt qu'un lieu d'isolement et de fixation, mais aussi le fondement de modes collectifs de reproduction. Comme nous l'avons déjà mentionné, nous pouvons nous inspirer du projet que les féministes matérialistes du XIX^e siècle ont conçu pour la maison. Convaincues du fait que la maison était «la composante spatiale de l'oppression des femmes», ces féministes ont créé des cuisines communales et un système coopératif d'entretien des domiciles cherchant à permettre aux travailleuses de prendre le contrôle de la reproduction (Hayden 1981).

Ces objectifs sont désormais d'une importance cruciale. Mettre fin à l'isolement au sein des foyers est plus qu'un prérequis si nous souhaitons satisfaire nos besoins les plus fondamentaux et acquérir davantage de pouvoir face aux employeurs et à l'État. Comme nous l'a rappelé Massimo de Angelis (2007; 2009), il s'agit également de nous protéger du désastre écologique qui nous guette. Les conséquences destructrices de la multiplication «non économique» des actifs reproductifs et des habitations auto-clôturées que nous nommons maisons sont avérées. Nous accentuons la déperdition de chaleur dans l'atmosphère en hiver et nous nous exposons à une chaleur insupportable en été. Plus important encore, nous nous trouverons dans l'incapacité de construire à la fois une société différente et un puissant mouvement visant à l'autoreproduction si nous ne redéfinissons pas notre reproduction en des termes plus coopératifs et si nous continuons à séparer le personnel du politique et le militantisme politique de la reproduction de notre existence quotidienne.

Nous devons enfin affirmer clairement que le fait d'assigner aux femmes la tâche de mettre en commun/collectiviser la reproduction n'est en rien une concession à une conception naturaliste de la féminité. De nombreuses féministes préféreraient mourir plutôt qu'obéir à cette conception, et c'est bien

compréhensible. L'assimilation des femmes à un commun appartenant aux hommes est une idée profondément ancrée dans notre conscience collective, les femmes étant perçues comme une source naturelle de richesses et de services que les hommes peuvent s'approprier aussi facilement que le capitalisme s'est emparé des richesses de la nature. Mais, pour paraphraser Dolores Hayden, la réorganisation du travail reproductif – et par conséquent celle du foyer et de l'espace public – n'a rien à voir avec l'identité; elle a tout à voir avec le travail et, pourrait-on ajouter, avec le pouvoir et la sécurité (Hayden 1986, 230). Je pense ici au vécu des femmes membres du mouvement des sans-terre, au Brésil. Quand les différentes communautés auxquelles ces femmes appartenaient ont obtenu le droit d'exploiter les terres qu'elles occupaient, ces femmes ont souhaité que leurs nouvelles maisons soient disposées de façon à leur permettre de continuer à les entretenir collectivement, à faire la lessive et la cuisine ensemble, à partager le travail avec les hommes comme cela se faisait durant la lutte et, enfin, à pouvoir secourir rapidement toute femme qui serait maltraitée par un homme. Défendre la nécessité de confier aux femmes un rôle moteur dans la collectivisation du travail reproductif et du logement ne revient pas à faire des tâches domestiques une occupation féminine naturelle. Il s'agit en fait de refuser de passer sous silence les expériences collectives, le savoir et les luttes que les femmes ont accumulées dans le champ du travail reproductif et qui, au plan historique, constituent une part essentielle de notre résistance au capitalisme. En nous reconnectant à cette histoire, nous franchissons une étape particulièrement importante pour les femmes et les hommes d'aujourd'hui, une étape qui permettra de défaire l'architecture genrée de la vie que nous menons et de reconstruire nos maisons et nos vies comme des communs.¹³

Références bibliographiques

- Andreas, C. 1985. *When women rebel: the rise of popular feminism in Peru*. Westport: Lawrence Hill & Company.
- Anderson, N. 1998. *On hobos and homelessness*. Chicago: The University of Chicago Press.
- Bollier, D. 2002. *Silent theft: the private plunder of our common wealth*. Londres: Routledge.
- Buck, S. J. 1998. *The global commons. An introduction*. Washington: Island Press.
- Carlsson, C. 2008. *Nowtopia*. Oakland: AK Press.

¹³ Federici, S. 2010. Feminism and the politics of the commons. In *Uses of a whirlwind: Movement, movements, and contemporary radical currents in the United States*. (Eds.) K. Van Meter, C. Hughes et S. Peace. 283-294. Oakland: AK Press.

Traduit de l'anglais par Aurélie Cailleaud

- Caffentzis, G. 2006. Three temporal dimensions of class struggle. Document présenté pendant la réunion annuelle de l'ISA à San Diego, Californie. Mars.
- De Angelis, M. 2007. *The beginning of history: value struggles and global capital*. Londres : Pluto Press.
- . 2009. The commons and social justice. Manuscrit non publié.
- DePastino, T. 2003. *Citizen Hobo*. Chicago : The University of Chicago Press.
- Dias, E. 2009. *First blood diamonds, now blood computers?* 24 juillet. <http://content.time.com/time/world/article/0,8599,1912594,00.html>
- The Economist*. 2008. *Why it still pays to study medieval English land-holding and Sahelian nomadism*. 31 juillet. http://www.economist.com/financePrinterFriendly.cfm?story_id=11848182
- Federici, S. 2004. *Caliban and the witch: women, the body, and primitive accumulation*. Brooklyn : Autonomedia.
- . 2008. Witch-hunting, globalization and feminist solidarity in Africa today. *Journal of International Women's Studies*. Numéro spécial Women's gender activism in Africa. 10(1) : 29-35. Octobre.
- Fernandez, M. 2003. Cultivating community, food, and empowerment: urban gardens in New York City. Document de cours.
- Fisher, J. 1993. *Out of the shadows: women, resistance and politics in South America*. Londres : Latin American Bureau.
- Fishermen's Voice*. 2009. *Cash Shares or Share-Croppers?* 14(12). Décembre.
- Food and Water Watch. 2009. Fact Sheet Water – Fluoride: the chemical. Juillet.
- Freeman, D. B. 1993. Survival strategy or business training ground? The significance of urban agriculture for the advancement of women in African cities. *African Studies Review*. 36(3) : 1-22. Décembre.
- Hardt, M. et A. Negri. 2000. *Empire*. Cambridge : Harvard University Press.
- . 2004. *Multitudes*. Cambridge : Harvard University Press.
- . 2009. *Commonwealth*. Cambridge : Harvard University Press.
- Hayden, D. 1986. *Redesigning the american dream: the future of housing, work and family life*. New York : Norton and Company, 1986.
- . 1981. *The grand domestic revolution*. Cambridge : MIT Press.
- Isla, A. 2009. Who pays for the Kyoto Protocol? In *Eco-sufficiency and global justice*. (Ed) A. Salleh. New York ; Londres : Macmillan Palgrave.
- Juma, C. et J. B. Ojwang (Eds.). 1996. *In land we trust. Environment, private property and constitutional change*. Londres : Zed Books.
- Linebaugh, P. 2007. *The Magna Carta manifesto: liberties and commons for all*. Berkeley : University of California Press.

- Mies, M. et V. Bennholdt-Thomsen. 1999. Defending, reclaiming, and reinventing the commons. In *The subsistence perspective : beyond the globalized economy*. Londres : Zed Books.
- Ostrom, E. 1990. *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*. Cambridge : Cambridge University Press.
- Podlashuc, L. 2009. Saving women : saving the commons. In *Eco-sufficiency and global justice*. (Ed.) A. Salleh. New York ; Londres : Macmillan Palgrave.
- Reitman, B. 2002. *Sister of the road : the autobiography of Boxcar Bertha*. Oakland : AK Press.
- Salleh, A. (Ed.). 2009. *Eco-sufficiency and global justice : women write political ecology*. New York ; Londres : Macmillan Palgrave.
- Sarkar, S. 1999. *Eco-socialism or eco-capitalism ? A critical analysis of humanity's fundamental choices*. Londres : Zed Books.
- Shiva, V. 1989. *Staying alive : women, ecology and development*. Londres : Zed Books.
- . 1991. *Ecology and the politics of survival : conflicts over natural resources in India*. New Delhi ; Londres : Sage Publications.
- . 2005. *Earth democracy : justice, sustainability, and peace*. Cambridge : South End Press.
- Turbulence. 2009. *Ideas For Movement*. 5 décembre. www.turbulence.org.uk.
- Wilson, P. L. et B. Weinberg. 1999. *Avant gardening : ecological struggle in the city and the world*. Brooklyn : Autonomedia.

Les cuisines collectives dans les communautés urbaines marginales au Pérou

..... Jeanine Anderson*

Les cuisines collectives – le regroupement de plusieurs ménages pour la préparation de leurs repas selon un principe de partage des frais, de la charge de travail et (occasionnellement) du caractère social des repas pris en commun – sont une idée aussi ancienne que l’Utopie féministe (Hayden 1985). Les réformistes sociaux, religieux et pratiques se sont laissé convaincre par cette idée pour des raisons multiples et variées, parmi lesquelles son efficacité économique.

Pendant les crises économiques des années 1970, 1980 et 1990, les *comedores populares*¹ qui se sont développés dans toute l’Amérique latine se sont révélés cruciaux dans la lutte contre la faim et la pauvreté. Pour nombre de leurs partisan-es et membres, ils étaient d’autant plus attrayants qu’ils permettaient de prolonger les programmes idéologiques de gauche, de placer les inégalités de genre en première ligne et de construire un mouvement politique fondé sur la satisfaction des besoins pratiques des masses marginalisées. À leur apogée dans la seconde moitié des années 1980 et au début des années 1990, les *comedores populares* se comptaient par milliers au Pérou. Ils étaient alors abondamment subventionnés par le gouvernement qui leur fournissait équipement et nourriture, et ils étaient également largement

* Anthropologue, Pontificia Universidad Católica del Perú

¹ NdT : nous avons choisi de conserver le terme espagnol *comedor* (*popular*) pour rendre compte de la spécificité du mouvement qui s’est développé au Pérou autour des cuisines collectives. Nous avons également conservé le genre masculin du mot espagnol qui signifie littéralement « salle à manger ».

soutenus par la classe politique. Si toutes ces structures appartiennent à la catégorie des cuisines collectives, elles diffèrent par leur organisation, leur mode de fonctionnement et leur taille. Les féministes et les ONG de femmes ont soutenu les *comedores* et les autres programmes alimentaires d'urgence qui requéraient l'organisation de groupes de femmes issues de la base et elles ont été promptes à leur proposer une assistance technique, des formations et un ancrage politique.

Parce qu'ils combinent toutes ces caractéristiques, les *comedores* se situent à l'intersection de l'économie féministe et des débats actuels sur les économies du partage et de la solidarité. Cet article explore certaines des questions qui découlent de ce positionnement. En quoi, et dans quelle mesure, les *comedores* illustrent-ils la théorie et les principes de l'économie féministe ? Comment traduisent-ils le concept de solidarité sociale ? Permettent-ils d'identifier des moyens de faire coïncider solidarité économique et justice de genre au-delà des sphères de l'alimentation familiale et de l'approvisionnement du ménage ?

Ces questions sont complexes et les données empiriques en la matière restent parfois incomplètes. Le mouvement des *comedores* présente en effet une dimension politique et une dimension économique ; mais on pourrait en ajouter une troisième de nature psychologique, culturelle et morale. Si les *comedores* sont nés de la nécessité de compenser un stress économique, ils ont aussi été un vecteur de la participation des femmes à la vie politique. D'emblée, nous connaissons donc le caractère multiple des priorités des acteur-trices concerné-es par notre objet d'analyse. En quatre décennies, il est probable que la prééminence des unes sur les autres ait évolué. Nous reconstituerons ce puzzle en nous replaçant dans une perspective historique².

L'âge d'or (non sans contradictions)

Les *comedores* sont nés de la rencontre de deux courants d'influence. Le premier trouvait son origine dans la solidarité chrétienne et dans une forme d'identification avec les pauvres, dans un pays dont la grande majorité de la population appartenait jusque très récemment à cette catégorie. Dans les années 1960 et 1970, en réaction à l'intensification des flux migratoires des zones rurales vers les zones urbaines, l'Église catholique péruvienne a encouragé la création de communautés chrétiennes de base et a nommé des prêtres et des religieuses dans les nouveaux bidonvilles pour accompagner la

² La littérature relative aux *comedores* est abondante, tant au Pérou que dans d'autres pays. Les textes et sujets évoqués ont été intentionnellement choisis pour étayer les arguments que je souhaite explorer.

population dans sa lutte pour bénéficier à la fois des services publics et d'une reconnaissance. Les protestants évangéliques ont, de leur côté, organisé des groupes de prière et d'aide sociale. Ce sont les partis politiques de gauche locaux qui ont donné naissance au second courant. Ils étaient en quête de stratégies permettant aux femmes de prendre part à la lutte pour le socialisme sans que cette évolution ne remettre en cause la domination masculine ou les dogmes dominants relatifs aux rapports de genre, au rôle de la famille, à l'organisation du travail ou au développement optimal d'un mouvement politique populaire de masse.

L'ordre établi s'est objectivement trouvé menacé par la croissance et la concentration soudaines de la population urbaine pauvre. Lima, la capitale du pays, s'est trouvée divisée en deux parties de dimensions plus ou moins égales : la partie dite consolidée de la ville, dotée d'un éclairage et de services publics, et les nouveaux quartiers (les « *barriadas* », rebaptisées du terme optimiste de « *pueblos jóvenes* », les jeunes villages, par le gouvernement militaire en place dans les années 1970 et encore rebaptisées ultérieurement « *asentamientos humanos* », campements humains). Les résident-es de ces quartiers étaient, pour la plupart, des migrant-es de fraîche date originaires des Andes rurales, dont le lien avec l'emploi en milieu urbain était précaire, alors même qu'ils-elles luttaient pour construire leur maison ou accéder aux commodités de la ville. Les migrations qui ont eu lieu pendant le boom des années 1960 et du début des années 1970 ont été motivées par la perspective d'obtention d'un emploi en usine dans les villes. Mais, dès la fin des années 1970, l'économie du Pérou s'est effondrée et le pays est entré, comme toute l'Amérique latine, dans la décennie dite perdue. C'est à ce moment que sont apparus les *comedores*.

Sara-Lafosse (1984, 77) a mené des recherches capitales pendant les premières années d'existence des *comedores*. Ces derniers se sont répandus de *barriada* en *barriada* à mesure que le prix de la nourriture augmentait et que les emplois disponibles s'évanouissaient. Fondées sur une enquête menée par questionnaire auprès d'un échantillon représentatif, les recherches de Sara-Lafosse montrent que les *comedores* parvenaient à atteindre leurs objectifs formels. Ils amélioraient l'accès à l'alimentation des familles participantes et contribuaient effectivement à réduire le niveau de malnutrition des enfants et des mères à risque. Ces recherches mettent également en lumière le bon usage que ces structures faisaient de leur stock de nourriture, constitué pour l'essentiel des dons qu'elles recevaient (leur bailleur le plus important étant l'organisme caritatif catholique Caritas). Sara-Lafosse se dit inquiète du risque de voir les familles pauvres devenir dépendantes des dons alimentaires et observe une concurrence entre *comedores* pour l'obtention de dons et d'autres ressources. Fait intéressant, elle montre également que

les femmes placées à la tête des *comedores* (les *dirigentas*) étaient, pour la plupart, déjà actives au sein d'autres organisations communautaires et qu'elles mettaient à profit les connaissances qu'elles avaient acquises pour mener à bien la tâche complexe que représente la gestion d'un groupe de dix ou vingt familles – quelquefois plus – censées coopérer. Elles utilisaient notamment leurs compétences pour mettre en application le système de rotation qui permettait aux femmes des familles membres de prendre en charge à tour de rôle les achats, la préparation, le service et le nettoyage. Sara-Lafosse recense également un certain nombre de conséquences positives inattendues de la création des *comedores*, lesquels se sont développés, dans les années qui ont suivi, bien au-delà de leur objectif initial qui consistait simplement à remplir les assiettes vides des populations pauvres. Ils ont :

- encouragé le développement personnel des femmes participantes ;
- contribué à réduire le temps consacré aux tâches ménagères, les heures libérées permettant aux femmes d'occuper un emploi rémunéré, de se former et de s'impliquer dans des activités bénévoles au service de leur communauté ;
- encouragé un changement culturel au sein des familles et fait évoluer les idées relatives à l'égalité dans le mariage en permettant aux femmes de gagner en estime d'elles-mêmes ;
- mis fin à l'isolement des femmes dont la fonction première était la gestion du ménage ;
- permis aux familles de vivre plus en sécurité en œuvrant à une meilleure sécurité alimentaire, à la lutte contre la violence domestique et au renforcement des liens au sein des couples mariés ;
- fait évoluer les systèmes individualisés de transformation des aliments au sein des ménages vers une production de masse plus rationnelle permettant de réduire les coûts associés ;
- renforcé les pratiques démocratiques, la cohésion et l'intégration au sein des communautés pauvres. (Sara-Lafosse 1984, 90)

Les *comedores* sont nés approximativement à la même époque que Vaso de Leche, un autre programme d'aide aux populations pauvres lancé en 1984, conçu, financé et mené par la ville de Lima à l'époque gouvernée par une coalition de gauche. Auparavant, certains projets gouvernementaux (souvent menés à l'initiative de la femme du président en place) avaient été mis en œuvre pour distribuer de la nourriture aux clubs de mères. Quelques organismes caritatifs privés avaient également testé des programmes de petit-déjeuner et de distribution d'un « verre de lait » quotidien aux enfants. L'affiliation de tous ces programmes aux gouvernements successifs – et aux partis majoritaires en leur sein – a toujours été un objet de discorde. Rapidement, une fracture s'est imposée entre les *comedores* subventionnés par le

gouvernement et les *comedores* autonomes dits «*autogestionarios*». Ces derniers recevaient des ONG ou des partis politiques d'opposition un soutien financier, un fort soutien administratif et des conseils d'ordre idéologique. Les organisations relevant de l'aide internationale subventionnaient les deux types de *comedores*, et certaines ont également soutenu le programme Vaso de Leche. De la même façon que *comedores subsidiados* et *comedores autogestionarios* s'opposaient, les *comedores* dans leur ensemble et Vaso de Leche se sont livrés une lutte territoriale et une concurrence pour recueillir soutien politique et attention médiatique, ainsi que pour se voir conférer une forme de supériorité morale.

Bien que la malnutrition et la pauvreté aient toujours été plus présentes dans les zones rurales du Pérou et que quelques municipalités rurales aient fini par s'y associer, les programmes d'aide alimentaire ont été élaborés dans le but d'alléger les souffrances des populations pauvres et marginalisées des villes côtières péruviennes et d'encourager leur intégration. Dans ces villes, des migrant-es originaires de la campagne et des réfugié-es venant des bidonvilles surpeuplés ont créé de nouvelles communautés. À cette période, les institutions locales commençaient juste à se structurer et n'étaient pas encore intégrées dans les réseaux établis permettant d'accéder aux ressources vitales. L'aide alimentaire était donc clairement une mesure de nature palliative. Parallèlement, des organisations militantes des populations urbaines pauvres faisaient valoir des revendications plus générales portant sur les services de base, l'emploi, les débouchés économiques et la représentation politique. Ces voix aux accents critiques et dissidents se sont tues à mesure que la crise économique des années 1980 se prolongeait. Le processus d'organisation des populations pauvres a été étouffé par le gouvernement qui s'est peu à peu trouvé dans l'incapacité de faire la distinction entre les mouvements de protestation légitimes et les groupes agissant en sous-main pour le compte du Sentier lumineux ou d'autres groupes révolutionnaires violents.

Les structures comme les *comedores*, Vaso de Leche ou les groupes de promotion de la santé, tous en phase avec l'esprit qui prévalait à la naissance des mouvements populaires, ont permis de faire l'expérience de nouveaux arrangements de genre et de transformer les rôles dévolus aux femmes et les mentalités. Jenkins (2011) met en lumière le caractère féministe militant de nombre des ONG partenaires de ces organisations. Les groupes de promotion de la santé ont œuvré au renforcement des droits des femmes à la contraception, à des rapports sexuels sans risque et au choix de porter ou non des enfants (tout ceci en usant du langage édulcoré acceptable à l'époque).

Mais, progressivement, le débat relatif aux *comedores* et au programme Vaso de Leche s'est affranchi des références à l'*empowerment* des femmes,

au fait d'alléger leur emploi du temps et à d'autres nuances de ce type. Réduit à sa plus simple expression, le message est devenu un appel de nature morale aux populations légèrement plus fortunées à faire preuve de solidarité et d'abnégation envers les plus nécessiteux. Emma Hilario, une éminente *dirigenta*, a tenu ces propos lors d'un atelier organisé par l'ONG Yunta :

À l'heure actuelle, la conjoncture économique est très mauvaise dans notre pays, et c'est l'organisation qui porte le poids de la crise, comme si nous étions coupables de la mauvaise gestion des gouvernements précédents. [...] En ces temps d'angoisse et de pauvreté, nous nous élevons vaillamment et avec une grande force morale pour dire : « Ici, nous sommes solidaires. » En tant qu'organisation, nous faisons preuve de sens moral, et nous exigeons également de monsieur le Président une moralité irréprochable. Il a dit dans son discours vouloir une concertation des volontés et nous le prendrons au mot. (Córdoba 1992, 111-112)

Aux yeux des membres et des partisan-es des *comedores*, la faim et la pauvreté étaient une insulte aux idées même de justice sociale et de contrat social. Dans leurs déclarations aux médias et pendant leurs manifestations, le même slogan revenait sans cesse : « No matarás, ni con hambre ni con balas (Tu ne tueras point, ni par la faim ni par les balles) ». Un éminent observateur, actif au sein d'une ONG qui défend depuis longtemps les droits des travailleur-euses, a assimilé le programme Vaso de Leche à la conscience de la nation : « Vaso de Leche n'était plus un programme. Il était l'incarnation de la conscience d'un peuple qui jamais ne se laisse intimider, ni par la peur ni par la faim » (García et Morales 1994, 11).

Pour différentes raisons, il est important de souligner le fait que le phénomène des *comedores* a offert aux femmes – en tout cas à certaines des femmes impliquées dans le fonctionnement de ces structures – la possibilité d'acquérir des compétences organisationnelles, administratives et politiques. Durant la première moitié des années 1980, les comités locaux se sont rassemblés au sein de fédérations de secteur et de district mais aussi au sein de fédérations de plus grande ampleur qui couvraient l'intégralité du territoire de Lima ou d'autres centres urbains. En 1986, les *comedores autogestionarios* étaient parvenus à consolider la structure de la Comisión Nacional de Comedores (CNC). Selon de nombreux observateurs, la période 1985-1991 pourrait être définie comme l'âge d'or du programme Vaso de Leche et des *comedores* à Lima. Ce sont les années durant lesquelles tous ont fonctionné au meilleur de leurs possibilités. Córdoba (1992, 11) a estimé à 1,5 millions le nombre de rations alimentaires quotidiennes produites par les *comedores* affiliés à la CNC. Si quelques *dirigentas* régionales ou nationales sont certes devenues des stars des médias et ont même acquis une grande influence politique, les innombrables autres employées des *comedores* ont exprimé

leur frustration de se voir court-circuitées et privées d'accès aux postes à responsabilité et aux formations. Au fil du temps, la fracture entre la base opérationnelle et les membres des *comedores* d'une part et leurs instances dirigeantes de l'autre n'a fait que s'élargir.

Il est difficile d'estimer de façon certaine le nombre de *comedores* en activité dans la mesure où il a varié avec le temps. Il en est de même pour le nombre de membres de chaque *comedor* et pour le nombre de rations préparées. Rousseau (2009, 102-103) a recensé certains des facteurs déterminants de leur expansion ou de leur contraction : l'abondance des dons alimentaires, la conjoncture économique générale ou encore les autres possibilités offertes aux femmes pauvres pour obtenir un emploi ou des revenus. Rousseau pense que l'on pouvait estimer à 300 le nombre de *comedores autogestionarios* à Lima en 1986, un chiffre qui a atteint les 3000 en 1989. En 1991, la ville de Lima comptait apparemment 5329 *comedores* tous types confondus, un tiers d'entre eux (1892) appartenant à la catégorie des *comedores autogestionarios*. En 1997, le nombre total de *comedores autogestionarios* était resté stable (1800) et ces structures rassemblaient environ 45 000 femmes membres. Cette même année, les *comedores* subventionnés par le gouvernement étaient au nombre de 5200 et comptaient 70 200 membres. Chaque *comedor* offrait ses services à un nombre de personnes allant de 100 à 300, et ce du lundi au vendredi ; pendant les week-ends, les ménages devaient compter sur leurs propres ressources.

À cause des mesures d'ajustement structurel mises en œuvre par le gouvernement Fujimori dès son entrée en fonction en 1990, le nombre de *comedores* nouvellement établis ou en cours d'établissement a très fortement augmenté car les prix des produits alimentaires de base, du combustible et du gaz de cuisine ont bondi de respectivement 100, 200 et 300 % du jour au lendemain. Une employée de l'une des organisations (Care International) qui distribuait des dons alimentaires aux *comedores* témoigne en ces termes des conséquences de ce que l'histoire a retenu sous le nom de « choc Fuji » (*Fujishock*) sur une communauté des bidonvilles de Pamplona :

Ce qu'ont fait les femmes, c'est entreprendre un travail titanesque pour aider les plus nécessiteux. Au début [avant le choc], elles préparaient 50 rations, puis elles sont passées à 500 voire 600 rations. Elles ont adopté une organisation en trois-huit pour cuisiner. Et à partir de là, le processus qui a fait sortir les femmes d'entre leurs quatre murs s'est accéléré. Elles sont entrées dans la vie sociale. (Entretien avec R.G., employé de ProDía/Care, 2001)

De façon simultanée, les *comedores* existants ont doublé voire triplé leur production à mesure que les familles du voisinage se présentaient à leur porte le ventre vide, de nouveaux *comedores* se sont créés, et la population

s'est organisée pour accéder à l'aide alimentaire d'urgence. La situation était désespérée. Parmi les nouvelles organisations, beaucoup se sont révélées incapables de gérer correctement une cuisine collective, et notamment de prendre en charge la logistique, la comptabilité et la préparation même des repas. Elles ont pour la plupart été rayées des listes des bénéficiaires de dons alimentaires dans les semaines et les mois qui ont suivi leur création.

Quand le Sentier lumineux a délaissé sa stratégie d'occupation et de colonisation des « foyers » ruraux pour s'orienter vers le terrorisme urbain, il a pris les *comedores* pour cible. Parce que ces structures palliaient les effets du choc Fuji et qu'elles permettaient de maintenir à flot les quartiers urbains marginalisés, elles étaient devenues à la fois indispensables et très visibles. Peu après, un certain nombre de femmes *leaders* de ces organisations ont été assassinées, ce qui a grandement perturbé le fonctionnement des groupes de femmes sur le terrain. Les ONG partenaires des *comedores* se sont trouvées dans l'impossibilité de pénétrer dans les *barrios* sans mettre en danger leurs membres ou les femmes avec lesquelles elles étaient en contact. Les menaces ont fusé, la peur était omniprésente et nombre de femmes ont dû abandonner les organisations auxquelles elles appartenaient (Guzmán et Pinzás 1995 ; Jenkins 2011). Certaines dirigeantes ont été contraintes à l'exil et ne sont jamais revenues au Pérou.

Récupération, incompréhension et occasions manquées

Le Pérou des années 1990 a été marqué par la présidence d'Alberto Fujimori et par le régime politique toujours plus populiste et dictatorial que ce dernier a imposé (Rousseau 2009). Les rapports entre le régime et les *comedores* témoignent du degré d'improvisation et d'opportunisme qui a caractérisé les programmes sociaux de cette période, à un moment où la majorité de la population dépendait de mesures d'urgence spécifiques destinées à pallier les effets de la crise économique. Les organisations de femmes de tous types qui œuvraient dans les *barrios* sont devenues des lieux privilégiés de la mobilisation politique en faveur du régime. Dans le cadre du système opérationnel du PRONAA³, certains *comedores* plus grands et plus structurés ont été promus au rang de *centros de acopio* (centres d'approvisionnement), des structures chargées de la distribution des denrées alimentaires aux *comedores* avoisinants. Les fonctions assumées par les *dirigentas* de ces centres ont évolué vers des activités comme la préparation de gâteaux d'anniversaire

³ Le Programme national d'aide alimentaire (PRONAA) était l'agence gouvernementale en charge de l'enregistrement et de l'approvisionnement des *comedores* jugés aptes à recevoir les subventions (sous forme de nourriture, d'équipement de cuisine et, dans certains cas et à certaines périodes, d'argent) et le soutien (informations et formations) du gouvernement.

pour le président, l'acheminement des mères et des enfants vers certains lieux de manifestation, l'organisation de cérémonies d'intégration des nouvelles membres des *comedores* et enfin la distribution du matériel de campagne. Leurs activités de mobilisation politique et leur capacité à distribuer des faveurs se sont accrues de manière exponentielle.

Ces modalités de collaboration avec le gouvernement sont clairement abusives et illégitimes, mais les *comedores* et Vaso de Leche ont pris en charge un certain nombre de fonctions qui présageaient de ce que pourrait devenir leur rôle dans un système démocratique en pleine évolution. Dans un système de ce type, les organisations de la société civile apportent leur contribution en élargissant les possibilités d'accès aux services de base et en canalisant la participation des citoyen·nes aux décisions relatives aux programmes gouvernementaux. En 1991, une épidémie de choléra a frappé le Pérou. Les *comedores* ont joué un rôle clé dans la diffusion des informations, dans la détection des personnes des zones avoisinantes atteintes par la maladie et dans leur prise en charge par les autorités de santé. Ils ont également apporté un soutien alimentaire aux familles dont l'un des membres pivots était hospitalisé. Sur la base d'un contrat formel la liant au ministère de la Santé, la Fédération Vaso de Leche de la métropole de Lima a contribué aux campagnes de vaccination, à la diffusion des informations auprès de la population et à diverses mesures de prévention. Cette relation contractuelle existait avant l'épidémie et s'est poursuivie après. Les *comedores* ont été intégrés au programme Wawa wasi, un programme national visant à offrir un service de garderie destiné aux enfants des travailleuses pauvres, pour fournir les repas aux enfants pris en charge dans certains foyers et centres communautaires se trouvant dans leur zone d'action. Pour faire partie de ce programme, les *comedores* devaient poser leur candidature et satisfaire à des exigences strictes relatives à l'hygiène et à la préparation des repas.

Une étude menée en 1999 par un groupe de chercheur·es de l'Université catholique a révélé de nouvelles facettes de ces dispositifs (Anderson, Vallenas et Castillo 2000). À Lima et dans plusieurs régions centrales du Pérou, nous avons constaté que les agences gouvernementales utilisaient régulièrement les comités Vaso de Leche et les *comedores* comme points de contact avec la communauté locale. Quand les agences publiques se trouvaient dans l'incapacité d'atteindre leur quota de discussions avec des groupes cibles locaux dans le cadre des campagnes d'information sanitaire, ces organisations de femmes offraient un cadre tout trouvé. Quand leur personnel manquait de temps pour effectuer le suivi des enfants courant un risque de malnutrition ou des femmes enceintes absentes lors des visites de contrôle, la solution idéale consistait à demander aux organisations de femmes d'aller rendre visite aux personnes concernées, même si ce travail les

360

contraignait à marcher pendant plusieurs heures. Quand une agence gouvernementale avait besoin d'annoncer un salon sur la santé censé se tenir prochainement, elle pouvait demander aux femmes de passer le mot en vaquant à leurs occupations quotidiennes au marché, dans les champs ou dans leur voisinage. Ces tâches relevaient clairement de la responsabilité des institutions publiques et de leur personnel mais les membres des *comedores* et de Vaso de Leche ne pouvaient que difficilement refuser de les prendre en charge puisqu'elles avaient déjà endossé un rôle d'animatrices sociales au sens large du terme. Pourtant, elles s'exprimaient sans détour sur la surcharge, voire la surexploitation, que cette relation créait pour elles. Si cette collaboration avait donné aux organisations de femmes la possibilité d'accéder aux leviers du pouvoir et aux processus décisionnels locaux, elle aurait sans doute été vécue comme un échange plus équilibré. La recherche s'est également appuyée sur des techniques d'analyse des réseaux qui ont permis d'identifier un schéma systématique divisant les institutions et organisations locales en deux réseaux distincts, le premier s'articulant autour du pouvoir, de la gouvernance, des affaires et des ressources et le second autour des programmes sociaux et de l'aide. Les *comedores* appartenaient indiscutablement au second réseau, et ce même si leurs ambitions ou la perception que leurs membres avaient de leur propre statut étaient souvent tout autres.

Dans la seconde moitié des années 1990, les décisions relatives à la politique sociale du pays ont subi l'influence de plus en plus marquée d'un groupe de technocrates du département d'économie et d'administration des entreprises de l'université du Pacifique, un département aux positions fortement néolibérales. Le PRONAA, le programme national d'aide alimentaire, a alors commencé à imposer une pression nouvelle aux *comedores* placés sous son autorité. Ceux-ci se devaient de devenir plus efficaces et de faire la preuve des résultats obtenus dans l'amélioration de la nutrition et de l'état de santé des consommateur-trices de leurs rations (Portocarrero *et al.* 2000). Ils se sont également trouvés contraints d'abandonner leur statut de programmes sociaux subventionnés pour devenir des structures autofinancées et génératrices de revenu. Se redéfinissant comme des coopératives ou des microentreprises, les *comedores* ont créé des boulangeries, des restaurants populaires, des services de livraison de repas pour le personnel des entreprises ou des sites de construction, ainsi que des services de traiteur. Peu d'entre eux ont survécu à cette transition. Leur clientèle traditionnelle, les familles pauvres ou quasi-pauvres, n'étaient pas en mesure de payer leur nourriture plus cher. Cantonnés dans les quartiers pauvres, ne disposant pas du capital social ou financier nécessaire, ils ont été privés d'accès aux marchés plus lucratifs.

Après l'urgence

Depuis 2000, le Pérou a renoué avec la croissance économique. Le pays connaît une relative stabilité politique et a vu se développer une classe moyenne jouissant d'une certaine prospérité. Portocarrero *et al.* (2002) ont dénombré 34 000 organisations communautaires de femmes – principalement des *comedores* et des comités Vaso de Leche – actives sur le territoire péruvien au début de ce siècle. La demande en nourriture subventionnée, la nécessité d'approvisionner les groupes vulnérables en plats préparés et l'existence de familles dont aucun membre n'était disponible pour préparer les repas de midi étaient encore des réalités.

361

Une autre étude récente (Blondet et Trivelli 2004), menée à Lima en 2003 par l'Institut des études péruviennes, a tenté d'évaluer la contribution des *comedores* aux plans quantitatif et qualitatif. Parmi les 15 891 «*comedores populares* et clubs de mères» existant au Pérou, 5 000 étaient situés à Lima. Ils comptaient 100 000 femmes membres. Ils préparaient 480 000 rations alimentaires par jour et nourrissaient environ 6 % de la population de la zone urbaine. Si les estimations de Córdoba sont exactes, ce chiffre représentait un tiers du nombre de rations préparées et distribuées 15 ans auparavant. En 2003, parmi les consommateurs-trices des rations des *comedores*, 37 % se situaient légèrement au-dessus du seuil de pauvreté (mais seraient tombés sous ce seuil s'ils ou elles avaient été privé-es de la possibilité de bénéficier de repas à bas prix), 51 % étaient pauvres et 12 % indigents.

En 2004, Blondet (2004, 15) a apporté des compléments d'information sur les avantages dont bénéficient les femmes qui participent aux activités des *comedores*. Elles s'extraitent de l'isolement qui est le leur dans la sphère domestique, rencontrent d'autres femmes, trouvent un soutien émotionnel, partagent leurs problèmes, ont accès à un flux continu de formations pour adultes sur des thèmes allant de la nutrition aux méthodes de confection de jouets en peluche, apprennent à cuisiner pour des groupes, apprennent à gérer un budget et à faire la comptabilité, s'habituent à parler en public, ont la possibilité d'identifier des objectifs et des intérêts personnels, apprennent à entrer en relation et à mener des négociations fructueuses avec les autorités publiques, assument la gestion des affaires internes de leur organisation, supervision et *leadership* inclus, et enfin mettent en pratique les procédures parlementaires et électorales. En évoluant dans l'échelle hiérarchique des *dirigentas de comedores* locales, de district et régionales, elles accèdent à d'autres réseaux comme les Mesas de Concertación de Lucha contra la Pobreza (tables rondes de lutte contre la pauvreté). Sans doute un peu nostalgique, Blondet (2004, 15) reprend les revendications qui s'exprimaient il y a 20 ans : «Les *comedores populares*

sont devenus de véritables lieux d'apprentissage de la citoyenneté. C'est au sein de leur organisation que les femmes des milieux populaires se constituent en sujets de droits et d'obligations ».

Dans son discours sur « l'état de l'union » prononcé devant le Congrès le 28 juillet 2014, le jour de la fête de l'indépendance, le Président a donné le dernier chiffre disponible de la courbe déclinante du nombre des *comedores*. Le Pérou compte officiellement 13 500 *comedores*. Mais le fait qu'ils aient été évoqués comme une partie intégrante du système de protection sociale dans un discours présidentiel indique que leur temps n'est pas révolu. Pour le gouvernement actuel du Pérou, les *comedores* ne constituent pas le cœur des programmes de lutte contre la pauvreté et de développement social. Ils sont considérés comme des structures auxiliaires et c'est dans cette position que réside leur importance. Outre leurs activités de préparation de repas subventionnés destinés aux personnes indigentes, ils fournissent des repas et des en-cas aux garderies, aux cantines scolaires et aux entreprises – à l'occasion des réunions ou des sessions de formations – dans les régions excéntrées du pays dépourvues de services de restauration et de traiteur.

Le néolibéralisme triomphant qui caractérise le climat péruvien contemporain a porté un coup sévère aux *comedores*. Pourquoi ont-ils été si aisément délogés de la place centrale qu'ils avaient si longtemps occupée ? Pourquoi n'ont-ils jamais été véritablement associés au « *sueño de la casa sin cocina* » (Anderson 1990) – le rêve d'une maison sans cuisine développé dans les Utopies du XIX^e siècle et figurant au cœur des revendications féministes fondamentales dans de nombreux autres pays – pour une répartition plus équitable et plus efficace de la charge des tâches ménagères et du travail de *care* au sein des foyers péruviens ? L'étude de cas qui suit met en lumière d'autres aspects de cette question.

Étude de cas : Pamplona Alta

Le phénomène des *comedores* peut être analysé dans le contexte du développement des échanges de services non monétaires et réciproques, de l'entraide communautaire et des services entre voisins qui ont constitué la matrice sociale des projets de développement communautaire élaborés durant les premières années de la formation des nouveaux quartiers urbains au Pérou. La communauté de Leoncio Prado, l'une des quelques centaines de subdivisions administratives de Pamplona Alta, en est un bon exemple. Pamplona Alta est une vaste zone de collines sableuses, située à la lisière sud de la ville de Lima, que l'armée péruvienne utilisait autrefois comme champ de tir pour l'entraînement de ses troupes. Au milieu des années 1960,

des groupes de familles s'y sont progressivement installés, s'organisant pour construire leurs cabanes de paille pendant les périodes les plus propices (pendant les vacances de Noël, par exemple, période durant laquelle toute tentative du gouvernement pour les expulser lui aurait valu mauvaise presse). Pendant les années 1970, le gouvernement militaire en place s'est montré relativement tolérant à l'égard des *barriadas* en expansion et a mis en place certains mécanismes visant à rétablir un ordre relatif dans ce chaos. L'armée a mis des bulldozers à la disposition des habitant-es pour leur permettre de réaliser les opérations de nivellement nécessaires, de dessiner des rues selon un plan en damier et de créer un semblant d'aménagement urbain. Une agence publique spécifique a été créée pour organiser les élections des comités de développement de ces nouveaux quartiers.

En tant que chercheuse, militante et amie de membres de la communauté de Leoncio Prado, j'ai eu la chance d'être impliquée dans l'évolution de ce quartier depuis les années 1977 et 1978, période pendant laquelle j'ai été invitée à prendre part à une première étude. En 1992 et en 2001, j'ai dirigé les enquêtes de suivi des ménages qui constituaient l'échantillon original (approximativement 8 % de la population totale de la communauté). Durant ces trois phases de recherche, mais aussi grâce à des projets de plus petite envergure consacrés aux organisations de base et à la démocratie locale, j'ai pris connaissance de la riche histoire institutionnelle de cette zone. Dans l'une de ces études, j'ai montré qu'environ 15 % des femmes de la communauté étaient actives au sein d'organisations de base tous types confondus alors que de nombreuses personnes étrangères à cette communauté (y compris certaines féministes et ONG de femmes exagérément enthousiastes) pensaient que la population entière était impliquée et mobilisée dans ces organisations.

Une autre étude menée par l'ONG GREDES en 1991 a permis d'inventorier les organisations communautaires en activité à cette période et d'explorer les relations qu'elles entretenaient avec leurs homologues locales, les institutions gouvernementales, les organismes philanthropiques, les ONG et enfin les agences de coopération internationale. Le tableau suivant récapitule les résultats de cet inventaire pour Leoncio Prado et, à des fins de comparaison, pour la communauté voisine d'Ollantay.

Type d'organisation	Leoncio Prado	Ollantay
Comités centraux de développement local (autorité politique au niveau du <i>barrio</i> , liens avec les autorités municipales)	2 <i>Comité central</i> (hommes) <i>Concejo Femenino</i> (femmes)	1
Développement social (Vaso de Leche, promotion de la santé, comité pour le développement des crèches)	2	2
<i>Comedores</i>	6	5
Associations parents-professeurs (obligatoires pour chaque école) Coopératives économiques, associations et représentants professionnels (par exemple, vendeur-euses sur les marchés, magasins à domicile, coopératives artisanales, exploitants de minibus, etc.)	2	2
Clubs de sport	7	15
Groupes religieux	2	4
Partis politiques, comités locaux	4	4
Total	31	34

Source : GREDES project on local democracy (Projet GREDES sur la démocratie locale), 1991

L'étude du GREDES a permis de recueillir des informations détaillées sur les types d'échanges (échanges d'informations compris), les modalités de coordination et les projets communs pour lesquels les différentes organisations avaient mis en place des collaborations. Ces interactions allaient du simple prêt d'une salle de réunion et de quelques chaises pliantes à des apports importants de ressources transitant, par exemple, par les associations parents-professeurs, en passant par la vente de tickets de tombola. Certaines des organisations étaient profondément impliquées dans des échanges de niveau local, par exemple les clubs de sport qui se rassemblaient pour organiser des matches ou des tournois locaux. D'autres étaient davantage tournées vers l'extérieur : la plupart des sections locales des partis politiques et les groupes religieux recevaient par exemple leurs directives d'organisations de plus grande envergure. Selon cette étude, les *comedores* se situaient à l'extrême du spectre des organisations dotées de nombreuses connexions hors de la communauté. Ce positionnement n'est pas surprenant si l'on prend en compte le fait que tous recevaient des subventions d'organismes comme Caritas, de donateurs internationaux *via* des ONG péruviennes comme FOVIDA ou encore du gouvernement. L'un des *comedor* recensé coopérait plus ou moins étroitement avec plus de 42 orga-

nisations partenaires. Parmi les échanges qui s'opéraient au sein de la communauté, certains étaient de nature hostile. Les organisations étaient en effet souvent en concurrence les unes avec les autres dans leur recherche de clients ou de membres (les femmes qui avaient prouvé leur loyauté sur le terrain, les cuisinières exceptionnellement douées ou les administratrices compétentes étaient particulièrement courtisées) et dans leur lutte pour obtenir le soutien des organisations et des bailleurs étrangers en visite dans leur communauté.

Indubitablement, les *comedores* (et les comités Vaso de Leche) ont toujours été une affaire de femmes. Leurs activités, tout d'abord, étaient « féminines » (la cuisine, le service des repas, l'élaboration de budgets et l'approvisionnement alimentaire, la gestion de la cuisine et de l'équipement nécessaire à son fonctionnement). De plus, sauf circonstances exceptionnelles, les hommes étaient exclus du fonctionnement des *comedores* – et pour être plus précise, je dirais qu'hommes et femmes répondaient dans ce contexte à une logique de répulsion mutuelle. On peut évoquer le contre-exemple d'un *comedor* situé dans le quartier Leoncio Prado dont la particularité était de rassembler exclusivement des membres atteints d'un handicap physique. Ce *comedor* enfreignait doublement les « règles » établies, non seulement en acceptant aussi bien les hommes que les femmes mais aussi en admettant en son sein des membres qui ne vivaient pas à Leoncio Prado. Dans certains quartiers de Lima et dans d'autres régions du Pérou, la participation des hommes aux activités des *comedores* était autorisée et, dans les faits, un petit nombre d'entre eux se sont joints à ces structures. Après le choc Fuji et la vague de chômage que ce dernier a provoquée, le phénomène s'est amplifié.

La stricte ségrégation de genre était un phénomène nouveau dans l'univers organisationnel de Leoncio Prado. Si les deux comités de développement situés en haut de la pyramide hiérarchique locale étaient composés exclusivement d'hommes pour l'un et de femmes pour l'autre, les deux collaboraient étroitement et leurs membres avaient souvent des liens de parenté. Les clubs de sport fonctionnaient de manière intégrée : les matches et tournois étaient des manifestations festives auxquelles les familles étaient invitées à se joindre pour passer un bon moment, acheter (ou vendre) des en-cas, assister à un match de football masculin suivi, assez souvent, par un match de volley féminin ou mixte. Les organisations à vocation économique – parmi lesquelles une caisse d'épargne, l'association des vendeuses sur les marchés et le groupement des propriétaires de boutiques à domicile – étaient souvent mixtes. L'existence d'organisations et de projets de développement exclusivement féminins est devenue source de conflit dans les années 1980, quand Leoncio Prado, comme d'autres *barriadas*, a été envahi par des ONG de femmes et des

projets destinés aux femmes et subventionnés par le gouvernement. La tradition locale voulait qu'idéalement, hommes et femmes travaillent ensemble.

Par ailleurs, de nombreux observateurs se demandaient, à cette période, pourquoi les *comedores* ne prenaient pas plus fermement position contre ce qui leur semblait être la principale menace au bien-être des femmes des secteurs populaires et un danger pour la dynamique des nouvelles communautés comme celles de Leoncio Prado : la violence domestique. Cette question était indéniablement importante pour de nombreuses femmes du mouvement (Córdoba 1992 ; Santisteban 1994 ; Granados 1996) et elle était indiscutablement présente à Leoncio Prado. Trois des fonctionnaires en charge des dons alimentaires destinés aux *comedores* de la communauté au début des années 1990 l'ont mentionnée pendant des entretiens (des entretiens réalisés en 2001 avec R.G. de Care/Prodía, N.M. de Caritas, L.C. du PRONAA). Pour des raisons que j'évoquerai plus en détail dans la section finale de cet article, les *comedores* sont restés focalisés sur leurs objectifs centraux. Cette orientation a peu évolué avec le temps, et n'a toléré que quelques concessions aux particularismes locaux.

L'analyse des organisations locales de Leoncio Prado et de *barrios* similaires montre que les femmes, en tant qu'actrices politiques, ne diffèrent pas fondamentalement des hommes. Comme d'autres organisations de base, les *comedores* ont été confrontés à des querelles intestines, à des accusations de chapardage et à d'innombrables difficultés relatives à l'administration des ressources. Mais ils ont œuvré auréolés de l'autorité morale que leur conférait leur noble mission. Les contradictions émotionnelles et psychologiques créées par ces dysfonctionnements semblent avoir compromis toute possibilité de discussion franche sur les difficultés organisationnelles rencontrées (Huamán 1988).

Les faits montrent la nécessité de repenser la position centrale qu'occupent les *comedores* depuis quelques décennies dans la mobilisation de la communauté et dans le mouvement politique en faveur d'une réforme démocratique au Pérou. Leurs partisan-es, parmi lesquelles la grande majorité des féministes de l'époque, les considéraient comme le seul terrain d'action envisageable. L'accès des femmes des classes populaires à la citoyenneté dépendait de leur existence. Les communautés locales y voyaient tout autre chose et se montraient bien plus captivées par les vrais terrains d'action – les matchs de football et les festivités connexes.

Les faits montrent également la nécessité de repenser le rôle des *comedores* dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et dans l'approvisionnement des ménages. Mon intention n'est pas ici de nier la pertinence passée ou

actuelle des *comedores*. Dans le Leoncio Prado d'aujourd'hui, 3 ou 4 d'entre eux ont survécu⁴. Ils constituent l'un des rouages de la mécanique complexe des systèmes d'approvisionnement qui, au final, permettent – ou non – à certaines familles d'accéder à des ressources d'un bon rapport qualité-prix. Ils jouent le rôle d'un mécanisme d'assurance, l'un parmi les nombreux mécanismes souhaitables dans un contexte politique qui ne cesse de se remodeler et d'évoluer. Au hasard de circonstances indépendantes de leur volonté, il se peut que, dans un futur plus ou moins lointain, les *comedores* redeviennent une source de nourriture, d'information, de subventions, entre autres ressources. Les populations pauvres doivent en effet utiliser tous les moyens mis à leur disposition pour se protéger des décisions arbitraires prises par des gouvernements instables et des visées prédatrices d'acteurs politiques plus puissants. Cette leçon sur la citoyenneté est apparemment celle que la population de Leoncio Prado a le mieux assimilée, à l'instar de nombreuses autres communautés urbaines populaires dans tout le pays.

Après la rénovation néolibérale

Étonnamment, au cours de la longue histoire des *comedores*, on s'est rarement interrogé sur la réalité de leur contribution à la nutrition des populations au service desquelles ils prétendaient se placer. Nous savons que les dons alimentaires du PRONAA (gouvernement péruvien) et des autres agences étaient constitués d'aliments peu variés. Ils comprenaient essentiellement du riz, des légumes secs, de l'huile de cuisson et d'autres aliments non périssables comme des conserves de poisson. Les membres des *comedores* devaient d'elles-mêmes utiliser les modestes montants qu'elles demandaient en contrepartie des rations (des sommes réduites pour les membres et plus élevées pour les non-membres) pour acheter des denrées complémentaires, notamment des légumes frais et de la viande. Huamán (1988) a analysé les menus proposés, teneur en protéine comprise, et constaté que beaucoup n'étaient pas équilibrés. Les pires repas se contentaient de remplir les estomacs et pouvaient, dans certains cas, être complétés par d'autres aliments ajoutés à la maison. Dans les cas les meilleurs, les femmes en charge des *comedores* étaient habiles et dynamiques, elles négociaient, défendaient leur cause auprès des commerçant-es des marchés locaux et parvenaient à proposer des rations savoureuses et nutritives chaque jour de la semaine ou presque.

⁴ Aux dernières nouvelles, l'un d'entre eux, dirigé par la même présidente depuis près de 25 ans, était sur le point de fermer ses portes sur décision unilatérale de ladite présidente, sans aucune consultation des membres et sans exploration des possibilités de transfert des responsabilités à une autre direction ou sur un autre site (les locaux de ce comedor avaient toujours été situés au domicile de la présidente).

En s'appuyant sur l'enquête menée en 2003 par l'Institut des études péruviennes sur les *comedores* de Lima, Trivelli (2004, 21-24) a distingué différentes catégories de consommateurs et de consommatrices de ces rations. Dans le respect d'une pratique établie depuis longtemps, près de 60 % des membres payaient, pour chaque ration, un montant proportionnel aux coûts réels. Des rations gratuites étaient réservées aux employées des *comedores* et aux personnes considérées comme des « cas sociaux ». Pour ces dernières, le coût des repas était couvert par les dons du PRONAA et des autres bailleurs et, pour bénéficier des dons alimentaires, les *comedores* devaient impérativement prendre en charge gratuitement les repas d'une certaine proportion de cette population particulièrement défavorisée. Une fois cette contrainte satisfaite, les *comedores* étaient libres de vendre leurs repas aux personnes ne relevant pas de ces catégories. Ils avaient pour la plupart une clientèle stable qui incluait parfois des enseignant-es ainsi que des non-résident-es qui venaient travailler chaque jour dans le voisinage ou des clients occasionnels comme des ouvriers du bâtiment en contrat temporaire, des vendeurs itinérants ou des chauffeurs de bus de passage. Le tableau suivant décrit la structure moyenne de la clientèle de l'ensemble des *comedores* de la ville de Lima.

Rations	Consommateur-trices
59,3 %	Membres et familles des membres
13,1 %	Cuisinières et assistantes travaillant au sein des <i>comedores</i> (« volontaires »)
9,1 %	« Cas sociaux » (cas relevant de l'aide sociale : enfants abandonnés, personnes âgées, personnes atteintes de maladies mentales, etc. Les personnes bénéficiaires recensées dans chaque <i>comedor</i> sont des connaissances de leurs membres).
17,7 %	Ventes à la clientèle : consommateur-trices régulier-ères ou occasionnel-les

En 2003, les *comedores* recouraient encore à des technologies extrêmement rudimentaires (Trivelli 2004, 28). Seuls 61 % d'entre eux étaient alimentés en électricité et en eau courante. La préparation des repas était réalisée sur des réchauds au propane de type industriel et les membres des *comedores* devaient probablement acheter les bouteilles de gaz ailleurs et les acheminer jusqu'à leurs locaux. Moins de 40 % d'entre eux étaient équipés de mixeurs, 18 % d'un réfrigérateur et 4 % d'un four. Les *comedores* utilisaient principalement des technologies, du matériel, des recettes et des procédures relevant de la cuisine familiale pour produire de grandes quantités de repas, ce qui nécessitait un très fort investissement en travail humain. Le seul élément témoignant d'une « adaptation à l'échelle de la production » était la présence d'énormes marmites qu'il fallait poser sur les réchauds puis retirer. Les longues années d'existence des *comedores* n'ont à l'évidence pas permis le

développement de technologies adaptées. Aucune université ou école technique péruvienne ne s'est investie dans l'élaboration de projets industriels dans ce domaine pour concevoir des équipements de transformation des aliments ou trouver les améliorations qui auraient pu être apportées aux réchauds de cuisine et aux fours. Pour autant que l'on sache, ni les ONG, ni les agences gouvernementales chargées des dons alimentaires, ni les organisations de femmes elles-mêmes ne les ont approchées pour demander à être impliquées dans un processus qui aurait permis de rendre le travail réalisé au sein des *comedores* plus efficace et moins laborieux.

Il est éloquent que la disparition progressive des *comedores* ait laissé la totalité de la population indifférente, jusqu'à leurs partisan-es. Virginia Vargas, l'historienne du féminisme péruvien la plus influente – bien qu'elle soit aussi parfois partielle et tendancieuse – les mentionne à peine dans ses nombreux travaux d'interprétation de l'évolution de la situation des femmes et du féminisme au Pérou pendant ces trente dernières années (voir par exemple Vargas 2006). Parmi les voix les plus fortes pour dénoncer la corruption et l'inefficacité qui régnaient dans le mouvement des *comedores* et de Vaso de Leche, on trouve de nombreux dirigeants politiques de gauche. Ces structures sont des cibles faciles pour celles et ceux qui, abandonnant leurs anciennes convictions, veulent faire la preuve de leur acceptation éclairée des nouveaux paramètres de la politique sociale. Peut-être parce qu'elles constituaient la pièce la plus importante et la plus visible de l'ancien puzzle de l'aide sociale, ces deux catégories d'organisations de femmes des classes populaires sont devenues, aux yeux des progressistes, les structures les plus faciles à sacrifier au nom des nécessités de la construction d'une architecture sociale nouvelle sous des auspices néolibéraux. Dans ce contexte, il est sans doute pertinent de rappeler que les *comedores* ont été et restent des organisations de femmes alors que le nouvel *establishment* en charge de la politique sociale est essentiellement masculin (ses membres étant, de plus, probablement peu impliqués dans les subtilités de l'approvisionnement alimentaire de leur propre foyer).

Les *dirigentas* attribuent la responsabilité de l'effondrement du mouvement à la défection des ONG partenaires et des donateurs internationaux (Rousseau 2009). Córdoba (1992) voit dans le déclin de ces organisations le résultat des attaques terroristes, de la démobilisation que celles-ci ont entraînée chez les *dirigentas* et de la destruction d'un certain nombre de groupes locaux et d'organisations centralisées. Granados (1996) a analysé le phénomène des *comedores* et de Vaso de Leche depuis sa naissance jusqu'au début des années 1990. Il a notamment étudié l'incapacité de ces structures à se regrouper pour constituer ce qui aurait pu devenir un mouvement politique plus fort et plus solide. Si on a souvent fait porter la responsabilité de cet échec sur les

dirigentas et sur leurs querelles et ambitions personnelles, Granados explique cette incapacité par des déficiences de plus grande ampleur imputables aux institutions et aux pratiques du système politique péruvien : la difficulté de résoudre les divergences par la négociation, de faire des compromis et d'établir des coalitions respectueuses des identités institutionnelles.

Jenkins (2011, 300) a principalement étudié les tensions relatives aux questions de *leadership* et d'*empowerment* qui se sont accrues jusqu'à devenir insoutenables. Pendant l'âge d'or, l'*empowerment* des femmes consistait à adopter une vision critique des conditions sociales et à acquérir les compétences et la motivation nécessaires pour les faire changer. Au début des années 2000, l'esprit et les discours des ONG partenaires comme des *leaders* des communautés avaient perdu cette approche critique. À l'origine, les ONG qui s'étaient précipitées pour soutenir les *comedores* encourageaient une forme de critique de la pauvreté et des injustices économiques, mais aussi des inégalités de genre, de l'*encierro domestico* (enfermement domestique) et de l'impossibilité pour les femmes de prendre part aux processus décisionnels de niveau local ou supérieur. Logiquement, cette critique ne portait pas explicitement sur les tâches ménagères, la préparation des repas et les injustices de la division sexuelle du travail au sein des foyers. Comment aurait-il pu en être autrement ? La préparation des repas fournis par les *comedores* et les opérations du programme Vaso de Leche étaient en effet encore des activités presque exclusivement féminines.

Selon certain-es, les *comedores* ne sont que l'un des aspects de la longue transformation culturelle – plus précisément du déplacement culturel – d'une population rurale contrainte à se repositionner dans un environnement urbain. Ces organisations sont parfois perçues comme un héritage andin. Les femmes ne disaient pourtant pas reproduire en ville les célébrations traditionnelles et les fêtes patronales communautaires de leur région natale. Mais en examinant cette réalité dans une perspective plus large, on constate que cette population rurale a apporté avec elle un certain nombre d'institutions propres à son milieu d'origine et s'est transformée en une population urbaine en abandonnant certaines de ces institutions et en en remaniant d'autres. On trouve, à Leoncio Prado, de nombreux signes de ce processus. Ainsi, les filles de *dirigentas* et de membres des *comedores*, élevées et éduquées en ville, n'ont que rarement choisi de s'engager aux côtés de leurs mères quand elles sont à leur tour devenues cheffes de famille, et ce même si elles vivaient dans des conditions de pauvreté très similaires.

Rousseau résume ainsi cette tendance :

Du fait de multiples facteurs [...], parmi lesquels les divisions internes du mouvement et l'impact des violences politiques et des changements dans les politiques des donateurs, le mouvement des cuisines collectives était particulièrement vulnérable aux conséquences du projet néo-populiste du régime Fujimori conjuguant une politique économique néolibérale à une approche autoritaire et clientéliste de l'aide sociale. Le Pérou s'est peu à peu converti à un modèle individualiste et fondé sur le marché dans les années 1990. L'échec de la gauche démocratique, l'affaiblissement drastique du mouvement syndical et les dommages et traumatismes occasionnés par la guerre entre le Sentier lumineux et les forces de sécurité ont favorisé l'adoption définitive de ce nouveau modèle. Ce dernier a sonné le glas de l'idéal des comedores consistant en une organisation autonome fondée sur la solidarité. (Rousseau 2009, 123-124)

Au-delà de la cuisine : les Utopies réelles de la solidarité féministe

J'ai abordé quelques-uns des constats faits *a posteriori* par des membres des comedores, par des responsables politiques impliqués ainsi que par les féministes qui ont promu ce mouvement au rang de projet progressiste voire, avec plus d'enthousiasme encore, à celui de première priorité des féministes péruviennes. J'espère avoir décrit, rétrospectivement, la nature du regard posé par les féministes sur le temps et l'énergie consacrés à la création d'une grande organisation dotée d'un ensemble complexe d'objectifs et de priorités et qu'il a été impossible de faire perdurer. L'histoire aurait-elle pu se dérouler autrement ? Cette question n'a sans doute pas reçu l'attention qu'elle méritait. Certaines actrices de ce mouvement suggèrent que, dans certaines conditions, celui-ci aurait pu évoluer différemment. Mais ces conditions sont, pour la plupart, si éloignées de la réalité du Pérou contemporain que leur conjonction en est devenue inconcevable. Ainsi, même les partisan-es les plus convaincu-es semblent désormais s'accorder sur le fait que les comedores ont été une occasion manquée qui ne se représentera plus. Portant l'exploration au-delà des acteur-trices et de leurs intentions, d'autres questionnements interrogent le potentiel des comedores à incarner une nouvelle forme d'organisation économique principalement vouée à l'approvisionnement des ménages en repas préparés. En plus d'être, pour les pauvres, une stratégie de survie à court terme et un mode d'accès à l'aide gouvernementale et internationale, les comedores peuvent-ils être considérés comme une tentative de construction d'une « Utopie réelle » qui serait venue s'intégrer de manière permanente aux institutions péruviennes en charge des classes sociales les plus défavorisées ? Peut-on penser que les comedores sont encore susceptibles de constituer la base d'un mouvement visant à remodeler les rôles de genre et à encourager la mise en œuvre des dispositifs économiques différents dans la sphère de l'approvisionnement des ménages et de la division sexuelle du travail au sein des ménages et des communautés ?

À ce stade de la réflexion, j'aimerais parler des économies de la solidarité réceptives aux revendications et principes féministes. Le concept des Utopies réelles⁵, développé par le sociologue Eric Olin Wright et nombre de ses collaborateurs, a ceci de commun avec l'économie féministe qu'il accorde une attention spécifique aux aspects pratiques et réalisables. Il renvoie la plupart des questions à la sphère institutionnelle. Quelle forme doit-on donner aux institutions pour qu'elles deviennent des vecteurs de la transformation tout en se consacrant à la résolution des problèmes concrets que la population rencontre au quotidien et dans des conditions réelles ? Il n'est pas urgent d'examiner les autres dispositifs institutionnels que nous souhaiterions pouvoir extraire de la logique de l'économie capitaliste. Mais l'approvisionnement, la préparation et la consommation de notre pain quotidien ne peuvent pas attendre.

Plusieurs composantes de la transformation socio-économique selon Wright peuvent être mises en relation avec les *comedores*. J'évoquerai en premier lieu le changement social non intentionnel, que Wright (2010, 273) considère comme un facteur probablement plus déterminant que les stratégies à visée transformatrice, avant de traiter de la transformation interstitielle.

Si l'on pense que les stratégies systémiques de rupture visant à une transformation émancipatrice ne sont pas plausibles, du moins dans les conditions historiques existantes, alors la seule véritable alternative est d'adopter un type de stratégie qui définit la transformation comme un processus de métamorphose par lequel des transformations d'ampleur relativement restreinte se cumulent pour produire un changement qualitatif de la dynamique et de la logique d'un système social.

Wright ajoute que :

Invoker la métamorphose ne revient pas à abjurer la lutte mais à concevoir les objectifs stratégiques et les effets de la lutte selon une perspective différente: ils deviennent des modifications incrémentales des structures qui sous-tendent le système social et ses mécanismes de reproduction sociale, modifications qui transforment le système sous l'effet de leur accumulation plutôt que par une discontinuité brutale qui frapperait les centres de pouvoir du système dans son ensemble. (Wright 2010, 321)

À l'évidence, les femmes des *comedores* ne se percevaient pas comme des composantes d'une stratégie visant à l'effondrement du capitalisme au Pérou. Mais elles ont mis en pratique des comportements solidaires et de nouvelles formes de relations de voisinage qui ont provoqué et incarné le changement. En outre, elles se sont préoccupées d'une question – résoudre les problèmes freinant l'approvisionnement en nourriture des populations marginalisées et pauvres – située dans les interstices des priorités politiques et économiques des responsables péruviens en place. Il semble que ce phénomène satisfasse aux critères de l'Utopie réelle.

⁵ Wright coordonne le Real Utopias Project <https://www.ssc.wisc.edu/~wright/RealUtopias.htm>

Pour s'enraciner et s'épanouir, les projets d'Utopie réelle dépendent des conditions externes. Selon certain-es, la mobilisation véritable et de grande ampleur des populations pauvres du Pérou en faveur d'un renouvellement des dispositifs sociopolitiques n'a été possible que parce que le Pérou connaissait, à la fin des années 1970 et au début des années 1980, une période de transition démocratique. Une fois les turbulences passées, les anciennes institutions sont revenues en force et ont supplanté les nouvelles.

Il est impératif que les Utopies réelles se construisent autour de besoins réels et qu'elles permettent réellement une résolution des problèmes relatifs à la production de biens et services censés satisfaire ces besoins. Les *comedores* ont trouvé leur place dans la sphère de l'approvisionnement des ménages, et plus spécifiquement dans celle des repas préparés. Pour occuper cette niche, une Utopie réelle doit résoudre les problèmes de gestion et d'administration, ceux relatifs à l'efficacité et aux coûts ainsi que ceux qui touchent à la valeur nutritionnelle des produits. Sur tous ces points, l'évaluation des *comedores* révèle des résultats mitigés. En tant qu'organisation économique, ils ont été grandement desservis par l'absence d'implication de spécialistes en technologie agroalimentaire et en ingénierie industrielle qui auraient pu mettre leur capacité à innover au service de l'amélioration des systèmes d'approvisionnement et de production. Les Utopies réelles doivent être en mesure de recourir aux services d'acteurs externes – en les payant, en les réquisitionnant ou en les négociant – pour déployer les technologies qui leur permettront d'être efficaces et de rivaliser avec leurs anciens concurrents (ou avec les nouveaux, par exemple McDonald's, KFC, Burger King, etc.).

DeVault (1991), parmi d'autres auteur-es, nous ont permis de prendre la mesure du défi que représente «l'alimentation de famille» au niveau national. Différent-es chercheur-es, dont Weismantel (1988), ont dressé un tableau encore plus complexe de cette question dans le cas andin. Le travail à réaliser dans les interstices revendiqués par les *comedores* les expose à des difficultés d'une ampleur décourageante. Neysmith et ses coauteures (2012) ont exploré une catégorie d'activités féminines qu'elles appellent «l'approvisionnement collectif» et qui semble correspondre à la finalité des *comedores*. En étudiant un échantillon canadien, elles ont dressé une liste des éléments qui interviennent dans le processus d'approvisionnement collectif (voir le tableau 4.1 dans Neysmith *et al.* 2012, 47). Les implications de cette analyse donnent matière à réflexion.

1. Fabriquer de biens et services de valeur
 - Fournir des ressources matérielles
 - Créer une culture de l'entraide
 - Produire des connaissances
 - Créer des réseaux
2. Constituer des collectivités
 - Identifier les visions communes
 - Aider les groupes à déterminer/conservier leur place
 - Remettre en cause les différences et les limites
3. Construire des alternatives
 - Explorer de nouveaux espaces et de nouvelles identités
 - Opposer une résistance aux injustices
 - Contrer les discours dominants

Je suis certaine que les femmes actives au sein des *comedores* péruviens ont mené de front toutes ces activités, à un degré ou à un autre, et ce même si ni elles ni les Canadiennes ne les ont associées – ou n'auraient pu les associer – à des concepts abstraits comme ceux énumérés ci-dessus. Mais nous avons l'obligation, en tant qu'observateur-trices, de reconnaître pleinement les très fortes exigences et les nombreuses implications de tout projet d'approvisionnement considéré comme le lieu de la réalisation d'une Utopie réelle féministe.

Dans un texte injustement négligé dans les débats sur le genre et le développement, March et Taqu (1986) s'interrogent sur la nature des associations de femmes actives dans différents environnements culturels et remettent en question la viabilité des projets de développement ou des projets à visées transformatrices confiés à ces organisations. La nature « informelle » de ces associations les place dans l'univers du changement social non intentionnel tel que défini par Wright : elles sont nées spontanément de l'expression des désirs et des besoins des femmes. Parmi ces associations figurent notamment les groupes religieux, les troupes de danse, les coopératives de pêche, les associations de vendeuses sur les marchés, les groupes de sages-femmes, les organisations de guérisseuses traditionnelles (notamment les « coupeuses » dans les sociétés qui pratiquent les mutilations génitales), les syndicats de coiffeuses, les très nombreux types d'associations de crédit rotatif et bien d'autres types d'organisations. Les auteures soulignent le caractère défensif d'une très grande proportion des organisations de femmes. Parce que la subordination et la vulnérabilité des femmes prévalent dans de nombreux contextes culturels et dans de nombreuses situations, ces dernières se sont souvent organisées pour se défendre contre les hommes et leurs desseins. March et Taqu distinguent les « organisations défensives » des « organisations actives » et parviennent à la conclusion que seules les structures du second type – une minorité – sont des vecteurs viables pour les projets à

visées transformatrice. Les *comedores* semblent dangereusement proches de la première catégorie, notamment si l'on considère leur discours et l'image que leurs membres ont de leur organisation.

Au Canada, les associations communautaires de femmes étudiées par Neysmith *et al.* (2012) ont évolué en regroupant des fonctions très variées dans la catégorie « construction d'autres possibles ». Si nombre d'entre elles ont apporté leur contribution à la répartition des avantages sociaux et à la mise en lumière des besoins, ces organisations étaient fortement impliquées dans les activités de plaidoyer en faveur d'une expansion des services publics et d'un élargissement des critères d'éligibilité. Elles étaient également engagées dans les mouvements de protestation contre l'injustice des modalités de mise en application des politiques qui affectent la capacité des ménages à répondre à leurs propres besoins. Elles ont parfois dû choisir entre un rôle passif consistant à collaborer à la bonne marche des programmes sociaux et une opposition à ces mêmes programmes pour en souligner les insuffisances auprès du public et de la presse. Pour jouer leur rôle de force de construction d'autres possibles, elles avaient besoin de jouir d'une grande marge d'autonomie. Elles devaient éviter de dépendre d'une unique source de financement et de risquer de voir fermer leurs lieux de réunions en cas de conflit avec leurs partenaires. Il leur fallait également ne pas être soumises au bon vouloir d'une unique et puissante agence qui aurait pu prendre ombrage de leurs actions et menacer à la fois leur statut juridique et la reconnaissance de leur action par la communauté. Plus important encore, elles devaient faire preuve d'une grande autonomie psychologique, notamment pour « explorer de nouvelles identités » et « contrer les discours dominants ».

Sur ce point critique, les organisations canadiennes et les *comedores* péruviens divergent radicalement. L'« autonomie » était l'une des valeurs les plus fréquemment évoquées au sujet du mouvement des *comedores*. Mais dans les faits, la capacité de chaque *comedor*, ou du mouvement des *comedores* dans son ensemble, à évoluer de manière autonome dans une certaine direction étaient très restreinte. Les *comedores* subventionnés par le gouvernement étaient soumis à des visites et à des inspections menées par des agences chargées de s'assurer que les sacs de nourriture étaient correctement stockés et que le nombre annoncé de bénéficiaires correspondait à la réalité. Les *comedores* dits « *autogestionarios* » étaient très dépendants des ONG par lesquelles transitaient les dons de la communauté internationale et qui leur offraient ce que l'on pourrait appeler une assistance technique. Santisteban (1994) a particulièrement bien étayé et retranscrit le sentiment d'oppression que pouvaient éprouver les organisations « autonomes » dans leur relation avec certaines ONG bien intentionnées. Selon certaines *dirigentas*, « elles [les ONG] écrivaient même nos lettres à notre place ».

La création d'Utopies réelles relatives à l'approvisionnement des ménages et à la division du travail dans les foyers doit rassembler les hommes et les femmes. Les Utopies réelles qui occupent les interstices de la vie du foyer et de la famille ne peuvent se construire qu'avec l'implication des deux genres. Sur ce point, les *comedores* ont rencontré de nombreuses difficultés. Ils n'étaient en effet composés que de femmes. Les conseillers et conseillères des ONG et des agences donatrices les concevaient probablement comme des projets visant à l'*empowerment* des femmes qui s'épanouissaient dans des espaces exclusivement féminins mais les femmes, elles, les considéraient le plus souvent comme un moyen d'échapper à l'oppression des rapports de genre qui prévalaient dans leur foyer. Pour beaucoup, notamment pour les maris qui prenaient part aux repas, la situation manquait de clarté : étaient-elles pour ou contre les hommes ? En rapportant les témoignages de femmes membres de *comedores*, Córdoba, Santisteban et Granados montrent que, même si les membres des *comedores* portaient une attention déférente aux préférences alimentaires des hommes, le fait qu'elles soient absentes de leur foyer n'était pas sans conséquences : le ménage n'était pas fait et les enfants avaient de moins bons résultats à l'école. On peut reprocher aux maris et aux pères de ne pas avoir pris le relais pour assumer les tâches délaissées par les femmes mais, dans les faits, le modèle qui leur était proposé ne leur offrait aucune incitation à le faire.

Les *comedores* se sont trouvés pris au piège de leur dépendance à l'égard d'un petit nombre de sources de nourriture, d'équipements et de reconnaissance officielle. Toutes les analyses des réseaux de pouvoirs témoignent du rôle central des intermédiaires qui contrôlent l'accès aux ressources ainsi que de leur capacité à établir des priorités et des paramètres qui servent leurs propres intérêts. Les *comedores* ont été piégés par le discours qu'ils avaient eux-mêmes contribué à créer. Puisqu'ils visaient à nourrir les pauvres et les humbles, ils n'avaient presque aucune légitimité à tenter d'attirer l'attention sur leur propre pauvreté ou sur l'exploitation dont leurs membres étaient elles-mêmes victimes, notamment en tant que personnes de genre féminin dotées d'un projet de vie propre. Ils ne disposaient d'aucun levier de négociation puisqu'il leur était impossible d'envisager (dans ce contexte) d'abandonner leurs membres et leurs client-es à leur quotidien. Le discours et les pratiques se renforçant mutuellement, les femmes ont vu se réduire leur capacité à imaginer une répartition différente de la charge de l'approvisionnement du foyer entre différents acteurs et, par conséquent, à envisager un monde où la vie familiale, les relations au sein de la communauté et les politiques nationales auraient été un reflet véritable de l'égalité de genre.

Le phénomène des *comedores* péruviens s'avère donc riche en enseignements et en questions sans réponses. Je pense pour ma part que l'approvi-

sionnement du foyer et du voisinage reste un terrain propice à la mise en œuvre de projets féministes d'économie solidaire. En revanche, je n'en dirais pas autant des cuisines collectives autonomes. Pour créer des modèles viables, nous devons étudier plus précisément la signification et les implications de l'approvisionnement dans la vie et les activités des hommes et des femmes. Dans l'intervalle, j'espère que d'autres expériences seront menées dans ce domaine⁶.

De la reproduction à la production

Claude Meillassoux

Le maintien des communautés domestiques pour assurer la protection sociale

L'étude des modes de production passés ou en voie de disparition est souvent considérée comme gratuite et inutile. Pourtant en dehors du fait qu'elle contribue à une meilleure connaissance de l'histoire de l'humanité, le repérage des finalités d'un système économique est en soi une exigence de base pour juger de ses capacités au changement dans un contexte différent. [...] [L]es sociétés agricoles d'auto-subsistance qui représentent la forme d'organisation sociale la plus répandue dans les pays sous-développés s'appuient moins sur le contrôle des biens matériels de la production que sur les moyens de la reproduction humaine : les subsistances et les femmes. Leur finalité est la reproduction de la vie comme précondition de la production. Leur préoccupation première est de croître et multiplier, au sens biblique. Elles représentent un système cohérent intégré sur le plan économique, social et démographique, qui assure la satisfaction des besoins vitaux de ses membres productifs et non productifs. Un changement vers une production à finalité matérielle, le détournement d'une production destinée à l'auto-subsistance et l'auto-perpétuation en faveur d'un marché extérieur, ne peuvent apporter que la transformation radicale des communautés, sinon leur destruction [...] Les tentatives faites pour superposer des structures mercantiles, telles les coopératives, aux communautés domestiques ou villageoises, sont vouées à l'échec. Elles ne peuvent « réussir » qu'en transformant les communautés en sociétés de classe. Une préoccupation réelle en faveur du développement devrait envisager la dissolution ordonnée et mesurée de ces communautés et leur remplacement progressif par un mode de production, capable d'absorber le progrès tant économique que social. Paradoxalement, les exploiters capitalistes, qui sont empiriquement de meilleurs praticiens du marxisme que les théories marxistes, sont avertis de la potentialité de cette situation contradictoire. Les communautés agricoles d'auto-subsistance, en raison de leur cohérence et de leur finalité, sont capables de remplir des fonctions que le capitalisme préfère ne pas assumer dans les pays

⁶ Anderson, J. 2015. Missed opportunities, mixed messages and lessons learned : collective kitchens in marginal urban communities of Peru. In « *Homo æconomicus, mulier solidaria*. » *Une économie solidaire peut-elle être féministe ?* (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 221-242. Paris : L'Harmattan, collection Genre et développement : Rencontres.
Traduit de l'anglais par Aurélie Cailleaud

sous-développés : les fonctions de sécurité sociale. Le faible coût de la force de travail dans ces pays vient non seulement de l'exploitation du salarié, mais aussi du travail de ses parents. Ceci est clairement reconnu par les théoriciens de la colonisation :

Il est clairement à l'avantage des mines que les travailleurs indigènes soient encouragés à retourner dans leurs foyers à la fin de la période normale de service. La perpétuation du système grâce auquel les mines sont en mesure d'obtenir du travail non qualifié à un taux inférieur à celui généralement payé dans l'industrie en dépend, car autrement les moyens subsidiaires de subsistance disparaîtraient et le travailleur tendrait à devenir un résident permanent du Witwatersrand. (Rapport de la Commission des salaires indigènes dans les mines de Rhodésie, cité par Shapéra 1947, 204).

Il est de bonne politique, chaque fois que cela est praticable, de laisser la charge des malades et des infirmes aux soins des clans tribaux et des organisations familiales qui ont traditionnellement assumé cette responsabilité. (Rapport du gouverneur de l'Ouganda, 1956, cité par Mukherjee 1956, 198).

Cette politique délibérée de l'impérialisme explique les mouvements considérables de migrations, oscillant entre les réserves rurales et les secteurs capitalistes de l'emploi. Elle explique aussi le soi-disant conservatisme des populations primitives, comme Shapéra (1947) et Gluckman (1960) l'ont noté depuis longtemps. Alors que les économistes et les sociologues libéraux ne trouvent d'autres explications que psychologiques à ces phénomènes, l'analyse économique montre clairement que, lorsque les paysans sont obligés de se livrer à des occupations salariées pour payer les impôts et gagner un peu d'argent liquide, si le capitalisme ne leur offre pas de quoi subvenir à leur retraite ou ne compense pas pour leur période de chômage ou de maladie, ils doivent s'appuyer sur un autre système social organisé pour satisfaire ces besoins vitaux. En conséquence, le maintien de relations avec le village et la communauté familiale est une nécessité absolue pour le salarié, de même que le maintien de rapports de production domestiques, seuls capables d'assurer la survie.

Dans cette perspective, il est clair que l'explosion démographique est la réaction logique de ce type de société lorsque sa sécurité est en jeu sous l'effet de la pression néo-coloniale. Mais il est commode pour les économistes bourgeois de s'aveugler sur ces phénomènes et de se débarrasser de la responsabilité du sous-développement en l'attribuant à l'incontinence sexuelle ou à l'esprit tordu des sous-développés. L'incapacité des apologues du capitalisme de percevoir la situation réelle les entraîne à émettre des théories contradictoires, telle celle de l'« économie dualiste » qui caractériserait les pays sous-développés, selon laquelle les secteurs industriel et traditionnel seraient séparés, le second néanmoins se transformant à l'image du premier. La théorie dualiste est conçue pour dissimuler l'exploitation des communautés domestiques, composantes organiques de la production capitaliste entretenant et reproduisant les travailleurs temporairement inemployés par le secteur capitaliste. En raison de ce processus d'absorption dans le secteur capitaliste, l'économie domestique, entretenue comme réservoir de main-d'œuvre bon marché, est à la fois minée et préservée, et soumise à une crise

interminable. Ce sont de telles sociétés en crise qui sont données à l'ethnologue d'observer et non des sociétés « traditionnelles » en transition sans heurt vers le capitalisme.

L'étude marxiste des formations précapitalistes ne fait que commencer (ou recommencer). Elle exige que se développent des études de terrain pour recueillir un type d'informations qui ne se trouvent pas dans l'ethnologie classique gauchie par l'idéologie coloniale de classe. Elle exige que soient entreprises des recherches sur des thèmes tels que les rapports de production et de reproduction, les transformations subies par ces sociétés sous l'effet de leur propre développement ou sous l'effet de contacts avec d'autres systèmes sociaux, en particulier de l'impérialisme. À cette fin, l'ethnologie doit s'épanouir comme science de l'histoire, faire un meilleur usage des données historiques, dénoncer comme non scientifiques les tentatives faites pour restreindre la recherche anthropologique à des structures dites froides ou sans histoire, et ouvrir ainsi la voie à la compréhension de la vie.

Références bibliographiques

Gluckman, M. 1960. Tribalism in modern British Central Africa. *Cahiers d'études africaines*. 1(1): 55-72.

Mukherjee, R. 1956. *The problem of Uganda*. Berlin: Akademik-Verlag.

Shapéra, I. 1947. *Migrant labour and tribal life*. Oxford: Oxford University Press.

Meillassoux, C. 1977. De la reproduction à la production.
In *Terrains et théories*. 313-331. Paris: Éditions Anthropos.

Références bibliographiques

Anderson, J. 1990. El sueño de la casa sin cocina. *Socialism y participación*. 50: 17-35.

Anderson, J., S. Vallenat et H. Castillo. 2000. Evaluation, PAR Salud. Document interne. Université catholique du Pérou, Faculté des sciences sociales.

Blondet, C. 2004. Las organizaciones de mujeres: capital social del Estado y para las mujeres. In *Cucharas en alto. Del asistencialismo al desarrollo local: fortaleciendo la participación de las mujeres*. C. Blondet et C. Trivelli. 10-18. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.

Blondet, C. et C. Trivelli. 2004. *Cucharas en alto. Del asistencialismo al desarrollo local: fortaleciendo la participación de las mujeres*. Lima: Instituto de Estudios Peruanos.


Córdoba, P. (Ed.). 1992. *Mujer y liderazgo: entre la familia y la política*. Lima: YUNTA.

DeVault, M. L. 1991. *Feeding the family. The social organization of caring as gendered work*. Chicago, IL: The University of Chicago Press.

- García N. et A. Morales. 1994. *Nosotras, las mujeres del Vaso de Leche 1984-1994*. Lima : CEDAL/CEAL.
- Granados, M. A. 1996. *Madresantas y maquiavelas bulliciosas. Mujeres y negociación política*. Lima : Calandria.
- Guzmán, V. et A. Pinzás. 1995. *Biografías compartidas. Redes sociales en Lima*. Lima : Centro Flora Tristán.
- Hayden, D. 1985. *The grand domestic revolution*. Cambridge, MA : The MIT Press.
- Huamán, J. 1988. *Comedores populares, una estrategia de alimentación popular*. Mimeo. Rapport de recherche non publié. Université catholique du Pérou.
- Jenkins, K. 2011. Depoliticisation and changing trajectories of grass-roots women's leadership in Peru: from empowerment to service delivery? *Journal of Latin American Studies*. 43(2): 299-326.
- March, K. S. et R. L. Taqqu. 1986. *Women's informal associations in developing countries. Catalysts for change?* Boulder, CO : Westview Press.
- Neysmith, S. M., M. Reitsma-Street, S. Baker Collins et E. Porter. 2012. *Beyond caring labour to provisioning work*. Toronto : University of Toronto Press.
- Portocarrero, F., C. Sanborn, R. Cueva et A. Millán. 2002. *Más allá del individualismo: el tercer sector en el Perú*. Lima : Universidad del Pacífico.
- Portocarrero, F., A. Beltrán, P. M. Romero et H. Cueva. 2000. *Gestión pública y políticas alimentarias en el Perú*. Lima : Universidad del Pacífico.
- Rousseau, S. 2009. *Women's citizenship in Peru. The paradoxes of neo-populism in Latin America*. New York : Palgrave MacMillan.
- Santisteban, F. 1994. *Cuando las mujeres callan. Una mirada a la relación entre la organización y la vida de las mujeres*. Lima : Calandria.
- Sara-Lafosse, V. 1984. *Comedores comunales. La mujer frente a la crisis*. Lima : Grupo de Trabajo Servicios Urbanos y Mujeres de Bajos Ingresos SUMBI.
- Trivelli, C. 2004. Analizando la encuesta: los comedores de Lima Metropolitana en el 2003. In *Cucharas en alto. Del asistencialismo al desarrollo local: fortaleciendo la participación de las mujeres*. C. Blondet et C. Trivelli. 20-29. Lima : Instituto de Estudios Peruanos.
- Vargas, V. 2006. *El movimiento feminista en el horizonte democrático peruano (décadas 1980-1990)*. Lima : Centro de la Mujer Peruana Flora Tristán.
- Weismantel, M. 1988. *Food, gender and poverty in the Ecuadorian Andes*. Philadelphia, PA : University of Pennsylvania Press.
- Wright, E. O. 2010. *Envisioning real Utopias*. Londres : Verso.

Organiser la protection sociale par la solidarité entre travailleuses : l'Association des travailleuses indépendantes SEWA (Inde)

..... *Mirai Chatterjee**

ans toutes les régions du monde, le monde du travail a considérablement évolué. L'Inde ne fait pas exception et son marché du travail a connu des changements majeurs, particulièrement durant ces vingt dernières années. Le pays abrite depuis toujours une économie informelle de grande envergure, majoritairement composée de travailleur-euses indépendant-es. Mais, au cours des dernières décennies, le nombre de personnes travaillant dans le secteur informel a dépassé les 430 millions, soit plus de 93 % de la population active. Parmi ces travailleur-euses, certain-es n'entretiennent aucune relation employeur-employé et sont donc véritablement indépendant-es, notamment dans les domaines de la petite agriculture ou de l'agriculture marginale, de la vente de rue et de la production de divers biens et services à petite échelle. D'autres dépendent d'employeurs multiples ou en changent régulièrement, par exemple dans les domaines de la construction, du travail à domicile ou du travail domestique.

Cette main-d'œuvre est totalement ou presque totalement privée des droits fondamentaux des travailleur-euses, notamment du droit à un salaire minimum et à un revenu régulier. Elle ne bénéficie pas non plus des services

* Directrice de SEWA Social Security, Inde

Chatterjee, M. 2017. Organiser la protection sociale par la solidarité entre travailleuses : l'Association des travailleuses indépendantes SEWA (Inde). In *Genre et économie solidaire, des croisements nécessaires. Cahiers genre et développement*. N° 10. (Dir.) C. Verschuor, I. Guérin et I. Hillenkamp. 381-398. Paris : L'Harmattan.

sociaux et de la protection sociale de base, bien que des progrès en ce sens aient récemment été accomplis.

Les travailleur-euses de l'économie informelle contribuent fortement à la croissance et au développement de l'Inde. Leurs activités représentent plus de 50 % du produit intérieur brut (PIB) indien et constituent également une part importante des exportations et de l'épargne nationale, à hauteur de respectivement 47 % et 50 %.

Bien que les statistiques nationales ne reflètent que partiellement leur participation au marché du travail, les femmes constituent un segment important du secteur informel. Les causes de ces inexactitudes statistiques sont nombreuses et bien connues, notamment le fait que les activités des femmes sont systématiquement sous-estimées, quand elles sont prises en compte. Les femmes sont les actrices les plus pauvres et les plus vulnérables du marché du travail. Elles acceptent les tâches que les hommes refusent et les accomplissent pour des salaires moindres. Les activités qu'elles prennent en charge sont souvent dangereuses. Ce sont notamment elles qui, sur les chantiers de construction, parcourent les échafaudages instables, un chargement de briques en équilibre sur la tête. Ce sont encore elles qui trient les déchets, souvent toxiques, dans les décharges publiques.

Comme leurs sœurs dans d'autres régions du monde, les femmes indiennes réalisent la plus grande partie du travail dans leur foyer, dans leur famille et en dehors. Elles assument un triple fardeau : les activités économiques de survie, les tâches ménagères et enfin le fait de porter et d'élever les enfants tout en prenant en charge les membres les plus âgé-es de la famille et les personnes malades.

Consciente des liens qui unissent économie informelle, pauvreté et genre, la SEWA (Self-Employed Women's Association – Association des travailleuses indépendantes) a commencé dès 1972 à rassembler les travailleuses de l'économie informelle en groupes organisés. Dans la perspective de la création d'un mouvement fort de travailleur-euses en Inde, il semblait évident à la SEWA que non seulement les travailleuses du secteur informel devaient s'organiser pour constituer leurs propres syndicats et coopératives mais aussi que leurs préoccupations devaient être mises au premier plan.

Aujourd'hui, la SEWA est un syndicat national qui rassemble près de deux millions de travailleuses de l'économie informelle, actives dans treize États du pays. Le petit syndicat fondé par Ela Bhatt s'est mué en un mouvement d'envergure nationale dont l'influence s'étend même au-delà des frontières

du pays et qui a encouragé les femmes à s'organiser en Asie du Sud, en Afrique, en Asie du Sud-Est et dans d'autres régions du monde.

Comme nous l'avons déjà évoqué, la SEWA a vocation à aider les femmes à créer leurs propres organisations associatives – par exemple des syndicats ou des coopératives – mais aussi à s'organiser en collectifs de moindre taille, comme des groupes d'entraide (*self-help groups*), qui peuvent être rassemblés en fédérations. Ce mouvement vise à permettre aux travailleuses de sortir de la pauvreté et d'évoluer vers une autonomie à la fois financière et dans la prise de décision et le contrôle de leurs propres organisations.

Cette approche s'inspire de la pensée du Mahatma Gandhi qui souligne la nécessité pour les populations pauvres de s'organiser par elles-mêmes et d'agir collectivement pour faire évoluer leur situation et, au final, assurer leur propre développement durable et décentralisé. Dans son ouvrage fondateur intitulé *Hind Swaraj* Gandhi (1909) critique la dépendance vis-à-vis des intervenants étrangers – entre autres les juristes et les médecins – qui, parfois, se comportent en exploiters. À l'opposé, il prône l'entraide ainsi que le partage du travail et de ses fruits. Cette approche s'accorde particulièrement bien avec certaines pratiques et structures traditionnelles, notamment dans les zones rurales où subsistent des modes de fonctionnement comme la contribution communautaire et le partage du travail à l'occasion des récoltes, des fêtes ou de la construction d'un temple ou d'une mosquée. L'économie solidaire et l'approche par la solidarité font donc écho aux principes et à l'idéologie de la SEWA, qui reposent à la fois sur les valeurs culturelles indiennes et sur la pensée de Gandhi. Comme nous le verrons par la suite, cette approche se traduit également dans notre vécu communautaire quotidien.

Avec le temps, nous avons compris que l'autonomie se gagnait grâce à un emploi au plein sens du terme, par l'intermédiaire des organisations associatives de travailleuses. La notion d'emploi au plein sens du terme doit ici être entendue comme le fait de bénéficier simultanément d'un travail, de la sécurité du revenu, de la sécurité alimentaire et de la sécurité sociale. L'expérience nous a montré que la sécurité sociale devait inclure au minimum les soins de santé, la garde des enfants, les assurances, la retraite et le logement, y compris l'eau courante et les toilettes dans chaque maison.

Nous avons également compris que la sécurité de l'emploi et la sécurité sociale étaient indissociables. Les travailleuses ne peuvent pas devenir autonomes en l'absence de l'une ou de l'autre.

En outre, nous avons remarqué que les structures les plus à même de développer et de fournir les services, entre autres les services sociaux, étaient les

organisations de travailleuses implantées localement et proches des bénéficiaires. Ces services fonctionnent mieux quand les travailleuses elles-mêmes en sont à la fois les utilisatrices, les propriétaires et les gestionnaires. Pour organiser la sécurité sociale, nous avons donc choisi de créer des coopératives. Cette forme d'organisation dispose d'un double avantage : elle encourage la solidarité par sa nature même et elle peut prétendre à une durabilité à la fois financière et dans la prise de décision et le contrôle exercés par les travailleuses.

Dans cet article, nous décrirons trois coopératives qui ont adopté une approche solidaire pour satisfaire certains besoins des travailleuses en matière de sécurité et de protection sociales.

La crèche coopérative Sangini

Les crèches ont été l'une des premières revendications des membres de la SEWA. Comme toutes les mères de la planète, ces femmes avaient à maintes reprises exprimé leur désir d'offrir à leurs enfants un avenir plus prometteur que le leur. Elles souhaitaient que leur vie démarre sous de bons auspices et les prépare à aller à l'école pour qu'ils puissent ensuite s'instruire et accéder à des emplois mieux rémunérés. Elles disaient aussi qu'une fois leurs enfants pris en charge, elles allaient pouvoir travailler l'esprit tranquille et gagner davantage d'argent pour acheter de la nourriture et d'autres produits de première nécessité. Notre toute première mesure de protection et de sécurité sociales a donc consisté à créer des crèches destinées aux jeunes enfants de nos membres.

Les crèches sont gérées par des voisines, des amies ou des parentes des mères des enfants pris en charge qui, toutes, travaillaient auparavant dans l'économie informelle. Leurs employées s'occupent de ces enfants comme des leurs et la SEWA leur propose des formations sur la santé, la nutrition ainsi que sur les soins et le développement des jeunes enfants. En contrepartie, les membres de la SEWA paient une redevance modique et tentent d'inciter les épiciers, employeurs et éventuels philanthropes locaux à contribuer au financement de l'association. Nous avons donc adopté d'emblée une approche solidaire, susceptible de favoriser l'entraide, les contributions de la communauté, l'appropriation par la population locale et la durabilité.

Nous avons géré les crèches sur ce modèle pendant quelques années et avons ensuite décidé de créer une coopérative dont les membres seraient les mères des enfants pris en charge et les travailleuses des crèches. Notre

objectif était de garantir la pérennité de cette structure et de renforcer la solidarité et la sororité entre ses membres. En 1986, la coopérative Sangini Balsewa a obtenu de haute lutte son inscription au registre du département des coopératives, alors même que les responsables de ce département ne croyaient pas en la viabilité d'une organisation autogérée de travailleuses. Les travailleuses, toutes employées des crèches, sont restées inébranlables durant tout le processus. Elles ont réitéré leurs demandes de rendez-vous avec les responsables du registre jusqu'à ce qu'ils acceptent d'y inscrire leur coopérative, la première de ce type dans tout l'État. Sangini a non seulement contredit leur préjugé en parvenant à être à la fois viable et démocratiquement gérée mais elle a aussi obtenu, ces dix dernières années, la note maximale lors de l'évaluation annuelle de ses performances par ce même département des coopératives.

L'approche solidaire de la garde d'enfants adoptée par Sangini est riche d'enseignements. Premièrement, le revenu des femmes a augmenté de cinquante à cent pour cent une fois ce service important mis à leur disposition. Les mères ont dit avoir pu, pour la première fois, se permettre d'acheter du *dal* (préparation à base de lentilles) et d'autres aliments nutritifs pour leur famille. Les niveaux nutritionnels se sont donc améliorés et, mieux encore, la malnutrition des enfants en bas âge – un problème persistant en Inde qui touchait près de 42 % des enfants de moins de cinq ans – a été vaincue grâce aux repas servis dans les crèches et au fait que les ménages disposent de nourriture en plus grande quantité.

Deuxièmement, les enfants plus âgés – particulièrement les filles – ont pu aller à l'école pour la première fois de leur vie puisqu'ils et elles ont été libéré-es de l'obligation de prendre soin des plus jeunes. Selon une de nos études, 70 % des enfants les plus âgés ont fréquenté l'école dès que leur famille a pu bénéficier des services d'une crèche (Chatterjee et Macwan 1992).

Troisièmement, l'état de santé et le niveau nutritionnel de l'ensemble des enfants se sont nettement améliorés, d'une part grâce à la qualité de leur prise en charge au sein des crèches et d'autre part grâce aux interventions, dans ces mêmes crèches, de services gouvernementaux et de prestataires privés chargés de vacciner les enfants, de faire un suivi de leur taille, de leur poids et de leur bien-être global.

Quatrièmement, les deux parents des enfants ayant des interactions régulières avec les membres de l'association, leur niveau de connaissance sur le développement, la santé et la nutrition des enfants a considérablement progressé. Nous avons répondu à la demande de nos membres qui insistaient pour que nous travaillions davantage auprès des hommes et ceux-ci se sont

montrés très réceptifs. Cette démarche a également permis de réduire la charge de travail des femmes et les responsabilités sont maintenant réparties entre les deux parents.

Cinquièmement, les crèches sont devenues des plateformes qui ont permis aux communautés de continuer à se développer et à évoluer. Des travailleuses de toutes les communautés et de toutes confessions se sont rassemblées dans l'intérêt commun de leurs enfants. Elles ont ainsi instauré une confiance et une solidarité, mais aussi facilité le processus d'organisation, au sein de la SEWA et de la coopérative Sangini. Les parents ont commencé à investir du temps et de l'argent dans la coopérative dans le but d'en garantir la pérennité. Sangini est à l'heure actuelle une structure viable. Ses modestes profits lui permettent de distribuer régulièrement des dividendes à ses 637 actionnaires, toutes des employées des crèches ou des mères de famille.

Enfin, nous avons constaté que les services de garderie proposés par des organisations comme Sangini – des organisations locales dont les employées sont aussi les actionnaires et les gestionnaires – font partie de l'économie solidaire, encouragent le développement d'autres formes d'organisation des travailleuses du secteur informel et contribuent à lutter contre la pauvreté. Dans de nombreux forums de niveau infranational, national ou international, la SEWA défend donc l'idée que les crèches sont le meilleur outil de lutte contre la pauvreté et qu'elles sont essentielles dans le combat contre la faim et la malnutrition dont souffre une forte proportion de la population indienne. Le modèle de crèche solidaire de Sangini a fait l'objet d'études approfondies menées, entre autres, par le gouvernement indien et par l'UNICEF. La coopérative a contribué, avec d'autres syndicats et ONG, au réexamen par le gouvernement indien de la totalité de ses politiques et programmes relatifs à la garde d'enfants. Le gouvernement a par exemple fait évoluer le Plan intégré pour le développement de l'enfant (ICDS – Integrated Child Development Scheme) pour l'adapter plus efficacement aux besoins des jeunes enfants et de leurs parents, ces derniers travaillant pour la plupart dans l'économie informelle.

La coopérative des travailleuses de la santé de Lok Swasthya

Dès la naissance de la SEWA, nos membres ont commencé à expliquer qu'elles avaient non seulement besoin de faire garder leurs enfants mais aussi de bénéficier de soins de santé. En effet, quand elles-mêmes ou un ou une membre de leur famille étaient malades, elles se trouvaient dans l'incapacité d'aller travailler et perdaient de ce fait leur salaire ou leur revenu de

la journée. Elles n'avaient pas la possibilité de prendre de congés maladie et ne disposaient d'aucune assurance santé. Elles ont également expliqué qu'il leur était nécessaire d'acquérir des connaissances sur les moyens de rester en aussi bonne santé que possible et de prévenir les maladies.

En 1977, la Banque SEWA, elle aussi une coopérative solidaire créée dans le but d'accorder des micro-crédits aux travailleuses, a analysé la situation de 500 femmes emprunteuses qui n'avaient pas été en mesure de rembourser leur dette et constaté que la plupart de ces femmes s'étaient trouvées dans cette situation parce qu'elles-mêmes ou un ou une membre de leur famille avaient souffert d'une maladie. Nous avons également appris à cette occasion que 20 de ces emprunteuses étaient décédées, dont 15 en couches. À partir de ces résultats, nous avons élaboré un programme sanitaire complet de niveau communautaire, une fois encore placé sous la direction des travailleuses elles-mêmes.

La première étape a consisté en l'acquisition de connaissances sur le corps humain et sur les moyens de rester en bonne santé. La SEWA a formé quelques-unes de ses membres pour constituer une équipe d'agentes de santé à même de fournir les informations et l'éducation sanitaires de base, de dispenser des soins de santé primaires et de référer les patient-es à d'autres services pour des soins plus avancés. Nous avons créé un groupe de 50 agentes spécialisées dans la santé urbaine ou dans la santé rurale, la plupart étant déjà des sages-femmes traditionnelles, et nous avons obtenu l'enregistrement de notre coopérative de santé baptisée Lok Swasthya SEWA Mandli (LSM). Pour la LSM comme pour Sangini, le processus d'enregistrement n'a abouti qu'au terme d'une longue lutte de deux ans. Ces deux coopératives étaient en effet les premières de leur genre et s'engageaient en terrain inconnu. En outre, les autorités qui régissaient les coopératives ne croyaient pas en la capacité d'un groupe de travailleuses analphabètes ou à peine instruites à gérer sa propre organisation et à prendre en charge la santé de ses membres et celle d'autres personnes. Pas à pas, nous avons levé tous les obstacles à la création de cette coopérative grâce à la persévérance et à la patience de nos sœurs de la SEWA, grâce aux processus ininterrompus d'amélioration de l'organisation et de renforcement du projet des crèches, et enfin grâce au soutien indéfectible de la SEWA.

Dans ce cas également, le modèle solidaire nous a permis de garder le cap. Une fois la LSM en activité, les services de santé gouvernementaux et le secteur privé ont trouvé en cette coopérative une partenaire utile et de bonne volonté. Nous savions comment faire pour que les femmes s'organisent autour des questions de santé et, atout utile à tous, nous avons nos «entrées» dans les communautés et les familles. Rapidement, on nous a

demandé de collaborer à la formation des sages-femmes aux techniques d'accouchement sans risques, aux campagnes de sensibilisation à la vaccination, à la distribution de contraceptifs et à la mise en œuvre d'un programme de lutte contre la tuberculose dans un quartier où résidaient de nombreuses membres de la SEWA.

En outre, la corporation municipale d'Ahmedabad a confié à la LSM la responsabilité de gérer une pharmacie à bas prix adjointe à un centre de consultation thérapeutique rationnelle implanté dans un grand hôpital public fréquenté par des travailleurs et travailleuses pauvres. Les responsables municipaux avaient remarqué que nos propres petites pharmacies permettaient à nos membres d'accéder à des médicaments à bas prix et, ainsi, d'économiser une partie de leur revenu durement gagné. Ils nous ont alors proposé un prêt sans intérêt de 500 000 roupies, soit 8000 dollars américains, pour créer ce centre dans les locaux de l'hôpital. Suite à cette première expérience, nous avons créé une pharmacie et un centre similaires dans un second hôpital municipal situé dans un quartier populaire. Une fois établie dans le milieu hospitalier, la LSM a élargi son réseau en y adjoignant des médecins et d'autres fonctionnaires du système de santé publique. Grâce à ces relations, les membres de la SEWA et les autres travailleur-euses ont pu avoir accès à des soins de santé tertiaires abordables alors que le coût important de ces soins les contraignait habituellement à contracter des prêts et à s'endetter. Ces avancées ont permis de renforcer la solidarité entre les membres de la SEWA et le reste de la population.

La coopérative LSM œuvre maintenant depuis plus de vingt-cinq ans à l'organisation des travailleuses et à la prestation de services de santé. Comme Sangini, sa coopérative sœur, elle est devenue une source d'enseignements et un exemple susceptible d'encourager la solidarité et, plus largement, l'économie solidaire.

Premièrement, le gouvernement et les institutions assimilées ne sont pas en mesure de «dispenser» des soins de santé à la totalité des travailleur-euses et des autres segments de la population. Dans un pays comme l'Inde, doté d'une population nombreuse répartie sur un vaste territoire, il est difficile pour le gouvernement de desservir efficacement et rapidement toutes les populations locales. Cette incapacité de l'État à «desservir le dernier kilomètre» fait l'objet d'une littérature abondante. Statistiques et géographie mises à part, le pays connaît de graves problèmes : gouvernance défailante, corruption, absence de mécanismes de reddition des comptes et faible volonté du gouvernement de s'engager en faveur des populations les plus pauvres et les plus vulnérables. En outre, dans un pays d'une telle diversité, les responsables gouvernementaux ne parviennent que difficilement à com-

prendre, puis à prendre en compte, les traditions et les systèmes de croyances qui influencent les comportements et, en conséquence, la santé et bien d'autres éléments.

Mais, sous la direction des femmes, les communautés locales sont en mesure de prendre en charge certains problèmes qui, comme la malnutrition ou la tuberculose, ont une influence sur la santé de tous et toutes. Le gouvernement, lui, peut favoriser et soutenir ces initiatives locales. La diversité qui caractérise le pays rend impossible l'application de solutions standardisées et il est important de donner aux populations locales le pouvoir de décider des actions relatives à leur santé en fonction de leurs propres priorités et des spécificités du contexte dans lequel elles évoluent. Pour autant, cette approche ne dégage pas le gouvernement de toute responsabilité. Elle repose sur la conviction que, pour lutter contre la malnutrition qui atteint leurs enfants, les membres de chaque communauté – et particulièrement les femmes – doivent être placés aux commandes et de préférence au sein d'organisations qui leur soient propres, à l'image de la LSM. Le rôle du gouvernement est de garantir et de faciliter l'action des communautés locales en intégrant une part de flexibilité à ses programmes et services. Ainsi, il peut leur donner la possibilité de modeler et d'orienter leurs activités en fonction de leurs besoins spécifiques. Plus important encore, il est impératif que les communautés locales disposent des ressources financières nécessaires à leur autonomie, qu'elles exercent un contrôle sur ces ressources et qu'elles décident de leur utilisation. Ce sont donc les communautés locales, et particulièrement les femmes, qui doivent prendre les décisions relatives aux actions menées, exercer un contrôle sur leur mise en œuvre et en être les propriétaires, le gouvernement devant alors faciliter et soutenir leur action et leur conférer l'autonomie nécessaire pour qu'elles prennent des mesures appropriées.

La décentralisation de l'action et du contrôle n'est pas une idée nouvelle en Inde. Elle a été débattue bien avant notre indépendance au sein de divers comités de planification, par exemple au sein du Comité Bhore, célèbre pour ses recommandations sur les soins de santé. Plus récemment, l'ancien Premier ministre aujourd'hui décédé Rajiv Gandhi a amendé la constitution pour permettre aux conseils de village, ou *panchayats*, et à leurs homologues urbains, les *nagarpalikas*, de fonctionner dans une logique décentralisée et d'exercer un contrôle sur les décisions prises et sur certains aspects financiers.

Deuxièmement, et grâce à l'amendement précédemment évoqué, les membres des communautés locales, et particulièrement les travailleuses, peuvent devenir des agent-es de santé compétent-es et capables, et garantir l'accès aux soins à tous et toutes, notamment aux plus pauvres et aux plus

gravement malades. Nous avons constaté à maintes reprises l'impact du travail de nos agentes de santé qualifiées. Elles ont par exemple fait en sorte que leurs voisins ou voisines suivent scrupuleusement leur traitement antituberculeux jusqu'à leur guérison. Comme s'il s'agissait de membres de leur famille, elles se sont empressées de référer des enfants ou des adultes malades pour qu'ils ou elles reçoivent des soins complémentaires. Patiemment et méticuleusement, elles ont transmis aux adolescent-es, aux travailleuses et à bien d'autres personnes leurs connaissances sur le corps humain et sur les comportements les plus favorables à un maintien en bonne santé. Nous avons constaté que les travailleuses étaient les meilleures agentes de santé de première ligne. Heureusement, le gouvernement et son programme ASHA relatif aux agentes de santé locales reconnaissent désormais cette réalité.

Troisièmement, les organisations comme la LSM renforcent la solidarité grâce aux soins de base, et de proximité, et ce au-delà des différences de caste, de classe et de religion. Mais là n'est pas leur seule fonction. Elles permettent également aux travailleurs et travailleuses de préserver leurs ressources durement gagnées grâce à l'éducation sanitaire qu'elles dispensent, à leur capacité à référer les patient-es à des praticien-nes dispensant des soins complémentaires à moindre coût, et enfin à la vente de médicaments à des prix avantageux. Ces traitements relèvent de la médecine allopathique mais aussi, de plus en plus fréquemment, de la médecine ayurvédique. La LSM dispose en effet d'une licence de fabrication de médicaments ayurvédiques qui lui permet d'offrir à la fois des services et des emplois aux femmes qui les fabriquent et les vendent.

Quatrièmement, comme Sangini, la LSM est financièrement pérenne et réalise chaque année des bénéfices qu'elle distribue à ses 1500 actionnaires. Depuis quinze ans, elle aussi est récompensée par la note «A» lors de ses évaluations. Le département des coopératives lui a attribué son premier prix chaque année depuis dix ans. Nous en avons conclu que les organisations fondées sur la solidarité peuvent prétendre à la pérennité, voire à la prospérité, quand elles sont gérées de façon démocratique, équitable et responsable. Il est important que ces organisations soient gérées par les travailleuses elles-mêmes, avec le soutien de spécialistes disposé-es à travailler en étroite collaboration avec leurs sœurs.

Enfin, le renforcement des compétences et l'existence d'un système de mentorat permanent ont joué un rôle important au sein de la coopérative Sangini et de la LSM. Ces outils ont permis aux femmes d'acquérir des connaissances et des compétences et de prendre encore davantage confiance en elles-mêmes et en leur capacité à diriger. Ils ont également permis de garantir la

qualité des services fournis aux travailleuses de l'économie informelle. Ces femmes dévouées sont capables d'assumer bien d'autres fonctions pour peu qu'elles aient foi en elles-mêmes et bénéficient du soutien de leurs propres organisations.

La coopérative nationale d'assurance VimoSEWA

Les succès obtenus par la coopérative Sangini et la LSM nous ont incitées à franchir une étape supplémentaire. Nous avons donc créé la coopérative nationale d'assurance VimoSEWA – dont les actionnaires sont réparties dans cinq États – pour permettre aux femmes de différents États du pays de bénéficier de services de microassurance. L'aventure VimoSEWA a démarré grâce à la banque SEWA et à une généreuse contribution d'un bailleur de fonds externe, la GIZ (Société allemande pour la coopération internationale), qui a mis à disposition les fonds nécessaires au lancement du projet.

La banque SEWA a été créée en 1974 sous la forme d'une coopérative offrant des services financiers intégrés comme l'épargne et le crédit. Peu de temps après, nos membres nous ont expliqué que le peu d'argent qu'elles gagnaient était entièrement dépensé dans les périodes de crise, par exemple en cas de maladie, d'accident, de décès d'un époux ou d'un membre de la famille et parfois même en cas de catastrophe comme lors d'inondations ou d'un incendie. La banque SEWA a tenté d'obtenir des compagnies d'assurance nationalisées, les seules autorisées à exercer dans ce secteur à cette période, qu'elles couvrent ces risques. Mais toutes ont refusé sous le prétexte que les femmes pauvres représentaient un «risque inconsidéré» et qu'elles n'étaient pas des clientes assurables. Nous avons tenté en vain d'expliquer que ces femmes et leurs familles étaient précisément les personnes qui avaient besoin d'une couverture de risque pour pouvoir survivre et sortir de la pauvreté.

Le dialogue avec les compagnies d'assurances a repris près de 20 ans plus tard, au moment où le nombre de membres de la SEWA a dépassé les 50 000. L'investissement de la GIZ dans la création d'un département assurance est arrivé à point nommé pour faire évoluer les discussions. Progressivement, nous avons construit des partenariats avec les compagnies d'assurance nationalisées en faisant connaître leurs produits, en traitant les déclarations de sinistre ou de maladie de nos membres et en leur expliquant le concept même de l'assurance.

Quand nos activités ont pris de l'ampleur, nous avons décidé de procéder à notre enregistrement en tant que coopérative. Mais l'assurance étant fondée

sur la répartition du risque et le renforcement de la solidarité entre un grand nombre de personnes, cette coopérative a été dotée du statut d'organisation nationale. Les parts de cette organisation sont détenues par des membres de la SEWA, réparties dans les cinq États qui ont vu naître le mouvement SEWA – le Bihar, le Rajasthan, le Madhya Pradesh, Delhi et le Gujarat. En outre, les organisations auxquelles ces femmes appartiennent – coopératives d'épargne ou de crédit, coopératives laitières et autres, notamment Sangini et la LSM – comptent aussi parmi les actionnaires. De ce fait, la solidarité s'exerce à deux niveaux : entre les travailleuses et entre leurs organisations.

392

Aujourd'hui, VimoSEWA est l'une des plus grosses organisations de micro-assurance en Inde. Elle assure plus de 100 000 familles et ce chiffre est en augmentation. Comme la coopérative Sangini et la LSM dans leur secteur, elle est la première coopérative de microassurance où des femmes sont bénéficiaires, gestionnaires et élues au conseil d'administration. VimoSEWA n'est pas en mesure de proposer la gamme complète des services d'assurance. Pour obtenir sa licence, il lui faudrait en effet disposer d'un capital avoisinant les 25 millions de dollars. Mais nous pouvons travailler en partenariat avec d'autres compagnies d'assurance qui supportent le risque alors que VimoSEWA prend en charge d'autres fonctions : l'élaboration de produits d'assurance adéquats et peu onéreux, l'éducation des travailleuses en matière d'assurance, la vente des produits élaborés une fois leur commercialisation acceptée par les compagnies d'assurance, le traitement des déclarations de sinistre et de maladie et enfin la maintenance de la base de données des travailleuses assurées et de leur famille.

VimoSEWA est maintenant une structure pérenne qui offre ses services de microassurance depuis plus de vingt ans – dont cinq sous le statut juridique de coopérative. Cette expérience montre elle aussi que les organisations fondées sur la solidarité peuvent prétendre, avec le temps, à un fonctionnement pérenne. Parfois, les progrès sont lents et les obstacles nombreux. Mais les organisations associatives de travailleuses peuvent s'avérer viables à condition que leurs membres fassent preuve de persévérance, qu'elles gèrent bien leur organisation avec l'appui de spécialistes et enfin qu'elles adhèrent aux valeurs et systèmes fondamentaux de responsabilité, transparence et démocratie.

L'expérience de VimoSEWA est elle aussi riche d'enseignements. Le premier et le plus important est sans doute le fait que les travailleuses pauvres sont en fait assurables. Elles ne représentent pas un « risque inconsidéré » et sont capables, en accord avec les principes de mutualité et de solidarité, de mettre en commun leurs primes d'assurance pour les répartir ensuite en fonction des aléas de la vie des membres.

Deuxièmement, si les produits d'assurance sont adaptés aux besoins et aux moyens financiers des travailleuses, ils se vendent facilement et sont utilisés en temps de crise. La plupart des produits et services actuellement disponibles sur le marché indien ne correspondent pas aux besoins des travailleuses de l'économie informelle, et moins encore à ceux des femmes. Au départ, les compagnies d'assurance refusaient de proposer une couverture des affections gynécologiques. VimoSEWA et d'autres parties prenantes ont déployé des efforts considérables pour les convaincre de revenir sur leur décision. De même, les polices d'assurance n'incluaient pas toujours les accidents du travail et nous avons dû faire valoir notre point de vue à maintes reprises pour obtenir gain de cause. En outre, certaines procédures en vigueur dans les compagnies étaient longues et fastidieuses. Nous avons alors dû collaborer avec les compagnies d'assurance pour qu'elles s'adaptent aux besoins et au mode de vie des travailleuses.

Troisièmement, nous avons constaté que les travailleuses disposent de connaissances et d'informations de base très lacunaires sur le concept même d'assurance. Les organisations comme VimoSEWA ont indéniablement un rôle à jouer pour combler ces manques. Dirigées et gérées par des travailleuses, elles sont prêtes à mener toutes les actions nécessaires, y compris du porte à porte, et sont de plus en mesure de s'adapter aux travailleuses et aux circonstances dans lesquelles elles évoluent.

Quatrièmement, les activités de microassurance ont permis de constituer une vaste base de données sur la nature et l'ampleur des risques encourus par les travailleuses ainsi que sur la fréquence des sinistres et des accidents. Ces informations et ces données actuarielles de base sont à la fois nécessaires et utiles aux processus d'élaboration des produits destinés aux travailleuses. Ces données, placées sous le contrôle des travailleuses, sont un atout pour la coopérative et ses actionnaires.

Enfin, comme nous l'avons dit précédemment, VimoSEWA est une structure financièrement viable et dotée d'un solide système de gestion placé sous la direction de travailleuses tenues de rendre des comptes et d'agir en toute transparence. Cette expérience prouve donc qu'une organisation de ce type peut assurer des populations pauvres tout en étant pérenne.

Les trois exemples évoqués dans cet article montrent que l'approche solidaire de la sécurité et de la protection sociales est à la fois réaliste et viable à long terme. Les organisations de ce type évoluent très progressivement et se heurtent à de nombreuses difficultés, l'une des principales étant le fait que leurs actionnaires et gestionnaires soient des travailleuses ne possédant initialement ni les connaissances ni les compétences nécessaires pour assumer

ces fonctions. Mais, avec le temps, si les travailleuses font preuve de patience et de confiance en leurs capacités et s'il leur est possible de renforcer constamment leurs connaissances, elles deviennent des dirigeantes et des gestionnaires capables et compétentes. Les fraudes et les actes malhonnêtes sont rares au sein de ces organisations parce que leurs membres sont profondément attachées à ces structures construites grâce l'argent durement gagné par des femmes qui leur ressemblent.

Convaincre les autorités publiques du fait que les organisations solidaires peuvent aspirer à la pérennité, voire grandir et devenir florissantes, sera sans doute l'un des défis les plus ardues à relever. Malgré la réussite de coopératives comme la banque SEWA, beaucoup doutent de la capacité des travailleuses à gérer leurs propres organisations. Alors même que nous ne demandons ni financements ni subventions et que nous n'aspirons qu'à travailler ensemble et à nous soutenir mutuellement, il nous est difficile d'obtenir les agréments et autorisations nécessaires. VimoSEWA doit encore franchir l'étape la plus difficile, qui consiste à devenir une société d'assurance à part entière dotée d'un capital réglementaire moins important que celui prévu par la loi. En Inde, l'industrie des assurances est toujours réglementée. Les organisations qui souhaitent offrir des produits et des services adaptés aux plus pauvres et aux plus vulnérables n'ont qu'une faible marge de manœuvre. Le gouvernement semble encore peu enthousiaste à l'idée de se risquer à élaborer des normes spécifiques pour régir les coopératives d'assurance souhaitant proposer leurs services aux populations pauvres.

Lors d'une conférence nationale, Jayati Ghosg, éminente économiste et professeure à l'université Jawaharlal Nehru de Dehli, nous a rappelé¹ que les projets comme VimoSEWA contribuent à la stabilité macroéconomique du pays. Au niveau microéconomique, ces organisations montrent qu'il est possible d'élaborer des services et des prestations de base adaptés aux besoins des travailleuses. Les membres des trois coopératives évoquées ont fréquemment fait part de leurs constatations aux administrations des districts, des États, du pays mais aussi à l'échelle internationale. La Rashtriya Swasthya Bima Yojana (RSBY), la Caisse nationale d'assurance maladie, a d'ailleurs été conçue sur le modèle de VimoSEWA. La LSM a fait part de son expérience lors de discussions de niveau national sur l'assurance maladie universelle, apportant son expertise notamment sur les moyens d'aider la population locale à s'organiser pour prendre en charge sa propre santé et gérer des pharmacies proposant des médicaments à bas prix. Les

¹ La docteure Jayati Ghosg était l'une des oratrices principales lors de la conférence nationale sur la microassurance organisée par VimoSEWA à New Dehli en 2003. Ces réflexions sont extraites des remarques qu'elle a formulées à cette occasion.

employées de la crèche Sangini ont également fait part aux responsables des programmes gouvernementaux relatifs à la garde d'enfants de leur expérience dans la gestion de crèches peu onéreuses mais capables de fournir aux familles les moins favorisées des services complets de garderie. Les expériences menées au sein de la coopérative Sangini ont également permis d'illustrer le bien-fondé de l'existence de structures de garde d'enfants ouvertes toute la journée et d'une rémunération décente pour toutes les personnes employées dans les crèches. Elle a également montré qu'il est possible de lutter contre la malnutrition des enfants en bas âge grâce à des initiatives communautaires locales.

Il arrive que certains districts ou États, et parfois le gouvernement national, prennent des mesures de ce type à l'initiative de la SEWA. Dans d'autres circonstances, nous prenons part à des programmes menés par le gouvernement, par des agences internationales ou encore par d'autres fédérations de syndicats ou de coopératives. La SEWA a par exemple organisé, à New Delhi, la première conférence nationale sur la microassurance, au cours de laquelle les responsables politiques ont pu entendre parler pour la première fois des «petits produits d'assurance (*small insurance products*)». La conférence nationale sur la santé et la sécurité au travail des travailleuses de l'économie informelle a eu des conséquences similaires. Elle a permis un dialogue politique entre différentes parties prenantes : des chercheur-es qui avaient collaboré avec des membres de la SEWA et notre coopérative de santé pour développer des outils et des équipements, des travailleuses, des employeurs, des agences internationales comme l'Organisation internationale du travail et l'Organisation mondiale de la santé, et enfin le gouvernement.

Récemment, le National Advisory Council, la plateforme politique créée par le gouvernement qui a précédé le gouvernement actuel, a intégré dans ses recommandations au gouvernement nombre d'expériences de la SEWA dans le domaine de la sécurité sociale et des droits des travailleuses, par exemple ceux des vendeuses de rue et des travailleuses domestiques. À l'échelle mondiale, le rapport fondateur de l'OMS sur les déterminants sociaux de la santé a accordé une place de choix au travail accompli par la SEWA pour mettre en œuvre une approche par la solidarité de la protection sociale et, plus généralement, de l'organisation des travailleuses. Ces apports ont été possibles parce que des représentantes de la SEWA ont été invitées à siéger au sein de ces comités et qu'elles y ont fait entendre les opinions des travailleuses lors de toutes les consultations et conférences.

Outre le fait qu'il est un vecteur du changement par l'action politique en faveur des travailleur-euses de l'économie informelle, ce modèle solidaire de protection sociale crée des emplois décents pour des milliers de femmes. La

SEWA a constaté que les travailleuses qui ont vécu l'exploitation dans le travail à domicile ou celles qui parvenaient difficilement à gagner leur vie dans l'agriculture à petite échelle se sentent plus investies et plus fortes quand elles peuvent se mettre au service des autres tout en gagnant un revenu décent. Si les programmes gouvernementaux de sécurité et de protection sociales étaient mis en œuvre par des coopératives locales comme Sangini, la LSM ou VimoSEWA, des milliers de femmes pourraient occuper des emplois décents et utiles. Au fil du temps, nous avons remarqué que les petites organisations actives au niveau d'un district ou d'un sous-district, et parfois même les organisations nationales, gagnent en efficacité quand elles restent proches de leurs membres, par la géographie ou par l'esprit. En outre, ces organisations décentralisées offrent des occasions à la population locale, et particulièrement aux femmes, de participer, de se faire entendre et de s'épanouir dans des rôles dirigeants grâce au processus démocratique d'élection des membres des conseils d'administration ou des comités exécutifs. Ces organisations locales décentralisées peuvent être rassemblées au sein de fédérations d'envergure étatique, régionale ou nationale et elles peuvent également être à l'origine de mouvements, comme la fédération des coopératives de femmes, une fédération de niveau national, exclusivement féminine et soutenue par la SEWA. Elle regroupe 106 coopératives et sa taille importante lui confère la force et le pouvoir de négociation nécessaires pour exister au sein du mouvement coopératif indien dominé par les hommes. La fédération veille à ce que ses activités servent intégralement les priorités et besoins de la population locale et à ce que ses membres se sentent étroitement associées au fonctionnement et pleinement propriétaires de leur organisation.

Après trente années d'existence de nos trois coopératives de sécurité sociale, les travailleuses peuvent bénéficier de service de proximité mais il s'avère aussi que le simple fait d'agir en ce sens permet à nos membres de gagner en confiance au sein de leurs propres organisations et que, de cette confiance, naît la possibilité d'approfondir le processus d'organisation et de mise en pratique de la solidarité. Le cercle vertueux ainsi enclenché nourrit à son tour de nouvelles expériences et favorise, par exemple, le rapprochement de groupes auparavant disparates et donc celui des communautés qu'ils représentent.

Bien sûr, toutes ces expériences se heurtent à un certain nombre de difficultés, dont certaines ont déjà été mentionnées dans ce texte. Dès le début du processus d'enregistrement des organisations de ce type, souvent les premières de leur genre, la lutte est permanente. Par la suite, toutes doivent trouver des ressources nouvelles et des investisseurs autres que leurs actionnaires. Les investisseurs et les bailleurs de fonds rechignent habituellement à prendre des risques en plaçant leur argent dans ces organisations. La recherche de fonds de roulement et de subventions relève donc du défi.

Plus important encore, ces organisations évoluent lentement et nécessitent des investissements à long terme dans le renforcement des compétences alors que, actuellement, les bailleurs de fonds et autres financeurs attendent un retour rapide sur investissement. Nous savons maintenant que le renforcement des compétences et le mentorat sont des éléments essentiels qui doivent être adaptés au rythme des apprenantes. Il arrive qu'elles évoluent très rapidement mais, parfois, il convient de leur proposer un rythme d'apprentissage lent et régulier.

Ces organisations se heurtent également à des obstacles de nature réglementaire, à des lois et à des politiques qui n'ont pas vocation à accompagner la croissance de ce type de structures. Parmi ces obstacles, nous avons déjà évoqué le capital exigé pour la création d'une compagnie d'assurance.

Enfin, ces organisations doivent prendre soin de préparer leur avenir en formant leurs futures dirigeantes et gestionnaires. Elles doivent veiller à ne pas dévier de leur mission originelle et à contrer toute tentative d'« OPA hostile » menée par une organisation politique, un groupe d'intérêt ou toute autre force qui pourrait nuire aux intérêts et au bien-être des actionnaires et des membres. Cette surveillance est plus complexe qu'il n'y paraît. En Inde, il est fréquemment arrivé que des organisations s'écartent de leurs objectifs initiaux. Mais de très nombreuses organisations sont restées fidèles à leurs principes et à leur mission.

Ces difficultés mises à part, nous, membres de la SEWA, sommes de plus en plus fermement convaincues de la pertinence de la voie que nous empruntons. Notre avenir réside dans notre capacité à nous organiser et à mettre en pratique la solidarité et l'économie solidaire, de manière locale et décentralisée, et ce en encourageant le *leadership* local et particulièrement celui des travailleuses. Cette approche permet la mise en œuvre d'actions adaptées et peu coûteuses en faveur des déterminants fondamentaux de la sécurité de base. À la fois viable et équitable, elle permet en outre de faire progresser la justice sociale et la solidarité à long terme².

² Chatterjee, M. 2015. Organising social protection through solidarity of women workers : experiences of the Self-Employed Women's Association, SEWA, in India. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe ? « Homo œconomicus, mulier solidaria »*. (Dir.) C. Verschuur, I. Guérin et I. Hillenkamp. 243-255. Paris : L'Harmattan, collection Genre et développement. Rencontres.
Traduit de l'anglais par Aurélie Cailleaud

Références bibliographiques

Chatterjee, M. et J. Macwan. 1992. *Taking Care of our Children – the experiences of SEWA Union*. Ahmedabad.

Gandhi, M.-K. 1909. Indian Home Rule or Hind Swaraj. <https://docs.google.com/file/d/0B2GRozT38B1eYWU0OTc5N2UtNGQyZC00YTlmLWI4N2UtZjQ2ZTg4MzY3NTM5/edit?hl=en&pli=1>

Solidarité systémique, solidarité de proximité et équité de genre : une lecture sud-américaine

..... *Fernanda Wanderley**

Solidarité systémique, solidarité de proximité et équité de genre : le cas de la Bolivie

Le dialogue entre la perspective féministe et celle de l'économie solidaire suscite une première question : celle de l'intégration de l'analyse de genre dans l'économie solidaire, un processus qui s'avère complexe au plan théorique comme au plan méthodologique. Cette question porte plus spécifiquement sur la place du principe de l'équité de genre dans le modèle idéal de l'économie solidaire et se pose à différents niveaux de l'analyse, par exemple celui des rapports de pouvoir entre hommes et femmes dans les espaces économiques institutionnels, associations et ménages compris.

Cette question doit ensuite être analysée dans une seconde perspective, celle de la relation entre solidarité de proximité et solidarité systémique. En des termes plus précis, en quoi la solidarité de proximité pourrait-elle, au sein d'une économie populaire, contribuer à une plus grande équité de genre et au déclenchement de la transformation structurelle des inégalités sociales fondées sur l'appartenance ethnique et la classe¹. Quels seraient ses atouts et ses limites dans cette perspective ? Cette intégration de l'analyse de genre relève donc du défi théorico-méthodologique. Comment inclure dans ce cadre l'inscription structurelle des unités économiques de l'économie

* Sociologue, Universidad Mayor de San Andrés, La Paz, Bolivie

¹ Sur le lien entre solidarité, démocratie et économie, voir Wanderley (2014b).

solidaire en tenant compte de leur relation avec la solidarité systémique (la protection sociale et l'insertion professionnelle) propre à chaque pays, laquelle est étroitement liée aux modèles de croissance économique et aux configurations politiques nationales ?

En Amérique latine, ces questions sont d'autant plus pertinentes que les acteurs et actrices économiques des classes populaires évoluent majoritairement dans des contextes précaires et informels. En l'absence d'un État providence, ils et elles sont privé-es de la sécurité fondamentale nécessaire à leurs activités de reproduction. Il est également important de mesurer l'ampleur considérable des violences exercées contre les femmes dans toutes les strates sociales, notamment dans les milieux populaires².

Ces questions sont le point de départ de notre étude des associations de femmes productrices sous l'angle de l'équité de genre et des principes de l'économie solidaire. L'analyse des tissus économiques boliviens met en évidence le caractère central de la participation des femmes à l'économie populaire. En 2011, près de 70 % de la population active féminine et 56 % de la population active masculine étaient à l'origine de la création de leur propre activité économique, laquelle était menée au sein d'unités économiques familiales ou de petite taille.

Les associations sont l'une des formes de l'intégration des personnes dans le monde du travail, et plus spécifiquement dans celui de l'emploi indépendant. L'univers des associations est composé d'une infinité de types d'organisations sectorielles ou territoriales, parmi lesquelles les guildes de commerçant-es, les associations de producteur-trices ou de demandeur-euses d'emploi et les syndicats de travailleur-euses salarié-es. L'ensemble de ces structures compose une trame complexe dont les entités matrices interagissent dans le temps et l'espace socio-territorial national selon des modes relationnels divers et en constante évolution.

On peut regrouper ces associations en trois catégories distinctes selon leur composition par sexe : exclusivement féminines, exclusivement masculines ou mixtes. L'étude montre que cette composition est à l'origine de dynamiques internes différentes. La décision de constituer des organisations exclusivement féminines repose en grande partie sur le constat fait par les femmes des difficultés auxquelles elles sont confrontées, dans les organisations mixtes, pour participer aux activités ou pour transformer les dynamiques patriarcales – et donc, pour modifier les rapports de pouvoir entre hommes et femmes.

² Pour une étude exhaustive de l'économie solidaire en Bolivie, voir Hillenkamp (2009).

Plutôt que se heurter à ces obstacles insurmontables pour transformer les organisations mixtes de l'intérieur, les femmes préfèrent adopter une stratégie de retrait et fonder des associations exclusivement féminines. Cette forme d'évitement leur permet de ne pas avoir à lutter contre les pratiques patriarcales enracinées qui caractérisent le comportement de leurs camarades masculins. Au sein des organisations de femmes, elles peuvent se consacrer pleinement à la satisfaction de leurs propres besoins et revendications. Selon les femmes concernées, cette stratégie a porté ses fruits. Mais on peut se demander en quoi ce choix influence les processus de transformation des structures symboliques et sociales qui contribuent à la perpétuation des rapports de pouvoir et de domination dans la vie quotidienne des hommes et des femmes.

Dans les faits, les femmes estiment devoir créer par elles-mêmes leurs activités au sein d'organisations exclusivement féminines parce que les rapports sociaux de genre créent des contextes dans lesquels hommes et femmes sont confrontés à des problèmes de natures différentes. En premier lieu, la division sexuelle du travail contraint les femmes à trouver des solutions pour concilier le travail de *care* qu'elles accomplissent dans leur foyer et leur travail rémunéré. Il s'agit d'un problème crucial qu'ont évoqué toutes les femmes productrices interrogées qui avaient à leur charge de jeunes enfants ou des adolescent-es.

Ces femmes considèrent que la prise en charge de leurs enfants est une responsabilité qui leur incombe. Elles placent la préparation de leur avenir en tête de leurs priorités et se doivent de veiller à leur sécurité et à leur développement. En l'absence de services de garderie publics ou subventionnés, la grande majorité des enfants de moins de cinq ans sont pris en charge au sein de leur famille. Les femmes estiment donc devoir rester à proximité de leur foyer pour prévenir certaines des menaces qui pèsent sur les enfants et les jeunes : les mauvaises influences, le décrochage scolaire, l'insécurité inhérente à la vie urbaine (vols, agressions, viols), les maladies et les accidents. Ainsi, l'entrée des femmes sur le marché du travail est subordonnée à l'existence de solutions leur permettant de confier aux soins de tierces personnes les membres de leur famille qui nécessitent une attention constante.

Les femmes déplorent le fait que les activités commerciales ou de services géographiquement éloignées de leur foyer les contraignent à emmener leurs jeunes enfants sur leur lieu de travail et à les exposer aux intempéries pendant les longues journées de labeur. Dans ces espaces de travail, les enfants contractent des maladies et courent divers dangers. De plus, les postes de travailleuses domestiques rémunérées ou les autres activités de services ne permettent pas toujours aux femmes de garder leurs enfants avec elles.

Dans ce contexte, les associations de femmes à visées productives sont devenues un moyen de concilier vie familiale et vie professionnelle, et ce par le biais des mécanismes suivants : la combinaison entre des productions réalisées au sein et hors du foyer, la flexibilité des horaires de travail des ateliers établis au sein des associations, la possibilité d'emmener les enfants sur le lieu de travail et, dans le cas de l'une des associations étudiées, l'existence d'une garderie au sein même de ce lieu de travail³.

La possibilité de concilier vie professionnelle et vie familiale n'est pas l'unique objectif des femmes productrices qui choisissent la voie associative. Elles accordent une valeur certaine aux avantages sociaux et personnels que leur offrent les associations par leur caractère horizontal, transparent et participatif. L'association est un espace très important au sein duquel elles trouvent convivialité et soutien mutuel. Nombre d'entre elles disent que leur vie associative leur a permis de rompre l'isolement et la solitude dont elles souffraient dans leur foyer, mais aussi de prendre leur place dans un espace social ouvert à la parole, au partage des joies et des peines, à l'écoute et au soutien.

En outre, la production qui s'organise au sein des associations s'inscrit dans la continuité de relations de travail et d'un mode de vie qu'elles connaissent et qu'elles apprécient. Elles peuvent notamment travailler dans un environnement où le contrôle du processus de production, les accords mutuels de respect ainsi que la répartition des responsabilités et des revenus relèvent d'un type d'organisation qui leur donne satisfaction. Toutes témoignent d'expériences vécues dans d'autres lieux – dans d'autres « associations » ou micro/petites entreprises – où leur travail était rarement rémunéré à sa juste valeur et où l'autorité était souvent exercée sous une forme qu'elles considéraient comme oppressive ou professionnellement dévalorisante.

Les femmes interrogées conçoivent les associations comme un espace d'apprentissage intégral et constant, notamment grâce au soutien apporté par d'autres associations et institutions. Elles y ont toujours trouvé la possibilité de suivre divers cours de formation et de qualification qui leur ont permis de mieux connaître leurs droits et d'approfondir leurs compétences techniques ainsi que leurs connaissances en marketing. Pour la plupart, ces femmes ont suivi des cours dispensés par des ONG, par leur mairie, leur préfecture ou encore par des instances du gouvernement central. Elles savent que, dans ce cadre, elles ont renforcé leurs compétences – et notamment perfectionné leur expression orale –, surmonté leur peur de s'exprimer en public, noué des relations avec de nouvelles instances et gagné en expertise technique.

³ Pour plus de détails sur ces associations, voir Wanderley (2014a).

Les migrantes de première génération qui se sont impliquées dans ce type d'associations ont pu s'intégrer dans leur nouvel espace urbain en s'appuyant sur une communauté égalitaire dont elles pouvaient se sentir membres à part entière et qui leur donnait accès à un réseau constitué d'autres associations et institutions. Quand elles jouent ce rôle, les associations se transforment en outils de renforcement des réseaux relationnels personnels qui unissent les femmes productrices, tout en leur permettant de multiplier les contacts externes avec des institutions et organisations publiques, privées et non gouvernementales ainsi qu'avec d'autres groupements de productrices. Ainsi, les femmes membres ont accès à de nouvelles ressources matérielles (monétaires) ou immatérielles (connaissances, compétences et savoir-faire) et étendent leur espace de circulation social et physique dans les villes.

403
.....

Les réseaux externes des associations comprennent diverses institutions gouvernementales (nationales ou infranationales), non gouvernementales et privées. Les associations étudiées interagissent principalement avec les ONG, les paroisses et les autres groupements de productrices. Parmi les liens évoqués, ceux avec les mairies et les préfectures semblent limités à la promotion de foires, aux cours de formation et de qualification et, enfin, à l'obtention de crédits.

Dans la ville d'El Alto, les paroisses jouent un rôle particulièrement important dans le processus de création des associations ainsi que dans l'offre de formations et de cours de qualification. Les formations créées par les églises dans différents quartiers ont permis le renforcement de nombreuses associations de la ville. Ces cours favorisent le rapprochement et les rencontres entre voisines et l'instauration d'une confiance mutuelle. Mais ils contribuent également au renforcement du caractère « naturel » des inégalités entre hommes et femmes.

Si les femmes interrogées disent, pour la plupart, avoir une vie meilleure que celle de leurs parents, elles restent très vulnérables à certains risques, parmi lesquels les hausses de prix, la perte d'emploi, les accidents, la maladie et la mort. En cas de maladie ou d'accident, ces travailleuses recourent principalement à la médecine naturelle ou aux services de guérisseur-euses, des solutions aisément accessibles et financièrement abordables. Quand l'état de santé de l'un des membres d'une famille se dégrade au point de nécessiter une consultation médicale ou une hospitalisation, le paiement des factures hospitalières et l'achat des médicaments indispensables plongent le foyer tout entier dans l'angoisse et le désespoir. Dans ce cas, la famille concernée dépend généralement de l'aide que pourront lui apporter des proches, des voisin-es ou des ami-es, mais aussi de la bonne volonté des cliniques et hôpitaux qui acceptent parfois de réduire les factures des patient-es.

Les réseaux de relations personnelles jouent également un rôle important en cas de décès. La famille, les voisin-es, les ami-es et les membres de l'association apportent en effet un soutien financier indispensable au paiement des frais d'enterrement. Dans ces situations, les églises apparaissent comme des organisations accessibles et susceptibles de soutenir les familles endeuillées. Pour faire face aux contraintes liées au vieillissement, les femmes doivent encore une fois compter sur le soutien de leur famille ou sur leurs propres ressources. Elles sont en effet très peu nombreuses à bénéficier de prestations sociales à long terme – les seules dans ce cas y accèdent par le biais de l'emploi formel de leur mari –, ce qui les contraint à conserver des activités génératrices de revenus même lorsqu'elles atteignent le troisième âge.

Au quotidien comme dans les situations de crise, la famille et les réseaux de relations personnelles constituent, à l'évidence, la principale sphère d'approvisionnement en services et biens de première nécessité. C'est dans cette sphère que s'organisent la solidarité de proximité, les échanges non monétaires mais aussi les prêts destinés à couvrir les dépenses courantes ou exceptionnelles.

Mais, au-delà du cercle familial, la solidarité de proximité a ceci de particulier qu'elle ne s'enclenche généralement que dans les cas d'urgence. Les femmes confrontées à des maladies chroniques qui requièrent des soins continus à moyen ou long terme – comme les cancers, les maladies pulmonaires ou les maladies caractéristiques de la vieillesse – ne peuvent pas s'appuyer sur la solidarité de proximité. Faute d'assurance santé, elles sont simplement privées de soins. Il n'est pas exagéré d'affirmer que les femmes qui mettent en œuvre des projets d'entraide et de coopération au sein de réseaux sociétaux dotés de ressources limitées ne peuvent pas se permettre de tomber malade ou de vieillir. Dans un cas comme dans l'autre, elles se trouveraient dans une situation de totale vulnérabilité.

Dans les zones rurales comme dans les zones urbaines, les travailleuses indépendantes adoptent des stratégies visant à garantir l'approvisionnement de leur foyer en nourriture, en premier lieu la pratique de l'agriculture et de l'élevage de subsistance. Pour disposer de pommes de terre et de fécule de pomme de terre dans leur foyer – deux denrées qui constituent la base de l'alimentation des familles en cas de raréfaction des ressources monétaires –, ces femmes se déplacent périodiquement pour semer et récolter.

Les réseaux familiaux et de voisinage jouent également un rôle important dans l'approvisionnement en nourriture quand les revenus monétaires viennent à manquer. Les prêts ou l'approvisionnement en produits appartenant

aux parents, oncles, tantes, neveux et nièces, aux beaux-parents, aux cousines, aux voisin-es ou encore au stock d'une boutique sont une pratique courante. Pour garantir leur survie pendant les périodes difficiles, certaines femmes recourent à une autre stratégie de nature financière : elles épargnent dès qu'elles disposent de revenus plus confortables. D'autres choisissent de diversifier leurs activités, notamment celles qui n'ont pas la possibilité de vendre leurs produits de façon régulière tout au long de l'année.

Les femmes qui mettent en œuvre cette stratégie de diversification des activités y investissent une énergie physique, émotionnelle et psychologique considérable, dans la mesure où elles sont en permanence confrontées aux incertitudes qui planent sur les activités reproductrices nécessaires au bon fonctionnement de leur foyer. En outre, ce choix ne leur permet de sortir ni de la précarité ni de la pauvreté qui caractérisent leur quotidien et, dans la plupart des cas, celui de leurs enfants. C'est précisément l'importance des pratiques solidaires de proximité dans le cadre plus large de la reproduction des inégalités sociales, économiques et politiques que nous tentons de mettre en lumière dans cette analyse.

Pour comprendre comment les inégalités se reproduisent de génération en génération, il convient d'évoquer la forte contrainte que les frais relatifs à l'éducation des enfants font peser sur les femmes. Bien que les enfants fréquentent le plus souvent des écoles publiques, les frais liés à leur scolarité sont nombreux : l'achat de matériel et de vêtements, ainsi que les coûts relatifs aux fêtes ou événements divers, aux loisirs ou au transport. Les femmes affirment que, compte tenu de leur budget, les programmes d'aide financière destinés aux élèves de l'école primaire (par exemple les bourses Juancito Pinto) sont particulièrement importants.

Parmi les associations étudiées, aucune n'a pris de mesure visant à prévenir les risques professionnels. Dans le domaine spécifique de la production de vêtements en laine d'alpaga, par exemple, l'absence de masques de protection contre l'inhalation des poussières de laine est à l'origine de problèmes de santé. Certaines associations ont évoqué la nécessité de mettre en œuvre des mesures de sécurité, mais elles ont également précisé qu'elles ne disposaient ni des infrastructures adaptées, ni des compétences ni des fonds nécessaires à leur mise en œuvre.

Comme nous l'avons évoqué précédemment, les productrices ne bénéficient généralement pas, à titre personnel, de prestations d'assurance santé ou vieillesse. Compte tenu du caractère limité de l'aide que les femmes sont susceptibles de leur apporter individuellement, le soutien des associations devient une forme de protection sociale partielle. Les témoignages recueillis

montrent que les politiques sociales (la solidarité systémique) sont un complément indispensable à la solidarité de proximité si l'on souhaite opérer une transformation structurelle de la situation de précarité et de vulnérabilité que vivent les femmes.

Cette étude met en lumière un autre point important : la nécessité, pour les femmes, de s'affranchir des rapports de subordination tant dans la sphère privée que dans la sphère publique. Bien que le travail rémunéré de la grande majorité des femmes soit indispensable à la survie de leur famille, ces dernières ne reconnaissent pas leur rôle de pourvoyeuse de leur foyer en ressources externes et considèrent leur revenu comme une « aide » apportée à leur mari. Le fait qu'elles exercent des activités rémunérées ne modifie pas leur identité et ne contribue pas non plus à faire évoluer la division du travail au sein des familles.

Même quand les femmes prennent en charge toutes les responsabilités et activités, la division traditionnelle des rôles reste profondément enracinée, les hommes étant considérés comme les pourvoyeurs de la famille en ressources financières et les femmes assumant les activités de *care*. Selon la majorité des personnes interrogées – toutes des femmes des communautés aymara et quechua –, les femmes sont responsables des activités de *care* au sein de la famille parce que cela relève de leur condition naturelle d'êtres de sexe féminin. Leur participation aux activités génératrices de revenus monétaires ne se justifie que par la nécessité d'aider leur mari à assumer ses propres responsabilités. Elle ne devient une obligation qu'en l'absence de celui-ci.

Dans la société bolivienne, les violences intra ou extra-familiales d'ordre physique, émotionnel ou psychologique sont des pratiques très courantes. Au début du XXI^e siècle, la fréquence des féminicides est un problème de première importance dans la société bolivienne. Depuis quelques décennies, des normes progressistes ont été promulguées en faveur de l'équité de genre et des droits civils, politiques et sociaux des femmes. Mais le problème reste entier. Autre point important, il est toujours aussi difficile pour les femmes de devenir membres des organes représentatifs des organisations mixtes ou de voir leurs priorités figurer à leur juste place dans les pétitions adressées au gouvernement. La culture patriarcale et les pratiques de subordination et de violation des droits sont des thèmes centraux dans toutes les sphères sociales et économiques des sociétés latino-américaines, et en particulier dans celle de l'économie populaire.

Ces éléments factuels montrent que le fait de considérer le *care* et la solidarité de proximité comme des attributs naturels des femmes inhérents à leur

condition – au sein de la famille, de la communauté et de l'économie populaire – constitue le fondement de la reproduction des inégalités et des rapports de pouvoir entre hommes et femmes, mais aussi entre les femmes des différentes classes sociales. En outre, ils corroborent les conclusions des études féministes qui affirment que les déséquilibres socioéconomiques limitent la capacité de certaines familles à subvenir comme elles le souhaiteraient aux besoins des personnes dépendantes qui les composent, ce qui constitue un mécanisme fondamental de reproduction des inégalités d'une génération à l'autre. Les familles des strates sociales plus élevées disposent de solutions diverses pour concilier vie familiale et vie professionnelle, par exemple les services payants de garderie, qu'ils soient fournis par une travailleuse domestique, par des crèches institutionnalisées ou dans le cadre des activités extrascolaires. En revanche, les familles des strates sociales inférieures qui sont intégrées dans l'économie populaire ne sont pas en mesure de financer ce type de dépenses et ne peuvent pas non plus faire garder leurs enfants dans des structures publiques accessibles et de qualité.

En d'autres termes, l'absence de partage des responsabilités de *care* entre la famille, la société et l'État par le biais des politiques sociales (la solidarité systémique) entraîne des résultats inéquitables. En effet, les familles les plus pauvres ne reçoivent pas le soutien permettant de garantir une bonne prise en charge des enfants pendant que les autres membres du foyer se consacrent aux activités extrafamiliales, comme le travail rémunéré, la formation et la participation à la vie publique.

En outre, la tension qui résulte de l'articulation des activités de *care* et du travail rémunéré contraint de nombreuses familles à déléguer la responsabilité du *care* à leurs propres enfants et adolescent-es. Ces modes précaires de prise en charge et de protection exposent la grande majorité des enfants à des risques de différents types, parmi lesquels les activités délictueuses et la consommation de drogue, l'entrée précoce sur le marché du travail au détriment de l'éducation, différentes formes d'insécurité physique et émotionnelle – notamment la violence sexuelle intra et extrafamiliale – et enfin les problèmes de santé liés à leur présence dans des espaces publics inappropriés. Ils sont également nombreux à souffrir de carences nutritionnelles, de déficits de stimulation cognitive, physique ou sociale, de grossesse précoces – dans le cas des adolescentes – et d'abandon, autant de risques qu'il serait possible de prévenir grâce à des services publics dispensés par des établissements chargés de l'enfance ou à des activités périscolaires complémentaires organisées par les écoles⁴.

⁴ Pour plus de détails sur le débat relatif au *care* considéré comme un droit social en Bolivie, voir Salazar, Sostres, Wanderley et Farah (2012) et Salazar (2011).

Les féministes et les études de genre mettent en exergue un certain nombre de questions concrètes qui découlent de cette réflexion académique et politique. Compte tenu de l'évolution concomitante des familles, du marché du travail et de la société, à qui revient la responsabilité de prendre en charge les personnes dépendantes, notamment les enfants et les adolescent-es ? Comment faire évoluer l'organisation mercantiliste et familiale du *care* pour créer un système qui ne laisse aucun besoin insatisfait et permette à la totalité de la population de vivre en sécurité et d'être protégée ? Comment répartir les responsabilités ainsi que le travail de *care* et de protection sociale sans donner naissance à des inégalités de genre et sans perpétuer les inégalités d'une génération à l'autre ? Et, compte tenu du caractère central de cette problématique dans l'élaboration d'une vision plus générale de l'économie et du travail, quel lien peut-on établir entre le mouvement politique de l'économie solidaire et les questions relatives à la division du travail et aux rapports de domination entre hommes et femmes ?

Les féministes donnent une réponse tranchée à la première de ces questions : la responsabilité du *care* doit impérativement être répartie entre l'État, la société et les familles. Même si elles restent les noyaux centraux des activités de *care*, les familles et les communautés doivent évoluer dans un environnement où leurs enfants et adolescent-es peuvent être à la fois pris en charges et protégé-es dans des structures publiques ou publiques-privées accessibles et de qualité. Cette combinaison est la seule capable de garantir la possibilité pour les citoyens et citoyennes d'exercer leur droit au *care* et à la protection sans distinction de statut socioéconomique, d'appartenance ethnique, de génération et/ou indépendamment de leur capacité à acheter ces services sur le marché. Selon le mouvement féministe, l'émancipation des femmes dépend de cette articulation de la solidarité systémique avec la solidarité de proximité.

Cette réflexion sous-tend l'idée que le *care* – considéré comme un droit social qui doit être reconnu, nommé et explicité – peut permettre la transformation des conditions institutionnelles et sociales qui prévalent, notamment celles dans lesquelles s'exercent les droits humains et civils déjà établis (le droit à l'éducation, à la santé, à la nutrition, au travail, à l'égalité, à la protection et à l'intégrité physique, émotionnelle et psychologique). Cette approche suppose l'élaboration de politiques globales susceptibles d'éradiquer la discrimination aussi bien que les inégalités et la pauvreté, politiques qui viendraient se substituer aux politiques sociales segmentées.

Le concept de *care* prend simultanément en considération les droits des enfants et ceux des femmes pour repenser les politiques sociales du XXI^e siècle, dans le respect des principes de solidarité, de justice, de coopéra-

tion et d'équité. La notion de solidarité – qui suppose que l'État joue l'important rôle de garant du bien-être social de l'ensemble des citoyens et citoyennes – redevient une valeur centrale dans les processus d'élaboration de nouveaux ordres sociaux susceptibles de garantir une coexistence horizontale et équitable de tous les êtres humains et une relation de même type entre les humains et la nature. Le concept de *care* permet donc de lutter contre les injustices qui pèsent sur les femmes et les enfants par une reconfiguration du système de protection sociale, fondée sur l'articulation des principes précédemment évoqués ainsi que sur l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques adaptées dans les sociétés qui n'en sont pas dotées. Ce concept ouvre en outre des perspectives nouvelles à la réflexion sur cette « autre économie » dont l'organisation repose sur la valeur centrale de solidarité.

Remarques finales : féminisme et économie solidaire

La convergence entre le mouvement féministe et celui de l'économie solidaire suppose que les tenant-es de l'un et de l'autre surmontent des obstacles de natures diverses. Pour les féministes, la difficulté consiste à établir des liens entre la lutte contre le système patriarcal et les revendications exprimées par d'autres mouvements sociaux : les mouvements autochtones, de classe ou biopolitiques (notamment ceux relatifs à la sexualité) mais aussi les combats plus généraux des environnementalistes, antimondialistes et anticapitalistes. Tous ces mouvements, du moins les derniers cités, tentent de créer et/ou de renforcer cette « autre économie » qui, désormais, concerne la majorité des femmes. Le féminisme doit aussi repenser les politiques sociales (la solidarité systémique) pour améliorer la protection et le bien-être social en intégrant les possibilités offertes pas les dispositifs de solidarité de proximité existants dans chaque société.

L'économie solidaire, pour sa part, doit analyser ses propres stratégies de « démarchandisation » – le fait de réduire le rôle du marché dans les prestations de sécurité sociale – et évaluer sa capacité à faire progresser l'équité de genre en l'absence de mesures complémentaires de défamilialisation des responsabilités reproductives et de *care*. En d'autres termes, il semble indispensable de remettre en cause – par la démocratisation – le caractère naturel de la division sexuelle du travail dans les sphères reproductive et productive pour que les femmes ne subissent plus les effets néfastes directs et indirects de positions politiques tant conservatrices que progressistes. Cette analyse peut également contribuer au renforcement des fondements de l'organisation de cette « autre économie ».

Ces éléments de réflexion nous amènent à utiliser le prisme de l'équité de genre pour examiner les modalités selon lesquelles solidarité systémique et solidarité de proximité s'articulent. Cette posture suppose la prise en compte, dans l'économie populaire, des asymétries de genre et de génération et, par conséquent, l'intégration dans la réflexion des rapports de pouvoir qui prévalent dans les familles, les communautés et les associations qui tentent d'évoluer vers l'économie solidaire.

Il est donc indispensable de rejeter l'hypothèse qui veut que l'économie populaire implique nécessairement l'existence de liens de réciprocité à tous les niveaux. La construction d'associations, de complémentarités, de formes de coopération active entre personnes et d'activités économiques sous-tendues par des relations horizontales, équitables et inclusives sont autant de problèmes théoriques et empiriques complexes. De nombreux éléments factuels attestent de la présence de mécanismes asymétriques de répartition des ressources, des responsabilités et du travail entre les individus qui composent les organisations économiques et sociales. Ces mécanismes créent des rapports non démocratiques de pouvoir et de domination entre les genres et intra-genre. Cette approche souligne la nécessité d'analyser le défi politique que représente la transformation des économies populaires en des économies solidaires qui font de l'équité de genre un élément central.

La critique féministe montre à quel point il est difficile, pour les mouvements de démocratisation de l'économie et de la société, de ne pas reproduire le *statu quo* de l'ordre patriarcal de genre. Pour le remettre en cause, il est impératif d'appréhender l'intégralité des contradictions et des rapports de pouvoir qui régissent le fonctionnement de tous les tissus socioéconomiques, en intégrant à la réflexion les multiples principes économiques inhérents à la production et à la distribution des biens et services – marchands et non marchands, familiaux et étatiques, individualistes et associatifs, égoïstes et solidaires.

Cette approche suppose également la prise en compte des tensions qui existent entre, d'une part, la lutte des femmes pour l'exercice plein et entier de leurs droits individuels et, d'autre part, celle pour les droits collectifs des peuples et des communautés autochtones, dont les pratiques et coutumes ne sont pas exemptes de rapports de pouvoir, d'inégalités et de discriminations à l'égard des femmes. Cette tension s'exprime principalement en Bolivie, en Équateur et au Guatemala, où le mouvement autochtone a vu les pratiques patriarcales, considérées comme naturelles en son sein, remises en cause par son rapprochement avec le mouvement féministe.⁵

⁵ Wanderley, F. 2015. Solidaridad sistémica, solidaridad de proximidad y equidad de género: una lectura desde América Latina. In *Une économie solidaire peut-elle être féministe? Homo æconomicus*,

Références bibliographiques

Hillenkamp, I. 2009. Formes d'intégration de l'économie dans les démocraties de marché: une théorie substantive à partir de l'étude du mouvement d'économie solidaire dans la ville d'El Alto (Bolivie). Thèse de doctorat. Genève: Institut de hautes études internationales et du développement.

Salazar, C. 2011. Ética del cuidado y desarrollo para todos: desafíos desde la diferencia. In *El desarrollo en cuestión. Reflexiones desde América Latina*. (Ed.) F. Wanderley. La Paz: CIDES-UMSA.

Salazar, C., F. Sostre, F. Wanderley, et I. Farah. 2012. *Hacia una política municipal de cuidado – integrando los derechos de las mujeres y la infancia*. La Paz: CIDES-UMSA/Oxfam.

Wanderley, F. 2014a. Mercado, solidaridad y democracia: modelos alternativos de desarrollo. In *Guía sobre postdesarrollo y nuevos horizontes utópicos*. P. H. Martins, M. de Araújo Silva, É. Lira de Souza et B. Freire Lira. Buenos Aires: Estudios Sociológicos Editora.

—. 2014b. El autoempleo y la asociatividad en Bolivia. Vías asociativas para la inserción laboral de mujeres en el area urbana. *Revista de economía solidaria*. 7: 65-99.

QUESTIONS DE GENRE AUX ÉDITIONS L'HARMATTAN

Dernières parutions

FÉMININ ET RÉPUBLIQUE

Une éthique du caractère

Henrion-Latché Johanna – Préfaces d'Emmanuèle Auriac-Slusarczyk et d'Antonietta Specogna

En revisitant l'histoire du féminin et des représentations qui lui sont associées, l'approche par le caractère définit les lignes de force de la nouvelle émancipation de la femme dans ce qui construit le commun universaliste des sexes, partageant des espaces de droits et de devoirs. L'ouvrage souhaite nommer et poursuivre, sans relâche, le sens de la lutte des femmes dans la République.

(*Coll. Questions contemporaines*, 23,50 euros, 218 p.)

ISBN : 978-2-343-13505-2, ISBN EBOOK : 978-2-14-005361-0

AUTOBIOGRAPHIE

Féminisme, homosexualité, écriture, milieu social, profession

Dumont Paula

Paula Dumont, née dans une famille très pauvre marquée par la Deuxième Guerre mondiale, raconte son existence dans cette autobiographie. Étudiante boursière elle s'est consacrée aux études de Lettres pour devenir enseignante pendant trente-neuf ans. Homosexuelle, féministe engagée, son témoignage est un document pour étudier la condition des femmes durant la seconde moitié du XXe siècle.

(27,50 euros, 334 p.)

ISBN : 978-2-343-13571-7, ISBN EBOOK : 978-2-14-005336-8

FEMMES, SEXE, GENRE DANS L'AIRE ANGLOPHONE

Invisibilisation, stigmatisation et combats

Sous la direction de Binard Florence, Calvini-Lefebvre Marc, Leduc Guyonne

Préface de Michel Prum

Cet ouvrage met en lumière les processus d'invisibilisation et de stigmatisation des femmes et des minorités sexuelles dans l'aire anglophone du XIXe siècle à nos jours. Les avancées dont bénéficient les femmes aujourd'hui sont le fruit d'un long et âpre combat. Ce livre veut aider à comprendre les inégalités qui persistent entre les hommes et les femmes, à travers des perspectives historiques ou littéraires.

(*Coll. Des idées et des femmes*, 23,00 euros, 226 p.)

ISBN : 978-2-343-13295-2, ISBN EBOOK : 978-2-14-005226-2

RÉSISTANCES ET ÉMANCIPATION DES FEMMES DU SUD

Sous la direction de Laurence Grandchamp Roland Pfeifferkorn

Quelles sont les ressources personnelles, familiales, collectives que les femmes du Sud peuvent mobiliser pour faire bouger les rapports de domination dans lesquels elles sont prises ? Comment leur travail avec et sur la nature peut-il contribuer à leur émancipation ou, à l'inverse, aggraver leur situation ? Quel est le type-idéal de « femme autonome » qui est promu par la logique qui sous-tend la mondialisation ? Ce sont ces questions que cet ouvrage entreprend d'explorer à partir de recherches empiriques réalisées en Amérique latine principalement, mais aussi en Asie et en Afrique.

(*Coll. Logiques sociales, série Sociologie du genre*, 28,00 euros, 278 p.)

ISBN : 978-2-343-13117-7, ISBN EBOOK : 978-2-14-005152-4

HOMOSEXUALITÉS MASCULINES ET RELIGIONS DU MONDE

Nouvelle édition

Hurteau Pierre

Avec la mondialisation, la protection civile des droits des minorités LGBTQ s'étend et provoque la réaction de nombreux représentants de culte. L'auteur invite à un dialogue entre les divers systèmes religieux et un réexamen de leurs prises de position dans le contexte de déploiement international de la libération homosexuelle. Cette nouvelle édition, mise à jour et augmentée, analyse des événements récents annonciateurs de mutations sociales profondes.

(Coll. Sexualité humaine, 38.00 euros, 392 p.)

ISBN : 978-2-343-13024-8, ISBN EBOOK : 978-2-14-004946-0

DE GEORGE SAND À LOUISE MICHEL

Combats politiques, littéraires et féministes (1815-1870)

Textes rassemblés par Dominique Bréchemier et Nicole Laval-Turpin

Organisée par Mix-Cité, cette rencontre nous invite au XIXe siècle afin de découvrir comment, de George Sand à Louise Michel, les combats féministes, politiques et littéraires se sont entrecroisés. Nous sont présentées ici des femmes aux figures d'artistes et aux voix cosmopolites, dénonçant les inégalités faites aux femmes. Voici une étude approfondie conduite par des spécialistes de la question de l'émancipation féminine.

(Coédition Mix-Cité, 24.00 euros, 236 p.)

ISBN : 978-2-343-12963-1, ISBN EBOOK : 978-2-14-004657-5

LE SECRET DES GENTILS MONSTRES

Vivre avec une malformation sexuelle

Houstal Paul

À travers son témoignage, l'auteur nous dévoile une vie passée à cacher son anomalie sexuelle, une vie guidée par une quête d'identité sexuelle et par la peur de révéler cette «honte mystérieuse». Ce handicap, qui ne se voit ni se parle oblige ceux qui le portent à développer une capacité d'adaptation perpétuelle afin de survivre individuellement et socialement.

(18.50 euros, 176 p.)

ISBN : 978-2-343-12445-2, ISBN EBOOK : 978-2-14-004395-6

LE SCANDALE DES VIOLENCES CONJUGALES

Guesnier Caroline

En 2010, la France se mobilisait contre les violences conjugales. Une loi novatrice, qui devait apporter des solutions concrètes, était votée. La précision de son texte et ses amendements intégraient les diverses formes de violences au sein du couple. Sept ans plus tard, le taux de classement sans suite des plaintes reste une énigme (tout autant que la statistique des décédées au sein du couple). Des femmes et des enfants vivent ces violences au quotidien : la France protège-t-elle ses bourreaux ?

(20.00 euros, 196 p.)

ISBN : 978-2-343-11780-5, ISBN EBOOK : 978-2-14-003566-1

ACCÈS RÉSERVÉ

Le pouvoir au sein des quotidiens régionaux : une histoire de mâles

Lipani Marie-Christine

Le genre paraît une donnée déterminante sur la probabilité d'être nommé à un poste stratégique, c'est ce que montre cette étude sur la presse quotidienne régionale française. Cet ouvrage dresse un état des lieux de la visibilité des femmes et des hommes et la répartition sexuée des postes de pouvoir au sein de cette famille de presse. Le constat est clair : la presse régionale souffre encore d'un déficit de femmes occupant les positions éditoriales les plus hautes. Comment l'expliquer ? La situation peut-elle évoluer ?

(Coll. Repenser les médias, 19.00 euros, 180 p.)

ISBN : 978-2-343-11606-8, ISBN EBOOK : 978-2-14-003423-7

INÉGALITÉS FEMMES-HOMMES ET UTOPIE(S)

Sous la direction de Guyonne Leduc – Avant-propos de Franck Lessay

L'utopie est peut-être bien le lieu idéal d'une représentation des relations hommes-femmes telles qu'elles pourraient être. Par là, l'utopie remplit quelques-unes de ses fonctions essentielles : critique, compensatoire ou incitative. Elle dévoile son rapport problématique à l'histoire et au réel. Les utopistes peuvent parfois préconiser un bouleversement des rôles sociaux de l'homme et de la femme, et esquisser une complète égalité de statut entre l'un et l'autre. Mais un féminisme authentique doit-il renoncer au double postulat qui le fonde, à savoir la dualité des sexes et l'égalité des genres ?

(Coll. *Des idées et des femmes*, 27,50 euros, 266 p.)

ISBN : 978-2-343-11339-5, ISBN EBOOK : 978-2-14-003090-1

GENRE ET JOUISSANCE

Sous la direction de Catherine Flepp et Nadia Mékouar-Hertzberg

Cet ouvrage propose au lecteur une réflexion approfondie et interdisciplinaire sur la jouissance et les différentes représentations culturelles que nous en font parvenir les arts et toutes les formes de création. La jouissance renvoie à la sexualité, à la pulsion, au désir, à toute l'économie corporelle, mais aussi à l'affectif, au fantasmatique, au sensoriel et au cérébral. Le thème de la jouissance ouvre sur des problématiques centrales d'ordre politique et esthétique : il reste un excellent vecteur pour aborder autrement la question du masculin et du féminin.

(Coll. *Créations au féminin*, 29,00 euros, 334 p.)

ISBN : 978-2-343-11628-0, ISBN EBOOK : 978-2-14-003312-4

DE LA SEXUALITÉ AUX SEXUALITÉS

Ouvrage coordonné par Gilbert Elbaz

Cet ouvrage décrit le difficile parcours des minorités sexuelles pour l'affirmation de leurs identités dans des contextes sociaux différents. Comme l'écrivait Michel Foucault, la sexualité ne peut être comprise que dans un système de pouvoir particulier : le biopouvoir. Ainsi, la colonisation imposera-t-elle ses critères prohibitifs sur des cultures pourtant caractérisées par une riche diversité sexuelle. Faisant écho à ces analyses, les diverses contributions de cet ouvrage convergent vers la conclusion selon laquelle le discours dominant sur la sexualité produit tout un ensemble de violences.

(Coll. *Questions contemporaines*, 22,50 euros, 224 p.)

ISBN : 978-2-343-11262-6, ISBN EBOOK : 978-2-14-003144-1

MÈRES-CÉLIBATAIRES

De la malédiction au libre-choix ? Regards croisés France/Grande-Bretagne

Sous la direction de Florence Binard et Guyonne Leduc – Préface de Marie-Claire Pasquier

« À qui s'adresse cet ouvrage ? À toute personne souhaitant en finir avec les approximations vagues et paresseuses, en un mot, souhaitant en avoir le cœur net sur les répercussions, pour les femmes, de l'évolution, récente ou moins récente, des mœurs et des législations, en Grande-Bretagne et en France, sur la base d'une documentation solide et argumentée, multipliant les éclairages. En particulier, les législations concernant le contrôle des naissances, les naissances hors mariage, l'IVG, le divorce, le concubinage. » Marie-Claire Pasquier

(Coll. *Des idées et des femmes*, 21,50 euros, 218 p.)

ISBN : 978-2-343-09612-4, ISBN EBOOK : 978-2-14-001346-1

FEMMES EN ISLAM

Essai

Oukazi Fouzia

Si le Coran fait de la femme un « allié » de l'homme, il est honnête de redire que les pays musulmans n'offrent pas une place à part entière à la femme dans leurs sociétés et leurs législations. Cet ouvrage se veut un rappel des données qui ont mené à la visibilité du fait religieux musulman, notamment dans la société française, et propose une interprétation très personnelle des pratiques musulmanes en cours. Sur le long terme, la sécularisation est bien en place.

(12,00 euros, 94 p.)

ISBN : 978-2-343-09465-6, ISBN EBOOK : 978-2-14-001413-0

M(M)ÈRE

Auto-Essai

Richard Annie

La symbolique du genre est abordée d'une manière inhabituelle car elle relie en profondeur autobiographie et recherche intellectuelle. La «Mère» en majuscule y est traitée en tant que figure distincte de celle de la mère réelle, traditionnellement occultée ou amoindrie dans la tradition philosophique, religieuse et psychanalytique. La mère est indissociable de l'interrogation sur le devenir femme : être femme relève d'un rapport avec la Mère à inventer, remodeler et moduler en mots et images exemplaires.

(Coll. *Sexualité et genre : fiction et réalité*, 23.00 euros, 196 p.)

ISBN : 978-2-343-05285-4, ISBN EBOOK : 978-2-336-37044-6

ENTRE FEMMES

300 œuvres lesbiennes résumées et commentées

Dumont Paula

La plupart des gens ignorent que de nombreux ouvrages mettent en scène des lesbiennes. Afin de pallier cette carence, *Entre femmes* recense des romans, des œuvres dramatiques, des recueils de poèmes, des bandes dessinées, des témoignages et des biographies qui mettent au premier plan l'amour d'une femme pour une autre. On trouvera ici les notices de plus de trois cents ouvrages résumés et commentés, publiés de 1900 à 2014. Voici un choix d'héroïnes auxquelles d'identifier.

(29.00 euros, 280 p.)

ISBN : 978-2-343-05470-4, ISBN EBOOK : 978-2-336-37010-1

LE SEXISME ORDINAIRE DU LANGAGE

Qu'est l'homme en général ?

Khaznadar Edwige

«L'Homme» et le masculin régissent notre langage. Comment les comprenons-nous, pourquoi les employons-nous, quelles en sont les justifications alors que la langue française est riche de ses milliers de féminins? Le langage modèle la pensée, l'emploi des féminins dans les grands textes officiels influera sur les mentalités passées déplorées chaque 8 Mars, Journée de la Femme, dans une République qui se dit égalitaire et qui peut ainsi donner clairement l'image de l'égalité hommes-femmes en un monde où les Droits Humains sont trop souvent bafoués.

(Coll. *Questions contemporaines*, 22.00 euros, 224 p.)

ISBN : 978-2-343-05588-6, ISBN EBOOK : 978-2-336-37067-5

TRANSIDENTITÉS : ORDRE & PANIQUE DE GENRE

Le réel et ses interprétations

Espineira Karine - Préface de Marie-Joseph Bertini

Engagée dans une recherche sur le terrain transidentitaire, la chercheuse s'attache à croiser état des lieux du terrain associatif et militant trans avec l'histoire des définitions de la médecine légale, mettant à jour la politisation des groupes, les apports des nouveaux médias et les effets de la médiatisation sur les personnes transgenres. Cet ouvrage est complémentaire du titre *Médiacultures : la transidentité en télévision*, édité simultanément.

(Coll. *Logiques sociales, série Sociologie du genre*, 27.00 euros, 266 p.)

ISBN : 978-2-343-05477-3, ISBN EBOOK : 978-2-336-36876-4

L'HARMATTAN ITALIA

Via Degli Artisti 15; 10124 Torino
harmattan.italia@gmail.com

L'HARMATTAN HONGRIE

Könyvesbolt ; Kossuth L. u. 14-16
1053 Budapest

L'HARMATTAN KINSHASA

185, avenue Nyangwe
Commune de Lingwala
Kinshasa, R.D. Congo
(00243) 998697603 ou (00243) 999229662

L'HARMATTAN CONGO

67, av. E. P. Lumumba
Bât. – Congo Pharmacie (Bib. Nat.)
BP2874 Brazzaville
harmattan.congo@yahoo.fr

L'HARMATTAN GUINÉE

Almamy Rue KA 028, en face
du restaurant Le Cèdre
OKB agency BP 3470 Conakry
(00224) 657 20 85 08 / 664 28 91 96
harmattanguinee@yahoo.fr

L'HARMATTAN MALI

Rue 73, Porte 536, Niamakoro,
Cité Unicef, Bamako
Tél. 00 (223) 20205724 / +(223) 76378082
poudiougopaul@yahoo.fr
pp.harmattan@gmail.com

L'HARMATTAN CAMEROUN

TSINGA/FECAFOOT
BP 11486 Yaoundé
699198028/675441949
harmattancam@yahoo.com

L'HARMATTAN CÔTE D'IVOIRE

Résidence Karl / cité des arts
Abidjan-Cocody 03 BP 1588 Abidjan 03
(00225) 05 77 87 31
etien_nda@yahoo.fr

L'HARMATTAN BURKINA

Penou Achille Some
Ouagadougou
(+226) 70 26 88 27

L'HARMATTAN SÉNÉGAL

10 VDN en face Mermoz, après le pont de Fann
BP 45034 Dakar Fann
33 825 98 58 / 33 860 9858
senharmattan@gmail.com / senlibraire@gmail.com
www.harmattansenegal.com

Achevé d'imprimer par Corlet, Imprimeur, S.A. - 14110 Condé-sur-Noireau
N° d'imprimeur : 195975 - Dépôt légal : février 2018 - *Imprimé en France*



monnaies locales, groupes de production artisanale, de consommation directe, d'entraide, réseaux d'échange de savoirs, les initiatives fondées sur des solidarités fourmillent de par le monde. Les travailleurs précaires, les populations de classe populaire, noires, indigènes, et parmi elles en particulier les femmes, y sont surreprésentés. Expression des rapports sociaux de sexe et de production, ces collectifs sont aussi des espaces où, sous certaines conditions, le pouvoir peut être renégocié et où des alternatives, parfois ambivalentes, s'amorcent.

Comment saisir le potentiel de ces initiatives sans perdre de vue les rapports sociaux dans lesquels elles se situent ? Quels sont les apports mutuels des études féministes et de l'économie solidaire ? À quelles conditions, finalement, l'économie solidaire peut-elle être transformatrice et féministe ?

Les **Cahiers genre et développement** sont une collection d'ouvrages portant chacun sur une problématique spécifique. Ils visent à mieux faire connaître l'outil d'analyse qu'est le genre, à croiser les théories féministes, dans toute leur diversité, avec les théories du développement. Ils proposent un choix de documents, accessibles et en langue française, dans le champ des études genre et développement.

Direction scientifique Christine Verschuur, Isabelle Guérin et Isabelle Hillenkamp

Christine Verschuur est anthropologue, enseignante-chercheure en études féministes et de genre à l'Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID, Genève). Elle est responsable du Pôle genre et développement de l'IHEID et dirige la collection des *Cahiers genre et développement*, avec l'assistance d'Emmanuelle Chauvet.

Isabelle Guérin et Isabelle Hillenkamp sont socio-économistes, chercheuses à l'Institut de recherche pour le développement – Centre d'études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques (IRD-CESSMA) et mènent des recherches sur l'économie sociale et solidaire.



INSTITUT DE HAUTES
ÉTUDES INTERNATIONALES
ET DU DÉVELOPPEMENT
GRADUATE INSTITUTE
OF INTERNATIONAL AND
DEVELOPMENT STUDIES

efi espace
femmes
international

ISBN : 978-2-343-14229-6
39 €

